







Conseil du mardi 2 février 2023

à 9h30

Montpellier Méditerranée Métropole

- Procès-verbal de la séance du Conseil du 6 décembre 2022

<p><u>Le Président</u> <u>M. Michaël DELAFOSSE</u></p> <p>Date <i>2 février 2023</i></p> <p>Signature </p>	<p><u>Le(a) Secrétaire de séance</u> <u>Mme Clara GIMENEZ</u></p> <p>Date <i>2 février 2023</i></p> <p>Signature </p>
---	---





Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 6 décembre 2022**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 6 décembre 2022

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 4 octobre 2022

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Solidarités - Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M) - Constitution d'un groupement d'intérêt économique entre ACM Habitat, Hérault Logement, FDI Habitat et la SFHE dédié à la sécurité et à la tranquillité résidentielle des immeubles d'habitation - Approbation
2. Hors commission - Plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme - Approbation
3. Ressources - Attribution de Fonds d'Équipement aux Communes - Approbation
4. Hors commission - Dispositifs d'accompagnements mobilités - Évolutions des dispositifs - Approbation
5. Aménagement durable - Amélioration de l'accessibilité au parking Comédie - Création d'une galerie cyclable - Approbation
6. Aménagement durable - Convention de compensation des déplacements urbains sur le réseau TaM réalisés par les abonnés scolaires "Libre-circulation" en juillet et août 2022 entre le SMTCH et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
7. Aménagement durable - Avenant n°8 à la Délégation de Service Public (DSP) Transport - Approbation - Autorisation de signature
8. Attractivité - Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) - Contribution métropolitaine - Approbation
9. Attractivité - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events - Prise de participation - Création d'une filiale SASU Toulouse Congrès - Approbation
10. Animation du territoire - Capitale Européenne de la Culture - Attribution de subvention à l'association Montpellier 2028 - Avenant - Exercice 2022 - Autorisation de signature
11. Animation du territoire - Musée Fabre - Gratuité - Hommage à Pierre SOULAGES - Week-end du 29 et 30 octobre 2022 - Approbation
12. Animation du territoire - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Musée national d'Art moderne (MNAM) Centre Pompidou dans le cadre de la co-organisation de l'exposition Germaine RICHIER - Autorisation de signature
13. Animation du territoire - Festivals du Domaine d'O - Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Financement - Convention d'application 2022 - Autorisation de signature
14. Animation du territoire - Théâtre des treize Vents, ministère de la Culture, Région Occitanie, Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 - Autorisation de signature
15. Animation du territoire - Centre Chorégraphique National Montpellier Occitanie, ministère de la Culture, Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention Pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2024 - Autorisation de signature
16. Animation du territoire - Médiathèque centrale Emile Zola - Convention de mise à disposition 2023-2027 par Montpellier Méditerranée Métropole des locaux au bénéfice des Archives municipales de Montpellier - Autorisation de signature
17. Animation du territoire - Convention de généralisation de l'éducation artistique et culturelle (CGEAC) - Appel à projets 2023 - Autorisation de signature
18. Animation du territoire - Cité des Arts - Affectation de subventions aux écoles associées - Conventions 2022/2023 - Autorisation de signature
19. Animation du territoire - Cité des Arts - Rémunération des intervenants extérieurs, tarifs des achats de

- prestation de cours et prise en charge des frais de déplacements - Approbation
20. Animation du territoire - Partir en livre 2023 - Création de deux résidences missions - Approbation
 21. Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - 4ème trimestre 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 22. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 23. Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
 24. Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Avenant n° 2 - Approbation - Autorisation de signature
 25. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 26. Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique " Sports" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
 27. Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Murviel-lès-Montpellier - Intégration dans le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Modification des statuts de la Régie des Eaux - Approbation
 28. Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Murviel-lès-Montpellier - Intégration dans le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux relative aux conséquences financières - Approbation
 29. Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Syndicat du Bas Languedoc - Reprise pour le service de la commune de Murviel-lès-Montpellier de la compétence à la carte de distribution d'eau potable - Protocole d'accord - Approbation
 30. Cycles de l'eau - Projets de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau - Burkina-Faso, Sénégal et Inde - Conventions de financement - Autorisations de signature
 31. Environnement - Concession de distribution publique de gaz - Avenants de prorogation de sept contrats de concession - Autorisation de signature
 32. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 33. Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Transition énergétique" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
 34. Attractivité - Coopération internationale et Coopération décentralisée volet Tourisme - Convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et Experts Solidaires pour le projet dans la vallée de l'Arghen (Maroc) d'appui à la valorisation des filières économiques traditionnelles - Autorisations de signature
 35. Environnement - Ecolothèque - Prix des fermes pédagogique 2022 de la Fondation Sommer - Financement - Approbation
 36. Environnement - Mandats n°2124 et n°2127 pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST - Protocoles de quitus et reddition des comptes - Approbation
 37. Environnement - Contrat d'action et performance entre Montpellier Méditerranée Métropole et CITEO pour la valorisation des emballages ménagers et papiers - Avenants n°1 aux contrats de reprise conclus avec les repreneurs pour la valorisation des matériaux issus des collectes sélectives - Autorisation de signature
 38. Solidarités - Prolongation du contrat de ville - Conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Avenant n°3 - Autorisation de signature
 39. Solidarités - Contrat de Plan État-Région 2015-2020 - Attribution de subvention au CROUS pour la réfection des réseaux d'eau de la cité universitaire "Le Triolet" à Montpellier - Modification -

Autorisation de signature

40. Solidarités - Agence Immobilière à Vocation Sociale - Attribution d'une subvention à l'association Habitat & Humanisme pour l'année 2022 - Convention d'attribution - Approbation - Autorisation de signature
41. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement 2022 - Convention 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Association Solidarité Dom Tom - Avenant - Autorisation de signature
42. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention de gestion entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse d'Allocations familiales (CAF) de l'Hérault - Exercice 2023 - Autorisation de signature
43. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement - Acomptes de subventions pour diverses associations et Centres communaux d'Action Sociale - Exercice 2023 - Convention d'attribution - Autorisation de signature
44. Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2022 - Convention entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature
45. Solidarités - Construction de 4 logements sociaux, 931 Chemin de Nouau à Prades-le-Lez - Attribution de subventions à SA d'HLM PROMOLOGIS - Conventions - Autorisation de signature
46. Aménagement durable - Rachat de propriétés foncières acquises par l'Établissement Public Foncier Occitanie (EPFO) pour le compte de la Métropole - Secteur Roquefraisie sur la commune de Saint Jean de Védas - Approbation
47. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Aménagement du quartier Cambacérès - Cession foncier de diverses parcelles à l'aménageur pour des surfaces tertiaires - Confirmation
48. Aménagement durable - Commune du Crès - Instauration du droit de préemption urbain (DPU) et du droit de préemption urbain renforcé - Approbation
49. Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Renonciation à acquérir - Emplacement réservé n° 6 du Plan Local d'urbanisme rue des Devèzes - Mise en demeure d'acquérir – Approbation
50. Aménagement durable - Aménagement du carrefour RM613-RD24E2 - Communes de Vendargues et de Saint-Aunès - Bilan de la concertation publique préalable obligatoire menée en application du Code de l'urbanisme - Approbation
51. Aménagement durable - Conventions de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Castries, Saint Georges d'Orques, Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes - Autorisation de signature
52. Aménagement durable - Convention de fonds de concours 2020 entre la Commune de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature
53. Aménagement durable - Convention d'entretien 2022-2026 des espaces publics du Parc Régional d'Activités Économiques (PRAE) Via Domitia avec le Syndicat mixte du PRAE - Autorisation de signature
54. Attractivité - Promotion et développement des métiers d'art - Convention cadre de partenariat 2023-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France (AAF) - Autorisation de signature
55. Attractivité - Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature
56. Attractivité - SATT AxLR Occitanie Méditerranée - Adhésion au nouveau Pacte d'Associés - Approbation - Autorisation de signature
57. Attractivité - Convention entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole autorisant à verser une aide économique à la SATT AxLR - Convention triennale 2022-2024 entre la SATT

AxLR et Montpellier Méditerranée Métropole versant apport en compte courant d'associés - Autorisation de signature

58. Attractivité - Financement des entreprises - Fonds d'investissement Aelis2 et Irdinov3 d'Irdis Capital Investissement - Conventions entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et Irdis Capital Investissement autorisant la souscription aux fonds - Autorisation de signature
59. Attractivité - Ouvertures dominicales des commerces de détail pour l'année 2023 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole
60. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
61. Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
62. Attractivité - Promotion touristique de la Destination Languedoc Camargue - Convention de partenariat et de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Montpellier et le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs d'Occitanie - Autorisation de signature
63. Hors commission - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature
64. Attractivité - Cité intelligente - Appels à projets innovants et expérimentations au service de la ville - Convention sur un programme de recherche et développement - Avenant n°1 - Autorisation de signature
65. Attractivité - Portail Hérault Data - Convention de partenariat pour la diffusion de données ouvertes entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Autorisation de signature
66. Ressources - Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
67. Ressources - Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Part sujétions Travaux dangereux et insalubres - Approbation
68. Ressources - Relations institutionnelles - Conventions de services communs - Avenant - Autorisation de signature
69. Ressources - Astreinte d'exploitation - Modalités de mise en œuvre - Approbation
70. Ressources - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
71. Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Ressources humaines" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
72. Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révisions - Approbation
73. Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget principal - Adoption
74. Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe de l'assainissement - Adoption
75. Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe du service public de l'assainissement non collectif - Adoption
76. Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe parking - Adoption
77. Ressources - Clôture des budgets annexes assainissement et assainissement non collectif - Approbation
78. Ressources - Attribution de compensation 2022 définitive à la suite de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 14 septembre 2022 - Approbation
79. Ressources - Budget principal et budget annexe parking - Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2023 - Autorisation
80. Ressources - Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et

montants 2022 - Approbation

81. Ressources - Refacturation des charges de fonctionnement aux budgets annexes - Modalités de calcul - Approbation
82. Ressources - Admission en non valeur 2022 - Approbation
83. Ressources - Apurement des régies 2022 - Approbation
84. Ressources - Tarifs de la Métropole de Montpellier - Année 2023 - Approbation
85. Ressources - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Avance en compte courant - Approbation
86. Ressources - Commission des Concessions - Création - Élection - Fixation des modalités de dépôt des listes - Règlement intérieur - Approbation
87. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
88. Cycles de l'eau - Note liminaire assainissement et eau potable - Rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement des syndicats mixtes de Garrigues Campagne et du Bas Languedoc - Exercice 2021
89. Solidarités - Complexe Funéraire - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Délégué relatif à l'exercice 2021 - Examen
90. Attractivité - Corum, Palais des Congrès, Opéra et Zénith Sud - Délégation de service public - Rapport annuel du délégué - Exercice 2021 - Examen
91. Environnement - Marché d'Intérêt National (MIN) - Délégation de service public - Rapport annuel du délégué relatif à l'exercice 2021 - Examen
92. Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Rapport annuel du délégué relatif à l'exercice 2021 - Approbation
93. Animation du territoire - Planet Ocean - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Délégué relatif à l'exercice 2021 - Examen
94. Aménagement durable - Parcs de stationnement en ouvrage - Délégations de service public - Examen des rapports annuels des délégués relatifs à l'exercice 2021
95. Aménagement durable - Transports publics urbains - Délégation de service public - Rapport annuel du délégué relatif à l'exercice 2021 - Examen
96. Environnement - Réseau public de distribution d'électricité et fourniture au tarif réglementé de vente - Délégation de service public - Rapport annuel du délégué relatif à l'exercice 2021 - Examen
97. Environnement - Réseau public de distribution de chaleur et de froid - Délégation de service public - Rapport Annuel du Délégué relatif à l'exercice 2021 - Examen
98. Environnement - Réseau public de distribution de gaz - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Délégué relatif à l'exercice 2021 - Examen
99. Environnement - Unité de Méthanisation AMETYST - Délégation de Service Public du traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation - Rapport annuel du délégué relatif à l'exercice 2021 - Examen
100. Aménagement durable - Gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone - Délégation de service public - Rapport annuel des délégués relatif à l'exercice 2021 - Examen
101. Environnement - Mandat pour l'opération de rénovation, extension, exploitation du centre de tri Demeter - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
102. Ressources - Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 2 à la convention de mandat - Approbation - Autorisation de signature

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Maryse FAYE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(e)/excusé(e) :

Hind EMAD.

Secrétaire de séance :

Clara GIMENEZ.

Monsieur le Président

Bonjour à tous et à toutes, chers collègues. Merci de votre présence pour ce dernier Conseil de Métropole de l'année 2022.

Quelques informations de départ. D'abord, saluer l'arrivée de notre collègue Luc ALBERNHE, à la suite de la démission de Max LÉVITA, dont j'ai eu l'occasion de saluer l'engagement lors du précédent Conseil municipal. Bienvenue, Monsieur ALBERNHE. Vous retrouvez les bancs de l'Assemblée du Conseil de Métropole. Merci de vos propos sur votre volonté de travailler de manière constructive, au service des habitants du territoire. Soyez le bienvenu.

Autre élément d'information. Il était venu ici pour nous présenter le Livre blanc du CHU, qui avait reçu un soutien de toutes les collectivités territoriales et des financements très importants – 260 millions d'euros – Monsieur LE LUDEC, Directeur du CHU. Il vient d'être nommé à l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), donc il nous quitte. Je tenais publiquement en votre nom à le saluer, parce qu'il a été un des acteurs majeurs pour affronter la crise de la Covid-19, l'évolution de l'hôpital public, si important à nos yeux, l'accompagnement aussi du lancement de Med Vallée. Je ne doute pas qu'au sein de ce corps très prestigieux il saura apporter toute son expérience et un très bon souvenir à Montpellier. Un petit temps d'hommage lui sera rendu la semaine prochaine.

Autre aspect, qui est relatif à l'organisation des traditionnels vœux, et qui en même temps ont été beaucoup obérés par la crise de la Covid-19. Il était de tradition qu'il y ait des vœux Ville, des vœux Métropole. Je crois que tout le monde pourra comprendre que, par souci d'économie, nous tenions une cérémonie qui permettrait d'associer le plus grand nombre. Il y aura aussi les vœux des communes de la Métropole. C'est un choix à la fois d'économie financière et puis de temps, parce que souvent les mêmes personnes se rendaient aux deux, ça rendait les soirées de janvier assez complètes. Je propose que nous les tenions le 11 janvier au Corum, une seule cérémonie de vœux. De la même manière, pour les agents des deux collectivités, là aussi nous proposons une seule cérémonie, le lendemain, on précisera l'horaire, le 12 janvier.

Autre point – qui a fait l'objet d'une communication dans la presse hier – la semaine prochaine, le 13 décembre, nous accueillons à Montpellier le colloque « *Terre de Jeux* », qui est la mobilisation de toutes les villes et du monde sportif dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques et puis de la célébration de cet événement. Comme vous le savez, nous sommes associés à Sète et à Millau, pour être un des territoires qui accueillent de grandes équipes dans la perspective des préparations des Jeux de Paris. Madame la Ministre sera présente. Avec les trois Collectivités, nous avons trouvé un arrangement pour partager la charge, et la flamme olympique passera à Millau, Sète et Montpellier. Pour la Métropole, nous serons attentifs à ce qu'elle ne soit pas que sur la ville-centre, et surtout portée par tous les enfants des clubs sportifs et aussi les grands sportifs. On souhaite confirmer cette information. Nous en partageons les coûts, ce qui a rendu plus faciles les choses.

Autre point. Dimanche dernier, le Président de la République a fait une annonce inattendue, France urbaine et l'Association des maires de France qui venait de tenir son congrès à Paris – de nombreux collègues étaient présents – n'étaient pas au courant, sur la volonté de développer des « *RER métropolitains* ». C'est une annonce que nous prenons, puisqu'elle nous permettrait de pouvoir travailler, non pas sur la Métropole – qui est déjà très engagée dans la réalisation de pose de rails avec la ligne 5 de tramway, l'extension de la ligne 1, le réseau de bus, de mobilités décarbonées, son plan vélo sur lequel nous avons délibéré à l'unanimité il y a maintenant six mois – mais pour une approche qui peut se penser à l'échelle de l'aire urbaine. Montpellier Méditerranée Métropole ce sont 31 communes, mais le système de déplacement dépendant du pôle urbain, ville-centre et première couronne : ce sont 130 communes. Nous le savons, nous le mesurons : il y a plusieurs dizaines de milliers de voitures qui entrent chaque jour dans la ville-centre et dans notre Métropole, et il faut pouvoir développer des alternatives décarbonées. Pour cela, un travail d'étoile ferroviaire avait été initié et va faire l'objet d'ailleurs dès demain avec la Présidente de Région d'une présentation conjointe. Nous avons des propositions à faire pour avoir un système de mobilités décarbonées, et toutes les options sont sur la table.

Si l'État est prêt à rouvrir des lignes, nous on est prêts à regarder. Si l'État est prêt à accélérer la réalisation du RER littoral et de la liaison Villeneuve-lès-Maguelone-Sète, si importante, si faiblement cadencée, nous en sommes. Le Maire de Baillargues, lors d'une précédente séance, cher Jean-Luc MEISSONNIER, nous a fait la démonstration que 13 minutes, ça avait amélioré considérablement les choses, et nous le mesurons. Si

le projet d'étoile ferroviaire nous permet de mettre en service le plus rapidement possible ce que nous avons délibéré sur le contrat de réciprocité avec Gignac, d'un bus à haut niveau de service, et qui sait, peut-être demain y poser des rails : nous disons banco. Si l'État est prêt à nous accompagner pour le doublement de la ligne 2, Monsieur le Maire de Saint Jean de Védas, nous sommes très disposés. Bref, nous avons un certain nombre de propositions sur la table, on pourrait en énumérer d'autres, à travers ce projet d'étoile ferroviaire.

Le mot d'ordre qui doit être le nôtre, c'est ce que nous délibérons ici, c'est d'accélérer le développement des mobilités décarbonées à l'échelle de la Métropole et de l'aire urbaine. Un courrier part en ce sens au Chef de l'État. Nous avons déjà eu des contacts avec Monsieur le Préfet de région Étienne GUYOT, qui étaient préalables à cette annonce pour essayer d'ouvrir des discussions sur comment les autorités organisatrices de transport pouvaient mieux se parler. Nous sommes – je ne veux pas utiliser une expression anglaise – dans les *starting-blocks*, en tout cas prêts à agir sur ces dossiers. Je veux le dire ici avec beaucoup de clarté, ça avait été évoqué lors de nos précédents travaux. Montpellier Méditerranée Métropole est la Métropole qui a connu une croissance démographique conséquente, importante, qui contribue à l'économie du pays, mais à beaucoup d'égards, il y a eu des retards dans les infrastructures structurantes, et si l'État est prêt aussi à prendre la mesure de ce retard pour nous accompagner, ce sera une très bonne nouvelle.

Autre information, relative cette fois-ci à notre Conseil. Indiquer que Monsieur GUISEPPIN est le nouveau Président de la Commission ressources, en lieu et place de Monsieur LÉVITA. Je tiens aussi à saluer votre présence et votre engagement.

Autre information, pour terminer avant d'aborder notre ordre du jour. La Régie publique de l'eau se réunit la semaine prochaine, dont 13 communes sont membres, et celle-ci s'élargit et aura à accomplir un vote important sur lequel nous devons nous prononcer à la suite d'un travail qui a été engagé, concrétisation d'un engagement qui avait été formulé dès le début de ce mandat d'adopter un tarif éco-solidaire de l'eau. Il sera proposée au vote des administrateurs la gratuité des 15 premiers mètres cubes d'eau, qui s'appliquera pour tous ceux qui disposent d'un compteur individuel, même s'ils devront s'acquitter d'un abonnement, et une tarification progressive sera instaurée par tranche de consommation d'eau : 15 mètres cubes-120 mètres cubes, 120 mètres cubes-240 mètres cubes et au-delà de 240 mètres cubes, là l'eau sera plus chère. Pourquoi ? Parce qu'elle vise à créer les conditions d'une responsabilisation de l'usage de l'eau. Pour 70 % des abonnés, cela entraînera une baisse, si on s'en réfère aux indications de la Régie, et c'est un effort de solidarité conséquent, c'est le bouclier social qui progressivement se conforte.

Pour les abonnés qui n'ont pas de compteur individuel, en lien avec la caisse d'allocations familiales, via les dispositions de solidarité, nous avons fait le choix de mettre en place un versement direct aux usagers, plutôt que d'autres, qui font le choix d'aller vers le CCAS. Comme certaines communes, on a « *benchmarké* », comparé, et là souvent il y avait du non-recours au droit ; donc il y aura reversement en direction des usagers. C'est une mesure de solidarité, mais aussi une mesure de responsabilité écologique à l'égard de la consommation d'eau, qui vient rejoindre tous les travaux qui sont engagés pour préserver la ressource en eau. Cela se fait à budget – je vais le dire – pas constant, mais dans le cadre du budget annexe de l'eau, et donc celui-ci se finance par les gros consommateurs d'eau, qui doivent se responsabiliser avec ce tarif de solidarité. Cela concernera 13 communes. C'est une décision importante que la régie va mettre en œuvre, mais sur laquelle chaque administrateur des communes aura vocation à se prononcer. Une communication grand public d'information et de responsabilisation sur l'usage de l'eau sera déployée à partir du début-janvier, premier trimestre 2023, avec quand même comme objectif de continuer à mieux préserver encore la ressource en eau, la ressource du Lez, qui est notre principale ressource.

Dernier point, mes chers collègues. Beaucoup ont écrit ou se sont exprimés là-dessus, sur la question du « *délestage* » et la question des économies d'énergie. Nous nous sommes tous mobilisés sur ce sujet, dans chacune de nos communes. Tous, nous avons délibéré sur un plan sobriété qui est à l'œuvre avec des indicateurs de pilotage. Nous avons comme impact la facture de l'énergie dans le budget, dans la préparation du budget 2023, et c'est pour cela que le DOB aura lieu en janvier et son vote en mars, parce que nous devons dégager des marges de manœuvre pour absorber le coût de l'énergie, qui n'était pas prévu dans notre prospective financière. Je veux quand même le dire et me faire le porte-parole de tous et de toutes : pendant la Covid-19, on a réussi à tenir les écoles ouvertes. C'était l'engagement du Ministre, dont acte, mais surtout on a dû trouver les moyens, pour qu'il y ait les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM), et les personnels dans toutes les écoles. Je suis extrêmement surpris de voir que cette doctrine, qui a permis quand même de préserver les enfants, ne s'applique pas. On espère tous qu'on n'aura pas de mesures de délestage à prendre. On fait tous partout des efforts d'économie pour que le pays puisse tenir, les collectivités territoriales, mais il y a là un point de vigilance, à la fois pour les enfants et pour l'organisation sociale, de

l'activité, parce que qui dit enfants qui ne vont pas à l'école, dit familles qui doivent s'organiser pour les garder et qui vont mettre en grande difficulté de nombreux professionnels.

Voilà mes chers collègues les quelques informations de début de Conseil. Je propose de donner la parole à Clara [GIMENEZ] pour faire l'appel. Ça a permis à tout le monde d'arriver et donc d'avoir le quorum. Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Président

Nous avons le quorum. Nous pouvons valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 6 DECEMBRE 2022

Monsieur le Président

L'ordre du jour comporte 102 affaires. Il faut juste modifier : sur le titre 1, on retire la mention « *Hérault logement* » ; et l'affaire 87 est modifiée, et normalement elle est déposée sur table. Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité

Pour : 91

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 4 OCTOBRE 2022

Monsieur le Président

Procès-verbal du 4 octobre 2022. Y a-t-il des remarques ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

Procès-verbal du 4 octobre 2022 est adopté à l'unanimité

Pour : 91

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Synthèse des décisions. L'Assemblée prend acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 1 : SOLIDARITES - GROUPEMENT SURETE RESIDENTIEL INTERBAILLEUR DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (GSRI-3M) - CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE ENTRE ACM HABITAT, FDI HABITAT ET LA SFHE DEDIE A LA SECURITE ET A LA TRANQUILLITE RESIDENTIELLE DES IMMEUBLES D'HABITATION - APPROBATION

M. COTE sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. BOURDIN.

Monsieur le Président

Affaire n° 1, dûment modifiée. Je donne la parole à Madame VASSAS-MEJRI pour sa présentation.

Claudine VASSAS-MEJRI

Merci, Monsieur le Président. C'est un sujet que nous avons déjà évoqué il y a quelque temps. Il s'agit de la constitution d'un groupement d'intérêt économique (GIE) entre ACM Habitat, FDI Habitat et la SFHE dédié à la sécurité et à la tranquillité résidentielle des immeubles d'habitation. Un groupement sûreté résidentielle inter-bailleurs de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM, étudie depuis plusieurs mois les modalités de création de cette structure dédiée à la sécurité privée. L'objectif est de faire assurer la tranquillité résidentielle par des agents agréés, qui feront respecter le règlement intérieur des immeubles et préviendront les occupations illicites des parties communes, notamment par une station debout passive. Ces agents travailleront en lien avec les partenaires institutionnels pour les faits relevant de la prévention de la délinquance. Il s'agit d'activités réglementées.

Les droits à faire des organismes HLM étant strictement encadrés, la solution qui s'est dégagée consiste en la constitution, avec d'autres organismes HLM ou assimilés, d'une structure de coopération, et plus précisément d'un GIE. Les membres fondateurs à constituer seraient les suivants : ACM Habitat, pour mémoire, qui gère près de 22 000 logements ; FDI Habitat, qui gère 7 361 logements ; SFHE, qui gère près de 13 000 logements en Provence Alpes Côte d'Azur ; actionnaire Arcade, qui gère également des logements dans la Métropole ; CDC Habitat ; Érilia également. Ce GIE serait doté de la personnalité morale et rattaché à ACM Habitat et le siège se trouverait sur les locaux d'ACM Habitat. Les activités doivent répondre aux conditions suivantes : s'inscrire dans le cadre de l'objet social des membres ; être exercées exclusivement pour le compte des membres ; et n'ont pas pour objet ou pour conséquence que le GIE développe d'autres activités que celles déployées par les membres. La GIE aura pour dénomination « *groupement sûreté résidentielle inter-bailleurs de Montpellier Méditerranée Métropole* », ce qui donne GSRI3M. Le groupement ne dispose pas de capital social, et je précise que les financements seront : 40 % au démarrage par ACM et le reste à proportion des logements de chaque bailleur social. Les instances de gouvernance sont inscrites dans le contrat constitutif : un CA composé de cinq administrateurs au moins, correspondant au nombre de membres fondateurs plus un siège, et de neuf administrateurs au plus, étant précisé que les membres fondateurs sont de plein droit représentés au Conseil d'administration. Il y aura également une assemblée générale composée de tous les membres du groupement, et plus précisément d'un représentant de chaque membre. Dans le règlement intérieur, ce qui est prévu c'est : ACM Habitat, deux sièges ; FDI Habitat, un siège ; SFHE, un siège ; CDC Habitat, un siège ; jusqu'à quatre sièges, dans la limite d'un siège par membre adhérent.

Monsieur le Président

Merci de cette présentation, Madame VASSAS-MEJRI. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur cette affaire ? Monsieur MARTIN, Monsieur REVOL, Madame DOMBRE COSTE, Monsieur SAVY. Allez, Monsieur MARTIN, cinq minutes.

Hervé MARTIN

Merci, ça sera bien plus court que cinq minutes. C'est une question importante, et qui d'ailleurs avait fait l'objet d'un accord total entre nous lors de la campagne municipale, où il s'agit de mettre finalement en protection, en sécurité, les gens qui habitent dans des endroits où ils sont souvent les plus victimes des problèmes d'incivilité. Ce sont des gens qui sont souvent soumis déjà à des difficultés de tous ordres, sociales, financières, etc., et qui méritent de pouvoir vivre en tranquillité. Je dirai même qu'il n'y a pas pour eux de véritable émancipation possible s'il n'y a pas d'abord protection et possibilité de vivre en totale sécurité.

Juste, je ne peux pas m'empêcher de le dire : nous pallions quand même un manque de l'État. C'est quand même le rôle premier de l'État que de protéger l'ensemble des citoyens, où qu'ils soient et où qu'ils habitent. Il n'empêche, malheureusement, constat est fait que, très souvent dans ces endroits-là des incivilités importantes ont lieu, que les premières victimes de ces incivilités sont l'immense majorité des gens qui habitent tranquillement dans ces résidences. Nous nous devons d'agir si l'État ne le fait pas pour aider ces gens-là à vivre en toute tranquillité.

Bien entendu, en ce qui concerne les élus Communistes de l'Assemblée, nous voterons cette délibération.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL.

René REVOL

Je me félicite de cette initiative. Je pense que ça correspond à ce qui est attendu de beaucoup d'acteurs sur ce secteur. Nous on s'est battus pour Grabels, pour l'installation d'un concierge, au bout d'années de bataille, on n'en a qu'un. Pour avoir grandi dans un logement social, je peux vous dire que, quand il y a un concierge, les choses sont complètement différentes. Il s'agit certes de la lutte contre les incivilités et l'insécurité qui peut exister. Mais plus fondamentalement, il s'agit de retisser du lien social, qui est la véritable protection qui nous permet d'agir. De ce point de vue, vous avez un critère qui est important : c'est le taux de mobilité

résidentielle, c'est-à-dire la fréquence des départs et des déménagements. Il est clair que vous avez une corrélation assez forte : plus le taux de mobilité résidentielle est faible, plus le climat social est apaisé. Ça signifie qu'il y a une sorte de lien social qui s'est construit.

J'aimerais également que ce dispositif puisse être mis en relation avec les CCAS qui ont mis en place de véritables divisions logements et suivi des logements – c'est le cas dans ma Commune – et notamment dans la préparation de la mise en place de la commission intercommunale d'attribution, qui devrait définitivement être installée à la fin de l'année, fin 2023. Je vous signale que c'est la loi Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) de 2014 qui entraînait la nécessité de mettre en place ces commissions. On fait ça avec 10 ans de retard – magnifique. Je pense qu'il faut relier ça à tout le dispositif qui va se mettre en place CCAS par CCAS dans toutes les communes.

Enfin, j'ai une question. Pourquoi un acteur aussi important que Hérault logement n'en fait pas partie ?

Monsieur le Président

Madame DOMBRE COSTE.

Fanny DOMBRE COSTE

Merci Président. Je voudrais d'abord saluer Michel CALVO, qui est le Président d'ACM, et Claudine VASSAS-MEJRI, mes collègues qui ont œuvré depuis de nombreux mois sur cette création de la brigade de tranquillité dans le logement social. Rappeler effectivement comme l'a dit mon collègue Hervé MARTIN que c'était un engagement de campagne : c'est donc un engagement tenu.

En matière de sécurité, il y a deux méthodes. Il y a la méthode qui consiste à dire que la sécurité c'est l'affaire de l'État, et donc à ne rien faire ; et puis il y a la méthode que nous mettons en place à Montpellier depuis maintenant 2 ans, qui consiste à créer un continuum de sécurité – et je salue Sébastien COTE qui gère cette question sur la Ville de Montpellier. Ce continuum de sécurité qui a permis à un hebdomadaire national de titrer la semaine dernière « *l'union fait la force* ». L'union fait la force, et en effet le Préfet en a été le garant puisqu'il a annoncé la baisse de la délinquance à Montpellier depuis 2 ans de 17 %.

Ce dispositif va concerner 80 % du logement social, c'est-à-dire à peu près 31 000 logements sur les 39 000 existants, va venir en complément également de la brigade de médiation qui a été créée par ACM, et va permettre de lutter contre l'incivilité, les dégradations, qui pourrissent la vie des habitants au quotidien dans une majorité de résidences sociales. Là évidemment on répond à une priorité : aller protéger les plus fragiles, parce que ce sont toujours eux qui sont les premières victimes de ces dégradations et de ces incivilités. En quelque sorte, ce bouclier social, ce dispositif, cette brigade de protection et de tranquillité du logement social, c'est l'angle de notre bouclier social, le bouclier social qui vient protéger le pouvoir d'achat des familles les plus modestes. Là nous protégeons aussi la vie quotidienne des plus modestes. C'est d'une certaine façon le renforcement du service public, et comme disait Jean JAURÈS : « *le service public c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas* ».

Monsieur le Président

Merci, Madame DOMBRE COSTE. Monsieur SAVY.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, mes chers collègues. Effectivement, c'est une affaire qui pour nous est très importante. Juvignac compte plusieurs centaines de logements sociaux, et tous les partenaires cités sont dans la Ville de Juvignac. Effectivement, nous travaillons depuis quelques années déjà avec tous ces bailleurs pour essayer d'organiser une forme de dynamique commune sur ces questions, à la fois des incivilités dans les immeubles mais aussi autour des immeubles, faire en sorte que les questions de déjection canine, de poubelle, etc., soient réglées de manière inter-bailleurs. Je me félicite qu'effectivement on puisse rajouter cette brigade qui permettra de gérer à la fois les incivilités à l'intérieur des immeubles, en station debout, les trafics en tout genre, etc. Je salue aussi la mise en place de moyens que sont par exemple les caméras dans les sous-sols, parce que la place des femmes, des enfants, dans ces logements pour moi est très importante. La place des femmes dans l'espace public aujourd'hui, elle est parfois mise en question, donc il faut aussi que dans ces espaces elles se sentent en sécurité, les enfants : pareil.

Je pense aussi à la question de l'image même des logements sociaux, dont on voit bien qu'aujourd'hui les représentations sont encore vivaces, et on se dit toujours qu'un logement social, c'est « *des HLM pour les*

pauvres ». Voilà ce qu'on me dit dans ma Ville parfois. Il faut absolument qu'on arrive à comprendre que 75 % de nos enfants et d'entre nous pouvons vivre dans des logements dits « *aidés* ». Ils sont « *aidés* », ils ne sont pas « *sociaux* ». Il faut qu'on arrive à apaiser ces lieux dans lesquels finalement tout le monde vit.

Je rejoins aussi la remarque de René REVOL. Ça fait longtemps qu'on milite auprès des bailleurs sociaux mais aussi auprès des syndicats dans le logement libre pour avoir des conciergeries. Le retour de la présence humaine dans une cage d'escalier, ça permet vraiment de connaître les familles, de savoir où sont les problèmes, d'identifier... C'est vrai que ça a un coût, mais finalement on a un coût en amont qui se répercute moins sur les réparations de cages d'ascenseur, d'escaliers, de dégradations qu'on récupère. Au fond, je pense que tous les bailleurs et les syndicats y gagnent parce qu'en amont les coûts sont complètement récupérés par ce que, aujourd'hui, on connaît en aval. La question de la médiation aussi est importante, puisque par la médiation on peut travailler aussi sur la question des loyers, la difficulté des foyers modestes à pouvoir les payer, des factures d'énergie, etc. La conciergerie, c'est un système qui permet en tout cas un peu comme un « *chef de village* » à l'échelle d'un immeuble finalement, un petit maire à l'échelle d'un immeuble, et ça il faudrait le multiplier partout en France.

Monsieur le Président

Merci à tous. Avant de passer au vote, quelques mots pour répondre à des questions et réaffirmer des choses. D'abord, chers collègues, je voudrais remercier les bailleurs qui se sont engagés dans le dispositif, d'ores et déjà : ACM, FDI, la SFHE et Arcade. Je rappelle qu'on a délibéré, que les garanties d'emprunt pour les bailleurs étaient aussi conditionnées à cet engagement-là. Donc merci à eux. Nous sommes en discussion encore avec Hérault logement, qui est un bailleur présent sur la Métropole, et je ne doute pas que nous aboutirons.

L'idée du financement de ce dispositif, c'est d'abord chaque bailleur qui va l'apporter et ensuite ce sont les communes de la Métropole qui viendront verser du financement. Je veux bien préciser ici que ce n'est pas la Métropole dans son budget qui finance ; c'est les communes qui pourront abonder pour contribuer au financement de ce GIE – un courrier sera adressé à tout le monde. La Métropole, je le rappelle, finance elle la police métropolitaine des transports, que nous sommes en train de déployer, dont le commandant vient d'être recruté, qui aura sa première vague d'effectifs en septembre 2023.

Je voudrais dire qu'il existe ce type de GIE dans d'autres endroits. Ça a été une initiative à Paris, il existe à Toulouse, et il permet de renforcer la présence dans le parc social. Ça a été très bien dit : c'est souvent là où se trouvent les personnes les plus vulnérables, en termes de revenus, de biens matériels, qui subissent des fragilités ; c'est ici la vitre de sa voiture qui est cassée, c'est là le sentiment de ne pas pouvoir aller librement quand on est une femme ou une personne âgée, ou qu'on a de l'inquiétude pour ses enfants quand ils rentrent sur le chemin de l'école.

Les 42 agents de cette brigade du logement social vont permettre d'aller dans les espaces gérés par les bailleurs, quand ici des petites incivilités commencent à apparaître, pour avoir une action de prévention, pour éviter des phénomènes de bascule ou d'amplification. Dans des endroits où la situation est plus préoccupante, dire avec clarté que nous ne laisserons pas faire. Je veux être ici très clair, très pragmatique, très franc comme Maire de Montpellier : là où parfois – j'ignorais le vocabulaire jusqu'à il y a 3 ou 4 ans – le « *chouf* » s'installe et qu'à un moment l'entrée d'une cité où l'entrée du parc social se fait sous l'intimidation et avec des zones de contrôle, il faut qu'il y ait une réaffirmation de l'autorité publique. Cette brigade du logement social peut y aider.

Ensuite prendre appui sur les forces de police qui enquêtent et qui font respecter les règles. Parce que le parc social c'est un des lieux où tout le monde, comme ailleurs, dans les villages, a droit à la quiétude. Cette brigade de logement social doit éviter, prévenir la délinquance, garantir que le hall d'accès de l'immeuble n'est pas sans cesse dégradé ou victime d'incivilité qui pourrissent la vie des gens, disons-le. C'est une présence humaine pour essayer d'agir face à ces phénomènes sur lesquels parfois nos concitoyens désespèrent et se mettent en colère. Nous voulons apporter une réponse résolue.

Cette brigade du logement social, elle travaillera – ça a été dit par Madame DOMBRE COSTE, et je prends au mot la proposition de Monsieur REVOL évidemment – avec tous les acteurs, pas de manière isolée, avec les polices municipales, les polices nationales, avec le concours des acteurs sociaux, et plus il y a d'associations, meilleur le climat est. Mais il faut parfois davantage de forces pour pouvoir réussir à faire respecter les règles de vie commune, et les uns et les autres nous le voyons dans beaucoup d'endroits. C'est

bien cette idée de travailler en continuité et de manière très intelligente, pour pouvoir répondre aux problèmes qui peuvent se poser.

Je veux le dire aussi parce que le débat s'est posé. Est-ce qu'on fait reporter cela sur les loyers, pour financer cette brigade ? Ou est-ce que justement chaque bailleur contribue de manière modeste pour mutualiser les forces, et ensuite chaque commune vient abonder ? Nous avons fait le choix de préserver les locataires pour pouvoir financer cette brigade du logement social. Une hausse démesurée des loyers aurait été malvenue dans le contexte actuel ; c'est comme ça que nous nous engageons.

Je précise que cette brigade du logement social vient rejoindre la médiation. Il n'y en a pas partout encore, mais nous avons fait une progression spectaculaire en termes de médiation, notamment dans le quartier de la Mosson, aux limites et aussi en lien avec les Constellations, en lien avec Gimel – je m'adresse aux deux maires qui se sont exprimés – en passant de 0 à 12 médiateurs de proximité. Parce que la médiation c'est aussi utile et le bailleur ACM s'en est doté de 6, les autres sont cofinancés avec l'État et permettent d'intervenir quand il y a des litiges entre locataires, quand il y a des tensions, des problèmes de bruit, enfin les réalités.

Cette brigade, elle va se déployer courant 2023. Très clairement elle a aussi des objectifs pour améliorer le sentiment de sécurité, de lutte contre les incivilités, pour construire nos réponses en la matière et empêcher parfois aussi des quartiers ou des lieux de se dégrader. C'est un vote pour nous très important.

Madame DOMBRE COSTE, c'est vrai, ça s'inscrit dans l'engagement commun, qui est le nôtre. On a eu l'occasion dans cette salle de réunir tous les élus en charge de la tranquillité publique dans la Métropole, face à l'insécurité. C'est parce que nous unissons nos forces, chacun dans nos responsabilités respectives. Ce n'est pas nos résultats, c'est ceux qu'annonce Monsieur le Préfet, mais entre 2019 et jusqu'à novembre 2022, c'est une baisse de 17 % des faits de délinquance qui ont été observés, et c'est quand même appréciable – même si beaucoup d'efforts encore doivent être faits. En tout cas cette brigade du logement social doit nous y aider. Là où elle s'est déployée, à Paris et à Toulouse, elle a démontré sa profonde utilité, et je crois qu'à Montpellier est dans sa Métropole elle le démontrera aussi.

Je vous propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci beaucoup de cette unanimité. Cette délibération se retrouvera dans le conseil des communes qui s'engage financièrement à travers ce GIE. Merci beaucoup.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION - PLAN DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'ABSENTEISME - APPROBATION

M. F. RIO sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme A. RIMBERT.

M. S. DESSEIGNE sort de séance en donnant pouvoir à Mme V. NEGRET.

Monsieur le Président

Deuxième affaire. Je donne la parole à notre collègue Vice-Président Joël RAYMOND pour présenter le plan de prévention, de lutte contre l'absentéisme. Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues. Je suis le rapporteur, en tant que Vice-Président en charge du Dialogue social et des Ressources humaines, de ce plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme, qui s'inscrit dans la composante du pacte social conciliant trois facteurs majeurs :

- L'exigence d'un service public de qualité ;
- La reconnaissance des agents dans leur engagement ;
- La préservation du capital humain de nos environ 2 500 agents à la Métropole.

C'est la première fois qu'un exécutif déploie un plan aussi ambitieux et global de la qualité de vie et des conditions de travail, afin de prévenir l'absentéisme et renforcer l'employabilité des agents sur l'ensemble de leur carrière professionnelle.

Mettons bien en avant la notion de prévention. La Métropole s'inscrit dans des politiques de prévention pour éviter la détérioration du taux d'absentéisme dans un environnement qui évolue rapidement ; évolution de la composition de nos effectifs et des métiers de notre établissement public. Je vous rappelle notamment les mutualisations et les différentes compétences prises par la Métropole au cours de ces dernières années. Cela nous oblige à anticiper en tenant compte de l'évolution de la pyramide des âges, qui est plutôt vieillissante à la Métropole, puisque si vous avez lu la délibération, près de 10 % des effectifs ont aujourd'hui plus de 60 ans. Notre taux d'absentéisme est à peu près dans une moyenne nationale, mais je tiens à dire qu'il a progressé de 2 jours entre 2017 et 2019, passant de 24 à 26 jours, ce qui nous conduit à réfléchir et à mener des mesures de prévention et/ou de contrôle. L'objectif est d'éviter toute détérioration qui aurait des répercussions sur le fonctionnement interne et la qualité du service rendu auprès des usagers et habitants.

Dans ce schéma – un collier de perles que l'on présente souvent pour différents rapports – on a revu les différentes thématiques afin d'apporter des mesures structurelles concrètes pour ce plan de prévention de l'absentéisme. Je vais vous les citer et prendre des exemples, il y a des mesures sociales et de reconnaissance de l'investissement des agents. On l'a vu notamment à travers le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), régime qu'il fallait mettre en œuvre, mais qui a permis je pense aux agents de retrouver un salaire conforme à ce qu'ils attendaient. Egalement la prime collective qui aujourd'hui, pour la troisième année, sera votée dans les affaires suivantes. Il y a des mesures organisationnelles, prenant en compte la pénibilité de certains rythmes ou de certains métiers, rythmes de travail. Pareil : il y a des délibérations, des affaires sur les ressources humaines dans ce Conseil. Il y a, troisièmement, des mesures pour la politique managériale, humaine, égalitaire et responsable. Je peux vous citer par exemple la mise en œuvre de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, mais aussi le déploiement des lignes de gestion qui ont conduit avec la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) à un avancement de grade plus clair et plus transparent vis-à-vis des agents et les promotions internes également. Aussi, on a renforcé la qualité de vie au travail avec la direction de Monsieur JOCTEUR [MONROZIER]. Ensuite, il y a des mesures de développement des compétences des agents, et être capable de proposer un déroulé de carrière. Pour cela, on a voté un plan de formation 2022-2024. Il y a également eu comme exemple le Campus du management, qui aujourd'hui a un franc succès auprès de nos agents qui se forment en interne avec l'appui du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT). Il y a également l'application Passerelle, qui est un dispositif qui permet à certains agents de rebondir lorsque ceux-ci se retrouvent dans une situation délicate. Enfin, il y a des mesures pour responsabiliser l'ensemble du collectif de travail, à travers en particulier le projet d'administration, qui est en cours de réalisation, puisqu'il est partagé avec de nombreux agents et il fédère tout cela.

Il me paraît nécessaire de vous rappeler le contexte actuel, nos volontés et enfin partager un objectif commun. Le premier point, c'est être à l'écoute. Je crois qu'aujourd'hui l'ensemble des élus – en tout cas ceux qui composent avec moi et qui suivent les Comités Techniques (CT) et les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) – savent pertinemment que nous sommes à l'écoute, avec une meilleure prise en compte aussi de la qualité de vie au travail pour l'ensemble des agents. Deuxième élément : il faut proposer aux agents une évolution de carrière. C'est ce que ce plan prévoit. On doit être en capacité de pouvoir offrir une lisibilité de déroulement de carrière à nos agents, on doit travailler dessus et c'est ce que propose ce plan. On doit également permettre des reconversions et/ou de la mobilité interne. Quatrième point, évidemment pas des moindres : il faut maîtriser la masse salariale. On m'en a fait part lors de la Commission ressources. J'ai expliqué les éléments sur lesquels on s'appuyait, sachant que la masse salariale, vous le savez, est un élément majeur dans le budget de fonctionnement. Notre détermination est d'apporter des actions transverses et adaptées à chaque métier, en tenant compte toujours de la qualité de vie au travail.

Pour cela, nous avons en effet constitué un plan d'actions qui repose sur trois axes principaux. Le premier axe, « *mieux comprendre et responsabiliser chaque acteur* », est important dans la mesure où même si nous avons des données et quelques indicateurs, il est essentiel de poursuivre dans ce sens et d'aller au-delà pour mieux comprendre, analyser et suivre finement l'évolution de l'absentéisme, sous différentes formes. Pour cela, on doit se doter d'outils de pilotage qui doivent être structurés, voire même automatisés, notamment pour faire des distinctions, par exemple des arrêts maladie, de suivi des accidents du travail, de la fréquence. Je crois en un véritable observatoire de la donnée qui sera mis en œuvre tant sur le plan qualitatif que

quantitatif, avec bien entendu une distinction par Pôle au regard de chaque risque, métier et/ou fonction. Deuxième point : les démarches de prévention de l'absentéisme doivent être portées collectivement, et pas seulement par les RH. Je ré-insiste auprès des collègues Vice-Présidents et également auprès des Directeurs de Pôle : chaque Pôle devra construire avec les agents et les encadrants des tableaux de bord de suivi des absences, ainsi qu'un accompagnement de chaque agent lors d'un retour d'un arrêt de travail, pour tout simplement prévenir la banalisation des arrêts.

L'axe 2, c'est l'axe majeur de ce plan, c'est le plus important, c'est celui qu'il faut retenir, avec des actions liées à la prévention des risques professionnels, la qualité de vie au travail, dans l'objectif de réduire l'usure professionnelle, physique et mentale, et donc de limiter la survenance des arrêts de travail. On distingue pour cela deux orientations – je vais essayer de les développer avec des éléments concrets, notamment indiqués dans la délibération.

Sur le premier volet, « *renforcer la qualité de vie au travail* », première grande action, il y a tout ce qui concerne les managers et les agents. Il y a un vrai programme de formation des managers sur la gestion des risques professionnels et la désinsertion professionnelle, qui est un volet central de cette approche de prévention. Il y a également des actions de prévention concernant spécifiquement les conditions de travail des encadrants, qu'il faudra formaliser dans le cadre du plan managérial – je vous fais le renvoi au projet d'administration en cours de formalisation. Il y a également une offre pluridisciplinaire renforcée, certains réseaux sont déjà en place, comme le réseau des coachs, mais aussi la création d'un réseau de médiateurs qui verra jour. Ensuite, il y a l'expérimentation de nouvelles méthodes pour améliorer les conditions de travail et favoriser notamment les temps managériaux, incontournables pour renforcer le lien entre les agents et les managers, et surtout le collectif – réunions d'équipes, entretien, etc. Pour les agents, plusieurs mesures sont proposées. C'est les accompagner dans leur mobilité et transition professionnelle – parcours de mobilité et de formation, je l'ai dit tout à l'heure, avoir une lisibilité sur le déroulé de la carrière professionnelle. Des jours de formation seront dédiés au développement de ces parcours dans le cadre du plan de formation voté. On doit mieux les accompagner dans leur quotidien de travail avec des actions visant à une meilleure conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle. On a déjà, je vous le rappelle, mis en place des plages horaires plus larges, ce qui facilite le lien entre la vie privée et la vie professionnelle. On a mis en place le télétravail. J'ai signé beaucoup aujourd'hui, d'ores et déjà, d'engagements de télétravail de la part des agents de la Métropole. Egalement, on travaille sur le droit à la déconnexion. J'ai parlé également du dispositif Passerelle, très intéressant et nécessaire dans une Collectivité comme la nôtre, afin de pouvoir réorienter certaines personnes. Enfin, auprès des agents, il faut assurer la protection : la Collectivité la doit à ses agents. On a mis en place et voté dernièrement le process de signalement de violences ou de harcèlements, qui fera l'objet bien évidemment d'une évaluation au bout d'une année.

Sur le deuxième volet, pour « *améliorer l'environnement de travail* », il faut renforcer la politique de prévention des risques professionnels. Trois documents principaux, les outils structurés en début de mandature qu'on a repris. Les trois documents sont le document unique d'évaluation des risques professionnels, le programme pluriannuel de prévention et le fonds interne de prévention qui est doté à la Métropole de 60 000 euros. Il faut structurer le réseau de préventeurs autour de 6 conseillers de prévention. C'est ce que nous avons validé, avec le réseau des assistants de prévention et des postes de conseillers. Il faut travailler également sur la prévention des accidents de travail, sensibiliser les agents et les encadrants et conduire à la nécessité du port d'équipements de protection individuelle et de prévention des troubles musculosquelettiques, qui constitue un levier prioritaire dans les missions, notamment je pense aux agents qui sont dans des métiers difficiles. Enfin, l'accompagnement des agents également dans leur parcours de santé, avec des informations et de la sensibilisation globale sur l'accès aux soins et sur certaines pathologies. On doit également soutenir et éviter le renoncement aux soins, avec la participation à la protection sociale et complémentaire de prévoyance, dont les discussions démarreront pendant l'année 2023. Les groupes de travail ont déjà démarré ce travail.

Enfin, l'axe 3. Comment vous dire ? Dans tous les plans, quels qu'ils soient, il y a toujours à la fin une notion de contrôle et d'exécution. Ça s'appelle de la transparence et un éclairage pour que l'ensemble du collectif aille dans le même sens. Il y a aussi le but d'équité entre les agents. L'objectif est donc de promouvoir le juste équilibre entre le soutien de l'employeur et l'engagement des agents. Pour cela on a identifié quatre chantiers qui doivent être finalisés, mais la réflexion est bien avancée. On doit renforcer la structuration d'un dispositif de contrôle des arrêts maladie. Un contrôle renforcé, et sanctionner des cumuls d'activités exercés notamment pendant les arrêts de travail – on l'a vu. Un partenariat est à construire aussi avec le Conseil national de l'ordre des médecins pour permettre de mettre en place des moyens afin d'arrêter les arrêts de complaisance. Enfin renforcer les modalités de contrôle lors de la visite d'embauche : c'est un travail que l'on doit construire entre la médecine préventive et les médecins agréés, notamment dans le cadre de l'embauche, de l'emploi, de

pouvoir mieux mettre en relation l'état de santé et l'aptitude à la fonction et à l'emploi de l'agent qui fait objet de candidature. En effet, dans cet axe 3, la mesure sur le présentisme, avec cette notion de franchise, a été validée dans la délibération du RIFSEEP le 22 mars dernier. Elle constitue une disposition de la politique globale. Cette mesure mise en œuvre au 1^{er} janvier 2023 pourra évoluer et être adaptée pour être mieux ciblée.

Comment on met en place tout cela ? Il ne vous a pas échappé qu'il y a un changement avec l'apparition du Comité Social Territorial (CST), puisque les élections professionnelles qui auront lieu après-demain, jeudi, vont définir les personnes qui seront présentes. On continuera à travailler avec le CST nouvellement élu. Mais aussi, je l'ai dit et j'ai insisté, avec chaque Pôle et les organisations syndicales bien évidemment, pour pouvoir mettre en place ce plan d'actions. Il y a pour cela des moyens qui sont dédiés, qu'on a voulu renforcer, avec notamment des chargés de mission qui ont été recrutés, et les fameux conseillers dont je vous ai parlé dans ma présentation. Ce plan d'actions, bien évidemment, fera l'objet d'une évaluation régulière et également d'un suivi avec des données analysées, chiffrées, pour pouvoir moduler, l'aménager, l'adapter à chaque situation.

Alors, mes chers conseillers, aujourd'hui vous allez prendre part au vote d'un plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme, ambitieux, équilibré et souvent, souvent, demandé par une majorité d'agents. Vous ne votez pas pour une mesure, mais pour un plan global, un faisceau de mesures qui doivent améliorer la qualité de vie au travail. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur RAYMOND, pour cette présentation très complète. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Il y a Madame RIBOT, Madame OLLIER, Monsieur GUISEPPIN, Madame DOULAIN, Monsieur MARTIN, Monsieur ASLANIAN, Monsieur JAOUËL et Madame DIRHOUSSE, et Monsieur CALVAT. Ok. Allez-y, Madame RIBOT, vous avez la parole.

Catherine RIBOT

Merci, Monsieur le Président. Bien évidemment, on ne peut être que totalement favorable à un plan ambitieux et global d'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail. Effectivement, il est indispensable de repenser et de renouveler aujourd'hui les actions préexistantes menées sur cette thématique, afin d'apporter des mesures structurelles aux équipes en termes de prévention – c'est ce qui est écrit en page 2 du document, de la délibération. Les deux premiers axes ne peuvent qu'être soutenus et encouragés : mieux comprendre, responsabiliser chaque secteur, prévenir et renforcer la qualité de vie et des conditions de travail.

Par contre, l'axe 3 de ce plan ne paraît pas répondre aux enjeux ; plus même, au contraire, cela comporte un risque grave de méconnaissance des conditions de travail des salariés. Cet axe s'intitule « *contrôler et sanctionner les abus dans un souci d'équité entre agents* ». Le plan de prévention propose une méthode de travail pragmatique et participative. Il nous semble que, bien au contraire, cet axe 3 ne procède surtout pas d'une méthode pragmatique et participative. L'axe 3 sanctionne toutes les absences de plus de 10 jours, et avant même que les outils pour connaître, les outils pour analyser les causes, n'aient été mis en place. Ayons du bon sens, étudions les origines de ces absences avant même de sévir. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Madame DOULAIN interviendra sur le fond.

Monsieur le Président, il est question ici d'absentéisme. Deux solutions. La première : une méthode brutale qui consisterait à faire croire que c'est volontaire, que les agents en arrêt sont des profiteurs d'un système – comme vous semblez le penser. La deuxième serait de se demander « *pourquoi les agents sont-ils absents ?* ». Cette question peut surprendre, mais lorsque l'on s'inquiète de l'absentéisme et de la santé physique et mentale de ces agents, il serait plus efficace de se demander « *pourquoi ?* ». Vous semblez ignorer, Monsieur le Président, que vos agents ont à cœur de bien travailler, de faire un travail qui a du sens, d'en être fiers. Sachez que l'absentéisme est une donnée qui devrait vous alerter, puisque c'est un des marqueurs du mal-être au travail, de la perte de sens, des risques psychosociaux. Il est plus simple, je vous l'accorde, de balayer le problème d'un revers de la main. Je suis inquiète pour la santé de vos agents.

Prenons l'exemple de Grammont, dont vous avez la responsabilité. Malgré les alertes à deux reprises des salariés et de leurs élus du personnel, vous ne leur avez jamais répondu. Pire, à deux reprises, ceux-ci vous ont supplié de les aider face au harcèlement qu'ils subissent – dicit l'expertise qui le confirme – aucune réponse n'a été apportée à cette souffrance. En tant que responsable, vous n'avez même pas voulu répondre à vos obligations légales : le document unique d'évaluation des risques professionnels n'aborde pas les risques psychosociaux, alors qu'il s'agit là d'une obligation. La fiche d'entreprise obligatoire faite par la médecine du travail n'a pas été présentée aux élus du personnel. Aujourd'hui, vos salariés sont malades. En droit, cela s'appelle une faute inexcusable de l'employeur. La seule solution trouvée par ces salariés a été de lancer une procédure au tribunal pour être enfin entendus. Ils en parlent bien mieux que moi, alors je vais vous lire le message qu'ils vous adressent :

« Monsieur le Président, c'est non sans peine que nous vous adressons ces quelques lignes. La situation au sein des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole est dramatique, une souffrance de chaque instant. « Le travail, c'est la santé », a chanté Henri SALVADOR en 1965. Mais plusieurs instigateurs cherchent à détruire les vulnérables individus que nous sommes. Nous sommes à bout de souffle et nous avons le sentiment que vous refusez de l'entendre. Nous aspirons à travailler dans un cadre sain, sans agression, sans insulte, sans harcèlement, sans maltraitance. Ce n'est pas demander la Lune, mais un appel au secours. Nous éprouvons un manque de compassion et d'attention. Nous insistons sur l'urgence de nous apporter une aide concrète et sans tabou en assumant vos convictions. Ne pas agir, c'est dissimuler, et la dissimulation est pire que le crime en lui-même. »

Monsieur DELAFOSSE, sachant que ces faits perdurent, aujourd'hui, au regard des témoignages actuels, voici mes questions : comment osez-vous parler de dialogue social, de projets fédérateurs partagés, d'écoute, quand on a des dizaines d'agents devant la porte ? Quand allez-vous rétablir le dialogue social ? Comptez-vous continuer cette gestion brutale de vos agents et de vos salariés ?

Monsieur le Président

Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN

Bonjour, chers collègues. Bonjour, Monsieur le Président. C'est un sujet que j'ai longtemps abordé et demandé : je ne peux que me féliciter du plan de prévention qui a été présenté. J'ai vu que celui-ci avait été traité dans les détails et qu'on prend tout en compte. Bien sûr, on peut s'insurger et expliquer que les gens vont être contrôlés. Mais aujourd'hui, l'absentéisme, à qui elle nuit le plus ? D'abord aux agents, parce que ceux-ci, quand ils vont au travail, ils se retrouvent dans des situations très compliquées. Après les agents, il y a les contribuables, parce que la notion de service n'y est pas. Et pour finir, nos finances : Dieu sait si ça ne va pas être simple, mais quand on réduit le taux d'absentéisme, on améliorera nos finances. Il y a plusieurs manières de le traiter. Aujourd'hui l'équipe de Joël RAYMOND – que je veux vraiment féliciter – me donne l'impression d'avoir étudié tous les sens : le sens humain, le sens pratique et le sens pragmatique. Bien entendu, ce ne sont que des mots. Il faudra qu'on suive avec attention ce qui va être pratiqué ; mais ça va dans le bon sens, et ce bon sens il me réjouit vraiment. Merci.

Monsieur le Président

Merci. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Bonjour, Monsieur le Président. Bonjour, chers collègues. La question de l'absentéisme est un sujet majeur qui vient toucher au bien-être de nos agents et au bon fonctionnement de notre Collectivité. Sur un sujet aussi important, l'improvisation est impossible et la méthode doit être impeccable. Si je peux me réjouir que pour une fois une affaire RH ne soit pas reléguée au fin fond de l'ordre du jour de nos Conseils, pour le reste c'est à nouveau une occasion manquée !

À quel moment pensiez-vous pertinent de faire passer un plan sur un sujet aussi sensible, aussi majeur, tout en cassant du sucre sur le dos de nos fonctionnaires ? Vous avez en effet décidé de vous entêter dans le fait de réduire le régime indemnitaire – et donc de fait la rémunération – de nos agents au bout de 10 jours d'arrêt maladie ordinaire dans l'année. 10 jours sur 228, c'est très peu : une grosse grippe, une opération non prévisible, et l'agent sera pénalisé financièrement dans le contexte d'inflation que nous connaissons. C'est une punition en quelque sorte collective qui place nos agents sous une menace systématique et aveugle. C'est la menace finalement d'une double peine pour les agents malades.

Pour être très concret, de quoi parlons-nous avec cette mesure, cet axe 3 ? C'est qu'un agent, par exemple victime d'un accident ou d'une maladie nécessitant parfois plusieurs mois d'arrêt, peut perdre plus d'un millier d'euros. Soyons clairs, il ne faut pas se voiler la face : certains agents vont être contraints à travailler bien que malades. Vous parlez d'équité entre agents, mais qui peut dire ici que nous sommes égaux face à la maladie, face aux aléas de la vie ? Cette mesure, elle vient brouiller tout le reste du plan, elle vient parasiter tout le reste du plan. C'est inefficace au possible.

Comme lors du Conseil de mars, nous vous rappelons que nous pouvons faire autrement. Deuxièmement, qu'il faut aborder sérieusement ce sujet majeur pour notre collectivité, sans agiter de solutions simplistes qui infantilisent nos agents. Il est possible de remettre à plus tard la mise en application de cette mesure. Enfin d'opérer tout simplement un contexte d'apaisement sur ces questions importantes. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Ce plan, effectivement, de prévention, vise à faire que d'abord les agents aillent mieux. Ce qu'il a de bien, c'est que quand on fait en sorte que les agents aillent mieux, ils vont mieux : c'est le premier point d'importance. C'est une lapalissade mais c'est extrêmement important ! Ensuite, ça permet d'avoir un service public qui va mieux. L'ensemble du corps de cette délibération vise à ça et c'est une excellente chose. Je ne vais pas re-détailler ce que Monsieur RAYMOND a longuement détaillé dans l'axe 2, mais en gros tout ce qui consiste – je reprends simplement le titre – à « *renforcer et prévenir la qualité de vie et des conditions de travail* », forcément ça va dans le bon sens.

Je pense d'ailleurs que l'ensemble des salariés de la Métropole attendent que des mesures soient prises en termes de mobilité de carrière, d'accompagnement de leur parcours. Essentiellement d'ailleurs après l'âge de 60 ans. Permettez-moi un petit mot là-dessus, parce qu'il y a quand même une difficulté, quand on veut reculer l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans. Il y a quand même actuellement en France moins d'une personne de plus de 61 ans sur deux qui est encore au travail. Ça veut dire quoi ? Excusez-moi, je vais caricaturer, mais par pure pédagogie. En gros dans le privé à partir de 60 ans, très souvent, on a fait en sorte d'évacuer les gens. Dans la fonction publique, où les gens sont le plus souvent – heureusement – titulaires, les gens se retrouvent en difficulté après 60 ans. Dans la mesure où l'État veut encore augmenter l'âge légal de départ à la retraite et dans la mesure où on n'est pas tous d'accord pour le ramener à 60 ans, il faut proposer en interne des parcours de mobilité, de formation, de changement de poste, etc., qui visent à mettre ces personnes-là dans les meilleures conditions possibles. Evidemment pour éviter des absences qui sont d'abord préjudiciables pour eux-mêmes, parce qu'en général ça ne fait plaisir à personne.

Pour que ce travail se fasse dans de bonnes conditions, l'axe 1 décrit les indicateurs et le système de pilotage nécessaire. Evidemment on peut s'interroger – que ce soit l'axe 2 ou l'axe 1 d'ailleurs – pourquoi jusqu'à maintenant rien de tout ça ou très peu a été fait ? Dans tous les cas, nous nous félicitons que cela soit engagé.

Effectivement, sur l'axe 3 se pose la question du contrôle, et bien entendu à partir du moment où il y a action il y a contrôle – je pense que ça tout le monde l'entend. Je reviendrai là-dessus en Conseil municipal, parce que je m'y étais déjà exprimé là-dessus – et je ferai un peu plus long, je vous préviens d'avance d'ailleurs – sur le rôle des médecins dans ce jeu-là. Dans tous les cas, là où nous nous avons un problème, très concret, c'est sur le seuil des 10 jours, parce que nous estimons que ce seuil, effectivement, il est trop bas. D'ailleurs c'est presque reconnu à demi-mot dans la délibération et dans ce que disait Monsieur RAYMOND tout à l'heure en disant qu'il pourra faire l'objet « *d'une révision, d'un nouveau ciblage* » – je ne sais plus quels étaient les mots exacts employés. Donc on se doute en quelque sorte que ce seuil n'est pas le bon – parce qu'effectivement quelques jours de maladie, de Covid à un endroit, de grippe à l'autre, etc., feront franchir le seuil. Du coup le juste équilibre dont parlait Monsieur RAYMOND entre les salariés, entre les quelques-uns qui grugent et qui doivent être sanctionnés, et l'immense majorité des gens, qui font leur travail et qui remplissent leur mission de service public tout à fait normalement, mais qui comme tout un chacun peuvent se retrouver malades plus de 10 jours et qui du coup seraient sanctionnés comme ceux qui grugent, je pense que là le juste équilibre n'est pas trouvé. C'est la raison pour laquelle nous nous abstiendrons sur cette délibération.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MARTIN. Monsieur ASLANIAN, qui suit l'autre volet RH à la Ville de Montpellier, où une délibération comparable sera proposée au vote.

Michel ASLANIAN

Merci, Monsieur le Président. Je vais faire comme mon collègue Hervé MARTIN : je serai beaucoup plus long évidemment lors du Conseil municipal où je présenterais ce plan. Monsieur le Président, vous l'avez dit à de multiples reprises : l'absentéisme a des causes multiples et protéiformes. Quand vous nous avez demandé à Joël RAYMOND et à moi en 2020 de nous atteler tout de suite à ce fléau qui gangrène nos Collectivités, la première chose que nous avons faite – et là je voudrais m'inscrire en faux par rapport aux propos de Madame OLLIER – c'est de réunir les organisations syndicales et de travailler avec elles. Nous avons avec Joël RAYMOND assuré des dizaines d'heures de groupe de travail avec les organisations syndicales, avec l'administration, avec les agents de catégorie A, de catégorie B, de catégorie C, et nous avons tenté de mettre en place aujourd'hui le plan qui vous est présenté. C'est un processus qui n'a jamais été mis en place, Monsieur le Président, mes chers collègues, jamais. Jamais une collectivité n'avait pris le dossier à bras-le-corps comme nous l'avons fait.

Effectivement, c'est un dossier extrêmement complexe, et c'est un dossier extrêmement sensible. Mais nous avons une volonté absolument forte de réduire l'absentéisme parce que – comme l'a dit mon collègue Hervé MARTIN – de toute façon les populations vieillissent. La pyramide des âges est plus jeune à la Métropole qu'elle ne l'est à la Ville, mais si nous ne prenons pas tout de suite en charge les gens qui auront 60 ans dans 20 ans, c'est une bombe à retardement qui nous explosera. De toute façon nous n'avons plus de temps à perdre.

Ce qui est extrêmement important à dire – je pense que c'est ça la différence avec ce qui s'est passé dans le passé – c'est que nous allons créer des indicateurs pour mesurer les réussites de ce plan, et que nous viendrons vous présenter à chaque Conseil municipal et Conseil de Métropole les évolutions de ces indicateurs. Monsieur le Président, chers collègues, si nous nous trompons, s'il y a une mesure que nous n'avons pas bien faite, nous allons l'adapter, nous allons interroger nos indicateurs. L'objectif à terme c'est que – comme l'a dit Hervé MARTIN – les agents de la Collectivité aient les meilleures conditions possibles pour travailler, que ce soit leurs conditions de travail, leur formation tout au long de la vie, leur déroulé de carrière, leur management, etc., pour réduire le fléau de l'absentéisme à une partie incompressible qui est la maladie. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur ASLANIAN. Madame DIRHOUSI.

Zohra DIRHOUSI

Bonjour à tous. Mon intervention va faire écho à celle que j'ai eue lors d'un précédent Conseil, où nous avons abordé effectivement la franchise des 10 jours. Je salue le travail qui est fait sur la prévention de l'absentéisme d'une part, comme par exemple la mise en place d'agents de prévention, le travail sur le document unique d'évaluation des risques professionnels, l'accompagnement des personnes en situation de handicap, le campus que tu as évoqué. Tout ça je l'ai suivi, étant membre du comité technique. Par contre, ce que je regrette, c'est que tout ce travail de prévention n'ait pas été fait en amont des décisions qui ont été prises, notamment concernant le délai de franchise des 10 jours. Dans ce plan de prévention, divisé en trois axes, effectivement il y a le troisième axe de contrôle et de sanction qui va « banaliser » quelque part la stigmatisation des agents qui sont malades : ça nous ne pouvons pas y adhérer.

Ensuite je constate que le même dispositif est fait à la Ville et à la Métropole. Lors d'un comité technique à la Métropole, les agents ont relevé ce point en disant : « *est-ce que le taux d'absentéisme est le même à la Ville e à la Métropole ?* ». Quand on est à 5 % ou 6 %, je ne parle pas de fléau. Est-ce que ce qui est constaté à la Ville de Montpellier et ce qui est constaté à la Métropole est la même chose ? Est-ce que les agents doivent être traités de la même manière que ce soit à la Ville ou à la Métropole ? Nous aurions souhaité que tout ce travail de recherche des causes d'absentéisme, de chiffres plus pointus, nous soit donné avant que des axes de contrôle et de sanction soient mis en place. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame DIRHOUSI. Monsieur JAOUL, Maire de Saint-Brès.

Laurent JAOUL

Merci, Monsieur le Président. Je voudrais m'exprimer sur ce projet de délibération, parce que quand on regarde le contenu de cette délibération, on voit qu'il concerne 8 000 agents : il y a à peu près je crois 3 000 agents sur la Métropole et 5 000 sur la Ville de Montpellier.

D'abord je voudrais saluer le travail des agents de la Métropole qui sont au service de nos communes. J'ai une pensée pour celles et ceux qui sont touchés par la maladie, pour celles et ceux qui ont des soucis de santé et qui continuent de travailler.

Ce qui me cause un souci dans ce projet de délibération, c'est que je ne me vois pas en tant que Maire de la Commune de Saint-Brès me prononcer sur le statut d'agents de la Mairie de Montpellier, de la Commune de Montpellier. Vous allez me parler de principe de mutualisation, mais sur les 5 000 agents qui travaillent sur la Commune de Montpellier, certains ne sont pas du tout concernés par les affaires de la Métropole. Il y a un principe qui m'est particulièrement cher : c'est le principe de souveraineté des maires, des communes et des conseils municipaux. Le Maire de Saint-Brès, mais aussi le Maire de Baillargues, de Saint-Geniès-des-Mourgues etc. je ne vois pas ce qu'il aurait à faire sur le sort et le statut des agents de la Commune de Montpellier. C'est ce qui me dérange dans cette délibération. C'est la raison pour laquelle je voterai contre. A la veille des fêtes de Noël, je pense qu'elle n'est pas particulièrement bienvenue. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame Ollier : Madame LLORET aussi répondra, puisqu'il y a eu un questionnement. Et ensuite, Monsieur CALVAT. Je dirai évidemment quelques mots. Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Chers collègues, avec Laurent JAOUL, on ne s'est pas concertés : moi je félicite Joël RAYMOND et toute son équipe. Cette mesure, on l'a mise en place depuis 15 ans à Baillargues. Il y a un delta de 10 jours : à Baillargues on est à peine à 7 jours, avec des pénalités sur le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) derrière. Ça fonctionne très bien, les syndicats sont contents, tout le monde est content.

Je voulais te féliciter, Joël [RAYMOND], et continuer dans ce sens dans l'intérêt général, notamment d'un service public qui est à performer vu la raréfaction des emplois que l'on peut offrir, et surtout des gens qui postulent pour venir travailler et conforter les services de la Métropole. Au bout d'un moment il faut prendre des mesures, qui sont des mesures courageuses. La période n'est pas propice à ce genre de mesures, donc félicitations et bonne continuation. Merci.

Monsieur le Président

Madame LLORET sur l'affaire du funérarium sur laquelle vous avez été interpellée et sur laquelle vous êtes très mobilisée. Quelques éléments de réponse.

Eliane LLORET

Oui, Monsieur le Président, chers collègues. En effet, je voulais prendre la parole sur ce qui a été dit par Madame OLLIER tout à l'heure, puisque je suis Présidente du Conseil d'administration du service funéraire. Il est vrai que cette affaire est grave, on en est tous conscients et il faut réagir. Je pense que la Direction générale a su le faire dès le mois de février dernier, dès qu'elle a eu connaissance des faits de harcèlement présumés, en lançant une enquête. Cette enquête a été menée par un cabinet extérieur de manière à pouvoir être la plus objective possible. Cette enquête a conclu à du « *harcèlement d'ambiance* ». C'est vrai qu'on a du mal à imaginer ce que ça peut signifier, mais en attendant, il n'y avait pas dans le résultat de l'enquête, de harcèlement sexuel ou moral. 35 agents ont répondu sur les 49 salariés, malheureusement, les personnes qui avaient soulevé le problème ne sont pas venues. C'est dommage, je regrette un petit peu que ça se soit passé comme ça.

Ce que je voulais dire aussi, c'est que la Direction générale prend à cœur depuis de nombreuses années ces problématiques – en tout cas depuis 2 ans. Je voudrais aussi dire que le Président DELAFOSSE nous a adressé, que ce soit à l'ancienne Présidente Anne YAGUE ou à moi, un courrier de soutien, pour nous faire part en tout cas de l'attention qu'il portait à ce gros souci, sur lequel je ne veux malheureusement pas revenir davantage, parce qu'il est aujourd'hui sur le bureau du Procureur. Je crois que ce n'est pas le moment aujourd'hui d'évoquer quoi que ce soit, de juger quoi que ce soit. En attendant, on suit l'affaire de près et vous pouvez imaginer qu'en étant une femme parmi d'autres femmes, c'est un sujet qui me tient à cœur.

Je voulais le dire publiquement, parce que nous suivons l'affaire de près. On a eu une réunion avec Monsieur NYS et Monsieur RAYMOND aussi pour évoquer cette problématique RH. Vous imaginez l'ambiance qu'il y a dans un complexe qui est censé être porté sur l'humain et dont le personnel est déjà soumis à des pressions humaines difficiles au quotidien ; de vivre ça au quotidien, c'est aussi quelque chose auquel il faut penser. Il y a 49 salariés qui sont concernés. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame LLORET, de ces précisions importantes. La justice est saisie sur les faits de harcèlement. On n'a pas la main qui tremble sur ces sujets. Monsieur CALVAT.

Renaud CALVAT

Il ne faut pas qu'elle tremble. Vous savez, Monsieur le Président, si vous me le permettez – cela n'est lié avec l'affaire qui nous concerne – tout l'attachement qui est le mien au centre funéraire de Grammont. Le premier Président du centre funéraire a été Jean-Marcel CASTET – vous savez l'amitié que j'aie pour Jean-Marcel CASTET. J'ai ensuite succédé à Jean-Marcel CASTET comme Président. Les affaires qui sont en cours actuellement, mais sont survenues après que l'on m'ait retiré la présidence du centre funéraire – je n'en dirai pas plus parce que c'est dans les mains du Procureur. Les affaires, d'après ce que j'ai pu lire dans la presse, ont commencé après que la présidence m'a été retirée pour être confiée à Madame YAGUE. Je suis très attentif pour ces raisons personnelles, vous vous en doutez bien, et affectives, à ce sujet-là.

Je voudrais juste revenir sur la question qui nous réunit ce matin, et dire à Joël RAYMOND et à l'ensemble des équipes – parce que ce projet qui vous est présenté n'est pas le projet uniquement de Joël RAYMOND, c'est le projet de l'ensemble des services RH – que ce projet est parfaitement équilibré. Il est important pour la Collectivité. Le coût de l'absentéisme pour la Collectivité, chaque année, dépasse les 4 millions d'euros. Vous m'excusez d'avoir ce regard-là, financier, mais 4 millions d'euros ! 4 millions d'euros, qui ne sont donc pas investis dans d'autres politiques publiques, qui ne sont pas investis dans des politiques de solidarité. Bien évidemment, une très grande partie est pleinement légitime, justifiée. Mais ce n'est pas parce qu'une grande partie de ces absences est légitime et justifiée, qu'il ne faut pas avoir une action sur celles qui pourraient être évitées.

C'est une forme d'étrangeté intellectuelle de dire que, parce que nous ne pouvons pas tout régler, nous ne devons rien faire. Bien évidemment que nous devons accompagner nos agents, et quelles que soient les décisions que nous allons prendre aujourd'hui, nous aurons toujours des agents qui ne seront pas devant leur poste. C'est une évidence, c'est lié aux conditions de santé. Cela a été dit : nous ne sommes pas égaux malheureusement face à la maladie. En revanche, tout ce qui peut être fait pour accompagner les évolutions professionnelles doit être fait, et c'est dans le plan. Tout ce qui peut être fait pour accompagner les mutations du travail doit être fait, et c'est dans le plan.

Il y a plus de 8 000 agents dans les deux Collectivités ; mais si on ajoute les agents de nos communes, on doit dépasser les 10 ou 11 000 fonctionnaires territoriaux liés aux compétences de la Métropole. Nous serions bien hypocrites aussi de dire qu'il n'y a sur ces 11 000 personnes aucune qui pourrait mal se comporter. Donc il est tout à fait légitime, pour respecter celles et ceux qui se comportent bien, d'avoir une action. L'objectif n'est pas de mettre en difficulté nos agents qui, dans leur immense majorité si ce n'est la quasi-totalité, se comportent très bien. L'objectif c'est de les accompagner dans les mutations du travail, c'est de faire baisser le coût des remplacements, parce que quand vous remplacez des gens qui ne sont pas là, indirectement vous encouragez une autre forme de précarité, parce que ces agents n'ont pas de contrat de travail pérenne ou de CDI ou ne sont pas titularisés. C'est une des rares fois où on voit un plan ainsi. Je remercie Joël [RAYMOND] et vraiment toutes vos équipes, parce que c'est un travail de longue haleine, parce qu'il est pleinement équilibré et il est pleinement juste.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président.

Quelques mots aussi, en écho du débat. D'abord pour saluer Joël RAYMOND et l'ensemble du pôle RH. Cette délibération est au Conseil de Métropole ; à la Ville de Montpellier, elle sera délibérée vendredi prochain. Il a été fait un choix en 2015, en créant la Métropole, de mutualiser un certain nombre de fonctions : il s'agit quand même de voisins de bureau, de collègues. Il nous faut une stratégie globale sur cette question qui est celle de l'absentéisme.

D'abord je voudrais affirmer de manière très claire un soutien à l'ensemble des agents de la Collectivité. On les voit, on les rencontre, on les sait pleinement mobilisés sur leur fonction, et parce qu'ils sont au service public, souvent bien au-delà parce qu'ils ont tâche à servir l'intérêt général. Pour resituer les choses, l'employeur que nous sommes a fait des choix, vous avez fait des choix mes chers collègues, importants, pour favoriser la promotion au sein de la Collectivité. Je voudrais donner quelques chiffres. En 2019, 20 % de nos agents de catégorie C ont été promus. En 2022, sous l'impulsion de Monsieur RAYMOND et par vos choix, 44 % ont donné une évolution de carrière. C'est un élément. Nous l'avons fait sur la base de critères objectifs, qui ont été posés. Un effort important, sans doute le plus important de l'histoire de la Collectivité, financier, a été posé avec le RIFSEEP – indépendamment de la nécessaire revalorisation du point d'indice – qui représente presque 2,5 millions d'euros, qui ont été alloués aux agents de la Collectivité. Nous délibérons chaque année sur la prime d'intéressement collectif (PIC) de 300 euros par an. Il a été fait un effort très important sur la rémunération de nos agents. Certains diront évidemment que ce n'est pas assez, car nous mesurons bien les conséquences de l'inflation. On sait que c'est difficile, le coût du logement sur la Métropole. Mais l'employeur s'est efforcé d'être au rendez-vous pour rattraper y compris un retard qui avait été accumulé pour nos agents. Je pourrais donner, je n'ai fait que les C, mais les catégories B : 10 % ont été promus en 2019, en 2022 : 17 %. Ce sont des choix. Bientôt nous allons délibérer sur la prise en charge de la protection sociale des agents et de la prévention : ça a été indiqué par Monsieur RAYMOND. Il s'agit tout simplement des modalités d'exercice des métiers dans la fonction publique territoriale et dans notre Métropole.

Bien souvent je suis interpellé sur des dysfonctionnements qui peuvent être faits, parce qu'ici tel agent est absent ou tel service dysfonctionne. Légitimement, les maires disent : « *Monsieur le Président, il faut régler ça au plus vite* ». Monsieur CALVAT a donné une réponse : on recrute des vacataires qui souvent sont dans des situations de précarité. Nous avons fait le choix de ne pas faire passer en affaire 100 les affaires RH, et pour la première fois de faire délibérer le Conseil sur le principal poste budgétaire : les hommes et les femmes qui composent notre Collectivité. En resituant l'action de l'employeur sur le plan social, sur les modalités de recrutement, avec jury, de pouvoir aussi prendre, traiter ce sujet qui doit être traité, qui est celui de l'absentéisme, car quand il y a absentéisme, il y a difficulté financière, il y a échec de la part de l'employeur parce qu'un agent est absent, quand c'est le *burn-out*, quand c'est des situations de harcèlement. Après il y a la maladie, il y a évidemment la maternité, etc. L'absentéisme, il nécessite en permanence d'avoir une stratégie pour qu'il soit aux taux habituels, qu'il n'augmente pas. Monsieur RAYMOND a indiqué qu'on avait à la Métropole une hausse qui était perceptible. À la Ville de Montpellier, il est à un niveau très préoccupant et pas acceptable ni démocratiquement ni socialement pour l'ensemble des agents. Ce plan, il prend de manière multifactorielle les causes de l'absentéisme. Il challenge les équipes pour essayer d'agir sur la question de l'absentéisme. On fait le choix de venir délibérer ici la feuille de route sur laquelle on veut prévenir l'absentéisme.

Combien d'agents à un moment perdent du sens dans leur métier parce qu'ils ne sentent pas une évolution de carrière possible ? Est-ce qu'il y a un plan de formation et de mobilité ? Ce que nous pouvons proposer, c'est une stratégie d'employeurs, Ville et Métropole, pour voir les opportunités professionnelles de mobilité pour les uns et les autres. Vous ne l'avez pas dit, Monsieur RAYMOND et Monsieur ASLANIAN : c'est un dialogue avec tous les employeurs du territoire pour voir comment on peut construire des parcours pour redonner du sens dans les missions. Voilà un exemple très concret. C'est un travail sur les sujets du management qui sont dans les collectivités territoriales, disons-le, à améliorer, les marges de progression sont considérables. Il existe des managements parfois très autoritaires et directifs. On voit bien que de ce point de vue-là les choses doivent changer, il faut donner du sens. On mesure bien toutes ces mutations du monde du travail. C'est un des volets du plan : mobilité, prévention des risques, de l'usure au travail. Je pense ici au travail de nuit, on pense ici à nos ripeurs qui sont dans les régies, dont par exemple le renouvellement de la flotte va éviter qu'ils soient exposés à la pollution. Je rappelle que les ripeurs en France ont l'espérance de vie la plus faible : 60 ans. Eh bien là il faut qu'on bouge, parce qu'eux aussi sont très exposés.

Enfin, le contrôle. Ce n'est pas choquant le contrôle. Dans tout univers professionnel il y a des modalités de contrôle. Dans une démocratie, il y a du contrôle. Dans les autres fonctions publiques, il y a du contrôle. Le contrôle, il vise à faire quoi ? À faire en sorte que les règles du statut soient pleinement respectées. Il y en a une sur laquelle nous devons être intransigeants, Monsieur RAYMOND : c'est le double emploi. Il est marginal, mais quand on se retrouve à avoir en fait divers un agent de la Collectivité, c'est tous les agents sur lesquels l'opprobre se jette et remet en cause l'exemplarité des fonctionnaires. Donc oui, il faut du contrôle. Ce contrôle il est posé et de manière transparente. Je n'ose croire qu'il y ait des collègues qui considèrent qu'il ne soit pas normal d'opérer des modalités de contrôle.

Ensuite, cela a été mené, et je veux le dire, en dialogue avec les organisations syndicales. C'est vrai, peut-être pas comme avant. Il y a un dialogue permanent de la part de Messieurs RAYMOND et ASLANIAN avec les organisations syndicales. Pardon, Monsieur JAOU, Monsieur le Maire, cher collègue, d'évoquer la Ville, mais ces sujets ont été abordés, et beaucoup de contributions qui se retrouvent dans ce plan sont les demandes des organisations syndicales.

Quant à la question qui est posée autour du RIFSEEP et des 10 jours, il y a des collectivités qui font 4, Toulouse, d'autres qui font 7, d'autres qui font un peu plus. Nous avons formulé une proposition éventuellement sur 10 jours glissants. Nous avons à cet instant-là essuyé un refus. Nous le disons, c'est à l'aune du fonctionnement et de la mise en œuvre de ce plan que, dans le dialogue, nous pourrions évoluer, parce que le but ce n'est pas de nous retrouver dans des contrôles sanctions avec des agents qui sont de bonne foi, certainement pas, c'est d'être ferme avec ceux qui abusent et d'être bienveillant avec l'immense majorité qui entend rendre le meilleur service public possible.

L'acte qui est proposé par cette délibération, c'est une feuille de route sur quelque chose qui ne doit pas être mis sous le tapis, cette question de l'absentéisme, qui renvoie à des questions de bien-être au travail, de sens au travail, mais aussi de mécanisme de contrôle et de suivi. Que faisons-nous ? On se soumet à un autre contrôle, démocratique. Tous les ans on viendra avec les indicateurs, et nous espérons avoir des marges d'amélioration. On sait que ce dossier sera difficile. Si l'âge légal de départ à la retraite passe à 65 ans, pour certains agents, la pénibilité, on est cassé par la vie. On viendra, parce qu'on agira de manière transparente.

Personne ne l'a relevé, mais Madame Agnès VERDIER-MOLINIÉ, avec sa fondation iFRAP, de temps en temps passait son temps à jeter l'opprobre sur les services publics de notre pays et de notre territoire. Ici on cherche à objectiver, ça nous semblait important – à la veille des fêtes de Noël, peut-être même Monsieur JAOU à la veille des élections professionnelles, auxquelles j'invite l'ensemble des agents de la collectivité à participer. C'est important car c'est juste un acte je crois de bonne gestion de la Collectivité, parce que nos agents, c'est notre principal choix budgétaire et notre principale force. Cette feuille de route-là, elle nous permet d'essayer de relever ces défis de bien-être au travail, de sens de l'action, de mobilité professionnelle. Je crois qu'il arrive de manière assez opportune où dans notre pays nous croisons une autre crise, qui est celle du sens professionnel. On a du mal à recruter dans toutes les entreprises, dans toutes les collectivités, et donc il faut poser un cadre.

Voilà l'état d'esprit qui est le nôtre, le pilotage qu'assure Monsieur RAYMOND, les engagements de transparence qui sont les nôtres. Peut-être pour que tout le monde comprenne bien, je terminerai là-dessus, l'absentéisme, il a un coût parce que c'est pris en charge par la Collectivité. Ce n'est donc pas choquant dans l'usage de l'argent public d'essayer de veiller à ce que ce coût soit le moins lourd possible pour la Collectivité, et notre capacité à faire des choix, mieux rémunérer les agents, déployer telle ou telle politique publique, voilà, aussi simplement que cela. Il y aura d'autres moments de rendez-vous là-dessus, notre main ne tremble pas, sur les questions de harcèlement où nous devons avoir un plan – il est en cours d'élaboration dans le cadre du projet d'administration, d'exemplarité, de lutte contre les discriminations. Ça fait partie des sujets et nous posons cela de manière transparente au débat démocratique. On pourrait dire encore « *la méthode, la méthode, la méthode* » : il est important de faire. Nous aurons rendez-vous l'année prochaine où nous pourrions faire les premiers enseignements du plan de lutte contre l'absentéisme au sein de la Métropole, et de la même manière à la Ville de Montpellier.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 17 voix

Ont voté contre : M. Luc ALBERNHE, Mme Mathilde BORNE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, M. René REVOL, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Serge DESSEIGNE, Mme Clara

GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Véronique NEGRET, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE N° 3 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE FONDS D'ÉQUIPEMENT AUX COMMUNES - APPROBATION

Mme A. RIMBERT (avec pouvoir de M. F. RIO sort de séance.

Mme C. RIBOT, Mme S. SAINT MARTIN (avec le pouvoir de M. B. BELLANGER) et MM L. ALBERNHE et B. TRAVIER sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 3. Subvention dans le cadre du fonds de concours aux communes. Y a-t-il des questions auprès du rapporteur ? Monsieur le Maire.

Arnaud MOYNIER

Monsieur le Président, merci. Juste pour vous remercier et remercier l'Assemblée pour ce projet de soutien, un projet qui va permettre de prendre le chemin à l'autosuffisance d'un bâtiment communal, en l'occurrence un magnifique gymnase que nous avons depuis 4 ans. Merci.

Monsieur le Président

Merci à vous, Monsieur le Maire, et de vos projets. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION - DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENTS MOBILITES - ÉVOLUTIONS DES DISPOSITIFS - APPROBATION

M L. ALBERNHE et Mme S. SAINT MARTIN (avec le pouvoir de M. B. BELLANGER entrent en séance.

Mme A. RIMBERT (avec le pouvoir de M. F. RIO) entre en séance.

Mmes C. GIMENEZ, M. M. BORNE, V. BRUNET (avec le pouvoir de Mme M. FAYE), V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE), M. B. PATERNOT et M. J. RAYMOND sortent de séance.

Monsieur le Président

Madame FRÊCHE, sur les mobilités.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Président. Rapidement, peut-être rappeler qu'une dernière étude de l'ADEME montrait que le principal levier pour augmenter le report modal vers le vélo était l'aide à l'achat d'un vélo à assistance électrique (VAE), raison pour laquelle nous prolongeons le dispositif jusqu'au 30 juin 2023, dispositif qui prévoit d'octroyer une aide universelle de 500 euros. Nous avons déjà traité 35 000 demandes, soit 8 % des administrés de la Métropole. Nous avons également traité 800 dossiers pour un VAE d'occasion, 70 dossiers pour un vélo cargo et près de 5 000 aides à la réparation de 30 euros pour entretenir finalement le vélo et prendre de bonnes habitudes de sécurité. Des chiffres intéressants aussi, si on rapporte le nombre de bénéficiaires en pourcentage de population par commune, et en haut du podium, les communes de Montferrier-sur-Lez, Juvignac, Castelnau-le-Lez, Clapiers, Lavérune, Pignan, Restinclières, loin devant la Ville de Montpellier.

Deuxièmement, afin d'accompagner et d'encourager cette transition dans un contexte de flambée des prix et des cours de l'énergie, nous prolongeons également le dispositif de covoiturage classique qui rencontre également un vif succès. Nous avons un nombre d'inscrits qui a dépassé les 20 000 – je rappelle qu'il n'y avait que 5 000 inscrits au mois de janvier 2022. Nous réalisons près de 2 000 trajets par jour de covoiturage. C'est 4,7 millions de kilomètres qui ont été parcourus en covoiturage depuis mars 2021, soit pour le CO₂ près de 528 tonnes non rejetées depuis cette même date. Peut-être une petite précision : on constate quand même que 70 % des trajets cofinancés ont un départ hors Métropole ; nous venons de solliciter toutes les intercommunalités voisines pour construire avec elles un financement public pérenne.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame JANNIN, Monsieur REYNAUD, Monsieur SAVY et Madame DOULAIN. Allez-y.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues. Evidemment je vais voter pour cette délibération qui confirme un certain nombre de mesures concrètes. Mais vous parlez dans la délibération de 528 tonnes qui auraient été non rejetées depuis mars 2021. C'est évidemment une très bonne chose, je pense que tout le monde sera pour ça, il n'y a pas de sujet là-dessus. Mais malheureusement je vais devoir à nouveau vous parler des quatre boulevards – rassurez-vous je ne vais pas faire très long. Quelles sont les mesures que vous allez prendre pour l'injustice sociale et écologique qui est en train de se créer pour ces quatre boulevards, qui sont devenus le périphérique de la Ville ? Je ne comprends absolument pas cette attitude, cette réaction que vous avez justement de ne pas proposer de solution, de ne pas dialoguer. Comment en fait on peut laisser ces personnes dans la situation dans laquelle elles sont, qui est une situation directement issue des mesures que vous avez prises, pour d'autres raisons bien sûr, pour d'autres objectifs ? Ces mesures-là, vous ne les avez pas prises pour, j'imagine, embouteiller les quatre boulevards, mais la réalité c'est celle-là aujourd'hui. Je ne vois pas comment est-ce qu'on peut laisser ces gens sans solution. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame JANNIN. Monsieur REYNAUD.

Manu REYNAUD

Merci et merci à Julie FRÊCHE pour cette présentation. Je crois que les Ecologistes ne peuvent que se féliciter de la poursuite de cette aide aux VAE. C'est une des mesures, si ce n'est la mesure la plus connue des habitants de la Métropole, réellement, parce que quand on voit l'impact, on peut toujours voir les chiffres d'une façon ou d'une autre, moi je vais les voir de façon très, très positive : 8 % des administrés, puisqu'on parle des 16 ans et plus, c'est aussi tous ceux qui parlent, les administrés qui parlent aujourd'hui. J'estime que, facilement, on peut toujours considérer que 40 à 50 % ont discuté dans un repas de famille à un moment de la question du VAE et de la question de la présence du vélo, donc la question de l'espace public et des mobilités, et ça c'est majeur. Le VAE, eh bien on en parle à Montpellier, parce que ça essaime ailleurs et bien plus loin, avec l'idée derrière d'un impact économique très important, puisque 35 000 dossiers, c'est plus de 60 millions générés en termes d'activité économique, c'est des emplois créés, c'est un écosystème derrière, et moi j'aime bien le redire, des associations qui nous challengent et qui font bouger la ville. Mais ces vélos dans la ville, je pense que tout le monde en est témoin, on les voit et la ville, elle change, le rapport à l'espace public, il change. Alors oui, il y a des adaptations, mais ça fait partie du jeu et c'est ce qu'on essaye d'appréhender au mieux. En tout cas, la volonté politique, elle s'exprime, avec tout le contexte qu'il y a derrière aussi, la réglementation, la ville 30 km/h, l'apaisement, les panneaux M12 – vous savez, on y reviendra, ces panneaux qui permettent de passer les feux rouges pour les cyclistes et les vélos, puisque ça fait partie du Code de la route. Enfin, Montpellier, avec cette délibération, prouve encore une fois sa priorité au vélo, et bien évidemment les Ecologistes voteront pour cette délibération. Merci encore.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur REYNAUD. Monsieur SAVY.

Jean-Luc SAVY

Oui, simplement pour me réjouir à mon tour effectivement de la prolongation dans le temps de ce qui a fait le succès de cette mesure depuis déjà 2 ans : 35 000 dossiers sur 90 000 entrées tous les matins dans la Ville de Montpellier. Si chacun d'entre nous prenait son vélo 100 jours par an sur les 365 jours, ça nous laisserait quand même 265 jours pour circuler autrement, peut-être en tram, en bus, en voiture. L'idée aussi étant de pouvoir imaginer notre rapport à l'espace public – c'est ce que Manu [REYNAUD] vient de dire à l'instant – à cette rue et à la « *marchabilité* » des villes, des villes conçues en France en tout cas pour les machines. Aujourd'hui où est l'humain dans l'espace public ? Où est le senior avec sa canne ? Où sont les enfants ? Où sont les personnes en situation de handicap ? Dans les villes comme à la Métropole, je ne vais pas parler de Montpellier, mais toutes nos villes. C'est vrai que rattraper très rapidement un retard pris sur une trentaine d'années, ça peut faire grincer les dents. Mais je pense aussi que si on arrive à faire en sorte que les rues, les espaces publics deviennent agréables dans leur « *marchabilité* », parce qu'ilots de fraîcheur, parce que végétalisation, parce que possibilité de marcher plus longtemps que 5 minutes dans une rue bétonnée, grise, bruyante, polluée, eh bien peut-être qu'on aura la possibilité, chemin faisant, pour nos enfants d'aller à l'école,

d'aller peut-être faire ses courses autrement qu'en voiture, parce que le vélo cargo, parce que la marche à pied, alors qu'aujourd'hui c'est difficile et pas possible. C'est vrai qu'il faut sur un temps réduit nous résoudre à provoquer parfois des crispations, mais elles sont tout à fait naturelles. J'invite chacun à mesurer la manière dont chaque citoyen peut s'emparer de cette question, sans forcément se braquer juste devant chez soi avec son habitude, et comment changer les habitudes de chacun. Je pense que c'est tout un système cognitif qui doit évoluer ; on est en train de le faire. Je rappelle que la Zone à Faibles Emissions (ZFE) arrive aussi, qu'on ne pourra pas tous remplacer toutes nos voitures, parce que les voitures électriques, c'est cher, parce que c'est compliqué : il faut accompagner les foyers modestes et il faut peut-être remplacer par des vélos une vieille voiture, peut-être inutilisée dans la Ville de Montpellier ou alentour, pour demain ne plus servir. Il faut toutes ces mesures en parallèle.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur SAVY. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Très rapide, parce que pareil, je me joins aux félicitations sur ces dispositifs vélos qui participent à rendre notre Métropole plus cyclable.

Je vais quand même rebondir sur la question des quatre boulevards et sur la question de sécurité. Il y a eu plusieurs accidents sur ces quatre boulevards – de deux roues essentiellement – et pour les pratiquer très régulièrement la situation s'est vraiment dégradée en juin et sans parler de la fin août avec la fermeture de la rue Albert-Dubout à deux sens : c'est vraiment devenu extrêmement dangereux. Je connais beaucoup de familles sur place qui avant laissaient leurs enfants faire du vélo tranquillement sur les quatre boulevards, qui aujourd'hui tout simplement reviennent sur cette décision. Je crois que là ça devient extrêmement problématique. On voit les limites d'une politique où, désolés de le dire, mais on a un peu l'impression que vous avez joué à SimCity sur ce nouveau plan de circulation. On est aujourd'hui sur un peu de la posture, on a du dogmatisme et on a du coup, désolée, mais un dialogue social qui est rompu. C'est là-dessus que vous connaissez ma position sur les quatre boulevards, je ne vais pas revenir là-dessus. On pourra en parler en Conseil municipal. Je crois qu'aujourd'hui sur la méthode il faut absolument revoir la copie.

Je propose – désolée, c'est peut-être très simple – la mise en place d'un COPIL qui se tiendrait tous les deux mois – il aurait fallu le mettre en place avant – qui mette à la fois les élus, les agents de la Métropole, de la Ville, des représentants des riverains, des représentants de Vélocité, des représentants de l'ATMO, pour enfin retrouver tout simplement le chemin du dialogue. Un dialogue à la fois pour objectiver les impacts de ce plan de circulation, qui a été fait sans étude d'impact justement, et puis pour trouver des solutions. Je crois qu'aujourd'hui personne ne peut se réjouir de l'impasse dans laquelle on est, personne ne peut se réjouir de cette situation où finalement on a peur qu'il y ait un accident grave. Aujourd'hui que faire sur cet aspect ? On le sait, la sécurité c'est l'axe premier pour permettre aux personnes de passer au vélo. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

Madame FRÊCHE...

Manifestant en tribune

Propos inaudibles.

Monsieur le Président

S'il vous plaît, s'il vous plaît...

Manifestant en tribune

Propos inaudibles.

Monsieur le Président

Monsieur, c'est une assemblée délibérative, donc vous ne pouvez pas ici interpellier...

Manifestant en tribune

Propos inaudibles.

Monsieur le Président

J'en appelle au pouvoir de police de l'Assemblée, Monsieur. Madame FRÊCHE. Je pense que tout le monde

partage qu'il faut veiller à ce que les débats se déroulent sereinement.

Julie FRÊCHE

Oui bien sûr, et d'ailleurs le dialogue n'a jamais été fermé. Chaque fois que des rendez-vous ont été demandés, nous avons répondu positivement, aussi bien auprès de vous Monsieur le Maire qu'auprès de moi. Nous n'avons jamais rompu le dialogue et je me tiens toujours à disposition pour répondre à vos demandes...

Manifestant en tribune

Propos inaudibles.

Monsieur le Président

Monsieur, s'il vous plaît.

Julie FRÊCHE

Alors, après, il y a une situation effectivement. Je crois qu'on partage avec le collectif des quatre boulevards cette volonté d'apaisement, très clairement, et d'ailleurs c'est l'objectif principal de la stratégie mobilité 2025, de réduire la congestion automobile et d'opérer un partage de voirie. Ce partage de voirie, il est inédit en France. Aucune Métropole en France n'a opéré des choix aussi volontariste en matière de partage de voirie que la Ville de Montpellier, avec l'avenue Georges-Clemenceau, avec la piétonnisation de la place Saint-Denis, avec l'extension future du secteur Sud Comédie, avec la fermeture d'Albert-Dubout, avec la mise en sens unique de la route de Lavérune, avec l'apaisement du quartier Ovalie/Bagatelle/Val-de-Croze, avec l'apaisement du boulevard de Strasbourg, avec la suppression du trafic de transit sur les quartiers Cité Mion, Saint-Martin, Carnot Méditerranée, Clemenceau Rondelet. Ce soir nous présenterons également de nouvelles propositions à Celleneuve.

Nous ne nions pas effectivement le report de circulation sur les quatre boulevards. Je préfère préciser que les chiffres qui sont avancés ne sont pas les chiffres réels. Il y a des situations extrêmement différentes sur les quatre boulevards. Il y a les boulevards effectivement Berthelot et Vieussens qui étaient déjà des boulevards qui étaient à double sens de circulation. On est passé d'un niveau de 10 000 véhicules jour, on a pris entre 1 500 et 2 000 véhicules supplémentaires du fait de la fermeture du boulevard Clemenceau – qui, je le rappelle, a été fermé pour accueillir la ligne 5 de tramway. Sur les boulevards Rabelais et Orient, qui aurait dû se faire avec la mise en service de la ligne 3 et qui était demandé à l'époque par certaines associations de quartier, nous avons effectivement ouvert un nouveau sens de circulation. Pourquoi ? Parce que de part et d'autre du boulevard, aucun enfant n'est amené à traverser, parce que ce n'est pas le chemin de l'écolier. Il y a une carte scolaire qui fait que sur la partie nord du boulevard, on est sur les écoles qui sont de l'autre côté du boulevard de Strasbourg, et que du côté sud on est du côté Cité Mion Saint-Martin. Résultat des courses, on a ouvert ce sens de circulation pour supprimer le transit boulevard de Strasbourg. La situation sur les boulevards Rabelais et Orient aujourd'hui fait état d'une circulation qui est passée d'entre 8 000 et 9 000 véhicules jour dans un sens à près de, effectivement, 12 000 à 13 000 véhicules. On ne nie pas ce report de circulation.

Une proposition a été faite par le collectif. Nous nous sommes engagés à l'étudier d'un point de vue technique. Cette proposition supposait de fermer le boulevard Vieussens au niveau du pont SNCF en maintenant les doubles sens de circulation de part et d'autre. Résultat : il n'y avait aucun gain pour la place du vélo. Nous avons expertisé cette proposition. Cette proposition – et d'ailleurs c'était effectivement assumé par le collectif – allait réduire la congestion de 30 % sur les quatre boulevards, mais reporter cette circulation sur toutes les petites rues adjacentes, tels le quartier Méditerranée, le quartier Carnot, le quartier du Lemasson, et donc des rues qui étaient encore moins calibrées pour accueillir ce niveau de circulation. Il n'était pas dans notre stratégie de désapaiser des petites ruelles, donc nous avons effectivement indiqué au collectif que cette proposition ne pouvait pas être retenue.

Elle pourrait être mise en application, ou alors même un sens unique, des propositions qui ont été faites par Vélocité, qui là pour le coup a effectivement l'avantage de gagner de la place sur l'espace public pour sécuriser les itinéraires vélos, mais pour cela effectivement il faut régler le nœud du carrefour des Prés d'Arènes – je rappelle que c'est le passage de la ligne 4, donc il y a un carrefour à feu qui est extrêmement compliqué, et c'est aussi l'itinéraire de desserte du P+Tram Garcia-Lorca. Celui-ci est totalement congestionné. Résultat des courses : ça crée une remontée de file potentiellement dangereuse au niveau de l'échangeur, plus précisément le diffuseur, de Montpellier Sud. Nous avons engagé une étude à la demande des quatre boulevards sur deux échangeurs, Montpellier Est et Montpellier Sud, qui lorsqu'il y a eu le doublement de l'A9, n'ont pas été calibrés pour la circulation actuelle. À l'époque, finalement, un diffuseur qui normalement

doit avoir quatre bretelles en fonction des quatre points cardinaux n'en a que deux. Au lieu d'avoir quatre mouvements de circulation, il n'y en a que deux. Aujourd'hui on est en train de mener une étude sur ces deux échangeurs qui créent des remontées de files potentiellement dangereuses sur l'A709 pour voir effectivement quelles sont nos orientations pour affiner le plan de circulation.

Evidemment on partage la volonté d'apaisement des quatre boulevards. Mais tout ça ne se fait pas en un claquement de doigts. Il faut prendre le temps. On ne peut pas encore modifier la circulation. Je rappelle quand même que les dernières modifications circulatoires pour un axe quand même transité par près de 30 000 véhicules jour ne datent que de la fin du mois d'août, donc on est à peine finalement à quatre mois d'exercice. Il faut laisser effectivement un peu de temps, il faut aussi laisser du temps pour effectivement que le report modal se fasse. Je rappelle qu'il y aura une vélo-ligne montpelliéraine sur l'avenue Albert-Dubout, il y aura l'anneau-vélo sur le boulevard de Strasbourg, donc il y aura des itinéraires sécurisés vélos.

Je rappelle enfin que j'ai proposé au collectif de sécuriser les bandes cyclables. Dire qu'elles étaient circulées avec 8 000 véhicules jour, des bandes cyclables : non, ça n'a jamais été très fréquenté par les enfants. J'ai proposé qu'on mette des bordures de part et d'autre, mais ça suppose effectivement de supprimer le stationnement de part et d'autre sur les quatre boulevards. Ce à quoi le collectif m'a répondu par la négative. Je suis à disposition. Je préfère rétablir certaines vérités. Mais on partage en tout cas cette volonté d'apaisement, mais qui s'inscrit dans le temps.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Nous prolongeons la prime vélo à 500 euros, qui fonctionne très bien, qui est une prime vraiment de dimension métropolitaine puisque c'est majoritairement les habitants hors de la Ville centre qui l'utilisent. Il suffit de voir le paysage urbain se transformer par le nombre de cyclistes, de gens qui utilisent le vélo pour aller au travail. Tout le monde ne peut pas le faire, mais plus de gens le feront, moins il y aura de véhicules automobiles.

D'autre part, le dispositif de covoiturage Klaxit, que Madame FRÊCHE a évoqué, qui est un point très important, et je le dis aux collègues maires – je ne veux pas dire « *de la deuxième couronne* » – où l'offre de transport en commun évidemment est moins importante, elle permet d'accompagner ces habitants de la Métropole dans les mobilités.

Enfin, Madame FRÊCHE a répondu sur des éléments liés à une situation. L'action qui est la nôtre est quand même de réduire la pollution. Je voudrais indiquer qu'il y a des axes, où il y a des gens qui vivent, qui sont à près de 40 000 véhicules jour. L'avenue de la Liberté, exemple que nous connaissons bien, Monsieur SAVY, Monsieur le Maire de Grabels, de Saint Georges d'Orque, est à 40 000 véhicules jour. L'entrée Mendès-France est à près de 50 000 véhicules jour. Là aussi, ça ne se fait pas en un jour. Le nouveau plan de circulation, il est induit par la réalisation de la cinquième ligne de tramway, la volonté inédite de donner davantage de place au vélo. Que des ajustements soient nécessaires, tout le monde en convient. À l'échelle de la Métropole, dans chaque commune, il y a dialogue, il y a transparence. Je ne peux d'ailleurs que déplorer que les capteurs d'ATMO aient été vandalisés, car ça permettait d'objectiver les choses, et franchement ce n'est pas digne. Tout comme il y a des manières de s'exprimer dans le débat démocratique de personnes dans cette Assemblée, quand c'est le registre de l'intimidation ou de la menace, ça ne fait pas avancer les choses. Les portes elles sont ouvertes, les expertises elles sont posées. On tient à disposition de qui le souhaite le plan qui a été suggéré, mais qui nous semble difficile. Peut-être que ceux qui ont relevé cette parole souhaitent sa mise en œuvre, mais on va le diffuser largement, il convient d'être publié. À nous il nous semble très complexe parce que justement il se mettra en tension dans des rues où le trottoir est tout petit, où il n'y a pas d'arbres et où ça viendrait dégrader la qualité de vie et complexifier encore la circulation.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 5 : AMENAGEMENT DURABLE - AMELIORATION DE L'ACCESSIBILITE AU PARKING COMEDIE - CREATION D'UNE GALERIE CYCLABLE - APPROBATION

Mmes V. BRUNET (avec le pouvoir de Mme M. FAYE), V. NEGRET (avec le pouvoir de M S DESSEIGNE), C. GIMENEZ et MM. B. PATERNOT et J. RAYMOND entrent en séance.

MM. M. ASLANIAN, R-Y. CHARTIER et S. MANSOURIA sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 5. On va essayer d'accélérer parce que Monsieur MEUNIER doit nous quitter pour raison personnelle et je voudrais qu'il rapporte l'affaire importante sur Toulouse.

Julie FRÊCHE

Juste un point rapide effectivement sur la transformation du tunnel de la Comédie en galerie cyclable. Rappelons quand même que la ligne 5 de tramway a permis de supprimer le trafic de transit et d'intégrer la place Saint-Denis et l'avenue Clemenceau au centre historique. Le statut du tunnel de la Comédie évolue vers un établissement recevant du public, qui nous permet du coup de mettre en place de nouvelles fonctionnalités.

D'abord de réaliser un hub des mobilités à l'étage -1 du parc du parking de la Comédie. Il y aura un espace pour recharger les voitures électriques, un espace d'autopartage, une aire de stationnement pour les motos, des stationnements sécurisés pour les abonnés vélos avec possibilité de recharger son VAE, des emplacements pour les vélos cargos, un espace de réparation pour les deux-roues, ainsi que des casiers pour pouvoir mettre sa trottinette en sécurité. Ce tunnel cyclable permettra également la circulation occasionnelle des véhicules de secours, depuis le boulevard Victor Hugo et la rue Michelet, et également vers le secteur Antigone.

On pourra du coup faciliter l'accès des deux-roues motorisés et non motorisés au hub des mobilités via le boulevard Sarrail. C'est-à-dire que les voitures ne pourront plus accéder au parking de la Comédie par le boulevard Sarrail. Seuls les deux-roues motorisés et les vélos pourront y pénétrer, ce qui permettra de réduire de moitié la circulation automobile sur le boulevard Sarrail. Nous pourrions donc y faire un espace partagé où la priorité absolue sera donnée aux piétons. Nous allons créer une galerie dédiée pour permettre aux cyclistes d'utiliser l'espace libéré, qui permettra de connecter les vélos-lignes de l'ouest la vélo-ligne 1 qui desservira Castelnau-le-Lez et se connectera au futur anneau cyclable, qui permettra d'encercler le centre historique de Montpellier.

Dès janvier 2024, nous pourrions accéder au parking de la Comédie depuis l'est de la Métropole par l'entrée de l'allée Frédéric-Mistral, ce qui rendra le parcours plus direct, plus fluide, et en faisant une nouvelle entrée ça permettra d'améliorer le fonctionnement à l'intérieur du parking en séparant les entrées-sorties à des niveaux différents, parce qu'on a pu constater effectivement, notamment aux heures de pointe, un engorgement pour pouvoir sortir du parking de la Comédie. Enfin, cette nouvelle entrée allée Frédéric-Mistral permettra de créer une large traversée entre le jardin du monument aux morts et le boulevard Antigone : c'est l'ouverture d'un nouveau lien urbain vers Antigone. Je rappelle quand même que c'est 45 000 piétons par jour place de la Comédie, et la création de ce tunnel cyclable a quand même vocation à restituer la priorité absolue du piéton sur l'aire piétonne la plus grande d'Europe.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Monsieur REYNAUD.

Manu REYNAUD

Je ne manquerai pas de vous féliciter, Madame FRÊCHE, Monsieur le Président, sur cette question-là, parce que c'est un projet hautement symbolique. Il change la ville et la vision qu'on a des mobilités. C'est même un exemple de ce qu'on peut faire par rapport à tout ce « *choc des mobilités* ».

Je vous rappelle que c'était aussi un projet de campagne des municipales pour les Ecologistes. Nous avons traversé le tunnel de la Comédie en vélo, on l'avait déjà fait pour présager cette opération, c'était aussi un projet issu des associations. Il y a un vrai enjeu à changer les comportements et là on le montre réellement. C'est très fort de remplacer les voitures par le vélo, puisqu'en l'occurrence le but du jeu – on répète sans cesse – c'est de changer ses comportements. Je pense qu'il faut le répéter sans cesse, parce que c'est vraiment ça qui doit rentrer : 60 % des trajets sont effectués en voiture sur des distances de moins de 4 km.

Quand on est arrivés aux responsabilités, je m'en souviens, nous étions avec la Direction des mobilités sur

ces questions, avec Julie FRÊCHE, on a posé la question : quelles sont vos priorités ? On m'a dit c'est simple, il y a une organisation, il y a une priorisation dans les types de mobilités : d'abord le piéton, ensuite le vélo, puis viennent les transports en commun, et on remet la voiture à sa juste place. Nous sommes tous des piétons, nous pouvons être cyclistes, nous pouvons prendre les transports en commun, et on peut ne pas prendre la voiture ou la prendre moins. En fait, là, aujourd'hui, on ne ferme pas le tunnel de la Comédie, on l'ouvre aux vélos. C'est vraiment la politique la plus symbolique de ces questions des mobilités et une pièce maîtresse du dispositif entre l'anneau vélo et les vélos-lignes.

Il y a une bonne nouvelle pour les véhicules en l'occurrence : c'est que ça va faciliter l'accès des véhicules à la Comédie en venant vers le Sud, via le parking de la Comédie. Les travaux sont en cours, ça va se voir, au final je pense que c'est bénéfique pour tous dans tous les cas, avec un formidable hub des mobilités au milieu. Il s'agit juste de remettre sa voiture à sa place et de faire une priorité le vélo. Je rassure tout le monde : à la fin, tout va bien se passer.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur REYNAUD. Ça se passe même bien.

Je voudrais dire quelques mots. D'abord remercier, parce que ça a été une négociation de haute lutte. Le tunnel Comédie était un « *tunnel Mont-Blanc* » : nos frais de fonctionnement, d'exploitation étaient extrêmement élevés, pour des raisons très légitimes de sécurité. On a fait bouger, on a plaidé la modification de la classification auprès du ministère des Transports. Je pense que ça y est, je connais tous les bureaux : le B22, le B23, le C4, ... Le ministère des Transports nous a accompagnés dans ce projet. Je voudrais profiter pour avoir un mot pour Monsieur ESCOBAR qui est en tribune qui nous quitte pour d'autres fonctions. Mais avec toutes les équipes on a pu travailler là-dessus. Cette transformation du tunnel de la Comédie en tunnel cyclable et desserte pour les automobiles va nous faire faire – excusez-moi chers collègues – des économies. Comme nous l'avons déclassé de « *tunnel Mont-Blanc* » à cela, les frais de fonctionnement sur le tunnel vont pouvoir être affectés ailleurs. Je veux aussi le dire : ça va nous permettre de dégager quelques marges de manœuvre sur nos frais de fonctionnement, ou plutôt nous aider à supporter le surcoût de l'énergie. Mais c'est un changement.

D'autre part, Madame FRÊCHE l'a précisé et Monsieur REYNAUD l'a appuyé : on va avoir deux entrées simplifiées pour l'accès au parking, notamment sur Frédéric-Mistral et c'est très important. On va pouvoir travailler pour mettre fin à un phénomène qui préoccupe toutes les villes et tous les maires : c'est le conflit piéton-cycliste. Nous sommes très clairs : si les cyclistes peuvent passer en-dessous, ça veut dire qu'ils ne sont pas au-dessus et qu'ils n'exposent pas les piétons, les enfants, les personnes âgées sur la place de la Comédie par un passage qui est parfois rapide. Je rappelle également que les deux-roues motorisés dans la zone piétonne ne sont pas autorisés et qu'on aura l'occasion prochainement de refaire quelques contrôles. Je sais que c'est un sujet d'agacement, surtout quand on a la chance, Mesdames et Messieurs, d'avoir un cœur de Métropole qui est très largement fréquenté – là il y a eu Cœur de ville en lumière, il y a les festivités de Noël. Si dans les communes, Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez et d'autres, il y a les illuminations et c'est bien normal, dans les cœurs de ville, mais l'attractivité de la ville, elle est au rendez-vous et c'est une excellente chose – cette dynamique de projet accompagne.

Evidemment, on aimerait pouvoir finir tout ça en six mois. Il faut un peu de temps. C'est un gros chantier, mais qui va résolument transformer la Ville. Demain je crois pour les collègues de la Métropole, l'accès cyclable, Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez, sur la route de Nîmes, vers la partie est de la Métropole, sera sécurisé, vers la partie ouest, Saint Georges d'Orque, Juvignac, direct par le tunnel Comédie, et d'autre part automobile, l'entrée ouest, l'entrée sud, on n'aura plus à passer par Sarraïl qui, quand même, pour les véhicules, quand on y va, c'était très galère. Ce sera simplifié. On aura l'occasion de présenter le projet urbain le moment venu, très important.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 6 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE COMPENSATION DES DEPLACEMENTS URBAINS SUR LE RESEAU TAM REALISES PAR LES ABONNES SCOLAIRES "LIBRE-CIRCULATION" EN JUILLET ET AOUT 2022 ENTRE LE SMTCH ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. B. TRAVIER et M. ASLANIAN entrent en séance.

Mme M. MASSART, M. J-L SAVY (avec le pouvoir de Mme P. WEBER), M. A. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. P. SAUREL) et M. M. SEBLIN sortent de séance.

M. J. RAYMOND sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. M. ASLANIAN.

Monsieur le Président

Affaire n° 6. Y a-t-il des questions ? Oui, Madame DOULAIN. J'accélère un peu pour Monsieur MEUNIER, mais allez-y Madame DOULAIN, il n'y a pas de problème.

Alenka DOULAIN

Très rapidement, c'est juste que, évidemment, je voterai pour cette convention avec Hérault Transport. Mais juste pour réagir sur vos propos liminaires concernant le RER métropolitain, vous avez dit qu'on était sur les *starting-blocks*, qu'il y avait de la grande clarté, mais je ne crois pas que c'est le bilan que je tirerais des dernières semaines.

Premier flou qu'il y a aujourd'hui – je pense que c'est vraiment important aussi que nous, conseillers métropolitains, on s'intéresse à ces sujets – on n'improvise pas un RER métropolitain qui soit départemental juste à l'échelle de notre Métropole ou du bassin de vie. C'est des vrais sujets qui prennent beaucoup de temps, qui demandent beaucoup d'investissements publics ; donc je suis un peu étonnée. Il y a des annonces qui sont faites, ça n'a pas été soumis à des plans. Ça fait des mois que je demande à avoir accès à l'étude sur l'étoile montpelliéraine. Ça me semble assez brouillon pour l'instant.

Sur les autres points « *brouillon* », selon moi, il y a notamment les annonces de la Présidente de Région sur le fait que pour elle à l'est de la Région, le RER métropolitain c'est essentiellement le RER du littoral. Oui cette ligne est stratégique, il faut mettre en place les projets pour éviter la saturation actuelle, mais en fait il y a aussi de nombreuses autres lignes qui pourraient être développées. Aujourd'hui quand on parle d'enjeux de mobilité, on parle des gens qui sont à Gignac, à Lodève, à Sommières : on parle de ces gens qui sont aujourd'hui livrés à la voiture. C'est un sujet majeur.

Pas plus tard aussi qu'en juillet, lorsque j'étais intervenue sur la nécessité de lancer des études sur ce sujet, vous m'aviez répondu que selon vous le Bustram était une solution adaptée pour relier Gignac et Montpellier. Je crois qu'aujourd'hui ce que demandent nos concitoyens, ce sont au contraire des transports qui sont extrêmement efficaces. Un « *RER* », ce n'est pas un terme qui est vain ; ça veut dire en gros du train de banlieue cadencé, parce que ça va vite. Et la seule manière d'aller vite, c'est que le transport en question ne « *rencontre* » pas d'autres types de transport. D'ailleurs on le voit avec le succès de la gare de Baillargues, c'est ça que veulent les gens : du cadencage, de la rapidité.

Aujourd'hui il faut lancer ces projets, ça va prendre du temps. Je vous félicite que vous trouviez intéressant ce dispositif, mais j'en souligne un peu le caractère brouillon. Pas plus tard qu'il y a deux semaines, vous vous êtes quand même félicités d'avoir retiré une ancienne ligne de train : je trouve qu'en termes d'images sur le train, c'est extrêmement problématique de célébrer le démembrement d'une ligne de train !

Ma question est donc très simple aujourd'hui, je reviens sur vos propos liminaires. Va-t-on préserver les emprises ferroviaires existantes ? Si oui, quel calendrier ? Comment allons-nous procéder pour traiter de ce sujet de fond ? Merci.

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, merci de voter pour cette délibération. Je prends votre interpellation sans problème, même si la qualification de « *brouillon* », permanente de votre part... Mais c'est le rôle de l'opposition évidemment de grossir les traits. Vous aurez bien sûr – parce qu'on n'a rien à cacher – l'étude ferroviaire qui a été cofinancée SNCF-Région-Métropole. C'est un document qui a vocation à être rendu public, sur lequel nous pourrions ensuite travailler pour faire des choix.

Je voudrais juste me permettre de vous reprendre. Quand on propose, pas le Bustram, mais le Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sur Gignac, c'est pour avoir une solution la plus rapide possible pour les habitants de cette partie, auxquels vous avez fait allusion, parce qu'il y a une urgence. Il faut qu'on aille très vite.

Ensuite, les amoureux du rail, ils sont là ; je n'ai pas dit « *la bataille du rail* » – c'est une référence historique importante et glorieuse – j'ai dit « *les amoureux du rail* », et ceux qui appelaient *un tramway nommé désir*. Je crois qu'on va être une des métropoles qui pose le plus de rails de tramway en si peu de temps ! Quand on fait la ligne 5, par exemple sur l'emprise de Saint Jean de Védas, en fait, nous notre problème c'est qu'il y a la ligne historique et le Citadis. Citadis, qu'est-ce que c'est ? C'est le premier produit de tramway qui circule actuellement sur notre réseau et dont l'écartement ne correspond pas aux voies. Les emprises, nous les conservons. D'ailleurs à l'endroit que vous avez évoqué, notre but c'est de doubler la ligne 2 de tramway. C'est ça que nous voulons faire. Si l'annonce du Président MACRON me permet d'aider Monsieur le Maire de Fabrègues ou de Cournonterral sur cette ligne, on prend. Le tramway, il est cadencé, il a son efficacité.

L'enjeu pour nous, sur cette histoire des RER, des mobilités décarbonées, ce n'est pas de nous retrouver sur un truc à l'horizon 2040. L'urgence du prix de l'essence, c'est *now*, maintenant ! L'urgence écologique, c'est maintenant. Ce que je souhaite plaider – après vous aurez les documents – c'est tout ce que nous pouvons faire pour offrir des alternatives aux déplacements automobiles, prenons-les : le vélo, le bus à haut niveau de service, l'augmentation des TER. Je pense à Villeneuve-lès-Maguelone, on a la ligne, on a la gare, c'est dans la Métropole. On en a combien, Véro[nique NEGRET], deux TER ? Enfin c'est sous-cadencé, là il y a un sujet. Quant à la Ligne à Grande Vitesse (LGV), on l'a voté à l'unanimité : c'est une mise en service en 2034 pour faire 40 km. Si le Président, il veut faire des choses, il faut prendre des procédures d'urgence et accélérer. Aujourd'hui les enquêtes, le management des procédures, tout ça nous fait perdre beaucoup, beaucoup, beaucoup de temps. Il y a des endroits, Madame DOULAIN, où on peut aller très vite sur l'emprise, et puis le moment venu, d'autres dans ce Conseil décideront d'y poser des rails. Il faudra le faire, mais il faudra le faire comment ? Là où les flux de population sont les plus importants. Si la densité par habitant est relativement faible, il serait sage financièrement de travailler sur d'autres dispositifs. En tout cas faites-nous confiance. Vous serez d'ailleurs invités en 2023 pour la pose de nouveaux rails dans la Ville.

Je souhaite vraiment qu'à l'occasion de cette discussion, l'État soit au rendez-vous pour nous aider à prolonger, cher Jean-Luc SAVY, par exemple, la ligne 3 de tramway, pour avoir un parking relais à l'entrée de l'A75, qui permettrait de sortir beaucoup d'automobiles de l'entrée de Montpellier. On nous parle de la pollution, il y a près de 40 000 voitures qui passent devant les habitants d'Euridis, de Celleneuve, des zones du côté de Juvignac. Vous aurez les documents, il n'y a aucun souci.

Voilà nos choix. Vous connaissez la stratégie à 2025, de manière très claire une stratégie des mobilités à l'échelle de l'aire urbaine, qui aujourd'hui est absolument indispensable. Je peux me réjouir d'une chose, c'est que tous les collègues présidents d'intercommunalité, ils sont prêts à travailler là-dessus, à l'image du Président SOTO qui trépigne de voir le BHNS arriver et qui arrivera sans doute plus vite qu'une ligne de chemin de fer. Quand on aura fait l'emprise pour le bus, on pourra ensuite dans un second temps poser la ligne pour l'emprise.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 7 : AMENAGEMENT DURABLE - AVENANT N°8 A LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) TRANSPORT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 7. Y a-t-il des demandes de prise de parole ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Sébastien COTE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 8 : ATTRACTIVITE - SCHEMA REGIONAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION (SRDEII) - CONTRIBUTION METROPOLITAINE - APPROBATION

Mme M. MASSART et MM. SEBLIN et A. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. P. SAUREL) entrent séance. Mmes B. CONTE-ARRANZ, V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE) et M. H. MARTIN sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 8. Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII). C'est en lien avec la Région. Y a-t-il des questions ? Oui, Madame DOULAIN. Allez-y.

Alenka DOULAIN

Juste, il me semble qu'il y avait une affaire qui était prévue aussi sur l'Agence de développement économique, qui a été finalement retirée du vote. Je m'étonne quand même qu'à mi-mandat, sur des sujets aussi importants, des enjeux cruciaux, on donne l'impression quand même d'improviser. En attendant, on a à nouveau le droit à un gros plan, avec des mots-valises, des incantations, des encouragements, et comme d'habitude sans objectif chiffré.

Pour y voir plus clair, faisons un petit exercice. On parle d'innovation 32 fois, de numérique 24 fois, d'attractivité 13 fois, on y parle de *start-up*, de *blockchain*, de *deeptech* ou encore de *métavers*, mais jamais on ne parle de relocalisation, de qualité de vie ou de sobriété. Tout juste évoque-t-on l'éco-consommation ou la consommation responsable, naturellement sans jamais les définir. Alors comment s'en étonner ? Parce que finalement les affaires qui nous ont été présentées d'un point de vue économique dans cet hémicycle depuis 2 ans sont basées sur la compétition néolibérale, le chacun contre tous, le marché, la croissance, la concurrence et la publicité tous azimuts, qui est le pendant de cette vision économique.

Je voulais revenir à l'occasion de cette affaire sur le nouveau cadeau que vous vous apprêtez de faire au lobby de la publicité – c'est vrai qu'après le chèque en début de mandat de 266 000 euros adressé à JCDecaux, on était relativement prévenu. Je voulais rebondir sur le marché public qui vient d'être publié, de notre Métropole, qui prévoit donc sur l'ensemble de la ligne 5, sur l'ensemble des cinq lignes de Bustram, à nouveau, des panneaux publicitaires. Ce sont plus de 1 000 publicités qui vont envahir notre Métropole dès 2024 et jusqu'à 2029. On signe pour perpétuer l'agression publicitaire sur notre Métropole, à l'heure où évidemment tout le monde parle d'économie d'énergie, de sobriété, mais sans en faire vraiment un sujet majeur...

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, sur l'affaire.

Alenka DOULAIN

Je voulais juste revenir, parce que vous avez quand même promis qu'on réviserait à terme le Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi), mais il fallait le faire en fin de mandat, parce que les contrats...

Monsieur le Président

Madame DOULAIN. RLPi ou délibération ? S'il vous plaît.

Alenka DOULAIN

Ce que je pense juste, avec cette intervention, c'est qu'aujourd'hui, si on ne repense pas notre rapport à la publicité et à la croissance économique, on va dans le mur. Aujourd'hui, comment on peut encore se permettre de lancer des marchés publics sur la publicité, alors qu'on parle là de consommation responsable ? Des marchés qui vont nous engager de 2024 à 2029, si on continue à signer ce type de document.

Monsieur le Président

Mais ce n'est pas l'affaire, là. Plusieurs petites choses. D'abord les panneaux publicitaires numériques qui sont présents vont être éteints la nuit. Nous l'avons fait acter en lien avec l'opérateur pour des enjeux de sobriété.

Deuxième aspect, sur l'Agence de développement économique, vous avez souligné que c'était prévu. La bonne nouvelle, c'est que tous les EPCI sont parties prenantes et sont en train de délibérer pour définir leurs membres. Quand la délibération arrivera ici, nous pourrons présenter tous ceux qui sont partenaires, pour ne pas être dans un schéma de concurrence entre territoires, mais de partenariat. De ce point de vue nous accomplissons des pas de géants. Je rappelle quand même que pendant très longtemps c'était la splendide ignorance. Je ne jette la pierre à personne, c'était un état de fait. Là, il y a volonté de coopération.

Je voudrais aussi profiter de ça pour donner une information – je crois qui est une bonne nouvelle – qui est le fruit du travail de l'agence et d'Alex LARUE. L'École des Mines – qui est la prestigieuse école d'ingénieurs publique – va s'implanter à Montpellier sur tous les métiers d'ingénieurs autour de la transition. Là il y a eu de l'attractivité et je crois qu'elle est utile pour notre dispositif de formation, pour le développement économique, qui doit être résolument orienté sur les enjeux de la transition. C'est une annonce qui est importante.

Ensuite ici, la délibération, Madame DOULAIN, fixe aussi nos relations avec la Région, avec les stratégies de filières qui sont les nôtres. On aura l'occasion de parler des filières courant de l'année 2023. Mais à ce jour, là où personne n'y croyait, nous avons une agence qui est capable de nous fédérer sur les enjeux de l'emploi à l'échelle de l'aire urbaine. C'est ça que nous examinerons courant janvier et qui commence à avoir ses premiers résultats en termes d'attractivité. Je crois qu'on peut se réjouir de voir arriver l'École des Mines.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 90 : ATTRACTIVITE - CORUM, PALAIS DES CONGRES, OPERA ET ZENITH SUD - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE - EXERCICE 2021 - EXAMEN

Mme C. GIMENEZ sort de séance.

Mmes B. CONTE-ARRANZ et V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE) entrent en séance.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER, en vous remerciant d'avoir un peu décalé pour présenter cette affaire importante.

Cyril MEUNIER

C'est moi qui vous remercie et qui remercie l'Assemblée d'avoir un peu accéléré pour que je puisse vous présenter cette affaire. Monsieur le Président, l'affaire 90, il y a la présentation de la situation en 2021 de Montpellier Events. Est-ce que vous ne voulez pas que je présente les deux en même temps si l'Assemblée en est d'accord ?

Monsieur le Président

Monsieur le Vice-Président, est-ce qu'il y a une objection à ce que Monsieur MEUNIER présente l'affaire 9 et 90 en même temps ? Parce qu'il a une obligation personnelle. Pas d'objection ? Donc on votera la 9 et la 90. En vous remerciant.

Cyril MEUNIER

Merci à l'Assemblée. Je crois que c'est important, parce que de quoi on va parler là ? On va parler du fait que Montpellier Events va venir intervenir sur la deuxième métropole d'Occitanie, Toulouse, pour gérer les deux salles de Vatel et de Baudis, qui sont le centre de congrès et la salle de réception VIP MICE (*Meetings, Incentives, Conferencing, Exhibitions*) de Toulouse – c'est l'affaire 9. Le MICE, pour ceux qui ne savent pas, c'est tout ce qui est le tourisme d'affaires et le tourisme d'événements. Mais avant cela, vous imaginez bien que, si on a répondu à cet appel d'offres et si on l'a remporté, il fallait qu'on ait une situation saine, comme l'atteste le rapport annuel du délégataire – affaire 90, je commence par là.

Avoir une situation saine aujourd'hui quand on est organisme de gestion des structures de réception MICE, eh bien ce n'est pas si simple que ça, à l'issue des deux années de Covid-19. Pour ceux qui en ont pris connaissance, vous avez vu l'état des comptes à la fin de l'année 2021 de Montpellier Events. Ils sont plutôt bons, tout simplement parce qu'on a su faire évoluer nos prestations, se mettre à disposition de nos clients, s'appuyer sur le dispositif de garantie congrès qu'on avait voté ensemble. On ne l'a pas utilisé en totalité – on avait voté une enveloppe de 500 000 – mais ça a permis aux organisateurs d'événements et de congrès de pouvoir venir chez nous de façon sereine, parce qu'on s'était engagés à les aider en cas d'annulation liée aux contraintes sanitaires – et exclusivement aux contraintes sanitaires.

Je tiens à féliciter le bureau des congrès de l'Office du tourisme de Montpellier, parce qu'on va fêter ses 10 ans. On a eu une activité avec ce bureau des congrès plutôt bien soutenue en 2021 et en 2022, on a une activité qui explose. D'ailleurs je vous le dis, si vous avez envie d'organiser quelque chose, on n'a plus de place au Corum jusque pratiquement en septembre 2023. Vous le savez, le MICE, tous ces événements, s'organisent à 2 ans.

Pourquoi on a tenu ? Je vous le dis d'expérience, parce qu'en tant que vice-président de France Congrès, je vois les différences qu'il y a entre le Corum et les autres palais des congrès de France et de Navarre. La première chose, c'est qu'on est en centre-ville, et ce choix est quelque chose d'essentiel dans l'attractivité de notre offre réceptive. La deuxième chose, c'est que nous avons le festival de Radio France et surtout l'orchestre et opéra national, qui est un locataire qui organise une activité permanente sur le Corum. Ce qui nous a permis évidemment d'avoir une activité continue au moment où d'autres centres réceptifs de congrès, n'ayant pas une activité permanente basée sur la culture, n'ont pas pu. Je le dis pourquoi ? Pour deux raisons. C'est que le caractère hybride – dans le sens positif des choses – du Corum, permet que dans ces périodes de crise on puisse continuer à avoir une activité et maintenir notre personnel et notre efficacité. Et c'est aussi un élément pour la candidature qui tient à cœur de notre Président à la capitale européenne de la culture – j'essaie de te ramener à moi, parce que je vois que Renaud [CALVAT] est en train de te distraire. Cet outil, le Corum, est essentiel, et c'est pour ça qu'on a tenu. On a tenu également par les aides de l'État – vous le savez bien – et parce qu'on a réussi à avoir, grâce à garantie congrès, une activité.

Donc ça c'est l'affaire 90 que je vous invite à voter : les comptes sont plutôt bons. On a un peu freiné les investissements par rapport aux engagements qu'on avait, mais on va les reprendre dès cette année. Vous pouvez tranquillement voter l'affaire n° 90... Ah oui, petit détail, qui n'est pas innocent dans l'activité de Montpellier Events : il faut quand même que je vous dise qu'on a fermé pendant 18 mois le Zénith, ce n'est pas rien. On a fermé de 2020 jusqu'en septembre 2021. Le redémarrage à partir de septembre 2021 jusqu'au milieu 2022, a été plutôt poussif, parce que même s'il est plus facile de programmer des événements culturels que des événements de MICE. Tous les tourneurs des spectacles qui utilisent le Zénith étaient un petit peu l'arme au pied et il a fallu qu'ils mettent le pied au plancher pour redémarrer.

L'affaire 90, si vous me le permettez Monsieur le Président, s'il n'y a pas de question, mais bien sûr je répondrai à l'ensemble de vos questions sur le fonctionnement de Montpellier Events et sa situation actuelle, je vous invite à la voter en premier, comme ça après on passe à l'affaire n° 9 qui est sur l'affaire de Toulouse.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN

Merci, Monsieur le Président. Bien entendu, félicitations à Enjoy [Montpellier Events] pour ces résultats. J'attire juste l'attention sur deux éléments. L'année dernière nous avons pris du retard sur le réinvestissement, eu égard au contrat. Cette année, idem, dans des proportions moindres, certes. C'est important parce que si nous ne maintenons pas l'outil, notre capacité de séduire, et donc d'être concurrentiel, sera amoindrie. Tout simplement il faut qu'on reste très vigilant là-dessus.

La deuxième requête, c'est presque une boutade, mais une boutade qui est intéressante. Nous avons voté effectivement une aide aux congrès dans la situation de Covid-19. Cette aide n'a pas été consommée. Je trouve que ça serait légitime que ce qui n'est pas consommé dans l'objectif précis d'aide aux annulations revienne à la Métropole. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur GUISEPPIN. Monsieur MEUNIER, quelques petits éléments de réponse et je compléterai.

Cyril MEUNIER

Serge [GUISEPPIN] attention : je viens de te présenter, ainsi qu'à l'ensemble de nos collègues, les comptes de 2021. En 2021, en plein milieu de la Covid-19, on n'a pas fait les investissements. Je l'ai dit à la fin – je ne sais pas si j'ai été trop rapide dans mon explication – on relance le plan d'investissement pour lequel on a déjà arrêté les principes architecturaux et de mise en œuvre. Donc non, on ne baisse pas la garde. On va réellement améliorer le Corum et lui redonner un coup d'éclat, parce qu'aujourd'hui c'est vrai que c'est un très bel outil, un très bel emplacement, mais on n'a pas fait beaucoup d'investissements dans les années passées et il faut le faire pour qu'on puisse continuer à être concurrentiel. Sache quand même que le budget d'investissement, j'ai préféré l'orienter sur la mise en place d'outils permettant la tenue d'événements même à distance, parce qu'on avait des investissements à faire pour avoir des salles, des moyens de retransmission, pour qu'on ait le présentiel et le non présentiel. J'ai préféré mettre l'argent sur ces aspects-là courant 2021 et un peu courant 2022, plutôt que de le mettre dans le réaménagement des ascenseurs, enfin de tout le coup de neuf qu'on remet dessus.

La deuxième question, c'était lié au fonds de garantie. On ne porte pas le masque aujourd'hui, enfin il y en a certains qui le portent et je pense que c'est eux qui ont raison, et ceux qui ne le portent pas qui ont tort, car ça repart comme en 14. On a décidé d'aller jusqu'en septembre 2023 avec le fonds de garantie. Rappelez-vous une chose : les congrès se programment à 2 ans, et encore aujourd'hui on a beaucoup d'organismes qui sont quand même assez frileux, et donc c'est pour ça que j'ai demandé à ce qu'on prolonge jusqu'en septembre 2023 le fonds de garantie pour bien assurer la relance de notre activité. Même si aujourd'hui je peux vous annoncer que sur 2022 on va vous présenter des résultats vraiment exceptionnels par rapport à la situation, évidemment, et qu'en 2023 – je croise les doigts – si on n'a pas un retour d'un événement international qui nous explose en pleine figure – pandémie ou guerre – on devrait avoir récupéré une saison meilleure que 2019, voire 2018.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Juste deux petites choses. D'abord, le programme d'investissement – parce que par exemple les fauteuils du Corum salle Berlioz ont été intégralement changés – c'est quand même aussi pour les habitants de la Métropole, pour les concerts de l'orchestre, les événements qui s'y déroulent. Récemment – et je veux le saluer – on a accueilli l'un des Montpelliérains qui est en train de faire rire le pays, Paul MIRABEL. Les gens sont accueillis dans de meilleures conditions. Le hall va être repris. On modernise l'outil Corum. Ça s'inscrit d'ailleurs dans le prolongement de tout ce qu'on fait autour de l'esplanade.

Je voudrais revenir sur un point. Ce qui se passe sur la gestion du palais des congrès, à Toulouse, par Montpellier Events, feu Enjoy – moi aussi je dis Enjoy encore, Serge [GUISEPPIN]. C'est quand même quelque chose de très bien. Auparavant, nos métropoles cultivaient une compétition, des rivalités. Elle existera sur certains aspects, nous ne nous en cachons pas. Mais aujourd'hui, avant la procédure, j'ai pu avoir un contact avec Jean-Luc MOUDENC en lui disant : nous on va répondre. Le Président MOUDENC a dit : allez-y. Nous sommes au classement, financièrement on s'en est très bien sorti et nous avons été choisis. Aujourd'hui les équipes de Montpellier Events sont accueillies à Toulouse. Jean-Luc MOUDENC viendra ici et c'est l'illustration de la coopération entre nos métropoles. Le temps des rivalités excessives, il faut qu'il soit derrière nous.

Comment on coopère ? Ce n'est pas à la faveur de Montpellier contre Toulouse ; c'est comment l'outil montpelliérain accompagne le projet toulousain, comment on travaille ensemble. Je veux le dire ici, je le sais, je n'y siégeais pas, mais il y a eu des inquiétudes sur Toulouse capitale régionale. Eh bien nous trouvons notre place. Nous la trouvons ici à travers cet exemple très concret de coopération. Nous la trouverons prochainement à travers un accord de coopération sur la recherche entre nos établissements hospitaliers, les trois CHU de la Région Occitanie – Nîmes, Montpellier, Toulouse. C'est cet esprit-là qui doit nous animer et on va ouvrir d'autres pistes de travail. Je sais qu'avec Monsieur PENSO, Vice-Président à la culture, nous en avons, et Toulouse fait un mot de soutien à la démarche de capitale européenne de la culture (CEC). Il faut bien travailler sur les complémentarités.

Je le dis aussi dans le débat sur le RER au Président de la République : la liaison Toulouse-Montpellier, elle est très importante. Effectivement il y a aujourd'hui, que ce soit les acteurs économiques, que ce soit les administrations d'État, territoriales, qui privilégient le train – et c'est très bien. Mais on a le sujet de son cadencement, de ses horaires, et donc finalement des relations entre deux métropoles qui participent à la

dynamique de la Région et qui contribuent à des dynamiques d'emploi sur le territoire et pour le pays.

Là on a quand même une illustration, et Monsieur le Vice-Président, c'est un satisfecit qu'il faut adresser, mais je crois qu'on le renouvelle aux équipes. Je le dis, Jean-Luc MOUDENC viendra au premier trimestre pour parler de tout ça, comment nos métropoles coopèrent et quittent les modèles de rivalité dans lesquels parfois elles furent enfermées. On doit relever les défis ensemble. En tout cas voilà un très bel exemple de coopération.

Je mets aux voix, l'affaire 9... Ah oui, 90. Cyril [MEUNIER].

Cyril MEUNIER

Oui, chers collègues, vous venez de voir un rapporteur se faire piquer le sujet par le Président !

Monsieur le Président

Ah pardon !

Cyril MEUNIER

Mais il faudrait quand même voter la 90, si tu veux. J'avais proposé qu'on fasse la 90, donc si tu veux bien, fais voter la 90, et après on fait voter la 9.

Monsieur le Président

J'ai vu que René [REVOL] était très agile dans le suivi des débats. Ça va, la faim ne nous gagne pas, nous allons pouvoir continuer. Affaire 90. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?... Attendez, il ne faut pas que je fasse de bêtises là, quand même : c'est une prise d'acte en plus. On donne acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 9 : ATTRACTIVITE - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - PRISE DE PARTICIPATION - CREATION D'UNE FILIALE SASU TOULOUSE CONGRES - APPROBATION

Mmes M. BORNE et C. RIBOT, M. J-L SAVY (avec le pouvoir de Mme P. WEBER) et M. R-Y CHARTIER entrent séance.

Mme S. JANNIN (avec le pouvoir de Mme P. MIRALLES) sort définitivement de séance. Le pouvoir de Mme MIRALLES est annulé.

Mme A. DOULAIN sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. OLLIER.

Mme OLLIER sort de séance.

MM. G. BALAZUN et M. SEBLIN sortent de séance.

Monsieur le Président

Et sur l'affaire 9, Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Je donne deux petites précisions sur l'affaire n° 9.

D'abord, Montpellier Events – et je tiens à féliciter les équipes – a gagné contre pas n'importe qui, comme GL Events. C'est quand même le principal acteur de ce secteur d'activités – j'ai utilisé des termes dans la presse qui étaient au regard de leur comportement dans la défaite. À l'unanimité du Conseil de Métropole de Toulouse, ils ont voté pour nous.

Ensuite, il y a eu des questions lors de la commission Attractivité sur pourquoi on crée une filiale. Tout simplement, je vais répondre basiquement, parce que c'était obligatoire dans le cahier des charges. Il faut bien scinder les deux activités, parce que bien sûr il n'y aura pas de concurrence, il y aura plus de complémentarité, mais parfois il y aura des doubles réponses, donc il fallait créer une filiale dont nous sommes propriétaires à 100 %.

Monsieur le Président

Ok. Pardon d'avoir un peu volé le débat sur la délibération 9, mais c'est tellement appréciable de savoir qu'on

a réussi à avancer ensemble. Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN

Je voudrais revenir sur l'affaire n° 9, d'abord pour féliciter le Président, Vice-Président MEUNIER, parce qu'il n'était pas présent à la commission. Souvent ces commissions on a l'impression qu'elles ne servent à pas grand-chose : eh bien là elles ont servi à débattre, à aborder les sujets et lui donner la possibilité de s'exprimer aujourd'hui auprès du Conseil. Je souhaitais que sur cette affaire-là on ait plus de précisions. Il ne faut pas oublier qu'effectivement la société qui va être structurée, va être créée et souveraine, mais les fonds sont métropolitains. Ces fonds, ce n'est pas rien, et ceci engage la Collectivité. C'était important que ce soit très clair à ce sujet. Quand bien même nous n'avons pas eu le temps – je le conçois – d'aborder la politique générale et véritablement du bien-fondé, parce qu'on a parlé des synergies, mais on aurait pu parler aussi de la cannibalisation de cette opération. Ça aurait pu être intéressant de voir un petit peu plus large que les intérêts prioritaires que cela comporte, dont je suis loin d'être opposé, mais il y a quelques nuances quand même. Il faut savoir qu'un congrès qui se passera dans la région Occitanie ne se passera plus pendant un certain nombre d'années, puisque comme vous le savez, les congrès tournent aussi, tout simplement. Merci en tout cas au Président, au Vice-Président.

Monsieur le Président

En tout cas je veux vraiment être très clair : cette opération-là, complémentarité-là, elle s'est faite par le vote du Conseil de Toulouse Métropole, s'en est une illustration, de manière unanime. Le Maire-Président de Toulouse Métropole, Jean-Luc MOUDENC, se réjouit de cette démarche, souhaite travailler dans cet esprit de partenariat. Je sais que c'était une des questions qui a été posée.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité et merci à tous.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 10 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION MONTPELLIER 2028 - AVENANT - EXERCICE 2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

On a fait les grosses affaires, merci. Je vais accélérer un tout petit peu, même si l'affaire 10, c'est la subvention pour la capitale européenne de la culture. Juste indiquer qu'on va déposer le dossier. Tout le monde est dans les *starting-blocks*. Remercier hier les premiers mécènes qui se sont engagés. C'est le second appel à projets que nous lançons. Est-ce qu'il y a des questions auprès du rapporteur ? Contres ? Abstentions ? Refus de vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Monsieur le Président

Premier tour, mars 2023 ; qualification ultime, décembre 2023. Je voudrais me permettre – je ne le fais pas souvent – mais de remercier la presse de se faire écho de cette dynamique et de donner la parole aux acteurs, parce qu'un des critères de sélection c'est qu'il y ait unité du territoire, qu'elle existe sur le plan politique, pour retenir la ville. C'est vrai que la presse consacre de nombreux articles à cette démarche, aux espoirs que ça suscite : c'est très bien, donc merci.

AFFAIRE N° 11 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MUSEE FABRE - GRATUITE - HOMMAGE A PIERRE SOULAGES - WEEK-END DU 29 ET 30 OCTOBRE 2022 - APPROBATION

Mmes C. GIMENEZ, C. OLLIER (avec le pouvoir de Mme A. DOULAIN) et M. H. MARTIN entrent en séance. M. C. MEUNIER (avec pouvoir de M. J-P RICO) sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme F. AUBY. (Le pouvoir de M. J-P RICO à M. C. MEUNIER est annulé). Mme J. FRÊCHE, MM. B. MODOT, RAYNAUD et M. S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD) sortent de séance

Monsieur le Président

Affaire n° 11. Monsieur PENSO.

Éric PENSO

Comme vous le savez, Pierre SOULAGES nous a quittés en octobre et nous avons souhaité être très réactifs et organiser la gratuité du musée Fabre, emblématique équipement de la Métropole, afin que les Métropolitains et les Montpelliérains puissent voir les 34 œuvres de Pierre SOULAGES qui sont situées dans les 5 salles de l'aile qui lui est consacrée au sein du musée. Nous avons effectivement ouvert le musée avec une photo de l'artiste sur la façade, et nous avons eu plus de 4 000 visiteurs durant ce week-end pour rendre hommage à Pierre SOULAGES, ce qui faisait écho bien sûr à la cérémonie nationale dans la cour du Louvre à Paris.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président. Il n'y avait sans doute pas plus bel hommage... Cher Bernard TRAVIER, bien sûr, je vous donne la parole.

Bernard TRAVIER

Oui, je voulais rappeler, Monsieur le Président, chers collègues, qu'outre l'hommage qui a été rendu au musée Fabre, vous m'avez demandé de représenter la Ville et la Métropole en l'abbatiale de Conques. Le vendredi il y avait une messe en l'honneur de Pierre SOULAGES, qui rassemblait beaucoup de monde. Le Maire de Conques m'a chargé de vous transmettre ses remerciements, parce qu'il avait été très touché par notre présence. Il devait normalement vous écrire – m'a-t-il dit – je ne sais s'il l'a fait, en tout cas, la volonté y était.

Monsieur le Président

C'est moi qui vous remercie, cher Bernard TRAVIER, au nom de tous, parce que vous m'avez permis, dans mes fonctions naissantes de Président de la Métropole, de rencontrer Pierre et Colette SOULAGES, et c'était un privilège immense. Dans cet entretien qui a duré une heure, avec beaucoup de bonne humeur – outre quelques anecdotes très fortes – on a ressenti tout l'amour de ce couple pour Montpellier, pour ses racines. Merci d'avoir été à Conques, d'avoir fait le déplacement. Il était très important que nous soyons présents sur tous les hommages.

Il n'y a pas plus bel hommage que des gens qui se rendent dans un musée pour saluer l'élégance d'un artiste ; ces images de gens qui attendaient pour entrer dans le musée étaient très fortes. La famille de Pierre SOULAGES a témoigné sa gratitude à l'égard de Montpellier. Le moment venu, nous organiserons en lien avec Rodez une grande rétrospective du travail de Pierre SOULAGES, et je souhaite évidemment que vous soyez associé, parce que vous connaissez bien tout cela. Comme l'a dit le Président de la République dans l'hommage national, Pierre SOULAGES était un artiste universel qui n'a jamais oublié d'où il vient, ses influences. Rodez, Conques, Montpellier : ses racines doivent l'honorer. On aura l'occasion de présenter cette programmation-là, nous serons au rendez-vous. En tout cas merci à vous et à toutes les équipes qui se sont mobilisées dans un temps record.

Je mets aux voix. Contres ? Abstentions ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 12 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MUSEE NATIONAL D'ART MODERNE (MNAM) CENTRE POMPIDOU DANS LE CADRE DE LA CO-ORGANISATION DE L'EXPOSITION GERMAINE RICHIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes J. FRÊCHE, R. TIKOUK, MM. G. BALAZUN, M. SEBLIN, B. MODOT, RAYNAUD, S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD), S. MANSOURIA entrent en séance.

Mme C. OLLIER (avec le pouvoir de Mme A. DOULAIN), M. Y. PELLET sortent de de séance

Monsieur le Président

Affaire n° 12. Monsieur le Vice-Président.

Éric PENSO

L'affaire n° 12 porte sur une convention de partenariat avec le Musée national d'art moderne Centre Pompidou, dans le cadre de la co-organisation de l'exposition Germaine RICHIER. C'est une exposition qui se tiendra à Paris du 1^{er} mars au 12 juin 2023, puis à Montpellier du 12 juillet au 5 novembre. Cette convention retrace ce partenariat qui bien entendu est très favorable pour le rayonnement que nous souhaitons donner à notre culture. Je ne rentre pas dans les détails, sauf si vous le souhaitez.

Monsieur le Président

Oui, Monsieur PATERNOT, bien sûr.

Bruno PATERNOT

Louise BOURGEOIS, Niki DE SAINT PHALLE, Sonia DELAUNAY, Berthe MORISOT, Suzanne VALADON, Marie LAURENCIN, Jacqueline MARVAL, Jacqueline GAUSSEN SALMON, Marie CASSATT, Marie BASHKIRTSEFF, Odette PAUVERT, Victorine MEURENT, Germaine RICHIER : elles existent, elles sont nombreuses, elles sont puissantes et ont évolué en France. Elles s'inscrivent dans la longue galerie du temps, de l'art et de la création. C'est la recommandation n° 16 du Haut Conseil à l'égalité de l'État, je cite : « *Réhabiliter la contribution des femmes à l'histoire des arts dans les dispositifs de valorisation de l'héritage national existant* ». Faire exister à côté de notre patrimoine ce qui nous vient des pères, notre matriloin, ce qui nous vient des mères. Parlons donc de l'héritage culturel commun car, comme le disait Oscar WILDE « *si l'artiste a un sexe, l'art n'en a pas* ».

Notre héritage culturel commun n'est pas genré, mais il se trouve que l'artiste a un sexe et que les chiffres nationaux le montrent : 68 % des financements publics vont aux œuvres créées par des hommes, soit 32 % pour les femmes : inégalité. 87 % des œuvres dans les musées ont été réalisées par des hommes, soit 13 % par des femmes : inégalité. 67 % des rétrospectives sont consacrées aux œuvres des hommes, soit 33 % de femmes : inégalité. Je vous laisse faire le calcul pour les directeurs de structure. Si les hommes ont du caractère, les « *peintresses* », elles, sont des ingérables. Si les hommes vivent des épiphanies, des illuminations, si CLAUDEL frère se révèle à Dieu, CLAUDEL sœur est internée, elle, comme une pauvre folle. Tout au long du XX^e siècle – et Germaine RICHIER en fut aussi la victime – on a considéré que le féminin de « *artiste* » c'était « *hystérique* », et encore, c'est valable uniquement pour celles qui ont une chambre à elles pour réaliser leur œuvre.

Redonnons son caractère épique au terme d'artiste. Sur les 15 derniers siècles, si les femmes sont les muses, les hommes sont les artistes. Un homme on l'écoute, une femme on la regarde. Il s'agit bien ici de rétablir un peu l'égalité. Un peu parce que pour avoir une égalité réelle, pour rétablir vraiment l'équilibre, il ne faudrait programmer que des femmes partout jusqu'en 2064. Programmer plus de 50 % de femmes partout et tout le temps, c'est rétablir l'équilibre un peu, c'est redresser un peu le déséquilibre.

Et pourtant elles tournent, à l'image de Rosa BONHEUR ou d'Élisabeth VIGÉE LE BRUN. À leur époque les femmes ont eu d'extraordinaires succès, vendent beaucoup, diffusent leurs œuvres. Il s'agit donc ici de ne pas les oublier, de ne pas les invisibiliser, de ne pas les placer derrière. Petit exemple Adèle D'AFFRY, dite Marcello, que laisse une œuvre monumentale que la Métropole a mise au fond du jardin. *Hécate et Hécube*, sculpture monumentale, se trouve dans un coin de Grammont. La plaque – cassée – qui présente l'artiste nous dit une seule chose : elle a été vaguement la maîtresse de COURBET. Au XXI^e siècle, changeons cette plaque – nous allons le faire – nous ne définirons plus les femmes par leur mari ou leurs amants.

Nous avons une bibliothèque, une pinacothèque, à double fond : la partie visible, celle des hommes, et cachée

derrière, la création des femmes. Alors certes elles sculptent des femmes grosses, vieilles, moches, mais regardons-les en face, ces « ouragannes », ces hydres, ces araignées. Elles nous parlent de notre monde, elles nous parlent de notre nous. Regardons-nous en face. Regardons Germaine RICHIER.

Intervention hors micro

Bravo !

Quelques applaudissements.

Monsieur le Président

Il va voter pour, sinon il y a un problème ! D'ailleurs, Monsieur PATERNOT, vous avez oublié dans l'énumération, il y a toutes les femmes de la seconde école de Paris sur l'art abstrait. Vous avez parfaitement raison, il y a cet adage célèbre : « *il y a plus inconnu que le soldat inconnu, sa femme* ». En matière d'art, il est clair que pendant longtemps ce fut difficile. Aujourd'hui il y a un travail qui est fait, là c'est un choix de direction de l'équipe du musée Fabre de mettre à l'honneur cette très grande artiste, en partenariat avec le Centre Pompidou et le Musée d'art moderne de Paris.

Je faisais allusion tout à l'heure au musée de Rodez : il a fait une rétrospective sur les femmes – c'est pour ça que je fais référence à la seconde école de Paris – on commence, ce travail s'engage, et c'est une très bonne chose. Tout comme cet été à Montpellier nous avons mis à l'honneur Suzanne BALLIVET, qui était une artiste de la ville, et il y a bientôt une nouvelle exposition Colette RICHARME qui aura lieu. Ce travail, il est important. Il y a eu une représentation du monde, mais nous sommes là pour aussi la corriger. A cette exposition, ce sera l'occasion de le mettre à l'honneur. Il ne s'agit pas de mettre à l'honneur les « *femmes de* », mais bien les femmes artistes, qui sont aussi la preuve de la création. Dans la culture nous savons qu'il y a beaucoup de travail, j'en conviens, j'en prends acte.

Je mets aux voix. Contres ? Abstentions ? Monsieur PATERNOT : doublement pour.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 13 : ANIMATION DU TERRITOIRE - FESTIVALS DU DOMAINE D'O - PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT - FINANCEMENT - CONVENTION D'APPLICATION 2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Y. PELLET entre en séance.

Monsieur le Président

Domaine d'O. C'est la convention avec le Département de financement. S'il n'y a pas de questions. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 14 : ANIMATION DU TERRITOIRE - THEATRE DES TREIZE VENTS, MINISTERE DE LA CULTURE, REGION OCCITANIE, DEPARTEMENT DE L'HERAULT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2022-2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention pluriannuelle avec le CDN. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 15 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL MONTPELLIER OCCITANIE, MINISTERE DE LA CULTURE, REGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2022-2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 15. Centre Chorégraphique National (CCN), sur la convention pluriannuelle 2022-2024. Y a-t-il des questions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 16 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MEDIATHEQUE CENTRALE EMILE ZOLA - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION 2023-2027 PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DES LOCAUX AU BENEFICE DES ARCHIVES MUNICIPALES DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 16. Mise à disposition de locaux pour les archives. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Il y a beaucoup de délibérations très réglementaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 17 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE GENERALISATION DE L'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE (CGEAC) - APPEL A PROJETS 2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 17. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 18 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CITE DES ARTS - AFFECTATION DE SUBVENTIONS AUX ECOLES ASSOCIEES - CONVENTIONS 2022/2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 18. C'est la subvention aux écoles associées à la Cité des arts, écoles de musique de Castries, Juvignac, Internote – qui n'est pas une commune – Pérols, Sussargues et Saint Jean de Védas. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 19 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CITE DES ARTS - REMUNERATION DES INTERVENANTS EXTERIEURS, TARIFS DES ACHATS DE PRESTATION DE COURS ET PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENTS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 19. Rémunération des intervenants extérieurs à la Cité des arts. Y a-t-il des questions auprès du rapporteur ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 20 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PARTIR EN LIVRE 2023 - CREATION DE DEUX RESIDENCES MISSIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 20. Partir en livre ; création de résidences d'artistes. C'est notre politique d'hospitalité. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 21 : ANIMATION DU TERRITOIRE - FONDS D'AIDE A LA CREATION ET A LA DIFFUSION THEATRALE - 4EME TRIMESTRE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. MARTINIER sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 21. Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale au quatrième trimestre. Ce sont des compagnies bien connues : Têtes de bois, la CIA de Frédéric MICHELET à Grabels, les Robinson, enfin des gens formidables. Y a-t-il des questions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Serge DESSEIGNE, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 22 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "CULTURE" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 22. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « culture ». Y a-t-il des questions auprès du Vice-Président ? Même vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 23 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION D'ACOMPTES DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "CULTURE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 23. C'est les avances de trésorerie pour les structures culturelles parce qu'on vote plus tard le budget. Montpellier Danse, MOCO, Orchestre national, Cinemed, pour désigner les grandes structures. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? S'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Julie FRÉCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

AFFAIRE N° 24 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PATINOIRE VEGAPOLIS - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - AVENANT N° 2 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M.M MARTINIER et S. DESSEIGNE entrent en séance (Le pouvoir de M. DESSEIGNE à Mme NEGRET est annulé).

Monsieur le Président

Affaire n° 24. Monsieur ASSAF, c'est l'avenant sur la patinoire. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Contres ? Abstentions ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Monsieur le Président

Je veux juste remercier Monsieur ASSAF et l'ensemble des services : on a pu maintenir la patinoire ouverte. On avait un problème avec le coût de l'énergie, ça a failli fermer comme partout. Là, en se raccordant au contrat énergie de la Métropole, on a pu trouver une solution et appliquer la doctrine de maintien des services ouverts, même si évidemment à la marge il faut faire des économies partout où c'est possible. Adoptée.

AFFAIRE N° 25 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 25. Y a-t-il des questions auprès du rapporteur ? Je mets aux voix. Contres ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Cyril MEUNIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 26 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION D'ACOMPTES DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE " SPORTS" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 26. C'est un peu le même esprit que pour la culture ; c'est pour le sport de haut niveau. Si jamais vous avez de près ou de loin des liens avec nos grands clubs sportifs, hormis en être les supporteurs et supportrices, il faut le dire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Sébastien COTE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Cyril MEUNIER, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 27 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - SERVICE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER - INTEGRATION DANS LE PERIMETRE DE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - MODIFICATION DES STATUTS DE LA REGIE DES EAUX - APPROBATION

MM. B. TRAVIER et L. ALBERNHE sortent définitivement de séance.

Mmes I. MARSALA (avec le pouvoir de Mme J. URBANI), C. VASSAS-MEJRI et MM. J-L MEISSONNIER (avec le pouvoir de Mme S. MONIN) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 27. Monsieur REVOL, sur l'eau potable et la modification du statut de la Régie des eaux.

René REVOL

Très rapidement. C'est les affaires 27, 28 et 29 qui permettent d'acter l'arrivée de Murviel-lès-Montpellier à l'intérieur de la Régie. Par rapport à l'excellente annonce que vous avez faite en début de Conseil, je corrige une petite erreur : à partir du 1^{er} janvier, ce n'est pas 13 communes qui seront concernées par le nouveau tarif, mais 14. Je tiens ici à saluer le Président du SBL, le Maire de Marseillan, Monsieur Yves MICHEL, qui a collaboré très activement à ce travail pour que les choses se fassent bien. Je rappelle que le SBL reste un syndicat de production auquel Murviel-lès-Montpellier appartient par le biais de la Métropole, comme tout le monde, et que la régie prend en charge la distribution. Tout est négocié. Le patrimoine, puisqu'il a déjà été payé par les Murviellois pendant des années, nous revient gratuitement. Par contre nous prenons en charge une partie de la dette qui correspond à la part linéaire de Murviel-lès-Montpellier, ainsi que des frais de structure, et nous avons défini un prix tout à fait acceptable. Donc bienvenue à Murviel-lès-Montpellier, ma chère Isabelle [TOUZARD].

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Madame TOUZARD, je pense que vous honorez votre engagement devant les Murviellois et Murvielloises. Allez-y.

Isabelle TOUZARD

Exactement, Monsieur. C'est une date historique, le 1^{er} janvier 2023, à Murviel-lès-Montpellier. On l'attendait et on est surtout très satisfaits des excellentes conditions dans lesquelles ça s'est fait, de part et d'autre, vraiment. Merci à tous et on est ravis.

Monsieur le Président

Merci Madame le Maire. Effectivement, une Commune qui rentre dans le tarif d'éco-responsabilités de l'eau au 1^{er} janvier, donc 14. Monsieur PENSO, Maire de Clapiers, qui trépigne.

Éric PENSO

Monsieur le Président et Monsieur le Vice-Président, je veux redire ici l'engagement de Clapiers effectivement qui s'est fait amicalement doublé par mon amie Isabelle TOUZARD, mais nous nous sommes engagés dans cette démarche qui rencontre plus de résistance sans doute que je ne l'avais espéré, mais

Monsieur René REVOL sait qu'il peut compter sur notre soutien. Le Conseil municipal, à l'unanimité, a voté une délibération en ce sens. Je suis engagé à travailler avec le Vice-Président REVOL à la réalisation de cet objectif pour le 1^{er} janvier 2024. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Nous aurons les affaires équivalentes en décembre de l'année prochaine, mais pour Clapiers. Affaire 27. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 28 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - SERVICE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER - INTEGRATION DANS LE PERIMETRE DE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX RELATIVE AUX CONSEQUENCES FINANCIERES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 28. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 29 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - GOUVERNANCE - SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC - REPRISE POUR LE SERVICE DE LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER DE LA COMPETENCE A LA CARTE DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE - PROTOCOLE D'ACCORD - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 20. Même vote ? Même vote. Ces trois affaires étaient liées à l'intégration de Murviel-lès-Montpellier à la Régie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 30 : CYCLES DE L'EAU - PROJETS DE COOPERATION DECENTRALISEE DANS LE DOMAINE DE L'EAU - BURKINA-FASO, SENEGAL ET INDE - CONVENTIONS DE FINANCEMENT - AUTORISATIONS DE SIGNATURE

Mmes I. MARSALA (avec le pouvoir de Mme J. URBANI), C. VASSAS-MEJRI et MM. J-L MEISSONNIER (avec le pouvoir de Mme S. MONIN) entrent en séance.

Mme J. FRÊCHE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 30. Projets de coopération décentralisée avec le Burkina-Faso ; conventions de financement. Quelques éclaircissements, enfin sauf s'il y a des questions.

René REVOL

Deux mots, seulement pour excuser Madame Clare HART, qui est en mission en votre nom Monsieur le Président en Palestine, et qui ne peut pas présenter cette délibération, ainsi que la délibération 34.

La délibération 30 consiste à développer 3 projets de coopération décentralisée

- Une au Burkina-Faso en partenariat avec une association qui est issue du Secours catholique.
- Une à l'est du Sénégal, avec une ONG qui est présente sur le terrain
- La troisième, c'est très important, Madame la Maire de Prades-le-Lez m'en voudrait si je l'oubliais. Il s'agit d'un partenariat avec Prades-le-Lez et Pondichéry pour assurer la venue et un partenariat sur les

questions de l'eau avec Pondichéry. C'est un dossier qui a été porté par la Commune de Prades-le-Lez et la Métropole, dans le cadre de la politique de coopération décentralisée et du budget de l'eau, participe à cette action.

J'en profite aussi pour vous présenter l'affaire 34, comme ça, ça ira beaucoup plus vite quand on arrivera à l'affaire 34. Il s'agit d'un partenariat qui montre qu'à partir de l'eau on peut développer une coopération qui va beaucoup plus loin. Il s'agit du partenariat entre l'intercommunalité de la Vallée de l'Arghen et la Métropole, où nous avons fait un long travail depuis de nombreuses années pour faire que les six communes qui fondent cette intercommunalité et les 92 douars de de cette communauté puissent avoir un accès à l'eau potable. On l'a vu physiquement quand on y est allés : lorsqu'un douar a un accès à l'eau potable, tout de suite la vie reprend, et on voit arriver des hommes adultes, des coopératives de femmes. Ce qu'on va développer avec cette affaire 34, c'est que dans le cadre de cette intercommunalité, on va développer une coopération sur les différentes modalités d'artisanat, mais aussi sur le tourisme, et par la même on montre qu'à partir de la coopération décentralisée sur l'eau, on peut développer une solidarité internationale de qualité. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Je voudrais bien rappeler que ces coopérations sont financées conformément à la loi, qui a une obligation d'œuvrer dans le cadre des actions de coopération sur la question de l'eau. Je veux bien le dire et donc ça permet de mettre en œuvre un certain nombre de partenariats.

Sur les affaires que Monsieur REVOL a rapportées ? Oui, bien sûr, Monsieur FOURCADE.

Jean-Noël FOURCADE

Merci. C'est une très bonne chose que notre Métropole s'investisse dans plusieurs projets de coopération comme ceux qui viennent de nous être présentés. Évidemment, ces projets ne vont pas résoudre toutes les difficultés des pays partenaires, mais ils vont contribuer à aider et soulager dans leur quotidien les habitants d'un village ou d'un quartier. Je fais partie de ceux qui pensent que l'avenir de l'Europe passe par le développement des pays du Sud. Certains de ces pays connaissent de grandes difficultés : la sécheresse, les conflits, les problèmes économiques, et nombreux sont leurs ressortissants à fuir leurs terres pour rejoindre l'Europe où ils espèrent accéder à une vie meilleure.

Je veux ici évoquer l'affaire de l'*Ocean Viking* et dire combien j'ai été rassuré par la décision du ministre DARMANIN de recueillir les rescapés de l'*Ocean Viking*, alors que le Gouvernement italien les rejetait. Il s'agit bien de recueillir des personnes en détresse. Je ne veux pas ouvrir ici les débats sur l'immigration, nous avons tous sur ces sujets nos convictions politiques et nos propres convictions intimes. Monsieur le Président, nous aurions pu, peut-être dû, être volontaires aux côtés de la Corse pour recueillir ces rescapés. On ne peut pas s'appeler Montpellier Méditerranée Métropole et rester indifférent ou muet sur ces situations exceptionnelles. Je sais que c'est difficile, je sais qu'on va nous évoquer les difficultés avec les mineurs isolés, avec le suivi des personnes, etc. Mais si ce n'est pas vous, Monsieur le Président, Maire de Montpellier, si ce n'est pas nous, Montpellier Méditerranée Métropole, qui portons secours à ces personnes, qui le fera ? L'État doit être épaulé dans ces situations très particulières. Cela va se reproduire et nous ne devons pas rester à ce moment-là sans prendre position. Merci.

Monsieur le Président

Écoutez, Monsieur FOURCADE, je suis très touché de votre intervention, je veux le dire. Très touché, parce que je ne crois pas que nous soyons de la même sensibilité politique, mais nous appartenons à deux champs : la République et la France, et à une certaine idée de la France qui a une aspiration à des valeurs universelles. Mourir parce qu'on fuit dans un bateau est quelque chose d'épouvantable. La situation des côtes de Libye où les gens ne connaissent pas la géographie, parce qu'ils voient la plateforme pétrolière au bout, et on leur dit « *c'est l'Europe* », et les gens s'embarquent dans des bateaux de fortune et meurent. Le récit abominable que nous avons entendu, dont le journal *Le Monde* s'est fait écho, en disant « *mais personne ne viendra vous sauver* », on entend les gens mourir dans la Manche, qui est une mer qui rassemble les hommes, même si nos amis britanniques ont quitté l'UE. Ce sont des choses que nous ne pouvons accepter. Nous avons vraiment un devoir commun d'humanité. On peut discuter d'une politique migratoire et il doit y avoir des débats sur cela, mais en rien laisser mourir des êtres humains n'est une chose acceptable pour notre conscience des hommes.

Je suis très touché, parce que, à Montpellier, Conseil municipal a fait le choix, de manière unanime, de voter des aides à SOS Méditerranée pour contribuer à financer un jour de sauvetage en mer. Mercredi dernier à

l'opéra Comédie, alors qu'il y avait une haie de haine, de ceux qui instrumentalisaient la détresse humaine à des fins politiciennes – je veux en remercier Barbara DERATHÉ et Colin VALLAT – nous avons eu ce magnifique spectacle qui avait été joué au Kiasma Lampedusa, à l'opéra Comédie. C'était une soirée de soutien à SOS Méditerranée, récoltant des fonds, mais aussi un soutien citoyen de gens de toute sensibilité. Le doyen CLAMOUR, l'archevêque Monseigneur TURINI étaient présents dans la salle, et d'autres autorités de la ville, quelles qu'elles soient, apportent leur soutien. Nous sommes clairement aux côtés de ces associations. Je veux le dire, en tout cas à titre politique.

Nous avons une responsabilité, et quand une fois l'épreuve de l'*Aquarius* à l'époque, j'avais eu Jean-Claude GAYSSOT qui avait proposé d'ouvrir le port de Sète. Pas ouvrir le port de Sète comme acte de générosité, bien sûr, mais comme respectant un droit, qui est le droit de la mer. Toute personne en situation de détresse dans la mer doit se voir proposer assistance. C'est ce que le Président de la Communauté de Corse rappelle, c'est ce que Jean-Claude GAYSSOT eut rappelé. Nous et Benoît PAYAN, Maire de Marseille, a fait la même déclaration comme ville maritime.

Nous sommes dans ces réseaux et très engagés. En tout cas je veux en témoigner, je croyais que c'était peut-être plus connu. Ce que je veux vous proposer, Monsieur FOURCADE, en vous écoutant, c'est que nous ayons une délibération de soutien pour financer un jour de navigation en mer au prochain Conseil de Métropole pour rejoindre finalement toutes ces collectivités qui sont engagées, de gauche comme de droite, où les convictions sont différentes. Ensuite, quand les bateaux et les gens arrivent – et vous avez salué la décision du ministre de l'Intérieur – nous avons tous une responsabilité dans l'accueil, l'hébergement, le soutien. Je ne rentre pas dans ce qui se passe, mais ici nous sommes aussi engagés, je crois, avec des résultats, même si quand j'écoute les associations, la tâche est colossale. Nous avons réussi à sortir des situations, et vous avez fait référence aux mineurs non accompagnés : grâce au travail remarquable fait en partenariat avec le Département de l'Hérault, grâce aux entrepreneurs, on a plein de jeunes Guinéens qui ont fait cette trajectoire ou d'autres, par la Libye, qui aujourd'hui répondent aux besoins de main d'œuvre, et surtout construisent de très belles histoires humaines.

Je n'avais pas trop osé – enfin osé, c'était un peu les communes – mais de par ce que vous avez dit, Monsieur FOURCADE, je propose que, pour commencer l'année 2023, la première délibération du Conseil de Métropole ce soit de financer un jour en mer pour aider l'association SOS Méditerranée. Ça illustrera la grande tradition humaniste de notre territoire. En tout cas je veux vraiment vous remercier de votre intervention. Je crois qu'elle a touché beaucoup de collègues et je sais qu'elle est ici très partagée, tant je connais l'engagement de tous les maires pour l'accueil des réfugiés ukrainiens, pour la mobilisation des réfugiés des navires, etc. Ça fait honneur à notre territoire et cette intervention en est une nouvelle illustration.

On pourrait même faire une délibération sur table, on va faire une pause et comme ça on va y aller. Je mets aux voix les affaires et on regarde. Ce n'est pas mal de commencer l'année 2023 aussi comme ça. On va sécuriser la délibération, parce qu'on a quelques adversaires qui vont être tatillons, même si on a de très bons avocats.

Renaud CALVAT

Le Conseil départemental, Monsieur le Président, l'a voté il y a 2 ans déjà, mais la délibération a été attaquée par nos opposants – le Département a gagné au tribunal administratif.

Monsieur le Président

Madame TOUZARD, sur les affaires.

Isabelle TOUZARD

Juste dire que, je ne sais pas si c'est le hasard, mais la Commune de Murviel-lès-Montpellier a voté hier en Conseil municipal l'adhésion à la charte de la plateforme des collectivités en soutien à SOS Méditerranée. Le Président de l'association le dit : même si les aides sont symboliques c'est très, très important pour eux – puisque les petites communes ne vont pas prendre en charge une journée entière. Plus on sera à les soutenir, mieux se sera.

Je voulais juste dire que ce qui m'a le plus marqué, c'est l'événement qu'il y a eu lors de la Zone Artistique Temporaire (ZAT) à Antigone, où on a vu ce projet de bateau tracé au sol et où s'est rendu compte vraiment de ce que c'était que de faire vivre un petit peu ces réfugiés de la mer, sur ce bateau. C'était vraiment un moment très, très fort.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame TOUZARD. Là vous me lancez sur des trucs : la ZAT, c'est comment les artistes aident à prendre conscience du monde. On parle beaucoup de la question climatique, c'est lié, dans ce Conseil, mais la question du défi des réfugiés est un des enjeux. Montpellier est jumelée avec Palerme, on vit ça avec Heidelberg, qui a été une ville très hospitalière, on vit cela.

Bon allez, très important, on met aux voix l'affaire 30, Monsieur REVOL. La coopération décentralisée est une des réponses aussi au développement pour éviter ces trajectoires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 31 : ENVIRONNEMENT - CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ - AVENANTS DE PROROGATION DE SEPT CONTRATS DE CONCESSION - AUTORISATION DE SIGNATURE**Monsieur le Président**

Affaire 31. Madame TOUZARD. Concession de distribution publique de gaz, c'est un avenant pour prolonger. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 32 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**Monsieur le Président**

Affaire 32. Subventions à des associations dans le cadre de la politique agroécologique. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 33 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION D'ACOMPTES DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "TRANSITION ENERGETIQUE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**Monsieur le Président**

Affaire 33. Subventions à l'ALEC, qui fait un travail remarquable, qui est débordée de demandes sur les enjeux de sobriété et de rénovation thermique – c'est bon signe. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, M. Julien MIRO, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 34 : ATTRACTIVITE - COOPERATION INTERNATIONALE ET COOPERATION DECENTRALISEE VOLET TOURISME - CONVENTION FINANCIERE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET EXPERTS SOLIDAIRES POUR LE PROJET DANS LA VALLEE DE L'ARGHEN (MAROC) D'APPUI A LA VALORISATION DES FILIERES ECONOMIQUES TRADITIONNELLES - AUTORISATIONS DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Coopération internationale. On l'évoquait tout à l'heure avec Monsieur le Vice-Président. C'est l'affaire 34, avec le Maroc. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 35 : ENVIRONNEMENT - ECOLOTHEQUE - PRIX DES FERMES PEDAGOGIQUE 2022 DE LA FONDATION SOMMER - FINANCEMENT - APPROBATION

Mme C. OLLIER (avec le pouvoir de Mme A. DOULAIN) entre en séance

Monsieur le Président

Affaire 35. Roger [CAIZERGUES], un petit mot.

Roger CAIZERGUES

Monsieur le Président et chers collègues. L'écolothèque reçoit les enfants depuis 30 ans dans un cadre qui est tout à fait particulier, qui est à découvrir, tout ça pour ces jeunes, qu'ils apprennent ces merveilles de la nature. Il y a une centaine d'animaux de ferme, elle les héberge, et ces animaux jouent un rôle important dans la transmission et dans la pédagogie qui est faite en ces lieux.

De l'autre côté, on a la Fondation Sommer qui, sous l'égide de la Fondation de France, s'engage depuis 50 ans pour la médiation animale par l'information et le financement aussi aux initiatives et aux aménagements qui sont pris sur le terrain.

L'écolothèque a postulé au prix de ferme pédagogique 2022 dans les villes de plus de 10 000 habitants et a été lauréate au titre de son projet d'amélioration des conditions de médiation animale sur le domaine. La délibération propose de valider les aménagements qui sont dédiés aux animaux – des abris nouveaux, des plantations d'arbres notamment – et que la Métropole accepte de recevoir le prix qui est de 10 000 euros, ensuite de faire figurer sur les productions de l'écolothèque le logo de la Fondation Sommer.

Monsieur le Président

Merci beaucoup cher Roger CAIZERGUES. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ?

Bernard MODOT

Je voulais intervenir en tant qu'ancien enseignant et ancien directeur d'école. Pendant 20 ans j'ai vu l'évolution de l'écolothèque. Il faut vraiment être enseignant pour voir les enfants au contact des animaux et la valeur pédagogique de cette ferme. Mais peu à peu j'ai constaté que l'accès à la ferme pédagogique devenait de plus en plus limité pour mener vraiment une action pédagogique. Il y a tellement de classes qui veulent y aller – mais tant mieux – que l'action pédagogique auprès des enfants s'en trouve limitée. On est parfois à une simple visite ou une simple demi-journée. Il fut une époque où on parlait d'une deuxième ferme pédagogique. Ma question est : où en est-on de ce projet ?

Monsieur le Président

Comment dire, l'école hors les murs, c'est toujours un grand bonheur, une satisfaction pédagogique et un chemin de savoir pour les enseignants, *a fortiori* là de culture scientifique et de lien à la nature, comme sur le plan culturel. Je ne savais pas, j'ai demandé à Monsieur le Vice-Président et Maire de Jacou, qui m'a dit qu'il y avait un projet sur Viviers, mais hélas ce fut abandonné. C'est vrai qu'aujourd'hui on a besoin de lieu de compréhension de la diversité du vivant, d'apprentissage. Je ne peux pas vous en dire plus là. Sur l'emprise Lunaret-La Valette, on a quelques pistes aussi. Mais c'est vrai qu'aujourd'hui, grâce au travail formidable de l'équipe de l'écolothèque, la mise à disposition par l'Éducation nationale de personnel, on a quand même un dispositif remarquable. Après, à Viviers, on peut regarder.

Madame TOUZARD, allez, rapidement.

Isabelle TOUZARD

Très rapidement, il y a quand même tout le projet écolothèque 2.0 dont bénéficie toutes les communes, qui est un fabuleux projet de démultiplication auprès notamment des animateurs dans les centres de loisirs, pour les communes qui le souhaitent, de tout ce savoir-faire et de ces outils pédagogiques qui ont été développés – c'est vrai qu'ils sont très importants. Il y a le lieu qui est important, mais si on arrive à démultiplier, à faire essaimer ce savoir-faire auprès de tous nos centres de loisirs, c'est un plus.

Monsieur le Président

À noter. Je propose de passer aux voix. Oui, rapidement.

Bernard MODOT

Une simple proposition. Il me semble que tout près de la source du Lez, le Conseil général a un magnifique château...

Monsieur le Président

Restinclières.

Bernard MODOT

... où les écologistes de l'Euzière et autres ont un magnifique programme. Peut-être qu'on pourrait regarder si on ne pourrait pas avoir une coopération et en ce site immense créer cette seconde ferme.

Monsieur le Président

On prend la contribution. Ce n'est pas un problème de terrain, c'est un problème de moyens.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 36 : ENVIRONNEMENT - MANDATS N°2124 ET N°2127 POUR LA REALISATION DE L'UNITE DE METHANISATION AMETYST - PROTOCOLES DE QUITUS ET REDDITION DES COMPTES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 36. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 37 : ENVIRONNEMENT - CONTRAT D'ACTION ET PERFORMANCE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET CITEO POUR LA VALORISATION DES EMBALLAGES MENAGERS ET PAPIERS - AVENANTS N°1 AUX CONTRATS DE REPRISE CONCLUS AVEC LES REPRENEURS POUR LA VALORISATION DES MATERIAUX ISSUS DES COLLECTES SELECTIVES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur VASQUEZ ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 38 : SOLIDARITES - PROLONGATION DU CONTRAT DE VILLE - CONVENTIONS D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES (TFPB) - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 38. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT sur les conventions d'abattement de la taxe foncière bâtie pour les bailleurs sociaux ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 39 : SOLIDARITES - CONTRAT DE PLAN ÉTAT-REGION 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CROUS POUR LA REFECTION DES RESEAUX D'EAU DE LA CITE UNIVERSITAIRE "LE TRIOLET" A MONTPELLIER - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Attribution de subvention au CROUS dans le cadre du volet Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 40 : SOLIDARITES - AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION HABITAT & HUMANISME POUR L'ANNEE 2022 - CONVENTION D'ATTRIBUTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40. Attribution de subvention à Habitat & Humanisme. Y a-t-il des questions auprès de Madame GIMENEZ ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 41 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - ACTIONS D'INSERTION PAR LE LOGEMENT 2022 - CONVENTION 2022 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, L'ASSOCIATION SOLIDARITE DOM TOM - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 41. FSL ; subvention à Solidarité Dom Tom – qui fait un travail formidable. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. C'est un projet d'épicerie sociale qui aide à l'accueil des étudiants ultramarins, c'est remarquable.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 42 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - CONVENTION DE GESTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) DE L'HERAULT - EXERCICE 2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 42, avec la CAF, pour le FSL. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 43 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - ACTIONS D'INSERTION PAR LE LOGEMENT - ACOMPTE DE SUBVENTIONS POUR DIVERSES ASSOCIATIONS ET CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE - EXERCICE 2023 - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R-Y CHARTIER sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 43. FSL. C'est un montant plus important. Y a-t-il des questions auprès de Madame GIMENEZ ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 44 : SOLIDARITES - DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - CLOTURE DE L'EXERCICE 2022 - CONVENTION ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 44. Délégation de compétence ; clôture de l'exercice 2022, entre l'État, la Métropole, avenant n° 1. C'est sur les programmes ANRU. Y a-t-il des questions ? Logements sociaux. Y a-t-il des questions auprès de Madame VASSAS-MEJRI, Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 45 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS SOCIAUX, 931 CHEMIN DE NOUVEAU A PRADES-LE-LEZ - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 45. Construction de logements sociaux à Prades-le-Lez ; attribution de subventions à Promologis. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 46 : AMENAGEMENT DURABLE - RACHAT DE PROPRIETES FONCIERES ACQUISES PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER OCCITANIE (EPFO) POUR LE COMPTE DE LA METROPOLE - SECTEUR ROQUEFRAISSE SUR LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 46. Achat de propriétés foncières acquises par l'Etablissement Public Foncier (EPF) à Saint Jean de Védas. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Pardon, Madame OLLIER. Deux abstentions.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 47 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - AMENAGEMENT DU QUARTIER CAMBACERES - CESSIION FONCIER DE DIVERSES PARCELLES A L'AMENAGEUR POUR DES SURFACES TERTIAIRES - CONFIRMATION

Monsieur le Président

Affaire 47. Cession foncier de diverses parcelles à l'aménageur. C'est de petites surfaces. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

AFFAIRE N° 48 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DU CRÈS - INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU) ET DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 48. Commune du Crès ; instauration d'un droit de préemption urbain. Monsieur le Maire, cher Stéphane CHAMPAY.

Stéphane CHAMPAY

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Très rapidement, puisque je vois l'heure tourner et je vous sens tous impatients et impatientes de déjeuner. Je souhaite saluer cette délibération qui offre à Montpellier Méditerranée Métropole les outils fonciers nécessaires au réinvestissement urbain de la RM 613 au Crès avec l'arrivée du Bustram. Je me réjouis bien évidemment donc de la prise en compte de la nécessaire réparation hydraulique de ce secteur, que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer ensemble Monsieur le Président. Pour cela, je tiens à remercier l'ensemble des services et je vous charge, Monsieur le Directeur général des services, de transmettre cette information à l'ensemble de vos services qui sont pleinement mobilisés, et en particulier ceux des pôles développement urbain et stratégie foncière. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci à vous, Monsieur le Maire, pour les services. On s'est beaucoup vu sur les enjeux de la Commune du Crès, et ça va être un des espaces de requalification et de réinvestissement urbain important. En tout cas merci à vous, on sera aux côtés du projet de la Commune. On met aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Une Commune dont on a fêté l'anniversaire, Monsieur le Maire : 150 ans, très belle cérémonie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 49 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - RENONCIATION A ACQUERIR - EMPLACEMENT RESERVE N° 6 DU PLAN LOCAL D'URBANISME RUE DES DEVEZES - MISE EN DEMEURE D'ACQUERIR – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 48. Y a-t-il des questions auprès de Madame MANTION ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 50 : AMENAGEMENT DURABLE - AMENAGEMENT DU CARREFOUR RM613-RD24E2 - COMMUNES DE VENDARGUES ET DE SAINT-AUNES - BILAN DE LA CONCERTATION PUBLIQUE PREALABLE OBLIGATOIRE MENEES EN APPLICATION DU CODE DE L'URBANISME - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 50. Ok. Y a-t-il des questions auprès du rapporteur ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 51 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS 2022 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES DE CASTRIES, SAINT GEORGES D'ORQUES, VILLENEUVE-LES-MAGUELONE ET LATTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 51. Conventions de fonds de concours entre la Métropole, Castries, Saint Georges d'Orques, Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 52 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS 2020 ENTRE LA COMMUNE DE BAILLARGUES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 52. Convention de fonds de concours avec la Métropole et Baillargues, un avenant. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 53 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION D'ENTRETIEN 2022-2026 DES ESPACES PUBLICS DU PARC REGIONAL D'ACTIVITES ÉCONOMIQUES (PRAE) VIA DOMITIA AVEC LE SYNDICAT MIXTE DU PRAE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 53. Convention d'entretien 2022-2026 du Parc Régional d'Activités Economiques (PRAE) Via Domitia avec le Syndicat mixte du PRAE. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le rapporteur, Monsieur LAFFORGUE ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 54 : ATTRACTIVITE - PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DES METIERS D'ART - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT 2023-2025 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET ATELIERS D'ART DE FRANCE (AAF) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 54. Convention et promotion et développement des métiers d'art. C'est le salon Ob-Art. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 55 : ATTRACTIVITE - SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (SIMI) 2022 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SA3M ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. TIKOUK et M C. BOURDIN (avec le pouvoir de M. S. COTE) sortent de séance

Monsieur le Président

Affaire 55. Convention de partenariat pour le salon de l'immobilier d'entreprise SIMI entre la Métropole et la SA3M. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

AFFAIRE N° 56 : ATTRACTIVITE - SATT AXLR OCCITANIE MEDITERRANEE - ADHESION AU NOUVEAU PACTE D'ASSOCIES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 56. Adhésion au pacte des associés sur la SATT et l'AXLR. Y a-t-il des questions ? Contres ? Abstentions ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 57 : ATTRACTIVITE - CONVENTION ENTRE LA REGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AUTORISANT A VERSER UNE AIDE ECONOMIQUE A LA SATT AXLR - CONVENTION TRIENNALE 2022-2024 ENTRE LA SATT AXLR ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE VERSANT APPORT EN COMPTE COURANT D'ASSOCIES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 57. Convention entre la Région, la Métropole et la SATT. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 58 : ATTRACTIVITE - FINANCEMENT DES ENTREPRISES - FONDS D'INVESTISSEMENT AELIS2 ET IRDINO3 D'IRDI CAPITAL INVESTISSEMENT - CONVENTIONS ENTRE LA REGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTIONS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET IRDI CAPITAL INVESTISSEMENT AUTORISANT LA SOUSCRIPTION AUX FONDS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. S. CHAMPAY sort de séance

Monsieur le Président

Affaire 58. Financement des entreprises ; fonds d'investissement AELIS2 et IRDINO3 d'IRDI Capital Investissement ; conventions entre la Région et la Métropole et l'ensemble des acteurs. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Une question, Madame BORNE ? Excusez-moi, je vais un peu vite.

Mathilde BORNE

Je vous en prie. C'est très court, c'est juste comme pour plusieurs affaires qu'on a, où on finance par exemple des start-ups – ou notamment la dernière fois on parlait de Med Vallée – ma question c'est de savoir si aujourd'hui il y a un bilan qui va être prévu ? Est-ce qu'on sait à quoi vont servir ces financements ? Est-ce qu'il y a un suivi des projets ?

Monsieur le Président

Elle est très importante votre question, Madame BORNE. Les structures que nous finançons ont vocation à entrer dans le capital d'un certain nombre d'entreprises, pour les aider dans leur développement – c'est ce que fait la SATT, ce que fait l'IRDI. Les discussions que nous avons – et c'est pour ça que nous sommes administrateurs au demeurant de ces structures – c'est de conforter les filières et pas d'aller n'importe où sur n'importe quoi. Par exemple là, sur la SATT, je suis allé peut-être un petit peu vite, mais c'est sûr des enjeux liés à la santé et au CHU.

Votre question est parfaitement légitime, ça doit s'inscrire dans la stratégie du territoire. Je voudrais en donner presque un petit peu la doctrine : entreprises du numérique, entreprises santé et alimentation, entreprises énergies renouvelables (ENR) – on aura l'occasion d'en reparler – industries culturelles et créatives. C'est principalement sur ces secteurs-là que nous sommes. Si vous question c'est – parce que je lis derrière votre masque – : « *est-ce qu'on rentre au capital d'entreprises qui vont promouvoir et développer les énergies fossiles ?* », ça ce ne serait pas compatible avec les orientations que nous défendons.

En tout cas, c'est des points de vigilance. Par exemple, l'entreprise Bulane sur l'hydrogène – très belle entreprise du territoire situé à Fabrègues – : là on peut être partenaire, on peut entrer au capital. Après il y a aussi des exigences, puisque c'est de l'argent public. Si on soutient, c'est pour créer l'emploi, donc on cadre ça. Voilà ce que je peux vous répondre là au débotté. Merci à vous.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Guy LAURET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 59 : ATTRACTIVITE - OUVERTURES DOMINICALES DES COMMERCES DE DETAIL POUR L'ANNEE 2023 - AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Mme R. TIKOUK, MM. S. CHAMPAY et C. BOURDIN (avec le pouvoir de M. S. COTE) entrent en séance.

M. Y. NOSBE (avec le pouvoir de Mme C. HART) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 59. C'est l'ouverture dominicale des commerces de détail pour l'année 2023. C'est la même délibération que l'année passée. Pas de changements. Je crois qu'il y a quelques prises de parole. Madame GIMENEZ et Madame DIRHOUSI.

Clara GIMENEZ

Merci, Monsieur le Président. Ce ne sera pas une surprise, c'est une constante des élus Communistes de cette Assemblée de s'opposer à l'ouverture des commerces le dimanche, puisqu'on s'oppose évidemment au travail le dimanche. On pense que le dimanche doit être réservé aux loisirs, à la vie de famille. Tout ça je ne développe pas ce qu'on développe chaque année sur le sujet.

Mais je me permets de rajouter un point. Quand on exige la sobriété énergétique, quand on met des doudounes en Conseil de Métropole parce qu'on a froid, quand on demande aux Français de baisser le chauffage, on ne peut pas en même temps laisser les commerces allumer la lumière et chauffer des boîtes de chaussures. C'est pour nous un vrai problème.

Je me permets d'ajouter qu'à titre personnel je ne connais personne qui a de l'argent et ne peut pas le dépenser le samedi mais par contre pourrait le dépenser le dimanche. Je crois que dans la période de baisse de pouvoir d'achat, on n'a pas besoin d'ouvrir les commerces le dimanche.

Monsieur le Président

Merci, Madame GIMENEZ. Madame DIRHOUSI.

Zohra DIRHOUSI

Je rejoins Madame GIMENEZ sur le côté sobriété énergétique, parce qu'ouvrir une journée de plus, ça consomme.

Ma question était de savoir aussi si vous aviez des retours sur le personnel qui a été consulté pour ces ouvertures le dimanche ? Car avant que la Métropole se prononce, il faut savoir ce que pensent les salariés qui sont consultés sur les ouvertures le dimanche. Est-ce qu'on a un retour sur les emplois réellement créés pour les ouvertures le dimanche ? Un retour sur les investissements réels de ces entreprises pour les conditions de travail des salariés ? On en parlait un petit peu avant, est-ce qu'on sait comment ces entreprises œuvrent, elles, pour la qualité de vie au travail de ces salariés ?

Monsieur le Président

Merci, Madame DIRHOUSI. Monsieur CALVAT va vous répondre.

Renaud CALVAT

Je veux juste rappeler ici que nous ne délibérons pas du tout, absolument pas, sur l'opportunité ou pas d'ouvrir les commerces le dimanche. Nous sommes 92 élus et ce que nous faisons est extrêmement sérieux. Que nous ayons un avis personnel sur l'ouverture ou pas des commerces le dimanche, c'est une chose. Ce que la loi nous impose comme délibération aujourd'hui, c'est de valider les positions des communes qui ont le choix entre 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 dimanches : c'est la loi. Chaque commune doit délibérer, non pas pour savoir si elles veulent ou pas ouvrir le dimanche, mais pour déterminer le nombre de dimanches qui peuvent être ouverts, avec un maximum de 12 et un minimum de 5. Si on ne vote pas la délibération, le maximum s'applique.

J'ai beaucoup de salariés – mon mari – qui travaillent le dimanche et qui me remercient chaque année de délibérer à Jacou pour 5 dimanches. Mais j'ai chaque année une partie de mon opposition qui dit « *comme nous sommes contre le travail le dimanche, nous refusons de voter la délibération* ». Mais si on ne vote pas la délibération, c'est 12 ! Et donc...

Hervé MARTIN

Intervention hors micro.

Renaud CALVAT

Mais si ! Nous devons choisir. Nous devons...

Hervé MARTIN

Intervention hors micro.

Renaud CALVAT

Mais si ! Nous devons choisir – si ! – entre 5 et 12...

Hervé MARTIN

Intervention hors micro.

Renaud CALVAT

Monsieur MARTIN, je vous dis et je vous le répète que ce sont les délibérations que prend chaque Conseil municipal – donc ce que je dis est juste. La Métropole ici valide les délibérations de chaque Conseil municipal – vous n'avez pas aujourd'hui celle de Jacou, parce que nous votons la semaine prochaine. La Métropole n'impose strictement rien : la loi simplement lui demande de valider les délibérations de chaque Conseil.

Ce débat-là, c'est dans chaque Conseil municipal qu'il faut l'avoir, car nous devons voter entre 5 et 12. Je respecte mes collègues, je ne les juge pas, qui ont choisi 10, 11, 12 ou 9 : c'est leur liberté et c'est la liberté de leur Conseil municipal, comme c'est ma liberté de Maire de choisir le minimum en accord avec les organisations syndicales représentatives et les salariés des entreprises. Mais il faut que l'on soit honnête, si on ne délibère pas sur le minimum, nous mettons aussi en difficulté les salariés de ces entreprises-là qui attendent pour certains de notre part que nous délibérions sur le minimum. Ne les mettez pas en difficulté, en refusant de voter...

Hervé MARTIN

Intervention hors micro.

Renaud CALVAT

Mais bien sûr que si, Hervé [MARTIN] ! Je vous dis que c'est la loi, c'est la règle dans les conseils municipaux.

Monsieur le Président

Monsieur le Vice-Président, merci. Monsieur MARTIN, peut-être, si vous souhaitez apporter un éclairage d'une minute ?

Hervé MARTIN

Oui, parce que je ne peux pas laisser dire ça. Bien sûr ça passe d'abord dans les conseils municipaux, mais si ce que tu dis est juste, je propose qu'on retire cette affaire et qu'on ne la voie plus jamais en Conseil de Métropole. Elle est nulle et non avenue en Conseil de Métropole. Est-ce qu'on est d'accord pour l'enlever, puisque le vote ici ne sert strictement à rien ? Je demande à ce moment-là qu'on retire immédiatement cette affaire.

Monsieur le Président

Mais le vote est réglementaire...

Hervé MARTIN

Donc s'il est réglementaire, c'est que ce qu'on vote là n'est pas au minimum, ce n'est pas vrai !

Monsieur le Président

Monsieur MARTIN, je propose de mettre aux voix cette délibération, aux convictions bien connues des uns et des autres.

Hervé MARTIN

Non, enfin, on la met au vote parce que de toute façon elle y est et visiblement j'ai raison parce que sinon on pourrait la supprimer. Mais l'argumentation qui a été donnée là est totalement fausse ! D'ailleurs est-ce que dans cette délibération-là on vote le minimum de ce qui est possible par la loi ? Non : il y a un nombre d'ouvertures le dimanche supérieur à 5 qui est proposé là-dedans.

Renaud CALVAT

Parce que ce sont les conseillers municipaux qui ont choisi.

Hervé MARTIN

Tout à fait et au nom de quoi on serait obligé ici de valider cette chose-là ? C'est là que je m'inscris en faux dans ce que tu dis, Renaud [CALVAT] : on n'est pas obligé de valider ! Parce que sinon, si on ne sert à rien, moi on me le dit, on enlève cette délibération et on va manger.

Rires.

Monsieur le Président

Je vois le double message de Monsieur MARTIN qui défend la pause méridienne pour les travailleurs ! Je mets donc aux voix. Qui est contre ? Abstentions ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 23 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Serge DESSEIGNE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, M. René REVOL, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Joëlle URBANI, M. François VASQUEZ.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Véronique NEGRET.

AFFAIRE N° 60 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**Monsieur le Président**

Affaire 60. Attributions de subventions. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 61 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION D'ACOMPTES DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Y. NOSBE (avec le pouvoir de Mme C. HART) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 61. Subventions, notamment à l'Office du tourisme et à la MLJ. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Séverine MONIN, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

AFFAIRE N° 62 : ATTRACTIVITE - PROMOTION TOURISTIQUE DE LA DESTINATION LANGUEDOC CAMARGUE - CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT 2022 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE MONTPELLIER ET LE COMITE REGIONAL DE TOURISME ET DES LOISIRS D'OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 62. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 63 : HORS COMMISSION - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 63. Subventions. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 64 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - APPELS A PROJETS INNOVANTS ET EXPERIMENTATIONS AU SERVICE DE LA VILLE - CONVENTION SUR UN PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 65 : ATTRACTIVITE - PORTAIL HERAULT DATA - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA DIFFUSION DE DONNEES OUVERTES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. JAOUL sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 65. Coopération avec le Département de l'Hérault sur le portail Hérault Data. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur REYNAUD ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 66 : RESSOURCES - MODALITE D'ATTRIBUTION DE LA PRIME D'INTERESSEMENT A LA PERFORMANCE COLLECTIVE EN FAVEUR DES AGENTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 66. Prime d'intéressement à la performance collective de 300 euros. Y a-t-il des questions ? Monsieur DESSEIGNE.

Serge DESSEIGNE

Merci, Monsieur le Président. Conformément à ce que j'ai voté l'année dernière – Monsieur le Président va me dire que je suis conforme à ce que je dis – comme cette prime a été mise en place dans le cadre des 1 607 heures – que je n'ai pas votées – je ne voterai pas en plus que cette prime soit soumise à un retrait après 10 jours de congés maladie ou autres. Merci.

Monsieur le Président

Merci. D'autres demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Un. Qui s'abstient ? Je précise que sa date de versement est modifiée, pour la question de différences des dispositifs d'aide de la CAF, prime pour l'emploi, etc. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : M. Serge DESSEIGNE.

Abstentions : 10 voix

Se sont abstenus : Mme Emilie CABELLO, Mme Zohra DIRHOUSI, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Clara GIMENEZ, Mme Isabelle MARSALA, M. Hervé MARTIN, Mme Véronique NEGRET, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 67 : RESSOURCES - MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) - PART SUJETIONS TRAVAUX DANGEREUX ET INSALUBRES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 67. Sujétions sur le RIFSEEP pour les travaux dangereux et insalubres. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Quatre abstentions. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle

URBANI.

AFFAIRE N° 68 : RESSOURCES - RELATIONS INSTITUTIONNELLES - CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 68. Services communs, relations institutionnelles. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 69 : RESSOURCES - ASTREINTE D'EXPLOITATION - MODALITES DE MISE EN ŒUVRE - APPROBATION

M. L. JAOUL entre ne séance.

Monsieur le Président

Affaire 69. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Non ? Unanimité alors.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 70 : RESSOURCES - MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 70. Tableau des effectifs. Abstentions ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 71 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION D'ACOMPTES DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "RESSOURCES HUMAINES" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 71. Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématiques RH. C'est pour permettre au CASSC de pouvoir fonctionner, on verse 392 500 euros. Y a-t-il des oppositions ? Des refus de prendre part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Jean-François AUDRIN, Mme Michelle CASSAR, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Julien MIRO, M. Joël RAYMOND.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 72 : RESSOURCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - REVISIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 72. Vote en autorisations de programme et crédits de paiement ; révisions. Y a-t-il des questions auprès du Vice-Président aux finances ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 73 : RESSOURCES - BUDGET 2022 - DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET PRINCIPAL - ADOPTION

Monsieur le Président

Budget 22 ; décision modificative n° 1. Y a-t-il des questions auprès du Vice-Président aux finances ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 74 : RESSOURCES - BUDGET 2022 - DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT - ADOPTION

Monsieur le Président

Budget annexe de l'assainissement ; budget modificatif. Y a-t-il des questions ? Abstentions ? Oppositions ? Refus de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 75 : RESSOURCES - BUDGET 2022 - DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - ADOPTION

Monsieur le Président

75. Des montants importants : 500 et 700 euros ! Budget annexe du service public de l'assainissement non collectif. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 76 : RESSOURCES - BUDGET 2022 - DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET ANNEXE PARKING - ADOPTION

Monsieur le Président

Budget annexe parking ; modification. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 77 : RESSOURCES - CLOTURE DES BUDGETS ANNEXES ASSAINISSEMENT ET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - APPROBATION

Monsieur le Président

Clôture des budgets annexes assainissement et assainissement non collectif. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 78 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2022 DEFINITIVE A LA SUITE DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT) DU 14 SEPTEMBRE 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

Attribution de compensation 2022 définitive à la CLECT du 14 septembre 2022. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 79 : RESSOURCES - BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE PARKING - OUVERTURE DES CREDITS AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2023 - AUTORISATION

Monsieur le Président

Budget principal du budget annexe parking ; ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2023. Y a-t-il des questions auprès du rapporteur ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 80 : RESSOURCES - OPERATION ANNUELLE DE REPRISE ET DOTATION DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS - PRINCIPES ET MONTANTS 2022 - APPROBATION

M. H. MARTIN sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. GIMENEZ.

Monsieur le Président

Affaire 80. Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations ; principes et montants 2022. Y a-t-il des questions auprès du Vice-Président en charge des finances ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 81 : RESSOURCES - REFACTURATION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT AUX BUDGETS ANNEXES - MODALITES DE CALCUL - APPROBATION

M. G. LAURET sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 81. Refacturation des charges de fonctionnement aux budgets annexe. Y a-t-il des questions auprès du Vice-Président aux finances ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 82 : RESSOURCES - ADMISSION EN NON VALEUR 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 82. Admission en non-valeur. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 83 : RESSOURCES - APUREMENT DES REGIES 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 83. Apurement des régies 2022 : 168,98 euros. Y a-t-il des questions auprès du Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 84 : RESSOURCES - TARIFS DE LA METROPOLE DE MONTPELLIER - ANNEE 2023 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 84. Tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole ; année 2023. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 85 : RESSOURCES - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE TAM - AVANCE EN COMPTE COURANT - APPROBATION

M. A. MOYNIER sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 85. Organismes extérieurs ; avance en compte courant pour la SPL TaM. Qui est contre ? S'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Mathilde BORNE, M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

AFFAIRE N° 86 : RESSOURCES - COMMISSION DES CONCESSIONS - CREATION - ÉLECTION - FIXATION DES MODALITES DE DEPOT DES LISTES - REGLEMENT INTERIEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 86. Commission des concessions ; création ; élection ; fixation des modalités de dépôt des listes ;

règlement intérieur sur la Commission de délégation de service public. C'est les conditions de dépôt des listes pour le Conseil de Métropole du 31 janvier 2023. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 87 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 87. Représentations du Conseil de Métropole. Vous l'avez sur la table. Y a-t-il des remarques ? Des candidatures ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée. Ont été élus :

Organismes extérieurs	Représentations
<i>Association Occitanie Place Financière</i>	<i>1 titulaire Hind EMAD</i>
<i>Association Open Data France</i>	<i><u>En remplacement de Hind EMAD</u> 1 titulaire Manu REYNAUD</i>
<i>Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole</i>	<i>1 personnalité qualifiée Alban ZANCHIELLO</i>
<i>Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc Comité syndical</i>	<i><u>En remplacement de Raymond CELIE pour la commune de Saussan</u> 1 titulaire Philippe LAFARGUE</i>
<i>Université de Montpellier Faculté des Sciences</i>	<i><u>En remplacement de Max LEVITA</u> 1 titulaire Sébastien COTE <u>En remplacement de Sébastien COTE jusqu'alors suppléant</u> 1 suppléant Manu REYNAUD</i>

Instances internes	Représentations
<i>Commission Consultative des Services Publics Locaux</i>	<i><u>En remplacement de Max LEVITA</u> 1 titulaire Florence AUBY <u>En remplacement de Florence AUBY jusqu'alors suppléante</u> 1 suppléant Joël RAYMOND</i>

Commission de Contrôle des Comptes	<i>En remplacement de Max LEVITA</i> I titulaire Serge GUISEPPIN
------------------------------------	--

Ces désignations prennent effet immédiatement.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, Mme Florence AUBY, M. Sébastien COTE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Joël RAYMOND, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 88 : CYCLES DE L'EAU - NOTE LIMINAIRE ASSAINISSEMENT ET EAU POTABLE - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT DES SYNDICATS MIXTES DE GARRIGUES CAMPAGNE ET DU BAS LANGUEDOC - EXERCICE 2021

Monsieur le Président

Monsieur REVOL. Note liminaire sur l'assainissement ; rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement des syndicats mixtes. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient sur l'affaire 88 ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 89 : SOLIDARITES - COMPLEXE FUNERAIRE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2021 - EXAMEN

M. A. MOYNIER entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 89, sur le complexe funéraire. Madame OLLIER, vous voulez vous exprimer ?

Clothilde OLLIER

Je voudrais revenir sur...

Monsieur le Président

Sur vos propos ?

Clothilde OLLIER

Voilà, sur le complexe funéraire de Grammont, à la suite des propos que j'ai tenus en début de séance. Vous avez mandaté un cabinet d'expertise agréé pour voir s'il y avait effectivement du harcèlement dans ce complexe funéraire. Il est apparu qu'il y avait du harcèlement d'ambiance, qui est un harcèlement très particulier. « D'ambiance » ça veut dire qu'il y a beaucoup de harcèlements – pour vous faire court sur le sujet – c'est un harcèlement qui est généralisé. On a un gros problème de fond.

Donc ma question est claire. On a des salariés qui sont actuellement en grande souffrance, il y en a énormément qui sont en arrêt maladie, il y a un gros problème à Grammont. Les salariés de Grammont, sachez qu'ils vous écoutent. Qu'allez-vous mettre en place pour faire cesser ces violences immédiatement et qu'avez-vous fait pour protéger ces salariés ? Ils attendent une réponse écrite, qui doit être dans leur document unique. Les élus du personnel, les syndicats qui sont présents à Grammont attendent aussi une réponse, et surtout une prise de parole publique de votre part pour les soutenir, pour les aider, parce qu'ils sont très, très mal. Deuxièmement des actes concrets pour protéger ces salariés.

Monsieur le Président

Madame OLLIER, on a eu tout à l'heure le débat, par à la fois Madame la Présidente et par Monsieur le Vice-Président : c'est une situation qui est suivie. Sur les aspects graves, ça a fait l'objet de mesures de dépôt de plainte.

Là c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 90 : ATTRACTIVITE - CORUM, PALAIS DES CONGRES, OPERA ET ZENITH SUD - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE - EXERCICE 2021 - EXAMEN

Monsieur le Président

90. On l'a vu tout à l'heure, c'était une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 91 : ENVIRONNEMENT - MARCHE D'INTERET NATIONAL (MIN) - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2021 - EXAMEN

Monsieur le Président

Madame TOUZARD, sur le MIN, c'est une prise d'acte. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Le MIN qui est présidé par Madame MASSART, on la remercie. On prend acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 92 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PATINOIRE VEGAPOLIS - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Sur Végapolis, c'est une prise d'acte. Demandes de prise de parole ?

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 93 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PLANET OCEAN - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2021 - EXAMEN

Monsieur le Président

Sur Planet Ocean, c'est une prise d'acte. Y a-t-il des questions ?

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 94 : AMENAGEMENT DURABLE - PARCS DE STATIONNEMENT EN OUVRAGE - DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC - EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES RELATIFS A L'EXERCICE 2021

Monsieur le Président

Affaire 94 sur le stationnement en ouvrage. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 95 : AMENAGEMENT DURABLE - TRANSPORTS PUBLICS URBAINS - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2021 - EXAMEN

Monsieur le Président

95. La DSP transport. Demandes de prise de parole ? Prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 96 : ENVIRONNEMENT - RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET FOURNITURE AU TARIF REGLEMENTE DE VENTE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2021 - EXAMEN

Monsieur le Président

96. Réseau public de distribution d'électricité et fourniture gaz au tarif réglementé pour les sept communes de la Métropole. Y a-t-il des questions ? C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 97 : ENVIRONNEMENT - RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION DE CHALEUR ET DE FROID - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2021 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire 97. C'est la distribution du réseau de chaleur. C'est une prise d'acte. Y a-t-il des questions ? Adoptée.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 98 : ENVIRONNEMENT - RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION DE GAZ - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2021 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire 98. C'est le CRAC pour GRDF. C'est une prise d'acte. Y a-t-il des questions ?

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 99 : ENVIRONNEMENT - UNITE DE METHANISATION AMETYST - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES PAR METHANISATION - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2021 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire 99. C'est Ametyst, sur la DSP. Y a-t-il des questions ? C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 100 : AMENAGEMENT DURABLE - GESTION DU DOMAINE MARITIME DE LA PLAGE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DES DELEGATAIRES RELATIF A L'EXERCICE 2021 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire 100, sur le domaine maritime de Villeneuve-lès-Maguelone, sur la DSP. C'est une prise d'acte. Il sera modifié, on s'en est parlé. Oui ? Vas-y.

Bernard MODOT

Je m'excuse auprès de ceux qui ont faim, je serai très court. Je n'ai rien à dire sur cette gestion du littoral de Villeneuve-lès-Maguelone qui est extraordinaire, surtout depuis qu'on a les cygnes qui s'y promènent, c'est magnifique.

J'aborderai par ce biais-là une problématique de la Métropole, Monsieur le Président. Nous sommes 31 communes, nous n'en avons qu'une qui a accès à la mer direct : c'est Villeneuve-lès-Maguelone ; Pérols un petit peu. Dieu sait si on est nombreux à avoir un petit bateau pas cher, il n'y a pas assez d'anneaux, alors on le met sur nos remorques et puis quand on veut aller à la mer, on va à Frontignan ou à la Grande-Motte pour mettre le bateau à l'eau et ça c'est inadmissible.

Alors c'est dommage que Jean-Pierre RICO ne soit pas là, parce qu'il y avait une mise à l'eau dans le petit port de Pérols, qui a été supprimée parce qu'il y a une problématique – et je ne donnerai pas le public – avec les engins à moteur qui vont sur la mer et qui font beaucoup de bruit. Ça n'a rien à voir avec les petits bateaux de la Métropole. Est-ce que, Monsieur le Président, on ne pourrait pas avoir au moins un accord avec le Port de Carnon, de Palavas-les-Flots ou autres, pour qu'au moins les 31 communes de la Métropole aient une mise à l'eau à disposition pour les bateaux ? Merci.

Monsieur le Président

Monsieur DESSEIGNE, que nous avons missionné dans le cadre de la gouvernance du littoral.

Serge DESSEIGNE

Merci, Monsieur le Président. Lors du dernier Conseil de Métropole nous avons voté la mise en place de l'entente du Golfe d'Aigues-Mortes, et ça fait partie du travail que nous aurons à mettre, puisque c'était le troisième point que je vous ai présenté, qui s'appelle « *les questions d'usages* », les usages à la fois professionnels mais aussi de loisirs. J'espère effectivement que vous participerez volontairement à ces travaux. Merci.

Monsieur le Président

Ce sont des sujets, grâce à l'entente qui a été délibérée, qu'on essaye d'aborder sur le littoral. Je faisais allusion à la DSP sur Villeneuve-lès-Maguelone, mais on souhaite par exemple que les jet-skis qui entravent les baigneurs, qui polluent, etc., ne figurent plus dans la DSP. Lors de son renouvellement, on y arrivera. Mais ça renvoie effectivement à l'accès aux dispositifs portuaires d'anneaux que vous avez évoqués. Je pense que Serge [DESSEIGNE] prend le dossier en tant que tel, tout comme nous on gère Maera.

C'est une prise d'acte sur le domaine maritime.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 101 : ENVIRONNEMENT - MANDAT POUR L'OPERATION DE RENOVATION, EXTENSION, EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DEMETER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Ensuite, Demeter. C'est un vote, là. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 102 : RESSOURCES - MANDAT SA3M POUR LA REALISATION DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE MANDAT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Ensuite c'est le mandat donné à la SERM pour la Cité des arts. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril

MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Monsieur le Président

Il y a deux questions orales de la part de Madame BORNE – je vous demande de bien vouloir prendre encore un tout petit peu de temps. Jje propose de nous en donner lecture, et j'essaierai de vous apporter des réponses. Madame BORNE.

Mathilde BORNE

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous chers collègues. J'ai deux questions orales effectivement, la première concernant encore une fois le chêne remarquable de Castelnau-le-Lez. En effet, l'accès par le chemin de Salaison et le chêne centenaire au programme immobilier des nouveaux constructeurs à Castelnau-le-Lez. Ma question c'est : est-ce qu'elle va être enfin abandonnée ?

Georges FETERMAN, Président de l'association ARBRES, Thomas BRAIL du GNSA et aujourd'hui 18 associations environnementales de la Métropole vous lancent aujourd'hui Monsieur le Président de la Métropole un nouvel appel à protéger définitivement le chêne centenaire de Castelnau-le-Lez en abandonnant tout aménagement du chemin de Salaison. Alors que le plan de troisième voie par la route de la Pompignane existe depuis un an et qu'il satisfait toutes les parties prenantes, nous constatons malheureusement encore aujourd'hui qu'aucune intervention réelle de la Métropole auprès des parties prenantes n'a été engagée pour faire aboutir ce projet. Il aura fallu attendre octobre 2022 pour qu'un contact soit enfin pris avec le principal propriétaire de la parcelle à acquérir, alors que la décision de la cour d'appel d'interdire le passage de tout engin de chantier sur le chemin de Salaison date de décembre 2021. Malgré votre engagement Monsieur le Président devant ce Conseil le 30 mai dernier à mandater les services de la Métropole à pousser les négociations foncières, aucune rencontre avec les propriétaires de la troisième voie et le prometteur acheteur n'a été organisée, tant pour mettre en place une servitude de tréfonds et de passage que pour obtenir un accord transactionnel entre les parties.

Aucune réponse n'est fournie ni à mes demandes répétées ni à celles de l'association – à part c'est vrai ces derniers jours, depuis que j'ai envoyé mes questions orales, et je vous en remercie. Tant de mois perdus alors qu'il y a urgence, car le programme des nouveaux constructeurs devrait être livré en janvier 2023. Ce sont aujourd'hui donc 20 associations qui vous interpellent, Monsieur le Président, enfin que tout aménagement du chemin de Salaison soit abandonné conformément à l'esprit de la décision de la cour d'appel du 16 décembre 2021. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame BORNE, sur ce dossier-là, je ne vous cache pas que maintenant on est inondés de mails de ceux qui emménagent dans l'endroit – quand je vous dis inondés, c'est inondé. Il y a une chose qui est sûre, c'est que moi je ne suis pas allé rencontrer les propriétaires pour trouver la troisième voie, etc. Par contre, je peux vous assurer d'une chose, c'est que Madame DI GRAZIA a reçu un mandat très clair et très résolu pour essayer d'acquérir ces parcelles et trouver un chemin alternatif. C'est l'option qui est posée. Il y a quand même une complexité des propriétaires fonciers que vous connaissez, on ne va pas rentrer dans les détails, mais il faut y arriver.

Le deuxième point sur lequel je veux être très clair, c'est qu'on va se porter acquéreur, nous, de ce chêne, on va en prendre la responsabilité. On a reçu – je ne veux pas écorcher son nom de famille – Monsieur MENICHETTI, qui je sais est très engagé et investi, pour lui dire qu'on était disposé à. Si on arrivait à la sortir, cette troisième voie, on en serait ravis. On essaye de débloquer les choses, parce que sinon les riverains qui vont emménager là de toute façon vont passer par cet endroit, donc risquent de le dégrader.

Ensuite il y a les fameux travaux de réseau, nous y sommes obligés réglementairement. Là il y a un travail qui a été fait, qui a été proposé par les services pour essayer de ne surtout pas creuser, de surélever, de mettre sur le côté, pour essayer de créer les conditions maximales de préservation du chêne – qui est un arbre absolument remarquable dans la Métropole. Je ne veux pas qu'on mette en cause Madame DI GRAZIA, qui

y passe un temps assez conséquent.

Deuxième question sur le Mas de Rochet.

Mathilde BORNE

J'aimerais bien qu'on en discute, parce qu'on vous a envoyé quand même beaucoup d'éléments, justement pour vous montrer que les propriétaires de la troisième voie étaient ok pour la servitude de tréfonds, la servitude de passage. Donc à un moment, la solution est là en fait.

Monsieur le Président

Oui, mais qu'ils le disent à la personne qui est prête même à financer – le contribuable public est prêt à financer. Par contre, nous le faisons dans un montant raisonnable. S'ils donnent leur accord, j'imagine qu'ils sont conscients de ça. Nous on souhaite y arriver, je suis très résolu là-dessus. C'est l'intérêt de tous, des futurs riverains, de la protection du chêne. Après je n'ai pas les tenants de leur accord. Si ce n'est pas raisonnable sur le plan financier, on va trouver l'équilibre. J'espère qu'on y arrive. J'espère, on va tout faire pour y arriver.

Allez, Mas de Rochet.

Mathilde BORNE

Je vous remercie. L'autre question concerne le Mas de Rochet. Monsieur le Président, comme évoqué dans mon mail du 14 novembre qui est resté sans réponse sur la situation de la résidence Mas de Rochet : cette situation elle s'aggrave aujourd'hui. C'est pourquoi je vous propose une question orale. Sur la Commune de Castelnau-le-Lez, la résidence Terre d'Ocre a été construite en 2017 dans le quartier de Mas de Rochet. Dès la livraison, les résidents des 116 appartements n'ont cessé d'alerter le bailleur 3F Occitanie des nombreux désordres qui frappaient leur logement : des fissures intérieures, des fuites d'eau, des problèmes électriques, des fissures sur les balcons, des fissures sur les poutres en béton extérieures. Le bailleur n'a pas porté attention suffisamment à ces signalements et laisse ces résidents face à des difficultés et des risques quotidiens. Ils entendent toujours le même discours : « *nous avons fait les expertises, tout va bien, il n'y a pas de danger* ». Pourtant, le 9 juin 2022, une poutre de plusieurs tonnes s'est effondrée et est tombée du deuxième étage de la terrasse d'un résident. Quelques minutes avant, les jeunes enfants de cette famille étaient juste en-dessous et un drame a été évité de peu. Cet événement confirme malheureusement le danger subi par ces résidents et il s'agit d'un danger bien avéré.

Vous avez pris un arrêté de mise en sécurité d'urgence le 11 juillet 2022. Cet arrêté prescrit non seulement des interdictions d'accès, l'installation d'un échafaudage, mais surtout des travaux pour mettre fin à tout danger. À ce jour – soit six mois après l'incident dramatique – aucuns travaux de réparation ou de dépose de ces poutres n'a été entrepris par le bailleur. On sait qu'elles ne tiennent pas correctement et peuvent tomber, mais elles restent en place. Les résidents ne savent pas si tous ces problèmes sont réels et sérieusement étudiés, car ils sont laissés à l'écart et sans information. Les échafaudages installés pour tenter de soutenir ces poutres reposent pour la plupart sur des terres meubles, c'est ça aussi le problème et ça ne garantit pas leur stabilité dans le temps, notamment en cas de pluie, lors des périodes de gel et de dégel, etc. Les résidents ne sont également pas tenus informés, les éléments techniques ne leur sont pas communiqués, leurs demandes restent lettre morte.

Les résidents ne comprennent pas que dans ces conditions, Monsieur le Président, vous ayez levé du coup cet arrêté de mise en sécurité d'urgence le 26 octobre 2022. Aujourd'hui, les contraintes sur le bailleur pour qu'il loge décemment les résidents n'existent plus et malheureusement aucuns travaux de réparation ne sont entrepris. Combien de temps ces résidents devront-ils vivre dans cette situation de danger et de stress ?

Ces résidents ne doivent plus être délaissés par la Collectivité et je vous demande Monsieur le Président de vous engager pour qu'une réunion d'information soit organisée rapidement, que les informations techniques soient communiquées en toute transparence aux résidents et qu'un arrêté de mise en sécurité soit pris sans délai. Nous sommes face à un danger avéré et il est impérieux que des travaux permettant de mettre fin durablement au danger soient entrepris par ce bailleur. Notre Collectivité doit prendre ses responsabilités. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame BORNE. D'abord, de quoi il s'agit ? Ce n'est pas un bâtiment public, c'est un bâtiment privé, avec

une responsabilité qu'on appelle « *la garantie décennale* ». Les services de la Métropole n'ont pas failli et nous ne faillirons jamais pour prendre des arrêtés de péril. Parfois ça nous vaut – pas dans le cas présent – des colères. Dans le cadre de la compétence habitat, nous avons en tête la rue d'Aubagne, le drame qui s'est produit à Lille, ce qui s'est passé à Paris, et le sujet des arrêtés de péril. Je veux saluer les services qui sont très réactifs sur ces sujets.

Ils ont pris la disposition suivante. Je peux comprendre le désarroi des gens qui ont acheté et qui se retrouvent avec ce problème. Je me souviens, quand j'étais Adjoint à l'urbanisme à la Ville de Montpellier, on avait fait détruire des immeubles à l'entrée de Malbosc parce qu'il y avait eu malfaçon. Ça avait été très ferme. Là on a demandé au bailleur sous deux mois, à compter du 18 novembre, de se voir communiquer le planning de travaux, les observations et les mesures envisagées pour mettre fin au désordre, à toutes les malfaçons. C'est de sa responsabilité. Je vois de temps en temps sur Facebook qu'on explique que c'est moi : non. Je le dis, je ne sais pas si c'est un de vos amis, je n'en sais rien, mais soyons clairs : la responsabilité, c'est celui qui a conduit cette opération. Donc c'est de sa responsabilité. Si on n'a pas l'ensemble de ces documents qui garantissent la sécurité, on va reprendre précisément un arrêté de mise en sécurité ordinaire, en application du Code de la construction et de l'habitation. Je parle sous le contrôle de Florence [AUBY] qui connaît très bien tout ça. Je vais doubler d'un courrier d'information lui demandant – il n'est pas obligé, enfin nous on ne peut pas le contraindre – d'avoir une réunion d'information avec les propriétaires et les occupants, que les bureaux d'études présentent les expertises, parce que je me doute bien qu'il faut rassurer les gens ou peut-être, s'il y a des travaux, leur donner cette temporalité.

Je veux aussi être bien clair : nous on prendra, et je le dis devant Monsieur NYS et Madame la Vice-Présidente, on prendra chaque fois que nécessaire des arrêtés de péril. Parfois ce n'est pas drôle, si on dit aux gens « *vous partez* », pour les protéger. Là-dessus on fait tout.

Ensuite, on renvoie à la responsabilité qui est celle du constructeur, du bailleur, des acteurs. On l'a sommé. Si jamais il ne répond pas à ses obligations, il ira en contentieux avec nous, et surtout on reprendra un nouvel arrêté. Je lui adresserai un courrier, y compris, je le dis, si c'est un opérateur de la place, il vaut mieux prendre des dispositions qui ne sont pas le minimum du droit, mais le maximum des principes. Le maximum des principes, c'est quand même effectivement d'informer les gens. Là-dessus on essaie d'être très vigilants.

Il y a beaucoup de situations – enfin beaucoup, non heureusement, beaucoup moins que dans d'autres villes – mais nous avons pris récemment des dispositions sur une copropriété dégradée qui est l'Espérou pour remettre l'eau chaude, l'électricité. C'est une copropriété privée. On pourrait dire tel Ponce PILATE qu'on « *se lave les mains* » ; ce n'est pas le choix que nous faisons. On va utiliser les dispositions juridiques, arrêté de péril, demande de documents et potentiellement l'épée de Damoclès d'un nouvel arrêté de péril, et on va écrire pour demander que le minimum soit d'informer les gens. La réunion ne sera sans doute pas très agréable, mais je le dis il faut aussi avoir le courage d'affronter, d'expliquer, de faire preuve de pédagogie et peut-être aussi d'être rassurant si les expertises le sont, ce que je souhaite, ce que nous souhaitons tous.

Merci à tous. L'ordre du jour est levé. Mes chers collègues, c'est le dernier Conseil de l'année. Merci à l'administration, merci au service de traduction en langue des signes, merci à ceux qui retransmettent et qui permettent aux habitants de la Métropole de suivre les travaux et pour certains de faire les bonnes captures vidéo. Nous nous retrouvons pour la nouvelle année le 31 janvier dans cette salle, pour les vœux le 11 janvier et dans vos communes. Merci à tous et à toutes de vous engager au service du débat démocratique et de l'intérêt général.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h25.



Conseil du 6 décembre 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités
Territoriales

N°MD2022-413 - 29/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise Plantin Ceccotti - Prolongation de la ligne 1 de tramway - Autorisation de signature

Objet : L'opération de prolongation de la ligne 1 du tramway jusqu'à la gare Montpellier Sud de France nécessite l'occupation temporaire d'une bande de la parcelle SL 110 afin d'y prévoir une piste de passage permettant la réalisation d'un nouvel ouvrage de franchissement de l'A709 et de réaliser un mur de soutènement. Il est ainsi proposé une convention d'occupation précaire avec l'ENTREPRISE PLANTIN CECCOTTI, propriétaire, pour une durée de 24 mois.

N°MD2022-674 - 20/09/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à une convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole (3M) et l'Agence Française de Développement (AFD) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre l'Agence Française de développement (AFD) et Montpellier Méditerranée Métropole, d'une convention de financement FICOL (Facilité de financement des collectivités territoriales). Elle a pour objet d'acter le versement d'une subvention de 885 000 € à la Métropole par l'AFD dans le cadre du Projet « Kiffa-Eau ».

N°MD2022-686 - 09/09/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative au mandat d'études pour la réalisation d'études préalables au réaménagement des accès au centre commercial de Trifontaine - secteur Blanquette - Constat d'achèvement de la mission - Protocole de reddition des comptes et clôture du mandat

Objet : Il s'agit d'acter la reddition des comptes du mandat Trifontaine avec la SA3M. Elle prévoit le remboursement par la SA3M d'un solde positif de 17 754,49 € TTC au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-697 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réalisation de travaux énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions à 2 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 2 600 €.

N°MD2022-763 - 26/08/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché M1D0057DM de travaux de mise aux normes sécurité incendie des rampes d'accès au parking N-2 du Centre Commercial du Polygone à Montpellier (rampes Montmorency et ancienne mairie)

Objet : Le marché M1D0057DM de mise aux normes relatives à la sécurité incendie des rampes d'accès au parking N-2 du Centre commercial du Polygone est attribué au groupement d'entreprise INEO/CHUBB sis à Latte, pour un montant global et forfaitaire de 417 020,21 € HT et pour une durée de 5 mois (période de préparation d'un mois comprise).

N°MD2022-765 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la modification du marché M0B0057DC - Maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment annexe sur le site de l'Ecolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1

Objet : Il est proposé un avenant au marché maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment annexe sur le site de l'Ecolothèque avec l'entreprise ALEXANDRE SENAC ARCHITECTE. Le montant de l'avenant n°1 est de 14 986 € HT, portant le nouveau montant du marché à 61 976 € HT (soit une augmentation de 32%) et une prolongation de la durée initiale de 15 mois supplémentaire.

N°MD2022-772 - 23/08/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M2D0005VD Réhabilitation des points propreté de Montferrier-sur-Lezet Saint Georges d'Orques - Lots 5, 6 et 7 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer 3 lots sur 7 du marché de réhabilitation des déchèteries de Montferrier-sur-Lezet et de Saint Georges d'Orques comme suit :

- lot 5 pour les équipements des quais à MP INDUSTRIES SAS, sise à Gardanne (13) pour un montant de 171 578 € HT et pour une durée de 2 mois ;
- lot 6 pour l'éclairage et la vidéo-protection au groupement FIMS PROTECTION/REEL MEDITERRANEE sis à Montpellier pour un montant de 83 847,16 € HT et pour une durée de 3 mois ;
- lot 7 pour les clôtures et les portails à ID VERDE, sise à Gigan (34) pour un montant de 43 987,30 € HT et pour une durée de 2,5 mois.

Ces durées démarrent à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution.

N°MD2022-792 - 23/08/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la mise à disposition, auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault, d'un agent de catégorie C du 01/07/2022 au 30/06/2024.

N°MD2022-832 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la modification du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional - lot 12B : sols coulés - Avenant transactionnel

Objet : Dans le cadre de la réalisation du nouveau conservatoire, un avenant transactionnel pour un montant de 90 400 € HT est conclu avec l'entreprise EUROSINTEC, titulaire du lot 12B "sols coulés du marché de réalisation du conservatoire à rayonnement régional", portant le nouveau montant du marché à 370 812,50 € HT. La pandémie ayant entraîné des délais et dépenses supplémentaires.

N°MD2022-852 - 26/08/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à L'Association LIGHTING URBANCOMMUNITY INTERNATIONAL (LUCI) - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association LIGHTING URBANCOMMUNITY INTERNATIONAL (LUCI) afin de participer et d'être représentée aux conférences internationales, lieu de rencontres, d'échanges et de partages entre professionnels de l'éclairage urbain. Cette adhésion, dont le coût annuel est de 4 140 € TTC, est effective à compter de 2022.

N°MD2022-869 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Travaux de réalisation du square à proximité du Conservatoire à Rayonnement Régional dans le quartier Boutonnet à Montpellier - Avenants n°1 des lots 01 - VRD et lot 02 - Plantation - Mobilier - Jeux - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre du marché de travaux d'aménagement du square situé à proximité du nouveau Conservatoire, des prestations supplémentaires ont été demandées par ordre de service. Il est ainsi proposé de signer des avenants :

- Pour le lot 1 avec l'entreprise COLAS FRANCE, avenant d'un montant de 12 217,70 € HT, portant le nouveau montant du marché à 156 296,00 € HT ;

- Pour le lot 2 avec l'entreprise ID VERDE, avenant d'un montant de 11 175,00 € HT, portant le nouveau montant du marché à 208 881,29 € HT.

N°MD2022-878 - 27/09/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à la réponse à l'appel à projet de la DAECT "FOND DE SOUTIEN CONJOINT A LA COOPERATION DECENTRALISEE FRANCO-MAROCAINE"

Objet : Le projet Montpellier Vallée de l'Arghen volet tourisme est candidat à l'appel à projet de la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) « Fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée franco-marocaine ». Ce programme permet à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier de financements pour mettre en œuvre un projet ce projet.

N°MD2022-890 - 29/08/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la coopération avec le Conseil Départemental de Rufisque - Dépôt de dossier de candidature "AAP Fond Conjoint Franco-sénégalais" financé par le MEAE - Autorisation de signature

Objet : A la suite du succès du projet "fonds conjoint franco-sénégalais 2020", les partenaires proposent de poursuivre leurs actions communes en faveur des systèmes alimentaires durables des collectivités de Montpellier Méditerranée Métropole, Ville de Montpellier et Conseil Départemental de Rufisque dans le cadre du nouvel appel à projet "Fond conjoint franco-sénégalais 2022" porté par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères pour lequel il est proposé de déposer une candidature.

N°MD2022-893 - 23/08/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°2 au marché 3814GD15 de "Nettoisement sur une partie du territoire de la ville de Montpellier hors centre-ville"

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°3814GD15 avec l'entreprise SMN sise à Montpellier. Il a pour objet de prolonger le marché de 2 mois et 2 jours afin de permettre le lancement d'une procédure transitoire en vue d'un nouveau marché. Cet avenant est d'un montant de 1 140 000 € HT.

N°MD2022-913 - 26/08/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M1C0035EP de missions d'études pour la définition de la stratégie d'application des obligations légales de débroussaillage - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M1C0035EP de mission d'études pour la définition de la stratégie d'application des obligations légales de débroussaillage au groupement d'entreprises ALCINA/PYRENNES CARTOGRAPHIE/ESKIS PAYSAGISTES sis à Montpellier. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 154 825,00 € HT toutes tranches confondues. Il prend effet à compter de l'ordre de service pour une durée de 18 mois pour la tranche ferme et de 48 mois pour la tranche conditionnelle.

N°MD2022-918 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audits tripartites avec les copropriétés Pioch de Boutonnet (13 logements) et Cité Vincent (12 logements), ainsi que l'attribution de subventions aux audits de ces copropriétés pour un montant total de 2 250 €.

N°MD2022-919 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions à 3 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 3 900 €.

N°MD2022-920 - 29/08/22 - Direction Transition Énergétique et Ecologique

Décision relative à la signature d'une convention de groupement de commande relatif à l'accompagnement à la démarche climat-air-énergie dans le cadre d'un renouvellement de labellisation

Objet : Un groupement de commande est constitué avec la Ville de Montpellier. Il a pour objet de désigner un prestataire accompagnateur à la démarche de renouvellement du label Climat-Air-Energie. Le coordonnateur est Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-921 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2750 boulevard Paul Valéry à Montpellier - IT80 - SCI DU PUECH

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 723 m² du bien immobilier sis 2750 boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IT n°80 appartenant à la SCI DU PUECH, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 27 216 €.

N°MD2022-923 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2B0036DC - Prestation de transport aller et retour, emballage et déballage de mobiliers lapidaires pour l'exposition "Statues menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique" au Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Attribution

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché n° M2B0036DC - Prestation de transport aller et retour, emballage et déballage de mobiliers lapidaires pour l'exposition « Statues menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique. » au Site archéologique Lattara - musée Henri Prades (07/10/2022 – 06/03/2023), à la Société BOVIS TRANSPORTS, sise à Fleury-Merogis (91), pour un montant global et forfaitaire révisable de 50 802,50 HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de deux ans au maximum.

N°MD2022-925 - 23/08/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M1C0008VD - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi technique et financier du contrat de Délégation de Service Public d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST - attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1C0008VD d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le suivi technique et financier du contrat de Délégation de Service Public d'exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst à l'entreprise SETEC ENERGIE ENVIRONNEMENT sise à Paris. Il est conclu pour un montant forfaitaire de 73 375 € HT et un montant maximum de 45 000 € HT pour les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande.

N°MD2022-927 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société CYME au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société CYME, d'une convention d'occupation du domaine public pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA du 01/09/2022 au 31/03/2023. La redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 12,00 m² qu'elle occupe s'élève à 154,56 €.

N°MD2022-933 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 3m² et 34m² de bien immobilier sis boulevard Paul-Valéry à Montpellier appartenant à la SARL Y SEM BE dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, pour un montant de 22 172 €, des emprises de 3 m² et de 34 m² du bien immobilier sis boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IL n°229 et n°230, appartenant à SARL Y SEM BE, nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway.

N°MD2022-943 - 05/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 94 logements privés situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé d'attribuer des subventions pour la réhabilitation de 94 logements occupés par leurs propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 439 743 €, dont 50700 € accordés au titre de la « prime PCAET » à la rénovation thermique des logements de 1 300 €.

N°MD2022-944 - 29/08/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative au marché M1C0029TE - Marché de travaux pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Jany à Jacou - Lot 1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché de travaux pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Jany à Jacou à l'entreprise EDISON sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 158 892,39 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour le lot 1. Sa durée est de 4 mois.

N°MD2022-945 - 02/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section RA n°1, au profit du Cirque Madona Bouglione - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine privé au bénéfice du CIRQUE MADONA BOUGLIONE, du 15/05/2023 au 15/09/2023 sur la parcelle cadastrée section RA n°1, d'une contenance de 9 888 m², située lieu- dit Rastouble à Montpellier. L'occupant garantit l'absence d'animaux dans le spectacle et à l'extérieur du chapiteau. La convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'un loyer de 40 €/jour soit un loyer de 4 920 € pour 123 jours.

N°MD2022-948 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association "Singulier Pluriel" - Autorisation de signature

Objet : L'association SINGULIER PLURIEL et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique sur la thématique de la danse inclusive, pour l'année scolaire 2022/2023. La Cité des Arts met à disposition un studio de danse et l'association Singulier Pluriel viendra y pratiquer la danse et faire découvrir la danse inclusive.

N°MD2022-950 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la convention de partenariat pédagogique entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Beaux-Arts Musiques - Autorisation de signature

Objet : L'association Beaux-Arts Musiques et la Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique pour l'année scolaire 2022/2023. Les élèves de la Cité des Arts auront la possibilité de se produire dans le cadre des manifestations publiques proposées par l'école Beaux-Arts Musiques et les élèves de Beaux-Arts Musiques pourront intégrer les pratiques collectives d'ensemble proposé par la Cité des Arts.

N°MD2022-953 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché subséquent n°M2C0032DC - Lot n°2 à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition "Djamel TATAH, le Théâtre du silence" au musée Fabre de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer un marché subséquent au lot n°2 de l'accord-cadre n°M0D0016DC à l'entreprise ANDRE CHENUE SA, sise à Nice. Il concerne le transport des œuvres de l'exposition "Djamel TATAH, le Théâtre du silence" au musée Fabre. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 57 640 € HT, soit 68 592 € TTC et pour une durée de 8 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-954 - 29/08/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Bruxelles- Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement d'un membre de la Direction de la Communication, un membre de la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ainsi qu'un membre du Service des Relations Presse et Média à Bruxelles, du 18/07/2022 au 20/07/2022, afin de participer à des rendez-vous institutionnels. Ce déplacement a aussi été l'occasion de rencontrer de nombreux acteurs culturels belges. Le montant estimé du déplacement est de 850 €.

N°MD2022-957 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de Monsieur Baudouin LEBON d'une toile d'Alain CLEMENT, Sans titre, 1980 - Convention de don - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Baudouin LEBON d'une toile d'Alain CLEMENT, Sans titre, 1980, d'une valeur de 1 500 €. Cette œuvre est conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-959 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Stéphane BORDARIER - Convention de don - Autorisation de Signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE d'une œuvre de Stéphane BORDARIER, 1.VII.2016, huile et acrylique sur toile, d'une valeur de 12 000 €. Cette œuvre est conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-960 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2203800-4 TA - SOCIETE RIXEN CABLEWAY GMBH"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS SCP CGCB à la suite du dépôt de la requête n°2203800-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société RIXEN CABLEWAY GMBH tendant à obtenir indemnisation à la suite de la résiliation du marché public de conception-réalisation du Parc Gérard-Bruyère sur la commune de Baillargues.

N°MD2022-961 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre et le centre Pompidou pour la publication d'un catalogue d'exposition Germaine Richier

Objet : À l'occasion de l'exposition itinérante « Germaine RICHIER » présentée au Centre Pompidou à Paris du 01/03/2023 au 12/06/2023, puis au Musée Fabre à Montpellier du 12/07/2023 au 05/11/2023, les parties ont convenu de collaborer à la publication d'un catalogue. La participation de la Métropole s'élève à 15 000 € TTC.

N°MD2022-962 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2D0074DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'un triptyque de YAN Pei-Ming, L'Impossible rencontre, 2019 - Autorisation de Signature

Objet : Il est proposé de procéder à l'acquisition du triptyque de l'artiste YAN Pei-Ming, L'Impossible rencontre, en vente auprès de l'artiste pour un montant de 300 000 €. Ce triptyque est conservé au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-963 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2203605-3 - Ressources Humaines"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET MB AVOCATS devant le Tribunal Administratif à la suite du dépôt la requête n°2203605-3 par un agent de la Métropole contre les décisions du 02/06/2022 refusant la reconnaissance d'un accident de service.

N°MD2022-965 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés Riverain (14 lots), Jardins de la préfecture (174 lots), Saint Christophe (22 lots), Parc de la guirlande BAT D (128 lots), 16-18 rue de la merci (46 lots), ainsi que l'attribution de subventions aux audits de ces copropriétés pour un montant total de 34 560 €.

N°MD2022-967 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2203452-4 TA - Madame Emmanuelle RODRIGUEZ"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP à la suite du dépôt de la requête n°2203452-4 déposée le Tribunal Administratif de Montpellier le 04/07/2022 par Madame RODRIGUEZ tendant à la mise en œuvre d'une expertise médicale et à obtenir réparation des préjudices subis à la suite d'une chute à vélo dont elle a été victime sur un espace végétalisé avenue Agropolis à Montpellier.

N°MD2022-971 - 23/08/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M2D0026VD de Collecte, transport et traitement de déchets diffus spécifiques des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2 - Attributions

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché n°M2D0026VD de Collecte, transport et traitement de déchetsdiffus spécifiques comme suit :

- Lot 1 « Ouest » à l'entreprise TRIADIS SERVICES, sise Villeneuve-lès-Béziers pour un montant maximum annuel de 350 000 € HT ;
- Lot 2 « Est » à l'entreprise SARP OSIS SUD EST, sise à Vaulx-en-Velin (69) pour un montant maximum annuel de 315 000 € HT.

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de notification du contrat. Il est conclu pour une périodeinitiale de 12 mois avec 3 reconductions possibles.

N°MD2022-972 - 20/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M9D5240DS - Lot n° 6 "Peinture - Signalétique - Sols souples" - Avenant n°2 de transfert de la SARL CORNIL à la SAS CORNIL PATRIMOINE - Autorisation de signature

Objet : Considérant qu'à compter du 19/05/2022, la SARL CORNIL a cédé son fonds de commerce à la SAS CORNIL PATRIMOINE, il convient d'autoriser la signature de l'avenant n°2 de transfert du lot n°6 "Peinture - Signalétique - Sols souples" du marché M9D5240DS "Travaux d'aménagement et d'entretien desbâtiments sportifs" en vue du transfert à la SAS CORNIL PATRIMONE, des prestations exercées jusqu'alors par la SARL CORNIL.

N°MD2022-973 - 23/08/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M1C0028VD de travaux d'entretien et de réparation des bennes amovibles des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1C0028VD à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT, sise à Montpellier. Il concerne la réparation et l'entretien du parc de 230 bennes amovibles des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant maximum de 100 000 € HT et pour une durée d'un an, reconductible 3 fois un an.

N°MD2022-974 - 24/08/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une cuve à eau vétuste de marque Blanchard n°150993 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une cuve à eau d'une contenance de 600 litres de marque Blanchard, à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères

N°MD2022-975 - 24/08/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une cuve à eau vétuste de marque Cornu n°381137 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une cuve à eau vétuste d'une contenance de 600 litres de marque Cornu à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-977 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre et Radio Clapas

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre le musée Fabre et RADIO CLAPAS, d'une convention de partenariat pour 40 chroniques (créneau hebdomadaire de 5 minutes sur la saison 2022-2023) sur la thématique « Figuration ou Abstraction : Dans les coulisses des collections ».

N°MD2022-978 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative aux conventions de mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il convient, pour la saison sportive 2022-2023, de passer des conventions avec les associations demandeuses pour la mise à disposition exclusive ou non exclusive de locaux et de terrains en vue de l'organisation de manifestations et d'activités sportives dans les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole. Les conventions sont conclues à titre gratuit.

N°MD2022-980 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société UNIRIDGE pour le changement de sa dénomination sociale en société GARNASYS

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société australienne UNIRIDGE à la suite du changement de sa dénomination sociale en société GARNASYS le 07/07/2022. Aucun autre critère n'a été modifié.

N°MD2022-982 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional sur le site de l'ancienne maternité Grasset - lot 12 b : sols souples - Avenant n°1

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot n°12B du marché de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional conclu avec EUROSYNTEC. Le montant en moins-value est de 18 307,50 € HT portant le montant du marché pour le lot 12b à 280 412,50 € HT.

N°MD2022-983 - 08/09/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative à l'avenant n°2 du marché n°5037VD18 - Achat et maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°5037VD18 d'achat et de maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte afin de prolonger le marché de 4 mois. Ce délai permet de garantir la continuité du service aux usagers pendant la phase de consultation d'un nouveau marché.

N°MD2022-986 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M2B0042DS - Conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0042DS à l'entreprise IDEX ENERGIES, sise à Gallargues-le-Montueux (30). Il concerne la conduite, l'exploitation et la maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti. Il est conclu pour des prestations faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire d'un montant de 85 024,88 € HT, et un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 89 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de trois mois.

N°MD2022-987 - 26/08/22 - Direction des Finances

Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc au budget annexe Assainissement à la suite de la Création d'une Régie Unique Eau et Assainissement

Objet : Les contrats d'emprunts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL LANGUEDOC et affectés au budget annexe Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole sont transférés à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement au 01/01/2023.

N°MD2022-988 - 29/08/22 - Direction Transition Énergétique et Ecologique

Décision relative à un avenant n°1 au marché 5103TE18 de révision et animation du plan climat en plan climat air énergie territorial, évaluation environnementale, démarche cit'ergie associée et élaboration du schéma directeur des énergies - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5103TE18 de « révision et animation du plan climat en plan climat air énergie territorial, évaluation environnementale, démarche cit'ergie associée et élaboration du schéma directeur des énergies » avec l'entreprise mandataire BURGEAP SA, afin que la durée d'exécution du marché soit prolongée de 6 mois supplémentaires soit jusqu'au 16/03/2023. L'avenant n'a pas d'incidence sur le montant du marché.

N°MD2022-995 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public - Ancien Evêché

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec l'association EPSEDANSE, d'une convention d'occupation temporaire du domaine public d'une partie de l'Ancien Évêché pour la période du 20/08/2022 au 30/11/2022. L'association utilisera ces locaux pour dispenser les cours de danse de ces différents cursus. La redevance est de 2 891,25 € pour la période, ainsi qu'un forfait de participation aux dépenses énergétiques de 908,71 €.

N°MD2022-1000 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°2 de transfert d'activité pour la société ATLANTIDE de la pépinière d'entreprises Cap Omega vers la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 à la convention d'occupation, conclue en date du 01/10/2021 avec la Société ATLANTIDE, pour le transfert de son activité de la pépinière d'entreprises Cap Oméga vers la pépinière d'entreprises Cap Alpha, du 01/09/2022 jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30/06/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 40,71 m² qu'elle occupe s'élève à 428,26 €.

N°MD2022-1003 - 09/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et convention de faire les travaux dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer une convention de faire les travaux sur la parcelle cadastrée commune de Montpellier AS 10, appartenant à l'Etat et occupée par le CNRS, ainsi qu'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du CNRS à la TaM.

N°MD2022-1004 - 23/08/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 - Marché de travaux M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues - Lot 1 : Poste de refoulement

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot n°1 du marché de travaux n°M9D0020EA de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues. Le montant de l'avenant est de 22 030,32 € HT, portant le montant du marché à 271 830,32 € HT, soit un écart de 8,82 % du montant initial.

N°MD2022-1006 - 20/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions à 3 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 3 900 €.

N°MD2022-1013 - 24/08/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën immatriculé CE-593-AN – Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën immatriculé CE-593-AN à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1014 - 06/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 du marché M0B0112EA - Démolition de l'ancienne usine de production d'eau potable de Portaly et les opérations connexes marché de maîtrise d'œuvres - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché M0B0112EA - Démolition de l'ancienne usine de production d'eau potable de Portaly et les opérations connexes marché de maîtrise d'œuvres. Il a pour objet d'arrêter le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération. Le montant de l'avenant est de 5 926,97 € HT, soit 22,12 % du montant du marché initial, portant le nouveau montant du marché à 40 226,97 € HT et le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre à 32 726,97 € HT.

N°MD2022-1016 - 07/09/22 - Direction de la Santé et de la Prévention

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0B0090RH - Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation d'handicap ou de restriction d'aptitude. Le marché, conclu avec la SARL DESIGN⁺, sise à La Crau (83), arrive à échéance le 08/09/2022 et il convient de le renouveler jusqu'au 31/12/2022. Le montant de l'avenant est de 10 % soit 4 000 € HT portant le nouveau montant maximum du marché à 44 000 € HT.

N°MD2022-1017 - 20/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer une subvention à un ménage sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant global de 1 300 €.

N°MD2022-1018 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au marché M2B0061DE - Mission de prospection sectorielle ciblée sur la filière des industries culturelles et créatives (Lot 1) - Mission de prospection sectorielle ciblée sur la filière agro-agri (Lot 2)

Objet : Pour favoriser l'implantation de nouvelles entreprises sur son territoire et accompagner celles en fort développement, la Métropole lance une mission de prospection d'une durée de 4 mois pour être accompagné dans cette démarche. Le lauréat des lots 1 et 2 du marché est la société ANCORIS, sise à Paris. Le marché est conclu pour un montant global de 54 300 €, soit 27 150 € HT pour le lot 1 et 27 150 € HT pour le lot 2, et pour une durée de 4 mois à compter de la notification.

N°MD2022-1024 - 02/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 64 - Avenue du Champ des Moulins - Commune de Murviel-Lès-Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition par la Métropole, auprès des époux BAULIEUX et à l'euro symbolique, de la parcelle AI 64 de 60 m² sur la commune de Murviel-Lès-Montpellier, avenue du Champ des Moulins, en régularisation de l'existant, à savoir une emprise déjà intégrée dans la voirie.

N°MD2022-1025 - 19/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de construire sur le site de l'Ecolothèque à Saint Jean de Vedas

Objet : La construction d'un hangar à foin sur le site de l'écolothèque exige le dépôt d'une demande de permis de construire auprès des services compétents

N°MD2022-1026 - 23/08/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 : Est

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 : Est pour introduire un nouveau Bordereau des Prix Unitaires (BPU). L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

N°MD2022-1028 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique du Museum d'Histoire Naturelle de Nîmes dans le cadre de l'exposition 'Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 6 mars 2023

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de prêt de deux objets par le Museum d'Histoire Naturelle de Nîmes au profit du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades qui organise l'exposition « Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique » du 07/10/2022 au 06/03/2023 au musée Henri Prades. Convention à titre gratuit.

N°MD2022-1029 - 06/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique du musée Fenaille de Rodez dans le cadre de l'exposition ' Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique ' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 6 mars 2023

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer une convention de prêt d'un objet par le musée Fenaille de Rodez Agglomération au profit du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades qui organise l'exposition « Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique » du 07/10/2022 au 06/03/2023 au musée Henri Prades. Convention à titre gratuit.

N°MD2022-1031 - 26/08/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M2B0053PP - Entretien d'ouvrages hydrauliques - Fontaines et postes de relèvement d'eaux pluviales - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0053PP à l'entreprise VEOLIA EAU-CGE sise à Montpellier. Il concerne les entretiens des ouvrages hydromécaniques (fontaines et postes de relèvement d'eaux pluviales). Il est conclu pour un montant maximum total de 89 900 € HT et pour une durée de 9 mois.

N°MD2022-1032 - 23/08/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 : Ouest

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 : Ouest afin d'y introduire un nouveau Bordereau des Prix Unitaires (BPU). L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

N°MD2022-1033 - 30/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AH 428 - création d'une piste cyclable - Commune de Saussan

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition par la Métropole, auprès de Monsieur et Madame ROUGE, de la parcelle AH 428 de 683 m² sur la commune de Saussan pour permettre la création de la piste cyclable le long de la RM n°27E7 et pour relier à terme Saussan et Fabrègues. Le montant total de l'acquisition s'élève à 2 049 € (à savoir 1.20 €/m² pour la terre agricole et 1.80 € /m² d'indemnités accessoires).

N°MD2022-1034 - 07/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative relative à la décision n°2017-102 concernant un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Somali - Locaux ZAC du Mijoulan à Saint Georges d'Orques

Objet : Il s'agit de modifier l'article 3 de la décision n°2017-102 du 10/03/2017 qui doit se lire de la manière suivante : « La durée du bail est de 9 ans avec une première période ferme de 6 ans. Il prendra effet au 06/03/2017 et prendra fin au 05/03/2026 ».

N°MD2022-1035 - 26/08/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à l'adhésion à la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Occitanie délégation territoriale de l'Hérault

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, à adhérer pour l'année 2022 et pour un montant de 2 000 € à l'association LPO (LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX).

N°MD2022-1036 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°10 prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°10, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société ECOMNEWS pour une période de quatre mois à compter du 01/09/2022 et jusqu'au 31/12/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 59,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 989,19 €.

N°MD2022-1037 - 12/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la convention de mise à disposition de parcelles à la SAFER OCCITANIE - Commune de Montferrier-sur-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent la mise à disposition à la SAFER OCCITANIE, des parcelles situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées section BE n°34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n° 103, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca, pour une durée d'un an, du 01/11/2022 jusqu'au 31/10/2023. Cette convention de mise à disposition est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance annuelle de 1 000 €. Les terrains sont occupés par des brebis, ce qui permet d'entretenir les lieux et éviter le débroussaillage avant l'été.

N°MD2022-1038 - 06/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0007EA - Maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable de l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec la société SAFEGE sise à Montpellier, d'un avenant n°1 au marché n°M0C0007EA - Maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable de l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier. Il a pour objet d'intégrer au marché des prestations supplémentaires. Le montant de l'avenant est de 28 415,00 € HT, soit 19,93% du montant du marché initial, portant le nouveau montant du marché à 170 955, 00 € HT.

N°MD2022-1039 - 26/08/22 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm, la Métropole (coordonnateur) lance une consultation en groupement de commandes afin de conclure un accord cadre à bons de commande avec maximum, pour une période d'un an reconductible 3 fois.

N°MD2022-1040 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique avec la Société Archéologique du Midi de la France dans le cadre de l'exposition ' Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique ' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 6 mars 2023- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer avec la SOCIETE ARCHEOLOGIQUE DU MIDI DE LA FRANCE une convention de prêt de mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition « Statues- menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique » organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 06/03/2023. La convention, concerne le prêt de deux objets et prend effet à compter de sa date de signature. Elle est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance clou à clou.

N°MD2022-1041 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la modification du règlement intérieur de la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver l'actualisation du Règlement Intérieur de la Cité des Arts à suite de l'emménagement dans les nouveaux locaux et de l'adaptation de son fonctionnement.

N°MD2022-1042 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaires filière technologique à Helsinki (Finlande) du 15 au 19 novembre 2022 - Participation au salon "Slush" organisé en partenariat avec Business France - Financement de la mission - Approbation

Objet : Il est proposé l'organisation d'une mission d'affaires de Montpellier Méditerranée Métropole au salon SLUSH à Helsinki, du 15/11 au 19/11/2022, pour un montant prévisionnel de 16 000 € TTC. Jusqu'à 4 start-up du territoire seront sélectionnées pour bénéficier de l'accompagnement et prise en charge proposés par Montpellier Méditerranée Métropole, accompagnées par un(e) élu(e) et un(e) technicien(ne).

N°MD2022-1043 - 26/08/22 - Pôle des Systèmes d'Information Numériques

Décision relative à un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Montpellier - Maintenance, prestations intellectuelles et acquisitions de modules complémentaires pour le logiciel de gestion du temps E-Temptation, le logiciel de gestion financière Astre et le logiciel de gestion ressources humaines E-Sedit RH - Approbation

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes pour 3 marchés relatifs à la maintenance, prestations intellectuelles et acquisitions de modules complémentaires pour le logiciel de gestion du temps E – Temptation, Astre et E - Sedit. La Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La procédure de mise en concurrence implique le lancement de trois procédures de marchés publics, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

N°MD2022-1045 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une Convention de partenariat pédagogique entre la Cité des Arts et l'Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique (ITEP) Nazareth

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre L'INSTITUT THERAPEUTIQUE EDUCATIF ET PEDAGOGIQUE (ITEP) Nazareth et Montpellier Méditerranée Métropole, d'une convention de partenariat dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la pratique artistique des personnes en situation de handicap en privilégiant les actions inclusives dès que cela est possible. Ce partenariat concerne l'année scolaire 2022/2023.

N°MD2022-1046 - 30/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au dépôt d'une déclaration préalable de division par Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle OC 1 - rue François Joseph GOSSEC - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit du dépôt d'une déclaration préalable de division par Montpellier Méditerranée Métropole pour détacher un lot de 8 000 m² de la parcelle OC1 dans le cadre de l'échange foncier convenu dans le protocole d'accord avec la société BRL.

N°MD2022-1048 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec l'Harmonie Montpellier Jacou pour des actions pédagogiques avec la Cité des Arts

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et L'HARMONIE MONTPELLIER JACOU, d'une convention de partenariat pédagogique afin de favoriser les échanges avec la Cité des Arts.

N°MD2022-1049 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec l'association Mozaïk pour des actions pédagogiques et la mise à disposition de locaux avec la Cité des Arts pour l'année scolaire 2022/2023

Objet : L'association MOZAÏK et la Cité des Arts conviennent d'un partenariat dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la danse inclusive.

N°MD2022-1050 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative à des conventions d'occupation temporaire du domaine public conclues avec les Villes de Castelnau-le-Lez, Castries, Lattes et Vendargues, portant sur l'organisation du FISE Métropole 2022 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de son partenariat avec le FISE, Montpellier Méditerranée Métropole développe un circuit de manches qualificatives permettant d'accéder à la finale du FISE catégorie « amateur » qui se déroulera à Montpellier en mai 2023. Afin de permettre la réalisation de ces manches qualificatives dans les communes participantes (Castelnau-le-Lez, Castries, Lattes et Vendargues), des conventions de mise à disposition de leurs skate-park respectifs doivent être conclues. Les mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

N°MD2022-1051 - 14/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies - Opération de travaux sur la RM27 (phase 2) à Murviel-lès-Montpellier - Programme de travaux 2022 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de l'opération de travaux sur la D27 Phase 2 à Murviel-lès-Montpellier, il convient de passer une convention avec HERAULT ENERGIES afin d'obtenir une participation financière sur cette opération. Le montant prévisionnel global du projet des travaux est de 83 252,52 € TTC.

N°MD2022-1052 - 30/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI TELECOM - Lots de copropriété - Parcelle CH 112 - 1 rue Louis Lumière - Parc d'Activités des commandeurs - Commune de Lattes

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption en révision sur le prix sur le bâtiment propriété de la SCI TELECOM située Parc des Commandeurs à Lattes. A la suite du refus du vendeur sur le prix proposé, la Métropole a saisi le juge de l'expropriation et a consigné 15% de la valeur vénale défini par France Domaines. Les vendeurs ont refusé l'offre d'achat à la suite du jugement du juge de l'expropriation et ont retiré le bien de la vente. Il convient donc de demander la déconsignation des sommes versées.

N°MD2022-1053 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°21MA02990 CAA-SAS -SAS LOTI SUD

Objet : Il est nécessaire de défendre la Métropole dans le dossier n°21MA02990 déposé près la Cour Administrative de Marseille le 27/07/2021 par la SAS LOTI SUD contre le jugement du Tribunal Administratif n°2002119 du 27/05/2021 rejetant la demande d'annulation de la délibération du 28/11/2021 par laquelle de Conseil de Métropole a approuvé le plan local d'urbanisme de la Commune de Fabrègues.

N°MD2022-1054 - 05/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au réaménagement de 80 prêts contractés par l'OPH ACM Habitat pour la création de logements sociaux - Maintien de la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir, à hauteur de 100 %, le remboursement de deux prêts à taux fixes d'un montant total de 118 000 000 € contractés par ACM HABITAT auprès de la CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC- ROUSSILLON dans le cadre du réaménagement de 80 lignes de prêts initialement mobilisés par ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOT ET CONSIGNATIONS.

N°MD2022-1055 - 26/08/22 - Pôle des Systèmes d'Information Numériques

Décision relative à un avenant n°1 au marché M0B0035RI "Utilisation, maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING"

Objet : L'Acte d'Engagement – Cahier des Clauses Particulières (AE-CCP) relatif au marché n°M0B0035RI "Utilisation, maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING" indique dans son article 4.1 que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 01/01/2021 jusqu'au 31/12/2021. Or ce marché a été notifié le 08/02/2022. Il convient donc de conclure un avenant n°1 afin de modifier l'article 4.1 comme suit : 'L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification. La période initiale débute au 08/02/2022 et se termine 08/02/2023'.

N°MD2022-1056 - 09/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M2D0079RI ' Pilotage technique projets applicatifs MOE dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du marché n°M2D0079RI de prestations de services de chefs de projet pour la mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information en passant par la convention UGAP. Le montant du marché s'élève à 500 000 €.

N°MD2022-1057 - 01/09/22 - Pôle des Systèmes d'Information Numériques

Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique

Objet : Une convention de groupement de commandes est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Elle concerne la passation d'un marché pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique. La convention prend effet à compter de sa signature jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises. L'estimation totale du besoin pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 240 000 € HT. La Métropole est désignée coordonnateur du groupement.

N°MD2022-1058 - 12/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°5057DC18 - Conduite, d'exploitation et de maintenance multitechnique de la médiathèque centrale Émile Zola - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5057DC18 avec l'entreprise SERVICES MAINTENANCE ENERGIES titulaire du marché de conduite, d'exploitation et de maintenance multitechnique de la médiathèque centrale Émile Zola. Il a pour objet de prolonger de 3 mois la durée d'exécution du marché dans l'attente de la notification du marché suivant. Le montant de l'avenant est de 15 199,51 € HT portant le montant du marché à 1 154 865,77 € HT.

N°MD2022-1059 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM CDC Habitat Social, pour la construction de 33 logements sociaux - Résidence "ENIGMA", Avenue de Maguelone à Lattes - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 361 272 € sollicité par CDC HABITAT SOCIAL auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 33 logements locatifs sociaux neufs, résidence ENIGMA, avenue de Maguelone à Lattes. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1060 - 07/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir pour une maison d'habitation et annexes situées au 123 Route de Lattes à Saint Jean de Védas

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant une maison d'habitations et ses bâtiments annexes, sur une parcelle cadastrée BA 0080, situés au 123 routes de Lattes, lieudit Rieucoulon - Saint Jean de Védas (34).

N°MD2022-1062 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat et d'occupation du domaine public entre la Cité des Arts et l'association Les Filles du mardi - Approbation

Objet : La Cité des Arts et LES FILLES DU MARDI organisent un week-end d'hommage à Juliette GRECO, les 22 et 23 octobre 2022, avec la participation de 100 choristes associés à des élèves et enseignants de la Cité des Arts (répétitions, ateliers et concert). La convention prévoit la mise à disposition gratuite de l'auditorium.

N°MD2022-1063 - 20/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un projet : Recycled Water for LIFE (LIFE20 ENV/FR/000192 - LIFE REWA)

- Limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce à l'utilisation d'eau recyclée multi-usage

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du projet de candidature de Montpellier Méditerranée Métropole - Recycled Water for LIFE afin de limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce à l'utilisation d'eau recyclée multi-usage. La subvention demandée à travers cet appel à projets s'élève à 459 389 €.

N°MD2022-1064 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M2B0004EP - Construction d'un mur de soutènement au 11 rue Bellevue à Restinclières - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0004EP à la société LE MARCORY, sise à Restinclières. Il concerne la construction d'un mur de soutènement au 11 rue Bellevue à Restinclières. Il est conclu pour un montant estimatif de 89 990 € HT et pour une durée de 2 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

N°MD2022-1065 - 06/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°M0D0087EA - Marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera dans une démarche de développement durable

Objet : Il s'agit de passer un marché n°M0D0087EA avec le groupement OTV SUD/VEOLIA EAU/RAZEL BEC/GTM SUD-OUEST TP GC/BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES SAS/EGIS EAU/CABINETMERLIN/TOURRE SANCHIS/AI PROJECT sis à Saint-Maurice (94). Il concerne la modernisation de la station d'épuration MAERA dans une démarche de développement durable. Il est conclu pour un montant de 248 909 656 € HT en tranche ferme + tranche optionnelle 1 ; 237 610 887 € HT en tranche ferme + tranche optionnelle 2. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 9 ans et 3 mois.

N°MD2022-1066 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux de la parcelle privée de Monsieur Philippe CHAILLAN - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Métropole et Monsieur CHAILLAN, d'une convention d'occupation temporaire, dans le cadre des travaux d'enfouissement du réseau aérien FRANCE TELECOM, afin d'autoriser ce dernier à occuper la parcelle privée le temps des travaux. La convention est conclue pour une durée estimée à 15 jours à compter de la date de la signature.

N°MD2022-1068 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°M8D5196AJ - Souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°1 Risques automobiles - Avenant de majoration n°1

Objet : Dans le cadre du suivi annuel des résultats techniques réalisé par la compagnie d'assurance SMACL, le rapport sinistres/cotisations n'était plus équilibré. La compagnie a dénoncé le contrat au 31/12/2022, sauf modification du contrat avec une augmentation des franchises et majoration de 10% des bases tarifaires. Au regard du contexte assurantiel, il est proposé d'accepter ces nouvelles conditions.

N°MD2022-1070 - 15/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent M1D0100EP Travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre des travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries, il est nécessaire de passer un avenant à la suite de la modification du choix des revêtements des places de parkings et d'une partie des trottoirs. Le montant de l'avenant n°1 est de 29 570 € HT, portant le nouveau montant du marché à 432 795,85 € HT.

N°MD2022-1071 - 20/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché M0D0013EA - Travaux de raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est

Objet : Il est proposé de signer l'avenant n°1 au marché M0D0013EA - Travaux de raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est attribué au groupement SCAM TP/EIFFAGE FONDATIONS pour y introduire des prix nouveaux. L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché. Le montant de l'avenant est de 30 544,68 € HT soit 5,01 % du montant du marché initial, soit un nouveau montant du marché de 640 534,70 € HT.

N°MD2022-1072 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 131m² de bien immobilier sis 5 rue Simone de Beauvoir à Saint Jean de Védas appartenant à Mme DURAND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 131 m² du bien immobilier sis 5 rue Simone-de-Beauvoir à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 226, appartenant à Madame DURAND, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 35 155 €.

N°MD2022-1073 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 70m² et de 52m² de biens immobiliers sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, appartenant à l'indivision PALIES/CIESLA, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 70 m² du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 108 et une emprise de 52 m² du bien immobilier, cadastré section BT n° 158, appartenant à l'indivision PALIES/CIESLA, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 046 €.

N°MD2022-1074 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 45m² de bien immobilier sis 110 rue Albert Viger à Montpellier appartenant à M. et Mme MAYRAND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 45 m² du bien immobilier sis 110 rue Albert-Viger à Montpellier, cadastré section IL n° 237, appartenant à Monsieur et Madame MAYRAND, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 29 850 €.

N°MD2022-1075 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société OXELTIS dans le Biopole Euromédecine à Grabels

Objet : La candidature de la société OXELTIS est agréée en vue de la location de locaux dans le Biopole Euromédecine à Grabels. Son activité est la prestation de services en chimie médicinale. Elle est candidate à la location du lot CG 2.3 de 172 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 31 personnes et prévoit un effectif de 37 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1076 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 2 403m² de bien immobilier sis Le Frescau à Montpellier, appartenant à l'indivision BARCELONNE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 2 403 m² du bien immobilier sis Le Frescau à Montpellier, cadastré section PK n° 65, appartenant à l'indivision BARCELONNE, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 35 363 €.

N°MD2022-1077 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 75m² de bien immobilier sis 54 route de Lavérune à Montpellier, appartenant à BANQUE CIC SUD OUEST, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 75 m² du bien immobilier sis 54, route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV n° 184, appartenant à BANQUE CIC SUD OUEST, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 32 763 €.

N°MD2022-1078 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 34m² de bien immobilier sis 147 rue Alber Viger à Montpellier, appartenant au syndicat des copropriétaires de la propriété dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 34 m² du bien immobilier sis 147, rue Albert-Viger à Montpellier, cadastré section IL n°234, appartenant au syndicat des copropriétaires de la propriété, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 33 364 €.

N°MD2022-1080 - 29/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une convention de financement amélioration de la défense incendie du parc d'activité Aftalion Baillargies - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SYNDICAT MIXTE DE GARRIGUES CAMPAGNE, d'une convention portant sur les modalités de reversement, au Syndicat par la Métropole, du montant des travaux pour le bouclage du réseau d'eau potable Rue Paul Cézanne sur 105 ml. La contribution financière prévisionnelle est de 38 000 € HT.

N°MD2022-1083 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M1C0030DS - Maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bassins et plages de la piscine Pitot de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Considérant la nécessité de confier une mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bassins et plages de la piscine Pitot de Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée prévisionnelle de vingt- quatre mois, le marché est attribué au groupement ASTER BTP/OTEIS sis à Nice, pour un taux de rémunération fixé à 10,5% et un forfait de rémunération provisoire de 168 250 € HT.

N°MD2022-1085 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés SCI 41 et SAS IGUAL dans la ZAC CharlesMartel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La candidature de la SCI 41 et de la SAS IGUAL est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone. La SCI 41 et la SAS IGUAL sont candidates à l'acquisition du lot 10 de 1 614 m². L'utilisateur final sera la société IGUAL pour une activité de distribution de produits d'entretien. Elle compte actuellement 62 collaborateurs et prévoit un effectif de 79 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1086 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés SCI 41 et SAS IGUAL dans le lotissement Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La candidature de la SCI 41 et de la SAS IGUAL est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans le lotissement Charles-Martel à Villeneuve-lès-Maguelone. La SCI 41 et la SAS IGUAL sont candidates à l'acquisition du lot 16 de 3 519 m². L'utilisateur final est la société IGUAL pour une activité de distribution de produits d'entretien. Elle compte actuellement 62 collaborateurs et prévoit un effectif de 79 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1087 - 10/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°M8D5196AJ de souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°2 "Dommages aux biens" - Avenant n°4 de majoration

Objet : Dans le cadre du suivi annuel des résultats techniques réalisé par la compagnie d'assurance SMACL, le rapport sinistres/cotisations n'était plus équilibré. La compagnie a dénoncé le contrat au 31/12/2022, sauf modification du contrat avec une augmentation de 15% des conditions tarifaires pour la dernière année d'exécution du marché (soit 3.2% sur le montant total) et des limitations de garanties. Au regard du contexte assurantiel, il est proposé d'accepter ces nouvelles conditions.

N°MD2022-1088 - 03/10/22 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et le Service Départemental d'incendie et de secours de l'Hérault pour l'acquisition de véhicules et d'équipements - Autorisation signature

Objet : Il est proposé un groupement de commandes entre le SDIS 34, Montpellier Méditerranée métropole, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault. Le Département de l'Hérault est coordonnateur.

N°MD2022-1091 - 06/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 816 sur l'assiette de la copropriété les Collines d'Estanove, située 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier appartenant à Mme ROUZIES Eliane, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 816 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de Madame ROUZIES Eliane, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-1092 - 02/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DV 640, rue des Tulipes - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir auprès de la société VINCI IMMOBILIER, la parcelle cadastrée DV 640 d'une emprise de 236 m², permettant l'élargissement du trottoir rue des Tulipes à Montpellier. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement.

N°MD2022-1093 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M2B0055PP - Audit des Dispositifs de Retenue Routiers - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0055PP à l'entreprise ASCODE sise à Eguilles (13). Il concerne l'audit des Dispositifs de Retenue Routiers sur le territoire métropolitain. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 45 500 € HT et pour une durée de 8 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1094 - 23/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention de mandat de gestion et d'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville de Montpellier à la SPL TaM - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un acte d'engagement afin de confier à la SPL TaM les prestations de gestion et d'exploitation du parc de stationnement de l'Hôtel de Ville de Montpellier. Cette prestation est conclue pour une durée de 5 ans, à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des prestations, et pour un montant de 1 840 603 € HT.

N°MD2022-1095 - 17/10/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision modificative relative au marché n°M9D0083VD SUIVI POST EXPLOITATION DE L'ISDND DE CASTRIES - LOTS 1, 2 ET 3

Objet : Il s'agit de corriger une erreur matérielle ? dans le marché n° n°M9D0083VD qui rend la formule de révision des prix inapplicable. La formule de révision prévoit une part fixe de 15%. Il a été omis d'indiquer la pondération de la part variable. Il convient de préciser que la pondération de la part variable est de 85%.

La décision vise également à autoriser la prolongation du marché de 4 mois. Cette prolongation permettra le lissage des prestations non réalisées pendant la période de crise sanitaire sur les 4 mois de marché supplémentaires.

N°MD2022-1097 - 21/10/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents pour des marchés de travaux - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Cournonterral (2ème tranche) - Autorisation de signature du Marché Subséquent

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°7 relatif aux « travaux de réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur la Commune de Juvignac comme suit :

- Lot 1 « Terrassement, Voiries, pluvial, clôture » à l'entreprise JOULIE TP, sise à Cournonsec, pour un montant de 592 020,80 € HT ;
- Lot 2 « Réseaux humides sauf pluvial » à l'entreprise MALET, sise à Mauguio, pour un montant de 201 431,31 € HT ;
- Lot 3 « Réseaux secs » à l'entreprise REEL MEDITERRANEE, sise à Cournonsec, pour un montant de 316 020,60 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée de 9 mois.

N°MD2022-1098 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société TH ENERGIE dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier.

Objet : La candidature de la société TH ENERGIE est agréée en vue de la location de locaux d'activité dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier. Son activité concerne les travaux d'installation électrique de tous locaux. Elle est candidate à la location du lot A05 de 108,69 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 3 salariés et prévoit un effectif de 4 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1099 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voirie - rue Claude Berri - commune de Montpellier

Objet : Il est proposé d'acquérir auprès de la SERM, les parcelles en nature de voirie, rue Claude Berri à Montpellier, pour permettre leur classement dans le domaine public. L'acquisition est consentie à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien acquis.

N°MD2022-1100 - 07/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Orange - Antenne relais située sur la parcelle AV254 à Cournonterral - Reprise de la convention par la société Totem France

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société TOTEM FRANCE à se substituer à la société ORANGE dans la convention d'occupation temporaire concernant la station relais de téléphonie mobile installée à Cournonterral lieu-dit Le Pioch, parcelle cadastrée n°AV 254.

N°MD2022-1101 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au déclassement du domaine public - emprise de 147 m² - Voie communale n° 6 - Commune de Cournonsec

Objet : Il est proposé de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public, d'une emprise de 147 m² située à l'intérieur de la propriété de Monsieur GAZE, derrière sa clôture, pour régulariser une situation existante. Cette emprise lui sera vendue au prix fixé par les Domaines.

N°MD2022-1102 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision modificative relative au marché n°M0D0098DM - Entretien et maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore

Objet : Le marché M0D0098DM d'entretien et de maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore étant utilisé par le Pôle Déchets et Cycle de L'eau, il est nécessaire de prendre une décision modificative permettant d'engager des dépenses sur le budget annexe de la Métropole.

N°MD2022-1103 - 12/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets lié à la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser une première série d'attribution de subventions est proposée dans le cadre de la candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture, pour les projets se déroulant depuis septembre 2022 pour un total de 251 580 €.

N°MD2022-1104 - 12/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché n°M1D0014AT - Aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n°M1D0014AT – Aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez, conclu avec le groupement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON/BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES. Il a pour objet la réalisation des travaux complémentaires nécessaires à la bonne exécution de l'ouvrage. Le montant de l'avenant est de 77 004,55 € HT. Le montant de la tranche ferme du marché après avenant est de 1 252 327,95 € HT, soit une augmentation de 6,55 %.

N°MD2022-1105 - 09/09/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision modificative relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec le constructeur ' Pitch Immo ' pour une opération sise Quai Flora Tristan - Commune de Montpellier (parcelles cadastrées PE 02 et PE 03) - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé un avenant n°1 à la convention du Projet Urbain Partenarial avec le constructeur PITCH IMMO et la Montpellier Méditerranée Métropole pour une opération sise Quai Flora Tristan dû à la modification du nom commercial du constructeur : PICT PROMOTION est devenu PITCH IMMO. Le programme du projet, des travaux et le montant du PUP restent inchangés.

N°MD2022-1106 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Maurice DENIS (Granville 1870 - Paris 1943), La maison de cure de Palavas-les-Flots - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE d'une œuvre de Maurice DENIS (Granville 1870 - Paris 1943), La maison de cure de Palavas- les-Flots d'une valeur de 45 880 €. Cette toile est conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-1107 - 15/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent n°M1D0098EP - Aménagement de l'allée Constantin à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 ayant pour objet la notification de prix nouveau non présents dans l'accord cadre. L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché subséquent. Montant initial du marché : 294 473,30 € HT, montant de l'avenant 43 860,70 € HT, nouveau montant du marché : 338 334,00 € HT soit une augmentation de 14,89 %.

N°MD2022-1108 - 29/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une convention de financement - Amélioration de la défense incendie du Parc d'activité la Garrigue - Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE, d'une convention de financement - Amélioration de la défense incendie du Parc d'activité la Garrigue - Castelnau-le-Lez. Elle porte sur les modalités de reversement, au Syndicat par la Métropole, du montant des travaux pour le redimensionnement de 335 ml de réseau d'eau potable Avenue André Ampère. La contribution financière prévisionnelle est de 138 000 € HT.

N°MD2022-1109 - 26/09/22 - Direction Projet et Planification Territoriale

Décision relative à une demande de subvention dans le cadre de la participation à la Journée Nationale de la Qualité de l'Air (JNQA) 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver la demande d'une subvention auprès de la DREAL dans le cadre d'un appel à projets proposé à l'occasion de la Journée Nationale de la Qualité de l'Air 2022 pour aider la Métropole à financer ses actions. Le montant de subvention demandée est de 1 000 €.

N°MD2022-1110 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision modificative de la décision MD2022-911 - Mission d'affaires mission d'affaire à Heidelberg et l'accueil d'une mission d'entreprises de Heidelberg sur le territoire métropolitain - Financement - Approbation

Objet : Dans la décision MD2022-911 du 18/08/2022, concernant la participation à la mission d'affaires à Heidelberg, il a été prévu 4 participants: 1 élu et 3 techniciens. Il convient de modifier cette partie afin de prévoir la participation de 4 techniciens(es).

N°MD2022-1111 - 06/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à la visite des membres du Conseil d'administration du Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) en Suisse - Prise en charge des frais - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la participation et la prise en charge des frais de transport et de séjour d'un élu et d'un agent à la visite que le GART a décidé de proposer à ses administrateurs, du mardi 15/11 au 17/11/2022 en Suisse, pour étudier ses infrastructures ferroviaires, ses pratiques intermodales et sa politique tarifaire (abonnement général, titre unique), pour un montant de 3 600€ TTC.

N°MD2022-1112 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Erilia pour la construction de 17 logements sociaux - Résidence ' Polynéa ', 120 Avenue de Figuières à Lattes - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 253 866,50 € représentant 75 % du prêt souscrit par ERILIA, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 17 logements locatifs sociaux, résidence Polynéa, 120 Avenue de Figuières à Lattes. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1113 - 14/09/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société 'SCCV Mantra 34' pour une opération sise 75 rue du Fesquet sur la Commune de Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : A la suite de la création de la SCCV MANTRA 34; il s'agit d'approuver par avenant n°1 les nouveaux termes de la convention de Projet Urbain Partenarial afin de modifier la dénomination du promoteur.

N°MD2022-1114 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Alliance française de Montpellier 2022-2026 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'une convention de partenariat exprimant la volonté commune de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Association ALLIANCE FRANÇAISE DE MONTPELLIER de coopérer dans le cadre du projet « Ateliers de conversation » porté avec le Réseau des médiathèques. L'Association collaborera gracieusement avec le Réseau des médiathèques pour co-animer des ateliers de conversation en direction des nouveaux arrivants, étudiants étrangers, migrants, réfugiés et des publics éloignés de la culture.

N°MD2022-1115 - 20/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un Groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de matériels informatiques et audio visuels - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone. Elle a pour objet l'acquisition de matériels informatiques et audio visuels. Cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec des montants totaux de commandes estimées à 1 232 400 € HT par an, pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole, désignée coordonnateur du groupement.

N°MD2022-1116 - 27/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n° M2C0014EA - Réhabilitation du réseau d'eaux usées et création d'un poste de refoulement d'eaux usées - Boulevard du Théron à Cournonterral

Objet : Il s'agit de conclure un marché n°M2C0014EA avec l'entreprise EHTP sise à Mauguio. Il concerne la réhabilitation du réseau d'eaux usées et création d'un poste de refoulement d'eaux usées - Boulevard du Théron à Cournonterral. Il est conclu pour un montant estimatif de 139 975 € HT et pour une durée d'exécution de 14 semaines dont 6 semaines de période de préparation.

N°MD2022-1118 - 14/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des lots 78 à 84 au sein de la copropriété résidence d'Estanove, sise 2595 boulevard Paul Valéry à Montpellier, appartenant à PROMOLOGIS, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 78 à 84 au sein de la copropriété résidence d'Estanove, sise 2595 boulevard Paul Valéry à Montpellier, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section IL n° 225 et 503, appartenant à PROMOLOGIS, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 81 080 €.

N°MD2022-1119 - 14/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 110m² de bien immobilier sis 34 route de Lavérune à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence Le Lemon, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 110 m² du bien immobilier sis 34 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV626, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence Le Lemon, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 472,50 €.

N°MD2022-1120 - 22/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour le Développement de services en ligne pour la relation aux usagers

Marché n° M2C0040RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour le développement de services en ligne pour la relation aux usagers pour un montant maximum de 180 000 € HT pour une durée d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

N°MD2022-1121 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la délégation du Droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier à l'occasion de la cession du bien de l'Etat dénommé Gymnase Jouanique

Objet : Il s'agit d'accorder la délégation du droit de priorité à la Ville de Montpellier, afin d'acquérir le foncier du gymnase Jouanique, situé rue Jacques Dalcroze dans le quartier des Cévennes à Montpellier, cadastré MS 259 et MS 260, mis en vente par l'Etat.

N°MD2022-1122 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété YAKHLAF - Local commercial avec annexes lots 49-50-65 Résidence L'Espérou - Parcelle LR 48 - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'une décision de déconsignation à la suite de la préemption d'un local commercial avec annexes, propriété de Monsieur YAKHLAF, lots 49-50-65 de la Résidence L'Espérou située 136 rue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 48. L'EPF d'Occitanie, au titre de la convention pré-opérationnelle grand projet, prend en charge directement l'acquisition de ce bien.

N°MD2022-1124 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M1D0105DC - Conduite d'exploitation et de maintenance de la médiathèque centrale Emile Zola, de la Cité des Arts et du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1,2 et 3 - Attribution

Objet : Un marché n°M1D0105DC de conduite d'exploitation et de maintenance de la médiathèque centrale Emile Zola, de la Cité des Arts et du musée Fabre lots 1,2 et 3 est attribué aux entreprises suivantes :

- CLIMATER MAINTENANCE MEDITERRANEE, sise à Vendargues, pour le lot 1 « Médiathèque Centrale Emile Zola » pour un montant forfaitaire annuel de 139 030,00 € HT et un montant maximal annuel sur BPU de 100 000 € HT ;
- SERVICE MAINTENANCE ENERGIE, sise à Montpellier, pour le lot 2 « Cité des Arts » pour un montant forfaitaire annuel de 134 827,81 € HT et un montant maximal annuel de 150 000 € HT ;
- EUROGEM, sise à Montpellier, pour le lot 3 « Musée Fabre et Hôtel Sabatier d'Espeyran » pour un montant forfaitaire annuel de 186 233,68 € HT et un montant maximal annuel de 150 000 € HT.

Les marchés sont conclus pour une durée d'un an à compter de leur notification et sont reconductibles 3 fois.

N°MD2022-1125 - 14/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 52m² de bien immobilier sis 56 route de Lavérune à MONTPELLIER, appartenant à Mme VILALTA, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 52 m² du bien immobilier sis 56 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV n° 185, appartenant à Madame VILALTA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 23 022 €.

N°MD2022-1126 - 21/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché M1D0093EA - Création de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs - Lot n° 1 : Génie civil, réseaux et équipements

Objet : Un marché M1D0093EA relatif à la création de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs - Lot n°1 : Génie civil, réseaux et équipements, est passé avec le groupement SPIE BATIGNOLLES VALERIAN/BELLE ENVIRONNEMENT sis à Vendargues. Il est conclu pour un montant de 1 153 449,75 € et pour une durée de 6,5 mois, dont 45 jours de période de préparation, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Le lot 2 étant infructueux, il sera relancé.

N°MD2022-1127 - 16/09/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Saint Jacques de Compostelle et Pontevedra - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la prise en charge du déplacement d'un élu et d'agents de la Métropole à Saint Jacques de Compostelle et à Pontevedra pour une mission technique d'observation "une ville à hauteur d'enfants" du 25 au 27/08/2022 pour un montant estimé de 5 000 €.

N°MD2022-1128 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise Paloïse pour le projet de création du musée de site des ' Colosses de Memnon ' (Egypte) - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise PALOÏSE pour le projet de création du musée des ' Colosses de Memnon ' (Egypte). Elle a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles le musée Lattara apporte au ministère son expérience et son expertise. La mobilisation porte sur 30 jours de mission entre le 01/03/2022 et le 31/12/2022 et donnera lieu au versement d'une redevance pour service rendu au profit de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 20 400 € TTC.

N°MD2022-1130 - 23/09/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau européen Eurocities - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau européen EUROCIITIES afin d'augmenter la contribution des programmes européens au financement des opérations métropolitaines. L'adhésion est gratuite pour la fin de l'année 2022 puis payante lors de son renouvellement.

N°MD2022-1131 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Consorts BEDOS"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS ACOCE consécutivement aux dépôts des déclarations d'appel n°22/03619, RG 04/223 et n°22/03605, RG 22/04307 devant la Cour d'Appel de Montpellier par les consorts BEDOS contre le jugement du Tribunal Judiciaire n° RG 21/04708 rendu le 19/07/2022 déclarant que le chemin partant de la rue du Salaison et aboutissant en impasse devant leur maison (parcelle AW 27 et 28) sis sur la commune de Castelnau-le-Lez est propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1133 - 21/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'accord-cadre à marchés subséquents N°M1D0064AT - Travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 4 "ouvrages d'art" - Autorisation de signature

Objet : Le lot 4 "ouvrages d'art" de l'accord-cadre à marchés subséquents M1D0064AT "Travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole" a été attribué aux entreprises et/ou groupements d'entreprise suivants :

- Groupement NGE GC / GUINTOLI sis à Montpellier
- COFEX Méditerranée, sise à Garons ;
- DEMATHIEU BARD Construction, sise à Montpellier ;
- RAZEL BEC (Agence Méditerranée), sise à Saint Georges d'Orques ;
- Groupement BUESA / STRAS, sis à Béziers ;
- BTPS Méditerranée, sise à Luyes (37)

Le marché est conclu pour un montant maximum total de 4 000 000 € HT et d'une durée de 4 ans :

N°MD2022-1134 - 22/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution des marchés Missions CSPS (Coordination Sécurité et Protection de la Santé) des dépôts - Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) - 8M14K et Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) - 8M14L dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des marchés 8.14K / 8.14L portant sur les 2 lots de mission CSPS (Coordination Sécurité et Protection de la Santé) des dépôts dans le cadre de la 5ème ligne de tramway :

Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) : avec l'entreprise APAVE SUD EUROPE, sise à Saint-Aunès, pour un montant global et forfaitaire de 25 760 € HT;

Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) : avec l'entreprise PRESENTS, sise à Montpellier, pour un montant global et forfaitaire de 104 160 € HT.

Les marchés sont conclus pour une durée de 7 ans à compter de leur notification.

N°MD2022-1135 - 17/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché Travaux Feeders Lot 3 n°8.42B.035 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au marché Travaux Feeders lot 3 n°8.42B.035 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway avec le groupement EHTP / GUINTOLI / REHACANA. Le montant de l'avenant est de 568 865,50 € HT, portant le montant du marché à 3 798 970 € HT.

N°MD2022-1136 - 22/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°05/TRAV/18 - Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère - Lot n° 2 : Ouvrages de traitement de l'eau - Protocole transactionnel

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du protocole transactionnel pour le marché n°05TRAV18 – lot n°2 « Ouvrages de traitement d'eau » avec le groupement formé par SERPE SASU/RAZEL BEC/VÉOLIA d'un montant de 146 890 € HT. Le protocole transactionnel entrera en vigueur à compter de sa notification.

N°MD2022-1137 - 21/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à avenant n°2 au marché subséquent n°M9C0026AT - Travaux d'aménagement de la rue des Crouzettes à Montaud - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché subséquent n°M9C0026AT - Aménagement de la rue des Crouzettes à Montaud, conclu avec l'entreprise COLAS FRANCE. Le montant de l'avenant est de 21 301,96€ HT, portant le montant du marché 163 596,12 € HT (initialement de 142 294,16 € HT), soit une augmentation de 14,97 %.

N°MD2022-1138 - 27/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2B0025DC - Acquisition d'un orgue positif d'occasion

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0025DC d'acquisition d'un orgue positif d'occasion à l'auto-entreprise ALAIN CAHAGNE, sise à Frontignan. Il est conclu pour un montant de 51 800 € HT et pour une durée de 3 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1139 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204125-1 - Préfecture de l'Hérault"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB et Associés à la suite du dépôt de la requête n°2204125-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/08/2022 par la Préfecture de l'Hérault contre la délibération du Conseil de Métropole du 25/01/2022 approuvant la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Baillargues.

N°MD2022-1140 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204137-5 TA - Société 3F Occitanie"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS ACOCE à la suite du dépôt de la requête n°2204137-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/08/2022 par la société 3F OCCITANIE contre l'arrêté de mise en sécurité n°MAI2022-0090 en date du 07/07/2022 de la résidence du Mas de Rochet sise sur la commune de Castelnau-le-Lez.

N°MD2022-1141 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle OI 105 - Commune de Montpellier - Constitutions de réserves foncières pour le développement d'activités économiques

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE (DSC, la parcelle cadastrée OI n°105, d'une superficie cadastrale de 4 526 m², comportant un bâtiment à usage d'activités de 2 300 m² utiles, sise commune de Montpellier, lui appartenant. La vente a lieu moyennant le prix total de 2 300 000 € toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

N°MD2022-1142 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°4983MG18 - Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°3 au lot n°1 Bâtiment administratifs et bâtiments annexes - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°3 au lot n°1 Bâtiment administratifs et bâtiments annexes du marché 4983MG18 avec la société ARC EN CIEL SUD EST afin de prolonger le marché du 05/10/2022 au 31/12/2022. L'avenant n°3 a une incidence financière sur le montant de la partie forfaitaire du marché introduisant un écart de 7%. Le nouveau montant pour la partie forfaitaire du lot n°1 est de 1 078 778,15 € HT soit 1 294 533,78 € TTC.

N°MD2022-1143 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête 2204624-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS consécutivement au dépôt de la requête n°2204624-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/09/2022 par un agent de Montpellier Méditerranée Métropole contre le montant du complément indemnitaire qui lui a été versé en avril 2022.

N°MD2022-1144 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204559-8 TA - Antoine ZAKHARY"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP consécutivement au dépôt de la requête n°2204559-8 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/09/2022 par Monsieur Antoine ZAKHARY tendant à la désignation d'un expert pour expertise médicale consécutivement à un accident dont il a été victime à la piscine Neptune sise à Montpellier.

N°MD2022-1145 - 13/10/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à manifestation d'intérêt - Approche territoriale intégrée - FEDER 2021-2027 - Autorisation

Objet : Dans le cadre de la nouvelle programmation de fonds européens 2021-2027, la Région Occitanie a lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) dit « Approche territoriale intégrée » pour lequel une enveloppe de 16 M € est prévue par la Région pour les deux Métropoles occitanes. Il est proposé de déposer une candidature pour le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole portant sur les 5 principales thématiques de l'AMI.

N°MD2022-1147 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204551-4 TA - Monsieur et Madame GUIZARD"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP à la suite du dépôt de la requête n°2204551-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/09/2022 par Monsieur et Madame GUIZARD tendant à obtenir réparation pour préjudice subi sur leur propriété située au 24 impasse Johannes Kepler à Montpellier du fait des racines d'un arbre sis sur le domaine public métropolitain.

N°MD2022-1148 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes dans le cadre de la délégation de Montpellier à Bruxelles et Lille du 26 au 28/09/2022

Objet : Une délégation d'élus, d'agents et de personnalités extérieures se rendra à Bruxelles et Lille du 26 au 28/09/2022, dans le cadre de la candidature Montpellier capitale européenne de la culture 2028. Il s'agit d'approuver le déplacement de la délégation de Montpellier et d'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 5 200 €) ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation.

N°MD2022-1149 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement - Mission Londres pour des agents de la Direction du développement économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser, dans le cadre d'une mission à Londres, organisée du 9 au 10/11/2022 par AD'OCC en partenariat avec BUSINESS FRANCE, les déplacements des agents et/ou des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite d'un montant maximum de 1 500 €.

N°MD2022-1151 - 14/10/22 - Direction Générale des Services

Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un pont sous la RD66 et la création d'une continuité cyclable entre le Pays de l'Or et la Métropole

Objet : Afin d'assurer une continuité cyclable entre le Pays de l'Or et la Métropole, il est nécessaire de relier deux tronçons par un ouvrage d'art de type pont-cadre sous la RD 66. Il est proposé une convention pour confier la maîtrise d'ouvrage de cette infrastructure à la Métropole. La durée prévisionnelle de réalisation de l'ouvrage par la Métropole (date de réception) est de 30 mois à compter de la notification de la convention. Cette opération estimée à 3 525 000 € bénéficiera de 817 000€ de crédits d'État et d'une subvention du département de 352 000 €. Les coûts résiduels prévisionnels à la charge de la Métropole et du Pays de l'Or s'élèvent respectivement à 1 035 350€ et 1 242 150 €.

N°MD2022-1152 - 23/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 321m² de bien immobilier sis 3210 route de Lavérune à MONTPELLIER appartenant à Monsieur et Madame MACCHI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 321 m² du bien immobilier sis 3210 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section PI n° 44 appartenant à Monsieur et Madame MACCHI, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 008 €.

N°MD2022-1153 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS1 lots 182 et 183 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse par la Métropole de deux garages, parcelle KS 1 lots 182 et 183, situé angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU. Acquisition au prix de 30 000 €.

N°MD2022-1154 - 04/10/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M1D0067VD Acquisition de bennes amovibles pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0067VD à la SAS TAM ROCH sise à Villeneuve-lès-Maguelone. Il concerne l'acquisition de bennes amovibles pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant maximum annuel de 275 000 € HT et pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification, reconductible tacitement jusqu'à son terme 3 fois 12 mois sans excéder la durée de 48 mois.

N°MD2022-1155 - 22/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de la conclusion d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Le montant total de commandes est estimé à 1 500 000 € HT par an, pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1157 - 29/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à un marché n°M2D0002DM pour les études et réalisation de la régulation de trafic et de la priorité aux feux pour les Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2D0002DM à l'entreprise GERTRUDE SAEM sise à Bordeaux. Il concerne les missions d'études et de réalisation de la régulation de trafic et la priorité aux feux des lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu selon un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 2 000 000 € HT, et pour une durée de 8 ans à compter du démarrage fixé par la date du premier bon de commande.

N°MD2022-1158 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur l'Opéra Comédie

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'un permis de construire dans le cadre de travaux de mise en accessibilité du bâtiment de l'opéra Comédie.

N°MD2022-1159 - 29/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à un marché n°M2D0058DM d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour l'acquisition de bus à haut niveau de service électriques et des systèmes de recharge et de supervision - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n° M2D0058DM à l'entreprise TRANSAMO sise à Issy-les-Moulineaux. Il concerne l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'acquisition de bus à haut niveau de service électriques et des systèmes de recharge et de supervision. Il est conclu pour un montant forfaitaire de 349 784 € HT et pour un montant maximum de 55 000,00 € HT concernant les prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum. La durée du contrat démarre à sa notification jusqu'à la fin de la deuxième année de garantie du dernier véhicule mis en circulation.

N°MD2022-1160 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur le Théâtre Jean Claude Carrière - Site du domaine d'O

Objet : Un permis de construire doit être déposé dans le cadre du projet consistant à créer 2 mezzanines pour le stockage du matériel au sein du théâtre Jean Claude Carrière du Domaine d'O.

N°MD2022-1162 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°1 prorogeant l'occupation de locaux par la société MENETONCHIEN.COM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°1, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société EMMENETONCHIEN.COM pour une période de six mois à compter du 01/10/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 12,85 m² qu'elle occupe s'élève à 182,08 €.

N°MD2022-1163 - 17/10/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics - Arceaux-Peyrou - Autorisation de signature

Objet : Le marché subséquent n°2 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Arceaux-Peyrou est attribué au groupement BASE / TECTA-EUPALINOS-QUARTIERS LUMIERES-INDDIGO-BOTANIQUE JARDINS PAYSAGE, correspondant à des prestations d'études préliminaires, pour un montant de 88 899,10 € HT. Le marché prendra effet à la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 4 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1165 - 02/11/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent portant sur les travaux d'aménagement paysager et de déplacement d'une trémie piétonne dans l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché pour des raisons techniques ayant conduit le maître d'ouvrage à modifier le programme initial des travaux de création de fosses d'arbres sur la place de la Comédie. L'avenant a pour objet d'acter les prestations complémentaires attendues de la part du groupement attributaire de l'accord-cadre et de revoir leur rémunération. Le montant du marché est porté de 244 353,57 € HT à 356 638,28 € HT.

N°MD2022-1166 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce de restauration - pizzeria - Parcelle KS1 lots 182 et 183 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse du fonds de commerce YAMMA PIZZA situé dans les garages de la rue de Las Sorbes, parcelle KS 1 lots 182 et 183, située angle rue de Las Sorbes & avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU prévue pour élargissement de voie, pour un montant de 52 000 € compatible avec l'avis des Domaines.

N°MD2022-1167 - 22/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un Groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Adhésion au ' Réseau des Acheteurs Hospitaliers ' (RESAH) – Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, d'une convention de groupement de commandes afin d'approuver l'adhésion au Réseau des Acheteurs Hospitaliers et le recours à son catalogue des offres. L'adhésion annuelle pour chaque membre est d'un montant de 300 €.

N°MD2022-1168 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE POSTALE à hauteur de 10 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 2 ans indexée sur €ster + marge de 0.96%, puis une phase de consolidation de 20 ans et 1 mois au taux fixe 2.79%.

N°MD2022-1169 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 25 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022.

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE POSTALE à hauteur de 10 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 2 ans indexée sur €ster + marge de 1.03%, puis une phase de consolidation de 25 ans et 1 mois au taux fixe 2.80%.

N°MD2022-1170 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, pour le financement de l'opération d'acquisition de 22 rames de tramway.

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, pour le financement de l'opération d'acquisition de 22 rames de tramway. Le contrat comporte une phase de mobilisation de 6 mois suivie d'une phase d'amortissement de 25 ans, toutes les deux indexées sur Livret A + 0.6%.

N°MD2022-1172 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes dans le cadre de la délégation de Montpellier à Porto les 3 et 4 octobre 2022 - Approbation

Objet : Une délégation d'agents de la collectivité se rendra à Porto du 03 au 04/10/2022, dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028. Il s'agit d'approuver la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 2 000 €) ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation.

N°MD2022-1173 - 19/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 27 logements sociaux - Pension de Famille Jasse de Maurin, 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 674 249 € représentant 100 % du prêt souscrit par la 3F OCCITANIE, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 27 logements locatifs sociaux, pension de famille Jasse de Maurin, 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier.

La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1174 - 19/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Résidences pour la construction de 37 logements sociaux - Centre d'Hébergement d'Urgence ' Jasse de Maurin', 243 Rue Jasse de Maurin à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 2 760 213 € représentant 100 % du prêt souscrit par la société 3F OCCITANIE, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 37 logements locatifs sociaux, Centre d'Hébergement d'Urgence « Jasse de Maurin », 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1175 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt d'une demande de subventions auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie dans le cadre du Contrat Territoire Lecture

Objet : Il est demandé une subvention auprès de la DRAC dans le cadre du Contrat Territoire Lecture et visant l'élaboration du Schéma de Développement de la Lecture Publique et ainsi le financement d'un poste à hauteur de 20 000 €.

N°MD2022-1176 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société GROUNDSPACE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société GROUNDSPACE pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de six mois à compter du 01/10/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 24 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 309,12 €.

N°MD2022-1177 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204787-1 TA - Georges MICHALOUD"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2204787-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 15/09/2022 par Monsieur Georges MICHALOUD et Monsieur Pierre MAURETTE-PERRUCAT contre la délibération du Conseil de Métropole n°M2022-69 du 22/03/2022 approuvant la modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier.

N°MD2022-1178 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2105519-4 - Monsieur Alain FERRERES"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice à la suite du dépôt de la requête n°2105519-4 le 19/10/2021 par Monsieur Alain FERRERES, Président du SYNDICAT DE CHASSE DE LA MEJANELLE, contre la décision n°MD2021-512 du 16/09/2021 portant résiliation de la convention sur l'exercice du droit de chasse consenti au bénéfice du Syndicat sur les communes de Lattes et de Montpellier.

N°MD2022-1179 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 9 logements sociaux - Résidence ' SAVANNA ' - Impasse de Babylone à Lattes - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 201 975 € sollicité par UN TOIT POUR TOUS auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 9 logements locatifs sociaux neufs, résidence « SAVANNA », Impasse de Babylone à Lattes. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et cette contrepartie par la signature d'une convention.

N°MD2022-1180 - 23/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 66m² de bien immobilier sis 2513 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant à la SCI LA CRECHE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 66 m² du bien immobilier sis 2513 boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré section IL n°286, appartenant à SCI LA CRECHE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 33 230 €.

N°MD2022-1181 - 28/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision modificative relative au marché n°MOD0089DM - Entretien et maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore

Objet : A la suite d'une erreur matérielle sur le numéro de marché dans la décision modificative n°MD2022-1102, il convient de prendre une nouvelle décision modificative précisant que le marché concerné est bien le MOD0089DM.

N°MD2022-1183 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Institut Médico-Educatif "Les Muriers"

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association LES MURIERS, dont la mission est l'éducation professionnelle et les soins spécialisés pour enfants handicapés, d'une convention de partenariat pour accueillir 59 adolescents de 12 à 20 ans présentant un retard mental ou une déficience grave de la communication due à l'autisme ou des troubles apparentés.

N°MD2022-1184 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société DIAPPYMED au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société DIAPPYMED pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de six mois à compter du 01/10/2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 40,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 428,90 €.

N°MD2022-1185 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°8 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES, d'un avenant n°8 à la convention d'occupation du domaine public, conclue pour une extension à compter du 01/10/2022. A compter de cette dernière date, la surface passe de 78,10 à 107,30 m² pour un loyer HT et HC de 1 518,29 €.

N°MD2022-1186 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de résidence artistique au sein de la résidence littéraire Lattara - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'association LA BAIGNOIRE et l'auteure Tamara SAADE, d'une convention de résidence artistique. L'auteure est accueillie à titre gratuit du 12/09 au 25/09/2022 au sein de la résidence littéraire Lattara. La Métropole met à disposition la résidence et l'association LA BAIGNOIRE accueille l'auteure pour une lecture publique.

N°MD2022-1187 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une déclaration préalable de travaux pour la pose de clôtures sur un terrain au 885 Chemin de Thermes à Castelnau-le-Lez - Parcelle BA00031

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la pose de clôtures et d'un portail de clôture sur la parcelle n° BA 0031 située 885, chemin des Thermes – Serane – 34170 Castelnau-le-Lez.

N°MD2022-1188 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de démolir pour une maison et ses annexes situés au 626 rue de la Cavallade à Montpellier - Parcelle SE 0118

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant une maison d'habitation et ses bâtiments annexes situés au 626 rue de la Cavallade à Montpellier, sur une parcelle cadastrée SE 0118 à Montpellier.

N°MD2022-1190 - 05/10/22 - Direction de la Communication

Décision relative aux contrats d'image des sportifs montpelliérains dans le cadre de la campagne Zéro Déchet - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de sa politique de transition écologique et solidaire, Montpellier Méditerranée Métropole mène une stratégie « Zéro déchet » et a engagé, à ce titre, de nombreux projets et actions afin de sensibiliser le grand public à une pratique eco-citoyenne. Afin de toucher le plus grand nombre de ses citoyens, la Métropole a souhaité faire participer à cette nouvelle campagne de communication des joueurs professionnels appartenant tous à ses clubs emblématiques. La signature de contrats d'image est ainsi nécessaire avec Migna TOURÉ, Romane BERNIES, Teji SAVANIER et Nicolas LE GOFF.

N°MD2022-1191 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une déclaration préalable de travaux pour la pose de clôtures sur la parcelle CA 0002 située 2382 rue Fontaine de la Banquière à Lattes

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la pose de clôtures sur la parcelle CA 0002 située 2382 rue Fontaine de la Banquière à Lattes.

N°MD2022-1192 - 27/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de GAME SOURCE STUDIO dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire (HEM) à Montpellier

Objet : La candidature de la société GAME SOURCE STUDIO est agréée en vue de la location de locaux dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est le conseil, la création, l'acquisition et le développement en informatique et produits dérivés. Elle est candidate à la location du lot B08D de 220 m² pour une durée conditionnée par la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2024. La société emploie 5 personnes et prévoit un effectif de 60 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1193 - 27/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Félicita Films - Site Hélios bâtiment L - Commune de Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société FELICITA FILMS, sise à Paris, pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel. La location concerne un local d'environ 172 m² dans le bâtiment L du site Hélios, Les 4 chemins RN 113 sur la commune de Fabrègues. Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 30/09/2023. Le montant mensuel de la redevance est de 501,66 € HT, soit 601,99 € TTC.

N°MD2022-1194 - 27/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société BIOPHILEUS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société BIOPHILEUS est agréée en vue de la location de locaux dans le VEAS Hannibal. Son activité est la recherche et développement en biotechnologie. Elle est candidate à la location du lot n°A09 de 123.31 m² pour une période de 9 ans. La société emploie 2 personnes et prévoit un effectif de 4 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1195 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'attribution d'un marché n°M2D0013MG "Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole"

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre n°M2D0013MG « Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole » Lots 1, 2 et 3 comme suit :

- lot n°1 à la société SOCIETE DE NETTOYAGE PROVENÇAL sise à Marseille, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, avec un maximum de 1 540 000 € HT annuel ;
- lot n°2 à la société HYGIE SPHERE, sise à Montpellier, sur la base d'accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de 1 816 000 € HT ;
- pour le lot n°3 à la société HYGIE SPHERE (+sous-traitant ALPIROC) pour un montant forfaitaire de 24 897,05 € HT et sur la base d'un accord cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de 40 000 € HT ;

L'accord-cadre est conclu, pour les lots 1 et 2 pour une 1^{ère} période courant de sa notification au 31/12/2023, et pour le lot 3, pour une 1^{ère} période courant à compter du 02/12/2023 jusqu'au 31/12/2024, reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3 pour les lots 1 et 2 et à 2 reconductions pour le lot 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. Le terme commun aux 3 lots sera le 31/12/2026.

N°MD2022-1196 - 28/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation de déposer des demandes de subventions pour le site archéologique Lattara - Musée Henri Prades au titre de l'année 2023

Objet : En raison de la teneur et de l'importance du programme d'activités et de restauration des biens meubles et immeubles du site archéologique Lattara – musée Henri Prades, il y a lieu d'autoriser la demande de subventions les plus élevées possibles auprès de l'État, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne, à titre de soutien et d'accompagnement de cet établissement dans son développement.

N°MD2022-1197 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant numéro 2 au marché n°M0D0067DC de vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole - lot 1 : Bâtiments Culturels

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M0D0067DC - lot 1, conclu avec SOCOTEC EQUIPEMENTS. Il a pour objet d'ajouter des vérifications périodiques en électricité pour le site des échelles de la Ville / ancienne médiathèque Fellini. Le montant de l'avenant est de 164,28 € HT par an.

N°MD2022-1198 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution du lot n°2 du marché n°M2D0040DC - Rénovation des "bâches à eau" de l'aquarium Planet Océan

Objet : Il s'agit d'attribuer le lot n°2 du marché n°M2D0040DC, de travaux de rénovation des "bâches à eau" de l'aquarium Planet Océan, à l'entreprise AQUA-TECH sise à Ablis (78). Il est conclu pour un montant de 189 844,00 € HT et pour une durée de 4 mois à compter de la notification. Le lot 1 est déclaré sans suite.

N°MD2022-1199 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux - Hôtel d'Aurès à l'association "Les Caractères de la Musique" le samedi 1^{er} octobre 2022

Objet : Dans le cadre du "Grand Week-end", l'association LES CARACTERES DE LA MUSIQUE organise un concert de musique baroque le samedi 01/10/22 de 19h à 20h place Sainte-Anne à Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole met, à ce titre, à disposition une salle du rez-de-chaussée et les sanitaires à disposition à des fins de loges pour les artistes. La convention règle les modalités de mise à disposition des locaux, consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1200 - 08/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n°8.634 - Travaux éclairage public dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Attribution

Objet : Il est proposé d'autoriser la signature du marché 8.634 portant sur les travaux d'éclairage public dans le cadre de la 5ème ligne de tramway avec le groupement SPIE CITY NETWORKS/CITEOS SAS TRAVESSET sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 5 887 950,86 € HT. Le marché est conclu pour une durée de 38 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification décomposée comme suit :

- 3 mois de période de préparation;
- 35 mois d'exécution des travaux.

N°MD2022-1202 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Programme de travaux 2022 - Demande de subventions Hérault Energies - Avenue du Général Grollier à Pignan

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'HERAULT ENERGIES, l'opération Avenue du Général Grollier à Pignan (Pôle Plaine Ouest) peut faire l'objet de financement de la part d'HERAULT ENERGIES. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1203 - 12/10/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Renforcement du Poste Ecarts à Sussargues -Programme de travaux 2022 - Autorisation

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'HERAULT ENERGIES, l'opération Renforcement du Poste Ecarts à Sussargues (Pôle Cadoule et Bérange) peut faire l'objet de financement de la part d'HERAULT ENERGIES. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1204 - 12/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subventions auprès d'Hérault Energies - Rue du Fon de l'Hospital à Saint Jean de Védas - Programme de travaux 2022 - Autorisation

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'Hérault Energies, l'opération Avenue du Général Grollier à Pignan (Pôle Plaine Ouest) peut faire l'objet de financement de la part d'Hérault Energies. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1205 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Chemin du Courpouyrac à Juvignac - Programme de travaux 2022

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'HERAULT ENERGIES, l'opération Chemin du Courpouyrac à Juvignac (Pôle Piémonts et Garrigues) peut faire l'objet de financement de la part d'HERAULT ENERGIES. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1207 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ICF Sud-Est Méditerranée - Locaux immeuble Étoile Richter, place Ernest Granier à Montpellier

Objet : La Métropole signe un bail précaire de location avec ICF SUD-EST concernant des locaux commerciaux au 7^{ème} étage de l'immeuble Étoile Richter, d'une superficie de 312 m², ainsi que 5 places de parking. Le contrat est conclu pour une durée de 3 mois à compter du 01/11/2022 pour une redevance mensuelle de 7 260,85 € TTC.

N°MD2022-1208 - 10/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant de transfert du marché n°M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur à la Régie des Eaux au 01/01/2023.

N°MD2022-1209 - 13/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au déclassement du domaine public - Tronçons d'anciens chemins désaffectés - Z.A.C. CANNABE - Commune de Cournonterral

Objet : A l'intérieur du périmètre de la ZAC Cannabe sur la commune de Cournonterral, la SERM aménageur, a reconstitué de nouvelles voies d'accès permettant de desservir de nouveaux lots. Les anciens chemins ou tronçons de voiries qui ne sont plus affectés à l'usage public, doivent être déclassés. Il est proposé de constater la désaffectation de fait de 6 emprises et de prononcer leur déclassement du domaine public, pour les intégrer au domaine privé de la Métropole.

N°MD2022-1210 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DEINOVE dans le bâtiment Cap Sigma à Grabels

Objet : La société DEINOVE, dont l'activité et la recherche et le développement de nouveaux antimicrobiens et autres produits naturels, est déjà locataire des lots 0.2 (34 m²), 1.1 (728 m²), 2.1 (167 m²), 2.2 (125 m²) et 2.3 (436 m²). Elle est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ces mêmes lots. L'entreprise projette un effectif de 50 personnes dans 3 ans.

N°MD2022-1213 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS est agréée en vue de la prolongation du CG 3.4 de 151 m² dans l'immeuble CAP Gamma pour une période de 12 mois. ID SOLUTIONS est un laboratoire de recherche sur le diagnostic humain (développement, production, marketing, vente et assistance technique dans le domaine du diagnostic biologique). La société prévoit un effectif de 12 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1214 - 13/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention de mandat de Maîtrise d'ouvrage avec la SPL TaM pour la réalisation des études et des travaux des 5^{èmes} lignes de Bustram - autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole décide de déléguer sa maîtrise d'ouvrage à la SPL TaM, sise à Montpellier, pour la réalisation des 5^{èmes} lignes de Bustram dont le montant de l'opération est évalué à 362,5 M € HT. Le contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage est conclu pour un montant forfaitaire de 7 929 76 5€ HT, pour une durée de 9 ans à compter de sa signature par les deux parties.

N°MD2022-1215 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS (laboratoire de recherche sur le diagnostic humain) est agréée en vue de la prolongation de la location des lots CD 1A et 1B de 795 m² et CD 03 de 40,50 m² pour une durée de 18 mois soit jusqu'au 31/12/2023. L'entreprise projette un effectif de 33 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1216 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS (laboratoire de recherche sur le diagnostic humain) est agréée en vue de la prolongation de la location des lots CS 04, 05, 06, 07, 08, 09 et 11 représentant 272 m², pour une durée de 18 mois soit jusqu'au 31/12/2023. L'entreprise projette un effectif de 8 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1217 - 13/10/22 - Direction Secrétariat Général

Décision relative au marché 5043SG18 - Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de commande n°5043SG18 relatif aux prestations d'organisation de séjours, d'acquisition de titres de transport, d'hébergement hôtelier et de prestations annexes. Il a pour objet de prolonger de six mois la durée de l'accord-cadre, initialement attribué pour une période d'un an, reconductible trois fois. Il n'a pas d'incidence financière.

N°MD2022-1220 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux entre la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole - Centre technique municipal

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention de mise à disposition d'usage de locaux avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. La convention porte sur la partie de l'un des garages du Centre technique municipal de Villeneuve-lès-Maguelone d'environ 106 m². La convention de mise à disposition est conclue pour l'année 2022, renouvelable tacitement 5 fois un an. La mise à disposition de l'ensemble des biens est réalisée à titre gracieux. Les charges concernant les fluides, électricité et entretien des locaux sont évaluées pour un forfait semestriel de 2 700 €.

N°MD2022-1221 - 13/10/22 - Direction de la Santé et de la Prévention

Renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC)

Objet : Il s'agit de renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER (GEFLUC) pour un montant de 3 500 € pour l'année 2022.

N°MD2022-1222 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un ajout d'une dépense supplémentaire et une augmentation de l'avance - Régie d'avances Manifestations Culturelles - Pôle Culture et Patrimoine - Autorisation

Objet : Il est institué une régie d'avance auprès du Pôle Culture en raison de l'augmentation du nombre de manifestations et de leur développement. Il convient de permettre le paiement des intermittents et techniciens dans des délais raisonnables quand il y a un caractère urgent ou pouvant entraver le bon déroulement de la manifestation.

N°MD2022-1223 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au réaménagement de 80 prêts contractés par l'OPH ACM Habitat pour la création de logements sociaux - Maintien de la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir, à hauteur de 100 %, le remboursement de deux prêts à taux fixes d'un montant total de 118 000 000 € contractés par ACM HABITAT auprès de LA CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON dans le cadre du réaménagement de 80 lignes de prêts initialement mobilisés par ACM HABITAT auprès de LA CAISSE DES DEPOT ET CONSIGNATIONS.

N°MD2022-1225 - 10/10/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°G2D0027RI "Infogérance et prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information (S.I.)" pour le groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier - Attribution

Objet : le marché n°G2D0027RI à prix mixte, a été attribué à l'entreprise EXPERIS FRANCE sise à Nantes (44) pour un montant forfaitaire bi- annuel de 1 176 059,53 € HT. Pour la partie à bons de commandes, les maximums sont les suivants :

- 6 000 000 € H.T pour les années N et N+1 ;
- 8 000 000 € H.T pour les années N+2 et N+4.

N°MD2022-1229 - 22/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais des auteurs invités de la 38ème Comédie du Livre et à l'autorisation du dépôt des demandes de subventions afférentes à la manifestation - Autorisation

Objet : La 38ème édition de la Comédie du Livre se tiendra en mai 2023. Cette manifestation est susceptible d'être soutenue par plusieurs organismes publics (Région, Centre National du Livre, SOFIA...), il convient d'autoriser le dépôt des demandes de subventions correspondantes.

Il convient également d'autoriser la prise en charge, directe ou sur remboursement, des frais de déplacement, hébergement et restauration des auteurs et intervenants invités pour un montant global maximum évalué à 175 000 €.

N°MD2022-1230 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets lié à la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation

Objet : Dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture, il est proposé d'attribuer 6 nouvelles subventions aux associations suivantes : les Loustics du Pic, Studio 411 Galerie, Illusion et Macadam, Line Up, les Nuits Claires et le Fonds Régional d'Art Contemporain Occitanie Montpellier. Chacune d'entre elles se voit attribuer 20 000 €, soit un total de 120 000 €.

N°MD2022-1231 - 29/09/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 20 millions d'euros auprès de la Société Générale - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la Société Générale à hauteur de 20 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 24 mois indexée sur Euribor 1, 3 ou 6 mois + marge de 0.40%, puis une phase de consolidation de 20 ans indexée sur Euribor 3 mois + marge à 0.49% qui devra être réactualisée au moment de la mise en place et qui ne pourra excéder 0.55% (à défaut l'opération ne pourra être conclue).

N°MD2022-1232 - 20/10/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville à la Métropole pour la réalisation de travaux de démolition du bâtiment du poste de police et de restauration du bâtiment du Mess des Officiers en cohérence avec les aménagements d'espaces publics - Projet Comédie Esplanade

- Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole conduit une opération de rénovation et de mise en valeur de la place de la Comédie et de l'Esplanade Charles-de-Gaulle, comprenant notamment la démolition du bâtiment qui accueille la police nationale, appartenant à la Ville. Il est souhaitable que l'ensemble de l'opération soit porté par la Métropole, il est donc proposé un transfert de maîtrise d'ouvrage. Le montant des travaux est estimé à 300 000 € HT, intégralement supportés par la Métropole.

N°MD2022-1233 - 21/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition du rez-de-chaussé de l'Hôtel d'Aurès du 18 au 21 octobre 2022 à l'Association Transit/Collectif photographique

Objet : Dans le cadre des projets retenus pour Capitale Européenne de la Culture 2028, et de l'anniversaire des 20 ans de l'association, TRANSIT/COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE sollicite la mise à disposition du rez-de-chaussée de l'Hôtel d'Aurès pour organiser une soirée de projection et de présentation le jeudi 20/10/2022 de 19h à 00h. La mise à disposition du mardi 18 octobre au vendredi 21 octobre 2022 est consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1235 - 17/10/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à l'agrément de candidature du Domaine de Lattes SC pour la réalisation d'un programme immobilier dans la ZAC Ode à la Mer acte 2

Objet : Il est proposé d'approuver la demande d'agrément de candidature de la société le DOMAINE DE LATTES, présentée par la SA3M, en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Ode à la Mer acte 2 à Lattes.

N°MD2022-1236 - 17/10/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à l'agrément de candidature de SCCV les hauts de Lattes pour la réalisation d'un programme immobilier dans la ZAC Ode à la Mer acte 2

Objet : Il est proposé d'approuver la demande d'agrément de candidature de la société SCCV les Hauts de Lattes, présentée par la SA3M, en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Ode à la Mer acte 2 à Lattes, d'une surface totale de 4841 m²

N°MD2022-1237 - 20/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M2B0026EA - Anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques

Objet : Un marché n°M2B0026EA - Anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques est conclu avec MÉTÉO FRANCE sis à Aix en Provence (13). La durée du marché est d'un an reconductible 3 fois un an.

N°MD2022-1239 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 258m² et 132m² de bien immobilier sis 680 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, appartenant à l'indivision ARNAL dans le cadre de réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 258 m² du bien immobilier sis 680 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 365 et une emprise de 132 m² du bien immobilier sis 680 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°36, appartenant à l'indivision ARNAL, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 59 306 €.

N°MD2022-1240 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 28m² de bien immobilier sis 150 rue Albert Viger à MONTPELLIER, appartenant à M. et Mme REMOND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 28 m² du bien immobilier sis 150 rue Albert-Viger à Montpellier, cadastré section IL n° 236 appartenant à Monsieur et Madame REMOND, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 13 803 €.

N°MD2022-1244 - 20/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n° M2D0008EA - Fourniture et pose d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2D0008EA à la société CENEAU sise à Teyran. Il concerne la fourniture et la pose d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux. Il est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois un an et pour un montant avec un minimum de 30 000 € HT et un maximum de 300 000 € HT par an.

N°MD2022-1246 - 20/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M2D0006EA - Maintenance préventive et curative d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux

Objet : Un marché n° M2D0006EA - Maintenance préventive et curative d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux doit être passé avec la société CENEAU sise à Teyran (34). L'accord-cadre est conclu avec un minimum de 7 500 € HT et un maximum de 180 000 € HT par an. La durée de l'accord-cadre est de 1 an à compter de sa notification et il est reconductible trois fois un an.

N°MD2022-1248 - 21/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de construire sur le site de Victoire 2 à Saint Jean de Vedas

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'un permis de construire en vue de la réalisation de travaux d'accessibilité du Patio de la salle Victoire 2, ainsi que la construction d'une scène et de loges attenantes.

N°MD2022-1250 - 26/10/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à une convention constitutive d'un groupement de commandes permanent pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels, d'animations et de sensibilisation à l'écologie, à l'agriculture urbaine et à l'achat de produits liés à l'agriculture locale entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il apparaît nécessaire de conclure une convention constitutive d'un groupement de commandes permanent pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels, d'animations et de sensibilisation à l'écologie, à l'agriculture urbaine et à l'achat de produits liés à l'agriculture locale entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1251 - 28/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention avec le Manoir du Crime pour la mise à disposition à titre gracieux du salon de l'espace Homère/Lire Autrement de la Médiathèque centrale Émile-Zola - Autorisation de Signature

Objet : Il est proposé une convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux entre la Métropole et l'association LE MANOIR DU CRIME, du 15/11 au 11/12/2022, afin d'organiser un escape game à la médiathèque Emile-Zola dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028.

N°MD2022-1252 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la mise à disposition des parcelles SK 149 et SK 151 Rue de la Cavalade - Travaux extension Ligne 1 du tramway - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent une convention d'occupation temporaire, à titre gratuit, pour une durée maximale de 24 mois jusqu'au 31/08/2024, pour l'installation d'une base de vie de chantier dédiée aux travaux de doublement du pont de l'autoroute nécessaire à la réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway entre la station Odysseum et la Gare Montpellier Sud de France.

N°MD2022-1253 - 13/10/22 - Direction des parcours professionnels et des compétences

Décision relative à l'accord-cadre N°G2B0049RH Prestations de formations bureautiques

Objet : Le marché de prestations de formations bureautiques est signé avec ENI SERVICE sis à Saint-Herblain (44) pour un montant sans minimum et maximum de 43 000 € HT et pour une durée d'un an renouvelable une fois un an.

N°MD2022-1255 - 20/10/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M0B0033RI "maintenance et assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS" - Avenant n°1- Autorisation de signature

Objet : Il convient d'une part de substituer le nouveau titulaire ARCHE MC2, sise Aix en Provence, à l'ancien titulaire CITIZEN SAS et d'autre part de modifier la répartition des montants annuels indiqués dans l'acte d'engagement à la suite de nouveaux besoins pour faire développer un module complémentaire pour le Fonds Solidarité Logement.

N°MD2022-1256 - 27/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un tracteur vétuste de marque Mc Cormick immatriculé DD-668-XD équipé d'une épareuse de marque Noremat - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un tracteur vétuste de marque Mc Cormick immatriculé DD-668-XD équipé d'une épareuse de marque Noremat au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1257 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° M1B0114MG Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au marché M1B0114MG « Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega » avec le titulaire, la société BOUYGUES E&S FM FRANCE. L'avenant n°1 a une incidence financière de 2 329,90 € HT.

N°MD2022-1259 - 27/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location de locaux de courte durée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société "Les Associations Mutuelles Le Conservateur" - Immeuble Etoile Richter à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de courte durée avec la société LES ASSOCIATIONS MUTUELLES LE CONSERVATEUR, locataire de locaux dans l'immeuble Etoile Richter. Le contrat de location concerne des locaux d'une superficie de 259,06 m² situés 3^{ème} étage de l'immeuble, y compris les parties communes, correspondant au lot 414, ainsi que 4 emplacements de parking situés au niveau -1 correspondant aux lots 1084 et 1087. Le contrat de location arrivera prendra effet au 01/11/2022 pour s'achever le 30/06/2023. Le contrat est consenti pour un loyer trimestriel payable d'avance de 15 775,18 TTC charges comprises.

N°MD2022-1260 - 20/10/22 - Direction des Finances

Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Crédit Foncier affectés au budget annexe Assainissement suite à la Création d'une Régie Unique "eau et Assainissement"

Objet : Les contrats d'emprunts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole auprès du CREDIT FONCIER et affectés au budget annexe Assainissement de la Métropole sont transférés à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement au 01/01/2023. Deux contrats sont transférés totalement, Un contrat partiellement.

N°MD2022-1262 - 26/10/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Marché M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art Décision modificative

Objet : Il est nécessaire de prendre une décision modification relative au marché M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art pour en modifier l'imputation budgétaire de façon à y intégrer les budgets annexes.

N°MD2022-1267 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de résidence artistique de l'auteur Philippe MALONE au sein de la résidence littéraire Lattara - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Métropole, l'association LA BAIGNOIRE et l'auteur Philippe MALONE d'une convention de résidence artistique. L'auteur est accueilli à titre gratuit du 27/11/ au 11/12/2022 au sein de la résidence littéraire Lattara. La Métropole met à disposition la résidence et l'association LA BAIGNOIRE accueille l'auteur pour une soirée d'échanges et deux lectures publiques

N°MD2022-1268 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Programmation muséographique et technique pour l'extension du Musée Fabre de Montpellier - Attribution

Objet : Un accord cadre à bons de commande d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la programmation muséographique et techniques pour l'extension du musée Fabre est conclu avec AB PROGRAMMATIONS, sis à Paris, pour un montant maximum de 190 000 € HT et une durée de 4 ans à compter de la notification.

N°MD2022-1270 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Boulevard Paul Valéry à Montpellier, IT81 - PLANES

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 160 m² du bien immobilier sis boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré section IT n° 81 appartenant à l'indivision PLANES, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 16 925 €.

N°MD2022-1271 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI SODECLA

Objet : La Métropole acquiert les lots 830 et 855 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SCI SODECLA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 300 €.

N°MD2022-1281 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Commune de Lattes - Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section CI n°36

Objet : La société GRAND SUD, sur la commune de Lattes, est propriétaire d'une parcelle cadastrée section CI n°36 située lieu-dit "les commandeurs" d'une superficie de 2 235 m² aménagée en voirie. Il est nécessaire pour la Métropole d'acquérir au prix de 60 345 € ce bien afin de régulariser la propriété foncière du domaine public routier dans ce secteur.

N°MD2022-1284 - 20/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la vente de trois emprises - Ancien chemin déclassé - Rue de l'Abreuvoir - Commune de Saussan

Objet : Il est proposé de vendre un ancien chemin déclassé du domaine public en impasse débouchant rue de l'Abreuvoir à Saussan au propriétaire riverain. Découpé en 3 nouvelles parcelles, ce chemin sera cédé au prix des Domaines, à savoir 50 €/m², soit une recette pour la Métropole de 3 350 €.

N°MD2022-1285 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier - lot 852 - IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - propriété de la SC INOVE

Objet : La Métropole acquiert le lot 852 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SC INOVE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-1286 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - lots 814 et 815 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI ADMG IMMO

Objet : La Métropole acquiert les lots 814 et 815 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI ADMG IMMO, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 400€.

N°MD2022-1288 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - Lots 828 et 829 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI ARIELLE REMY

Objet : La Métropole acquiert les lots 828 et 829 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI ARIELLE REMY, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 300 €.

N°MD2022-1289 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - lot 833 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI LES THOUARINES

Objet : La Métropole acquiert le lot 833 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SCI LES THOUARINES, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-1290 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la Halle de l'Innovation - Quartier Cambacérès à Montpellier

Objet : La Métropole a confié un mandat à la SA3M pour la réalisation d'un bâtiment dénommé la Halle de l'Innovation dans le quartier Cambacérès à Montpellier. Ce bâtiment, à usage de bureaux, d'une surface de plancher de 7 650 m² et une surface utile de 6 419 m², est destiné à accueillir une cinquantaine d'entreprise dans le domaine de l'innovation. Il est proposé d'acquérir ce bâtiment au prix de 14 767 000 €.

N°MD2022-1293 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'autorisation d'accès aux emprises ferroviaires - Ligne Le Crès Vendargues - Études préalables pour la réalisation du Bustram

Objet : Le tracé du Bustram prévoit la mobilisation de l'ancienne voie ferrée entre Le Crès et Vendargues. SNCF a lancé la procédure de fermeture administrative des voies pour conclure le transfert de gestion au profit de la Métropole et permettre ainsi le passage du Bustram. La Métropole a sollicité SNCF pour l'autoriser à pénétrer sur les emprises ferroviaires en anticipation de la signature du transfert de gestion, pour la réalisation des études préalables nécessaires dans le cadre des travaux d'aménagement du Bustram. Cette autorisation d'accès est consentie sans contre-partie financière.

N°MD2022-1294 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - Lots 830 et 855 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI SODECLA

Objet : La Métropole acquiert les lots 830 et 855 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI SODECLA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 300 €.

N°MD2022-1295 - 02/11/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à des mandats spéciaux - Présentation d'une mission opérationnelle à Heidelberg - Autorisation

Objet : Il est proposé l'organisation d'une mission exploratoire à Heidelberg du 11/09 au 13/09/2022 en présence de 3 élus et d'un agent. Ce déplacement a pour objectif de renforcer et d'étendre les axes de coopération dans les domaines de la mobilité, de l'aménagement urbain, du sport et de la jeunesse. Il est proposé la prise en charge des frais estimés à 3 000 €.

N°MD2022-1296 - 20/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de l'adresse de la régie du Parking de l'Hôtel de Ville à la suite du changement de prestataire

Objet : L'adresse de la régie du parking de l'Hôtel de Ville est modifiée à la suite de la nouvelle attribution par marché au prestataire TaM. Cette régie est désormais installée dans les locaux de la TaM, 125 rue Léon-Trotsky – 34075 Montpellier.

N°MD2022-1299 - 20/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie d'avances des Moyens Généraux et des Bâtiments - Augmentation du montant de l'avance

Objet : Pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances des Moyens Généraux et des Bâtiments, il convient d'augmenter le montant de l'avance. Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 3 000 € (contre 1 500 € précédemment).

N°MD2022-1301 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI LE CAP - Terrain supportant une station de lavage automobiles - Parcelle BC 67 - 570 route de Nîmes - Commune de Le Crès

Objet : Décision de préemption à l'occasion de la vente par SCI LE CAP, d'un terrain occupé supportant une station de lavage automobiles, situé 570 route de Nîmes, cadastré section BC 67, au prix révisé de 250.000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire afin de réaliser le projet de requalification de la RM 613 afin d'accueillir le Bustram.

N°MD2022-1305 - 20/10/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau Centre Français des Fonds et fondations (CFF)

Objet : Il est proposé l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau CFF pour l'année 2022 dans le cadre du développement de l'activité mécénat de la Métropole. L'adhésion s'élève à 500 €.

N°MD2022-1306 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie d'emprunts d'opérations d'investissement et de réaménagement de dette réalisés par l'OPH ACM Habitat - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement de deux prêts d'un montant total de 20 000 000 € contractés par ACM HABITAT auprès de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS dans le cadre du réaménagement de prêts initialement mobilisés auprès de LA CAISSE DES DEPOT ET CONSIGNATIONS.

N°MD2022-1307 - 28/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à la Ville de Montpellier pour l'événement Cœur de Ville en Lumières du 23 au 27 novembre 2022 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de Cœur de Ville en lumières organisé par la Ville de Montpellier, l'Hôtel d'Aurès verra sa façade être le théâtre de video-mapping les 25 et 26/11/2022. Pour assurer ces projections, la Ville a besoin d'accéder à l'Hôtel d'Aurès du 23 au 27/11/2022 (branchements électriques et installations et démontage). La Métropole autorise donc la mise à disposition du lieu à titre gracieux.

N°MD2022-1310 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Beaulieu Chemin du Ginestet - Modification de la convention - Approbation

Objet : A la suite d'une modification de l'opération de travaux d'électricité sur la commune de Beaulieu (chemin du Ginestet) financée initialement à 100% par HERAULT ENERGIES, une nouvelle convention intégrant des travaux d'éclairage public doit être approuvée. Le montant initial prévisionnel des travaux de 22 872,57 € TTC est désormais de 39 081,22 € TTC, dont 4 350,47 € TTC à charge de la Métropole.

N°MD2022-1314 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé 190-APV-34 - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio au Centre 113 de Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1315 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EE-514-YL - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio au Centre 113 de Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1316 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EP-092-HZ - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio au Centre 113 de Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1317 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EH-452-LP - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EH-452-LP au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1318 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule de marque Renault Kangoo immatriculé EL-543-HJ Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1319 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé AG-396-KQ - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1320 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé FB-210-XK - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1322 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Trafic immatriculé CZ-149-YK - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Trafic au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1323 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Twingo immatriculé XQ-430-AP - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Twingo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1324 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Mégane immatriculé 292-APX-34 - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Mégane au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1325 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën Jumper immatriculé EP-061-LP - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën Jumper au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1326 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 682-AGW-34 - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën C2 au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1327 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Iveco polybenne immatriculé EL-183-HJ - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Iveco Polybenne au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1328 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 681-AGW-34 - Centre 113 Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën C2 au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1332 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation précaire de locaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société RAZEL-BEC - Locaux 3 avenue Georges-Clemenceau à Montpellier

Objet : La Métropole signe une convention d'occupation précaire avec RAZEL-BEC. La convention porte sur un espace de bureaux, cellier et parking de 181 m² situé avenue Georges-Clemenceau à Montpellier. Le bail prendra effet à compter de sa signature jusqu'au 31/08/2023. Ce local permettra à la société de mener des travaux dans le cadre du projet de la ligne 5 du tramway, à ce titre, le bail est consenti moyennant une redevance à l'euro symbolique.

N°MD2022-1336 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation de l'école Joseph Deltheil - Autorisation de signature

Objet : La commune de Grabels souhaite réhabiliter l'école Joseph Deltheil ainsi que son parvis. Ce projet s'accompagne d'aménagements des espaces publics attenants relevant de la compétence de la Métropole. A ce titre, la commune de Grabels et la Métropole ont décidé de passer une convention de co maîtrise d'ouvrage désignant la commune de Grabels comme maître d'ouvrage unique de l'opération. Le montant des travaux de voirie et de réseaux divers s'élève à 791 704,50€ HT dont 142 000€ HT à la charge de la Métropole.

N°MD2022-1344 - 02/11/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel
Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Daejon en Corée
- Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la participation d'un élu au 7ème congrès mondial des dirigeants locaux et régionaux à Daejon en Corée du 10 au 14/10/2022, pour un montant estimé à 5 000 €.



**Conseil du 2 février 2023
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**

N°MD2022-429 - 20/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché 8.314 "Création de l'habillage pour les rames de la ligne 5 et réalisation de 2 œuvres d'art associées" dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Le marché 8.314 de création de l'habillage pour les rames de la ligne 5 et la réalisation de 2 œuvres d'art associées dans le cadre de la 5ème ligne de tramway est passé avec le groupement GALERIE LELONG & CO sis à Paris, pour un montant de 310 000 € HT, pour une durée de 4 ans.

N°MD2022-701 - 29/11/22 - Direction des Sports

Décision relative à un mandat pour la réalisation d'une halle des sports pour Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Un mandat pour la réalisation de la halle des sports est conclu avec la SA3M. Le montant de la rémunération forfaitaire provisoire du mandataire est fixé à 4,5 % HT, soit un prix global et forfaitaire de 3 445 070,52 € HT. La durée du mandat court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

N°MD2022-732 - 04/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à une convention de renouvellement Urbain (RU) Nord-Ecusson-Courreau - Figuerolles-Carnot à Montpellier - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe avec l'Agence nationale de l'habitat une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain pour accompagner les ménages dans la rénovation des logements privés, dans le centre-ville, avec un volet copropriétés dégradées 2022-2027.

N°MD2022-830 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession la parcelle cadastrée IY 461 d'une superficie de 41 m² - Impasse Lecache - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte de céder aux copropriétaires de la résidence La Guirlande C, la parcelle cadastrée IY 461 d'une superficie de 41 m² déclassée du domaine public, en vue de sécuriser l'entrée devant la copropriété. Cette cession sera réalisée au prix de 2 624 €.

N°MD2022-854 - 10/11/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à une convention de mandat entre la Métropole et la SA3M pour la réalisation des études préalables à l'aménagement des secteurs Sablassou/Aube rouge à Castelnau-le-Lez

Objet : La Métropole engage une réflexion d'urbanisme sur un secteur d'environ 30 hectares situé à Castelnau-le-Lez, réparti en deux sites, « Sablassou » et « Aube rouge » afin d'en maîtriser l'évolution et le développement. Pour ce faire, il est proposé une convention de mandat avec la SA3M, chargée de conduire de l'ensemble des études à réaliser, pour un montant prévisionnel global estimé de 255 000 € HT. Le contrat d'une durée de 24 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-979 - 02/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain Grand-Cœur 2022-2027 - Mandat à la SA3M pour le suivi-animation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du mandat de suivi-animation de l'OPAH RU Volet Copropriétés Dégradées Grand Cœur (Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson, Carnot) pour les copropriétés du quartier Mosson, avec la SA3M sur 5 années pour un montant de :

- 1 120 000 € HT de part forfaitaire

- 141 350 € HT de part variable selon l'atteinte des objectifs fixés chaque année.

La Métropole pourra bénéficier d'un financement Anah à 50 % sur la part forfaitaire, et financera donc le suivi-animation de l'OPAH RU à hauteur de 50 % sur ses fonds propres. La part variable de la rémunération est intégralement prise en charge par l'Anah.

N°MD2022-984 - 10/11/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M2B0067DS - Contrat de partenariat entre Kévin Mayer et Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il est signé avec la société DECATHLON KEVIN MAYER, sise à La Roche-de-Glun (26600) un marché pour un montant globale et forfaitaire de 50 000€ HT. La durée du marché est de 2 ans à compter de la notification. Le marché a pour but d'associer l'image de la Métropole à celle du sportif de haut niveau Kevin MAYER.

N°MD2022-1008 - 06/12/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché de travaux n° M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement sur la commune de Fabrègues - Lot 2 : canalisation de refoulement

Objet : Il est proposé un avenant n°1 au marché n° M9D0020EA - Travaux de création du poste de refoulement sur la commune de Fabrègues - Lot 2 : Canalisation de refoulement. Pour répondre à des sujétions de travaux non prévues initialement, l'ouvrage doit être adapté, qui nécessitent d'inclure des prix nouveaux au marché initial. Le montant de l'avenant est de 96 579,00 € HT.

N°MD2022-1067 - 10/11/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M2C0019DS - Conduite, maintenance et exploitation du traitement d'eau des bassins du Parc Gérard-Bruyère de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Le marché n°M2C0019DS est attribué au groupement VEOLIA EAU / SERPE, sise à Montpellier et Baillargues, pour un montant global et forfaitaire de 55 082,00 € HT, et des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, avec un montant maximum annuel de 60 000,00 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'un an.

N°MD2022-1084 - 10/11/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M2B0083DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement du sport - Occitanie Esports Montpellier 2022 - Attribution

Objet : Le marché n° M2B0083DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement du sport – Occitanie Esports Montpellier 2022 » est attribué à l'entreprise OCCITANIE EVENTS, pour un montant de 75 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 11 décembre 2022 inclus.

N°MD2022-1089 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la création d'une Charte du réseau de l'Enseignement Musical de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : La Charte a pour principe fondateur un accès pour tous à la culture. Elle tend à préserver les identités et les offres locales dans le cadre d'un aménagement cohérent du territoire. Il s'agit de développer un réseau d'échange et de partage des compétences, respectueux des ambitions et des objectifs de chacun.

N°MD2022-1123 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites (Métropole, ALEC, Copropriétés) avec

les copropriétés suivantes : « Fontaine des prophètes », « Fontaine des devins », « Fontaine des chimères », « Fontaine des songes », « Les portes du Lez », « Le Clémenceau », « Le Ramel » ; « Colline Estanove Bat D2 », ainsi que l'attribution de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 42 210 €.

N°MD2022-1132 - 23/11/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative au transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier pour la requalification des espaces publics du quartier Clemenceau Rondelet - Autorisation de signature

Objet : La requalification des espaces publics du quartier apaisé Clemenceau – Rondelet d'ici à 2025 nécessite d'en transférer par convention la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier. Cette convention prévoit que la Ville finance 49% du coût prévisionnel de l'opération estimé à 3 950 000 € HT et que la Métropole verse une participation de 51%, soit 2 014 500 € HT. La Ville concèdera la réalisation du programme de requalification à la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur.

N°MD2022-1150 - 08/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt provisoire et gratuit du Musée du Château des Ducs de Wurtemberg de Montbéliard d'une œuvre de Djamel TATAH, Autoportrait à la stèle, 1990 au profit du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le dépôt provisoire et gratuit du Musée du Château des Ducs de Wurtemberg de Montbéliard d'une œuvre de Djamel TATAH, Autoportrait à la stèle, 1990 afin de l'exposer dans la future exposition consacrée à Djamel TATAH puis dans les collections permanentes du musée Fabre.

N°MD2022-1156 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 4 logements sociaux - Résidence ' Les Jardins de Fred ', Rue des glaïeuls - Lotissement Les vignes de Fred à Villeneuve-lès Maguelone - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 282 264 € € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA D'HLM PROMOLOGIS, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 4 logements locatifs sociaux, résidence Les Jardins de Fred, à Villeneuve-lès-Maguelone. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1161 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 13 logements sociaux - Résidence ' Vénétie ', 295 rue Jausserand à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 268 447,25 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA D'HLM PROMOLOGIS, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 13 logements locatifs sociaux, résidence Vénétie, à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1164 - 23/11/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché M1D0063EP relatif aux travaux de déconstruction et reconstruction des ponceaux du Chambéry - Avenue de Castelnau et rue du Lunaret à Montpellier - Attribution du marché

Objet : Le marché M1D0063EP de travaux de déconstruction et de reconstruction des ponceaux du Chambéry (avenue de Castelnau et rue du Lunaret à Montpellier) est attribué à l'entreprise RAZEL BEC sise à Saint Georges d'Orques pour un montant global et forfaitaire de 592 981 € HT et pour une durée de 4 mois (période de préparation de 2 mois non comprise).

N°MD2022-1171 - 06/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au Financement trajets covoiturage UGAP dans le cadre du marché n°M2B0101DM - Autorisation

Objet : Il s'agit d'approuver la commande de prestations liées à la mise en place de l'expérimentation covoiturage à l'UGAP, dans le cadre du marché n°M2B0101DM, pour la mise en place et maintenance d'une licence de l'application de covoiturage pour une durée de 4 mois pour un montant de 44 783,37 € HT. La prise en charge des frais de service de l'application par coût au trajet au prix unitaire de 0,58653 € HT/ trajet. Le nombre de trajet est estimé à 70 000 soit un total de 41 057,10 € HT.

N°MD2022-1189 - 06/12/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à l'agrément de la société SCCV MITHASA sur le lot 23B de la ZAC Extension Eureka à Castenau-le-lez

Objet : La société SCCV MITHASA est candidate à l'acquisition, auprès de la SERM, du lot 23B sur la ZAC Extension Eureka, de 2 911 m² pour la réalisation d'un programme immobilier de 59 logements en accession libre. La surface de plancher maximale est de 4 400 m².

N°MD2022-1206 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi d'une subvention pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer une subvention de 1 300 € à un ménage sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant global de 1 300 €.

N°MD2022-1212 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat pédagogique 2022-2026 entre l'ENSAD et Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts

Objet : L'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique et la Cité des Arts souhaitent poursuivre et renforcer leur collaboration pédagogique et artistique pour la formation et la pratique artistique initiale et préparatoire théâtrale. La Convention couvre les années scolaires 2022-2026.

N°MD2022-1226 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'OPH ACM Habitat pour la construction de 27 logements sociaux - Résidence ' SALAMMBÔ ' - ZAC Ovalie lot 22A1 à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 406 057 € sollicités par L'OPH ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 27 logements locatifs sociaux neufs, résidence SALAMMBÔ » à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1227 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'OPH ACM Habitat pour la construction de 20 logements sociaux - Résidence Universitaire " KAEELIS BOUTONNET " - Avenue Sabatier d'Espeyran à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant de 953 565 € sollicité par L'OPH ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 20 logements locatifs sociaux neufs, résidence Universitaire KAEELIS Boutonnet, à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1228 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : Villa Dell'Arte, Cassiopée, Parc des Roses, ainsi que l'attribution de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 15 930 €.

N°MD2022-1234 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M8D5227DC de nettoyage des bâtiments du musée Fabre - Autorisation de signature

Objet : L'avenant 2 au marché M8D5227DC de nettoyage des bâtiments du musée Fabre a pour objet de prolonger la durée du marché de 3 mois, soit jusqu'au 31 mars 2023, afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau marché soit jusqu'à sa notification. Le montant de l'avenant est de 54 385,20 € TTC.

N°MD2022-1238 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CM 63 - Propriété de la Société Civile BONNETERRE - Projet Les Côteaux de la Lironde - Commune de Lattes

Objet : Il convient d'acquérir la parcelle cadastrée CM 63, impactée par le projet d'aménagement des abords de la Lironde et par l'emplacement réservé n°A4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lattes. Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SOCIETE CIVILE BONNETERRE, la parcelle cadastrée CM 83 m², en vue de son intégration au domaine public métropolitain. La transaction est consentie au prix de 4€/m², soit un montant total de 332 €.

N°MD2022-1241 - 10/11/22 - Direction des Sports

Décision relative à l'accord-cadre n° M1C0015DS - Achat de matériels pour le réseau des piscines de Montpellier - Méditerranée Métropole - Lots n° 1, 2 et 4 - Attributions

Objet : Les lots au marché d'Achat de matériels pour le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole sont attribués :

- Société LA MAISON DE LA PISCINE, sise à Cestas (33), pour le lot n° 1 « Matériels pédagogiques », sans minimum et avec un montant maximum annuel de 40 000 € HT ;
- Société LA MAISON DE LA PISCINE, sise à Cestas (33), pour le lot n° 2 « Matériels spécifiques », sans minimum et avec un maximum annuel de 40 000,00 € HT ;
- Société AQUASPORT CONCEPT, sise à Ambierle (42), pour le lot n° 4 « Matériels d'aquabike », sans minimum et avec un maximum annuel de 15 000,00 € HT.

L'accord-cadre prend effet à compter de la notification du contrat, pour une période initiale de 1 an (une reconduction tacite d'un an).

N°MD2022-1242 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à la Ville de Montpellier de terrains sur le site de Lavalette dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 du tramway

Objet : Dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 du tramway, il est proposé d'acquérir auprès de la Ville de Montpellier, des parcelles situées à Montpellier, Clapiers et Montferrier-sur-Lez pour une emprise totale de 3618 m² pour un montant de 49 900 €.

N°MD2022-1243 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaires filière vin à Heidelberg (Allemagne) du 11 au 14 novembre 2022 dans le cadre de la 2ème Édition de la Foire des vins de Montpellier Méditerranée Métropole - Financement de la mission

Objet : La 2ème Foire des Vins de la Métropole est organisée à Heidelberg du 11 au 14 novembre. Il est proposé la participation de trois élus(es) et d'un(e) chargé(e) de mission et de 14 vignerons. Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 12 000 € TTC.

N°MD2022-1245 - 02/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Les Bastides ', rue des genêts à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 501 618 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA D'HLM PROMOLOGIS, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence Les Bastides, à Villeneuve-lès-Maguelone. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1247 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer une subvention à un ménage sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant global de 1300 € à un ménage.

N°MD2022-1249 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'OPH ACM Habitat pour la construction de 31 logements sociaux - Résidence ' Jacques ALIBERT ', ZAC EAI Lot 5E2 à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 4 003 981 € représentant 100 % du prêt souscrit par L'OPH ACM HABITAT, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 31 logements locatifs sociaux, résidence Jacques Alibert, à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1254 - 09/11/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° M0D0074EA - Réhabilitation EU et création poste de refoulement sur la commune de Fabrègues

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n° M0D0074EA - Réhabilitation EU et création poste de refoulement sur la commune de Fabrègues conclu avec le groupement RAMPA TP /POMPAGE RHÔNE ALPES. Il a pour objet d'intégrer des prix nouveaux. Le montant de l'avenant est de 35 095,06 € HT.

N°MD2022-1258 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre l'Opéra Orchestre National de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les actions avec la Cité des Arts pour l'année 2022-2023

Objet : L'OPERA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et La Cité des Arts reconduisent leur partenariat en vue de mener des actions conjointes d'éducation artistique et culturelle.

N°MD2022-1261 - 14/11/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M0C0023DS - Fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 1

Objet : Un avenant au marché est signé avec l'entreprise SOMEDI sis à Montpellier. L'avenant est d'un montant de 13 000 € HT et porte la durée totale du marché à 25 mois. Le but est de garantir la continuité des prestations durant la procédure de lancement d'un nouveau marché.

N°MD2022-1263 - 08/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association EPSEDANSE - Ancien Evêché - Décembre 2022 à juin 2023

Objet : Il est proposé d'autoriser l'occupation de l'Ancien Évêché par l'association EPSEDANSE du 1er décembre 2022 au 30 juin 2023. Il est fixé une redevance de 6 746,25 € pour la période, ainsi qu'un forfait de participation aux dépenses énergétiques s'élevant à 2 120,32 €.

N°MD2022-1265 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à une convention d'Occupation Temporaire entre ACM Habitat, Montpellier méditerranée Métropole et Mme BENLOUARRAK Wacila suite à l'arrêté de mise en sécurité avec interdiction temporaire d'habiter

Objet : L'immeuble situé au 20 rue des Orchidées à Montpellier a fait l'objet d'un arrêté de mise en sécurité avec interdiction temporaire d'habiter. La propriétaire de Mme BENLOUARRAK n'a pas pris les dispositions nécessaires pour mettre à l'abri sa locataire. Montpellier Méditerranée Métropole propose à cette locataire un logement équivalent le temps des procédures et travaux de mise en sécurité.

N°MD2022-1266 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AS 495 et AS 496 - Propriétés du GFA Mas d'Andos - Route métropolitaine n°185 de Cournonterral à Palavas-les-Flots - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : Les insertions pour les voitures venant de la RM 185E4 de Montpellier à Villeneuve-lès-Maguelone vers la RM 185 de Cournonterral à Palavas-les-Flots, à hauteur du stop est difficile. La Métropole souhaite créer un giratoire afin d'améliorer la sécurité. Il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir les parcelles cadastrées AS 495 et AS 496, situées à Villeneuve-lès-Maguelone auprès des indivisaires Cattelat. Le prix de la transaction s'élève à un montant total de 336 €, toutes indemnités confondus.

N°MD2022-1269 - 01/12/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M2D0011VD de nettoyage des espaces publics et de collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier - autorisation de signature

Objet : Le marché n°M2D0011VD "de nettoyage des espaces publics et de collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier" est attribué à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT, sise à Montpellier, selon les prix suivants :

- Montant forfaitaire : 43 516 616 € HT ;

- Prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 5 000 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date de notification. La durée du contrat comprend une période de préparation d'au plus 2 mois à compter de la notification du marché et une période d'exécution des prestations de 24 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations.

N°MD2022-1272 - 15/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2203629-8 TA - Monsieur et Madame REZZAG"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS PHELIP à la suite du dépôt de la requête n°2203629-8 devant le Tribunal Administratif par Monsieur et Madame REZZAG tendant à la désignation d'un expert suite à une chute à trottinette dont a été victime leur fils Yanis, avenue Albert Dubout à Montpellier.

N°MD2022-1273 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer une subvention à un ménage sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant de 1300 €.

N°MD2022-1274 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de subvention travaux avec la copropriété Le Provençal ainsi que l'attribution de subventions pour les travaux copropriétés pour un montant total de 39 000 €.

N°MD2022-1275 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°3 prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOSM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°3, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société ECOSM pour une période de cinq (5) mois à compter du 1er novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 42,61 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 603,78 €.

N°MD2022-1276 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°3 prorogeant l'occupation de locaux par la société SUBSCRIPTION TECH au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°3, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société SUBSCRIPTION TECH pour une période de 5 mois à compter du 1er novembre 2022 et jusqu'au 31 mars

2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 29,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 448,37 €.

N°MD2022-1277 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°8 prorogeant l'occupation de locaux par la société KOOVEA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°8, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société KOOVEA pour une période de 5 mois à compter du 1er novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 207,75 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 3 164,03 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

N°MD2022-1278 - 09/11/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché n°M2D0063PP - Aménagement des plans des Pittosporos, Cyprès et Chateau d'eau sur la commune de Lattes - Attribution

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché n° M2D0063PP Aménagement des plans des Pittosporos, Cyprès et Chateau d'eau sur la commune de Lattes, à la société RAZEL-BEC sise à Saint Jean de Védas pour un montant estimatif de 530 676,80 € HT. La durée est de 8 mois.

N°MD2022-1280 - 24/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°M8D5196AJ - Souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°1 Risques automobiles - Avenant n°2 de transfert - Autorisation de signature

Objet : Un avenant de transfert est signé à la suite du rapprochement des entreprises SMACL, MAIF et VYV qui ont constitué une société dénommée SMACL ASSURANCES SA.

N°MD2022-1282 - 24/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative à un avenant de transfert - Marché n°M8D5196AJ "Souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole" - Lot n°2 - Risques Dommages aux biens - 1ère LIGNE - Autorisation de signature

Objet : Les entreprises SMACL Assurances, MAIF et VYV se sont rapprochées pour constituer une société dénommée SMACL ASSURANCES SA.

N°MD2022-1287 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société French Créativ' dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez

Objet : La candidature de la société FRENCH CREATIV' est agréée en vue de la location du lot 12 de 112,50 m² dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez pour une période de 36 mois. Son activité est l'étude, la réalisation et la conception de matériel mécanique ainsi que la vente, l'achat et la commercialisation de matériel destiné à l'esthétique. La société prévoit un effectif de 3 personnes à 3 ans. La redevance trimestrielle est de 1 828,13 € HT.

N°MD2022-1291 - 29/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession à la SA3M du lot n°1009 de l'ensemble immobilier dénommé ' Résidence Font del Rey II ' situé 450 à 500 Le Grand Mail à MONTPELLIER - Parcelle cadastrée LR 296

Objet : Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson, la SA3M, concessionnaire de l'opération, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition du lot n°1009 de l'ensemble immobilier « Résidence Font del Rey II », sur la parcelle cadastrée LR 296 d'une superficie cadastrale de 2049 m². Ce lot est un local commercial d'une superficie de 170,06 m², cédé au prix de 83 000 €.

N°MD2022-1292 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société ISPHERES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société ISPHERES pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de 5 mois à compter du 1^{er}

novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 165,85 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 875,42 €.

N°MD2022-1298 - 08/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°6 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SYNOPSYS - Prorogation de location au sein du MIBI - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Métropole et l'entreprise SYNOPSYS, d'un avenant n°6 à la convention d'occupation du domaine public pour proroger la durée de sa location au sein du bâtiment MIBI de la surface de 232,35 m² jusqu'au 31 mars 2023 pour une redevance mensuelle HT et HC de 3287,75 €.

N°MD2022-1300 - 03/11/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à un avenant de prolongation - Marché n°5157RH18 ayant pour objet l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Afin de permettre la continuité des prestations, un avenant de prolongation au marché n°5157RH18, relatif à l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole, est passé jusqu'au 31 janvier 2023, afin de permettre la finalisation de la procédure de mise en concurrence en cours.

N°MD2022-1302 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 93 logements privés situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé d'attribuer des subventions pour la réhabilitation de 93 logements, dont 89 occupés par leurs propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, et 4 logements locatifs, pour un montant total de 467 862 €, dont 59 800 € accordés au titre de la « prime PCAET ». Ces logements sont situés dans les communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint Génies des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

N°MD2022-1303 - 09/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'accord cadre à bons de commande n°M2C0055DM pour l'acquisition d'un outil de suivi et de promotion de l'activité cyclable - Attribution

Objet : Un accord cadre à bons de commande n°M2C0055DM pour l'acquisition d'un outil de suivi et de promotion de l'activité cyclable est passé avec la CENTRALE D'ACHATS DU TRANSPORT PUBLICS, sise à Paris et LA COMPAGNIE DES MOBILITES, sise à Tours, pour un montant maximum de 46 700 € HT par an, pour une durée de trois ans.

N°MD2022-1304 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la prorogation de la garantie d'emprunt contracté par la SAS coopérative Lez'Coop pour la construction de 9 logements sociaux - Résidence ' Casalez ', 1 348 route de Montpellier à Prades-le-Lez - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de proroger de 2 ans la garantie du remboursement de la somme de 685 000 € représentant 50 % du prêt souscrit par la SAS COOPERATIVE LEZ'COOP, auprès de la CAISSE D'EPARGNE pour la réalisation de 9 logements locatifs sociaux, résidence « Casalez », à Prades-le-Lez.

N°MD2022-1308 - 03/11/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour un marché n°M2B0097RI "acquisition du logiciel SOLIS et prestations complémentaires" - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition du logiciel SOLIS et prestations complémentaires, pour un montant de 43 293,83 € HT.

N°MD2022-1309 - 08/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - La Fermaude à Saint Jean de Védas - cadastrée section BW 348 - SCI BRUCE

Objet : La Métropole acquiert la parcelle sise à Saint Jean de Védas, cadastrée section BW n°348,

appartenant à l'indivision NABET, RIZZOLI, SANTAELLA, SCI SABIRI et SCI BRUCE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 51 348 €.

N°MD2022-1311 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2D0099DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une œuvre de Guillaume BONOYSEAU (Lyon, ? - Rome, 1547), La Résurrection du Christ, vers 1545 - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de procéder à l'acquisition d'une œuvre de Guillaume BONOYSEAU, La Résurrection du Christ pour un montant de 370 000 €. Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre. Les marchés d'acquisition d'une œuvre d'art unique peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence.

N°MD2022-1312 - 08/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway sise Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastrée BT n° 41 - Consorts CHAMONTIN

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 168 m² du bien immobilier sis à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 41, appartenant à Monsieur et Madame CHAMONTIN, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 43 770 €.

N°MD2022-1313 - 08/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 31 rue des chasseurs à Montpellier, cadastré IK 2 - Syndicat des copropriétaires de la Résidence Le Saint-Hubert

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 41 m² du bien immobilier sis à Montpellier, cadastré section IK 2 appartenant au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES de la Résidence Le Saint-Hubert, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 3 198 €.

N°MD2022-1321 - 02/11/22 - Direction des Sports

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur un partenariat avec la Fédération australienne de rugby en amont de la Coupe du monde de rugby 2023 et des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - Autorisation de signature

Objet : A l'occasion de la coupe du monde de rugby France 2023, l'équipe d'Australie de rugby à XV souhaite établir un camp d'été à Montpellier. La Métropole s'engage aussi à accueillir des sélections de rugby féminines et masculines de rugby à VII en amont des Jeux Olympiques de Paris. Pour ce faire, il est proposé la mise à disposition gracieuse des installations du complexe Yves-du-Manoir et de la Piscine Olympique Angelotti (salle de musculation) aux dates suivantes :

- 17 au 24 août 2023 ;
- 8 au 14 octobre 2023 ;
- 16 au 23 juillet 2024.

N°MD2022-1330 - 03/11/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 20 millions d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022

Objet : Il s'agit d'une autorisation de signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE POSTALE à hauteur de 20 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 2 ans indexée sur Eser + marge de 0.75%, puis une phase de consolidation de 20 ans et 1 mois indexée sur EURIBOR 3 mois préfixé + marge de 0.55%.

N°MD2022-1335 - 24/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché Prestations d'écologie n°8.14M dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Il est proposé d'autoriser la signature du marché 8.14M portant sur des prestations d'écologie dans le cadre de la 5ème ligne de tramway avec l'entreprise EGIS STRUCTURES & ENVIRONNEMENT sise à Montpellier. Le marché est conclu pour un montant estimatif de 310 625 € HT et pour une durée de 54 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1338 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec la copropriété Parc Clementville, ainsi que l'attribution de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 4 320 €.

N°MD2022-1339 - 24/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché de travaux de Courant Fort / Energie Traction n°8.633 dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Il est proposé d'autoriser la signature du marché 8.633 portant sur les travaux de Courant Fort / Energie Traction dans le cadre de la 5ème ligne de tramway avec l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES sise à Lyon, pour un montant de 7 196 722,32 € HT et pour une durée de 37 mois.

N°MD2022-1340 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant n°1 du marché M2C0005DC Marché de partenariat culturel à l'occasion du festival "I LOVE TECHNO" - Autorisation de signature

Objet : A la suite du report de la 2e édition du festival I LOVE TECHNO du 7 au 9 avril 2023 (envisagée initialement fin 2022), il est nécessaire de modifier l'article 6.2 « Délais d'exécution des tranches du CCAP » du marché n°M2C0005DC. Cet avenant n'a aucune incidence financière.

N°MD2022-1341 - 03/11/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 25 ans auprès de La SaarLB pour le financement des investissements 2022 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer un contrat d'emprunt auprès de LA SAARLB à hauteur de 10 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole. Le contrat comporte une phase de mobilisation non revolving de 2 ans puis une phase de consolidation de 25 ans, toutes deux indexées sur EURIBOR 3 mois non flooré + marge de 0.62%.

N°MD2022-1347 - 06/12/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements organisés par le Réseau des médiathèques pour l'année 2023

Objet : La décision vise à permettre la prise en charge des divers frais des intervenants dans les médiathèques et ce pour l'année 2023, pour une dépense maximale de 7 000 €.

N°MD2022-1348 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la vente d'une emprise de 147 m² désaffectée et déclassée du domaine public et acquisition de la parcelle AP 26 - Rue des Maseliers - Commune de Cournonsec

Objet : Il est proposé de vendre une emprise de 147 m² en régularisation à Monsieur Gazé, au prix de 7 €/m², et acquérir la parcelle AP 26 de 71 m² intégrée à la voirie, à l'euro symbolique, rue des Maseliers sur la commune de Cournonsec.

N°MD2022-1349 - 10/11/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M2C0009DS - Prestations de suivi technique des aires de jeux des stades de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Le marché n° M2C0009DS « Prestations de suivi technique des aires de jeux des stades de Montpellier Méditerranée Métropole » est attribué à la société NOVAREA, sise à Gellainville (28), pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, avec un montant maximum annuel de 50 000,00 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée initiale d'un an (trois reconductions tacites d'un an).

N°MD2022-1350 - 01/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°8 prorogeant l'occupation de locaux par la société BSWEB PriceComparator au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°8, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société BSWEB PRICECOMPARATOR pour une période de 5 mois à compter du 1er

novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 823,84 €.

N°MD2022-1351 - 03/11/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour "Acquisition de licences, maintenance, prestations et formations sur la gamme des logiciels ESRI" - Marché M2D0118RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition de licences, maintenance, prestations et formations sur la gamme des logiciels ESRI pour un montant maximum de 480 000 € HT et pour une durée de 3 ans.

N°MD2022-1352 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la vente de parcelles aux riverains - Ancien chemin déclassé - Avenue de la Fontasse - Commune de Fabrègues

Objet : Une impasse a été déclassée du domaine public, avenue de la Fontasse à Fabrègues. Après avoir purgé le droit de priorité auprès des riverains, il est proposé de vendre des tronçons de cette emprise aux riverains intéressés sur la base de l'estimation des services fiscaux, à 50 €/m².

N°MD2022-1353 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°5 prorogeant l'occupation de locaux par la société E-TUMBA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant n°5, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société E-TUMBA pour une période de 5 mois à compter du 1er novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 52,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 729,32 €.

N°MD2022-1355 - 25/11/22 - Direction des Mobilités

Décision modificative relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Route de Lavérune à Montpellier, cadastrée section IV n°159, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Rodin - Régularisation du prix d'acquisition

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole régularise une erreur matérielle dans le prix d'acquisition de l'emprise de 67 m² du bien immobilier sis à Montpellier, cadastré section IV n° 159, appartenant au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES de la Résidence le Rodin, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 226 €.

N°MD2022-1356 - 09/11/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à un marché n°M2B0068PP - Logiciel de gestion des DT/DICT pour déclarations et réponses au format non SIG - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0068PP à la société SOGELINK sise à Caluire-et-Cuire (69). Il concerne l'abonnement à un logiciel de gestion dématérialisée, logiciel conçu pour les services gestionnaires de réseaux dont les données ne sont pas numérisées en SIG et pour ceux gérant des projets de travaux. Il est conclu pour un montant maximum de 89 900 € HT et pour une durée de 2 ans.

N°MD2022-1359 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la déconsignation d'une indemnité d'expropriation au profit de M. Claude COMBETTES - Lieudit Truc de Leuze - parcelle cadastrée TX 30 - Commune de Montpellier

Objet : Décision de déconsignation à la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS de la somme de 27 252, 79 € au profit de M. COMBETTES à la suite de sa demande, dans le cadre de l'expropriation du terrain cadastré TX 30, dont il était propriétaire en indivision, à la suite de l'ordonnance d'expropriation du 12 novembre 2007 et du jugement fixant les indemnités d'expropriation en date du 23 septembre 2009, dont les propriétaires avaient fait appel. Les autres membres de l'indivision ont demandé en 2019 la déconsignation des indemnités leur revenant, ce qui a donné lieu à la signature d'actes de quittance établis par Maître CAULIER, notaire à Baillargues, les 7 janvier 2019 et 29 mai 2019.

N°MD2022-1360 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°2 prorogeant l'occupation de locaux par la société BIGGER INSIDE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant n°2, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société BIGGER INSIDE pour une période de 5 mois à compter du 1er novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 48,23 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 543,06 €.

N°MD2022-1361 - 16/12/22 - Direction des Sports

Décision relative à l'avenant n°1 au marché 06TRAV20 Réalisation des infrastructures du Parc Gérard Bruyère lot 4 "Voirie - Réseaux humides - Mobiliers - Jeux d'enfants" - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°1 au marché 06TRAV20 Réalisation des infrastructures du Parc Gérard Bruyère lot 4 Voirie – Réseaux humides – Mobiliers – Jeux d'enfants est passé avec le groupement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON / SOLS MEDITERRANEE sis à Baillargues afin :

- D'ajuster les quantités prévues aux quantités réellement exécutées,
- De rendre définitifs les prix nouveaux provisoires,
- De prendre en compte les travaux supplémentaires rendus nécessaires en cours d'exécution du marché,
- D'indemniser le groupement.

L'avenant constitue une moins-value de 409 738,82€ HT.

N°MD2022-1362 - 07/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative à l'octroi de la protection fonctionnelle à François VASQUEZ

Objet : Il s'agit d'autoriser l'octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur François VASQUEZ, dans le cadre de la parution de l'article de l'Agglo Rieuse à son sujet le 12 octobre 2022.

N°MD2022-1363 - 09/11/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à un avenant N°1 au marché M2D0008AT - Travaux d'aménagement de l'avenue de Vendargues à Jacou - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M2D0008AT, conclu avec l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, en raison des travaux complémentaires, à la demande du maître d'ouvrage, nécessaires pour mener à bien l'opération. L'avenant représente une augmentation de 9,71 % du montant initial du marché soit 94 294,98 € HT en plus-value.

N°MD2022-1364 - 02/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au marché n°M2B0044HP - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Élaboration et mise en œuvre de la stratégie de peuplement de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0044HP à l'entreprise GUY TAYEB CONSEIL (GTC) sise à Paris. Il concerne la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Élaboration et mise en œuvre de la stratégie de peuplement de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant total de 59 975 € HT et pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1365 - 04/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Tribunal correctionnel de Montpellier - Résidence Font del Rey"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Iris CHRISTOL consécutivement à l'avis d'audience en date du 29 septembre 2022 devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier pour y être entendu en qualité de victime dans la procédure concernant la SC FONCIERE DE RENOVATION, la SARL CIGER SUD, la SCI GRAND MAIL, la SCI LA MOULINE, M. Raymond DIDIER, M. Michel FAKHOURY, M. Patrick BOLZER et M. Jamal MIKTAR pour avoir à Montpellier résidence Font del Rey entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2021 :

- Exposé directement autrui à risque immédiat de mort ou de blessure de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposé par la loi en logeant des locataires dans des appartements présentant des risques,

- Soumis des locataires à des conditions d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine,
- Contraindre un ou des occupants à renoncer aux droits qu'il détient, de les avoir menacés ou commis à leur égard tout acte d'intimidation.

N°MD2022-1367 - 24/11/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Marché de fourniture et de pose de signalisation verticale de police et temporaire - Autorisation de signature

Objet : La Métropole et la Ville ont recours à une convention de groupement de commandes afin de lancer une procédure concernant un marché de fourniture et de pose de signalisation verticale (2 lots géographiques) à bons de commande, sans minimum et avec maximum, d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois. La Métropole est désignée comme coordonnateur du groupement. Concernant la Métropole, le lot 1 est sans minimum et avec un maximum de 2 200 000 € HT ; le lot 2 est sans minimum et avec un maximum de 2 100 000 € HT.

N°MD2022-1369 - 03/11/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et France TV Studio - Site Hélios à Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société FRANCE TV STUDIO, sise à Paris. Il concerne des locaux dont la Métropole est propriétaire, sur la commune de Fabrègues, sur la parcelle cadastrée CA 15: Dans le bâtiment I, un espace de bureau de 51 m² et un espace de stockage de 300 m². Le contrat prend effet à compter de sa signature et arrivera à terme le 16 décembre 2022. Le montant TTC et CC de la redevance pour la durée totale de l'occupation est de 2 587,45 €.

N°MD2022-1370 - 17/11/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°M2B0064RI - Acquisition et maintenance d'un logiciel de gestion des demandes de logements sociaux - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché à bons de commandes n°M2B0064RI à l'entreprise AFI sise à Lognes (77). Il concerne l'acquisition et la maintenance d'un logiciel de gestion des demandes de logements sociaux. Il est conclu pour un montant maximum de 89 000 € HT et pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

N°MD2022-1371 - 17/11/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Maintenance applicative et intégrations techniques d'un ensemble de sites web utilisant le CMS Open Source DRUPAL - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de la maintenance applicative et intégrations techniques d'un ensemble de sites web, il est proposé une convention de groupement de commandes entre la Métropole et la Ville de Montpellier. La Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Le montant total de commandes à engager par la Métropole est estimé à 44 500 € HT.

N°MD2022-1372 - 09/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision modificative de la décision n°MD2022-1307 relative à la mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à la Ville de Montpellier pour l'événement Cœur de Ville en Lumières - Autorisation de signature

Objet : En raison de changements des plannings techniques de Cœur de Ville en lumières, cette décision abroge la décision n°MD2022-1307, les dates de mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à la Ville de Montpellier sont dorénavant du lundi 21 novembre au dimanche 27 novembre 2022. La mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1374 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2205271-4 - SARL LE CINQ"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP à la suite du dépôt de la requête n°2205271-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SARL LE CINQ tendant à obtenir indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux d'aménagement du quartier des Arceaux engagés par Montpellier Méditerranée Métropole depuis octobre 2021.

N°MD2022-1375 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête Tribunal Judiciaire de Montpellier - Monsieur Jean LAPIERRE"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'avocats ACOCE consécutivement à l'assignation reçue par Montpellier Méditerranée Métropole devant le Tribunal Judiciaire à la demande de M. LAPIERRE tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement à la perte de jouissance des lots dont il était propriétaire dans la copropriété Le Pavie, sise à Montpellier.

N°MD2022-1377 - 14/11/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Transfert de propriété de véhicules de Montpellier Méditerranée Métropole vers la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la constitution de la Régie de l'Assainissement - Autorisation de signature

Objet : La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole sera créée au 1er janvier 2023. La création de la régie unique de l'eau potable et de l'assainissement engendre un transfert de 13 véhicules de la Métropole vers la régie au 1^{er} janvier 2023, en cohérence avec la compétence transférée.

N°MD2022-1378 - 10/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire - Parcelle cadastrée SE 74 - ZAC Nina Simone - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de M. TAINÉ, une convention d'occupation temporaire à compter du 1er novembre 2022, de la parcelle cadastrée SE 74 d'une superficie de 4924 m², située à Montpellier, afin de lui permettre d'y faire pâturer ses chevaux. La convention d'occupation temporaire est consentie et acceptée pour une durée d'un an, renouvelable deux fois, moyennant le versement d'une redevance annuelle de 171 €.

N°MD2022-1379 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2205287-5 - SCI CHATEAU BON"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2205287-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI Château Bon contre l'arrêté préfectoral n° 2022.07.DRCL.0301 du 20 juillet 2022 portant cessibilité en urgence des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à la réalisation de la ligne 5 du Tramway, secteur Ouest, sur le territoire des communes de Montpellier et de Saint Jean de Védas, par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1380 - 10/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la convention de mise à disposition à la SAFER Occitanie CMD 34 20 0001 02 - Lieu-dit Valedéau - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre à disposition de la SAFER OCCITANIE, les parcelles situées lieu-dit Valedéau sur la commune de Montpellier pour une surface totale de 9 ha 90 a 02 ca, consentie pour une durée de trois campagnes jusqu'au 31 octobre 2025 moyennant une redevance annuelle de 4 950 €.

N°MD2022-1381 - 23/11/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à un avenant n°1 à la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la Commune de Saint-Aunès - Aménagement d'un barreau routier entre la RD24E2 et la RM613 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la Commune de Saint-Aunès relative à l'aménagement d'un barreau routier entre la RD24E2 et la RM613. L'avenant a pour objet d'apporter des précisions sur la participation des parties.

N°MD2022-1382 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2205288-5 TA - SCI SANTEO"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2205288-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI SANTEO contre l'arrêté préfectoral n° 2022.07.DRCL.0301 du 20 juillet 2022 portant cessibilité

en urgence des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à la réalisation de la ligne 5 du Tramway, secteur Ouest, sur le territoire des communes de Montpellier et de Saint Jean de Védas, par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1383 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'estimer en justice "requête n°2205289-5 TA - SCI LE PARK"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2205289-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI LE PARK contre l'arrêté préfectoral n° 2022.07.DRCL.0301 du 20 juillet 2022 portant cessibilité en urgence des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à la réalisation de la ligne 5 du Tramway, secteur Ouest, sur le territoire des communes de Montpellier et de Saint Jean de Védas, par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1384 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'estimer en justice "Requête n°2205582-1 TA - SC DOPHINVEST"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au Cabinet d'Avocats SCP CGCB et ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2205582-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SC DOPHINVEST contre la décision n° MD2022-994 du 18 août 2022 relative à la préemption de la parcelle cadastrée HM 487 constituant un local commercial, lot 828, de la copropriété « Le Triangle » sise à Montpellier.

N°MD2022-1385 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'estimer en justice "Assignation Tribunal Judiciaire - Germaine DE LAPASSE"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP à la suite de l'assignation devant le Tribunal Judiciaire reçue le 28 octobre 2022 à la requête de Mme DE LAPASSE tendant à rendre commune et opposable à Montpellier Méditerranée Métropole l'ordonnance de référé expertise du Tribunal de Grande instance du 27 décembre 2019 concernant des désordres affectant l'appartement de la requérante situé rue Sainte Croix à Montpellier.

N°MD2022-1386 - 09/11/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M2D0091PP - Travaux d'aménagement de l'avenue de la Liberté, de la rue de Fontcarrade et de la rue du Professeur Forgues sur la commune de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Sur le fondement de l'accord-cadre n°M1D0064AT, un marché subséquent à tranches a été attribué au groupement GUINTOLI / EHTP / SIORAT sis à Mauguio pour un montant de 982 677,55 € HT et pour une durée globale de 125 jours calendaires. Ce délai d'exécution ne comprend pas une période de préparation de 30 jours par tranche.

N°MD2022-1387 - 25/11/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'avenant n°2 au marché subséquent n°M1D0100EP - Travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché subséquent n°M1D0100EP - Travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries, avec l'entreprise COLAS. Le montant de l'avenant est de 18 425 € HT, soit une augmentation de 4,26 %. Le délai d'exécution du marché est prolongé de 4 mois portant la durée d'exécution totale à 9 mois.

N°MD2022-1388 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre l'association Ars Musica et Montpellier Méditerranée Métropole pour les actions pédagogiques avec la Cité des arts

Objet : ARS MUSICA et la Cité des Arts conviennent d'un partenariat pour des actions pédagogiques au sein de la Cité des Arts sous forme de concerts éducatifs, d'ateliers et de conférences.

N°MD2022-1389 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) "Expert Copro' pour vous aider" - Convention - Autorisation de signature

Objet : Le dispositif POPAC vient en prévention auprès des copropriétés qui rencontrent des difficultés,

parfois passagères. Il doit permettre d'éviter l'aggravation de situations qui conduisent à des dispositifs de redressement de copropriétés, et constitue en cela un outil plus flexible, mobilisable sur tous types de problématiques que peuvent rencontrer les copropriétés de la Métropole.

N°MD2022-1391 - 18/11/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°1 du marché de travaux d'aménagements paysagers et de déplacement d'une trémie piétonne dans le cadre de l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie-Esplanade-Triangle à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot 1 - Génie Civil et Etanchéité relatif aux travaux d'aménagements paysagers et de déplacement d'une trémie piétonne dans le cadre de l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie-Esplanade-Triangle à Montpellier. L'avenant, conclu avec l'entreprise DARVER, titulaire du marché, a pour objet de régulariser les coûts générés par les travaux supplémentaires prévus portant le montant du marché de 1 959 481,53 € HT à 2 189 869,68 € HT.

N°MD2022-1394 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à l'association En Traits libres du 5 au 14 décembre 2022

Objet : Dans le cadre du Rhony's Festival, autour de la BD, l'association EN TRAITS LIBRES a sollicité la mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès du 5 au 14 décembre 2022. La mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1398 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à la Compagnie Wanda du 28 novembre au 4 décembre 2022 - Autorisation

Objet : La COMPAGNIE WANDA sollicite Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès du 28 novembre au 4 décembre 2022, pour accueillir le projet "Maison Lieu : comme à la radio !". Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1399 - 15/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2409 route de lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°21, appartenant à l'indivision CARRODANO

Objet : Dans le cadre de la 5ème ligne du tramway de Montpellier, la Métropole doit effectuer des travaux sur l'immeuble sis 2409 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°21, appartenant à l'indivision CARRODANO. Une convention d'autorisation de travaux est ainsi proposée.

N°MD2022-1400 - 15/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Lots privatifs n°135, 140, 147 et 148 - Chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à la SCI LE DOMAINE DE LA COUSTAUDE

Objet : La Métropole acquiert dans le volume B1 les lots privatifs n°135, 140, 147 et 148 au sein de la copropriété le domaine de la Coustaude située à Saint Jean de Védas, pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à la SCI LE DOMAINE DE LA COUSTAUDE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 27 400 €.

N°MD2022-1401 - 15/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une demande d'autorisation de travaux pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 40 impasse Pierre Colin à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°22 et n°54, appartenant à Madame CARRODANO

Objet : Dans le cadre de la 5ème ligne du tramway de Montpellier, la Métropole doit effectuer des travaux sur l'immeuble sis 40 impasse Pierre Colin à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°22 et n°54, appartenant à Madame CARRODANO. Une convention d'autorisation de travaux est ainsi proposée.

N°MD2022-1402 - 17/11/22 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°201902929 T2001, lot V1 terrassements, mise en place de caveaux, bassins et noues, gabions et revêtements pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° 201902929 T2001, lot V1 terrassements, mise en place de caveaux, bassins et noues, gabions et revêtements pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec les entreprises RAZEL BEC/MIGMA/MTC. Le montant de cet avenant est de 587 510,42 € TTC.

N°MD2022-1403 - 17/11/22 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° 201902929 T2004, lot V4 murs, escaliers et réalisation des murs columbarium en béton pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° 201902929 T2004, lot V4 murs, escaliers et réalisation des murs columbarium en béton pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec le groupement BUEZA/EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON. Le montant de cet avenant est de 266 658, 81 € TTC.

N°MD2022-1404 - 17/11/22 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° 201902929 T2006, lot V6 ponts, passerelles et serrurerie pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° 201902929 T2006, lot V6 ponts, passerelles et serrurerie pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec le groupement BUEZA/EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON. Le montant de cet avenant est de 148 727,41 € TTC.

N°MD2022-1405 - 17/11/22 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° 201902929 T2007, lot V7 aménagements paysagers et arrosage pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec l'entreprise PSP - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° 201902929 T2007, lot V7 aménagements paysagers et arrosage pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec le groupement PSP/PAYSAGE MEDITERRANEENS / CGME. Le montant de cet avenant est de 82 301,54 € TTC.

N°MD2022-1406 - 17/11/22 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 du marché n° 201902929 T2008, lot V8 signalétique et mobilier pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec l'entreprise MOBIL CONCEPTS METALCO - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° 201902929 T2008, lot V8 signalétique et mobilier pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec l'entreprise MOBIL CONCEPTS METALCO. Le montant de cet avenant est de 51 523,12 € TTC.

N°MD2022-1407 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un recours au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) pour la "Fourniture, installation, exploitation et maintenance d'infrastructures téléphoniques multimarques et services connexes" (Accord-cadre n° 2021-047-001) - Marché n°G2D0057RI - Autorisation de signature

Objet : Il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de prévoir la Fourniture, l'installation, l'exploitation et la maintenance d'infrastructures téléphoniques multimarques et services connexes, afin d'assurer le fonctionnement optimal des infrastructures dans ce domaine, via le RESEAU DES ACHETEURS HOSPITALIERS (RESAH) en l'absence de marché permettant de couvrir ce besoin, à compter du 1er janvier 2023

N°MD2022-1408 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n° G20056RI - Recours au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) pour la " Fourniture et intégration de solutions de sécurité et services managés " (Accord-cadre n° 2021-063-002) - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un marché pour la fourniture et l'intégration de solutions

de sécurité et services managés, afin d'assurer le fonctionnement optimal et sécurisé des infrastructures de la Métropole dans ce domaine, avec le RESEAU DES ACHETEURS HOSPITALIERS (RESAH) pour cette prestation pour un montant maximum annuel de 200 000 € HT sur une période débutant au 1er janvier 2023 pour une durée totale qui n'excèdera la date d'expiration du marché subséquent fixée au 21 avril 2026. Une contribution annuelle de 375 € est demandé par entité afin d'accéder au marché.

N°MD2022-1409 - 21/11/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative au projet de coopération décentralisée ' Clé en main ' - Missions d'expertise - Palestine

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement d'un élu de la Métropole et de 2 agents pour une mission en Palestine pour le suivi du projet « Clé en main » (délibération M2021-347 et M°2022-371). La dépense totale est estimée à 7 500 € maximum.

N°MD2022-1410 - 24/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'un bail civil avec la SA3M - Quartier Mosson - Espace Gisèle Halimi - 35 rue de la Haye - Parcelle cadastrée LS 22

Objet : La SA3M est propriétaire de l'espace Gisèle Halimi situé 35 rue de la Haye à Montpellier dans le quartier de la Mosson sur la parcelle cadastrée LS 22. Des travaux de réaménagement du bâtiment sont en cours. Pour l'année 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a installé dans ce bâtiment des services qui occupent une superficie de 227,37 m² correspondant aux lots 1, 2 et 5 de l'immeuble. Il y a lieu de conclure avec la SA3M un bail pour l'occupation de ces locaux par les services métropolitains, moyennant un loyer annuel de 90 €/m² ainsi qu'un montant annuel forfaitaire de charge d'un montant de 90 €/m², soit pour l'année 2022 un loyer avec charges de 39 220,86 € HT.

N°MD2022-1411 - 06/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Beaulieu - Renforcement du Poste Cantagrils

Objet : Il s'agit d'autoriser l'opération de renforcement et de sécurisation du réseau de distribution publique d'électricité sur la commune de Beaulieu d'un montant de 100 444 € TTC. L'opération est financée à 100% par HERAULT ENERGIES.

N°MD2022-1412 - 18/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Urgence Solaire - Locaux 391 rue de Font Froide Lot 3

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société URGENCE SOLAIRE sise à Montpellier. : La location concerne des locaux dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, d'une surface de 82,55 m². Le contrat est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa signature. Il est renouvelable une fois de façon expresse pour la même durée. La location est consentie pour un loyer annuel de 5 652 € HT. Avec la TVA au taux de 20% en vigueur en sus, le loyer annuel est de 6 782,40 € hors charges et hors taxe locale.

N°MD2022-1413 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés Saint James, Cap Emeraude, Collines d'Estanove Bat.B3 ainsi que de décider l'attribution de subventions pour la réalisation de ces audits d'un montant total de 21 330 €.

N°MD2022-1414 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'avenant n°4 à la convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au CICRP en vue de leur étude et de leur restauration - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de prolonger la durée du dépôt et assurance des quatre œuvres de Hubert ROBERT, au sein du CENTRE INTERDISCIPLINAIRE DE CONSERVATION ET DE RESTAURATION DU PATRIMOINE (CICRP) en vue de leur restauration, jusqu'au 18 décembre 2023. Les études scientifiques et le rapport d'étude, réalisés entre 2019 et aujourd'hui sont en cours d'édition.

N°MD2022-1415 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec LES PERLES DE VERRE / La Baignoire - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de définir des modalités de soutien de Montpellier Métropole à l'association LES PERLES DE VERRE / LA BAIGNOIRE en adéquation avec sa politique publique en faveur du spectacle vivant qui développe une stratégie visant à structurer et renforcer ses différentes filières de spectacles vivant.

N°MD2022-1416 - 16/12/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent n°4 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre pour la mise en valeur des espaces publics Foch - Préfecture - Autorisation de signature

Objet : Le scénario fonctionnel de requalification de l'axe Foch - Préfecture a été validé en juillet 2022. le, dans le cadre de l'accord-cadre prévu à cet effet. La décision attribue le marché subséquent n°4 de l'accord cadre qui a pour objet la réalisation des études préliminaires de maîtrise d'œuvre et porte sur le périmètre opérationnel Foch – Place des Martyrs de la Résistance, en groupement ATELIER JACQUELINE OSTY ET ASSOCIES - FABRE SPELLER - TPFI - DUCKS SCENO - LES ECLAIREURS sis à Paris. Le montant du marché est de 79 100 € HT, sa durée 3 mois.

N°MD2022-1417 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour des " Développements dans le cadre d'un système global de gestion d'objets connectés et de traitement des données " - Marché N° M2D0127RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour des développements dans le cadre d'un système global de gestion d'objets connectés et de traitement des données afin d'en optimiser le pilotage de l'existant ainsi que l'intégration et le déploiement de nouveaux objets, pour un montant maximum de 315 245 € HT et une durée d'un an à compter de la date exécutoire de cette décision.

N°MD2022-1419 - 06/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M2D0089PP - Travaux d'aménagement de l'avenue Albert Dubout à Montpellier - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M2D0089PP – Travaux d'aménagement de l'avenue Albert Dubout à Montpellier à l'entreprise COLAS sise à Saint Jean de Védas. Il est conclu pour un montant estimatif de 866 149 € HT et pour une durée de 4 mois à compter de l'ordre de service de démarrage, période de préparation de 30 jours non comprise.

N°MD2022-1420 - 06/12/22 - Service Politique de la Ville

Décision relative au renouvellement de l'abonnement participatif à l'association Inter-Réseaux des Professionnels du Développement Social Urbain (IRDSU) au titre de l'année 2022/2023 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'abonnement participatif à l'association INTER-RESEAUX DES PROFESSIONNELS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN (IRDSU) au titre de l'année 2022/2023. Le tarif annuel de cet abonnement est fixé à 1 300 €.

N°MD2022-1421 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n° M1B0062RI de " Prestations d'intégration et développement (Microsoft Dynamics) d'un logiciel de gestion de la relation entreprise (CRM), programmation immobilière et foncière, suivi des locations des biens communautaires " Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°1 au marché n° M1B0062RI de Prestations d'intégration et développement (Microsoft Dynamics) d'un logiciel de gestion de la relation entreprise (CRM), programmation immobilière et foncière, suivi des locations des biens communautaires est passé avec l'entreprise COEXYA sise à Saint Didier au Mont d'Or. Compte tenu de la nécessité de recourir à des prestations supplémentaires pour de la reprise de données et prévoir des évolutions logicielles de l'existant, il convient d'augmenter de 7 500 € HT le montant total maximum du marché le portant de 82 000 € HT à 89 500 € HT.

N°MD2022-1422 - 06/12/22 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision modificative du marché M2D0013MG ' Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole ' - Autorisation

Objet : La Métropole décide de modifier le marché n° M2D0013MG « Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole » à la suite d'une erreur matérielle de rédaction, dans l'article 3, le montant du marché a été attribué pour 24 897, 05 € HT au lieu de 24 397, 05 € HT.

N°MD2022-1423 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2D0022DC - Restauration de vestiges archéologiques du site Lattara - Lots 1,2 et 3 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2D0022DC de restauration de vestiges archéologiques du site de Lattara - Lots 1, 2 et 3 avec les entreprises suivantes :

- Lot 1 : Maçonnerie - terrassement - VIVIAN ET CIE, sise à Marseille (13), pour un montant de 161 266,80 € HT,

- Lot 2 : Métallerie serrurerie - METIER DU FER, sise à Lodève (34), pour un montant de 145 195,20 € HT,

- Lot 3 : menuiserie bois - AMEXBOIS, sise à Oraison (04) pour un montant de 34 387,80 € HT.

La durée du marché pour les 3 lots est de 6 mois à compter de la notification.

N°MD2022-1424 - 08/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au renouvellement de l'adhésion Terres en Villes - Organisme économique extérieur - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion, pour un montant de 3 670 €, à l'association TERRES EN VILLES.

N°MD2022-1425 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Nu Collectif pour les actions pédagogiques et de mise à disposition de locaux avec la Cité des arts - Autorisation

Objet : Il est proposé la signature d'une convention avec l'association NU COLLECTIF, ayant pour but de favoriser les pratiques artistiques inclusives. La convention couvre l'année scolaire 2022-2023.

N°MD2022-1426 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens avec la Bulle Bleue - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de définir des modalités de soutien à la BULLE BLEUE par Montpellier Métropole Montpellier en adéquation avec sa politique publique en faveur du spectacle vivant qui développe une stratégie visant à structurer et renforcer ses différentes filières de spectacles vivant.

N°MD2022-1427 - 06/12/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché M2D0130DC "l'achat de reportages télévisés Via Occitanie Montpellier pour l'année 2022 - Autorisation de signature

Objet : L'achat de reportages télévisés est attribué à l'entreprise VIA OCCITANIE MONTPELLIER sise à Toulouse. Il est ainsi proposé d'approuver cet achat pour l'année 2022, pour un montant de 250 000 € HT. Le marché prend effet au titre de l'année 2022. Sa durée est de 1 an

N°MD2022-1428 - 29/11/22 - Mission Mosson Cévennes

Décision relative au marché n°M2B0054MC "mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la concertation et la communication des projets de développement local et de renouvellement urbain (Mosson et Cévennes) inscrits au NPNRU de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature

Objet : Le présent marché, attribué à l'entreprise ROUGE VIF TERRITOIRES, sise à Versailles, s'élève à 84 400 € HT, sur une période de 6 mois à compter de la notification du marché.

N°MD2022-1430 - 29/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la consignation d'une indemnité d'expropriation due à la société Compagnie Française d'Investissement (enseigne COFISA) - Secteur Mosson - Déclaration d'Utilité Publique du projet de constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas - Commune de Montpellier

Objet : Le jugement en date du 12 octobre 2022 a fixé l'indemnité de dépossession due à la société COMPAGNIE FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT, propriétaire de 20 box dans les sous-sols de la Tour d'Assas, à 56 000 €. Compte tenu des inscriptions hypothécaires grevant ces biens qui constituent un obstacle au paiement de l'indemnité de dépossession fixée par le juge, il y a lieu, de consigner à la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS l'indemnité due.

N°MD2022-1431 - 08/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°7 prorogeant l'occupation de locaux par la société POLIGMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°7, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société POLIGMA pour une période de 4 mois à compter du 1^{er} décembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 31,26 m² qu'elle occupe dans la PEPINIERE CAP OMEGA s'élève à 517,35 €.

N°MD2022-1432 - 08/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°1 prorogeant l'occupation de locaux par la société KYLI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société KYLI, pour une période de 4 mois à compter du 1^{er} décembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 43,01 m² qu'elle occupe dans la PEPINIERE CAP OMEGA s'élève à 609,45 €.

N°MD2022-1433 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un partenariat pédagogique entre Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des arts, le conservatoire de Sète Agglopolie Méditerranée et Travelling Ecole Supérieure de Cinéma et de la Télévision

Objet : Dans le cadre d'un maillage territorial régional et compte tenu de la proximité géographique des trois établissements, il apparaît pertinent de formaliser, via la présente convention, les échanges entre le Conservatoire de Sète, la Cité des arts et l'école TRAVELLING en matière de projets artistiques et pédagogiques. Le partenariat vise une collaboration artistique entre les étudiants inscrits en 3^e année de cycle pro Cinéma-TV de l'école TRAVELLING et les étudiants de la classe de Musique à l'image de la Cité des Arts et les étudiants de la classe de composition du Conservatoire des Sète.

N°MD2022-1434 - 09/12/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics "Comédie-Esplanade-Triangle" - Attribution

Objet : Le marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle est attribué au groupement TER/TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, pour un montant de 53 200 € HT. Ce marché prendra effet à la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 14 mois.

N°MD2022-1435 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative aux avenants de prolongation du marché 5031DC18 de nettoyage et entretien des locaux, espaces intérieurs, extérieurs, et vitreries accessibles et nettoyage des espaces inaccessibles et des vitreries inaccessibles des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Cette décision vise à prolonger les différents lots du marché de nettoyage des médiathèques et ce jusqu'au 31 mars 2023, en attendant l'attribution du nouveau marché.

N°MD2022-1436 - 06/12/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la convention de partenariat entre le musée Fabre et le tiers lieu la Zone - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention dont l'objet est de mettre en place un partenariat entre le musée Fabre et le tiers lieu LA ZONE situé à Castries afin d'organiser une conférence hors les murs du musée Fabre, dite conférence « ambassadeur » au sujet de l'exposition Djamel TATAH, le théâtre du silence.

N°MD2022-1437 - 08/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative aux frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du Développement Économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerrané Métropole - Autorisation

Objet : Il est proposé d'autoriser, pour les agents du BIC, le déplacement au Royaume-Uni ainsi que la prise en charge au frais réels des aspects logistiques (hébergement, transports, repas, etc.) à l'occasion de l'Investment Showcase organisé par SETSQUARED PARTNERSHIP le 1er et 2 décembre 2022.

N°MD2022-1438 - 06/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent n°M9D0122AT - Travaux d'aménagement de l'avenue de la Croix de Mounier à Saint Drézéry - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°1 au marché subséquent n°M9D0122AT - Travaux d'aménagement de l'avenue de la Croix de Mounier à Saint Drézéry, conclu avec l'entreprise EIFFAGE. Le montant de l'avenant est de 9 678, 97 € HT, soit une augmentation de 4,88 %. Le délai d'exécution du marché de 2 mois est prolongé de 2 mois portant la durée d'exécution totale à 4 mois, hors période de préparation.

N°MD2022-1439 - 06/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 de transfert du marché M1D0081DM - Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des bus à haut niveau de service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant de transfert permettant à la Métropole de déléguer à la SPL TAM la maîtrise d'ouvrage du marché n°M1D0081DM - lot n°1, attribué au groupement INGEROP / SEIRI. Il n'y a aucun impact financier.

N°MD2022-1440 - 06/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 du lot 2 du marché M1D0081DM - Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des bus à haut niveau de service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'un avenant de transfert permettant à la Métropole de déléguer la maîtrise d'ouvrage de ce marché à la SPL TAM. Il n'y a aucun impact financier. Il s'agit du lot n°2 de ce marché, attribué au groupement EGIS / PRESENTS / LABA

N°MD2022-1441 - 24/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché M2D0002DM - Etudes et réalisation de la régulation de trafic et de la priorité aux feux pour les Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'un avenant de transfert permettant à la Métropole de déléguer la maîtrise d'ouvrage de ce marché à la SPL TAM. Il n'y a aucun impact financier. Pour rappel, ce marché a été attribué à l'entreprise GERTRUDE.

N°MD2022-1442 - 13/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché M2D0058DM - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour l'acquisition de bus à haut niveau de service électriques et des systèmes de supervision - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'un avenant de transfert permettant à la Métropole de déléguer la maîtrise d'ouvrage de ce marché à la SPL TaM. Il n'y a aucun impact financier. Pour rappel, ce marché a été attribué à l'entreprise TRANSAMO.

N°MD2022-1443 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à d'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Energétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions de 3 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 3 900 €:

N°MD2022-1444 - 29/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la consignation d'une indemnité d'expropriation due à l'indivision MOUALLAL-AMNIH-MALEHOU - Secteur Mosson - Déclaration d'Utilité Publique du projet de constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas - Commune de Montpellier

Objet : Le jugement en date du 19 octobre 2022 a fixé l'indemnité de dépossession due à l'indivision MOUALLAL-AMNIH-MALEHOU, héritiers de Monsieur Abdelkader AMNIH, propriétaire de 6 lots de copropriété dans l'immeuble Tour d'Assas, à 62 312 €. La succession non réglée de Monsieur Abdelkader AMNIH, constitue un obstacle au paiement de l'indemnité de dépossession fixée par le juge. Il y a donc lieu, de consigner à la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS l'indemnité due.

N°MD2022-1446 - 29/11/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'attribution d'un marché de fourniture de pavés, dalles, marches et pièces ouvragés en pierre naturelle dans le cadre de l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie-Esplanade-Triangle à Montpellier

Objet : Il s'agit d'attribuer les lots prévus à l'accord cadre de fourniture de pavés, dalles, bordures, marches et pièces ouvragés en pierre naturelle pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie – Esplanade à Montpellier :

- Le lot n°1 (Fourniture de pavés, dalles, bordures et pièces ouvragées en pierre bleue) au groupement DURAND/SETP/DE FILIPPIS sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 2 129 797,50 € HT et une durée d'un an renouvelable 3 fois ;
- Le lot n°2 (Fourniture de pavés, dalles, bordures et pièces ouvragées en pierre calcaire beige / jaune) à la SAS SOCIETE GUINET-DERRIAZ 1912 sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 854 145 € HT et une durée d'un an renouvelable 3 fois ;
- Le lot n°3 (Fourniture de pavés, dalles, bordures et pièces ouvragées en marbre blanc et marbre rouge et dalles en granit bleu) au groupement DURAND/SETP/DE FILIPPIS sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 677 205 € HT et une durée d'un an renouvelable 3 fois.

N°MD2022-1447 - 16/12/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M2C0045DS - Conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Le marché des prestations de conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti est attribué à l'entreprise IDEX ENERGIES, sise à Gallargues-le-Montueux (30) pour un prix global et forfaitaire d'un montant de 111 534,13 € HT. et un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 80 000,00 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 3 mois.

N°MD2022-1449 - 06/12/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets lié au Fonds de soutien aux Industries Culturelles et Créatives - Approbation

Objet : Il est proposé d'attribuer la somme globale de 720 000 € aux 32 porteurs de projets retenus dans le cadre de l'appel à projets 2022 lié au fonds de soutien aux Industries Culturelles et créatives.

N°MD2022-1450 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la clinique Rech pour les actions pédagogiques avec la Cité des Arts

Objet : La clinique Rech et la Cité des Arts conviennent d'un partenariat pour l'année scolaire 2022-2023 visant à favoriser les pratiques artistiques inclusives.

N°MD2022-1451 - 24/11/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché M2B0084VD - Collecte et transport des déjections animales du complexe animalier NOE de Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution

Objet : Le marché est attribué à la société MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT sise à Montpellier. Le marché prend effet à sa notification pour une durée de 4 ans et un montant maximum de 56 000 € HT.

N°MD2022-1452 - 06/12/22 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à une convention de groupement de commandes pour l'achat de matériels d'entretien des espaces verts entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Castelnau-Le-Lez, Montferrier-sur-lez et Grabels - Autorisation de signature

Objet : Afin de rationaliser les coûts, il est convenu de monter un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez et Grabels afin d'acheter du matériels d'entretien pour les espaces verts. La Ville de Montpellier est nommée coordonnateur du groupement.

N°MD2022-1453 - 25/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CT n°126, 770 avenue André Ampère sise commune de Castelnau-le-Lez - Ensemble immobilier de bureaux et activités

Objet : Il s'agit de l'acquisition au prix de 962 500 € du bien situé sur la parcelle cadastrée CT n°126, dans la zone d'activité des Garrigues à Castelnau-le-Lez, dans le cadre de la relocalisation du Pôle Territorial Vallée du Lez de la Métropole. Le bien est occupé par la société ENEDIS sous bail commercial jusqu'au 31/12/2024.

N°MD2022-1454 - 16/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession des emprises en cours de numérotation cadastrale, DP a, b, c, e, f, section cadastrale AV, pour une superficie totale de 428 m² - ZAC CANNABE - Commune de Courdonterral

Objet : Il s'agit de céder à la SERM, aménageur de la ZAC CANNABE, 6 emprises déclassées, pour une surface totale de 428 m² au prix de 17€/m² soit un total de 7 276 € HT.

N°MD2022-1455 - 06/12/22 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Jacou, Castelnau-Le-Lez, Montferrier-sur-lez, Grabels, Prades-Le-Lez et Villeneuve-Lès-Maguelone pour l'achat de matériels électriques et lampes - Autorisation de signature

Objet : Afin de rationaliser les coûts, il est convenu de monter un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Grabels, Prades-le-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'achat de matériels électriques et lampes. La Ville de Montpellier est nommée coordonnateur du groupement.

N°MD2022-1457 - 16/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle de terrain nu cadastrée AE n°68, Lieu-dit Saint Julia, sise commune de Murviel-Lès-Montpellier

Objet : Il s'agit d'acquérir une parcelle de terrain de 3 307 m² en nature de pré située sur la commune de Murviel-lès-Montpellier, au prix de 6 614 € hors frais de notaire, dans le cadre de la maîtrise foncière du secteur du site archéologique du Castellat, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1459 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation d'occupation du domaine public (site archéologique Lattara Musée Henri Prades) par la société DEMD Productions- Approbation

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société DEMD PRODUCTIONS pour le tournage d'un épisode de la série Tandem au sein du site archéologique Lattara Musée Henri Prades du 6 au 20 décembre 2022

N°MD2022-1460 - 06/12/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 2205905-4 TA - MALGRAS et Autres"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Montpellier est confiée au Cabinet ACOCE AVOCATS à la

suite du dépôt de la requête n°2205905-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 novembre 2022 par Monsieur Cyril Malgras et Autres contre la décision du 30 décembre 2020 relative au transfert d'office et valant classement dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée KS 40, sise rue Cité du Mas de Tesse à Montpellier.

N°MD2022-1461 - 01/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Oc'Consigne - Locaux 2 382 rue Font de la Banquière à Lattes - Autorisation

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société OC'CONSIGNE, sise à Castelnau-le-Lez, pour un bâtiment de 600m² ainsi que le terrain attenant d'une surface de 2829 m² situé à Lattes, parcelle cadastrée CA 0002. Le contrat de location est conclu pour une durée de 6 ans non renouvelables. Il prendra effet à compter de la date de raccordement effectif aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées fait générateur de l'émission du premier titre de loyer, ou au plus tard au 1^{er} mai 2023. Le loyer pour toute la période de la location de 89 800 € HT et HC déduction faite des travaux réalisés par la société OC'CONSIGNE en lieu et place du propriétaire. Il sera versé de manière différée à compter de la 4^{ème} année du contrat, à raison d'un montant annuel de 29 933,33 € HT et HC.

N°MD2022-1462 - 06/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché M2D0065PP - Travaux d'aménagement de la place Jean Jaurès à Grabels - Autorisation de signature

Objet : Les lots du marché M2D0065PP d'aménagement de la place Jean Jaurès à Grabels sont attribués aux entreprises suivantes :

- Lot 1 : EIFFAGE sise à Saint Jean de Védas, pour un montant estimatif de 89 985,45 € HT ;
- Lot 2 : METAL CONCEPT 43 sise à Tence pour un montant estimatif de 181 789 € HT ;
- Lot 3 : IDVERDE sise à Gigan pour un montant estimatif de 53 890,33 € HT.

Le marché prendra effet à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux. La durée d'exécution est de 2 mois pour le lot 1, 2 mois pour le lot 2, 1 mois pour le lot 3. Ces délais ne comprennent pas la période de préparation de 30 jours pour chaque lot.

N°MD2022-1464 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au marché n° M1C0058HP de coordonnateur du plan de sauvegarde 2022-2027 de la copropriété des Cévennes à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Le marché est attribué au groupement AAMO-LA STRADA sis à Lyon pour un montant forfaitaire de 194 900 € HT. La durée du marché part de la notification jusqu'à la fin de la phase opérationnelle du dernier des plans de sauvegarde après la scission de la copropriété.

N°MD2022-1466 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, appartenant à Madame LISBONA Coralie

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 844 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées à Montpellier, propriété de Mme LISBONA, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-1467 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré IL n° 239 appartenant à l'Association syndicale libre des propriétaires du lotissement de la Mutualité Agricole du Midi et de l'Estanove

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 44 m² du bien immobilier sis boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré section IL n° 239 appartenant à l'Association syndicale libre des propriétaires du lotissement de la Mutualité Agricole du Midi et de l'Estanove, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 32 020 €.

N°MD2022-1468 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur MATRANGA

Objet : La Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°145 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à M. MATRANGA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 7 150 €.

N°MD2022-1469 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur et Madame DRAPIER

Objet : La Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°146 au sein de la copropriété Le domaine de la Coustaude située à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à M. et Mme DRAPIER, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 7 150 €.

N°MD2022-1470 - 06/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'adhésion à la Fédération Nationale Vignobles et Découvertes - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion à la FEDERATION NATIONALE VIGNOBLES & DECOUVERTES suite à l'obtention en 2022 du label Vignobles & Découvertes en tant que Destination Vignobles de Montpellier pour un montant de 850 €.

N°MD2022-1471 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 59 route de Lavérune à Montpellier, cadastrée section IK n° 376, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Park

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 66 m² du bien immobilier sis 59 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IK n° 376, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Park, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 148 €.

N°MD2022-1472 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2 535, route de Mende à Montpellier - parcelle cadastrée AN n°319 - propriété de la SCI DE L'AVENIR représentée par sa gérante Madame APARICI Florence

Objet : La Métropole acquiert la parcelle cadastrée AN n°319, située 2 535, route de Mende à Montpellier, propriété de la SCI DE L'AVENIR, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 80 396 €.

N°MD2022-1473 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - propriété de Monsieur JARIEL Serge

Objet : La Métropole acquiert le lot 812 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées à Montpellier, propriété de M. JARIEL, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 160 €.

N°MD2022-1474 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - LAURIOL à Clapiers, cadastrée respectivement sections BT n°250, BT n°254, et BT 249 appartenant à l'Indivision DAINAT

Objet : La Métropole acquiert les emprises de 117 m², 43 m² et 7 m² du bien immobilier à Clapiers appartenant à l'Indivision DAINAT, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway, pour un montant total de 11 773 €.

N°MD2022-1475 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - Parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - propriété de Madame LAMBERT Fabienne

Objet : La Métropole acquiert le lot 808 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées à Montpellier, propriété de Mme LAMBERT, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 160 €.

N°MD2022-1477 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Tabac TPL le Campus - 5ème ligne de tramway

Objet : Il s'agit d'accorder une 3ème indemnisation à la SNC TPL LE CAMPUS exploitant un commerce de tabac, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 5ème ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette indemnisation s'élève à 24 861 €.

N°MD2022-1478 - 06/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché M0B0058EP d'utilisation et de maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Objet : Le marché M0B0058EP d'utilisation et de maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement doit faire face à des sujétions techniques imprévues nécessitant de passer un avenant en augmentation d'un montant de 6 700 € HT. Un avenant est passé avec l'entreprise SOGELINK.

N°MD2022-1479 - 06/12/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole (Comédie du Livre) au réseau RELIEF - Autorisation

Objet : Le Réseau RELIEF (Réseau des événements littéraires et festivals) réunit autour de valeurs communes, structures, manifestations, et professionnels du livre. Montpellier Méditerranée Métropole via son événement La Comédie du Livre, souhaite adhérer à ce réseau. La cotisation annuelle s'élève à 25 € TTC.

N°MD2022-1480 - 06/12/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice : Requête n°2206000-5 TA - Association de Défense des Libertés Fondamentales et Association des commerçants de l'Ecusson

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET ACOCE AVOCATS devant le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2206000-5 par l'ASSOCIATION DE DEFENSE DES LIBERTES FONDAMENTALES et par L'ASSOCIATION DES COMMERÇANTS DE L'ECUSSON contre la délibération n°M2022-261 du Conseil de Métropole en date du 26 juillet 2022 relative à la modification du programme d'investissements de la délégation de Service Public des parcs de stationnement Antigone et Comédie.

N°MD2022-1482 - 06/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à un avenant n°1 au marché 5065DM18 de fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des systèmes de fermetures automatiques - Lot 1 ' bornes électriques existantes de type CITINNOV ou équivalent ' - Autorisation de signature

Objet : Un avenant de prolongation au lot 1 « bornes électriques existantes de type CITINNOV ou équivalent » du marché 5065DM18 de fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des systèmes de fermetures automatiques, est passé avec l'entreprise CITINNOV. Cet avenant prolonge le marché jusqu'au 15 mars 2023 et portant la durée de l'accord-cadre à 4 ans. Le marché est sans incidence financière.

N°MD2022-1483 - 06/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à participation de la Métropole de Montpellier au congrès annuel de LUCI (Lighting Urban Community International) du 1er au 4 mars 2023 - Financement de la mission - Approbation

Objet : L'association LUCI souhaite présenter la Métropole, lors de son congrès annuel, comme nouvel adhérent de leur association ; à ce titre, un représentant de la Métropole participera à ce congrès du 1^{er} au 4 mars 2023 en Finlande. Il s'agit d'approuver le financement de cette mission d'un montant prévisionnel de

1 500 € TTC.

N°MD2022-1485 - 09/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision modificative de la décision n°MD2022-1242 du 10 novembre 2022 relative à l'acquisition à la Ville de Montpellier de terrains dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 du tramway

Objet : Dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 du tramway, par décision du 10 novembre 2022, Monsieur le Président a autorisé la Métropole à acquérir des terrains propriétés de la Ville de Montpellier sur le site de Lavalette pour une emprise totale de 3618 m² pour un montant de 49 900 € alors qu'il y avait lieu d'écrire 52 273 € comme cela est indiqué dans la délibération n°V2022-371 du Conseil municipal du 11 octobre 2022 pour la vente des biens.

N°MD2022-1486 - 09/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Commune de Lavérune - Acquisition des parcelles BH 92-93-96 - Aire d'Alimentation du Captage du Flès

Objet : Il s'agit d'acquérir de la SAFER OCCITANIE les parcelles BH 92-93-96 situées à Lavérune. Cette acquisition permettra de constituer une réserve foncière dans l'aire d'alimentation du captage du Flès.

N°MD2022-1488 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions à 2 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 2600 €:

N°MD2022-1490 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un Marché n°M2C0061RI- Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) - ' Acquisition d'un serveur dédié aux bases de données Oracle ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition d'un serveur dédié aux bases de données Oracle pour un montant maximum de 155 072,87 € HT.

N°MD2022-1491 - 13/12/22 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt auprès de LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT pour le financement de la cinquième ligne de tramway - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT à hauteur de 250 millions d'euros pour financer la cinquième ligne de tramway de la Métropole de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation de 3 ans, puis une phase de consolidation de 30 ans maximum selon le module et les cotations choisies en taux fixe ou en taux variable.

N°MD2022-1493 - 06/12/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête Cour d'Appel de Montpellier - SCI DU SORIECH"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES devant la Cour d'Appel de Montpellier consécutivement au mémoire déposé par la SCI du SORIECH le 15 novembre 2022 contre le jugement du Juge de l'expropriation en date du 25 mai 2022 fixant le prix d'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de la Parcelle cadastrée CN 20 sise avenue de Boirargues à Lattes et ce, dans le cadre d'une préemption.

N°MD2022-1494 - 16/12/22 - Direction de la Santé et de la Prévention

Décision relative à un marché n°M2D0042RH - Prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Le marché n°M2D0042RH « prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole est attribué à l'entreprise ENSANTE, sise à Montpellier. Il est conclu pour un montant maximum de 320 000 € HT pour une durée d'un an à compter de sa notification. Il est reconduit tacitement jusqu'à son terme avec une durée maximale du contrat de 4 ans, toutes périodes confondues.

N°MD2022-1496 - 16/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention de mise à disposition d'un petit train touristique pour la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Métropole et la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, d'une convention de mise à disposition d'un petit train touristique du 10 au 11 décembre 2022. Le loyer de la mise à disposition de l'équipement est fixé à 150 €.

N°MD2022-1498 - 08/12/22 - Mission Cité Intelligente

Décision au marché n°M2B0087RI relatif au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'industrialisation de la plateforme smart city Fiware dans le cadre de la Cité intelligente
Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour l'industrialisation de la plateforme smart city Fiware dans le cadre de la Cité intelligente pour un montant maximum de 65 000 € HT pour une durée d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

N°MD2022-1500 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à la cession de matériel informatique à l'association Nouas - Approbation

Objet : A la suite de l'état de vétusté de matériels (ordinateurs) du Pôle Numérique et Donnée, il convient de les réformer. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. L'ASSOCIATION NOUAS, sise à Montpellier, est en capacité de reprendre ces matériels et de les recycler. Une fois recyclés, l'association utilisera ces ordinateurs pour ses propres besoins (formation) ou les proposera à d'autres associations.

N°MD2022-1502 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour la 'Rédaction du corpus politique de sécurité des systèmes d'information'- Marché M2B0112RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour la rédaction du corpus politique de sécurité des systèmes d'information pour un montant maximum de 44 252,97 € HT.

N°MD2022-1503 - 06/12/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au sinistre Pertes de recettes suite à la fermeture administrative des établissements de la Métropole - Automne 2020 - Indemnités d'Assurances- Acceptation d'une offre d'indemnisation

Objet : Pour faire suite à la déclaration des pertes de recettes de la Métropole au regard de la seconde période de confinement liée à la Covid-19 à la compagnie d'assurance Dommages aux biens de la Métropole, la SMACL propose 'une indemnité de 590 000 €.

N°MD2022-1506 - 16/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'avenant N°1 au marché subséquent M2D0016EP - Travaux d'aménagement de la RD27E - PUP le Salinier à Murviel-lès-Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n° 1 au marché n° M2D0016EP est conclu avec EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON pour des travaux complémentaires nécessaires pour mener à bien cette opération. L'avenant est d'un montant de 52 629,41 € HT porte le montant du marché à 411 427,41 € HT soit une augmentation de 14,67 %.

N°MD2022-1509 - 16/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BI 374 partie, sise commune de Juvignac - Projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson

Objet : Le projet de protection contre les inondations de la Mosson sur la commune de Juvignac a fait l'objet d'un arrêté de DUP le 24 novembre 2022. Il convient donc de mettre en œuvre les accords amiables obtenus pour l'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation de l'ouvrage de protection et notamment 367 m² à prendre sur la parcelle BI 374 moyennant le prix de 29 360 € majorée d'une indemnité de emploi de 3 940 € ainsi que d'une indemnité de dépréciation de surplus de 38 500 € et des indemnités liées à la reconstitution d'aménagements qui sont dans l'emprise à acquérir par la Métropole.

N°MD2022-1515 - 16/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent M2D0117PP - Aménagement de la rue de Clairdouy à Saint Georges d'Orques - Autorisation de signature

Objet : Le marché de travaux d'aménagement de la rue de Clairdouy à Saint Georges d'Orques est attribué à l'entreprise EUROVIA PACA sise à Juvignac pour un montant estimatif de 879 213 € HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service pour une durée globale de 7 mois.

N°MD2022-1516 - 16/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché M2D0024EP de Mission de maîtrise d'œuvre pour la liaison en modes actifs de la station de tramway Sabines à Fabrègues - Autorisation de signature

Objet : L'aménagement de la liaison en modes actifs entre le quartier Sabines à Montpellier et le carrefour RM185 à Fabrègues est attribué au maître d'œuvre ARTELIA/AEI sis à Pérols, pour un montant toutes tranches confondues de 228 084,75 € HT et pour une durée de 60 mois pour la tranche ferme et de 18 mois pour la tranche optionnelle 1.

N°MD2022-1517 - 19/12/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à un mandat spécial- Présentation d'une mission opérationnelle à Heidelberg - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement à Heidelberg du 30 novembre au 2 décembre de 3 agents afin de participer au projet Walter Hallstein.

N°MD2022-1522 - 16/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent M2D0100PP relatif aux travaux d'aménagement de la route de Mende à Montpellier - Attribution du marché

Objet : Le marché-subséquent n°M2D0100PP relatif aux travaux de création d'une piste cyclable bidirectionnelle bilatérale située route de Mende à Montpellier est attribué à l'entreprise EIFFAGE ROUTE sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 598 775, 20€ HT et pour une durée de 116 jours calendaires (hors période de préparation de 30 jours).

N°MD2022-1524 - 15/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 4 impasse George Sand à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastrée section BW n°454, appartenant à l'indivision FERRIE/KHAYATI.

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 40 m² du bien immobilier sis 4 impasse George Sand à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°454, appartenant à l'indivision FERRIE/KHAYATI, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 2 617 €.

N°MD2022-1530 - 16/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention de mandat de Maîtrise d'ouvrage avec la SPL TaM "Réalisation des études et des travaux de l'opération de doublement de la ligne 3 de tramway entre les stations Boiragues et Parc expo, la création de deux nouvelles stations voyageurs et l'aménagement d'une communication Place Ernest Granier" - Autorisation de signature

Objet : La maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du doublement de la ligne 3 de tramway entre les stations Boiragues et Parc expo, la création de deux nouvelles stations voyageurs et l'aménagement d'une communication Place Ernest Granier est attribué à la SPL TAM, sise à Montpellier. Le contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage est conclu pour un montant forfaitaire de 1 040 020 € HT, pour une durée de 5 ans à compter de sa signature par les deux parties.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Solidarités - Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M) - Constitution d'un groupement d'intérêt économique entre ACM Habitat, FDI Habitat et la SFHE dédié à la sécurité et à la tranquillité résidentielle des immeubles d'habitation - Approbation

Depuis plusieurs mois, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, étudie les modalités de création d'une structure dédiée à la sécurité privée des immeubles d'habitation dont il est propriétaire et qu'il gère.

L'objectif poursuivi étant de faire assurer la tranquillité résidentielle par des agents agréés, qui feraient respecter le règlement intérieur des immeubles et préviendraient les occupations illicites des parties communes par une station debout passive. Ces agents travailleraient en lien avec les partenaires institutionnels pour les faits relevant de la prévention de la délinquance. Il s'agit là d'activités réglementées par le Code de sécurité intérieure (CSI), et plus précisément par les articles L. 611-1 et suivants dudit code, qui doivent être prises en charge par une société civile ou commerciale agréée à cet effet.

Les droits à faire des organismes HLM étant strictement encadrés, notamment en termes de filialisation et de prises de participations, la solution qui s'est dégagée consiste en la constitution, avec d'autres organismes HLM ou assimilés d'une structure de coopération, et plus précisément d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE), sur le fondement de l'article L. 423-6 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) et régi par les dispositions du Code de commerce (articles L. 251-1 et suivants).

Les membres fondateurs du GIE à constituer seraient les suivants :

- **ACM Habitat** dont le parc locatif comprend près de 22 000 logements ;
- **FDI Habitat**, entreprise sociale pour l'habitat (ESH) dont le parc comprend 7 361 logements au 31 décembre 2021 en Occitanie. Son actionnaire de référence est FDI SACICAP, société anonyme d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété ;
- **La Société Française des Habitations Economiques (SFHE)**, entreprise sociale pour l'habitat (ESH) dont le parc comprend près de 13 000 logements en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, Auvergne Rhône-Alpes, Occitanie. Son actionnaire de référence est le Groupe ARCADE-VYV, société anonyme de l'économie sociale et solidaire ;
- **CDC Habitat**, société anonyme d'économie mixte dont le parc comprend plus de 531 800 logements gérés sur le territoire national. Son actionnaire de référence est le Groupe CAISSE DES DEPOTS ;
- **ERILIA**, entreprise sociale pour l'habitat (ESH) dont le parc comprend 65 000 logements principalement dans le sud de la France et dont l'actionnaire de référence est HABITER EN REGION (Groupe Caisse d'Epargne) étudie actuellement l'opportunité de participer au GIE. Plusieurs immeubles sont en cours d'évaluation.

En sa qualité de collectivité de rattachement de l'OPH ACM Habitat, il appartient à Montpellier

Méditerranée Métropole d'autoriser son Office à constituer avec les Membres susmentionnés un GIE régi par un projet de contrat constitutif et de règlement intérieur. Le Conseil d'Administration d'ACM Habitat réuni le 27 juin 2022 a approuvé le principe de création d'une telle structure, plus souple et plus facile à mettre en œuvre que la structure sociétaire.

Le GIE, doté de la personnalité morale, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés, permet en effet une mise en commun sans perte d'autonomie juridique et des caractéristiques propres de ses membres, en vue de développer leur propre activité, et d'améliorer et accroître les résultats de celle-ci.

Le GIE n'a pas vocation à réaliser des bénéfices pour lui-même ni à développer une clientèle ou un fonds de commerce propres.

Les activités du GIE doivent répondre aux conditions suivantes :

- Elles doivent s'inscrire dans le cadre de l'objet social des membres ;
- Elles doivent être exercées exclusivement pour le compte des membres ;
- Elles n'ont pas pour objet ou pour conséquence que le GIE développe d'autres activités que celles déployées par les membres.

Il sera souligné que, à l'égard des tiers, les membres d'un GIE sont indéfiniment et solidairement responsables des dettes de ce dernier, dès lors qu'elles entrent dans son objet social, sur leur patrimoine propre.

Le GIE aura pour dénomination sociale : Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M).

Son siège social sera fixé 407, avenue du Professeur-Etienne-Antonelli à Montpellier, actuel siège d'ACM Habitat.

Le Groupement ne dispose pas de capital social. Les droits de vote à l'Assemblée Générale seront proportionnels au montant de leur contribution financière.

L'ensemble des membres, qu'ils soient fondateurs ou adhérents intégrant le GIE ultérieurement, s'engagent toutefois à ne pas se retirer du Groupement pendant une durée d'au moins 5 ans à compter de son immatriculation.

Les instances de gouvernance du GIE inscrites dans le contrat constitutif sont :

- Un Conseil d'Administration composé de 5 administrateurs au moins (correspondant au nombre de membres fondateurs + 1 siège) et de 9 administrateurs au plus, étant précisé que les Membres Fondateurs sont de plein droit représentés au Conseil d'Administration ;
- Une Assemblée Générale composée de tous les Membres du Groupement, et plus précisément d'un représentant de chaque Membre.

Plus précisément, il est prévu dans le règlement intérieur, la répartition suivante pour le Conseil d'Administration :

Membres Fondateurs	
Pour ACM HABITAT	2 sièges
Pour FDI HABITAT	1 siège
Pour la SFHE	1 siège
Pour CDC HABITAT	1 siège
Membres Adhérents	
	Jusqu'à 4 sièges, dans la limite d'1 siège par Membre Adhérent

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la constitution du groupement d'intérêt économique Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M), dont les membres fondateurs seront l'OPH ACM Habitat, l'ESH FDI Habitat, la Société Française d'Habitation Economique SFHE et CDC Habitat

- dédié à la sécurité privée et à la tranquillité résidentielle des immeubles d'habitation leur appartenant ;
- D'approuver les termes du contrat constitutif et du règlement intérieur du GIE ;
 - D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Hors commission - Plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme - Approbation

Dans le cadre du « *Pacte social* » que l'exécutif promeut afin de concilier l'exigence d'un service public de qualité et la nécessaire reconnaissance des agents qui y contribuent, la Ville et la Métropole poursuivent le choix fort et assumé d'investir pour soutenir et préserver le capital humain que constituent leurs 8 000 agents. En complément des différents objectifs assignés à la politique de gestion des ressources humaines, en terme de rémunération plus équitable et plus juste, de développement des compétences ou de politiques managériales humaines et responsabilisantes, les collectivités souhaitent par la présente délibération préciser leurs orientations en matière d'amélioration des conditions de travail et d'accompagnement des agents tout au long de leur carrière.

A cet égard, et pour la première fois, l'exécutif souhaite déployer un plan ambitieux et global d'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail, afin de prévenir l'absentéisme des agents et renforcer leur employabilité sur l'ensemble de leur carrière.

En effet, les politiques visant à renforcer le présentéisme des agents par des actions de prévention de l'absentéisme et de maintien dans l'emploi sont des enjeux constants pour les collectivités locales. Ces enjeux se sont renforcés ces dernières années, tout particulièrement au sortir d'une crise sanitaire qui a pu changer les relations entre salariés et employeurs, et ce principalement pour les raisons suivantes :

- Les aspirations croissantes des agents pour une meilleure prise en compte de la qualité de vie au travail ;
- L'allongement des carrières et donc de l'âge de départ à la retraite qui posent très clairement les enjeux majeurs de l'employabilité tout au long de la vie professionnelle grâce à des politiques renforcées de prévention ;
- La maîtrise imposée de l'évolution des dépenses de fonctionnement, dont la masse salariale constitue une composante significative.

Ces enjeux nécessitent des actions proactives pour améliorer les conditions de travail des agents et résonnent d'autant plus dans les collectivités où, en raison des compétences sollicitées pour le service public local, nombreux de métiers sont reconnus comme à « *usure professionnelle* », appelant des actions de prévention spécifiques pour les agents qui les exercent et une réflexion plus globale pour maintenir les conditions d'un service public local de qualité.

Montpellier Méditerranée Métropole doit pleinement s'inscrire dans ces politiques de prévention, gage de sa

capacité à anticiper toute détérioration de son taux d'absentéisme dans un environnement qui évolue rapidement. En effet, le développement des mutualisations de services communs ainsi que les transferts régulièrement induits de compétences dites « *techniques* » et des agents qui les exercent, fait évoluer progressivement la composition des effectifs et des métiers de la collectivité. De plus, doit être prise en compte une pyramide des âges vieillissante avec près de 9% des effectifs ayant au-delà de 60 ans.

Aussi, la Métropole doit dès à présent penser sa politique de prévention et de maintien dans l'emploi afin de préserver son taux d'absentéisme dit « *compressible* » (composé de la maladie ordinaire et des accidents de service, motifs d'absence sur lesquels la collectivité peut mener des actions de prévention ou de contrôle), lequel s'élève à plus de 6% en 2020 contre 7% de moyenne nationale (Etude Havasu 2020), et lui éviter toute détérioration qui aurait nécessairement des répercussions, à l'échelle globale sur le fonctionnement interne et la qualité des services publics, et à l'échelle individuelle, tant pour les agents venant à déclarer des absences que pour leurs collègues.

L'exécutif souhaite par conséquent repenser et renouveler aujourd'hui les actions préexistantes menées sur cette thématique afin d'apporter des mesures structurelles aux équipes en terme de prévention. Il inscrit subséquemment les politiques de qualité de vie et d'amélioration des conditions de travail, ainsi que les politiques de prévention de l'absentéisme comme centrales et transversales dans sa stratégie de gestion des ressources humaines et dans les différents leviers qu'elle a à mobiliser :

- Des mesures sociales et de reconnaissance de l'investissement des agents, portées dans le cadre d'une politique de rémunération plus équitable et plus juste, intégrant notamment la reconnaissance de sujétions et pénibilités liées à certains métiers ;
- Des mesures organisationnelles reconnaissant la pénibilité de certains rythmes de travail ;
- Des mesures permettant de renforcer et donner du sens au collectif de travail, notamment par une politique managériale humaine et responsabilisante ;
- Des mesures donnant des perspectives en terme d'évolution de métiers, de développement des compétences des agents mais aussi de leur déroulé de carrière, avec des possibilités d'avancement / promotion renforcées ;
- Des mesures visant à responsabiliser les acteurs, employeur, encadrants et agents.

Dans cette perspective, le plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme est structuré autour de 3 orientations fortes :

- Comprendre les causes et responsabiliser chaque acteur ;
- Prévenir et renforcer la qualité de vie et des conditions de travail ;
- Contrôler et sanctionner les abus dans un souci d'équité entre agents.

Ces piliers seront traduits en plans d'actions concrètes, intégrant à la fois :

- Des mesures globales ou transverses aux deux collectivités, ainsi que des mesures adaptées aux réalités de chaque Pôle ou métier ;
- Des mesures aux effets attendus plus immédiats, mais aussi des mesures engageant des changements plus structurels dans l'appréhension de la qualité de vie au travail.

Toutefois sans attendre cette structuration, un certain nombre d'actions initié dès 2020 concourt d'ores et déjà à cette dynamique, tels que le dispositif Passerelle ou le Campus du management mis en œuvre courant 2022 mais aussi la dotation de moyens humains complémentaires pour renforcer la politique de prévention et l'accompagnement à la mobilité.

Le Plan de prévention : une nouvelle dynamique pour prévenir et lutter contre l'absentéisme

AXE 1 : MIEUX COMPRENDRE ET RESPONSABILISER CHAQUE ACTEUR

➤ Des données pour comprendre et mieux agir

Si l'absentéisme est devenu une problématique commune à nombres d'entités de travail et de collectivités territoriales, les leviers à mobiliser pour une employabilité plus durable des agents doivent nécessairement être adaptées aux spécificités de chaque structure et de chaque typologie d'absences. Il est donc essentiel de comprendre, analyser et suivre finement l'évolution de l'absentéisme sous ses différentes formes, pour mieux identifier les actions à mettre en place et suivre leurs effets.

Dans cette perspective, et en lien avec les outils de pilotage et *reporting* de la collectivité, seront structurés et automatisés :

- Des outils d'analyse et de pilotage fins et réguliers de l'absentéisme au global et par Pôle et/ ou métier : distinction des types d'arrêts maladie et suivi des accidents de travail, fréquence, gravité ... ;
- Des indicateurs de suivi liés aux différentes actions mises en place / à mettre en place.

Au besoin, la collectivité investira dans un système d'information permettant un suivi automatisé.

Ces données de pilotage seront complétées par un diagnostic quantitatif plus fin permettant d'analyser l'état des lieux des absences pour raison de santé : typologies d'absences, fréquences, gravité, ... à l'échelle de la collectivité, par Pôle ou entité de travail, ou encore par type de métier. Ces éléments permettront de mettre en exergue les causes ou facteurs de prévention identifiés pour les secteurs au taux d'absentéisme particulièrement élevé ou à l'inverse particulièrement faible.

Enfin, les Pôles qui le souhaiteront, notamment ceux concernés par des problématiques aiguës d'absentéisme, pourront également disposer d'états des lieux qualitatifs de type enquête qualité de vie au travail ou de risques psychosociaux. Ces analyses apporteront un regard complémentaire pour identifier les différents leviers d'action à mettre en place, qu'ils soient liés à des problématiques d'ergonomie, de matériels, managériales ou organisationnelles. Ces démarches permettront par ailleurs aux agents d'être acteurs de la démarche et valorisés.

➤ **Des leviers pour responsabiliser chaque acteur et « piloter »**

Face à la diversité des enjeux pour les équipes et pour la collectivité, les démarches de prévention de l'absentéisme se doivent d'être portées collectivement dans un souci de renforcement de la qualité de vie au travail, bien au-delà des seuls acteurs des ressources humaines, en responsabilisant l'ensemble des agents et encadrants.

Plusieurs actions sont ainsi à construire et développer avec les Pôles, afin de renforcer l'implication de l'ensemble de la chaîne managériale et des collectifs de travail. Ceci passera par la structuration de tableaux de bord par Pôle ou métiers, de dialogue de gestion RH autour du suivi des absences et de leurs évolutions, mais aussi par l'accompagnement des managers de proximité lors du retour de leurs agents en arrêts pour prévenir la banalisation des arrêts et rappeler à chacun son utilité dans le collectif de travail.

AXE 2 : PREVENIR ET RENFORCER LA QUALITE DE VIE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Au cœur du plan de prévention, les différentes actions concourant à la qualité de vie et aux bonnes conditions de travail entendent traiter les problématiques structurelles amenant de l'absentéisme. Il s'agit de renforcer les actions liées à la prévention des risques professionnels stricto sensu, mais aussi d'envisager plus globalement les différentes facettes concourant à la qualité de vie au travail, dans un objectif commun de réduire l'usure professionnelle, physique et mentale, et ainsi de limiter la survenance d'arrêts de travail et de maintenir les agents dans l'emploi dans les meilleures conditions possibles.

Dans ce cadre, certaines actions sont déjà initiées.

➤ **Des actions à destination des managers et des agents pour renforcer la qualité de vie au travail**

Les managers et cadres constituent en effet le premier levier du traitement et de la prévention de l'absentéisme par leurs actions au quotidien sur les conditions de travail de leurs équipes :

- **La formation des managers** sur la gestion des risques professionnels et la désinsertion professionnelle est un volet central de cette approche de prévention. Le campus du management, en cours de déploiement, est au cœur de cette dynamique avec notamment des modules de formation portant sur la prévention des risques, la gestion des conflits et la communication non-violente, ... Des actions de sensibilisation auprès des managers sont également organisées sur la thématique de la désinsertion professionnelle et du maintien dans l'emploi, dont un forum dédié en novembre 2022. Des actions de prévention concernant plus spécifiquement les conditions de travail des encadrants en propre seront aussi à formaliser dans le cadre du plan managérial, lié au Projet d'Administration en cours de formalisation ;
- **Une offre d'accompagnement pluridisciplinaire renforcée** est proposée au manager pour gérer les situations complexes : équipe pluridisciplinaire pour accompagner les agents et leurs managers dans le maintien en emploi, réseaux des coachs, création d'un réseau de médiateurs, gestion des RPS, conseillers en organisation ... ;
- **L'expérimentation de nouvelles méthodes pour améliorer les conditions de travail est à favoriser** : temps managériaux incontournables à renforcer (réunions d'équipes, entretiens individuels, entretiens d'évaluation ...), groupes d'analyses de pratique à renforcer, espaces de discussion sur le travail à expérimenter.

Au-delà, les agents sont une cible importante du plan de prévention :

- **Pour les accompagner dans leurs mobilités et transitions professionnelles, des parcours de mobilités et de formation** seront structurés prioritairement pour les agents dont les métiers sont reconnus à usure professionnelle. En ce sens, des postes de conseils en parcours professionnels auront vocation, en lien avec les conseillères en mobilité actuelles, à réaliser des entretiens de « *mi-carrière* » afin de sensibiliser et d'accompagner les agents vers d'autres métiers, en amont de la survenance de difficultés particulières. Dans cet objectif, l'exécutif a renforcé les jours de formation dédiés au développement des parcours professionnels dans le cadre du plan de formation. Il s'agira ainsi de favoriser la mobilité dite préventive fondée sur des bilans de compétences, des parcours de découverte ou encore des formations avant de subir les effets produits par l'usure professionnelle ;
- **Pour mieux les accompagner dans leur quotidien de travail, les actions visant à une meilleure conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle seront à expérimenter.** Les formes d'organisation du travail qui émergent depuis quelques années seront alors investiguées et analysées : télétravail, droit à la déconnexion, ... ;
- **Pour maintenir le lien au travail et faciliter le maintien dans l'emploi, un Pacte de solidarités entre Pôles et agents est en cours de formalisation.** L'objectif est de préparer leur retour (dispositif d'accompagnement des agents en arrêt de + de 2 mois) ou, le cas échéant, de mieux les accompagner vers d'autres emplois : postes réservés et/ou aménagés, dispositif de formations adaptés ... A cet égard, l'expérimentation lancée en 2021 du dispositif **Passerelles** de formation-actions pour les agents les plus éloignés de l'emploi est une illustration de la dynamique souhaitée par l'exécutif, tout comme le partenariat avec le centre de rééducation et d'insertion professionnelle (CRIP) pour construire des itinéraires de formations adaptées ;
- **Pour assurer la protection que la collectivité doit à ses agents** dans le cadre de situations conflictuelles, des dispositifs d'accompagnement viennent d'être lancés, que ce soit en interne avec une procédure de gestion et d'analyse des signalements de violence ou harcèlement, ou en externe avec la prévention des agressivités et des risques liés au travail isolé.

➤ **Des actions de prévention des risques professionnels pour améliorer l'environnement de travail**

- **Le renforcement de la politique de prévention des risques professionnels**

De manière globale, la collectivité renforce sa politique de prévention des risques autour de **trois principaux outils, structurés en début de mandature**, qui doivent participer globalement à la politique de prévention de l'absentéisme :

- Le document unique d'évaluation des risques professionnels ;
- Le programme pluriannuel de prévention ;
- Le fonds interne de prévention, avec une enveloppe de 160 000 € (100 000 € pour la Ville et 60 000 € pour la Métropole).

Cet effort sera intensifié avec la structuration d'un réseau de préventeurs autour de 6 conseillers de prévention. Dans le but de renforcer les moyens auprès de certains pôles notamment à vocation technique (collecte, Pôles territoriaux ...), le réseau des assistants de prévention sera renouvelé ainsi que sera examinée l'opportunité de dédier des postes de conseillers en prévention en leur sein.

Au-delà, des actions de prévention plus ciblées seront à déployer, notamment pour la prévention des accidents de travail avec la construction d'analyses plus systématiques des accidents de travail pour ajuster les mesures à déployer et compléter les travaux en cours sur les accidents de trajet, les risques routiers et les chute de plain-pied. Sur ce volet, la sensibilisation des agents et des encadrants à la nécessité du port des EPI et à la prévention des troubles musculo-squelettiques constitue un levier prioritaire.

Au-delà, **des plans de prévention contre les TMS et RPS** pourront être structurés en lien avec le Document unique, les RPS ayant un impact sur la santé des agents (maladies cardio-vasculaires, troubles musculo-squelettiques, ou pathologies mentales) et sur le fonctionnement de la collectivité (dégradation du climat social, augmentation de l'absentéisme).

- **L'accompagnement des agents dans leurs parcours de santé**

De manière très volontariste, l'exécutif souhaite apporter un accompagnement global à ses agents, notamment dans leurs parcours de santé, avec des informations / sensibilisations globales sur l'accès aux soins ou sur certaines pathologies comme les cancers ou les addictions, avec également un soutien pour éviter le renoncement aux soins par la participation à la **protection sociale complémentaire ou à la prévoyance**.

AXE 3 : CONTROLER ET SANCTIONNER LES ABUS DANS UN SOUCI D'EQUITE ENTRE AGENTS

Enfin, afin de déployer une palette complète des actions visant à prévenir l'absentéisme, l'exécutif souhaite aussi agir par des mesures de contrôle des abus. En effet, dans l'objectif clairement affiché de promouvoir un juste équilibre entre soutien de l'employeur en faveur de la prévention et de l'amélioration des conditions de travail et engagement des agents, l'exécutif réaffirme la volonté d'instaurer des dispositifs concourant à **l'équité de traitement entre agents et à la lutte contre les abus**, dénoncés par un certain nombre d'entre eux.

Dans ce cadre l'instauration, par délibération relative au RIFSEEP du 22 mars 2022, d'une proratisation du régime indemnitaire en cas d'absence au-delà d'une franchise de 10 jours annuels, est une disposition de cette politique globale. A l'issue d'un premier bilan de ce dispositif sur lequel l'exécutif s'engage, cette mesure pourra évoluer pour être plus ciblée.

- Plusieurs autres mesures complémentaires seront travaillées dans le sens de cette équité entre agents : Le renforcement des modalités de contrôle lors de la visite d'embauche. L'objectif est de doter les médecins agréés de l'ensemble des informations relatives au cadre d'emplois et contexte de travail, afin qu'ils soient en mesure de rendre un avis sur l'aptitude aux fonctions du cadre le plus précis

possible, et ainsi de déceler plus facilement certaines inaptitudes ou invalidités, notamment sur les métiers à risque, en amont du recrutement ;

- Le renforcement et la structuration d'un dispositif de contrôle des arrêts maladie, notamment des arrêts de courte durée, pour lequel un recours à un prestataire externe sera examiné ;
- Un contrôle renforcé et sanctionné des cumuls d'activités exercés pendant les arrêts maladie ;
- Une collaboration plus forte entre la médecine de ville et la médecine du travail pour mettre fin aux arrêts de complaisance. Dans ce cadre, un partenariat avec le Conseil national de l'Ordre des médecins pourrait être initié ;
- Enfin, un examen systématique des situations anciennes d'agents en arrêt ou sans affectation en raison de problématiques de reclassement sera lancé.

Le Plan de prévention : une méthode de travail pragmatique et participative, des moyens renforcés

Ces grandes orientations et premières actions seront précisées et alimentées par un travail associant :

- Les différents Pôles pour mieux prendre en compte leurs spécificités métiers et organisationnels ;
- Les organisations syndicales, au travers de la poursuite de groupes de travail initiés depuis l'été ;
- Selon ses compétences, le Comité social territorial et sa section spéciale dédié à la santé au travail.

Ce travail étant nécessairement inscrit dans le temps et en transversalité au niveau de la politique RH mais aussi des Pôles, des moyens dédiés pour son pilotage ont été consacrés avec la création de deux postes de chargés de mission pour assurer la coordination des différentes actions globales ou individuelles. De plus, l'organisation nouvelle du Pôle RH permettra d'intégrer cette nouvelle dynamique de coordination des actions liées à la prévention de l'absentéisme, tant par un renforcement des entités inhérentes au pilotage des données et indicateurs, que par la création d'un réseau de conseillers et techniciens en prévention, de conseillers en parcours professionnels chargés d'anticiper les parcours de mobilité et de formation.

Il en résultera ainsi un plan d'actions vivant, actualisable au fil des avancées des groupes de travail. Il permettra de prioriser les différentes actions, notamment en lien avec les Pôles pour mieux adapter les mesures à leurs enjeux. Il fera l'objet d'un comité de pilotage semestriel associant la direction générale et les élus concernés. Le premier se réunira au printemps 2023 afin d'acter la priorisation des actions ainsi formalisées.

La collectivité réalisera enfin un suivi et un bilan annuel des différentes mesures présentées dans ce plan et de leurs ajustements éventuels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Attribution de Fonds d'Équipement aux Communes - Approbation

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les Métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les intercommunalités, a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités. Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre une intercommunalité à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable. La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNE	PROJET	MONTANT HT DU PROJET	FONDS D'EQUIPEMENT RETENU
CASTELNAU LE LEZ	Travaux salle d'honneur Palais des sports	131 000 €	50 000 €
JACOU	Plan de sobriété énergétique	552 000 €	150 000 €
BEAULIEU	Pose de panneaux photovoltaïques sur la toiture du gymnase	192 000 €	50 000 €
TOTAL			250 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention de versement ;
- D'approuver les termes des conventions de versement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Hors commission - Dispositifs d'accompagnements mobilités - Évolutions des dispositifs - Approbation

Depuis le 1^{er} novembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité décliner opérationnellement sa stratégie Mobilités 2020-2025 en proposant des solutions d'accompagnement, subventionnant les passages à l'acte d'achat d'un Vélo à Assistance Electrique (VAE) neuf, d'occasion pour les particuliers, de vélo-cargo pour les entreprises, aide à la réparation pour les possesseurs de vélo mécanique.

Au vu du succès rencontré (à noter que 8% des administrés, soit 35000 personnes, ont déposé un dossier d'aide à l'achat VAE neuf), ces différents dispositifs ont été plusieurs fois prolongés. Preuve de l'immense attrait du dispositif, le même phénomène se reproduit à chaque prolongation successive :

- Une hausse de 10 % du nombre de dossiers déposés chaque mois ;
- Un pic lors du dernier mois avant la fin supposée ;
- Un creux le mois suivant la prolongation.

La stratégie mobilités portée par Montpellier Méditerranée Métropole et sa déclinaison encourageant fortement le recours à la mobilité active commencent à porter leurs fruits, via les trois piliers :

- Infrastructures avec un effort sans précédent en terme de création de piste cyclable sur le territoire ;
- Offre avec l'ensemble de la gamme des dispositifs d'aide au passage à la mobilité douce (aides à l'achat VAE, aide à la réparation) ;
- Services avec notamment l'arrivée prochaines des stationnements sécurisés.

Le territoire est confronté à une hausse sans précédent de la mobilité douce, enjeu prioritaire du mandat rappelé dans la délibération Stratégies Mobilités prise en Conseil de Métropole le 1^{er} février 2021. Cette évolution prouve que le vélo est un mode de plus en plus apprécié par les administrés. Afin d'accompagner et d'encourager cette transition, dans un contexte notamment de flambée des cours de l'énergie, il est proposé que ces dispositifs soient prolongés de 6 mois soit jusqu'au 30 juin 2023, et d'amender les règlements afférents en conséquence.

Par ailleurs, le même constat de succès est effectué au niveau du dispositif de covoiturage mis en place par la Métropole :

- Le nombre d'inscrits a franchi le cap des 20 000 avec 20 375 inscrits (5 000 au 1^{er} janvier). Le nombre d'inscrits en octobre est de 2 385. 2^{ème} mois en terme d'inscriptions ;
- Le nombre de covoitureurs actifs a franchi le cap des 10 000 avec 10 331 actifs (contre 1 500 au 1^{er} janvier) ;

- Sur le mois d'octobre 2022, le nombre de trajets bat un nouveau record : 35 533 trajets (précédent record en septembre 2022 avec 27 652 trajets).
- Le nombre de trajets cumulés approche le cap des 200 000 trajets.

C'est ainsi plus de 4,7 millions de kilomètres qui ont été parcourus en covoiturage depuis mars 2021, date du lancement du dispositif ; et pour le CO₂ c'est donc 528 tonnes non rejetées depuis mars 2021.

Au vu de cette réussite incontestable, la Métropole propose ainsi de prolonger son engagement auprès de Klaxit de 200 000 €. Cet effort supplémentaire se traduit dans un avenant à la convention afin de poursuivre l'opération.

A noter que, courant 2023, au-delà des adaptations déjà mises en œuvre début novembre sur la rémunération des trajets, des propositions seront formulées pour encore diminuer la participation de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prolonger les différents dispositifs d'aide vélos de 6 mois soit jusqu'au 30 juin 2023 ;
- De dire que les aides sont accordées selon les modalités exposées dans les règlements ;
- D'approuver la poursuite du dispositif de covoiturage avec Klaxit avec une enveloppe complémentaire de 200 000 € ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Amélioration de l'accessibilité au parking Comédie - Création d'une galerie cyclable - Approbation

La stratégie globale « *mobilité 2025* » vise à mieux partager l'espace urbain au profit notamment des transports en commun et des mobilités actives mais aussi à proposer à chacun une ville plus conviviale, moins polluée et plus apaisée.

La réalisation de la ligne 5 du tramway a permis d'une part, d'extraire le trafic de transit et d'intégrer la place Saint-Denis et l'avenue Georges-Clemenceau au centre historique. D'autre part, les accès au parking Comédie ont dû être reconsidérés avec une approche multimodale.

La fermeture du tunnel de la Comédie au trafic de transit, intervenue le 27 juin 2022, s'inscrit pleinement dans cette démarche. Cette nouvelle configuration permet des accès facilités aux parkings Comédie et Triangle depuis la rue Victor-Hugo pour servir le dynamisme économique du cœur de Ville.

Le tunnel de la Comédie, initialement inclus dans le domaine public routier de Montpellier Méditerranée Métropole devient avec cette modification du plan de circulation partie intégrante du parking Comédie et une voie d'accès au parking du Triangle. Dans cette nouvelle configuration, le statut du tunnel va donc évoluer avec la création de deux galeries d'accès au parking qui auront le statut d'Établissement Recevant du Public de type parc souterrain (ERP-PS). Cela implique diverses adaptations et notamment une reconfiguration du système de désenfumage existant et la mise en place d'un système de lutte contre l'incendie adapté.

En parallèle, le projet de requalification de la Place de la Comédie et de l'Esplanade Charles-De-Gaulle est entré en phase opérationnelle avec la création de 3 fosses d'arbre inscrites dans les structures porteuses du parking Comédie qui accueilleront les futurs ormes sur la Place.

Par ailleurs, en 2023 1,8 M€ étaient prévus au titre de la DSP Parking Comédie pour la modernisation du parc de stationnement de la Comédie, dont 0,7M€ au titre d'une dotation pour la réalisation du gros entretien et renouvellement.

Il paraît opportun de conjuguer l'obligation réglementaire de conversion du tunnel de la Comédie en ERP avec la modernisation du parking, et de saisir cette opportunité pour améliorer les accès et usages tous modes à ce parking de centre-ville. Ce pourrait être l'occasion pour sécuriser et compléter le réseau cyclable sur le secteur Comédie, en offrant des connexions avec le futur anneau vélo et les vélolignes

montpelliéraines.

Dans ces conditions, il est proposé d'engager un projet majeur au bénéfice du centre-ville concomitamment avec l'aménagement de la place de la Comédie.

Ce projet s'inscrit dans la démarche d'élévation au rang de capitale européenne de la culture et un programme artistique au sein du parking est à concevoir.

Un programme d'opération consolidant les différentes opérations dans le cadre d'un projet unique est proposé et présenté ci-après :

- Réaliser un « *hub des mobilités* » à l'étage -1 du parc de stationnement de la Comédie ;
- Créer deux galeries d'accès des véhicules aux parcs de stationnement de la Comédie et du Triangle par le tunnel depuis le boulevard Victor-Hugo et permettre l'évacuation en urgence des galeries et du parc de stationnement également ;
- Permettre la circulation occasionnelle des véhicules de secours depuis le boulevard Victor-Hugo et la rue Michelet, vers le Nord par la sortie rue du jeu de ballon ou vers le secteur d'Antigone par la rue des Etats du Languedoc ;
- Faciliter l'accès des deux-roues motorisés et non motorisés au « *hub des mobilités* » du niveau -1 en leur réservant l'entrée actuelle du parking de la Comédie depuis le boulevard Sarraïl, pour améliorer l'accès du centre-ville à tous les modes de déplacements. Le projet de requalification de l'Esplanade Charles-de-Gaulle intégrera les modifications nécessaires pour permettre l'utilisation de la trémie par les vélos vers le hub des mobilités au -1 ;
- Créer une galerie dédiée pour permettre aux cyclistes d'utiliser l'espace libéré du tunnel afin de traverser le secteur Comédie en toute sécurité et de façon efficace pour rejoindre le réseau cyclable vers Castelnau par la véloline 1 ou même vers l'anneau cyclable dans le secteur des quais du Verdanson/Léon-Vallois. Depuis la galerie cyclable un accès direct au niveau -3 du parc de stationnement sera créé ;
- Valoriser et magnifier cette galerie cyclable de près de 400 mètres de long en proposant une création artistique sur la base d'une intervention lumineuse et scénographique. Cette expression artistique s'inscrit dans la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 ;
- Dès janvier 2024, permettre d'accéder au parking Comédie depuis l'entrée est du cœur de Métropole par la création d'une galerie d'accès au parc de stationnement depuis l'avenue Frédéric-Mistral. La connexion entre cette voie et le parc de stationnement se situera au niveau -2 du parc ;
- Moderniser le parking de la Comédie par la rénovation des peintures des sols, murs et plafonds et l'amélioration de l'éclairage ;
- Améliorer le confort et la sécurité des piétons en proposant aux cyclistes une alternative à la traversée de la place de la Comédie par la galerie cyclable, et des connexions avec le réseau cyclable de la Métropole (anneau vélo et vélolignes) ;

Les étapes à venir sont les suivantes :

- Dépôt du permis de construire relatif à la conversion du tunnel en ERP ;
- Passation d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la TaM pour la mise en œuvre de l'opération globale de conversion du tunnel et de création du Hub des mobilités ;
- Passation des marchés de Maîtrise d'œuvre et de travaux ;
- Réalisation des travaux de requalification du tunnel : percement de la paroi du parking pour créer l'accès depuis l'avenue Mistral, restructuration des trémies du tunnel actuel et création des connexions au parc de stationnement aux niveaux -2 et -3, réalisation des dégagements et issues de secours servant à l'évacuation du public, traitement et mise en lumière des parois verticales afin d'accueillir le projet artistique, adaptation des installations de désenfumage et de lutte contre l'incendie ;

- Réalisation des travaux de rénovation du parking : rénovation des peintures et de l'éclairage, réalisation du « *hub des nouvelles mobilités* », installation des 10 bornes de recharge pour voiture électrique.

L'objectif est la livraison de ces aménagements à l'horizon 2025.

Le coût de l'opération est estimé à hauteur de 7.8 M €. Ce montant intègre toutes les dépenses liées à l'opération y compris les prestations intellectuelles, la communication et l'indemnisation des pertes d'exploitation du parking. Il comprend notamment 3.2 M € dédiés à la transformation du tunnel en ERP, 0.3 M € dédiés à la création d'une œuvre artistique et 1.8 M € dédiés à la modernisation du parc de stationnement et la création du hub de mobilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'opération d'amélioration de l'accessibilité au parking Comédie et de création d'une galerie cyclable, ainsi que le programme décrit dans la présente délibération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Convention de compensation des déplacements urbains sur le réseau TaM réalisés par les abonnés scolaires "Libre-circulation" en juillet et août 2022 entre le SMTCH et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

En 2004, la Communauté d'agglomération de Montpellier a transféré sa compétence en matière de transport scolaire au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) lors de sa création, par délibération du Conseil communautaire du 27 juin 2003.

Dans le cadre de la politique tarifaire du Syndicat Mixte en faveur des scolaires, l'abonnement scolaire « *Libre-circulation* » (ex-Zazimut) a été mis en place et offre à ses titulaires la libre-circulation sur les réseaux de transport urbain (en sus du réseau interurbain), en période scolaire et hors vacances d'été.

Pour favoriser la mobilité de ce public et dans le cadre de la politique jeunesse de la Région Occitanie, l'abonnement scolaire « *Libre-circulation* » est prolongé depuis plusieurs années pour les mois de juillet et août, sans surcoût pour les scolaires. Le SMTCH a donc adopté lors de sa séance du 30 mars 2018, en accord avec Montpellier Méditerranée Métropole, la reconduction annuelle de validité de l'abonnement scolaire « *Libre-circulation* » pendant les vacances scolaires d'été. Pour l'année 2022, la période de validité s'étend du 8 juillet au 31 août.

Une convention prévoit les modalités de la compensation financière versée par le SMTCH à Montpellier Méditerranée Métropole pour les déplacements réalisés sur le réseau TaM par les abonnés scolaires « *Libre-circulation* » durant cette période. La compensation versée à Montpellier Méditerranée Métropole est calculée sur la base du tarif unitaire réel (RUR recette urbaine unitaire = 0,9422 € HT la validation) et du nombre de validation des abonnés scolaires « *Libre circulation* », enregistrés par les valideurs TaM pour les mois de juillet et août 2022.

Pour l'exercice 2022, cette compensation s'élève à 17 638,83 € TTC pour 10 591 déplacements enregistrés (17 019 validations).

La délibération, prise par le SMTCH en mars 2018, précise que les réseaux urbains partenaires peuvent choisir ou non de reconduire le dispositif d'année en année. Afin de maintenir des conditions de mobilité favorables pour les scolaires pendant la période estivale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite reconduire le même dispositif pour l'année 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de compensation entre le SMTCH et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que la recette est inscrite aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver la reconduction du dispositif pour l'année 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Avenant n°8 à la Délégation de Service Public (DSP) Transport - Approbation - Autorisation de signature

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19, pour le subdélégataire.

Par délibération n°M2022-260 en date du 26 juillet 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°7 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements

subventionnés du délégataire, adapter la grille tarifaire et mettre à jour le contrat suite à la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale et la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République.

Par délibération n°M2022-396 en date du 4 octobre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a retiré la délibération n°M2022-230 visant à la signature d'un avenant n°6 à la convention de DSP de transport urbain. Cet avenant a été remplacé par une convention valant protocole transactionnel, visant à formaliser le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€, au bénéfice du subdélégataire T3M et au titre de l'année 2021.

Le présent avenant a pour principal objet l'intégration au contrat de DSP d'un nouveau service de stationnement vélos sécurisé sur l'espace public, venant compléter l'offre de véloparcs existants dans les P+TRAM et les parkings en ouvrage. Ce nouveau service est une solution contribuant à la création d'un véritable « *écosystème vélos* » au sein de la Métropole. Il permettra de répondre aux besoins de stationnement vélos dans l'habitat collectif, pour des déplacements pendulaires domicile-travail, mais également aux besoins de stationnement à visée « *loisirs* », dans les principaux pôles générateurs du territoire. Il sera déployé progressivement puis mis en exploitation à compter de janvier 2023, générant un impact annuel de +100 K€ sur la SFE.

Cet avenant prévoit également deux modifications mineures du contrat : une adaptation des titres de la gamme tarifaire des transports collectifs, en prévision de la gratuité totale des transports ; une révision de la SFE versée au subdélégataire à la hausse (+106 K€/an en valeur contrat), afin de corriger une erreur dans les coûts appliqués aux véhicules bioéthanol.

Conformément à l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°8 au contrat de DSP afin de :

- Mettre à jour les articles du contrat de DSP concernés par le nouveau service de stationnement vélos sécurisé (n°1/ 39.1/ 40.1/ 44/ 56.3/ 83.1/ 84) ;
- Modifier la grille tarifaire afin d'y intégrer les tarifs de ce nouveau service ainsi que les adaptations sur les titres de transport en prévision de la gratuité totale ;
- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de l'exploitation du nouveau service de stationnement, ainsi que la correction des coûts d'exploitation du subdélégataire, par la mise à jour du Compte d'Exploitation Prévisionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°8 au contrat de DSP des transports publics urbains ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) - Contribution métropolitaine - Approbation

Document de programmation à valeur prescriptive, établi en concertation avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) est l'expression de la politique de développement économique régionale.

Appliqué au territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ses orientations font l'objet d'une élaboration conjointe avec la Région Occitanie. Le « volet métropolitain du SRDEII, Montpellier Méditerranée Métropole » est la traduction de ces orientations stratégiques partagées.

I - CONTEXTE :

En 2022, l'action publique s'inscrit dans un contexte où la crise mondiale de la Covid-19 a mis en exergue la dépendance industrielle et technologique de l'économie française. La situation financière des entreprises est durablement fragilisée. La crise sanitaire a montré la nécessité de faciliter l'émergence d'une économie plus économe en ressources, en énergie et plus vertueuse. Elle a enfin montré la nécessité de revenir à des valeurs sociétales fortes dans les modes de manager, de produire, de consommer.

Tout en affichant une ambition forte de devenir un pôle européen d'entrepreneuriat et d'innovation incontournable, la Métropole s'engage à contribuer à un aménagement et à un développement économique durable, responsable et équilibré du territoire. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, la Métropole est convaincue de l'intérêt d'une stratégie partagée.

Fort de ces constats, la Région Occitanie, Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole, dans la continuité du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires – Occitanie 2040, proposent de décliner les volets métropolitains respectifs sur les axes suivants :

- L'autonomie et la souveraineté régionale ;
- L'économie de demain ;
- La transformation de notre modèle de développement économique ;
- Le rééquilibrage territorial.

II - LES 4 AXES DECLINES SUR LE VOLET METROPOLITAIN MONTPELLIERAIN :

A. Autonomie & souveraineté régionale :

- a. Le choix de filières stratégiques sur le bassin montpelliérain : la santé, l'agroalimentaire, l'environnement, regroupées dans une perspective inter filières phare à travers Med Vallée, le numérique, les industries culturelles et créatives, et l'eau ;
- b. L'international : agir de façon ciblée sur l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Afrique (pourtour méditerranéen) en complémentarité avec les acteurs spécialisés (Ad'Occ, Team France Export) ;
- c. Attractivité :
 - Tourisme : interagir avec les partenaires pour développer l'attractivité touristique du territoire en Europe et sur le bassin méditerranéen, accueil d'événements/manifestations/congrès, tourisme d'agrément (œnotourisme, activités de pleine nature) ;
 - Implantation : créer les conditions pour que l'écosystème mêle grandes et petites entreprises, startups, formations, universités, incubateurs et acteurs publics et développer une offre territoriale appropriée qui rendront promotion et prospection plus efficaces et permettront de concrétiser de belles implantations sur le territoire ;

B. Economie de demain :

- a. Les filières de demain : Intelligence Artificielle, Blockchain, Deeptech, Metaverse, Quantique, Hydrogène, Eco-construction, Economie circulaire ;
- b. L'innovation / innovation collaborative : développer des projets collaboratifs structurants en s'appuyant sur toutes les ressources du territoire ;
- c. Métiers / Emplois / Formation : favoriser l'émergence de nouveaux métiers ;

C. Transformation du modèle économique : favoriser la transformation des entreprises vers un modèle responsable, créateur de nouvelles valeurs.

- a. Commerce et Artisanat : accompagner l'évolution des usages et pratiques de l'économie de proximité, fortement impacté par la crise sanitaire, dans un contexte de mutation technologique, environnemental et sociétal ;
- b. La Création d'entreprise :
 - Entreprises innovantes : moteur de l'économie de demain et porteuses de la transformation des modèles économiques => faire du territoire un terrain d'expérimentation ouvert à l'entrepreneuriat tech inclusif, œuvrant au développement de filières essentielles favorisant la fertilité croisée de l'enseignement, la recherche et les entreprises ;
 - Entreprises traditionnelles : favoriser la création de sa propre activité ;
- c. La croissance des entreprises : soutenir le *scaling* et la transformation vers de nouveaux modèles économiques ;
- d. Entreprises à impact, ESS & innovation sociale (SEE) : favoriser l'engagement sociétal des entreprises et les modèles vertueux ;
- e. Economie circulaire stimuler les actions « Zéro Déchet, Zéro Plastique », soutenir les entreprises basées sur un modèle de recyclage ;

- f. De nouvelles solutions de financement pour accélérer la mutation des entreprises vers de nouveaux modèles, sobres et vertueux ;

D. Rééquilibrage territorial :

- a. Le foncier : viser un développement économique équilibré, sur fond de pénurie de foncier et de mutation des usages (télétravail, modalité flex...) ;
- b. Les Quartiers Prioritaires de la Ville : travailler avec l'ensemble des acteurs locaux, pour réduire les inégalités territoriales et l'emploi au sein des QPV.

Ces actions inscrites dans un canevas commun correspondent bien à la feuille de route de la Métropole. Chacune d'entre elles a été validée par la Région, faisant de ce document le reflet d'une stratégie partagée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le volet métropolitain "Montpellier Méditerranée Métropole" du Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events - Prise de participation - Création d'une filiale SASU Toulouse Congrès - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la société anonyme d'économie mixte locale Montpellier Events, à hauteur de 35,54% du capital aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%) de la Ville de Montpellier (9,29%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au Conseil d'Administration : Hind EMAD, Clare HART, Frédéric LAFFORRGUE et Renaud CALVAT.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole sous contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclus le parking du Corum dont la SAEML TaM est subdélégitaire.

La société est dirigée par son Président, Cyril MEUNIER, et sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2021 de la société est de 54 salariés et un mandataire social.

La société Montpellier Events a récemment candidaté à la procédure de DSP relative à la gestion et l'exploitation du centre des Congrès Pierre-Baudis et des Espaces Vanel de Toulouse Métropole. Lors de son Conseil en date du 20 octobre 2022, Toulouse Métropole a attribué la délégation de service public à la société Montpellier Events pour une durée de 12 ans.

Dans cette perspective, l'ambition de Montpellier Events est de créer une synergie de rayonnement régional du tourisme d'affaires sur le plan national et international au profit des deux métropoles montpelliéraine et toulousaine. La localisation en centre-ville du Centre Pierre-Baudis et des Espaces Vanel s'inscrit ainsi dans l'axe d'une orientation « *Cœur de Villes Congrès en Occitanie* » et permettra de répondre aux attentes des usagers congressistes à la recherche d'une offre permettant de combiner affaires et tourisme de loisirs de

proximité. Le début d'exploitation est prévu au 1^{er} juillet 2023.

Dans le cadre de cette prochaine exploitation, le Conseil d'administration de Montpellier Events est ainsi amené à autoriser la création d'une filiale, société dédiée, sous forme de Société par Action Simplifiée Unipersonnelle (SASU) et dénommée « *Toulouse Congrès* ». La société disposera d'un capital de 500 000 € composé de 5000 actions d'une valeur nominale de 100 €. Cette société sera détenue à 100% par la SAEML Montpellier Events et sera présidée par la Directrice Générale de Montpellier Events.

Conformément aux statuts de la société Montpellier Events, la création de filiale nécessite l'approbation du Conseil d'administration de la société. Aussi toute prise de participation exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales qui dispose « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe d'une prise de participation de Montpellier Events portant création de la filiale SASU Toulouse Congrès, à hauteur de 100% du capital social, soit 500 000 € ;
- D'autoriser les représentants de la Métropole au Conseil d'administration de Montpellier Events à voter en faveur de cette création ;
- D'autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Animation du territoire - Capitale Européenne de la Culture - Attribution de subvention à l'association Montpellier 2028 - Avenant - Exercice 2022 - Autorisation de signature

Par délibération en date du 26 juillet 2022, le Conseil de Métropole a décidé d'approuver l'attribution de fonctionnement de 150 000 € à l'association Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture. Cette association a vocation à constituer le support de la candidature du territoire élargi de Montpellier et des collectivités qui se sont unies autour de ce projet commun, en particulier, établir le dossier de candidature, coordonner et animer les projets de partenariats, fixer les objectifs et orientations de la programmation culturelle et mobiliser les financements publics et privés.

Un premier appel à projets a été lancé, en mai dernier par Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète et Sète Agglopôle, permettant d'enrichir la création et la diffusion artistique et patrimoniale autour de la candidature « *Montpellier 2028* » et de mobiliser l'ensemble des secteurs artistiques, culturels et patrimoniaux. Cet appel à projets a permis de retenir 50 projets, pour un montant global de 700 000€, s'inscrivant dans l'ambition de la candidature de Montpellier 2028, proposant des actions artistiques, culturelles et patrimoniales pour tous les publics, dans une démarche de co-construction avec les habitantes et les habitants du territoire.

Pour permettre à l'association Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture de poursuivre cet élan et d'enrichir la programmation en lançant un second appel à projets, il convient de modifier la convention d'attribution de subvention qui lui a été accordée en l'autorisant à reverser tout ou partie de la subvention reçue, dans le cadre de son activité, via des appels à projets.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention d'attribution de subvention à « Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Animation du territoire - Musée Fabre - Gratuité - Hommage à Pierre SOULAGES - Week-end du 29 et 30 octobre 2022 - Approbation

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, créé en 1828 par le peintre François-Xavier FABRE, compte parmi ses collections 34 œuvres de Pierre SOULAGES, réalisées entre 1951 et 2012. La grande majorité de ces œuvres est formée de la donation consentie par Pierre et Colette SOULAGES. Ces œuvres sont présentées dans les cinq salles de l'aile qui lui est consacrée depuis la réouverture du musée en 2007. Pierre SOULAGES a d'ailleurs accompagné, tout au long, le programme architectural de rénovation du musée Fabre.

Afin de saluer la mémoire de Pierre SOULAGES, décédé ce mercredi 26 octobre 2022, le musée Fabre a ouvert ses portes gratuitement au public le samedi 29 et dimanche 30 octobre. Plus de 4 000 visiteurs sont venus voir les toiles de Pierre SOULAGES sur ces deux jours de gratuité.

Pour l'occasion, les œuvres de l'artiste ont été introduites par les mots et les tableaux de ses amis, artistes et écrivains. Un portrait de l'artiste, connu pour ses tableaux abstraits aux nuances infinies de noir, a été accroché sur la façade du musée et un registre de condoléances a été mis à disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser *a posteriori* la gratuité de l'entrée du musée Fabre les 29 et 30 octobre, en hommage à Pierre SOULAGES ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Musée national d'Art moderne (MNAM) Centre Pompidou dans le cadre de la co-organisation de l'exposition Germaine RICHIER - Autorisation de signature

Le Centre Pompidou et le musée Fabre organisent une grande rétrospective de la sculptrice française Germaine RICHIER. Cette exposition se tiendra à Paris du 1^{er} mars au 12 juin 2023 puis à Montpellier du 12 juillet au 5 novembre 2023.

Retraçant le parcours de l'une des figures majeures de la sculpture du XX^{ème} siècle, cette exposition ambitieuse montrera comment l'art de Germaine RICHIER, poursuivant les leçons classiques de la statuaire en bronze, invente une nouvelle image de l'homme et de la femme nourrie par son rapport intime à la nature, son jeu sur l'hybridation des formes et son expérimentation inlassable sur les matériaux. Cet événement constituera également un hommage marqué à celle qui a été la première sculptrice à bénéficier d'une exposition personnelle au Musée national d'art moderne de Paris en 1956. Le musée Fabre dédie depuis sa réouverture en 2007, une salle de son parcours à la sculptrice, qui a vécu aux portes de Montpellier et s'est formée dans cette ville.

Le commissariat scientifique, notamment la sélection d'œuvres, est mené conjointement par le centre Pompidou et le musée Fabre. Le projet est mis en œuvre à chaque étape selon les ressources et calendriers propres à chacune. Afin de fixer les modalités de mise en œuvre de cette co-organisation, les institutions partenaires se sont rapprochées pour établir une convention, qui définit l'ensemble des responsabilités, obligations et prérogatives de chacune des parties, notamment en ce qui concerne les conditions de transport et de conservation des œuvres, la muséographie et la médiation, la promotion et la communication autour de l'exposition, ainsi que la répartition des frais communs afférents à son organisation.

Les deux parties collaborent logistiquement et s'engagent à respecter les exigences et conditions de conservation et de sécurité conformes aux normes internationales. Ils assument la responsabilité et l'obligation d'assurance séparément à chaque étape. Il est convenu entre les Parties que le prêt d'œuvres par le Centre Pompidou ou par le Musée Fabre ne donne lieu à la facturation d'aucun frais administratifs pour la mise à disposition des œuvres.

Les frais communs concernent principalement la fabrication des caisses, les frais liés aux prêts des œuvres et le transfert des œuvres du centre Pompidou au musée Fabre. Le Centre Pompidou assume séparément le transport des œuvres des prêteurs à son étape, Le musée Fabre assume séparément le retour des œuvres à la fin de son étape.

Chaque musée assume par ailleurs intégralement les frais locaux liés à l'organisation de l'exposition en son sein, notamment la conception et la réalisation de la muséographie, la médiation, l'installation des œuvres, la communication, le gardiennage, les partenariats, les événements protocolaires et tout autre événement en lien avec l'exposition. Si le musée Fabre souhaitait réutiliser certains dispositifs créés par le centre Pompidou dans ces domaines, les coûts de ceux-ci deviendraient des frais communs.

Le partenariat est mentionné dans les outils et opérations de communication de chaque organisateur. Chaque organisateur conserve l'intégralité des recettes encaissées sur son lieu d'exposition et aucun organisateur n'est responsable des éventuelles pertes financières de l'autre organisateur. A l'issue de l'exposition, les partenaires établiront les comptes finaux des frais communs et l'organisateur débiteur à l'égard de l'autre s'acquittera de la somme due.

Le coût estimatif de ce partenariat pour le musée Fabre s'élève à ce jour à environ 80 000 € TTC (montant pouvant évoluer au cours du projet, selon le tableau des frais partagés).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le Centre Pompidou et le musée Fabre concernant la co-organisation de l'exposition Germaine RICHIER ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Festivals du Domaine d'O - Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Financement - Convention d'application 2022 - Autorisation de signature

Les festivals « *Printemps des Comédiens* », « *Arabesques* » et « *Folies Lyriques* », portés par des associations indépendantes, contribuent pleinement à l'animation et au rayonnement des équipements culturels du Domaine d'O pendant la saison estivale.

En application de l'article 90 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), de la délibération du Conseil de Métropole du 22 décembre 2016 relative au transfert des compétences du Département à la Métropole et de la convention de partenariat « *Festivals du Domaine d'O* » en date du 23 décembre 2016, le Département a transféré à Montpellier Méditerranée Métropole la gestion du projet culturel du Domaine d'O, avec mise à disposition des installations telles que l'amphithéâtre de plein air, le théâtre Jean-Claude-Carrière et l'aire accueillant les chapiteaux. Ce transfert est effectivement intervenu à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par un commun accord ayant fait l'objet d'une convention de partenariat, le Département et Montpellier Méditerranée Métropole ont acté leur volonté de maintenir les festivals d'été et défini leurs engagements réciproques à cette fin. En application de l'article 1^{er} de cette convention de partenariat, une convention triennale 2018-2020 a été conclue entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour définir les modalités de versement de la contribution financière annuelle du Département. Il a été décidé de poursuivre ce partenariat, une convention a ainsi été approuvée pour l'année 2021 et il est proposé de la renouveler pour l'année 2022.

Le Département s'engage dans ce cadre à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution de 1 400 000 € au titre du financement des éditions 2022 des festivals « *Printemps des Comédiens* », « *Arabesques* » et « *Folies Lyriques* ». Cette somme sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole aux associations organisatrices.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat 2022 pour le financement des festivals du Domaine d'O entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la

convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Animation du territoire - Théâtre des treize Vents, ministère de la Culture, Région Occitanie, Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 - Autorisation de signature

Le Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier constitue sur le territoire de la Métropole un pôle de référence publique et professionnelle en matière artistique. Il est un acteur prépondérant de la politique d'actions culturelles en faveur du vivre ensemble menée par Montpellier Méditerranée Métropole, notamment vis-à-vis de ses engagements en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle, et de ses actions visant à favoriser l'accès à la culture au public le plus large.

Bénéficiaire du label « *Centre Dramatique national* » délivré par le ministère de la Culture, le Théâtre des 13 vents est un théâtre de service public, dont les missions sont notamment de produire et coproduire, créer, diffuser des pièces de théâtre et d'accueillir des spectacles et des artistes régionaux, nationaux et internationaux. Ainsi, le Théâtre des 13 vents propose une programmation annuelle de pièces, rencontres, conférences et d'actions diverses afin de favoriser la rencontre entre œuvres et publics.

La convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier et les partenaires publics, à savoir le ministère de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault, pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du Théâtre des 13 vents, et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets. Elle fixe les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel, les modalités de son financement, les relations avec les partenaires institutionnels et les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Par la convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conçu par ses directeurs et approuvé par son comité de suivi, conformément à son objet statutaire et dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Les partenaires publics s'engagent quant à eux à contribuer financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et des décisions de l'Etat et des assemblées délibérantes des collectivités concernées. Pour 2022, la contribution de la Métropole s'établit à 700 000 €.

La convention est conclue pour une durée de 3 ans, couvrant la période 2022-2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, et la société Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Centre Chorégraphique National Montpellier Occitanie, ministère de la Culture, Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention Pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2024 - Autorisation de signature

Les axes principaux de la politique publique de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de spectacle vivant s'orientent vers la constitution de filières complètes allant de la formation supérieure, l'insertion professionnelle, la création et la diffusion tout en veillant à accompagner l'émergence et favoriser le rayonnement culturel du territoire et de ses talents soutien et accompagne l'Institut Chorégraphique International – Centre Chorégraphique National de Montpellier Occitanie (ICI – CCN).

L'activité principale d'un Centre Chorégraphique National consiste en la création, la production et la diffusion d'œuvres d'une haute exigence artistique, constituant le socle pour le développement conjoint d'« *activités associées* » à destination des publics et des professionnels de la danse. Il s'appuie sur un projet artistique et culturel, conçu par son directeur et approuvé par son assemblée générale.

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre ICI – CCN titulaire du label Centre chorégraphique national et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du CCN et de définir les modalités de son financement et de son évaluation au travers des objectifs concrets. Dans ce cadre l'ICI – CCN s'engage à produire au moins deux créations pour une période triennale, et peut faire appel à des chorégraphes invités pour certaines de ses créations et/ou certaines de ses activités.

L'ICI – CCN recherche une large audience auprès du public et s'affirme comme un pôle artistique majeur de la vie locale et du rayonnement culturel régional. Il participe aux interventions locales en faveur du chorégraphique, à la fois par sa création de productions, la diffusion de son répertoire, mais aussi par ses « *activités associées* » ci-dessous définies. Le centre chorégraphique développe des activités associées de soutien à la création via la résidence « *artiste associé* », la résidence « *accueil-studio* » de la résidence longue « *artiste associé* » et de la résidence « *accueil studio* ». La programmation dans le cadre de la saison de l'ICI – CCN contribue au soutien à la création. Prenant appui, notamment, sur la Convention de généralisation de l'éducation artistique et culturelle (CGEAC), l'ICI—CCN conçoit et met en œuvre une stratégie de médiation, formation et développement des publics. Initié en 2011, en partenariat avec l'université Paul-Valéry de Montpellier, l'ICI—CCN dispense le Master exerce Études chorégraphiques « *recherche et représentation* » qui est depuis 2013 l'unique formation de niveau master en France accompagnant des artistes, auteurs de leur projet et recherche en danse.

Par cette convention pluriannuelle d'objectif et de moyen 2022-2024, l'ICI – CCN s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme à son objet statutaire dans le cadre de son projet global d'intérêt général, conçu par son directeur et décliné en programme pluriannuel d'activité.

Montpellier Méditerranée Métropole contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 390 000 € au projet artistique et culturel sur les années 2022 à 2024. La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole est une aide au fonctionnement, qui prendra la forme d'une subvention annuelle de 130 000 €.

L'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole sur les subventions est soumis à la règle de l'annualité budgétaire. L'octroi de celles-ci est conditionné par le vote de leur montant par l'assemblée délibérante de Montpellier Méditerranée Métropole. Le règlement sera effectué en application des règles de la comptabilité publique.

Les contributions financières de Montpellier Méditerranée Métropole mentionnées ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- Le vote au Budget Annuel de la Collectivité ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations fixées dans la convention ;
- La vérification par l'administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions.

La convention fixe également :

- Les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel ;
- Les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Chorégraphique National Montpellier Occitanie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Médiathèque centrale Emile Zola - Convention de mise à disposition 2023-2027 par Montpellier Méditerranée Métropole des locaux au bénéfice des Archives municipales de Montpellier - Autorisation de signature

A la suite des délibérations du 28 novembre 2002 de la Ville de Montpellier et du 29 novembre 2002 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant transfert de la Ville à la Communauté d'Agglomération du bâtiment dénommé alors « *Bibliothèque centrale* », la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, mettait à disposition de la Ville de Montpellier des locaux destinés aux Archives municipales au sein de la médiathèque centrale Emile-Zola.

Dans cette optique, une convention avait été signée entre les deux institutions. Elle précisait notamment les modalités de mise à disposition et les conditions de remboursement, de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole, des charges liées à l'usage du bâtiment, sur la base d'un ratio de 8%, proportionnel aux surfaces occupées, appliqué à l'ensemble des dépenses communes engagées annuellement par la Métropole dans ce cadre (chauffage, électricité, contrats de prestation de service, frais de maintenance etc.).

Cette convention prenant effet au 1^{er} janvier 2003 pour une durée de 15 ans, est arrivée à échéance au 31 décembre 2017 et a été renouvelée pour 5 ans par délibération n°14993 du 2 novembre 2017.

Une nouvelle convention est ainsi proposée, pour 5 années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2027. Elle reprend les termes de la précédente en ce qui concerne les modalités de mise à disposition des espaces et les conditions de remboursement des charges liées à l'usage du bâtiment de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de locaux de la médiathèque centrale Emile-Zola au bénéfice des Archives municipales de Montpellier ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Convention de généralisation de l'éducation artistique et culturelle (CGEAC) - Appel à projets 2023 - Autorisation de signature

L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Le parcours d'éducation artistique et culturelle accompli par chaque enfant et jeune se construit de l'école primaire au lycée, dans la complémentarité des temps scolaire, périscolaire et extrascolaires d'une part, des enseignements et des actions éducatives d'autre part. Il conjugue l'ensemble des connaissances et des compétences que l'enfant et le jeune ont acquises, des pratiques qu'ils ont expérimentées et des rencontres qu'ils ont faites dans les domaines des arts et de la culture.

Montpellier Méditerranée Métropole, de par sa compétence culture, est au cœur de cette dynamique de démocratisation culturelle. L'ensemble de ses ressources culturelles doit être associé et mis en synergie dans cette dynamique d'éducation culturelle. En application de la délibération n° M2019-342 du 25 juin 2019, il a été signé une convention associant tous les partenaires d'une éducation artistique et culturelle complète et intégrée : la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie, la rectrice académique, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) (maintenant Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports – SDJES). Celle-ci a été étendue à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault par avenant du 30 décembre 2021.

En déclinaisons locales, des conventions partenariales sont ainsi signées de gré à gré entre plusieurs communes membre et Montpellier Méditerranée Métropole ; à ce jour, sont partenaires de la Convention de généralisation de l'éducation artistique et culturelle (CGEAC) Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Juvignac, Lavérune, Le Cres, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Prades-le-Lez, Saint Drézéry, Saint Jean de Védas, Saint Génès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saussan, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone. Ainsi, ensemble, il a été décidé de développer sur chaque commune partenaire les conditions d'un accès à la culture, d'une appropriation des lieux culturels, le développement des pratiques artistiques et culturelles et l'autonomie permettant à chaque jeune de réaliser son parcours culturel personnel.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé le lancement d'un appel à projets destiné à soutenir les initiatives des opérateurs artistiques et culturels dans le développement d'offres EAC vers les communes partenaires pour l'année 2022. Cet appel à projets a été approuvé par délibération n° M2022-105 du 22 mars 2022.

Il est aujourd'hui proposé de reconduire ce dispositif, conforté par une enveloppe financière de 45 000 € au

titre de l'exercice 2023

L'aide financière de Montpellier Méditerranée Métropole est conditionnée par la signature d'une convention de partenariat ou lettre d'engagement avec chaque porteur des projets lauréats. Cette dernière aura pour objectif de délimiter le rôle, les engagements et les responsabilités des différentes parties. Elle précisera également les modalités de versement de la subvention, la durée de la convention, le pilotage et l'évaluation du projet. Enfin, cette partie éclairera les modalités du contrôle du respect des termes de la convention.

Pour l'année 2023, la date limite de réception des dossiers est fixée au 10 février 2023. Les projets devront se dérouler entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la reconduction de l'appel à projets pour soutenir les initiatives de développement de l'Education Artistique et Culturelle avec les communes partenaires de la CGEAC ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Cité des Arts - Affectation de subventions aux écoles associées - Conventions 2022/2023 - Autorisation de signature

Dans le cadre du schéma de mutualisation, il est proposé de poursuivre l'action engagée en 2017 en faveur des écoles de musique du territoire adhérentes au réseau de l'enseignement musical métropolitain et labellisées « *écoles associées au Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole – Cité des arts* ».

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole peut en effet verser à ses communes membres un fonds de concours pour la gestion d'un équipement. Ainsi, sous réserve de la signature de la convention afférente, les structures concernées pourront bénéficier d'une subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2022.

Le montant total de l'aide financière apportée par la Métropole s'élève à 73 800 € et est affecté comme suit, conformément aux clés de répartition précisées en annexe de la convention et aux engagements métropolitains dans le cadre des classes passerelles (prises en charge du tarif plein municipal) :

- Ecole de Musique de Castries : 12 996 € + 1 674 € (dispositif passerelle) : 14 670 € ;
- Ecole de Musique de Juvignac : 14 308 € ;
- Ecole Intercommunale de Musique Internote : 4 900 € ;
- Ecole de Musique de Pérols : 13 342 € ;
- Ecole de Musique de Sussargues : 7 660 € ;
- Ecole de Musique de Saint Jean de Védas : 18 310 € + 610 € (dispositif passerelle) : 18 920 €.

Outre les engagements liés à l'appartenance au réseau de l'enseignement musical, les écoles associées seront tenues aux engagements suivants :

- Offre pédagogique comportant les trois disciplines (formation musicale, instrument et pratiques collectives) ;
- Structuration en cycles et/ou départements ;
- Adoption d'un projet d'établissement ;
- Formation et professionnalisation des équipes enseignantes ;
- Participation possible des élèves aux examens de fin de cycles 1 et 2 de la Cité des arts.

De plus, les communes s'engagent à maintenir leur niveau de financement pendant la durée de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la répartition des subventions accordées par Montpellier Méditerranée Métropole aux écoles associées à la Cité des Arts ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution entre la Cité des Arts et les écoles associées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Cité des Arts - Rémunération des intervenants extérieurs, tarifs des achats de prestation de cours et prise en charge des frais de déplacements - Approbation

Par délibération n°M2021-438 du 28 décembre 2021, le Conseil de Métropole a adopté une grille de rémunération concernant les intervenants extérieurs (master-class, conférence, concerts), les jurys, les intervenants du projet Démon et de sensibilisation artistique ainsi que celles des intervenants ponctuels ou non référencés. Cette délibération précise également les conditions de remboursement des frais de déplacement des intervenants.

Afin de tenir compte des grilles de références sur laquelle s'appuie la présente délibération, il est proposé d'actualiser les grilles de rémunération des intervenants en prenant acte de l'évolution des rémunérations de référence issues de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles (CCNEAC), de l'arrêté du 18 décembre 2020 prescrivant l'accord du 31 janvier 2019 relatif aux salaires ainsi que des bases de remboursement relatives aux frais professionnels de l'URSSAF.

1. Conditions de rémunérations

❖ Intervenants extérieurs saison culturelle (*master –class, conférences, séminaires ...*)

Master-Class	L'heure	La journée (6h)
Intervention haute technicité	37,50 € brut	225 ,00 € brut
Intervention haute technicité spécialisée	75,00 € brut	450,00 € brut

Les tarifs « *haute technicité* » et « *haute technicité spécialisée* » dépendent de la nature de l'intervention. Les interventions régulières, (sauf cas exceptionnel) sont considérées comme relevant du tarif « *haute technicité* ».

En cas d'intervention ponctuelle ou non référencée, une prestation de service peut être achetée par la métropole selon un taux horaire fixé à 50 € HT.

❖ Intervenants extérieurs DEMOS et sensibilisation artistique

Intervenants	L'heure
DEMOS, intervenants musiciens, chefs de chœur et danseurs	35 € brut
DEMOS, chef d'orchestre répétitions-stages	80 € brut
DEMOS chef d'orchestre - concerts	Forfait 700 € brut
Sensibilisation artistique	20 € brut

Les tarifs ci-dessus sont des tarifs nationaux conformes au référentiel du dispositif national « *DEMOS* ».

Le tarif « *sensibilisation artistique* » est destiné aux musiciens intervenants et aux intervenants impliqués de façon directe ou indirecte dans des actions de sensibilisation culturelle et artistique auprès des écoles. Ils peuvent également être en appui de certains projets du CRR.

❖ **Jurys**

La rémunération des jurys est de 70 € brut pour une vacation minimale de 2 heures. Chaque heure suivante sera rémunérée 30 € brut.

❖ **Saison artistique (artistes, enseignants, artistes invités et techniciens)**

Grille Syndeac 2019, arrêté du 18 décembre 2020 publié au Journal officiel du 24 décembre 2020.

Service orchestre	Musiciens, choristes, danseurs, chorégraphes et comédiens	Répétitions et représentation (service de 3 heures indivisible) et au-delà au prorata temporis	109,13 € (si deux services journaliers : 154,11€)
Concerts des enseignants et artistes invités	Musiciens, choristes, danseurs, chorégraphes et comédiens	Somme forfaitaire élaborée sur la base de deux services types (109,13 €) et d'un cachet appliqué aux autres artistes appartenant aux ensembles sans nomenclature (154,11 €)	372,37 € (si autres concerts : 154,11€)
Techniciens			Rémunération SMIC horaire en fonction des catégories et des salaires à minima publiés au JO (travail d'une durée comprise entre 5 et 10 par jour, limitée à 48 par semaine)

2. Conditions de remboursement des frais de déplacement

Pour tous les intervenants extérieurs – jurys (hors rémunération via GUSO).

❖ **Nuitée d'hôtel :**

Conditions : activité comprise sur deux journées ou impossibilité d'arriver ou de partir le jour même de l'activité (après validation par la direction du CRR).

Remboursement de la somme réelle plafonnée à 90 € TTC (petit déjeuner inclus) sur présentation obligatoire de la facture.

❖ **Repas :**

Conditions :

Déjeuner : activité comprise sur deux demi-journées ;

Dîner : remboursement conditionné à la prise en charge d'une nuit d'hôtel.

Remboursement de la somme réelle plafonnée à 19.40 € TTC (base URSSAF) sur présentation obligatoire du justificatif, (hors repas pris en charge directement par le CRR).

Exceptionnellement (renommée de l'intervenant et intérêt pour le CRR) et sur proposition du directeur, le service peut prendre en charge directement la nuitée et les repas. Les tarifs ne pouvant excéder 150 € pour la nuitée et 30 € pour le repas.

❖ **Transport :**

- Billets de train - SNCF

Remboursement sur la base du tarif SNCF 2nde classe ou sur le prix du billet réel si moins cher, de la résidence familiale à la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le remboursement est conditionné à la présentation des billets mentionnant le tarif ou de la facture d'achat.

- Transport en commun

Les trajets intra-muros entre la gare et le Conservatoire sont pris en charge sur la base d'un trajet en transport en commun sur présentation du ticket.

Il n'y a pas de prise en charge des frais de taxi sauf exception sur accord préalable du directeur (transport de matériel encombrant, etc.).

- Trajet avec le véhicule personnel

Remboursement du trajet entre la résidence familiale et la Cité des Arts sur la base de l'indemnité kilométrique en vigueur ainsi que des frais de péage sur présentation de la facture (permettant en outre de justifier l'utilisation du véhicule personnel sur les trajets nécessitant la traversée de tronçons à péages). Il est précisé que l'indemnité kilométrique sera plafonnée au coefficient applicable aux véhicules à 7 CV fiscaux pour les véhicules qui auraient pour puissance fiscale 8 CV fiscaux et plus.

Il est précisé qu'aucun autre frais ne sera remboursé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'actualisation la tarification applicable à la rémunération des intervenants extérieurs et des conditions de remboursement des frais de déplacement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Partir en livre 2023 - Création de deux résidences missions - Approbation

Depuis plusieurs années, le Réseau des médiathèques participe à l'opération Partir en livre, portée par le Centre National du Livre (CNL) pour le compte du ministère de la Culture. Chaque été, en complément des animations réalisées par les équipes elles-mêmes, plusieurs auteurs et illustrateurs pour la jeunesse sont invités. Depuis 2022, le Réseau des médiathèques invite deux auteurs et illustrateurs jeunesse rémunérés et hébergés sur l'ensemble de la manifestation, afin qu'ils participent à des actions de médiation culturelle auprès des scolaires et du grand public.

Cette année encore, une candidature sera adressée au CNL, en vue d'une participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'édition 2023 de Partir en livre.

Afin de renouveler le dispositif mis en place en 2022 de deux résidences-missions de diffusion qui relèvent non de la création, mais de l'éducation artistique et culturelle, le Réseau des médiathèques souhaite mettre en place ces résidences à destination des publics qui :

- Met en œuvre une diffusion, à travers le territoire (notamment mais pas uniquement à travers les médiathèques de la Métropole) de l'œuvre disponible de l'artiste résident, ainsi qu'une valorisation des démarches et processus créatifs – cette diffusion pouvant être pensée sous l'angle de la rencontre ou du « *faire avec* » ;
- Requiert une forte disponibilité, durant cinq semaines, d'un artiste, à l'échelle du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les objectifs de ce projet sont de :

- Permettre aux enfants et aux jeunes du territoire de bénéficier d'un certain nombre de contacts privilégiés, d'une proximité active et dés-intimidante avec la création contemporaine, conformément aux trois piliers de l'éducation artistique et culturelle : la rencontre, la pratique, la connaissance ;
- Contribuer au développement de l'esprit critique, de la curiosité et de l'imaginaire du jeune public, conformément aux trois missions du Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole : mettre en œuvre une politique des intelligences, des compétences et des imaginaires ;
- Réduire les inégalités en matière d'accès à l'art et à la culture et augmenter de manière significative le nombre d'enfants et de jeunes (et, au-delà, des familles) concernés, conformément aux objectifs historiques et à l'utopie pratique de la démocratisation culturelle ;
- Contribuer au développement spécifique du goût de la lecture et de l'image de qualité, conformément à une volonté forte de Montpellier Méditerranée Métropole de soutenir les acteurs de la chaîne du Livre et aux grands objectifs du CNL incarnés dans cette manifestation,

Une phase préparatoire de la résidence permettra au printemps d'identifier les partenaires mobilisées et actions réalisées entre la mi-juin et fin juillet.

Le montant total prévisionnel du projet de participation à Partir en livre 2023 s'élève à 18 000 €, dont environ 10 000 € pour le volet résidence-mission, incluant notamment des dépenses de rémunération, d'hébergement et transport, toutes modalités spécifiées dans une convention de résidence qui sera adoptée ultérieurement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de résidences-mission dans le cadre de l'opération Partir en livre 2023 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - 4ème trimestre 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole a fait approuver par délibération n°M2020-306 les nouvelles modalités d'application du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion du Théâtre et du Spectacle Vivant qui contribue à soutenir la vitalité artistique sur son territoire en permettant une plus large diffusion de spectacles créés et joués par des compagnies locales. Ce dispositif bénéficie aux compagnies installées sur le territoire de la Métropole, à condition qu'elles soient programmées dans la Métropole, et ce dans le cadre d'une convention.

Les projets financés doivent répondre aux critères suivants :

- Intégration dans la programmation *a minima* d'un lieu de diffusion de la Métropole ;
- Rédaction d'un contrat de cession ou de coréalisation avec minimum garanti pour la compagnie ;
- Nécessité d'avoir une reconnaissance professionnelle via la licence d'entrepreneur de spectacle ;
- Obligation pour la compagnie bénéficiaire d'être installée sur le territoire de la Métropole ;
- Forte incitation à la diffusion d'une série pour le spectacle ou le projet aidé ;
- Irrigation la plus large possible du nombre de communes de la Métropole ;
- Mise en œuvre d'un parcours d'aide à la création entre les différentes structures d'accueil de la compagnie pour une ou plusieurs étapes de travail, tout au long du processus de création ;
- L'aide peut apparaître comme un apport en production auprès des autres partenaires institutionnels.

1- Attribution de subventions dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion Théâtrale :

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer l'aide à la Création et la Diffusion Théâtrale et au Spectacle Vivant aux 3 compagnies suivantes, pour les projets ci-dessous énoncés, pour un montant total de 8 600 € :

Spectacle	Diffuseur	Compagnie	Dates	Nombre de représentations	Nature de la représentation	aide proposée
<i>Le Médecin malgré lui</i>	Juvignac	Cie Les Têtes de Bois	20/10	1	Théâtre	3 000
<i>Sous les pavés</i>	Prades-le-Lez	CIA Cie Internationale Alligator	09/09	1	Théâtre de rue	3 100

<i>Le Théâtre de Sabbat</i>	What The Fest	Les Robinsons	31/10	1	Théâtre musical	2 500
-------------------------------------	------------------	---------------	-------	---	-----------------	-------

2- Annulation et modification de subventions dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion Théâtrale

Pour des raisons liées à la Covid-19, l'association Théâtre Talhers Production La Rampe Tio qui a bénéficié d'une subvention de 1000 € par délibération n°M2022-106 du 22 mars 2022 n'a pas pu jouer son spectacle *Antigona*, entraînant l'annulation de la représentation par le diffuseur.

L'association L'individu qui a bénéficié d'une subvention de 1400 € par délibération n°M2022-265 du 26 juillet 2022 n'a finalement pas été en mesure de déposer un dossier de demande de subvention complet pour l'année 2022, ne permettant pas de maintenir l'aide initialement prévue dans le cadre de son projet de diffusion du spectacle *Looking for Quichotte*.

L'association Marécage qui a bénéficié d'une subvention de 1500 € par délibération n°M2022-265 du 26 juillet 2022 a indiqué renoncer à cette attribution pour le spectacle *Interlude(s)* puisqu'il a finalement été directement accueilli et financé par le Réseau des médiathèques.

A la suite d'une renégociation du contrat, l'association Les gens du quai qui a bénéficié d'une subvention de 2 000 € pour le spectacle *Lopez Lopez* par délibération n°M2022-265 du 26 juillet 2022 n'a finalement sollicité qu'un montant de 1 200 €.

A la suite à une renégociation du contrat, l'association Le cri dévot qui a bénéficié d'une subvention de 2 774 € pour le spectacle *#générations(s)* par délibération n°M2022-106 du 22 mars 2022 n'a finalement sollicité qu'un montant de 2 112 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention dans le cadre du fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale et au spectacle vivant, aux 3 compagnies listées ci-dessus ;
- D'approuver l'annulation des subventions aux 3 compagnies Théâtre Talhers Production La Rampe Tio, L'individu et Marécage, ainsi que la modification des subventions aux 2 compagnies Les gens du quai et Le cri dévot ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

1. Affectation de subventions de fonctionnement

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire. Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

N° de dossier	Code association	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant proposé
METRO-CULT 001573	4804	Brocéliande	MUSIQUE	Projet	Festival de la chanson française	1 000 €
METRO-CULT 001563	6936	Le réveil cournonterralais	MUSIQUE	Projet	31° festival	1 000 €
METRO-CULT 001557	7883	Idéoscènes	MUSIQUE	Projet	Festival l'étang suspendu	2 000 €
METRO-CULT 001554	6923	Locura Flamenca Production	DANSE	Projet	Festival flamenco	5 000 €
METRO-CULT 001551	7597	Les Amandises	MUSIQUE	Fonctionnement		2 000 €
METRO-CULT 001615	4311	Tout à Fond (TAF)	MUSIQUE	Fonctionnement		15 000 €
METRO-CULT 001279	1250	Corée Graphie	DANSE	Fonctionnement		4 000 €
METRO-CULT 001526	1774	Compagnie Pepi Morena	THEATRE	Projet	AMACA	1 500 €
METRO-CULT	4191	Illusion et Macadam	PLURI	Projet	Festival Tropisme	10 000 €

001359					AMCB -	
Total fonctionnement et projets						41 500 €

2. Affectation de subventions d'équipement et d'investissement à des structures associatives

Compte tenu de la qualité de leur projet artistique et du rayonnement de leurs activités sur le territoire, il est également proposé d'attribuer des subventions d'investissement aux structures suivantes :

N° de dossier	Code association	Nom de l'association	Nature	Objet	Montant proposé
METRO-CULT 001470	6535	Line Up	Investissement	Rénovation ateliers	1 500 €
METRO-CULT 001431	7748	K7Channel		Equipement de production	8 000 €
METRO-CULT 001412	1201	La boutique d'écriture &co		Matériel technique	10 000 €
METRO-CULT 001495	3746	Association Uni'sons		Matériel bureautique et technique	7 000 €
METRO-CULT 001265	7618	La folie de Cadenet		Restauration gloriette	10 000 €
METRO-CULT 001522	7328	Avis de chantier		Conteneur et caisses de transport	5 773 €
METRO-CULT 001514	6919	Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier LR		Equipement pédagogique et développement du numérique	4 353 €
METRO-CULT 001454	7598	La Compagnie du Vent sous les semelles		Création d'un théâtre ambulant	3 500 €
METRO-CULT 001294	3845	Balthazar Centre des arts du cirque		Rentoilage du chapiteau	26 400 €
Total investissement					76 526 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau ci-dessous :

CULTURE			
Code	Structure	Type	Attribué
105	CINEMED	Fonctionnement	220 000 €
1893	ICI - CCN	Fonctionnement	65 000 €
2156	MONTPELLIER DANSE	Fonctionnement	770 000 €
265	OONMO (Opéra)	Fonctionnement	6 665 000 €
980	FESTIVAL RADIO FRANCE	Fonctionnement	222 000 €
1666	STAND'ART	Fonctionnement	100 000 €
1937	FOLIES LYRIQUES	Fonctionnement	107 500 €
3746	UNI'SONS	Fonctionnement	105 000 €
6135	L'ATELLINE	Fonctionnement	50 000 €
213	THEATRE DES 13 VENTS	Fonctionnement	350 000 €
1620	LE PRINTEMPS DES COMEDIENS	Fonctionnement	736 000 €
6919	ENSAD	Fonctionnement	225 000 €
4911	MOCO	Fonctionnement	1 600 000 €
2221	DOMAINE D'O	Fonctionnement	1 500 000 €
TOTAL			12 715 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Avenant n° 2 - Approbation - Autorisation de signature

Située au cœur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis plus de vingt ans un service public sportif plébiscité par les utilisateurs (plus de 300 000 visiteurs par an) en mettant à la disposition du public une piste ludique de 1 330 m² couplée à une piste sportive de 1 800 m². Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille chaque année les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entraînements et les compétitions de trois clubs sportifs d'intérêts métropolitain.

Par délibération n° 14404 en date du 25 janvier 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public (DSP) pour la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier, ainsi que le choix du délégataire, la SARL VM34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} mars 2017.

Le contrat de DSP, notifié le 24 février 2017, actuellement en vigueur prend fin le 1^{er} mars 2023.

Par délibération n° M2022-206 en date du 31 mai 2022, le Conseil de Métropole a approuvé le principe de renouvellement d'une délégation de service public pour la poursuite de la gestion et de l'exploitation de la patinoire Végapolis.

Le 17 octobre 2022 Montpellier Méditerranée Métropole a lancé la procédure de mise en concurrence en publiant le dossier de consultation des entreprises qui conduira à la désignation du futur exploitant.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service public et permettre aux usagers de pouvoir continuer à bénéficier des installations de la patinoire pendant la procédure de consultation des entreprises et d'analyse des offres, il est proposé de prolonger le contrat actuellement en vigueur entre la société VM 34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, et Montpellier Méditerranée Métropole pour une durée de cinq mois, soit du 1^{er} mars au 31 juillet 2023 inclus.

Au sein de cet avenant les parties conviennent que la nouvelle date de fin du contrat est arrêtée au 31 juillet 2023.

Dans ce cadre, l'avenant prévoit les modalités financières de poursuite de l'exploitation. Ainsi, le délégataire devra s'acquitter d'une contribution forfaitaire calculée au prorata temporis d'un montant de 24 750 €, d'une redevance d'occupation du domaine du domaine public de 7 000 € et d'une redevance de contrôle d'un

montant de 1 500 € pour la période. Montpellier Méditerranée Métropole continuera à supporter financièrement l'accueil des scolaires dans l'établissement conformément au tarif délibéré.

L'avenant n° 2 au contrat de délégation de service public vise à modifier le contrat du 24 février 2017 en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 2 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous :

POLITIQUES SPORTIVES					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
1225	Montpellier Méditerranée Futsal	00092 4	F	Fonctionnement saison sportive 2022-2023	25 000 €
2583	Basket Lattes Montpellier Association	00092 2	F	Fonctionnement saison sportive 2022-2023	24 500 €
TOTAL					49 500€

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique " Sports" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau ci-dessous :

SPORTS			
Code	Structure	Type	Attribué
1104	SA MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement	587 500 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	500 000 €
2583	BASKET LATTES	Fonctionnement	470 000 €
1850	SAS MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement	457 500 €
5368	ASSO MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement	300 000 €
7861	MHSC VOLLEY BALL	Fonctionnement	380 000 €
917	ASSO MHSC VOLLEY BALL	Fonctionnement	40 000 €
128	ASSO MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	315 000 €
4319	MONTPELLIER WATER POLO	Fonctionnement	188 000 €
950	3M UC NATATION	Fonctionnement	187 500 €

5443	ASSO MHSC	Fonctionnement	146 250 €
3914	3M HOCKEY CLUB	Fonctionnement	112 500 €
1891	MONTPELLIER GRS	Fonctionnement	43 750 €
5223	MA2M	Fonctionnement	40 000 €
4681	3M PATINAGE	Fonctionnement	25 000 €
864	3M CANOE KAYAK UC	Fonctionnement	30 000 €
1417	BARRACUDAS	Fonctionnement	20 000 €
3659	3M TAEWONDO	Fonctionnement	15 000 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Fonctionnement	12 500 €
6488	MONTPELLIER SPORT DE GLACE	Fonctionnement	12 500 €
1928	MONTPELLIER TRIATHLON	Fonctionnement	12 500 €
4012	3M FUTSAL	Fonctionnement	25 000 €
2139	ASPTT TENNIS	Fonctionnement	5 000 €
4380	AQUALOVE	Fonctionnement	5 000 €
4176	3M NATATION ARTISTIQUE	Fonctionnement	4 000 €
4701	HURRICANES - FOOTBALL AMERICAIN	Fonctionnement	2 500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement	25 000 €
5400	AK SPORT	Fonctionnement	7 500 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement	5 000 €
4821	CLUB SUPPORTER BLUE FOX	Fonctionnement	5 000 €
6141	MONTPELLIER HANDI RUGBY	Fonctionnement	2 000 €
5001	CLUB SUPPORTER MHRC	Fonctionnement	2 000 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Fonctionnement	5 000 €
TOTAL			3 985 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des

conventions d'attribution ;

- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Murviel-lès-Montpellier - Intégration dans le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Modification des statuts de la Régie des Eaux - Approbation

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, le Conseil de Métropole a décidé de créer une Régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts. Ainsi depuis le 1^{er} janvier 2016, la Régie des Eaux assure la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

Par une délibération du 14 décembre 2021, le Conseil de Métropole a décidé d'étendre la compétence de la Régie au service public de l'assainissement collectif et non collectif à compter du 1^{er} janvier 2023.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est substitué en 2010 à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) qui exerce la compétence à travers un nouveau contrat de délégation de service public confié depuis le 1^{er} janvier dernier à la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) « Eau du Bas Languedoc ». Le SBL est un syndicat mixte à la carte avec une compétence obligatoire production d'eau potable et une compétence facultative distribution d'eau potable.

Par délibération du 23 février 2021, le Conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable plus à même d'assurer les enjeux d'une politique durable de l'eau que sont la prise en compte de l'environnement, de la solidarité, de la gouvernance et de la transparence ainsi qu'une tarification plus avantageuse pour les usagers de la commune et la perspective d'une politique patrimoniale et de recherche de fuites qui permettrait l'amélioration du rendement de réseaux de distribution sur le territoire de la commune.

Par une délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la reprise de la compétence distribution d'eau potable sur le service de Murviel-lès-Montpellier en vue d'en confier l'exploitation à la Régie. Par une délibération du 28 juin 2022, le SBL a acté le retrait de Montpellier

Méditerranée Métropole au titre de la compétence à la carte distribution d'eau potable pour le service de la commune de Murviel-lès-Montpellier. Les trois adhérents du syndicat ont approuvé cette reprise. Le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole de la compétence distribution d'eau potable du SBL prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023.

Compte tenu de l'inexistence de ressources en eau sur ou à proximité du territoire communal de Murviel-lès-Montpellier et de l'éloignement des réseaux de la Régie des Eaux, la Métropole reste membre du SBL pour la compétence obligatoire production-adduction d'eau potable.

A ce titre les statuts de la Régie doivent être modifiés pour intégrer l'exploitation du service public de la distribution d'eau potable sur le territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier, étant donc précisé que l'eau potable sera livrée par le délégataire du SBL au titre de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la compétence production d'eau potable du SBL.

Le premier paragraphe de l'article 3.1.1 « *Eau potable* » des statuts de la Régie est remplacé par le paragraphe ci-dessous :

« La Régie a pour objet l'exploitation du service public d'eau potable sur le territoire de quatorze (14) communes membres de la Métropole, à savoir les communes de Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone. »

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la modification des statuts de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Murviel-lès-Montpellier - Intégration dans le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux relative aux conséquences financières - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute sur une partie de son territoire.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est substituée en 2010 à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) qui exerce la compétence à travers un nouveau contrat de délégation de service public confié depuis le 1^{er} janvier dernier à la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) « *Eau du Bas Languedoc* ».

Le SBL est un syndicat mixte à la carte avec une compétence obligatoire production d'eau potable et une compétence facultative distribution d'eau potable. En application des dispositions de l'article L. 5212-16 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et conformément à l'article 4 de ses statuts, le Syndicat assure, au titre des compétences obligatoires, pour l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) membres, les compétences de Production et d'Adduction d'eau (exceptions faites, sur le territoire de Sète Agglopôle Méditerranée, des sources d'Issanka qui sont exploitées par la Ville de Sète ; celles de Frontignan, Balaruc-les-Bains et Balaruc-le-Vieux qui restent exploitées au niveau communal ; et sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, celles de la Commune d'Agde qui conserve la possibilité de les exploiter).

Au titre de ses compétences optionnelles, le SBL assure la distribution d'eau potable pour :

- La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée pour les trois communes suivantes : Montagnanc, Pinet, Vias ;
- Sète Agglopôle Méditerranée pour les neuf communes suivantes : Bouzigues, Gigan, Loupian, Marseillan, Mireval, Montbazin, Poussan, Vic-la-Gardiol, Villeveyrac ;
- Montpellier Méditerranée Métropole pour les neuf communes suivantes : Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan.

Par délibération du 23 février 2021, le Conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable. Ainsi sollicitée, Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération du 29 mars 2021, a pris acte de l'expression de cette volonté et mis à l'étude sur les plans technique, patrimonial et financier la reprise de la compétence à la carte distribution d'eau potable pour le

service de distribution d'eau potable de Murviel-lès-Montpellier.

Par une délibération du 22 mars 2022 Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès du SBL la reprise de la compétence en vue d'en confier l'exploitation à la Régie. Par une délibération du 28 juin 2022, le syndicat a acté le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de la compétence à la carte distribution d'eau potable pour le service de la Commune de Murviel-lès-Montpellier. Les trois EPCI, adhérents du syndicat, ont approuvé cette reprise.

Compte tenu de l'inexistence de ressources en eau sur ou à proximité du territoire communal de Murviel-lès-Montpellier et de l'éloignement des réseaux de la Régie des Eaux, la Métropole reste membre du SBL pour la compétence obligatoire production-adduction d'eau potable.

Le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole de la compétence distribution d'eau potable du SBL pour le service de Murviel-lès-Montpellier prend effet à compter du 1er janvier 2023. L'exploitation du service est confiée à la Régie des Eaux dont les statuts ont été modifiés en ce sens lors de ce présent Conseil.

Les conséquences financières et matérielles de reprise de la compétence ont été actées par un protocole d'accord entre le SBL et la Métropole, également présenté à ce Conseil. Les sommes dues au travers de ce protocole le sont au titre de l'exercice de la compétence eau potable.

Il convient donc de confier, par voie conventionnelle, à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole la prise en charge de la participation financière de la Métropole à la reprise de la compétence optionnelle distribution d'eau potable soit 189 511,04 € HT, ainsi que la contribution annuelle de la Métropole due au SBL soit environ 22 900 €.

La Régie est, par ailleurs, habilitée à conclure avec le Syndicat ou son délégataire une convention ayant pour objet de définir les modalités techniques de livraison et de facturation en gros de l'eau potable au service de distribution du territoire de Murviel-lès-Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux relative aux conséquences financières du retrait de la compétence distribution d'eau potable sur le territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Syndicat du Bas Languedoc - Reprise pour le service de la commune de Murviel-lès-Montpellier de la compétence à la carte de distribution d'eau potable - Protocole d'accord - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute sur une partie de son territoire.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est substituée en 2010 à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) qui exerce la compétence à travers un nouveau contrat de délégation de service public confié depuis le 1^{er} janvier dernier à la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) « *Eau du Bas Languedoc* ».

Le SBL est un syndicat mixte à la carte avec une compétence obligatoire production d'eau potable et une compétence facultative distribution d'eau potable. En application des dispositions de l'article L. 5212-16 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et conformément à l'article 4 de ses statuts, le Syndicat assure, au titre des compétences obligatoires, pour l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) membres, les compétences de Production et d'Adduction d'eau (exceptions faites, sur le territoire de Sète Agglopôle Méditerranée, des sources d'Issanka qui sont exploitées par la Ville de Sète ; celles de Frontignan, Balaruc-les-Bains et Balaruc-le-Vieux qui restent exploitées au niveau communal ; et sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, celles de la Commune d'Agde qui conserve la possibilité de les exploiter).

Au titre de ses compétences optionnelles, le SBL assure la distribution d'eau potable pour :

- La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée pour les trois communes suivantes : Montagnanc, Pinet, Vias ;
- Sète Agglopôle Méditerranée pour les neuf communes suivantes : Bouzigues, Gigean, Loupian, Marseillan, Mireval, Montbazin, Poussan, Vic-la-Gardiol, Villeveyrac ;
- Montpellier Méditerranée Métropole pour les neuf communes suivantes : Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan.

Par délibération du 23 février 2021, le Conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable. Ainsi sollicitée, Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération du 29 mars 2021, a pris acte de l'expression de cette volonté et mis à l'étude sur les plans technique, patrimonial et financier la reprise de la compétence à la carte distribution d'eau potable pour le service de distribution d'eau potable de Murviel-lès-Montpellier.

Par une délibération du 22 mars 2022 Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès du SBL la reprise de la compétence en vue d'en confier l'exploitation à la Régie. Par une délibération du 28 juin 2022, le syndicat a acté le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de la compétence à la carte distribution d'eau potable pour le service de la Commune de Murviel-lès-Montpellier. Les trois EPCI, adhérents du syndicat, ont approuvé cette reprise.

Compte tenu de l'inexistence de ressources en eau sur ou à proximité du territoire communal de Murviel-lès-Montpellier et de l'éloignement des réseaux de la Régie des Eaux, la Métropole reste membre du SBL pour la compétence obligatoire production-adduction d'eau potable.

Le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole de la compétence distribution d'eau potable du SBL pour le service de Murviel-lès-Montpellier prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023 et il convient de fixer, conformément aux statuts du SBL, article 6-3, les conséquences financières et matérielles de reprise de compétence.

De ces dispositions, il ressort que la reprise de compétence s'effectuera conformément aux dispositions de l'article L. 5211-25-1 du CGCT.

Le principe applicable vise donc, s'agissant des biens meubles et immeubles initialement mis à la disposition du SBL par Montpellier Méditerranée Métropole, et avant elle, par la Commune de Murviel-lès-Montpellier à ce qui lui soient restitués et réintégrés dans son patrimoine pour leur valeur nette comptable ; de même, doit lui être restitué le solde de l'encours de la dette afférente à ces biens.

Pour ce qui est des biens meubles et immeubles acquis ou réalisés par le SBL postérieurement au transfert de la compétence, le produit de leur réalisation, ainsi que le solde de l'encours de la dette, ont vocation à être répartis entre le SBL et Montpellier Méditerranée Métropole par le biais d'un protocole d'accord, objet de la présente délibération.

Les biens situés sur le territoire de la Commune de Murviel-lès-Montpellier nécessaires à l'exercice de la compétence distribution de l'eau potable, acquis ou réalisés par le SBL, sont transférés à titre gratuit.

Compte tenu de la reprise du service public de distribution d'eau potable sur le territoire de la Commune de Murviel-lès-Montpellier, par Montpellier Méditerranée Métropole, il convient d'assurer la prise en charge des dépenses de structures correspondantes qui ne seront plus couvertes par cette dernière. L'estimation de ces dépenses, établie sur la base du critère de linéaire de réseau correspondant au territoire de la commune, ramené au linéaire total de réseaux des communes concernées par la compétence facultative distribution d'eau potable, donne lieu à participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur d'un montant de 87 384,54 €.

Par ailleurs, les emprunts non individualisés sont répartis suivant la même clé de répartition entre le Syndicat et la Métropole. L'estimation de cette dépense, correspondant à la quote-part de capital restant dû donne lieu à participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur d'un montant de 32 761,50 €.

Ces participations seront réglées financièrement en un seul versement par la Métropole avant le 30 avril 2023.

Conformément aux dispositions statutaires, Montpellier Métropole doit également verser une contribution annuelle au budget du syndicat au travers d'une clé de répartition relative aux volumes de pointe souscrits qui s'applique, d'une part, aux frais de gestion réalisés au Budget Exploitation du Syndicat et d'autre part, au remboursement des emprunts réalisés pour les travaux intersyndicaux. Pour la commune de Murviel-lès-Montpellier, le volume de pointe souscrit correspondant aux besoins de pointe futurs en eau potable à l'horizon 2040 en tenant compte d'un rendement de 80% est fixé à 811 m³/j. A titre indicatif, le montant annuel de cette contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole au budget du SBL est arrêté, pour l'année 2023 à la somme de 22 895,01 € HT.

La reprise de la compétence distribution d'eau potable par Montpellier Méditerranée Métropole rend également nécessaire la réalisation de travaux à intervenir au point de comptage pour la vente d'eau en gros. Ces travaux, estimés à la somme de 69 365 € HT, seront réalisés par le SBL et à la charge financière de la Métropole.

Enfin, il conviendra que le syndicat ou son délégataire signe une convention avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour objet d'organiser les modalités techniques de livraison et de facturation en gros de l'eau potable au service de distribution du territoire de Murviel-lès-Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du protocole d'accord entre le Syndicat du Bas Languedoc et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur les conséquences du retrait de la compétence distribution d'eau potable sur le territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Cycles de l'eau - Projets de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau - Burkina-Faso, Sénégal et Inde - Conventions de financement - Autorisations de signature

Montpellier Méditerranée Métropole soutient depuis 2016 des projets de coopérations internationales ou décentralisées dans le domaine de l'eau, dans le cadre des dispositions de la loi OUDIN-SANTINI. Cet investissement représente une contribution importante pour l'atteinte des objectifs de développement durable fixés par l'ONU en 2015.

Dans le cadre de cette politique, Montpellier Méditerranée Métropole a créé un fonds métropolitain de soutien à des projets internationaux de coopération et de solidarité. Ce fonds a pour but d'apporter, sous forme de subvention, une aide dans le champ de la solidarité internationale, de la coopération décentralisée et de l'aide au développement.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil la mise en place de deux nouveaux projets et la modification d'un projet existant, dans 10 communes du sud du Burkina-Faso, dans la région de Tambacounda au Sénégal et à Pondichéry en Inde.

Projet d'appui à la maîtrise d'ouvrage des services d'eau potable et d'assainissement dans dix communes du Burkina Faso

En 2019, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Secours Catholique ont signé une convention financière, visant à accompagner un partenaire local (Ocades Caritas Burkina) dans la réalisation d'un projet de renforcement des conditions d'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement dans 10 communes du Burkina Faso.

Le planning d'activités a été réactualisé pour 2022 et 2023, afin notamment d'allonger le délai maximum de la présentation des demandes de paiement. Pour ce faire, il est proposé la signature d'un avenant de prolongation de la convention initiale.

Projet assainissement de base, eau et hygiène menstruelle pour la santé améliorée « SOUTOURA » dans la région de Tambacounda au Sénégal

Nota : « Soutoura » signifie « dignité » en wolof.

Ce projet de coopération décentralisée consiste à améliorer l'accès à des services durables et inclusifs d'eau

potable, d'assainissement et d'hygiène dans les zones rurales autour de Tambacounda au Sénégal. La région de Tambacounda est l'une des 14 régions administratives du Sénégal. Très étendue, elle est située dans l'est du pays. Le chef-lieu régional est la Ville de Tambacounda. Tambacounda est géographiquement la plus grande des 11 régions du Sénégal, mais a une faible densité de population, son économie est plus pauvre que celle du reste du pays.

Plus précisément, il s'agit de :

- Objectif Spécifique 1 : améliorer l'accès à un assainissement amélioré durable pour les ménages et les établissements scolaires dans les Communes de Koar, Kothiary, Goumbayel et Bala (formant l'association intercommunale KKGB) via le renforcement du marché local de l'assainissement et le renforcement des capacités ;
- Objectif Spécifique 2 : améliorer la gestion de l'hygiène menstruelle des jeunes filles dans les établissements scolaires via une approche écologique et basée sur l'entrepreneuriat local.

Le projet est présenté par l'ONG le Gret et s'inscrit dans la continuité d'actions engagées par le Gret aux côtés de l'association intercommunale KKGB. Ils proposent l'organisation suivante :

- Porteur du projet : le Gret ;
- Maîtrise d'ouvrage : le Gret ;
- Maîtrise d'ouvrage locale : le Gret avec l'association intercommunale sénégalaise KKGB ;
- Partenaires locaux : l'association intercommunale KKGB. Les quatre communes du KKGB, regroupées sous l'association intercommunale, agiront en tant que maîtres d'ouvrage locaux des infrastructures et assureront la responsabilité des différentes actions, qu'elles qu'en soient les modalités. Elles apporteront, via le KKGB, un cofinancement des infrastructures et prendront en charge la maîtrise foncière publique des aménagements.

Le projet est prévu pour une durée de 6 mois, il débutera en décembre 2022 et se terminera en juin 2023.

Le projet est estimé à 80 000 € TTC. Il est proposé un financement à 100 % par Montpellier Méditerranée Métropole. Pour ce faire, il est proposé la signature d'une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Gret.

Projet de coopération dans le domaine de la protection de l'environnement, de la sauvegarde de la biodiversité et de la gestion de l'eau à Pondichéry en Inde

La Commune de Prades-le-Lez (porteur de projet et maître d'ouvrage) a répondu à un appel à manifestation d'intérêt, lancé par le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, de coopération avec la Ville de Pondichéry en Inde dans le domaine de la protection de l'environnement, de la sauvegarde de la biodiversité, et de la gestion de l'eau. Le projet a été retenu par le comité de sélection du programme et sera donc accompagné par le réseau régional multi acteur, Occitanie Coopération.

Soutenu par les autorités du gouvernement local, de l'éducation, la Ville de Pondichéry a développé une action de « *bien être environnemental* » dans le domaine de l'eau. Il s'agit de faire adopter par certaines écoles, dans un premier temps, des plans d'eau. Ces retenues d'eau sont restaurées et prises en charge pour une action globale et transversale d'amélioration urbaine, sociétale et culturelle. Elles vont aussi servir de laboratoires pour les écoles et pour le développement d'un programme d'études transdisciplinaires reliant les différentes matières scolaires autour et à partir de l'eau afin de mobiliser la jeunesse au soin et à la préservation de ces ressources.

Il s'agit concrètement de faire partir à Pondichéry un(e) volontaire en service civique pour travailler localement sur cette action puis en réciprocity, d'accueillir un(e) volontaire en service civique de Pondichéry pour travailler sur ces mêmes thématiques à Prades-le-Lez. Côté France, le tutorat de cette action sera assuré par Etablissement public territorial de bassin (EPTB) Lez – SYBLE. Le CIRAD pourrait également être intéressé.

Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour assurer une partie du financement de ce projet.

Le coût du total du projet est estimé à 24 970,03 € TTC, il est proposé le plan de financement suivant :

- 7 419,45 € : Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) ;
- 10 131,13 € : Agence du Service Civique ;
- 7 149,45 € : Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention financière avec la Commune de Prades-le-Lez

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Secours Catholique pour le projet au Burkina-Faso ;
- D'approuver les termes de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ONG le Gret pour le projet « *SOUTOURA* » au Sénégal ;
- D'approuver les termes de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Prades-le-Lez pour le projet en Inde ;
- De dire que les crédits seront inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Environnement - Concession de distribution publique de gaz - Avenants de prorogation de sept contrats de concession - Autorisation de signature

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière de distribution publique de Gaz en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE) et est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz.

En France, la distribution existante de gaz naturel est en situation de monopole régulé. La Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès à ce réseau. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français. GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

Au niveau national, des négociations ont débuté en 2018 entre GRDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine pour définir un nouveau modèle de contrat de concession de gaz. Celles-ci ont abouti en juin 2022 à la signature d'un accord-cadre qui invite les AODE à s'inspirer du modèle du contrat de concession qu'ils ont établi. Tout en étant inscrit dans un cadre national, l'ensemble contractuel offre des possibilités de prise en compte des enjeux locaux en lien avec les ambitions des territoires en matière de transition écologique et de performance du service public concédé.

Localement, il existe 24 contrats de concession entre le distributeur, GRDF, et la Métropole, dont les dates d'échéances s'échelonnent de fin 2022 à 2044. La Métropole souhaite tendre vers une harmonisation contractuelle à l'échelle du territoire, en regroupant l'ensemble de ces concessions en un seul contrat.

Sept contrats arrivent à échéance à court terme et doivent être prolongés pour permettre la tenue des négociations locales :

- Clapiers (31/12/2022) ;
- Fabrègues (31/12/2022) ;
- Lattes (31/12/2022) ;
- Montferrier-sur-Lez (17/02/2023) ;
- Montpellier (31/12/2022) ;
- Saussan (31/12/2022) ;
- Vendargues (31/12/2022).

Il est proposé de prolonger ces sept contrats jusqu'au 30 juin 2023 afin de disposer du temps nécessaire pour défendre au mieux les intérêts de la Collectivité, conformément aux dispositions des articles L. 3135-1 6° et R. 3135-8 du Code de la commande publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des sept avenants de prorogation des contrats de concession de la distribution publique de gaz sur le territoire des communes de Clapiers, Fabrègues, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Saussan et Vendargues jusqu'au 30 juin 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) volontariste. Le 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a adopté par délibération la révision de la P2A, et ainsi défini un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire de la Métropole.

La P2A vise cinq finalités transversales :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Elle se décline en 5 orientations opérationnelles :

- Façonner un territoire agroécologique ;
- Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Pour relever ces défis « *de la fourche à la fourchette* », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs territoriaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social et de la transition du système alimentaire territorial. Chaque année, la Métropole soutient ainsi l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique de renommée internationale sur ces thématiques, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre, parfois avec un cadrage triennal. La Métropole soutient ces acteurs dont l'action

vient en appui à la mise en œuvre de la P2A. La convention de partenariat matérialise des objectifs de moyen terme définis en commun ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;

- Le soutien à des projets opérationnels structurants pour le territoire, qui contribuent à la mise en œuvre des orientations de la P2A, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec, dès que c'est possible, une harmonisation du calendrier événementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2022, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

Subventions de projets évènementiels et de mobilisation citoyenne					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Projet	Montant attribué
7786	Terracoopa	METRO DEV 001183	projet	Terracoopa a 10 ans A cette occasion, terracoopa entend mener une évaluation des effets de son implantation sur le territoire.	6 000 €
7341	Les Jeunes agriculteurs	METRO DEV 001180	Projet	Promotion de l'agriculture et de ses métiers auprès du grand public, de la maternelle jusqu'au lycée. Promotion de l'installation en agriculture, pour des porteurs de projet, pour des publics en reconversion, en voie de s'installer sur le territoire.	3 000 €
4664	Marches paysans	METRO DEV 001176	Projet	Festival de la Tomate – 15 ^{ème} édition à Clapiers Festif et gourmand, ce rassemblement est une revendication de l'agriculture paysanne et de l'agroécologie par la mise en avant de producteurs locaux et aux pratiques respectueuses de l'environnement.	3 000 €
Total					12 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Transition énergétique" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau ci-dessous :

TRANSITION ENERGETIQUE			
Code	Structure	Type	Attribué
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT	Fonctionnement	72 500 €
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT	Projet	150 000 €
TOTAL			222 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - Coopération internationale et Coopération décentralisée volet Tourisme - Convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et Experts Solidaires pour le projet dans la vallée de l'Arghen (Maroc) d'appui à la valorisation des filières économiques traditionnelles - Autorisations de signature

Le Bassin de la vallée de l'Arghen (Maroc), zone d'intervention, se situe dans la Région Souss Massa, plus précisément dans la Province de Taroudant. Situé dans le massif montagneux de l'Anti-Atlas, ce territoire est une zone assez enclavée, et les populations qui y vivent sont pour la plupart en situation de précarité. Sur le plan administratif la zone concernée par ce projet regroupe les Communes territoriales d'Adar, Nihit, Arazane, Toughmart, Imi n Tayart et Azaghar N'Irs. Ces communes regroupent un nombre total de 26 884 habitants et environ 6 083 ménages. Les Communes de la vallée d'Arghen, ont décidé de se regrouper pour bien mener les projets de développement intercommunal et gérer collectivement les ressources locales. De ce fait, l'Etablissement de Coopération Intercommunal (ECI) du Bassin de l'Arghen a vu le jour en février 2021, première intercommunalité marocaine.

Le 8 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole, précédent co-financeur d'un projet d'eau dans cette région de l'Arghen, décide d'accroître son engagement en signant une convention cadre de coopération décentralisée avec l'ECI du Bassin de l'Arghen (délibération du Conseil de Métropole n° M2020-494). Cette coopération a pour finalité première de promouvoir la réalisation d'actions communes, les échanges et les transferts d'expériences entre les institutions signataires, dans un objectif de valorisation des collectivités et de renforcement mutuel des capacités des services de chacun. Cette coopération entre vise également à promouvoir les échanges et actions de coopération entre acteurs institutionnels, universitaires, économiques et représentants de la société civile présents sur les territoires respectifs des signataires.

Fin 2021 et 2022, cette collaboration entre les deux Collectivités s'est concrétisée par deux visites d'échanges et de travail entre élus et techniciens : une au Maroc en novembre 2021 et une en France en juin 2022. A la suite des échanges et visites qui ont eu lieu durant cette période, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ECI du bassin de l'Arghen ont formulé le souhait de travailler ensemble sur une nouvelle thématique : la promotion d'activités artisanales comme levier d'un développement économique, social et solidaire des populations de la Vallée l'Arghen.

Un premier projet d'appui au secteur touristique, très peu développé dans la région, a permis d'établir des perspectives en termes de développement économique pour la vallée de l'Arghen. Dans le cadre d'une coopération entre la Commune de Marseillan et la Commune de Nihit, faisant partie de l'ECI du bassin de

l'Arghen, un diagnostic des acteurs et des activités pouvant être impliqués ou valorisés par la mise en place d'actions dans ce domaine a été réalisé.

À la suite des échanges réalisés dans le cadre des formations de ces acteurs identifiés, un autre secteur économique, lié au tourisme, est ressorti comme étant une priorité pour les habitants de la vallée : le développement des filières artisanales « *de terroir* ». Cette demande émane plus particulièrement des coopératives féminines, nombreuses dans les villages de la Vallée, mais pas exclusivement. Certains hommes artisans ont également sollicité l'équipe projet afin d'être appuyés dans leurs activités : potiers, tailleurs de pierre...

Ce projet s'intitule « *Appui à la valorisation des filières économiques traditionnelles, portées par les coopératives de la vallée de l'Arghen* ».

Les activités principales du programme sont :

- **Action 1 : Mobiliser les compétences de la Métropole autour de la valorisation économique et touristique du patrimoine agricole et artisanal local**

1. Visite d'une délégation de la Métropole dans la Vallée de l'Arghen afin d'organiser des transferts de compétences entre les élus et les techniciens de ce secteur.

2. Organisation d'une délégation d'artisans et d'encadrants d'artisans de la Vallée de l'Arghen à Montpellier autour d'événements ciblés, permettant de valoriser les activités de coopération avec la Vallée de l'Arghen. Par exemple, l'organisation d'expositions photographiques ou de conférences sessions de cinéma/débat. Les thématiques pouvant être abordés sont « *l'accès à l'eau dans des zones arides* » ; « *agroécologie en zone aride* » ; « *histoire méditerranéenne commune* » ; « *les produits phares marocains retrouvés dans la consommation dans le Sud de la France : huile d'olive, huile d'argan etc* ». Vente de produits issus de la Vallée : mise en place d'un marché dans les jardins de la Maison des Relations Internationales (MRI).

3. Organisation d'échanges et de débats en France et au Maroc autour de la thématique de « *l'entrepreneuriat féminin : enjeu de part et d'autre de la méditerranée* ».

- **Action 2 : Accompagner la Coopérative féminine de la Commune d'Arazane à structurer leur filière de production d'huile d'argan**

La Coopérative féminine d'huile d'argan de la Commune d'Arazane est la structure la plus développée sur ce produit dans la Vallée de l'Arghen. Une vingtaine de femmes s'y relaient afin de produire la quantité commandée d'huile, dans les temps voulus. Il s'agit de la seule coopérative de la vallée capable de produire plusieurs tonnes d'huile à l'année et disposant de produits finis établis, incluant un emballage adapté au type d'huile (cosmétique ou alimentaire) et graphiquement identifiée.

Cependant, la production de la Coopérative est instable durant l'année. En effet, les femmes ne produisent que sur commande et donc, de manière très aléatoire. Elles n'ont connaissance des marchés sur lesquelles elles pourraient se positionner de manière durable. Elles ne disposent pas non plus des compétences en informatique nécessaire en 2022 pour communiquer sur leurs productions ou pour effectuer les demandes d'autorisations nécessaires à la vente en gros et à l'exportation de leurs productions.

Enfin, l'atelier de fabrication d'huile est très sommaire, alors qu'il pourrait être un lieu de valorisation non seulement du produit auprès des touristes et acheteurs potentiels, mais aussi des utilisations diverses et variées qui peuvent être fait de cette huile (soin de beauté, massage, cuisine), l'espace est inhospitalier.

Ainsi, à travers ce projet, il est question d'accompagner les femmes à étudier les marchés de l'huile d'argan sur lesquelles elles pourraient se positionner, à se former en *marketing* et en utilisation des outils

informatiques, à aménager leurs espaces de production afin de mettre en exergue ce produit emblématique de la vallée.

- **Action 3 : Accompagner la Coopérative féminine de la Commune d'Adar à structurer leur filière de fabrication de tapis et de babouches traditionnels berbères**

La Coopérative féminine de tapisserie d'Adar est constituée de 14 femmes. Celles-ci se relaient l'après-midi afin de répondre aux commandes passées de manière ponctuelle et aléatoire, souvent par des personnes originaires du village, à l'occasion d'événements exceptionnels.

Pendant l'année, elles produisent en général uniquement 3 ou 4 tapis de très grande taille. Ce modèle ne leur permet pas de considérer leurs activités au sein de la coopérative comme une activité génératrice de revenus.

Or, la tapisserie tient une place importante dans la tradition berbère. Toutes les jeunes filles passent par une étape où elles sont formées dans des coopératives similaires par leurs aînées.

Ainsi, les femmes de la Coopérative d'Adar ont demandé à être accompagné dans la structuration de leur production afin que ce savoir-faire patrimonial puisse devenir un vrai métier. Afin d'y arriver, plusieurs étapes sont nécessaires. La première est d'arriver, à l'aide d'un designer, à se réapproprier les motifs traditionnels berbères propres à la région de l'Arghen et à sélectionner ceux qui ont le potentiel de plaire aux divers consommateurs ciblés.

Il s'agit donc également d'étudier les débouchés disponibles pour la vente de ce type de produits et former les femmes à élaborer des produits adaptés à la demande, tout en conservant l'authenticité de leurs produits.

- **Action 4 : Accompagner l'émergence d'une coopérative fonctionnelle autour de l'exploitation de l'amande dans les Communes d'Azaran'Eis et d'Adar.**

La Vallée de l'Arghen est peuplée de deux grands types d'arbres fruitiers non cultivés : l'arganier et l'amandier. A partir d'une certaine altitude, environ 1 500 m, l'arganier ne pousse plus. C'est l'amandier qui s'impose dans le paysage des hautes montagnes de la Vallée. L'amande est donc un produit très connu et utilisé par les populations de cette région, particulièrement de celles d'Adar et Azaran'Eis, Communes les plus élevées de la zone.

Les ménages les consomment tous en grande quantité sous plusieurs formes : séchées et salées, en poudre dans les gâteaux, en pâte à tartiner (Amlou), sous forme d'huile... Cependant, aucune coopérative professionnelle de production n'existe dans la Vallée à l'heure actuelle malgré quelques tentatives de structurer cette filière. Or, les Maires de ces Communes souhaitent développer cette production.

Ainsi, un diagnostic agraire spécifique à l'amandier de la Vallée de l'Arghen sera réalisé afin de comprendre le potentiel de production de ce fruit à coque à l'échelle de ces deux Communes. Il permettra également de comprendre les enjeux économiques de cette filière liés au foncier. En effet, une des hypothèses émises concernant le manque d'initiative collective et individuelle à produire des amandes en grande quantité concerne la question de l'appartenance des arbres. En parallèle, un bilan des compétences locales liés à la production d'amandes et de ses dérivés sera réalisé.

- **Action 5 : Accompagner la mise en valeur des produits de poteries issus du village de potiers d'Adar**

Accessible uniquement à pied ou à dos d'âne, il existe un petit village montagneux de la Commune d'Adar, Win Lkhir, où 7 familles exercent de père en fils, depuis des générations, le métier de potier. Travaillant avec l'argile de la Vallée, ces artisans fabriquent tous types d'objets traditionnels berbères, mais plus

particulièrement des objets liés à la cuisine traditionnelle : brocs, plats à tajines, assiettes, tasses, etc.

Les artisans n'arrivent plus à tirer des revenus suffisant de leurs savoir-faire pour subvenir aux besoins de leurs familles : difficultés d'accès aux marchés urbains, produits non-adaptés à la demande. Ainsi, les potiers de ce village ont demandé à être formé et accompagner dans la revalorisation de leurs métiers et de leurs productions.

Organisation :

Maîtrise d'ouvrage :

Le programme de coopération décentralisée sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage conjointe de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'ECI du Bassin de l'Arghen, conformément à une convention cadre entre les deux Collectivités signées en juillet 2021.

L'ECI du Bassin de l'Arghen agira en tant que maître d'ouvrage local des infrastructures et assurera la responsabilité des différentes actions, qu'elles qu'en soient les modalités. Il apportera un cofinancement pour la mise en œuvre des activités de formations, d'achat d'équipement, de recrutement de prestataire et le financement de la coordination locale. Il la facilitation de toutes les démarches nécessaires pour la bonne réalisation des activités du projet.

Assistance à la maîtrise d'ouvrage :

Experts-Solidaires assurera l'assistance à maîtrise d'ouvrage, l'expertise et la logistique du projet et représentera Montpellier Méditerranée Métropole au Maroc sur le projet.

Calendrier prévisionnel :

- Année 1 (2023) : démarrage du projet ;
- Année 2 (2024) : mobilisation des fonds locaux et mise en place des actions ;
- Année 3 (2025) : à la suite de la mise en place des activités et bilan.

Plan de financement :

Le coût total du projet s'élève à 130 510 € TTC, dont 45 000 € TTC pour Montpellier Méditerranée Métropole (soit 15 000 €/ an sur 3 ans). Le plan de financement total est le suivant :

Pays	Structure	Montant par an	Total
France	Experts Solidaires Valorisation	4 000 €	12 000 €
France	Montpellier Méditerranée Métropole	15 000 €	45 000 €
France	DAECT	N/A	23 000 €
Maroc	DGCL	N/A	23 000 €
Maroc	ECI Arghen	N/A	15 810 €
Maroc	Maison de l'Artisanat Taroudant	N/A	11 700 €
Total			130 510 €

Une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Experts Solidaires est ainsi proposée à hauteur de 45 000 € TTC pour la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention financière pour le projet « *Appui à la valorisation des filières économiques traditionnelles, portées par les coopératives de la vallée de l'Arghen* » ;

- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à ces affaires.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Environnement - Ecolothèque - Prix des fermes pédagogique 2022 de la Fondation Sommer - Financement - Approbation

La Fondation Adrienne et Pierre SOMMER est, aujourd'hui en France, la seule organisation à but non lucratif, privée et indépendante, qui soutient le développement de pratiques fondées sur les interactions positives entre l'humain et l'animal. La médiation animale est une méthode d'intervention basée sur les liens bienfaisants entre les animaux et les humains, à des fins préventives, éducatives ou thérapeutiques. La Fondation Adrienne et Pierre SOMMER décerne, en 2022, 10 prix de 10 000 € aux fermes pédagogiques. Ce prix finance les fermes pédagogiques à but non lucratif pour des projets d'investissement ou de fonctionnement lié à un projet de croissance ou de développement de la ferme : « *consolider leur croissance, de quoi atténuer les difficultés engendrées par la crise sanitaire, aide au démarrage ou à la construction d'un bâtiment, achat de matériel, de nourriture, mise en place de signalétiques éducatives...* ». Ainsi, la fondation prévoit d'aider pour l'achat de matériel ou d'animaux pour les activités de la ferme pédagogique (abris, enclos, nourriture...) et la mise en place d'espaces pour le public ou les animaux, etc.

L'Ecolothèque a des besoins en termes d'amélioration des aménagements dédiés aux animaux pour un mieux-être animal et des médiations pédagogiques afin de transmettre au mieux ces valeurs de médiation aux différents publics (enfants, adultes en situation de handicap et leurs accompagnants). Il s'agit d'être absolument exemplaires en la matière, car l'Ecolothèque est un acteur de référence sur le territoire. De plus, les périodes estivales caniculaires sont très impactantes pour l'activité de l'Ecolothèque et le bien-être animal. Cela fait émerger de nouveaux besoins liés à la canicule : ombrage, rafraîchissement, végétalisation...

Ainsi, l'Ecolothèque a candidaté au prix de la Fondation Adrienne et Pierre SOMMER et proposé le projet d'investissement suivant :

- Améliorer le confort thermique des animaux, en particulier pendant la période estivale régulièrement caniculaire dans l'Hérault : construction de deux abris pour les poules, oies et canards ; acquisition des deux bassins pour les oies, brumisateurs pour tous les animaux ; plantation d'arbres pour ombrage dans et autour des enclos ;
- Faciliter la médiation et favoriser le bien-être des bœufs, équidés, moutons, chèvres et lapins : meilleure rotation des pâtures via leur compartimentation, accès facilité aux animaux par des cheminements durables et sécurisés, construction d'agres pour les chèvres, aménagement d'enclos mobiles extérieurs pour les lapins actuellement logés dans la grange ;
- Mieux prendre soin des équidés au plus près des besoins, via l'acquisition de matériel de maréchal ferrant.

A la suite de cette candidature le 15 septembre, l'Écolothèque a été désignée comme lauréate du prix le 31 octobre 2022. Le jury a retenu le principe d'un montant de 10 000 € pour le bien-être des animaux, la rénovation et création de nouvelles clôtures et le soin aux équidés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de l'Écolothèque d'amélioration des aménagements dédiés aux animaux ;
- D'autoriser l'Écolothèque à mentionner le logo et le site internet de la Fondation Adrienne et Pierre SOMMER sur les documents de présentation de l'action soutenue (numérique, papier, presse) ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Environnement - Mandats n°2124 et n°2127 pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST - Protocoles de quitus et reddition des comptes - Approbation

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a autorisé la signature de la convention de mandat n°2124 avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST. Une première procédure de consultation des entreprises ayant été annulée par le tribunal administratif, une nouvelle consultation d'entreprises menée selon la procédure de dialogue compétitif a été engagée en octobre 2004. A l'issue de la consultation, la Commission de Dialogue Compétitif a retenu, en juin 2005, le groupement VINCI ENVIRONNEMENT / SOGEA SUD / AT & E ARCHITECTURE.

Le mandat a fait l'objet de six avenants ayant pour objet :

- L'avenant n°1 approuvé par délibération du 28 avril 2004, pour tenir compte des obligations nouvelles résultant du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant Code des marchés publics modifiant les attributions de la personne responsable du marché ;
- L'avenant n°2 approuvé par délibération du 27 septembre 2004, confiant à la SERM la modification du programme fonctionnel de l'unité et la définition de son enveloppe financière, ainsi que la relance des consultations d'entreprises à la suite de l'annulation par le tribunal administratif du premier marché de conception construction ;
- L'avenant n°3 approuvé par délibération du 13 février 2007, ayant pour objet de prendre en compte les conséquences des prestations supplémentaires que le mandataire a été amené à assurer dans le cadre de sa mission et l'allongement des délais nécessaires à l'obtention des différentes autorisations administratives ;
- L'avenant n°4 approuvé par délibération du 29 octobre 2010, pour tenir compte de la réalisation de travaux d'adaptation des installations visant à réduire les nuisances olfactives et à améliorer les conditions de travail et d'exploitation et l'allongement des délais correspondants ;
- L'avenant n°5 approuvé par délibération du 29 mars 2012, ayant pour objet de prendre en compte les conséquences du décalage de la réception de l'unité de méthanisation du fait du de l'incendie survenu le 13 septembre 2010 dans le hall de déshydratation des digestats ;
- L'avenant n°6 approuvé par délibération du 25 juillet 2013, ayant pour objet de prendre en compte les dates de prise d'effet de la réception prononcée le 30 mars 2012 et des garanties contractuelles particulières des équipements, cet avenant étant sans incidence financière.

Au terme des missions objet du mandat, il convient d'en constater l'achèvement dans le cadre d'un protocole

de quitus et de reddition des comptes sur la base du bilan des dépenses actualisé assurées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole qui s'établit à 111 989 865,76 € TTC. Ce bilan est en diminution par rapport au dernier bilan approuvé au Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'exercice 2015 qui était de 112 031 K € TTC. Ce bilan tient compte principalement :

- Des décomptes généraux définitifs des marchés de travaux, fournitures, prestations de service, maîtrise d'œuvre. Tous les contrats et marchés sont soldés ;
- Du montant définitif de la rémunération du mandataire.

Par ailleurs, la signature d'un marché complémentaire n°2127 à la convention de mandat n°2124 initialement conclue avec la SERM, a été autorisée par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011 conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics. Ce mandat a notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz.

Deux premiers avenants à la convention de mandat n°2127 ont été conclus en 2014 et 2015 pour prendre en compte respectivement le planning actualisé de l'opération ainsi que le versement d'une avance complémentaire de 200 000 € afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, sans incidence sur le bilan financier. L'avenant n°3 approuvé en octobre 2018 a eu pour objet de prolonger la durée du marché et d'octroyer une rémunération complémentaire au mandataire, correspondant aux prestations à effectuer à la suite de la modification de programme intervenue consécutivement à l'avancement des études et aux fins de permettre l'intervention de la SERM sur l'ensemble du processus de réalisation des travaux comme prévu dans le marché. L'avenant n°4, approuvé en décembre 2020, concernait l'allongement du mandat en cohérence avec le planning d'exécution des travaux et la non-souscription par la SERM d'une police d'assurance Responsabilité civile décennale - Constructeur Non réalisateur (CNR) qui ne peut pas être souscrite indépendamment d'une police Dommages Ouvrages, non prévue par la Collectivité.

Au terme des missions objet du mandat, il convient d'en constater l'achèvement dans le cadre d'un protocole de quitus et de reddition des comptes sur la base du bilan des dépenses actualisé assurées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole qui s'établit à la somme de 5 101 063,75 €. Ce bilan est en diminution par rapport au bilan approuvé au Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'exercice 2020 qui était de 5 272 K € TTC. Ce bilan tient compte principalement :

- Des décomptes généraux définitifs des marchés de travaux, fournitures, prestation de service, maîtrise d'œuvre ;
- Du montant définitif de la rémunération du mandataire.

Le solde de trésorerie du mandat n° 2124 est positif en faveur de la Métropole de 180 886,73 €. Il se décompose en 149 366,65 € au titre de la dernière situation de dépenses n°42 et de 330 253,38 € sur l'avance consentie par la Métropole.

Le solde de trésorerie du mandat n°2127 s'établit à 28 853,72€. Il se décompose de la manière suivante :

- 101 437,25 € dus par Montpellier Méditerranée Métropole faisant l'objet de la situation de dépenses SERM n°26 transmise avec le présent protocole ;
- 16 847,23 € dus par Montpellier Méditerranée Métropole faisant l'objet de la facture de rémunération n° 0117-2022 transmise avec le présent protocole ;
- 89 430,76 € dus par SERM sur l'avance de trésorerie consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole constate l'achèvement des missions confiées au titre des mandats n°2124 et n°2127 et approuve les comptes et annexes qui lui sont présentés par la Société mandataire, et qu'elle donne quitus définitif et sans réserve pour les missions qui lui étaient confiées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des protocoles de quitus et de reddition des comptes des mandats n°2124 et n°2127 pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST présentés par la société mandataire ;
- D'autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Environnement - Contrat d'action et performance entre Montpellier Méditerranée Métropole et CITEO pour la valorisation des emballages ménagers et papiers - Avenants n°1 aux contrats de reprise conclus avec les repreneurs pour la valorisation des matériaux issus des collectes sélectives - Autorisation de signature

Par délibération n° 15156 du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé la signature avec la société CITEO, agréée par les pouvoirs publics dans le cadre de la Responsabilité Elargie des Producteurs – REP - du contrat type dénommé « *Contrat Action et Performance CAP – Barème F* » portant sur la période 2018-2022, faisant suite au précédent contrat « *Barème E* » approuvé par délibération n°10140 du 21 avril 2011. Ce contrat a pour objectif principal d'assurer la valorisation des déchets ménagers issus des collectes sélectives d'emballages ménagers en garantissant la reprise des matériaux triés selon les différents standards et le versement aux collectivités des soutiens financiers correspondant selon des barèmes pré-définis. Pour mémoire, le montant des sommes perçues au titre du soutien à la tonne triée s'élève, pour le dernier exercice clos 2021, respectivement à 3 797 253 € pour les emballages et 213 421 € pour les papiers graphiques.

Le contrat prévoyait également des appels à projet pour optimiser la collecte, améliorer les performances, et le soutien aux nouvelles installations de tri s'inscrivant dans le cadre de l'extension des consignes de tri au titre desquelles la Métropole a été déclarée lauréate et a bénéficié de l'aide financière de CITEO pour un montant de 950 000 € pour l'extension/réhabilitation du centre de tri DEMETER dont la mise en service a eu lieu au dernier trimestre 2019.

Le « *CAP barème F* » devait prendre fin au 31 décembre 2022, après que les pouvoirs publics aient adopté le nouveau cahier des charges à appliquer aux éco organismes. L'instruction du nouveau cahier des charges n'ayant pu être menée à son terme avant cette échéance, l'agrément en cours a été prolongé pour une durée d'un an couvrant donc l'année 2023.

Le nouveau cahier des charges d'agrément a été approuvé par arrêté du 30 septembre 2022 et publié le 9 octobre 2022, tout en intégrant la prise en compte de certaines dispositions de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Il introduit notamment les modalités de conversion des soutiens non dépensés au niveau national en année n, en soutien à l'investissement en année n+1, ainsi que des modalités de prise en charge des coûts de nettoyage et de traitement des déchets d'emballages ménagers abandonnés dans l'espace public, et de soutien à la généralisation de la collecte séparée pour recyclage des déchets d'emballages de produits consommés hors foyer.

Il actualise également les montants des soutiens financiers versés aux collectivités territoriales pour la collecte et le tri des déchets d'emballages ménagers comme suit :

Matériau	Acier	Aluminium	Papier Carton Non Complexé PCNC	Papier Carton Complexé PCC	Papier Carton en Mélange PCM	Plastique	Verre
Barème 2018/2022 en €/T	62	400	150	300	100	660	7
Barème 2023 en €/T :	68	439	165	329	100	725	7

Le nouveau contrat type sera adressé aux collectivités pour signature début 2023.

Consécutivement, il convient de prolonger pour la même durée d'un an couvrant l'année 2023, les contrats conclus avec les repreneurs par la Métropole pour la valorisation des emballages, par matériau et pour chaque standard, dans l'attente de l'élaboration des nouveaux cahiers des charges permettant à la Métropole d'organiser une nouvelle procédure de mise en concurrence des opérateurs. Ceux-ci concernent pour les différents matériaux :

- Fibreux - Papier / carton (hormis la sorte « *Journaux-Revues-Magazines* » : contrat conclu avec la société SMN dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Fibreux - Papier sorte « *Journaux-Revues-Magazines* » : contrat tripartite conclu avec la société SMN et la papeterie NORSKE SKOG Golbey dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Plastiques (hors flux de développement) : contrat conclu avec la société PAPREC dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Métaux ferreux : Contrat avec la société SUEZ RV Méditerranée SAS dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Métaux non ferreux : Contrat avec la société SUEZ RV Méditerranée SAS dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, incluant la modification de la mercuriale de référence ;
- Verre : Contrat avec la société O-I France selon l'accord-cadre « *reprise option filière* » conclu entre CITEO/Adelphe et la Chambre Syndicale des Verreries Mécaniques de France –CSVMF- avenant subséquent à conclure entre la Métropole et le repreneur, en tant que repreneur désigné par la CSVMF ;
- Plastiques flux de développement : Contrat conclu avec CITEO, dans le cadre des contrats type « *reprise titulaire* », CITEO constituant l'opérateur exclusif de reprise des plastiques flux de développement.

S'agissant de ces deux derniers flux, les contrats de reprise étant directement liés au cahier des charges CITEO, les projet d'avenant correspondants seront transmis aux collectivités pour signature début 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des contrats proposés par CITEO pour les soutiens à la valorisation des emballages ménagers et des papiers graphiques à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- D'approuver les projets d'avenants à conclure avec les repreneurs à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat, les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Solidarités - Prolongation du contrat de ville - Conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Avenant n°3 - Autorisation de signature

Le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015-2023, dont l'avenant n°2 a été signé en décembre 2019, constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville et s'appuie sur les 12 enjeux identifiés par les partenaires signataires, regroupés autour de 5 objectifs opérationnels :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- Organiser une politique résidentielle plus équilibrée dans les quartiers, la Métropole et poursuivre le renouvellement urbain ;
- Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous en développant les coopérations et la co-éducation ;
- Développer une offre de services et d'équipements accessible aux habitants dans une logique de parcours ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

La qualité de vie urbaine est donc un objectif affiché dans le contrat de ville et correspond à une attente forte des habitants des quartiers prioritaires. A cette fin, et pour participer à cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier approuvaient, par délibération en date du 16 décembre 2015, les projets de convention d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des quatre bailleurs ayant du patrimoine au sein des 12 Quartiers Politique de la Ville (QPV) de Montpellier : ACM Habitat, Hérault Logement, ERILIA et SFHE.

Ces conventions ont été signées le 3 février 2016 entre l'Etat, la Métropole, la Ville de Montpellier et chacun des 4 bailleurs. La loi de finances pour 2015 étant venue acter le rattachement de cet abattement au contrat de ville.

Les 4 conventions initiales ont fixé, pour une période triennale (2016-2017-2018), un programme d'actions articulé aux démarches de gestion urbaine de proximité, autour de 8 axes d'intervention :

- Le renforcement de la présence de personnel de proximité ;
- La formation / soutien des personnels de proximité ;

- Le sur entretien ;
- La gestion des déchets et encombrants / épaves ;
- La tranquillité résidentielle ;
- La concertation / sensibilisation des locataires ;
- L'animation, lien social, vivre ensemble ;
- Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Un premier avenant à ces conventions a été signé le 21 octobre 2018 afin de prendre en compte les programmes d'actions pour les années 2019 et 2020, et un second signé le 29 décembre 2020 afin de prendre en compte la prolongation du contrat de ville et les programmes d'actions pour les années 2021 et 2022 (prolongement de la durée du contrat de ville jusqu'en 2022 par avenant appelé Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques – PERR).

La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation d'une année supplémentaire les contrats de ville en cours et les régimes fiscaux zonés qui leur sont rattachés, à l'instar de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties. Cette décision a été prise dans un contexte de réflexion profonde sur les contours et le contenu de ceux-ci. Un nouvel avenant aux conventions initiales est donc nécessaire afin de prendre en compte la prolongation du contrat de ville et le programme d'actions pour l'année 2023.

Ce programme d'actions est décliné quartier par quartier. Il s'appuie sur l'avenant au cadre national d'utilisation de la TFPB (publié le 30 septembre 2021 par l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) et le ministère de la Ville en lien avec les principales associations d'élus) qui a vocation à devenir le nouveau cadre de référence pour les conventions à venir. Sans changer les principes fondamentaux de mise en application des conventions, il apporte des précisions sur les modalités d'élaboration, de pilotage et de suivi de la démarche en étroite relation avec les objectifs et partenaires du contrat de ville, et en premier lieu, l'Etat et la Métropole.

Les conventions ouvrant droit à l'abattement de TFPB ont ainsi vocation à s'inscrire en complémentarité avec :

- Les actions relevant du contrat de ville y compris dans le cadre des projets de renouvellement urbain, ainsi qu'avec le droit commun, notamment en matière de sécurité, d'emploi, d'accès aux droits, etc. ;
- Les mesures initiées ou amplifiées lors du Comité Interministériel des Villes du 29 janvier 2021 (cités éducatives, cité de l'emploi, bataillons de la prévention, etc.) ;
- Les enjeux sociétaux actuels qui concernent tout particulièrement les QPV (transition écologique, vieillissement, etc.).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'acter la prolongation du contrat de ville jusqu'au 31 décembre 2023 et le programme d'actions pour l'année 2023 ;
- D'approuver les termes des avenants n°3 aux quatre conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Solidarités - Contrat de Plan État-Région 2015-2020 - Attribution de subvention au CROUS pour la réfection des réseaux d'eau de la cité universitaire "Le Triolet" à Montpellier - Modification - Autorisation de signature

Au titre du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer aux projets de rénovation et de modernisation des résidences étudiantes propriétés du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier.

Ainsi, par délibérations n°M2020-40 du 31 janvier 2020 et n°2020-394 du 23 novembre 2020, il a été décidé d'attribuer au CROUS une subvention de respectivement 258 750 € et 426 613 € pour le remplacement des réseaux d'eau des cités universitaires « *Les Arceaux* » et « *Le Triolet* », toutes deux situées à Montpellier.

Compte tenu du contexte actuel de hausse des coûts de construction, le CROUS est contraint de renoncer à ce stade à l'opération « *Les Arceaux* » dont les surcouts ont été évalués à près de 600 000 €, afin de permettre la réalisation de l'opération « *Le Triolet* », jugée prioritaire, et dont les surcouts sont moindres (environ 300 000 €).

Aussi, le CROUS sollicite Montpellier Méditerranée Métropole afin d'accorder le transfert de la subvention réservée pour l'opération Arceaux au profit de l'opération Triolet.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole serait ainsi porté sur cette opération à 685 363 € et reposerait sur le plan de financement suivant :

- Prix de revient prévisionnel réactualisé : 1 924 711 € ;
- Fonds propres CROUS : 1 239 348 € ;
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 685 363 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier la délibération n°2020-394 du 23 novembre 2020 afin d'apporter une subvention au CROUS d'un montant total de 685 363 € pour le remplacement des réseaux d'eau de la Cité Universitaire « *Le Triolet* » à Montpellier, en lieu et place des 426 613 € initialement accordés, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;

- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Solidarités - Agence Immobilière à Vocation Sociale - Attribution d'une subvention à l'association Habitat & Humanisme pour l'année 2022 - Convention d'attribution - Approbation - Autorisation de signature

La loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009, la loi pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové du 24 mars 2014 et la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017 comportent des mesures visant à faciliter l'intermédiation locative et la mobilisation du parc privé pour le logement de ménages en difficultés.

Le plan national Logement d'abord réaffirme la volonté de mobiliser le parc privé avec une vocation sociale, entend réintroduire de la fluidité dans le dispositif d'hébergement vers le logement et prévoit une augmentation de 40 000 places supplémentaires d'intermédiation locative sur 5 ans (2017-2022), dont la moitié en mandat de gestion.

Dans ce cadre, l'association Habitat et Humanisme, qui accompagne les publics en difficultés, a reçu un agrément temporaire par les services de l'Etat pour la gestion en mandat de logements sous la forme d'une Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) pour une durée d'un an renouvelable, au bénéfice des publics du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

Depuis juillet 2021, l'association a signé 55 mandats de gestion et gère 112 logements en 2022 dans le parc privé (contre 85 en 2021) dont 80 sur le territoire de la Métropole.

L'intermédiation locative par une AIVS, associée à un accompagnement social adapté, est un outil qui sécurise et simplifie les relations entre bailleurs et ménages en difficulté d'accès ou de maintien dans le logement.

Au titre de sa compétence politique locale de l'habitat, des plans « *Logement d'abord* » et de lutte contre la pauvreté, ainsi qu'au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à des associations accompagnant le public en difficulté vers et par le logement. Il est proposé dans ce contexte d'allouer une subvention à Habitat et Humanisme d'un montant de 10 000 € en 2022 pour son activité d'AIVS. Une convention sera signée avec l'association qui précisera les attendus et les modalités de versement de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 10 000 € pour l'année 2022 à l'association Habitat & Humanisme pour la mise en œuvre d'une AIVS, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement 2022 - Convention 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Association Solidarité Dom Tom - Avenant - Autorisation de signature

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève du territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal. Pour rappel le Fonds de Solidarité Logement s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- Sur le versement d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- Sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions territoriales mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes et le territoire dans des démarches participatives et partenariales. Montpellier Méditerranée Métropole apporte ainsi son soutien aux associations et organismes qui œuvrent dans ces domaines. Les actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit d'accès à un logement ou de maintien dans celui qu'ils occupent déjà. Elles interviennent en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire de la Métropole.

Le budget du FSL métropolitain permet de soutenir 19 associations et deux CCAS en 2022. Une convention a été signée au titre de l'exercice 2022 avec l'association Solidarité DOM TOM Hérault / CSF dont les objectifs d'accompagnement sont d'ores et déjà atteints. Avec la crise sanitaire et les différentes difficultés (économiques, emploi, santé...) rencontrés par le public et en particulier sur le quartier Mosson/Paillade, l'association a été sur-sollicitée dans le cadre de ses mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL).

L'association Solidarité DOM TOM Hérault / CSF est bien implantée sur le quartier et fait fructifier ses partenariats existants et en développe de nouveaux. Elle a ouvert son intervention à d'autres quartiers de Montpellier et fait le lien entre l'accompagnement logement et les autres activités qu'elle propose (épicerie sociale, alphabétisation...).

La présente délibération concerne l'approbation d'un avenant à la convention 2022 avec l'association Solidarité DOM TOM Hérault / CSF pour une augmentation de 60 mois mesures d'accompagnement supplémentaire à réaliser soit une augmentation de 8 700 € de la subvention FSL antérieurement attribuée.

SOLIDARITE DOM TOM / CSF	*Mettre en œuvre des mesures d'accompagnement social lié au logement (recherche, installation, maintien 260 mois) Avenant + 60 mois	Tout public majoritairement locataire ou hébergé sur le quartier Paillade Mosson avec une ouverture plus grande cette année sur un plus large public et sur d'autres quartiers de la ville	Budget initial avant avenant : 37 700 € Montant de l'avenant : 8 700 € Montant total : 46 400 €
---	---	--	--

Cette augmentation de la subvention accordée à l'association Solidarité DOM TOM Hérault / CSF est financée par redéploiement de crédits 2022 du FSL métropolitain au titre des actions d'insertion par le logement, non mobilisés à ce stade de l'année, et n'aura pas d'incidence sur la participation de la Métropole 2022 au fonds.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution à l'association Solidarité DOM TOM Hérault / CSF d'une subvention complémentaire au titre du FSL en 2022 d'un montant de 8 700 € ;
- D'approuver les termes de l'avenant à la convention initiale, qui précise notamment les conditions de versement de cette subvention complémentaire sur le compte de l'association par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire du FSL de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention de gestion entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse d'Allocations familiales (CAF) de l'Hérault - Exercice 2023 - Autorisation de signature

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire.

Le FSL s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- Sur le versement d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- Sur le financement d'actions collectives d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Avec le transfert du FSL, la Métropole agit à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modestes.

Pour rappel, le FSL est un « *pot commun* » se composant de la contribution de droit de la Métropole, du remboursement des prêts octroyés aux ménages et des participations volontaires des autres partenaires (fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, CCAS, CAF).

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que la gestion financière et comptable du fonds de solidarité pour le logement peut être confiée par convention, sous la responsabilité et le contrôle de l'autorité administrative compétente à un organisme de sécurité sociale, une association agréée à cet effet ou un groupement d'intérêt public.

Depuis 2018, la Métropole a confié la gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Une convention-cadre de gestion, signée annuellement, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain.

La CAF de l'Hérault, gestionnaire financière et comptable du FSL, assure donc le versement des aides aux personnes selon les instructions données par la Métropole, et met en place les prêts afférents. Elle réalise les appels de fonds auprès des partenaires financiers contributeurs et remet mensuellement et annuellement les bilans financiers faisant état des ressources et des dépenses du Fonds.

La Métropole entend confier à nouveau la gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la CAF de l'Hérault pour un an en 2023, objet de la présente délibération, et ce pourquoi une convention de délégation de gestion est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de délégation de gestion financière et comptable du FSL pour l'année 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CAF de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement - Acomptes de subventions pour diverses associations et Centres communaux d'Action Sociale - Exercice 2023 - Convention d'attribution - Autorisation de signature

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire couvert par l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal. Le FSL s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages concernés pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également, comme prévu par la législation, sur le financement d'actions collectives d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des CCAS.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, ces actions mobilisent les personnes dans des démarches participatives et partenariales. Elles concernent plusieurs domaines d'intervention :

- *Animation d'ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés au logement ;
- *Mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant diverses interventions en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, accédants et propriétaires ;
- *Actions d'auto-réhabilitation* des logements, ou visant à favoriser la maîtrise de leur consommation de fluides et de lutter contre les impayés d'énergie et d'eau ;
- *Actions de médiation*, avec une recherche de conciliation entre bailleurs et locataires autour de la décence des logements et des conditions d'habitation ;
- *Gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté* : prise à bail et gestion de logements dans le parc public ou privé de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Elles ont concerné 2 466 ménages en 2021 pour le territoire de la Métropole.

La participation de la Métropole au FSL, gérée par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault, ne sera actée que dans le cadre du vote de son budget primitif après le 1^{er} janvier 2023.

Aussi, afin de permettre aux associations et Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) financés par le

FSL d'une année sur l'autre de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau joint en annexe, sur la base de 50 % de la subvention attribuée en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions sur les crédits du FSL telles que définies en annexe, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les projets de conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2022 - Convention entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue déléguer par l'Etat pour une durée de 6 ans (2022-2027), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés. A ce titre, elle a signé, le 17 juin 2022, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

La convention relative à la production des logements sociaux publics prévoit qu'un avenant dit « *de fin de gestion* », à intervenir en fin d'année, précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation des logements réellement à financer. Cet avenant conditionne la mise en place par l'Etat du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à Montpellier Méditerranée Métropole.

Le prévisionnel des logements sociaux à financer, qui était fixé à 1994 logements début 2022, s'établit au terme de l'exercice à 1809 unités, auxquels il convient d'ajouter en vis-à-vis les 125 logements sociaux financés ou à financer cette même année par l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU) dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain du quartier Mosson à Montpellier. Pour rappel, le Programme Local de l'Habitat 2019-2024 prévoit la réalisation de 1875 logements locatifs sociaux en moyenne lissée par an pour satisfaire autant que possible aux besoins recensés.

S'agissant du bilan prévisionnel des logements à financer en PLUS et PLAI, constituant la priorité de la Métropole, il s'établit à 1 283 logements. La part des PLAI mobilisés afin de financer des structures collectives dédiées aux personnes en difficulté est de 104 unités, représentant 124 places d'hébergement d'urgence. Les PLUS/PLAI dits familiaux ou ordinaires représentent 1 179 logements.

Le nombre de PLS dans le bilan prévisionnel 2022, important, s'élève à 526 logements, soit :

- 210 PLS familiaux dont 172 dédiés à des publics jeunes ou seniors hors structures collectives et 38 logements sociaux ordinaires ;
- 316 PLS dits « *spécifiques* » correspondant principalement à la création d'une résidence sociale étudiante située à Montpellier sous maîtrise d'ouvrage du CROUS.

La dotation nécessaire au financement de ces opérations est ramenée à 5 135 780 €, contre 6 456 440 € réservés initialement.

En complément, l'Etat met à la disposition de la Métropole 112 agréments pour des logements en Prêt Social de Location-Accession (PSLA) qui contribuent à l'objectif de production de logements en accession abordable fixé par le PLH (20 % de l'offre globale de logement attendu dans les communes du cœur de Métropole desservies par le réseau armature de transport en commun).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de délégation d'attribution des aides à la pierre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Solidarités - Construction de 4 logements sociaux, 931 Chemin de Nouau à Prades-le-Lez - Attribution de subventions à SA d'HLM PROMOLOGIS - Conventions - Autorisation de signature

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Promologis a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en l'Etat futur d'Achèvement (VEFA) auprès du promoteur GGL Promotion, de 4 logements sociaux neufs, résidence « *La colline du Nouau* » situés 931 Chemin de Nouau à Prades-le-Lez.

Conçu par le cabinet d'architecture Tec'Archi établi à Saint-Mathieu-de-Trévières, le programme développe une surface habitable de 240,77 m² selon la typologie suivante : 1 T2 et 3 T3.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est détaillé comme suit :

Coût total de l'opération :	513 103 €
Subvention Etat déléguée :	8 000 €
Subvention Région :	3 500 €
Prêt CDC logement :	159 654 €
Prêt CDC foncier :	174 161 €
Prêt PEEC :	24 000 €
Fonds propres :	139 788 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole :	4 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la

Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

Promologis s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'accorder une subvention de 4 000 € à la SA d'HLM Promologis pour la réalisation de 4 logements locatifs sociaux, résidence « Colline de Nouau », 931 Chemin de Nouau à Prades-le Lez ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention afférente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Aménagement durable - Rachat de propriétés foncières acquises par l'Établissement Public Foncier Occitanie (EPFO) pour le compte de la Métropole - Secteur Roquefraise sur la commune de Saint Jean de Védas - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole a missionné l'Etablissement Public Foncier Occitanie (EPFO) afin d'assurer le portage foncier des acquisitions à réaliser sur le secteur de Roquefraise sur la commune de Saint Jean de Védas.

En exécution de la convention opérationnelle du 12 juin 2018 liant la Métropole et l'EPFO sur ce secteur, prescrivant une obligation de rachat annuel des fonciers acquis, il est convenu avec l'EPFO que Montpellier Méditerranée Métropole se rende propriétaire avant la fin de l'année 2022 de parcelles de terrain nu cadastrées section BA n° 59, section BB n° 9-10-12-18-33-34-40-42-44-45-48-421, section BC n° 22-30-33 d'une superficie totale de 73 712 m². Le prix de rachat de ce foncier est calculé conformément aux termes de la convention opérationnelle, soit 2 362 137,27 € HT et 2 888 210,56 € TTC et frais de portage inclus, conforme à l'évaluation domaniale.

Il est toutefois précisé que les prix sont calculés en fonction des frais supportés par le vendeur à la date du 26 octobre 2022. Si des frais complémentaires, notamment de fiscalité, devaient être supportés avant la signature de l'acte authentique prévue en décembre 2022, les prix de revente seraient ajustés en conformité avec les termes de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'acquisition auprès de l'EPFO des parcelles cadastrées section BA n° 59, section BB n° 9-10-12-18-33-34-40-42-44-45-48-421, section BC n° 22-30-33 d'une superficie cadastrale totale de 73 712 m², sise commune de Saint Jean de Védas, moyennant le prix de 2 362 137,27 € HT majoré des frais liés au portage et supportés par l'EPFO, et de la TVA applicable soit un prix total de 2 888 210,56 € TTC.
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De missionner Maître LASCOMBES, désigné par l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, pour la régularisation des actes authentiques afférents ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Aménagement du quartier Cambacérès - Cession foncier de diverses parcelles à l'aménageur pour des surfaces tertiaires - Confirmation

Située sur le territoire communal de Montpellier et longée par trois grandes infrastructures, les autoroutes A9, A 709 et la ligne ferroviaire mixte de voyageurs et fret « *Contournement Nîmes Montpellier* », la zone d'aménagement concerté (ZAC) 1 Cambacérès s'appuie sur un pôle d'affaires à proximité du pôle d'échanges intermodal de la gare Montpellier Sud de France, tout en préservant les grands domaines viticoles. L'aménagement de ce secteur est avancé. Les travaux de viabilité (voirie et réseaux), de construction de la Halle de l'Innovation s'achèvent et la commercialisation / construction des premiers lots d'activité tertiaire est en cours.

Compte tenu des contraintes environnementales du site et du porter-à-connaissance initialement effectué par la direction générale de l'aviation civile, le Conseil de Métropole a décidé, par délibération n°M2020-370 du 23 novembre 2020 de modifier le programme d'aménagement afin d'exclure la construction de logements dans la zone d'aménagement concerté et de réorienter la zone non viabilisée à l'Ouest de la ZAC 1 en parc urbain. Dans un objectif de lutte contre l'artificialisation des sols et de développement d'une agriculture périurbaine, l'orientation retenue vise à sanctuariser ces terres agricoles et naturelles de la ceinture verte montpelliéraine.

Dans la perspective de réaliser l'opération d'aménagement, la maîtrise foncière de l'ensemble de ce secteur a été assurée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la mise en œuvre d'une déclaration d'utilité publique pour constitution de réserves foncières obtenue le 14 juin 2013 et prorogée le 6 juin 2018.

Afin de permettre la réalisation de ce projet, nécessaire au rayonnement économique et à la création d'emplois autour de la nouvelle gare, la Métropole a entériné par délibérations n°M2019-108 du 22 mars 2019 et du 15 septembre 2020, le projet de vente du foncier d'assiette de l'opération à son concessionnaire d'aménagement et des parcelles SM 61 et SM 70 à Monsieur Charles AIMES et SM 69 et SM 63 à l'indivision JAMME, dans le cadre de la satisfaction d'engagements pris par la Communauté d'agglomération par délibération du 6 février 2014.

Compte tenu de la réorientation du programme de la ZAC Cambacérès, les projets de cessions ne permettaient plus de répondre aux engagements pris antérieurement, il a donc été décidé dans la délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020 d'abroger les dispositions prises dans la délibération n°M2019-108, concernant ces cessions en l'attente des réorientations de programmation, conformément par ailleurs à la possibilité offerte par les dispositions de la délibération du 6 février 2014 et des actes signés les 31 juillet et 4 août 2014 avec Charles AIMES et le 12 août 2014 avec les consorts JAMME.

Par délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020, le Conseil de Métropole a donc décidé :

- D'approuver la cession à SA3M des parcelles SM51 pour 180 m², SM 61 pour 542 m², SM 63 pour 875 m², SM 69 pour 152 m², SM 70 pour 143 m², SV 2 pour 648 m², SV 3 pour 7 967 m², SV n°44 pour 8 537 m², SV n°46 pour 11 478 m², l'ancienne impasse des Mourons déclassée en attente de numérotation section SV Dpa pour 694 m², et Dpb pour 2 366 m², SP 78p pour 1 340 m² pour une surface totale de 34 922 m² environ pour un prix de cession de 1 245 860,00 € environ ;
- D'abroger la disposition relative à la cession des parcelles SM 61, SM 70, SM 69, et SM 63 de la délibération n°M2019-108 ;

A la suite de l'adoption de cette délibération, la cession foncière en question a fait l'objet d'un seul et même acte définitif qui a été réitéré de manière authentique le 10 novembre 2021.

Ladite délibération, n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020, a été partiellement contestée devant le Tribunal administratif (recours enregistré sous le numéro d'instance n° 2101169-4). Ce recours est en cours d'instruction. Le débat juridique ne porte que sur le sort des parcelles, sises commune de Montpellier, SM 61 pour 542 m², SM 63 pour 875 m², SM 69 pour 152 m² et SM 70 pour 143 m².

La présence de cette instance juridictionnelle induit des questionnements de certains porteurs de projet et financeurs dans le cadre de la commercialisation par l'aménageur des lots à bâtir dont l'assiette foncière est issue des emprises cédées par la Métropole en vertu de la délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020.

Dans ces conditions, l'aménageur a sollicité de la Métropole afin qu'elle confirme les termes de la délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020 en ce qu'elle cède à son profit les parcelles SV 2 pour 648 m², SV 3 pour 7 967 m², SV n°44 pour 8 537 m², SV n°46 pour 11.478 m², l'ancienne impasse des Mourons déclassée en attente de numérotation section SV Dpa pour 694 m², et Dpb pour 2 366 m², SP 78p pour 1 340 m².

Cette confirmation, des termes de la délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020 est de nature, malgré le caractère exécutoire de cette dernière, à garantir, pour les notaires en charge des transferts de propriété, la sécurité juridique des actes à intervenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De confirmer en ces dispositions les termes de la délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Commune du Crès - Instauration du droit de préemption urbain (DPU) et du droit de préemption urbain renforcé - Approbation

La Commune du Crès connaît une tension foncière forte qui oblige le territoire à repenser son développement sous l'angle du réinvestissement urbain et en particulier sur le secteur du « *Camp Bertrand* » de part et d'autre de la route métropolitaine RM 613.

Cet axe routier doit faire l'objet de réaménagement pour l'accueil de la prochaine ligne 1 du Bustram « *Montpellier place de l'Europe / Castries Espace Gare* », ligne qui sera connectée aux lignes 1, 2 et 4 du tramway ainsi qu'à la future ligne 2 de Bustram afin d'assurer un véritable maillage des mobilités entre les communes de l'est et les quartiers d'activités du Millénaire et d'Antigone à Montpellier. Parallèlement à l'aménagement de cette nouvelle ligne de transport en commun, une opération de requalification urbaine pourra être engagée et permettra à la fois le développement de l'habitat par la production d'une offre de logements et de l'emploi grâce à la réorganisation et à la densification des espaces dévolus aux activités économiques. Toutefois, les études hydrauliques menées sur ce secteur ont montré que la concrétisation de ces projets nécessite préalablement d'y réaliser d'importants travaux et ouvrages de lutte contre les inondations.

Afin de mener à bien ces projets et travaux essentiels au territoire, qui relèvent de la compétence métropolitaine, il convient de mettre en place les outils fonciers nécessaires en accompagnement des projets d'aménagement à développer.

Par arrêté préfectoral en date du 9 novembre 2016 a été créée une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le secteur « *Le Camp Bertrand* » sur la commune du Crès. Cette ZAD, d'une validité de 6 ans, est venue à terme le 9 novembre 2022. Aussi, afin de conserver les outils nécessaires à l'action publique, il est proposé de réinstaurer le droit de préemption urbain (DPU), prévu par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme, sur les zones UI et AU0 du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Crès correspondant au périmètre délimité sur le plan annexé à la présente.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit en lieu et place des communes depuis sa création par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et notamment l'élaboration des plans locaux d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu. L'un des instruments juridiques permettant la mise en œuvre de la politique urbaine définie par le Plan Local d'Urbanisme est le droit de préemption urbain régi par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme. Le recours à ce droit permet à la collectivité bénéficiaire, lors de la mise en vente d'un bien,

d'acquérir la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation d'actions et d'opérations d'aménagement ou de constituer les réserves foncières préalables à cette réalisation.

Conformément aux dispositions des articles L. 210-1 et 300-1 du Code de l'urbanisme, l'exercice du droit de préemption urbain doit répondre aux objectifs suivants :

- Mettre en œuvre un projet urbain ;
- Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ;
- Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- Favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- Réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur ;
- Lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux ;
- Permettre le renouvellement urbain ;
- Sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.

De plus, il convient de renforcer ce droit de préemption, comme le permet l'article L. 211-4 du Code de l'urbanisme, pour être étendu notamment aux aliénations des locaux en copropriété, aux cessions de parts sociales, aux immeubles bâtis datant de moins de 4 ans. Cette instauration renforcée s'avère nécessaire sur ce secteur en raison des typologies de biens rencontrés, certaines propriétés du secteur étant régies par le statut de la copropriété depuis plus de 10 ans et les entreprises étant susceptibles de procéder à des cessions d'actions ou de parts sociales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'instauration du droit de préemption urbain (DPU) sur les zones UI et AU0 du PLU sur le territoire de la commune du Crès, telles que figurées au plan annexé ;
- D'approuver l'instauration du droit de préemption urbain renforcé sur ces mêmes zones UI et AU0 du PLU sur le territoire de la commune du Crès, telles que figurées au plan annexé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Renonciation à acquérir - Emplacement réservé n° 6 du Plan Local d'urbanisme rue des Devèzes - Mise en demeure d'acquérir - Approbation

L'emplacement réservé (ER) n°6 au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Cournonterral permet l'élargissement de la rue des Devèzes à 18 mètres au bénéfice de la Métropole.

Suivant les dispositions des articles L.152-2 et L.230-1 du Code de l'urbanisme, à l'occasion de la mise en demeure d'acquérir une emprise à extraire de la parcelle cadastrée BM 177 située 32 rue des Devèzes à Cournonterral, par son propriétaire, le 19 mai 2022, une étude a été menée avec d'affiner les besoins d'aménagement de ladite voirie.

Au terme de l'étude, la Commune de Cournonterral et le bureau d'études en charge de la voirie métropolitaine s'accordent pour estimer que l'emprise de la propriété publique actuelle permet d'ores et déjà un aménagement de voie suffisant, sans recours à des acquisitions complémentaires sur les propriétés privées riveraines.

En conséquence, il est proposé par la présente délibération de confirmer que l'emplacement réservé n° 6 du PLU de Cournonterral affectant les parcelles rue des Devèzes, ne présente plus de nécessité et de procéder à sa levée. La prochaine modification du PLU de Cournonterral devra procéder à la réactualisation du document graphique pour prendre en compte cette décision.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De renoncer à l'acquisition des emprises situées rue des Devèzes sur la commune de Cournonterral, concernées par l'emplacement réservé n° 6 inscrit au PLU de la Commune ;
- De prendre acte de l'effet de la renonciation d'acquérir, à savoir l'inopposabilité définitive de l'emplacement réservé n° 6 du PLU de Cournonterral relatif à « l'élargissement de la voie à 18 mètres » sur tout le linéaire ;
- De prononcer la levée de l'emplacement réservé n°6 du PLU de Cournonterral ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Aménagement du carrefour RM613-RD24E2 - Communes de Vendargues et de Saint-Aunès - Bilan de la concertation publique préalable obligatoire menée en application du Code de l'urbanisme - Approbation

Par délibération n°M2022-187 du 31 mai 2022, le Conseil de Métropole a approuvé les objectifs et les modalités de la concertation publique préalable obligatoire, autour du projet d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 sur les Communes de Vendargues et Saint-Aunès, menée en application de l'article R.103-1 du Code de l'urbanisme. La concertation publique préalable associe le public à l'élaboration du projet, et à l'issue de cette concertation, Montpellier Méditerranée Métropole en arrête le bilan.

La concertation publique s'est déroulée du 11 juillet 2022 au 19 septembre 2022, selon les modalités décrites dans la délibération visée ci-dessus. Les modalités de la concertation avec le public ont été respectées par Montpellier Méditerranée Métropole. Le public a pu s'informer et s'exprimer sur le projet.

Les observations recueillies ont permis de nourrir la réflexion de la collectivité et des partenaires associés au projet (Département de l'Hérault, Pays de l'Or Agglomération, Commune de St-Aunès et Commune de Vendargues) et de conforter ses choix.

A l'issue de la phase de concertation publique préalable, l'organe délibérant doit tirer le bilan de la concertation.

Par ailleurs, il convient de rappeler que l'opération d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 est soumise à l'organisation d'une enquête publique au cours de laquelle le dossier de déclaration d'utilité publique, comportant le bilan de la concertation préalable, sera mis à la disposition du public.

Au total 13 avis du public et 2 lettres annexées consignées ont été déposées sur les registres mis à disposition lors de la concertation publique. Deux thèmes sont récurrents et largement dominants ; la première thématique porte sur une demande afin de favoriser les modes doux et particulièrement les cycles, la seconde porte sur une demande de réduire la part liée au « béton » dans le cadre du projet d'aménagement.

Concernant les modes doux, le projet prévoit une connexion à partir des aménagements existants à Saint-Aunès jusqu'aux futures stations du Bustram situés sur la RM613. La liaison douce sera aménagée sur un linéaire de 200m avec une largeur de 3m00. De plus, une emprise foncière supplémentaire est possible, afin de passer la largeur de la liaison douce de 3m00 à 4m00. Le projet d'aménagement préserve ainsi les emprises foncières destinés aux modes doux pour l'avenir. Les caractéristiques des aménagements piétons et

cyclables seront optimisées en coordination avec le projet du Bustram, afin de s'insérer en cohérence avec le système de déplacements alternatifs proposé dans la stratégie mobilité de la Métropole.

Concernant la demande de réduire la part liée au « *béton* », les conséquences de la loi Climat et résilience seront prises au travers du projet. En effet, cette loi a pour effet de limiter l'extension de l'urbanisation par un étalement urbain. Dans le cadre de l'élaboration du PLUi de la Métropole, l'extension de certaines zones à urbaniser, prises en compte dans les prévisions de trafics et dimensionnantes pour la capacité du giratoire, seront réinterrogées.

Après analyse de l'ensemble des observations du public, le projet n'est pas remis en question, les contributions opposées au projet conviennent que la sécurisation du carrefour est nécessaire et ne remettent pas en cause le projet d'aménager un giratoire et de créer une nouvelle section de route entre la RD24E2 et la RM613.

La délibération, tirant le bilan de la concertation préalable, sera publiée sur le site Internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse www.participer.montpellier.fr en tant que maître d'ouvrage, en application des dispositions de l'article R. 121-21 du Code de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation préalable ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Conventions de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Castries, Saint Georges d'Orques, Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Certaines communes des Pôles Territoriaux de la Métropole souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements (voirie, achat de mobilier urbain, réseaux secs et éclairage public). Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils municipaux respectifs. Les montants de fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de convention sont les suivants :

Pôle Cadoule et Bérange

Castries :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Impasse des Caravens	14 562,00 €	12 135 €	49 %	5 946,15 €
Avenue de la Royale	37 586,40 €	31 322 €	49 %	15 347,78 €
Avenue de Sommières	27 634,80 €	23 029 €	49 %	11 284,21 €
Place des Libertés	546 644,40 €	455 537 €	49 %	223 213,13 €

Place des Libertés (signalisation)	54 170,40 €	45 142 €	49 %	22 119,58 €
Place des Libertés (réseaux secs/électricité)	54 592,80 €	45 494 €	49 %	22 292,06 €
Place des Libertés (espaces verts et mobilier urbain)	94 592,40 €	78 827 €	49 %	38 625,23 €

Pôle Piémonts et GarriguesSaint Georges d'Orques :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Divers éclairage public	40 000 €	33 333 €	48 %	16 000 €
Etudes avenue Place du St Georges	35 000 €	29 167 €	49 %	14 292 €
Travaux de voirie	190 000 €	158 333 €	48,63 %	77 000 €
Travaux divers inondations (Occitanie et avenue des jardins)	50 000 €	41 667 €	48,96 %	20 400 €

Pôle LittoralVilleneuve-lès-Maguelone :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement diverses rues	220 359,00 €	183 632,55 €	49,9 %	91 632 €
Couches de roulement chemin Carrière Pèlerinne et chemin du Boulidou	162 594,57 €	135 495,48 €	49,9 %	67 612 €
Boulevard des Moures	69 270,00 €	57 725,04 €	49,9 %	28 804 €
Rue de la Brèche (réseaux)	31 620,00 €	26 350,00 €	45,36 %	11 952 €

Lattes :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement entrée ZAE Puech Radier	420 713,39 €	350 594,49 €	49,9 %	174 946 €
Aménagement avenue de Montpellier	134 775,37 €	112 312,81 €	49,9 %	56 044 €
Aménagement accès Courtojours	38 395,44 €	38 395,44 €	49,52 %	19 013 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les versements des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Convention de fonds de concours 2020 entre la Commune de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Lors de l'approbation des fonds de concours 2020 par délibération n°M2020-366 du Conseil de Métropole du 23 novembre 2020, des opérations ont été omises dans la liste des fonds de concours de la Commune de Baillargues et le montant de l'opération de la rue des Amoureux était erroné. Il est proposé un avenant n°1 pour corriger ces éléments.

Les opérations concernées, les montants et les taux de fonds de concours doivent être modifiés comme mentionné ci-dessous.

Pôle Cadoule et Bérange

Baillargues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement de l'Impasse Granier	66 000 €	55 000 €	49%	26 950 €
Aménagement de la Rue du Mas de Baillargues	120 000 €	100 000 €	49%	49 000 €
Aménagement de l'Impasse Lou Moutadou	102 000 €	85 000 €	49%	41 650 €
Aménagement de la Rue des Terrasses ensoleillées	191 040 €	159 200 €	49%	78 008 €
Aménagement de la Route	48 000 €	40 000 €	49%	19 600 €

de Mauguio				
Aménagement de la Rue des Amoureux	45 600 €	38 000 €	49%	18 620 €
Opération Coustouliès (dernière tranche)	96 000€	80 000€	49%	39 200 €
Travaux de voirie divers	44 400€	37 000€	49%	18 130 €
Achat de mobilier	20 000 €	16 666,67 €	49%	8 167 €
Extension de réseaux secs	30 000 €	25 000 €	49%	12 250 €
Travaux d'éclairage public Rue du Mas de Baillargues	13 500 €	11 250 €	49%	5 512 €
Travaux d'éclairage public Route de Maugio	60 000 €	50 000 €	49%	24 500 €
Travaux d'éclairage public Route Impériale	16 500 €	13 750 €	49%	6 738 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de fonds de concours de 2020 entre Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Convention d'entretien 2022-2026 des espaces publics du Parc Régional d'Activités Économiques (PRAE) Via Domitia avec le Syndicat mixte du PRAE - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole, et le Conseil Régional Occitanie, ont décidé d'unir leurs compétences et moyens en matière de développement économique et de s'associer afin de constituer un syndicat mixte dénommé « *Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Economique (PRAE) Via Domitia* », dont la création a été entérinée par arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Le Syndicat Mixte du PRAE Via Domitia est compétent pour mettre en œuvre et réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, à vocations industrielle, commerciale, tertiaire et artisanale, d'intérêt régional, dite « *Via Domitia* », sur les communes de Castries et de Vendargues.

La création de cette Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) souhaite répondre à la forte demande de foncier économique de la part des entreprises locales et ainsi diversifier la base économique des zones d'activités, en concrétisant la compétitivité internationale de Montpellier Méditerranée Métropole et de la région Occitanie.

C'est dans ce contexte que le Syndicat Mixte du PRAE Via Domitia et Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voirie, se sont rapprochés afin de mettre à disposition du Syndicat des moyens généraux susceptibles d'assurer les prestations nécessaires à l'entretien, l'exploitation et la sécurisation du PRAE.

Il a été proposé une mise à disposition de moyens de Montpellier Méditerranée Métropole par voie conventionnelle, conformément aux dispositions de l'article L.5721-9 CGCT qui dispose que les services d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités membre peuvent être en tout ou partie mis à disposition du syndicat mixte pour l'exercice de ses compétences. Le Syndicat Mixte du PRAE Via Domitia a donc signé en 2018 une convention d'une durée de 4 ans, avec la Métropole.

Ce précédent contrat liant la Métropole et le Syndicat Mixte étant arrivé à terme en 2022, la présente convention de mise à disposition de moyens a par conséquent été rédigée pour formaliser les obligations de deux parties sur une nouvelle période de 4 ans.

La présente convention prévoit, pour un forfait annuel de 96 000 € TTC, l'entretien des voiries et des espaces verts ainsi que le nettoyage de l'ensemble du Parc d'Activités, à compter de l'année 2022 pour Castries et Vendargues. D'une durée de 4 ans, elle prendra effet à compter de la fin de la précédente

convention, soit au 1^{er} janvier 2022, la rétroactivité étant admise en matière de contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de services de Montpellier Méditerranée Métropole pour le Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Economique Via Domitia ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - Promotion et développement des métiers d'art - Convention cadre de partenariat 2023-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France (AAF) - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, dans le cadre de leur politique économique et d'attractivité du territoire ont décidé de renforcer, depuis plusieurs années, leur appui à la filière d'excellence des métiers d'art. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier soutiennent des actions visant à :

- Promouvoir l'attractivité internationale et touristique du territoire ;
- Accompagner l'innovation et la valorisation des savoir-faire d'excellence locaux du secteur de l'artisanat ;
- Développer des initiatives et actions d'appui (en termes immobilier, d'animation d'écosystèmes, d'appui à l'évènementiel, etc.) en faveur de l'artisanat, en particulier pour la filière des métiers d'art.

Dans ce contexte, depuis 2012, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France (AAF) afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. AAF est l'organisation professionnelle des métiers d'art, elle fédère plus de 6 000 artisans d'art, artistes de la matière et manufactures d'art. Elle s'est donnée une double mission : défendre/représenter les professionnels des métiers d'art et contribuer au développement économique du secteur en France et à l'international.

L'implantation d'AAF rue de l'Université (La Nef) ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art, également soutenu depuis 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, représentent un signal fort de ce partenariat. Ces actions contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « *Ville de Métiers d'Art* », en préservant et en valorisant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Considérant que les projets et actions menées par AAF contribuent aux objectifs des politiques développées par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole et qu'ils présentent un intérêt local, il a été décidé en 2020 d'apporter un soutien à AAF par l'intermédiaire d'une convention cadre de partenariat sur 3 ans (2020, 2021 et 2022) qui accordait notamment une subvention de fonctionnement et la mise à disposition du Corum pour le salon Ob'Art.

Il est proposé de renouveler cette convention pour 3 ans (2023, 2024 et 2025). Cette nouvelle convention tripartite porte sur deux grands axes stratégiques :

- L'organisation annuelle du salon Ob'Art à Montpellier, avec le soutien de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le développement d'actions de promotion et de développement des métiers d'art.

Pour les éditions 2023, 2024 et 2025 du salon Ob'art, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, sous réserve du vote annuel en Conseil de Métropole et en Conseil Municipal d'une enveloppe de subvention dédiée, pourront attribuer à AAF une subvention d'un montant maximum respectivement fixé à 38 000 € et 40 000 € par an. La subvention a pour objectif d'asseoir la pérennité de ce salon et plus globalement l'action d'AAF sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpellieraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique du territoire de la Métropole. Les synergies développées entre Montpellier Méditerranée Métropole et ces sociétés constituent l'un des éléments clé du dynamisme du territoire.

Cette action concertée est mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale pour valoriser les actions phares du territoire et optimiser la commercialisation des opérations immobilières et d'aménagement.

Le SIMI, Salon de l'immobilier d'entreprise, rassemble pendant trois jours, du 6 au 8 décembre 2022, au Palais des Congrès de Paris, près de 22 000 professionnels et 451 exposants représentant l'intégralité de l'offre immobilière et foncière et également l'ensemble des services associés à l'immobilier d'entreprise en France. Il s'agit pour les équipes de la Métropole et du groupe SERM-SA3M d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir l'attractivité du territoire et ses projets de développement.

Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation des équipes, élus et responsables de la Métropole pour apporter aux investisseurs et opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé, dans ce cadre, la signature d'une convention ayant pour objet de préciser les actions financées et développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel, les missions et le rôle des élus et des cadres de la Métropole, et de définir les modalités de prise en charge par le groupe SERM-SA3M des frais inhérents à la participation d'élus et d'agents de la Métropole à ce rendez-vous économique de renommée internationale, dans la limite de 7 500 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) relative à leur participation au SIMI du 6 au 8 décembre 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - SATT AxLR Occitanie Méditerranée - Adhésion au nouveau Pacte d'Associés - Approbation - Autorisation de signature

Depuis près de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants et en collaborant à toutes initiatives engagées dans ce sens.

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets lancé par l'Agence Nationale de Recherche a permis la création de 13 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) sur le territoire.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer les ventes de brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé.

En 2019, comme l'autorisent les lois MAPTAM et NOTRe, Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie décident conjointement d'entrer au capital de la SATT AxLR à hauteur de 5.035%. Un pacte d'associés entérine les nouveaux statuts de la SATT.

La Métropole, autorisée par la Région, s'engage à verser une aide financière de 1M€ en tranches triennales sur la période 2019-2021.

En 2021, le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier et de l'Institut du Cancer de Montpellier entrent à leur tour au capital de la Satt AxLR. Une nouvelle version du pacte est proposée et adoptée à l'unanimité des associés le 15 décembre 2021.

Il appartient désormais à chaque associé d'entériner son acceptation en signant l'acte d'adhésion proposé par la société AxLR, SATT Occitanie Méditerranée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du nouveau Pacte d'Associés de la SATT AxLR ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le nouveau pacte ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - Convention entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole autorisant à verser une aide économique à la SATT AxLR - Convention triennale 2022-2024 entre la SATT AxLR et Montpellier Méditerranée Métropole versant apport en compte courant d'associés - Autorisation de signature

Depuis près de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants et en collaborant à toutes initiatives engagées dans ce sens.

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets lancé par l'Agence Nationale de Recherche a permis la création de 13 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) sur le territoire. Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer les ventes de brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé.

En 2019, comme l'autorisent les lois MAPTAM et NOTRe, Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie décident conjointement d'entrer au capital de la SATT AxLR à hauteur de 5.035% (délibération n°M2018-710). A ce jour, la participation de la Métropole est de 4.66%, à la suite de l'entrée du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) et de l'Institut du Cancer de Montpellier en 2021.

Avec l'accord de la Région Occitanie, chef de file sur la compétence développement économique, une convention initiale d'apport en compte courant de 371 935 € a été conclue en 2018 (délibération n°M2018-711).

Puis une convention triennale d'apport en compte courant non rémunéré a été conclue entre la Société AxLR SATT Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole et a fixé l'aide de trésorerie à verser de 1 000 000 € sur la période 2019-2021. 500 000 € ont été versés conformément à la délibération n°M2019-579 et les 500 000 € restant ont été versés conformément à la délibération n°M2020-535.

Le bilan tiré de cette période triennale 2021-2024 a fait état de quelques défaillances générant des abandons de créances pour 346 173€. Soutenir l'innovation au stade de transfert est un risque inhérent à ce type d'intervention. La performance opérationnelle de l'action reste satisfaisante avec une moyenne de 10 projets incubés par an, soit 30 au global sur la période.

Par une décision du Premier ministre du 12 avril 2022 (2022-FNV-02), un nouveau financement de 22 000 000€ a été accordé à la Société pour la quatrième période triennale (2022-2024). Conformément aux dispositions de l'article 4 du pacte d'Associé, la Métropole s'est engagée à participer à un nouvel abondement de 1 000 000 € aux côtés de ses partenaires, sous réserve de la signature d'un avenant à la

convention avec la Région Occitanie autorisant la Métropole à verser un complément d'aide économique à la société AxLR SATT Occitanie.

Un avenant à la convention initiale a donc été proposé par la Société portant le montant de l'avance actuelle (déduction faite des abandons de créances consenties lors des exercices précédents) de 1 025 762 € à 2 025 762 €, soit un complément pour la quatrième période triennale de 1 000 000 € pour la Métropole.

Cette contribution permettra de pouvoir poursuivre les investissements dans la phase critique d'émergence de l'innovation, en ciblant des projets de maturation à forte valeur technologique centrés sur des activités essentielles (santé globale, énergies renouvelables, industries culturelles et créatives, nouvelle économie numérique...). Cette démarche de soutien à l'innovation favorisera le transfert de technologies qui renforcera la performance globale des entreprises existantes et la création de Jeune Entreprises Innovantes (JEI/JEU), et, en final, le développement de l'emploi.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie autorisant la Métropole à consentir un complément d'aide économique à la société AxLR SATT Occitanie ;
- D'approuver l'avenant n°1 à la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AxLR SATT Occitanie pour le versement en compte courant d'associés d'un complément d'aide économique ;
- D'approuver le versement en compte courant d'associés d'un complément d'aide économique de 1 000 000 € sur la période triennale 2022-2024, dont 500 000 € seront mis à disposition en 2022 et le solde au cours des années 2023 ou 2024 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole et prévus à la programmation pluriannuelle d'investissement, sur les exercices 2022, 2023, 2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - Financement des entreprises - Fonds d'investissement Aelis2 et Irdinov3 d'Irdi Capital Investissement - Conventions entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et Irdi Capital Investissement autorisant la souscription aux fonds - Autorisation de signature

1- Préambule :

En 2017 : constat de carence sur le marché français du capital investissement

Le marché français du capital-risque est insuffisamment développé pour accompagner les start-ups dans les premières phases critiques de leur vie. Le nombre de *business angels* et l'émergence du *crowdfunding* sont insuffisants pour pallier cette défaillance. Les entreprises innovantes peinent à financer les dépenses post Recherche et Développement (R&D) leur permettant d'accéder au marché.

Fin 2017 : investissement exceptionnel de la Métropole dans deux nouveaux fonds régionaux proposés par IRDISORIDEC :

Le volet métropolitain du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internalisation (SRDEII), adopté le 2 février 2017, prévoit que la Métropole puisse se mobiliser, aux côtés de la Région, afin de renforcer les ressources disponibles en faveur du capital-innovation par une participation à des véhicules de ce type.

Irdi Capital Investissement (Irdi CI), société régionale de gestion de fonds d'investissement, lance deux nouveaux instruments de financement de haut de bilan en amorçage (Aelis : 35M€) et en innovation (Irdinov2 : 35M€).

Montpellier Méditerranée Métropole décide d'abonder à hauteur de 3M€ (2.5M€ dans Aelis et de 0.5M€ dans Irdinov2). Après 4 ans d'exercice, le bilan tiré de ces investissements est doublement positif. L'outil s'avère un bon effet levier sur le développement des entreprises. En terme d'image, la Métropole renforce son rôle d'acteur actif et expert dans l'écosystème.

2020 / 2021: la crise sanitaire provoque une crise économique sans précédent. Dans un premier temps, les acteurs publics se mobilisent pour proposer des aides financières d'urgence (subventions, avances

remboursables, prêts garantis à taux préférentiel) pour aider les entreprises à tenir à court et moyen termes leur trésorerie. Aux mesures d'urgence en appui au bas de bilan doivent ensuite venir des solutions visant à renforcer les fonds propres des entreprises. Irdi CI propose le lancement d'un nouveau fonds (Irdi Impulsion 45M€) pour les entreprises des régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, visant à appuyer le rebond des entreprises saines impactée par la crise, positionnées sur des secteurs stratégiques (santé au sens global, numérique, deeptech) et intégrant les valeurs de l'économie de demain (ESG). La Métropole décide d'y abonder à hauteur de 3M€.

2022 : Les fonds Irdinov2 et Aelis Innovation entrent dans une phase de réinvestissement pur. Il n'y aura plus d'entrée au portefeuille de nouvelles sociétés.

Les fonds Aelis et Irdinov2 resteront toutefois actifs jusqu'en 2027, assurant des tours complémentaires sur les sociétés en portefeuille.

2- Les projets de deux nouveaux fonds Irdi Capital Investissement :

Irdi CI lancent de 2 nouveaux fonds venant par anticipation prendre le relais des fonds précédents, *closing* prévisionnel : fin 2022

La Métropole est sollicitée pour abonder à Irdinov3 et Aelis 2 aux côtés des partenaires historiques, publics (Région Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Toulouse Métropole, BPI France), et privés (réseau bancaire, industriels...),

➤ Objectifs des fonds Irdinov3 & Aelis2 :

- Prendre le relais sur les fonds Irdinov2 et Aelis, parvenus en fin de période d'investissement ;
- Maintenir la capacité de financement de haut de bilan pour des prises de participations dans des entreprises à fort potentiel de développement, créatrices de valeur économique et d'utilité sociale ;
- Conserver un focal territorial (Occitanie-Nouvelle Aquitaine) et cibler des activités essentielles avec un fort tropisme Santé pour Irdinov3 et digital (enjeu de la transformation numérique) pour Aelis.

➤ Caractéristique des fonds :

	IRDINOV3	AELIS 2
FORME JURIDIQUE	FCPI	FCPI
TAILLE DU FONDS	60M€	45M€
NOMBRE DE LIGNES	+20 dossiers	+20 dossiers
INVESTISSEMENTS	0,5M€ à 6M€	1 à 4M€
SECTEURS	Dominante Santé e-Santé, Medtech Poche Smart Industrie Industrie 4.0, NewSpace, LASER, Chimie & Matériaux Poche TEE Biotech Industrielle, efficacité énergétique, nouvelles mobilités & AgTech	Dominante Digitale en visant les secteurs sous-jacents (Santé, Alimentation, Agtech, TEE, Nouvelles Mobilités, Smart Industries, etc.)
POSITIONNEMENT	Succède à IRDINOV 2 Intervient relativement tôt au stade TRL 6 et + Lead et co-lead sur le territoire Sollicitation FNA 2n	Succède à AELIS Développement + déploiement Lead et co-lead sur le territoire

STADE	Seed, Post Seed, Venture	Series A / B
PERIODE D'INVESTISSEMENT	3 à 5 ans	10 ans
DUREE DU FONDS	3 à 5 ans	10 ans
CLOSING PREVISIONNEL	Nov/Déc 2022	Nov/Déc Fin 2022
PARTENAIRES	Région Occitanie, Métropole Toulouse, Région Nouvelle Aquitaine, BPIFrance, banques privées.	

Si le fonds Aelis est reconduit plus ou moins à l'identique. Irdinov3 s'avère plus ambitieux avec un closing visant 60M€ (vs 35 sur Irdinov2) et plus résolument Santé. La Région envisage un investissement de 5.5M€* dont 3.5* sur Irdinov3 et 2M€* sur Aelis.

* Hypothèses émises début août 2022

3- Souscription de la Métropole aux nouveaux fonds :

➤ Implication financière :

- Proposition budgétaire (inscription en PPI 2022-2027) : 2M€ (1M€ sur Aelis2 et 1M€ sur Irdinov3) ;
- Durée de vie du fonds : 10 à 14 ans => appels de fonds sur *a minima* 5 ans ;
- Contrepartie : 2.2 % de A2 et 1.6 % d'I3 – 1 siège aux comités techniques – 1 siège aux comités des porteurs de parts ;
- Montants pressentis : Région Occitanie : 2 (A2) + 3,5 (I3) = 5.5M€ ; Toulouse : nc.

➤ Un triple enjeu pour la Métropole :

- ⇒ *Stratégique* : action partenariale au service du territoire en affirmant son rôle d'acteur économique clé ;
- ⇒ *Economique* : maintien d'une capacité de financement en hauts de bilan pour les entreprises stratégiques de son territoire. A noter : Irdinov3, spécifiquement centré sur la Santé, sera un appui intéressant dans l'ambition Med Vallée ;
- ⇒ *Sociétale* : action en phase avec les valeurs de la Métropole avec des fonds conçus pour investir dans des entreprises d'avenir en les accompagnant dans une démarche à responsabilité sociétale.

➤ Retour sur investissement : depuis 2022, le fonds a commencé à produire des plus-values sur des cessions et les distribuer aux actionnaires. Ainsi la Métropole a touché 240K€ sur 2 cessions dont une montpelliéraine (Moving Med, incubée initialement au BIC).

Conformément à la réglementation concernant les aides aux entreprises, une convention entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole doit d'abord être signée pour autoriser la souscription par la Métropole de parts aux nouveaux fonds de capital innovation. Sous réserve de la signature de cette convention, la Métropole pourra alors signer une convention avec Irdi Capital Investissement afin de souscrire aux fonds.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, autorisant la Métropole à abonder les fonds Aelis 2 et Irdinov3 de la société de gestion Irdi Capital Investissement ;
- D'approuver les termes des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et Irdi Capital Investissement de souscription aux fonds Aelis 2 et Irdinov3, à hauteur de 1 000 000 € pour chaque fonds ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole et dans la

programmation pluriannuelle d'investissement pour les années 2022 à 2027 ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - Ouvertures dominicales des commerces de détail pour l'année 2023 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole

L'article L.3132-26 du Code du travail permet aux maires d'autoriser l'ouverture dominicale des établissements de commerce de détail dans la limite de 12 par an, hors dérogations législatives ou réglementaires déjà prévues pour certains secteurs d'activités telles que les jardineries, les magasins d'ameublement ou de bricolage. Lorsque le nombre de dimanches autorisés dépasse 5, la décision du maire est prise après avis conforme du Conseil de Métropole puis du Conseil municipal de la commune.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil de 400 m² (premier alinéa de l'article 3 de la loi 72-657 du 13 juillet 1972), lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L.3133-1 du Code du travail sont travaillés (à l'exception du 3^e), ils sont déduits des dimanches autorisés par le maire dans la limite de 3.

La liste des dimanches doit être arrêtée par le maire avant le 31 décembre de l'année N-1.

Cette liste peut être commune à tous les secteurs d'activités ou établie par secteur :

- Commerce de détail spécialisé de l'alimentation ;
- Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer-électroménager TV HIFI ;
- Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, culture, loisirs ;
- Secteur de l'automobile.

La liste des dimanches travaillés est prise après consultation par la commune des organisations d'employeurs et de salariés intéressés.

Les Communes de Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Védas et Vendargues ont transmis leurs propositions de dates pour l'année 2023 afin qu'elles soient soumises pour avis conforme au Conseil de Métropole. Les dates sont recensées dans le tableau joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable aux propositions de dates d'ouvertures dominicales des commerces de détail, par secteur d'activité, sur les communes recensées et détaillées dans le tableau joint en annexe ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions section de Fonctionnement et Projet

« THEMATIQUE : Développement Économique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
5573	CNRS	001056	Fonctionnement	Soutien de la MSH (Maison des sciences de l'Homme)	70 000 €
7467	Fondation Université de Montpellier	001131	Fonctionnement	Soutien au Fonctionnement de la Fondation Université de Montpellier	10 000 €
7474	Université de Nîmes	001127	Fonctionnement	Soutien au Collège Doctoral Languedoc Roussillon	10 000 €
7568	Université Perpignan Via Domitia	001116	Fonctionnement	Soutien au Dispositif « Pépite » - Pôle Etudiant pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat	10 000 €
7117	IMEIF	001174	Fonctionnement	Etude de faisabilité EITI Shake mama dans le cadre de la convention de lutte contre la pauvreté	10 000 €
8	Ordre Universel des Chevaliers du Cep	001173	Projet	Animation dans le cadre de la foire internationale de Montpellier du 7 au 17 octobre 2022.	266 €
TOTAL					110 266 €

2) Attributions de subventions section d'Investissement

« THEMATIQUE : Développement Économique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
6990	ASSOCIATION PÔLE MONDIAL DE COMPÉTITIVITÉ EAU	001178	Investissement	Pôle de Compétitivité	40 000 €
1664	AVITARELLE	001179	Investissement	Atelier et Chantier d'Insertion la Comida dans le cadre de la convention de lutte contre la pauvreté	30 000 €
TOTAL					70 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau ci-dessous :

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			
Code	Structure	Type	Attribué
1553	MISSION LOCAL DES JEUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE MLJ3M	Fonctionnement	316 895 €
4115	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement	1 157 500 €
TOTAL			1 474 395 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

**Attractivité - Promotion touristique de la Destination Languedoc Camargue -
Convention de partenariat et de financement 2022 entre Montpellier
Méditerranée Montpellier et le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs
d'Occitanie - Autorisation de signature**

Depuis janvier 2017, une mobilisation de partenaires territoriaux – collectivités et organismes de promotion – s’est faite afin d’accroître la visibilité d’un territoire dénommé « *Destination Languedoc Camargue* » et favoriser son développement touristique.

Les partenaires concernés étaient Montpellier Méditerranée Métropole, la Communauté d’Agglomération du Pays de l’Or, la Chambre de Commerce et de l’industrie de l’Hérault, l’Agence de Développement Touristique de l’Hérault, les Offices de tourisme du Cap d’Agde Méditerranée, de Sète – Archipel de Thau, de la Grande-Motte, du Grau-du-Roi, de Palavas-les-Flots, de Mauguio-Carnon et d’Aigues-Mortes. L’objectif recherché était le renforcement de l’attractivité et du rayonnement de la « *Destination Languedoc Camargue* » auprès des marchés cibles nationaux et européens par le développement d’une stratégie de marketing territorial permettant d’accroître la notoriété de la destination auprès des visiteurs potentiels.

En 2020, les partenaires de la « *Destination Languedoc Camargue* » ont collectivement désigné le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs d’Occitanie (CRTLO) pour structurer et agréger les moyens financiers ainsi que coordonner la gestion et la mise en place d’un plan d’actions mutualisé pluriannuel dédié à la promotion de la destination. Ainsi, une convention bisannuelle de partenariat et de financement 2020-2021 a été signée en 2020 entre le CRTLO et Montpellier Méditerranée Métropole.

La situation sanitaire qu’ont connu les années 2020 et 2021 a entraîné l’arrêt, pendant plusieurs mois, de l’activité touristique (fermeture des frontières et des établissements touristiques en particulier). Le plan d’actions bisannuel n’a pu être entièrement réalisé ce qui a eu pour conséquence une non-consommation budgétaire pour un montant de 301 379 €.

Lors de la Commission Languedoc Camargue du CRTLO du 6 octobre 2021, les élus représentant les collectivités locales et les organismes de promotion ont voté pour la poursuite de l’opération en 2022 avec report du budget non consommé ainsi qu’un abondement de 13 500 € au titre de 2022 pour la réalisation du plan d’actions dans sa globalité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat et de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et CRTLO ;
- D'approuver la participation financière de la Métropole à hauteur de 13 500 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Hors commission - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2022, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

1 – Beer Love fest

L'association Bières d'Occitanie, sous l'autorité de son Président, Monsieur Antoine BLAIN, organise du 12 au 17 septembre 2022, à la Halle Tropisme, une manifestation intitulée « Beer Love Fest 2022 ».

Cette subvention est attribuée au titre du développement de la filière brassicole sur le territoire métropolitain, créatrice d'emplois et tournée vers la promotion de produits de qualité avec l'organisation d'événements annuels.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2 – Salon des métiers de bouche du Grand Sud

La Confédération Générale de l'Alimentation en Détail de l'Hérault (CGAD34), sous l'autorité de son Président, Monsieur Patrick PUEL, organise du 25 au 27 septembre 2022, au Parc des expositions, une manifestation intitulée « Salon des métiers de bouche du Grand Sud ».

Cette manifestation à destination des artisans du secteur de l'alimentaire a pour but de mettre en avant le savoir-faire des artisans de la Métropole et de la Région.

Une subvention de 7000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Subventions congrès					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7916	Bières d'Occitanie	001177	Congrès	Beer Love Fest	5 000 €
7907	CGAD 34	001171	Congrès	Salon des métiers de bouche du Grand Sud	7000 €
TOTAL					12 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- De dire que les crédits seront prévus au budget de l'exercice 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatifs à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - Cité intelligente - Appels à projets innovants et expérimentations au service de la ville - Convention sur un programme de recherche et développement - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole utilise le territoire comme un véritable laboratoire urbain (*living lab*) pour adapter l'ensemble des champs de la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé en juin 2021 un appel à projets portant sur plusieurs initiatives de projets innovants qui ont permis d'identifier 10 projets d'entreprises susceptibles de faire émerger de nouveaux projets de services et usages pour les citoyens et/ou la collectivité. Les projets sélectionnés sont accompagnés par Montpellier Méditerranée Métropole pendant leur expérimentation et font pour la phase d'expérimentation l'objet d'un contrat de recherche et développement avec la Métropole.

Initialement prévues sur 12 mois, il s'agit de prolonger les conventions de recherche et développement avec les 10 lauréats pour leur permettre de mener à leur terme les expérimentations, et ce jusqu'au 30 avril 2023.

Les lauréats signataires d'une convention de recherche et développement avec Montpellier Méditerranée Métropole sont :

- Thématique Parcours en ville/Culture : GAYA par la société ATLANTIDE ;
- Thématique Inclusion numérique / mobilité avec MyMoveo : rendre la ville accessible et interactive par la société OKEENEA TECH ;
- Thématique Energie : Le rocher vert par la société BEOGA ;
- Thématique Mobilité : Supervision et mobilités douces par la société CITEOS ;
- Thématique mobilité : Tableaux de bord Ouverts de la Mobilité par la société ICIAH TECHNOLOGIES ;
- Thématique Culture/vivre la ville avec Feel Map, par la société IDEAL FILM PROD / EXTRA ART SAS ;
- Thématique Inclusion numérique avec AccessiblePad par la société NATURALPAD ;
- Thématique Environnement avec ECOTEKA par la société NATURAL SOLUTIONS ;
- Thématique IOT/énergie avec COMPTEFLUX par la société NRGYBox ;
- Thématique Energie avec OGHJI, Expérimentation d'une unité de disjonction numérique par la société OGHJI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les avenants n°1 aux conventions sur un programme de recherche et développement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - Portail Hérault Data - Convention de partenariat pour la diffusion de données ouvertes entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Autorisation de signature

Depuis 2011, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont initié une démarche de mise à disposition des données publiques (*open data*) dans une volonté à la fois de transparence, de modernisation de l'action publique, de levier économique et d'attractivité du territoire. Montpellier Méditerranée Métropole publie ses données et celles de ses 31 communes sur le portail *Open Data* (data.montpellier3m.fr)

Cette démarche s'inscrit désormais pleinement dans la stratégie numérique portée par Montpellier Méditerranée Métropole et a été confortée par la loi République Numérique. En effet, depuis le 1^{er} octobre 2016, elle dispose que toutes les collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants et 50 agents ont l'obligation de diffuser toutes leurs données publiques anonymisées (ayant des intérêts économiques, sanitaires, sociales et environnementales) dans des formats réutilisables, de manières gratuites et permanentes.

Depuis 2011, ce sont ainsi plus centaines de milliers d'utilisateurs qui se sont connectés au portail (160 000 visiteurs en 2021 pour 280 000 téléchargements), 1 000 jeux de données publiés sur un grand nombre de thématiques : Transport, Urbanisme, Tourisme, Environnement, Citoyenneté, etc. De nombreux acteurs entrepreneuriaux et associatifs viennent régulièrement consulter les données produites par notre Métropole et les réutilisent pour créer des sites et applications innovantes, dans une démarche d'ouverture et de partage (OpenStreetMap, Google Maps, Vélocité, Moovit, CNRS, Université de Montpellier...)

Dans ce contexte légal, la Métropole se « *tourne vers la gestion de la donnée urbaine, pour s'assurer de sa qualité, de sa pérennité et de sa diffusion* ». La Métropole se pose en tiers de confiance sur le respect de la vie privée, de l'indépendance vis-à-vis d'acteurs tiers et de la diffusion des données. Afin d'appliquer cette indépendance et sa souveraineté sur les données la Métropole applique un accès non privilégié et non discriminant à ses données, via l'unique canal de diffusion de l'*open data*.

Parallèlement le Département de l'Hérault propose à toutes les communes et EPCI de l'Hérault de diffuser gratuitement leurs données sur le portail Hérault Data. Ce portail est le fruit d'un partenariat durable avec la Région Occitanie, qui fournit des sites *Open Data* hautement performants à ses treize conseils départementaux.

La Politique *Open Data* du Département de l'Hérault s'inscrit dans le cadre de leur Stratégie de

Développement des Usages et Services Numériques, au travers d'un axe fort sur le numérique et la citoyenneté. Par cette ambition appuyée par les élus, le Département accompagne gratuitement toutes les collectivités héraultaises pour l'ouverture et la valorisation de leurs données publiques. Plus de la moitié des EPCI du Département ont signé ce partenariat et plus d'un tiers de toutes les collectivités héraultaises ayant l'obligation légale de diffuser leurs données ont choisi Hérault Data.

Le Département souhaite initier cette démarche de partenariat avec la Métropole en alliant les dynamiques communes et ambitions fortes d'ouverture des données de ces collectivités, via une convention de partenariat, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault. Ce conventionnement représente plusieurs enjeux stratégiques et permettra ainsi d'affirmer une collaboration forte entre les deux collectivités autour de l'ouverture des données. De plus, cette convention représente des opportunités pour la Métropole de profiter sans restriction de l'outil Hérault Data pour le partage et la visualisation de ses données, dans une vision complémentaire de nos deux plateformes. À cette fin et à partir des données de la Métropole, le Département a déjà réalisé des cartographies en temps réel de la disponibilité des Vélomagg et de l'occupation des parkings en ouvrage de la Métropole, populaires auprès des utilisateurs d'Hérault Data. Cela favorisera les échanges de données ouvertes entre les deux collectivités en référençant les données à hautes valeurs ajoutées présentes sur les deux portails.

Les termes de la délibération n°13586 sur la solution mutualisée d'une plateforme *Open Data* pour l'ensemble des 31 communes de la Métropole et pour son propre usage ne sont pas remis en cause par ce partenariat. Montpellier Méditerranée Métropole continuera d'exploiter son propre portail *Open Data* qui restera la solution technique de diffusion des données des 31 communes de son territoire et de la Métropole, tout en profitant des fonctionnalités techniques d'Hérault Data, mises à disposition par la convention de partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault concernant le dispositif Hérault Data ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

En application du décret n°2019-1261 du 26 novembre 2019 modifiant le décret n°2012-624 du 3 mai 2012 fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, il est proposé pour l'exercice 2023 la reconduction, au sein des services de Montpellier Méditerranée Métropole, de la prime d'intéressement à la performance collective.

Bénéficiaires :

La prime d'intéressement pourra être attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, aux agents contractuels de droit public mensualisés, aux agents mis à disposition auprès de la collectivité, aux agents en position de détachement, et également aux agents de droit privé dans la mesure où ces derniers participent effectivement à l'atteinte des objectifs du service (ou groupe de services) pour lequel a été instituée cette prime.

Montant :

Dans le respect du plafond annuel défini par le décret n°2019-1262 du 28 novembre 2019, le montant de cette indemnité est fixé à 300 € brut par an et par agent des services ayant atteint les résultats fixés.

Conditions de versement :

En application de l'article 5 du décret n°2012-624 du 3 mai 2012, pour bénéficier de la prime, les agents doivent être présents au moins trois mois sur la période de référence de six mois (comprise entre le 1^{er} janvier 2023 et le 30 juin 2023).

Dans le calcul de cette durée effective de présence sont pris en compte :

- Les congés annuels, congés pris au titre du compte épargne temps, congés liés à la réduction du temps de travail ;
- Les congés de maladie ordinaire, congés de maternité, congés d'adoption, congés de paternité ;
- Les congés pour accident de service ou pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, pour accident de travail ou maladie professionnelle des agents contractuels ;
- Les congés pour formation syndicale, les autorisations d'absence et décharges de service pour l'exercice d'un mandat syndical ;
- Les formations professionnelles, à l'exception de la durée du congé pour formation professionnelle.

De même pour la prise en compte du temps de présence effective, les services à temps partiel et à temps non complet sont considérés comme des services à temps plein. La durée de présence effective permet de définir les bénéficiaires à savoir les agents présents au moins 3 mois sur la période de référence (comprise entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2023).

Objectifs pris en compte :

Compte tenu du contexte de contraintes budgétaires et des enjeux de maintien d'un service public de qualité, il est proposé de définir comme objectifs au titre de l'année 2023 :

- Le maintien de la trajectoire financière :
 - o D'une part, dans la perspective des nouveaux accords de contractualisation avec l'Etat ;
 - o D'autre part, au regard des mesures liées au plan de sobriété et accélération de la transition énergétique voté en Conseil de Métropole du 4 octobre 2022 ;
- L'implication et la participation au Projet d'Administration dans sa phase d'élaboration et à la mise en œuvre des actions qui en découleront.

Versement de la prime :

Le montant individuel attribué à chaque agent est fixé à l'issue de la période de référence.

Le montant est identique pour chaque agent composant le service en fonction des résultats atteints et suit les mêmes règles que le traitement (proratisation en fonction du temps de travail de l'agent et des absences notamment).

Les absences prises en compte dans le calcul de la proratisation du montant de la prime sont les suivantes : disponibilité, congé sans solde, congé parental, maladie et accident de service, toutes les autorisations spéciales d'absences (sauf récupération), grève, exclusion et absences injustifiées, avec application d'un seuil de 10 jours avant impact sur la retenue.

La prime d'intéressement à la performance collective s'ajoute aux diverses primes et indemnités composant le régime indemnitaire individuel de l'agent et est versée en supplément du régime indemnitaire.

Le montant total de cette prime est estimé à 700 000 € en année pleine.

Le comité technique a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Part sujétions Travaux dangereux et insalubres - Approbation

Par délibérations n°M2022-63 du 22 mars 2022 et n°M2022-324 du 26 juillet 2022 Montpellier Méditerranée Métropole a instauré, à compter du 1^{er} juillet 2022, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Considérant les mutualisations au sein de Montpellier Méditerranée Métropole et les sujétions particulières liées à ces postes, il est désormais nécessaire de fixer de nouvelles sujétions.

L'article 2.a de l'annexe 2 de la délibération n°M2022-63 relatif à la part sujétions après service fait lié à un évènement particulier dont la nature appartient aux travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants est complété comme suit :

Nature des travaux	Montant brut
Travaux de manutention avec engins élévateurs	1,03 € / demi-journée effective
Travaux sur scies à ruban, toupies raboteuses et dégauchisseuses	0,52 € / demi-journée effective
Soudure à l'arc	0,52 € / demi-journée effective
Utilisation de tours et perceuses	0,52 € / demi-journée effective
Travaux de peinture	0,16 € / demi-journée effective

Les délibérations n° M2022-63 du 22 mars 2022 et n° M2022-324 du 26 juillet 2022 restent applicables.

Pour le cas spécifique des emplois de direction et des agents relevant de la catégorie A+, en cas de mobilité, d'évolution des missions ou des responsabilités, le régime indemnitaire sera apprécié individuellement et versé en adéquation avec lesdites nouvelles responsabilités confiées, nonobstant les annexes de la délibération instaurant le RIFSEEP.

Ces modifications ont fait l'objet d'un avis du comité technique en date du 17 novembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la modification apportée à la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 qui a institué, à compter du 1er juillet 2022, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Relations institutionnelles - Conventions de services communs - Avenant - Autorisation de signature

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir le service commun suivant afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le service commun du Pôle Solidarités dont l'objectif est de porter de façon transversale les enjeux d'égalités, de cohésion sociale et de réponse aux besoins des habitants sur la base de projets de territoire à construire/élaborer et de développer des partenariats et renforcer les liens/coordination avec Etat, Département, Région et Caisse d'Allocation Familiale (CAF). Ce service commun est rattaché à la Ville de Montpellier.

La convention de services communs précise les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services

communs.

Ce service commun a fait l'objet d'un avis des comités techniques en date du 21 novembre 2022 pour la Ville et du 17 novembre 2022 pour la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de services communs du Pôle des Solidarités ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Astreinte d'exploitation - Modalités de mise en œuvre - Approbation

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale « L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés ».

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a instauré un dispositif d'astreinte d'exploitation par les agents du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, élargie aux agents relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux, dénommée 'cadres d'astreinte', pour la réception d'une alerte en mairie, en dehors des heures d'ouverture des services, afin de mettre en place les actions de sauvegarde appropriées.

La délibération n°2007/224 adoptée en séance du Conseil municipal du 25 juin 2007 et modifiée par les délibérations n°2013/547 en séance du 25 novembre 2013, n°2015/592 du 17 décembre 2015 et n°2016/352 du 29 septembre 2016, prévoit les conditions d'exercice et les modalités de paiement ou de compensation de cette astreinte.

Dans le cadre de la mutualisation d'un certain nombre de services entre la Ville et la Métropole, il est proposé d'étendre cette astreinte aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole qui sont affectés dans un service commun, particulièrement le Pôle Moyens Généraux, le Pôle Patrimoine Immobilier et le Pôle Sport qui, à ce titre, sont amenés à intervenir à la fois pour la Ville de Montpellier et pour la Métropole.

Modalités générales :

- L'astreinte est réalisée du lundi au lundi suivant : soit de 12h00 à 13h30 et de 17h30 à 8h30 en semaine travaillée ; 24h/24 le week-end, jour férié et/ou jour de permanence mairie ;
- Pendant sa période d'astreinte, le cadre d'astreinte est joignable et mobilisable à tout moment. A cet effet, il doit être en capacité d'intervenir sur le territoire communal de Montpellier dans un délai d'une heure ;

- Avant d'assurer leurs semaines d'astreintes, les agents concernés devront réaliser une formation initiale et continue obligatoire conjointement avec le service sécurité civile de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique et le service formation de la Direction des Ressources Humaines ;
- Pendant leurs semaines d'astreinte, les agents concernés devront suivre un briefing le lundi matin à 11h00 (transmission des outils et équipements, informations et consignes particulières) et un débriefing le lundi matin suivant à 10h00 (remise des outils et équipements, ...) ;
- Le cadre d'astreinte complète une main courante dématérialisée après chaque mobilisation/appeil sur l'espace partagé mis à disposition (en précisant : l'origine, heure, adresse, objet, actions réalisées au cours du temps, observations et difficultés rencontrées...).

Modalités d'exemptions :

- Temps de déplacement supérieur à une heure ;
- Femme enceinte ;
- Père ou mère d'enfant âgé de moins d'un an ;
- Cadre concerné par une exemption médicale ;
- Situation particulière, sur demande argumentée et validation hiérarchique.

Rôle et missions de l'astreinte :

- Le cadre d'astreinte assure l'alerte de l'autorité supérieure, la continuité de service indispensable et les premières actions de sécurité et/ou de sauvegarde (personnes, biens et environnement) en dehors des heures ouvrées de l'administration. Il est également, avec l'élus d'astreinte, le premier maillon de la réponse communale de sécurité civile ;
- Il dispose des outils d'aide à la décision du Plan Communal de Sauvegarde (procédures format papier, tablette d'astreinte, espace partagé type SharePoint ...) et matériels (véhicule d'astreinte dédié avec remisage à domicile, équipements de protection, ...).

Afin de remplir ses missions, il a le pouvoir de mobiliser du personnel et des entreprises adjudicataires d'astreinte prévues à cet effet, ainsi que de réaliser le lien entre les différents services de secours, de l'ordre et les principaux partenaires d'urgence.

Il est en mesure non seulement de décider mais également d'intervenir sur le terrain pour constater les enjeux, mesurer les conséquences de l'événement et prendre les décisions adéquates.

Les modalités d'indemnisation et de récupération ont été fixées par la délibération n°13520 du 16 décembre 2015 relative au régime des astreintes applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole. Au regard des évolutions réglementaires, les montants sont modifiés comme suit :

I. FILIERES AUTRES QUE LA FILIERE TECHNIQUE :

1. Indemnisation ou compensation des astreintes :

PERIODES D'ASTREINTES	Une semaine d'astreinte complète	Une astreinte du lundi matin au vendredi soir	Dimanche ou jour férié	Une nuit de semaine	Une astreinte du vendredi soir au lundi matin	Un samedi
INDEMNITES D'ASTREINTES	149.48 €	45 €	43.38 €	10,05 €	109.28 €	34.85 €
ou						
COMPENSATION D'ASTREINTE	1 journée et demie	1 demi-journée	1 demi-journée	2 heures	1 journée	1 demi-journée

PERIODES D'ASTREINTES	Une semaine d'astreinte complète	Une astreinte du lundi matin au vendredi soir	Dimanche ou jour férié	Une nuit de semaine	Une astreinte du vendredi soir au lundi matin	Un samedi
(Durée de repos compensateur)						

2. Indemnisation ou compensation applicable aux interventions en cas d'astreinte :

PERIODES D'INTERVENTION EN CAS D'ASTREINTES	un jour de semaine	un samedi	une nuit	un dimanche ou un jour férié
INDEMNITE D'INTERVENTION	16 € de l'heure	20 € de l'heure	24 € de l'heure	32 € de l'heure
ou				
COMPENSATION D'INTERVENTION (Durée du repos compensateur)	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25 %	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25 %

II. FILIERE TECHNIQUE

1. Indemnisation des astreintes :

Pour la filière technique, la réglementation ne prévoit pas la possibilité de recourir à la compensation en temps. Seule l'indemnisation est possible :

PERIODES D'ASTREINTES	La semaine d'astreinte complète	Une astreinte de nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10 heures	Une astreinte de nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures	Samedi ou journée de récupération	Une astreinte le dimanche ou un jour férié	Une astreinte de week-end (du vendredi soir au lundi matin)
ASTREINTES D'EXPLOITATION	159.20 €	8.60 €	10.75 €	37.40 €	46.55 €	116.20 €

A noter : Les montants sont majorés de 50% lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours avant le début de cette période.

2. Indemnisation ou compensation applicable aux interventions en cas d'astreinte :

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Seuls les agents qui ne sont pas éligibles aux IHTS, indemnités horaires pour travaux supplémentaires (Ingénieurs territoriaux) sont concernés par l'indemnisation ou la compensation d'intervention pendant les périodes d'astreinte :

PERIODES D'INTERVENTION EN CAS D'ASTREINTE	Nuit	Samedi	Jour de repos imposé par l'organisation collective du travail	Dimanche et jour férié	Jour de semaine
INDEMNITE D'INTERVENTION	22 €	22 €	-	22 €	16 €
ou					
COMPENSATION D'INTERVENTION (Durée du repos compensateur)	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 50%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 100%	-

A noter : pour les agents éligibles aux IHTS, les interventions en période d'astreinte peuvent donner lieu au versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires ou être compensées en temps notamment selon les modalités du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié et de la délibération n°M2019-795 adoptée en séance du Conseil du 18 décembre 2019.

La rémunération ou la compensation en temps des astreintes ne sont pas cumulables avec l'indemnité ou la compensation des permanences (au titre d'une même période).

La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre. De même, la rémunération et la compensation en temps des interventions sont exclusives l'une de l'autre. L'autorité territoriale peut choisir l'une ou l'autre de ces modalités.

Par ailleurs, l'indemnité d'astreinte ou la compensation des astreintes ne peuvent être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une nouvelle bonification indiciaire (NBI) au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels administratifs de direction mentionnés par le décret n°2001-1274 du 27 décembre 2001 et le décret n°2001-1367 du 28 décembre 2001, pour l'exercice de fonctions de responsabilité supérieure.

Les flux financiers entre la Ville de Montpellier et la Métropole sont régis par les conventions de service communs.

Le Comité technique a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole

- D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'astreinte d'exploitation telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

1. Créations de poste : 34 postes dont 16 déjà financés ou générant des recettes.

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les 32 postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

- **15 postes en création qui découlent de l'ajustement des organisations et des moyens alloués aux Pôles :**
 - o Pôle ressources humaines : 6 postes et 1 CDD projet
 - o Pôle culture et patrimoine : 4 postes et 1 CDD projet
 - o Pôle mobilités : 1 poste ;
 - o Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation : 2 postes
- **19 postes financés ou qui génèrent des recettes :**
 - o Mission Contractualisation et Partenariats : 2 postes en CDD projet
 - o Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation : 5 postes (Transfert postes Pôle Déchets et cycle de l'eau)

Y sont intégrés les postes réservés destinés à des agents qui effectuent un nouveau parcours professionnel (reclassement) pour les Pôles suivants :

- o Pôle culture et patrimoine : 2 postes ;
- o Pôle finances et conseil en gestion : 1 poste ;
- o Pôle ressources humaines : 9 postes ;

2. Réajustements de poste pour mise en conformité grade/emploi : 6

Les 6 emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

3. Transformations de postes : 35

Les 35 emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

4. Suppressions de poste : 14

Les 14 emplois supprimés, après avis du Comité Technique du 17 novembre 2022, sont mentionnés dans **l'annexe 4** ci-jointe.

5. Ouvertures de postes aux agents non titulaires : 7

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter des agents non titulaires sur des postes permanents, sur le fondement de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans **l'annexe 5** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Ressources humaines" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau ci-dessous :

RESSOURCES HUMAINES			
Code	Structure	Type	Attribué
6922	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE MONTPELLIER 3M CASSC	Fonctionnement	392 500 €
TOTAL			392 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révisions - Approbation

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.5217-10-7 CGCT), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP). Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} septembre 2022 à 2 254 440 211 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement.

Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre de la décision modificative 2022 et de la mise en place des crédits provisoires avant le vote du budget 2023 :

Les AP consacrées à la voirie des pôles territoriaux cumulent les crédits réalisés sur les années antérieures et les crédits nécessaires à équilibrer l'enveloppe annuelle (en l'espèce 2022), calculée par commune. Ces AP ne sont donc pas calibrées pour dépasser l'année en cours.

En l'attente du vote du BP 2023, la mise en place de crédits provisoires en 2023 est prévue dans une délibération spécifique, dans la limite de 33% des CP de l'année écoulée et des restes à financer disponibles sur l'AP, ces derniers étant insuffisants fin 2022 pour les pôles territoriaux. Pour pallier cette seconde condition, il est proposé d'augmenter provisoirement le montant des AP de 33% des CP 2022. Le montant définitif des AP sera ajusté à l'occasion du vote du BS 2023.

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU-REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM2 2022	AP TOTALE 2022
AMECEB16	Aménagement Cadoule et Bérange	4 048 274	315 202	4 363 476

AMELIT16	Aménagement Littoral	7 910 231	952 473	8 862 704
AMEMTP16	Aménagement Montpellier	28 854 460	1 892 393	30 746 853
AMEPEG16	Aménagement Piémonts et Garrigues	3 281 170	241 460	3 522 630
AMEPLO16	Aménagement Plaine Ouest	2 562 177	261 826	2 824 003
AMEVDL16	Aménagement Vallée du Lez	4 582 833	276 829	4 859 662
NETMTP16	Environnement Montpellier	7 507 374	496 276	8 003 650
VOICEB16	Voirie Cadoule et Bérange	21 141 461	2 007 360	23 148 821
VOILIT16	Voirie Littoral	23 694 536	1 933 747	25 628 283
VOIMTP16	Voirie Montpellier	121 569 442	8 383 353	129 952 795
VOIPEG16	Voirie Piémonts et Garrigues	17 036 248	1 083 330	18 119 578
VOIPLO16	Voirie Plaine Ouest	23 969 941	1 749 604	25 719 545
VOIVDL16	Voirie Vallée du Lez	27 696 045	3 330 915	31 026 960
	Somme :	293 854 186	22 924 768	316 778 954

Il est par ailleurs proposé la révision d'AP suivante :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU-REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM2 2022	AP TOTALE 2022
DEALAT18	LATTES PROTECTION BASSE VALLEE MOSSON	5 189 524	210 000	5 399 524

L'intégralité des crédits de paiements actualisés sur DEALAT18 sont inscrits sur l'exercice 2022.

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait en conséquence à 2 277 574 979 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget principal - Adoption

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2022, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal.

La Décision Modificative du budget principal s'équilibre à **7 397 496,00 euros en fonctionnement** et à **-75 322 116,24 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-462 369,00		-462 369,00
931	Sécurité	-90 000,00		-90 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	320 304,00		320 304,00
934	Action sociale	10 000,00		10 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	125 835,00		125 835,00
936	Action économique	-1 970 213,00		-1 970 213,00
937	Environnement	805 293,00		805 293,00
938	Transports	192 351,00		192 351,00
940	Impositions directes	-1 200 000,00		-1 200 000,00
943	Opérations financières	65 000,00		65 000,00
946	Transfert entre les sections		-55 050 000,00	-55 050 000,00
953	Virement à la section d'investissement		64 651 295,00	64 651 295,00
Total		-2 203 799,00	9 601 295,00	7 397 496,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	783 178,00		783 178,00
931	Sécurité	25 190,00		25 190,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	99 293,00		99 293,00
935	Aménagement des territoires et habitat	604 335,00		604 335,00
936	Action économique	2 767 781,00		2 767 781,00
937	Environnement	1 686 055,00		1 686 055,00
938	Transports	6 381 453,00		6 381 453,00
940	Impositions directes	6 137 975,00		6 137 975,00
941	Autres Impôts et taxes	519 562,00		519 562,00
942	Dotations et participations	703 793,00		703 793,00
943	Opérations financières	178 881,00		178 881,00
946	Transfert entre les sections		-12 490 000,00	-12 490 000,00
Total		19 887 496,00	-12 490 000,00	7 397 496,00

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-2 209 403,00		-2 209 403,00
901	Sécurité	49 000,00		49 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-4 949 883,36		-4 949 883,36
904	Action sociale	60 000,00		60 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-3 771 400,00		-3 771 400,00
906	Action économique	-4 712 248,00		-4 712 248,00
907	Environnement	-6 272 018,00		-6 272 018,00
908	Transports	-19 026 163,88		-19 026 163,88
923	Dettes et autres opérations financières	-20 000 000,00		-20 000 000,00
925	Opérations patrimoniales		-2 000 000,00	-2 000 000,00
926	Transfert entre les sections		-12 490 000,00	-12 490 000,00
Total		-60 832 116,24	-14 490 000,00	-75 322 116,24

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	293 053,00		293 053,00
905	Aménagement des territoires et habitat	1 113 500,00		1 113 500,00
907	Environnement	-1 173 750,00		-1 173 750,00
908	Transports	-8 755 346,14		-8 755 346,14
921	Taxes non affectées	1 250 000,00		1 250 000,00
922	Dotations et participations	7 057 916,00		7 057 916,00
923	Dettes et autres opérations financières	-82 708 784,10		-82 708 784,10
925	Opérations patrimoniales		-2 000 000,00	-2 000 000,00
926	Transfert entre les sections		-55 050 000,00	-55 050 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		64 651 295,00	64 651 295,00
Total		-82 923 411,24	7 601 295,00	-75 322 116,24

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe de l'assainissement - Adoption

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2022, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget annexe d'assainissement.

La Décision Modificative n°1 du budget annexe d'assainissement s'équilibre à **-420 000,00 euros en fonctionnement** et à **-84 300,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – FONCTIONNEMENT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-41 903,00		-41 903,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	-475 000,00		-475 000,00
65	Autres charges de gestion courante	85 000,00		85 000,00
67	Charges exceptionnelles	-836,00		-836,00
68	Dotations aux provisions et dépréciations	-1 420 000,00		-1 420 000,00
023	Virement à la section d'investissement		932 739,00	932 739,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		500 000,00	500 000,00
Total		-1 852 739,00	1 432 739,00	-420 000,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total

78	Reprises sur provisions et dépréciations	-420 000,00		-420 000,00
Total		-420 000,00	0,00	-420 000,00

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	-29 145,00		-29 145,00
21	Immobilisations corporelles	-55 155,00		-55 155,00
Total		-84 300,00	0,00	-84 300,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	-1 517 039,00		-1 517 039,00
021	Virement de la section d'exploitation		932 739,00	932 739,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		500 000,00	500 000,00
Total		-1 517 039,00	1 432 739,00	-84 300,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe du service public de l'assainissement non collectif - Adoption

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2022, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget annexe du service public de l'assainissement non collectif.

La Décision Modificative n°1 du budget annexe du service public de l'assainissement non collectif s'équilibre à **-500,00 euros en fonctionnement** et à **700,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget annexe du service public de l'assainissement non collectif se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – FONCTIONNEMENT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-1 000,00		-1 000,00
65	Autres charges de gestion courante	500,00		500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciations	-700,00		-700,00
023	Virement à la section d'investissement		7 700,00	7 700,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		-7 000,00	-7 000,00
Total		-1 200,00	700,00	-500,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
78	Reprises sur provisions et dépréciations	-500,00		-500,00

Total	-500,00	0,00	-500,00
--------------	----------------	-------------	----------------

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	700,00		700,00
Total		700,00	0,00	700,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		7 700,00	7 700,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		-7 000,00	-7 000,00
Total		0,00	700,00	700,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget annexe du service public de l'assainissement non collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe parking - Adoption

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2022, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget annexe parking.

La Décision Modificative n°1 du budget annexe parking s'équilibre à **96 500,00 euros en fonctionnement** et à **14 071,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget annexe parking se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE PARKING – FONCTIONNEMENT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	81 729,00		81 729,00
65	Autres charges de gestion courante	700,00		700,00
023	Virement à la section d'investissement		17 071,00	17 071,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		-3 000,00	-3 000,00
Total		82 429,00	14 071,00	96 500,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
77	Produits exceptionnels	96 500,00		96 500,00
Total		96 500,00	0,00	96 500,00

BUDGET ANNEXE PARKING – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	14 071,00		14 071,00
Total		14 071,00	0,00	14 071,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		17 071,00	17 071,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		-3 000,00	-3 000,00
Total		0,00	14 071,00	14 071,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget annexe parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Clôture des budgets annexes assainissement et assainissement non collectif - Approbation

Conformément aux articles L2224-1, L2224-11, L2224-12-3, R2221-1 et R2221-79 du Code général des collectivités territoriales et à l'article R. 2221-13 du CGCT qui définit la dotation initiale : « *la dotation initiale de la régie [...] représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la collectivité locale de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie. Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves* ».

Conformément à la délibération n°M2021-102 du 23 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, à la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté l'extension de la régie actuelle de l'eau potable à la compétence assainissement collectif et non collectif, à la délibération n°M2022-34 du 4 février 2022 par laquelle le Conseil de Métropole a approuvé le versement d'une avance de 3,5M€ HT pour l'assainissement collectif.

Cette régie publique de l'eau et de l'assainissement possède une autonomie financière et assurera la gestion de ce service public sur le territoire de la Métropole.

Les dépenses portées par les budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif seront intégralement prises en charge par la régie des eaux et de l'assainissement au 1er janvier 2023 et les budgets annexes assainissement collectif (Budget n°99001) et non collectif (Budget SPANC n° 99003) n'auront plus lieu d'être et seront donc dissous en 2023 dès que possible.

L'apport initial à la Régie des Eaux et de l'Assainissement (REA) soumis à l'approbation du Conseil de Métropole se décompose en trois parties :

- L'affectation de l'actif et du passif nécessaire à l'exercice des missions et activités ;
- Une dotation initiale en numéraire ;
- Une avance de trésorerie infra-annuelle dans la limite de 3M€.

I. Affectation de l'actif et du passif

- Pour la compétence assainissement collectif : la Métropole affectera à la Régie tous les biens des services publics de l'assainissement collectif dont elle dispose à l'exception des biens mobiliers qui sont transférés en pleine propriété (les voitures, les ordinateurs...) ;
- Pour la compétence assainissement non collectif : la Métropole affectera à la Régie tous les biens des services publics de l'assainissement non collectif dont elle dispose.

Le régime de l'affectation des biens à la REA, n'entraîne pas le transfert de la propriété, les biens restant

propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, mais leur jouissance est transférée à la régie avec les droits et obligations s'y rattachant et notamment la maîtrise d'ouvrage des travaux d'entretien et de renouvellement. L'affectation ne comporte aucune rémunération.

Dans ce cadre, à compter du 1er janvier 2023, la REA assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle assure les biens. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure la maintenance, l'exploitation et la sécurité de tous les biens. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers et immobiliers. Elle en a la jouissance. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire. Elle peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Elle est substituée de plein droit au propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats relatifs aux biens (ces contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux éventuels contrats conclus par la Métropole n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant). Des avenants de transfert seront conclus.

L'affectation et/ou le transfert de l'actif (biens corporels et incorporels) et du passif (résultat, dette, subventions) sera effectif par l'établissement à compter du 01/01/2023 suite à procès-verbaux signés par l'ordonnateur de la Métropole et de la Régie après l'arrêté définitif des comptes 2022.

Ces PV devront comprendre les éléments suivants :

- N° d'inventaire comptable et le libellé afférent ;
- Date et valeur d'acquisition (valeur historique) ;
- Le compte par nature ;
- S'il est amortissable ou non et dans l'affirmative, le montant des amortissements, le type d'amortissement, la durée ;
- La situation des subventions ;
- Les pièces attestant des transferts partiels ou totaux des contrats de prêts.

Comptablement l'affectation de l'actif et du passif fera l'objet d'écritures d'ordre non-budgétaires.

L'affectation laisse la possibilité d'un retour du bien vers la collectivité affectante. Dans le cas où ceux-ci ne seraient plus utiles à l'exercice des missions de la Régie, la Métropole recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations. La désaffectation des biens fera l'objet d'écritures d'ordre non-budgétaires et de l'établissement d'un PV comprenant les mêmes informations que le PV d'affectation établi ci-dessus.

Les adjonctions sur les biens, constitués par les travaux réalisés par la Régie sur les biens affectés, seront constatées dans la comptabilité de la Métropole lors du retour des biens ou de leur désaffectation.

II. Restes à recouvrer

Les titres émis par la Métropole sur les deux budgets seront pris en charge par le Service de Gestion Comptable de la Métropole jusqu'au 31/12/2022. Le recouvrement desdits titres incombera au Service de Gestion Comptable jusqu'à leur apurement complet. Dans ce cadre c'est à la Métropole qu'il reviendra d'examiner les admissions en non valeurs présentées par le comptable public. C'est pourquoi la Métropole conservera une part du résultat du budget annexe assainissement correspondant au montant des provisions pour risques et charges. Ce montant sera transféré à la régie à l'issue des procédures relatives aux risques provisionnés, s'ils ne surviennent pas ou pour un montant inférieur à la provision.

III. Dotation initiale en numéraire

La Régie va faire face à des besoins de financements dès le début de son activité, sans avoir pu constituer de l'autofinancement au préalable, susceptible de financer une part de ses investissements. Elle va notamment se substituer à la Métropole pour la réalisation de la programmation pluriannuelle des investissements des budgets annexes assainissement collectif et non collectif de la Métropole. Afin de financer le début d'activité de la Régie, la Métropole a versé une dotation initiale d'un montant de 3.5M€ HT. Cette dotation constitue une avance versée sur le résultat qui sera transféré à la régie.

IV. Avance de trésorerie infra-annuelle

Afin de couvrir l'ensemble des besoins de trésorerie de la Régie liés au décalage d'encaissement des recettes lors des premiers mois d'exercice de la Régie, une avance de trésorerie remboursable non budgétaire infra

annuelle peut être mise en place entre la Métropole de Montpellier et la Régie.

Cette avance de trésorerie pourra être versée dans la limite du montant de 3M€.

Il s'agit d'une opération de trésorerie : l'avance de trésorerie et son remboursement se fera par l'émission d'un ordre de paiement transmis au Comptable public du SGC Métropole. L'avance pourra être versée par virement bancaire en plusieurs tirages tels que sollicités par la Régie par courrier adressé à la Métropole, sans dépasser 3M €. L'avance de trésorerie est prévue sur une période d'un an à compter du 1er janvier 2023. Les tirages réalisés devront donc être remboursés au plus tard le 31 décembre 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De clôturer les budgets annexes assainissement et assainissement non collectif au 31 décembre 2022 afin de reprendre des éléments d'actifs et de passif sur le budget principal de la Métropole ;
- De procéder à la mise en affectation des biens du budget assainissement de la Métropole à la Régie des Eaux et de l'assainissement à l'exception des biens mobiliers qui seront transférés en pleine propriété ;
- De procéder à la mise en affectation des biens de la Métropole à la Régie des Eaux et de l'assainissement de tous les biens des services publics de l'assainissement non collectif dont elle dispose ;
- De reprendre l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal ;
- De transférer les résultats de clôture des budgets annexes assainissement et assainissement non collectif à la régie des eaux et de l'assainissement, déduction faite du montant des provisions pour risques et charges, qui sera transféré à la régie à l'issue des procédures relatives aux risques provisionnés, s'ils ne surviennent pas ou pour un montant inférieur à la provision ;
- D'approuver que la dotation initiale d'un montant de 3.5M€ HT versée par la Métropole à la régie constitue une avance versée sur le résultat qui sera transféré à la régie ;
- D'approuver le versement par la Métropole à la Régie d'une avance de trésorerie non budgétaire remboursable dans la limite du montant de 3M€ ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Attribution de compensation 2022 définitive à la suite de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 14 septembre 2022 - Approbation

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont fait l'objet de transferts de charges et de modifications de montants d'attributions de compensations. La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes avant le 15 février 2022.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), qui s'est réunie le 14 septembre 2022, a rendu des conclusions sur l'évaluation nouvelle des charges nettes transférées à intégrer tant dans les attributions de compensation de fonctionnement que d'investissement. Ces évaluations ont porté sur une modification d'AC voirie évaluée en 2015 en investissement et des correctifs d'emprunts transférés liés à la voirie-espace public. La CLECT a émis un avis favorable sur ces modifications.

Ainsi, il convient de délibérer sur le chiffrage de ces attributions de compensations définitives pour 2022, conformément au rapport de la dernière CLECT en date du 14 septembre 2022 joint au présent rapport pour information et approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils municipaux.

Il est proposé d'établir l'AC de fonctionnement définitive 2022 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2022	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2022
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	508 134,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	1 298 375,83	
Castries	222 997,40	
Clapiers	428 196,93	
Cournonsec	84 373,30	
Cournonterral	511 761,25	
Fabrègues		179 545,81
Grabels	321 969,24	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	976 258,08	
Lattes		288 464,96
Lavérune		615 684,98
Le Crès	698 749,13	
Montaud	55 210,68	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	34 688 940,29	
Murviel-lès-Montpellier	112 476,13	
Pérols	1 579 188,18	
Pignan	257 356,21	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	152 874,51	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	167 777,45	
Saint-Geniès-des-Mourgues	183 776,62	
Saint-Georges-d'Orques	299 787,35	
Saint-Jean-de-Védas	853 348,77	
Saussan	168 187,69	
Sussargues	164 019,53	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
TOTAL	46 598 625,09	2 511 676,33

Il est également proposé d'établir l'AC d'investissement définitive 2022 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement définitive 2022	Attribution de Compensation investissement définitive 2022
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	1 091 284,85	
Castries	109 702,00	
Clapiers	210 778,53	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	143 443,00	
Grabels	500 889,33	
Jacou	45 141,00	
Juvignac	1 122 379,30	
Lattes	1 222 340,80	
Lavérune	73 031,00	
Le Crès	428 086,17	
Montaud	60 583,40	
Montferrier-sur-Lez	37 506,00	
Montpellier	10 567 865,17	
Murviel-lès-Montpellier	74 754,36	
Pérols	356 625,00	
Pignan	236 604,89	
Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	51 637,84	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint-Geniès-des-Mourgues	24 175,00	
Saint-Georges-d'Orques	42 292,00	
Saint-Jean-de-Védas	257 051,00	
Saussan	26 263,00	
Sussargues	76 893,91	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	64 961,86	
TOTAL	17 107 657,41	0,00

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLECT ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2022 des 31 Communes de Montpellier Méditerranée Métropole, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux sus visés, pour l'exercice 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Budget principal et budget annexe parking - Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2023 - Autorisation

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le Président est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs et conformément à l'article L.5217-10-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice précédent.

Section de fonctionnement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2023, dans l'attente du vote du budget primitif 2023, sont retracées dans les tableaux suivants :

Budget Principal

Fonctions	Libellés	Crédits votés en 2022	Ouverture de crédits 2023
930	Services généraux	55 252 295	55 252 295
931	Sécurité et salubrité publique	19 012 569	19 012 569
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	107 072 757	107 072 757
934	Santé et action sociale	1 136 437	1 136 437
935	Aménagement des territoires et habitat	33 233 597	33 233 597
936	Action économique	16 316 188	16 316 188
937	Environnement	133 137 066	133 137 066

938	Transports	115 876 372	115 876 372
940	Impositions directes	23 729 655	23 729 655
941	Autres impôts et taxes	15 000	15 000
943	Opérations financières	19 196 000	19 196 000
946	Transferts entre les sections	44 466 637	44 466 637
Total		568 444 573	568 444 573

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2022	Ouverture de crédits 2023
011	Charges à caractère général	471 351	471 351
65	Autres charges de gestion courante	700	700
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000	10 000
Total		482 051	482 051

Section d'investissement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2023, dans l'attente du vote du budget primitif 2023, sont retracées dans les tableaux suivants :

Budget Principal

Fonction et Libellé		Crédits votés en 2022		1/4*	1/3	Ouverture de crédits 2023
900	Services généraux	hors AP	5 422 675	1 355 669		5 009 315
		en AP	10 960 938		3 653 646	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	1 840 661	460 165		460 165
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	16 551 181	4 137 795		9 416 103
		en AP	15 834 923		5 278 308	
904	Santé et action sociale	hors AP	95 000	23 750		23 750
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	23 597 564	5 899 391		29 721 814
		en AP	71 467 268		23 822 423	
906	Action économique	hors AP	8 620 840	2 155 210		12 216 532
		en AP	30 183 967		10 061 322	
907	Environnement	hors AP	14 167 468	3 541 867		6 245 779
		en AP	8 111 734		2 703 911	
908	Transports	hors AP	47 077 319	11 769 330		66 597 081
		en AP	164 483 253		54 827 751	
921	Taxes non affectées	hors AP	2 433 850	608 463		608 463
922	Dotations et participations	hors AP	501 964	125 491		125 491
923	Dettes (100%) et autres opérations financières (25%) *	hors AP	98 385 000	95 760 000		95 760 000
925	Opérations patrimoniales	hors AP	92 087 420	23 021 855		23 021 855
926	Transferts entre les sections	hors AP	47 657 300	11 914 325		11 914 325
Total			659 480 325	160 773 311	100 347 361	261 120 671

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2022	Ouverture de crédits 2023
21	Immobilisations corporelles	3 916 330	979 082
Total		3 916 330	979 082

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montants 2022 - Approbation

Par délibération n° M2019-774, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre une politique de provisionnement qui sécurise les comptes de la Collectivité et permet de répondre aux exigences de la certification des comptes.

Les provisions doivent être ajustées annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elles donnent lieu à une reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser. Le montant des provisions ainsi que leur évolution sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

1) Budget principal

Au 31 décembre 2021, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 22 694 719,29 euros et se répartissait de la façon suivante :

	Compte de Gestion au 31/12/2021
Litiges et contentieux	1 645 271,88
Restes à recouvrer	659 006,33
Liquidation et redressement judiciaire	954 200,55
Compte épargne temps	8 396 890,15
Congés payés et congés reportés	1 557 091,45
Aide retour à l'emploi	1 196 965,32
Dépréciation Titres de participation	8 285 293,61
Total	22 694 719,29

Par cette délibération, il est proposé au Conseil de Métropole de valider les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application pour l'exercice 2022.

- ✓ Provision pour litiges et contentieux : il est proposé de constituer une provision dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la Collectivité. Elle est évaluée au regard du risque encouru ;
- ✓ Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : il est proposé de provisionner totalement les créances supérieures à 4 ans et de constituer une provision à hauteur de 15% des créances émises les 3 dernières années, sur la base des restes à recouvrer proposés par le Comptable Public ;
- ✓ Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : il est proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public ;
- ✓ Provision pour Compte Epargne Temps : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, dès le 1^{er} jour épargné ;
- ✓ Provision pour congés reportés : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être reportés sur l'exercice suivant ;
- ✓ Provision Aide Retour à l'Emploi : il est proposé de constituer une provision à hauteur du montant susceptible d'être versé ;
- ✓ Provision pour garanties d'emprunt : il est proposé de constituer une provision pour les emprunts de longue durée à hauteur de 10% du capital restant dû. ;
- ✓ Provision pour dépréciation des titres de participation : Il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2022, les ajustements suivants maximum :

	Compte de Gestion au 31/12/2021	2022		Compte de Gestion au 31/12/2022
		Reprise	Dotation	
Litiges et contentieux	1 645 271,88	417 168,88	2 818 281,91	4 046 384,91
Créances irrécouvrables	659 006,33	75 082,92	509 587,00	1 093 510,41
Liquidation et redressement judiciaire	924 200,55	450 256,20	140 552,38	644 496,73
Compte épargne temps	8 396 890,15		2 600 766,99	10 997 657,14
Congés reportés	1 557 091,45	216 944,61		1 340 146,84
Aide Retour à l'Emploi	1 196 965,32		1 065 680,72	2 262 646,04
Garanties d'emprunt			2 334 866,00	2 334 866,00
Provision association de promotion des flux touristiques et			2 777 572,94	2 777 572,94

économiques				
Dépréciation Titres de participation	8 285 293,61	486 019,51	314 347,41	8 113 621,51
Total	22 694 719,29	1 645 472,12	12 561 655,35	33 610 902,52

2) Budgets annexes Assainissement et Assainissement non collectif

- ✓ Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : il est proposé de constituer une provision totale des créances pour lesquelles il existe un risque avéré et à hauteur de 15% sur les autres créances, sur la base des restes à recouvrer proposés par le Comptable Public

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2022 :

	Assainissement	Assainissement Non Collectif
Créances irrecouvrables	463 554,14	441,87

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter les modalités de calcul et le montant maximum des provisions et dépréciations pour l'exercice 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Refacturation des charges de fonctionnement aux budgets annexes - Modalités de calcul - Approbation

Quatre budgets forment le cadre budgétaire de Montpellier Méditerranée Métropole : un budget principal et trois budgets annexes (assainissement, service public de l'assainissement non collectif, parking). Les budgets annexes ont vocation à porter l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à un service public identifié : toutes les dépenses et recettes qui participent aux investissements ainsi que l'ensemble des charges d'exploitation, dont la masse salariale, et toutes les recettes encaissées auprès des usagers de ces services.

Cependant, une part des charges d'exploitation est portée par un autre budget :

- Un budget annexe peut porter les charges de personnel d'un autre budget annexe (cas de l'assainissement avec le SPANC) ;
- Le budget principal porte les charges de personnel dès lors que les missions d'un agent ne sont pas totalement dédiées au budget annexe ;
- Le budget principal porte également les dépenses de personnel des agents dédiés aux fonctions supports : finances, juridique, ressources humaines, informatique, moyens généraux ;
- Le budget principal globalise les charges de structure : dépenses de fonctionnement des services de la Métropole (énergie, téléphonie, entretien et réparation des bâtiments, nettoyage des locaux, parc auto, eau, petites fournitures, assurance).

Il convient dès lors de fixer des règles de refacturation afin que l'équilibre des quatre budgets reflète au mieux les charges relatives à leur service.

Il est proposé d'établir les critères de refacturation ci-dessous :

- Les charges de personnel dédié aux services établis en budget annexe seront intégralement refacturées chaque année sur la base des coûts de masse salariale ;
- Les fonctions supports affectées à ces services seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 6 % de la masse salariale du budget annexe (que celle-ci soit directement portée par le budget annexe ou par un autre budget) ;
- Les charges de structures relatives à ces budgets annexes seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 3 % du coût de la masse salariale.

La refacturation proposée est ainsi établie en cohérence avec les taux de 6 % pour les fonctions supports et de 3 % pour les charges de structure, validés par la Commission Locale d'Evaluation des Charges

Transférées (CLECT), lors des précédents transferts de compétences entre les Communes et la Métropole.

Pour l'exercice 2022, les éléments refacturés et les montants estimés sont les suivants :

	Montants estimés 2022
BA ASSAINISSEMENT	Masse salariale MS = 3 332 000 €, portée par le budget annexe Fonctions supports 6% = 199 920 € Charges de structure 3% = 99 960 € Total = 299 880 €
BA PARKING	MS = 13 500 €, portée par le budget principal 6% = 810 € 3% = 405 € Total = 14 715 €
BA SPANC	MS = 45 000 €, portée par le budget annexe assainissement 6% = 2 700 € 3% = 1 350 € Total = 49 131 € dont 45 000 € au BA assainissement et 4 050 € au budget principal

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de refacturation entre les différents budgets et les modes de calcul indiqués ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Admission en non valeur 2022 - Approbation

Les créances irrécouvrables et créances éteintes correspondent aux titres de recette émis par la collectivité pour lesquels le recouvrement ne peut être mené à son terme malgré les diligences du Comptable Public en charge du recouvrement.

Une créance peut être admise en non-valeur temporairement dans le cas d'une créance irrécouvrable ou définitivement dans le cas d'une créance éteinte. La procédure d'admission en non-valeur d'une créance correspond à un apurement comptable.

Dans le cadre d'une créance irrécouvrable, le titre de recette émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à « *meilleure fortune* ».

Une créance éteinte résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Pour l'exercice 2022, les services du Comptable Public ont transmis à l'ordonnateur l'état des créances irrécouvrables ou éteintes.

Il est proposé, après analyse des états transmis, d'accepter la procédure d'admission en non-valeur pour les montants maximum ci-dessous :

Budget Principal :

- 19 404, 50 € en créances irrécouvrables ;
- 77 702, 76 € en créances éteintes ;

Budget annexe Assainissement :

- 32 546, 88 € en créances irrécouvrables ;
- 43 334, 31 € en créances éteintes ;

Budget annexe Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) :

- 965, 70 € en créances irrécouvrables ;

Budget annexe Parking :

- 657, 43 € en créances irrécouvrables.

Les listes des titres concernés sont annexées à la présente délibération

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De donner suite à la proposition du Comptable Public d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables et les créances éteintes listées ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Apurement des régies 2022 - Approbation

Chaque opération menée par les régisseurs de Montpellier Méditerranée Métropole fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public. Sur la régie du Parking du Prévost, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 168, 98 €.

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol. Le régisseur concerné a suivi cette procédure. Un accord de sursis de paiement a été notifié au régisseur, à la suite de sa demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a été destinataire de la demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par le régisseur. La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur et une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil de Métropole est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

A la suite de la réunion relative à l'apurement des régies du 21 octobre dernier, en présence des services du SGC Métropole, il est proposé de bien vouloir donner un avis favorable à la demande de remise détaillée ci-dessous :

Régies	Régis-seurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par le SGC Métropole	Circonstance du déficit	Proposition du Conseil de Métropole
Parking du Prévost	Monsieur Florent PEREZ	168, 98 €	07 juin 2022	Erreurs de caisse commises par des mandataires saisonniers. L'équipe des mandataires a depuis été remaniée à la demande du régisseur	Remise gracieuse totale

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'accorder une remise gracieuse totale au régisseur cité ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Tarifs de la Métropole de Montpellier - Année 2023 - Approbation

Les tarifs métropolitains présentés seront applicables au 1^{er} janvier 2023 ou à la date précisée.

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les -tarifications calculées en fonction des moyens de chacun ;
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public).

Les modalités de fixation des tarifs :

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

Les typologies des tarifs :

- Taxe : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.
- Redevance : deux redevances sont distinguées : La redevance pour service rendu est une somme

demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple). Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc. La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :

- Economie, innovation et attractivité
- Transport et Mobilités – Bornes de recharge pour les véhicules électriques
- Développement durable et aménagement du territoire
- Environnement et gestion des déchets
- Culture – Boutique Musée Henri Prades
- Autres

Les tarifs de la délibération M2021-657 des politiques publiques suivantes sont reconduits à l'identique :

- Transports et Mobilités – Autopartage/Parkings/Droits de stationnement taxi
- Sports
- Culture
- Service à la population
- Fourrière animale
- Prestations de reprographie et de petites fournitures

ECONOMIE, INNOVATION ET ATTRACTIVITE

1. BUSINESS AND INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – BATIMENTS CAP ALPHA, CAP OMEGA, MIBI (Montpellier International Business Incubator) et HDI (Halle De l'Innovation)

Le Business & Innovation Centre (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole permet aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de trois ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et d'un appui intellectuel dans l'attente que soient réunies les conditions de leur implantation définitive.

L'objectif est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants ou à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesse et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire des communes de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le patrimoine immobilier métropolitain dévolu au développement des entreprises et géré par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole comprend Cap Alpha, pépinière multi-activités, Cap Oméga, dédiée au numérique, ainsi que le MIBI (Montpellier International Business Incubator). Il s'agit d'un immobilier locatif dédié à l'accueil d'entreprises internationales ou françaises réalisant au moins 50% de leur chiffre d'affaires à l'international.

Au cours du quatrième trimestre 2022, ce patrimoine immobilier sera complété par un tout nouveau bâtiment, la Halle de l'Innovation (HDI) construit sur la zone de Cambacérès. D'une superficie de 8000,00 m², il aura vocation de fédérer toute la dynamique territoriale de l'innovation, d'accueillir des porteurs de projets et des jeunes entreprises innovantes accompagnés par le BIC, ainsi que des associations partenaires liées au numérique, à l'entrepreneuriat et à l'innovation. Il permettra également de proposer de nouveaux services tels que notamment du co-working.

L'offre de service du BIC comprend plusieurs volets :

1. Des prestations intellectuelles portant sur l'accompagnement du porteur de projet ou de la jeune entreprise dans ses démarches en vue de trouver les financements nécessaires à son développement, l'accès à des formations en vue d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires au pilotage de l'entreprise, à conseils d'expert ou bien encore des mises en relation avec les bons interlocuteurs de son environnement. Ces accompagnements sont considérés comme un investissement de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la création d'entreprises et d'emplois à forte valeur ajoutée. Au-delà d'une participation financière symbolique, la contrepartie essentielle demandée aux entreprises est l'implantation de leur siège ou de leur principal établissement sur le territoire de la Métropole.
2. Des solutions immobilières locatives pour les entreprises adaptées à leur activité et à leur stade de maturité qui font l'objet de redevances : bureaux dans les bâtiments CAP OMEGA, MIBI, et HDI et bureaux, plateaux tertiaires, ateliers et laboratoires biotech à CAP ALPHA. Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole met également à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que appareils de reprographie, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché.

Tarification :

1. Prestations intellectuelles :

Depuis septembre 2021, le BIC accueille en incubation des entreprises répondant aux critères de l'appel à candidature « French Tech Tremplin », programme d'incubation spécifique labellisé par la Mission French Tech dont le BIC est partenaire.

Ces prestations font l'objet d'une facturation dans les limites prévues par le dispositif national « French Tech Tremplin ». Le tarif 2022 est maintenu sans révision de prix pour finaliser la facturation de la session 2022/2023 et un tarif 2023 est créé sans montant spécifique et selon ce qui sera stipulé dans l'appel à projet à venir 2023/2024.

2. Hébergement/services associés

En 2023, les redevances de base augmenteront sur la base de l'indice de référence des loyers soit 3,60% (source Insee IRL T2 2022).

Les nouveaux taux de progressivité sur les redevances de base seront appliqués aux nouvelles conventions d'occupation selon une durée spécifique :

- Majoration de 10% sur une durée supérieure à 36 mois
- Majoration de 20% sur une durée supérieure à 48 mois
- Majoration de 30% sur une durée supérieure à 60 mois
- Majoration de 50% sur une durée supérieure à 72 mois

Les prestations hors énergie et hors tabac qui varient en fonction de l'indice des prix à la consommation sur les 12 derniers mois affichent une progression de 6,4%.

Les prestations liées au coût de l'énergie évoluent de 22,7% pour suivre l'évolution du coût de l'énergie constatée sur les 12 derniers mois. (Sources INSEE, mois d'août 2022).

Les différents espaces communs de la HDI (espace Forum, espace Cantine, espace Démo, espace co-working.) pourront être mis à disposition au-delà des horaires d'ouverture du bâtiment aux associations, entreprises, qui souhaiteraient les privatiser pour y organiser des événements et ateliers. Cette mise à disposition garantit de fait l'animation du lieu par les acteurs les plus directement impliqués dans l'écosystème.

a. Pépinière CAP ALPHA

b.

Redevance d'occupation hors charges applicable aux conventions en cours et charges (*)	Tarif	
	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
bureau	13,34 €	160,08 €
Plateau tertiaire	10,90 €	130,80 €
Atelier	4,83 €	57,92 €
Laboratoire BIOTECH	12,27 €	147,20 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	14,27 €	171,29 €
Plateau tertiaire	11,66 €	139,95 €
Atelier	5,16 €	61,97 €
Laboratoire BIOTECH	13,12 €	157,50 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	15,34 €	184,09 €
Plateau tertiaire	12,53 €	150,42 €
Atelier	5,55 €	66,60 €
Laboratoire BIOTECH	14,11 €	169,27 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	16,67 €	200,10 €
Plateau tertiaire	13,62 €	163,50 €
Atelier	6,03 €	72,39 €
Laboratoire BIOTECH	15,33 €	183,99 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,84 €	82,12 €

CHARGE A AJOUTER (*)	25%
-----------------------------	-----

Redevance d'occupation hors charges applicable aux nouvelles conventions et charges (*)	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
bureau	13,34 €	160,08 €
Plateau tertiaire	10,90 €	130,80 €
Atelier	4,83 €	57,92 €
Laboratoire BIOTECH	12,27 €	147,20 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	14,67 €	176,09 €
Plateau tertiaire	11,99 €	143,86 €
Atelier	5,31 €	63,73 €
Laboratoire BIOTECH	13,49 €	161,91 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	16,01 €	192,10 €
Plateau tertiaire	13,08 €	156,94 €
Atelier	5,79 €	69,52 €
Laboratoire BIOTECH	14,72 €	176,63 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	17,34 €	208,10 €
Plateau tertiaire	14,17 €	170,02 €
Atelier	6,28 €	75,31 €
Laboratoire BIOTECH	15,95 €	191,35 €
Durée de séjour supérieure à 72 mois		
Bureau	20,01 €	240,12 €
Plateau tertiaire	16,35 €	196,18 €
Atelier	7,24 €	86,90 €
Laboratoire BIOTECH	18,40 €	220,79 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,84 €	82,12 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	

LOCATION DES SALLES	Tarif
par 1/2 journée salle de réunion	75,00 €
Par 1/2 journée salle de conférence	133,00 €

c. Pépinière CAP OMEGA

	Tarifs	
Redevance d'occupation hors charges applicable aux conventions en cours et charges (*)	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
Bureau	13,72 €	164,63 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	14,68 €	176,16 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	15,78 €	189,33 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	17,15 €	205,79 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,84 €	82,12 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	

Redevance d'occupation hors charges applicable aux nouvelles conventions et charges (*)	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
Bureau	14,68 €	176,16 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	16,15 €	193,78 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	17,62 €	211,39 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	19,08 €	229,01 €
Durée de séjour supérieure à 72 mois		
Bureau	22,02 €	264,24 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	

LOCATION DES SALLES DE REUNION	Tarif
Par 1/2 journée	75,00 €

HEBERGEMENT LAUREAT FRENCH TECH TICKET H.T.	/mois	/an
Incubation – French tech tremplin 2022-2023	996,50 €	11 958,00 €
Incubation – French tech tremplin 2023-2024	Selon le montant indiqué dans l'appel à projet	Selon le montant indiqué dans l'appel à projet

d. Bâtiment MIBI

e.

	Tarif	
Redevance d'occupation hors charges applicable aux conventions en cours et charges (*)	m²/mois	m²/an
Bureau (redevance de base)	14,68 €	176,16 €
Bureau Jeune Entreprise Innovante Etrangère accompagnée BIC (conditions financières identiques à Cap Omega)	13,72 €	164,63 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,84 €	82,12 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	
REDEVANCE BUREAU DE PASSAGE	/jour	
Bureau de passage équipé (redevance de base toutes charges comprises)	20,00 €	

Redevance d'occupation hors charges applicable aux nouvelles conventions et charges (*)	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
Bureau	14,68 €	176,16 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	16,15 €	193,78 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	17,62 €	211,39 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	19,08 €	229,01 €
Durée de séjour supérieure à 72 mois		
Bureau	22,02 €	264,24 €

Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,84 €	82,12 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	
REDEVANCE BUREAU DE PASSAGE	/jour	
Bureau de passage équipé (redevance de base toutes charges comprises)	20,00 €	

LOCATION DES SALLES DE REUNION	Tarif
Par 1/2 journée	75,00 €

f. Bâtiment HDI

Redevance d'occupation hors charges applicable aux nouvelles conventions (*)	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
Bureau	12,50 €	150,00 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	13,75 €	165,00 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	15,00 €	180,00 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	16,25 €	195,00 €
Durée de séjour supérieure à 72 mois		
Bureau	18,78 €	225,00 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	
REDEVANCE COWORKING	/mois	
Poste de travail espace coworking (services inclus)	90,00 €	

LOCATION DES SALLES DE REUNION	Tarif
Par 1/2 journée	75,00 €

PRIVATISATION DES ESPACES HDI	Unité	Tarif
Privatisation espace COWORKING (soirée)	Forfait	150,00 €
Privatisation espace FORUM (soirée)	Forfait	150,00 €
Privatisation espace CANTINE (soirée)	Forfait	150,00 €
Privatisation espace DEMO (soirée)	Forfait	100,00 €
Privatisation espace COWORKING (1 journée le week-end)	Forfait	250,00 €
Privatisation espace FORUM (1 journée le week-end)	Forfait	250,00 €
Privatisation espace CANTINE (1 journée le week-end)	Forfait	250,00 €
Privatisation espace DEMO (1 journée le week-end)	Forfait	200,00 €
Privatisation espace COWORKING (2 journées le week-end)	Forfait	400,00 €
Privatisation espace FORUM (2 journées le week-end)	Forfait	400,00 €
Privatisation espace CANTINE (2 journées le week-end)	Forfait	400,00 €
Privatisation espace DEMO (2 journées le week-end)	Forfait	350,00 €
Services liés aux locations de salles		
Gardiennage (sécurité incendie, sécurité des personnes et installations)	/heure	Selon prix BPU marché 3M en cours
Nettoyage	/heure	Selon prix BPU marché 3M en cours

2. BATIMENTS DU BUSINESS INNOVATION CENTRE – SERVICES

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché.

a. Pépinière CAP ALPHA

	Tarif
ENERGIE	
Atelier et laboratoire BIOTECH avec compteur EDF (contrat souscrit par occupant)	contrat EDF
Bureau (forfait par m² et par mois)	2,12 €
Plateau tertiaire avec sous compteurs: abonnement mensuel	41,33 €
Plateau tertiaire avec sous compteurs (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,28 €
EAU	
Ateliers (le m3) selon relevé sous compteurs	Réel distributeur
Laboratoires BIOTECH (le m3) selon relevé sous compteurs	Réel distributeur
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,07 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,83 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,64 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,44 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,31 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	9,55 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 4,5 à 8 mm	0,12 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 10 à 12,5 mm	0,19 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 16 à 28 mm	0,44 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre > 28 mm	0,82 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton :	0,31 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel	25,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	40,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + 5% de frais de service	
TELEPHONE	
Consommation	Réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	6,00 €
Poste analogique	3,00 €
Poste numérique	6,00 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	11,00 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	45,00 €
HEBERGEMENT SERVEURS / OPERATEURS	
Par mois par unité rackable (1U = 4cm)	11,00 €
SERVICES LIES AUX LOCATION DE SALLES	
Gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	27,66 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	40,43 €
BADGE D'ACCES	
L'unité	14,90 €
SIGNALETIQUE	

Extérieure/intérieure (forfait)	68,17 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M²	
Nettoyage simple de la surface occupée	Réel prestataire 3M
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	Réel prestataire 3M
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	7,45 €
Remplacement clé (l'unité)	10,64 €
Remplacement store (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Remplacement bloc néons (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Pénalités gestion des déchets	31,92 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	40,43 €
DIVERS	
Participation entreprise aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga (par personne)	18,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	30,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante)	130,00 €
PARTICIPATIONS ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise non accompagnée	900,00 €
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise accompagnée	450,00 €
Participations accompagnement (création d'entreprises) - Forfait accompagnement par an	500,00 €
Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de la Métropole	12 216,00 €

b. Pépinière CAP OMEGA

	Tarif
ENERGIE	
Module avec relevé compteur (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,28 €
Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois)	2,12 €
EAU	
Selon relevé sous compteurs	Réel distributeur
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,07 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,83 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,64 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,44 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,31 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	9,55 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,12 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,19 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,44 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,82 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,31 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	25,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	40,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + + 5% frais de service	

TELEPHONE	
Consommation	Réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	6,00 €
Poste analogique	4,00 €
Poste numérique	6,00 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	10,64 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	45,22 €
HEBERGEMENT SERVEURS	
Par mois par unité rackable (1U=4cm)	11,00 €
SERVICES LIES AUX LOCATIONS DES SALLES DE REUNION	
Gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	27,66 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	40,43 €
CONFERENCE MULTIMEDIA	
Consommation communication multi media	Réel opérateur
BADGE D'ACCES PEPINIERE	
L'unité	14,90 €
ACCES PARKING SOUS SOL	
Abonnement annuel	240,00 €
SIGNALETIQUE	
Extérieure/intérieure (forfait)	68,17 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M²	
Nettoyage simple de la surface occupée	Réel prestataire 3M
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	Réel prestataire 3M
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	7,45 €
Remplacement clé (l'unité)	45,75 €
Remplacement store (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Remplacement bloc néons (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Pénalités gestion des déchets	31,92 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	40,43 €
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap oméga (par personne)	18,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	30,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante)	130,00 €
PARTICIPATION ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de la Métropole	12 216,00 €
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise non accompagnée	900,00 €
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise accompagnée	450,00 €
Organisation rencontre Open Innovation - Forfait organisation rencontre Open Innovation	1 200,00 €
Participations accompagnement (création d'entreprises) - Forfait accompagnement par an	500,00 €

c. **Bâtiment MIBI**

	Tarif
ENERGIE	
Module avec relevé compteur (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,28 €
Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois)	2,12 €
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,07 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,83 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,64 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,44 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,31 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	9,55 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,12 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,19 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,44 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,82 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,31 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	25,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	40,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de service	
TELEPHONE	
Consommation	Réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	6,00 €
Poste analogique	3,00 €
Poste numérique	6,00 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	10,64 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	45,22 €
HEBERGEMENT SERVEURS / OPERATEURS	
Par mois par unité rackable (1U= 4cm)	11,00 €
SERVICES LIES AUX LOCATIONS DES SALLES DE REUNION	
Gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	27,66 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	40,43 €
BADGE D'ACCES PEPINIERE	
L'unité	14,90 €
ACCES PARKING SOUS SOL	
Abonnement annuel	240,00 €
SIGNALETIQUE	
Extérieure/intérieure (forfait)	68,17 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M²	
Nettoyage simple de la surface occupée	Réel prestataire 3M
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	Réel prestataire 3M
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	7,45 €
Remplacement clé (l'unité)	45,75 €
Remplacement store (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Remplacement bloc néons (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M

Pénalités gestion des déchets	31,92 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	40,43 €
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga et le MIBI (par personne)	18,00 €
INCUBATION VIRTUELLE (Prix annuel payable d'avance) Comprend :	
Domiciliation (service abonnement courrier mensuel X 12)	300,00 €
Frais de réexpédition du courrier (forfait à renouveler si épuisé)	215,00 €
Frais de télécommunication, renvoi d'appel, réservation numéro de téléphone forfait à renouveler si épuisé	321,00 €
Frais de gestion forfait annuel (HT)	107,00 €
PRIX TOTAL :	943,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	30,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise)	130,00 €

d. Bâtiment HDI

ENERGIE	
Energie forfait par m²/mois	2,12 €
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,07 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,96 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,74 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,51 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,36 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	11,02 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,14 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,22 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,51 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,95 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,36 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	25,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	40,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de service	
TELEPHONE	
Consommation	Réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	6,00 €
Poste analogique	4,00 €
Poste numérique	7,00 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	10,64 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	45,22 €
HEBERGEMENT SERVEURS / OPERATEURS	
Par mois par unité rackable (1U= 4cm)	11,00 €
SERVICES LIES AUX LOCATIONS DES SALLES DE REUNION	
Gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	27,66 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	40,43 €
BADGE D'ACCES PEPINIERE	

L'unité	14,90 €
ACCES PARKING EXTERIEUR SOUS SOL	
Abonnement annuel	240,00 €
ACCES PARKING VELOS	
Abonnement annuel	60,00 €
SIGNALETIQUE	
Intérieure (forfait)	68,17 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² AU SOL	
Nettoyage simple de la surface occupée	Réel prestataire 3M
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	Réel prestataire 3M
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	7,45 €
Remplacement clé (l'unité)	45,75 €
Remplacement store (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Remplacement bloc néons (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Pénalités gestion des déchets	31,92 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	40,43 €
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC (par personne)	18,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	30,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise)	130,00 €
PARTICIPATION ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de la Métropole	12 216,00 €
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise non accompagnée	900,00 €
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise accompagnée	450,00 €
Organisation rencontre Open Innovation - Forfait organisation rencontre Open Innovation	1 200,00 €
Participations accompagnement (création d'entreprises) - Forfait accompagnement par an	500,00 €

3. LES ATELIERS-RELAIS DE PRADES-LE-LEZ

Au Nord de Montpellier, les Ateliers-Relais de Prades-le-Lez ont vocation de soutenir l'activité économique de la Métropole. Ces ateliers permettent d'accompagner le développement des entreprises en proposant une offre immobilière adaptée à leurs activités.

Le bâtiment d'une surface totale de 1 100 m² se compose de :

- 9 ateliers de 112 m² environ
- 1 atelier de 225 m²

Chaque lot est composé d'une porte sectionnelle, d'une hauteur sous-plafond de 3,37 m, de sanitaires et de douches. Certains ateliers sont climatisés.

Le contrat de location est proposé pour une durée de 36 mois (renouvelable une fois).

Les Ateliers-Relais de Prades-le-Lez accueillent des activités de production, des activités artisanales et de services.

REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES	m²/mois	m²/an
Atelier non climatisé		
Pour les 6 premiers mois d'occupation	4,75 €	57,00 €
Pour les 6 mois suivants	5,17 €	62,00 €
A partir de la première année d'occupation	5,58 €	67,00 €
Charges à ajouter (<i>comprend la taxe foncière</i>)	1,67 €	20,00 €
Atelier climatisé		
Pour les 6 premiers mois d'occupation	6,42 €	77,00 €
Pour les 6 mois suivants	6,83 €	82,00 €
A partir de la première année d'occupation	7,25 €	87,00 €
Charges à ajouter (<i>comprend la taxe foncière</i>)	1,67 €	20,00 €

TRANSPORTS ET MOBILITES

1. BORNES DE RECHARGE POUR LES VEHICULES ELECTRIQUES

Consciente des enjeux économiques, écologiques et énergétique et de la responsabilité qui est la sienne, Montpellier méditerranée Métropole a choisi en 2017 d'adhérer au réseau Révéo, né deux ans plus tôt en 2015 par la volonté de la plupart des Syndicats départementaux de la région Occitanie Pyrénées-Méditerranée de constituer un grand réseau de recharge pour Véhicules Electriques.

Ce grand réseau ne pouvait effectivement avoir un sens qu'en y associant les 2 métropoles de cette même région ; c'est donc avec beaucoup de cohérence que le groupement s'est constitué avec les territoires métropolitains de Montpellier et Toulouse.

Si le premier programme était essentiellement un marché de construction qui aura permis en quelques 24 mois de construire les quelques 980 stations de recharge disponibles pour les utilisateurs du territoire comme les itinérants, il aura surtout permis la mise en place de l'exploitation d'un nouveau service pour les usagers « grand public ».

L'objectif est maintenant de développer la qualité de service et l'efficacité.

	Tarif
Carte d'abonnement annuel	18,00 €
Badge (coût initial)	6,00 €
Plafonnement (surcoût pour longue durée)	50,00 €

		Abonné			Non abonné et itinérant		
		Coût au kWh	Coût à la minute		Coût au kWh	Coût à la minute	
			Durée incluse	Par minute suppl. au-delà		Durée incluse	Par minute suppl. au-delà
Station normale « longue utilisation » (jusqu'à 7kVA)		0,22 €	10 heures	0,050 €	0,29 €	10 heures	0,065 €
Station normale (jusqu'à 22kVA)	Jour (6h-23h)	0,28 €	2 heures	0,050 €	0,38 €	2 heures	0,065 €
	Nuit (23h-6h)	0,28 €	2 heures	€	0,38 €	2 heures	0,065 €
Station rapide (jusqu'à 50kVA)		0,36 €	1 heure	0,050 €	0,50 €	1 heure	0,065 €
Station haute-puissance (jusqu'à 200kVA)		0,48 €	30 minutes	0,050 €	0,64 €	30 minutes	0,065 €

DEVELOPPEMENT DURABLE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1. RESEAU ET INSTALLATIONS DE TELECOMMUNICATION

Le code des postes et des communications électroniques et notamment ses articles L.45-1 à L.47 et R.20-51 à R.20-54 détermine les redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées (RODP télécom) ;

Conformément au décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation et aux droits de passage sur le domaine public routier et non routier ;

Conformément aux articles L 45-9 et 47 du code des postes et communications électroniques qui prévoient que l'occupation du domaine public par les réseaux et installations de télécommunication rend exigible le versement par les opérateurs d'une redevance (RODP) au profit des communes. Le montant de cette redevance, revalorisée annuellement, est calculé sur la base du patrimoine implanté en domaine public (linéaire d'artères, antennes, pylônes et autres installations).

	Artères* (en € / km)		Autres installations (cabine téléphonique sous répartiteur) (€ / m2)
	Souterrain	Aérien	
Domaine public routier	42,64 €	56,85 €	28,43 €
Domaine public non routier	1 421,36 €	1 421,36 €	923,89 €

**s'entend par "artère" : dans le cas d'une utilisation du sol ou du sous-sol, un fourreau contenant ou non des câbles, ou un câble en pleine terre - dans les autres cas, l'ensemble des câbles tirés entre deux supports.*

2. INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATION ELECTRONIQUE TRES HAUT DEBIT

Le déploiement du réseau de fibre optique métropolitain répond aux besoins numériques actuels et futurs du territoire, et est ouvert à tous les opérateurs ou tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires, conformément à l'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le réseau de fibre optique sera mis à disposition par convention auprès des demandeurs sur la base d'équipements passifs (fourreaux, fibres noires, locaux techniques) et tout opérateur déclaré auprès de l'ARCEP ou de tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires.

Frais d'accès	Point de livraison client final	Point de livraison opérateur	Type de tarification	Tarif
Frais d'accès au service - raccordement d'une entreprise, ou parc d'activité économique dans les ZAE - compétence M3M	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise	105,00 €
Frais d'accès au service - raccordement d'une entreprise, ou parc d'activité économique en dehors des parcs d'activités M3M à partir du réseau communautaire	Prise optique dans le local technique du site	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Prise	160,00 €
Frais d'accès au service - liaison fibre (PFON et IRU)	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités.	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités.	/	160,00 €

Abonnement	Point de livraison client final	Point de livraison opérateur	Type de tarification	Tarif
Abonnement fibre optique d'une entreprise en parc d'activité économique équipé par la M3M (fibre optique noire) GTR 24H. Avec hébergement dans le NRO ou l'armoire de rue associé(e) à la zone.	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise, tarif par mois	16,00 €
Abonnement fibre optique d'une entreprise en parc d'activité économique équipé par la M3M (fibre optique noire) GTR 4H. Avec hébergement dans le NRO ou l'armoire de rue associé(e) à la zone.	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise, tarif par mois	32,00 €

Locations	Point de livraison client final	Point de livraison opérateur	Type de tarification	Tarif
Location fourreaux internes ZAE sous compétence Métropole aux opérateurs	Nœud de raccordement optique, armoire de rue, chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue, chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Tarif au mètre linéaire, par an	2,00 €
Location fourreaux internes ZAC sous compétence Métropole aux opérateurs	/	chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Tirage de fibre, par mètre linéaire	1,60 €
Collecte fibre entre ZAE et NRO	/	Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 150,00 €
Collecte fibre entre armoire ZAE et NRO	/	Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 150,00 €
Collecte fibre mairie	/	Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 150,00 €
GFU intercommunal - Location de paire de fibre noire aux communes	Prise optique dans le local technique du site	/	Par mètre linéaire, par paire et par an	0,315 €
Location paire de fibre noire aux opérateurs et aux membres de GFU	Chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Par mètre linéaire, par paire et par an	2,55 €
IRU 3 ans	Chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Mètre linéaire, tarif pour la durée de l'IRU	5,36 €
IRU 5 ans	Chambre de tirage ou branchement particulier en fonction	Nœud de raccordement optique, armoire de	Mètre linéaire, tarif pour la durée de l'IRU	7,65 €

	de la disponibilité	rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités		
--	---------------------	---	--	--

Hébergement	Point de livraison client final	Point de livraison opérateur	Type de tarification	Tarif
Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique - 1/2 baie	/	/	Emplacement, par mois	105,00 €
Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique - 1 baie	/	/	Emplacement, par mois	210,00 €

Forfait de maintenance	Type de tarification	Tarif
Garantie de temps de rétablissement de (en % du tarif)	4 heures	20%
	8 heures	10%
	12 heures	inclus dans le tarif

Remarques :

L'ensemble de ces tarifs sont exprimés en **euro hors taxe**.

La durée minimale d'engagement pour l'ensemble des services est fixé à 1 an, quel que soit le service.

Les frais d'accès au service comprennent la mise en place du lien optique, son test et son raccordement dans le local technique choisi par le demandeur.

Les frais de maintenance pour PFON sont obligatoires.

Le paiement s'effectuera à la date d'anniversaire de la convention.

La tarification sera révisée au 1er Janvier de l'année. Les éventuelles modifications sur les mises à disposition en cours seront prises en compte à partir de cette date.

La redevance d'usage d'IRU devra être payée d'avance à la date de début de services. Des frais de maintenance seront facturés annuellement pour les GTR 4H et 8H. Cette offre est proposée sous réserve de faisabilité technique et d'accord de la Métropole.

3. REFACTURATION DE TRAVAUX POUR LE COMPTE D'UN TIERS : VOIRIE ET RESEAUX

Dans la continuité et le respect des dispositifs communaux, les services techniques de la Métropole réalisent pour le compte de tiers des travaux sur la voirie et les réseaux faisant suite aux demandes exprimées ou contrôlent des travaux réalisés par les tiers sur le domaine public métropolitain, ses accessoires et ses équipements.

Ces travaux concernent majoritairement des raccordements aux réseaux ou des créations d'accès riverain (création d'entrée charretière, raccordement au réseau d'eau pluvial, réfection de tranchée, ...) à la suite d'une autorisation d'urbanisme, permis de construire ou déclaration de travaux.

Par ailleurs, la Métropole est aussi amenée à refacturer aux tiers responsables le montant des travaux nécessaires à la réparation des sinistres affectant la voirie et les espaces publics métropolitains, notamment à la suite d'accidents de la circulation avec tiers identifié. Les dépenses engagées peuvent alors être mises à la charge des tiers responsables via leur assureur.

Pour ce faire, les modalités ci-après sont proposées :

- Lorsque les travaux sont confiés à des entreprises titulaires de marchés de Montpellier Méditerranée Métropole, il est fait application pour la refacturation, des bordereaux de prix unitaires des marchés utilisés, y compris de l'actualisation de ces prix tel que le prévoit chacun des Cahiers des Clauses Administratives Particulières des marchés.
- Lorsque les travaux sont réalisés en régie par les moyens propres de la Métropole, ils sont refacturés en intégrant le coût de la main d'œuvre, du matériel et des matériaux utilisés pour réaliser la prestation attendue.

La refacturation s'établit sur la base du montant total, hors taxe, des dépenses réellement engagées et exécutées. Le tarif intègre en outre une majoration fixée à 8% du montant total des travaux tel que défini ci-dessus ; cette majoration correspond au coût de mobilisation des agents pour assurer le suivi du dossier de sinistre et le contrôle d'exécution des travaux.

	Taux
Majoration appliquée sur le montant total des travaux, en % (Correspond à la mobilisation des agents, au contrôle d'exécution des travaux)	8%

4. OUVRAGES DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE GAZ ET OCCUPATION PROVISOIRE PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR DES RÉSEAUX DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

A) Réseaux de Transport et Distribution de Gaz

Le décret n°2007-606 du 25 avril 2007 détermine les modalités de fixation des redevances dues chaque année pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de **transport et de distribution de gaz** et par les canalisations particulières de gaz.

Le calcul de la RODP du réseau de distribution de gaz est le suivant :

Plafond de redevance = [(0,035 euros x linéaire en mètre) + 100 euros] x indice ingénierie

Pour l'année 2022 cet indice est de 1,31.

En effet, une formule d'indexation automatique prévoit une évolution des redevances, au 1^{er} janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier.

Le calcul de la RODP du réseau de transport de gaz est le suivant :

Plafond de redevance = [0,10 x (0,035 x linéaire) + 100] x indice ingénierie

Pour l'année 2022 cet indice est de 1,31.

Le montant des redevances sont des montants maximums (plafond de redevance). Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de fixer le montant qu'elle entend demander aux exploitants des réseaux gaziers situés sur son domaine public et privé.

Le montant de la redevance due au titre de l'année 2023 pour l'occupation du domaine public et privé de la Métropole par les réseaux publics de transport et de distribution de gaz est fixé au plafond maximum, en fonction du linéaire exprimé en mètres, arrêté au 31 décembre de l'année 2022.

Les redevances dues au titre de 2023 sont fixées en tenant compte de l'évolution sur un an de l'indice ingénierie à partir de l'indice connu au 1er janvier 2023.

B) Réseaux de Transport et Distribution d'Electricité

Le décret n°2002-409 du 26 mars 2002, détermine les modalités de fixation des redevances dues chaque année pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de **transport et de distribution d'énergie électrique**.

Le calcul de la RODP des réseaux de transport et distribution d'électricité est le suivant :

Plafond de redevance = (0,686 P - 19 498) EUR pour les communes ou EPCI dont la population est supérieure à 100 000 habitants, où P représente la population sans double compte de la commune ou de

l'EPCI telle qu'elle résulte du dernier recensement publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Les plafonds de redevances évoluent au 1er janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie, défini au Journal officiel du 1er mars 1974 et publié au Bulletin officiel du ministère de l'équipement, des transports et du logement, mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier.

Pour l'année 2022 cet indice est de 1,4458.

En effet, une formule d'indexation automatique prévoit une évolution des redevances, au 1^{er} janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier.

Le montant des redevances sont des montants maximums (plafond de redevance). Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de fixer le montant qu'elle entend demander aux exploitants des réseaux d'électricité situés sur son domaine public et privé.

Le montant de la redevance due au titre de l'année 2023 pour l'occupation du domaine public et privé de la Métropole par les réseaux publics de transport et de distribution d'électricité est fixé au plafond maximum prévu par la réglementation, en fonction de la population totale de la Métropole issu du recensement en vigueur au 1^{er} janvier 2023.

Les redevances dues au titre de 2023 sont fixées en tenant compte de l'évolution sur un an de l'indice ingénierie à partir de l'indice connu au 1er janvier 2023.

C) Occupation Provisoire par les chantiers de travaux sur ouvrages des réseaux de Transport et Distribution d'Electricité et de Gaz

Le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 détermine les modalités de fixation des redevances dues pour l'occupation **provisoire** du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux **de transport et de distribution d'électricité et de gaz** et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Le calcul de la RODP du domaine public par les chantiers de travaux du réseau de transport d'électricité est le suivant :

Plafond de redevance = $0,35 \times$ Longueur en mètres des lignes de transport d'électricité installées et remplacées et mises en service au cours de l'année précédente

Le calcul de la RODP du domaine public par les chantiers de travaux du réseau de distribution d'électricité est le suivant :

Plafond de redevance = Plafond de redevance d'occupation permanente du domaine publique par le réseau de distribution d'électricité / 10

Le calcul de la RODP du domaine public par les chantiers de travaux du réseau de transport et de distribution de gaz est le suivant :

Plafond de redevance = $0,35 \times$ Longueur en mètres des canalisations de gaz construites ou renouvelées et mises en gaz au cours de l'année précédente

Le montant des redevances sont des montants maximums (plafond de redevance). Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de fixer le montant qu'elle entend demander aux exploitants des réseaux gaziers situés sur son domaine public et privé.

Le montant de la redevance due au titre de l'année 2023 pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution de d'électricité et de gaz

est fixé au plafond maximum réglementaire.

D) Réseau de distribution de chaleur et de froid

Délibération n°2021-280 du 7 juin 2021

La redevance d'occupation du domaine public due par un gestionnaire de réseau privé de fluide caloporteur est fixée de la façon suivante :

Part Fixe de 50 € + Part variable €/mètre linéaire de canalisation-aller posée.

La part variable sera calculée de la façon suivante :

- Réseau de distribution de fluide caloporteur doté d'une production basée sur une énergie renouvelable ou de récupération à plus de 50% (permettant de bénéficier d'un taux réduit de TVA à 5,5) : 3 € HT/mètre linéaire ;

- Réseau de distribution de fluide caloporteur non doté d'une production basée sur une énergie renouvelable ou de récupération à plus de 50% : 5 € HT/mètre linéaire.

Le linéaire de réseau pris en compte concerne les canalisations véhiculant un fluide caloporteur, franco des linéaires de branchements desservant les abonnés.

Afin d'actualiser annuellement le taux de la redevance, il sera utilisé l'index Travaux Publics – TP10d – Réseaux de chauffage et de froid avec fourniture de tuyaux produit par l'INSEE. Ils sont publiés au Journal Officiel. Ainsi, la variation s'appréciera au 1er janvier de l'année considérée, l'indice de base étant celui paru au Journal Officiel le 17 avril 2021 correspondant au mois de janvier 2021, valeur 106,4 et l'indice de référence celui qui sera le dernier publié au mois de janvier.

	Unité	Tarif
Occupation du domaine public par les ouvrages de transport de gaz	mètre	$[(0,10 \times 0,035 \times \text{Longueur}) + 100] \times \text{Indice Ingénierie du 1er janvier 2023}$
Occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz	mètre	$(0,035 \times \text{Longueur} + 100) \times \text{Indice Ingénierie du 1er janvier 2023}$
Occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité	Population	$(0,686 \times \text{Population} - 19498) \times \text{Indice Ingénierie du 1er janvier 2023}$
Occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution de gaz et des réseaux de transport d'électricité	mètre	$0,35 \times \text{Longueur}$
Occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de distribution d'électricité	Population	$(0,686 \times \text{Population} - 19498) / 10$
Occupation du domaine public par les réseaux privés de chaleur et de froid à plus de 50% renouvelable	mètre	$50 \text{ €} + 3 \text{ €HT} \times \text{indice TP10d du 1er janvier 2023} / \text{Longueur aller}$
Occupation du domaine public par les ouvrages de distribution d'eau tempérée à moins de 50% renouvelable	mètre	$50 \text{ €} + 5 \text{ €HT} \times \text{indice TP10d du 1er janvier 2023} / \text{Longueur aller}$

5. REDEVANCE D'USAGE DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER (RUDPR)

En 2005, la Métropole de Montpellier a choisi de mettre en place la redevance d'usage du domaine public routier afin de **limiter l'usage et la dégradation de la voirie par les chantiers.**

	Unité	Tarif
Redevance d'usage du domaine public routier (RUDPR)	M ² occupés x Nombre de jours x Tarif	0,56 €

6. AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

3 types d'accueils proposés :

- Aire de grand passage (accueil de groupes)
- Aire d'accueil (accueil de cellule familiale)
- Terrains familiaux (sédentarisation)

Depuis le 1er janvier 2015, la compétence en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires de grand passage des gens du voyage est dévolue à Montpellier Méditerranée Métropole.

a) Les aires de grand passage des gens du voyage

Pour rappel, le règlement intérieur des aires de grand passages de Montpellier Méditerranée Métropole stipule, en conformité avec le Décret n°2019-171 du 5 mars 2019, que le preneur (responsable du groupe) s'engage à verser une somme de 3 € (trois euros) par jour et par véhicule de « vie principale » en compensation de l'occupation du terrain, de la consommation de l'eau potable, de la consommation électrique et du ramassage des ordures ménagères.

	Tarif
Dépôt de garantie	300 € pour le groupe
Redevance par caravane ou véhicule aménagé	3 € /jour/caravane

Une caution de 300 € est versée lors de l'état des lieux. Elle est restituée en fin de séjour, sous condition d'absence de dégradation ou de dépôts sauvages et de la libération totale de l'aire.

b) Les aires d'accueil permanente des gens du voyage

Tarifs et modalités de paiement pour les aires à emplacements individualisés :

Un Etat des lieux écrit et signé des 2 parties est établi à l'arrivée et au départ des usagers.

	Tarif
Dépôt de garantie	100 €
Redevance pour un emplacement. Le paiement des fluides et des redevances s'effectue sous la forme de prépaiement auprès du Gestionnaire aux heures d'ouverture.	3 €/jour
Coût du m3 d'eau	3,02 € x consommation au réel pour les aires de Castelnau-Le-Lez et Castries
	3,01 € x consommation au réel pour l'aire de Cournonterral
Coût électrique du kW/h	0,15 € x consommation au réel

Tarifs et modalités de paiement pour les aires à commodités collectives soumis à forfait :

Règlement des redevances journalières forfaitaires tous les vendredis pour la semaine écoulée, et au moment du départ

	Tarif	
Dépôt de garantie	40 €	
Redevance par caravane ou véhicule aménagé	5 €/jour.	
Redevance par caravane supplémentaire sur le même emplacement et appartenant au titulaire de la première caravane ou à son conjoint. Cette disposition nécessite l'accord du Gestionnaire.	+ si caravanes supplémentaires	2,50 €/jour

Dérogation tarifaires :

- Les usagers propriétaires de leur caravane présentant la carte d'invalidité bénéficieront d'un abattement de 50% sur la redevance de l'emplacement.
- Les usagers de plus de 60 ans bénéficiant des minimas sociaux bénéficieront d'un abattement de 50% sur la redevance de l'emplacement.

c) Les terrains familiaux des gens du voyage

Compte tenu de la sédentarisation des Gens du voyage sur ce site, répartis sur des parcelles délimitées, le paiement des fluides s'effectue après relevé des compteurs en fin de mois.

	Tarif
Coût du m3 d'eau (fixé selon tarif en vigueur et reposant sur la consommation réelle)	3,33 € x consommation au réel
Coût électrique du kW/h (fixé selon tarif en vigueur et reposant sur la consommation réelle)	0,15 € x consommation au réel

7. OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 50% - Toute redevance inférieure à 10€ ne sera pas facturée

	Unité	Tarif
Mobilier sur le domaine public – Mobilier publicitaire	U/an	1 200 €
Mobilier sur le domaine public – Mobilier lié à un service public	U/an	0,00 €

ENVIRONNEMENT ET GESTION DES DECHETS

1. PLATEFORME DE TRAITEMENT DES DECHETS VERTS A GRAMMONT

La plateforme de traitement de déchets verts de la Métropole est située sur le domaine municipal de Grammont à Montpellier. Elle accueille les déchets verts issus des points de propreté, ceux des particuliers, ceux des entreprises d'espaces verts, et ceux des services techniques des communs membres.

Les particuliers bénéficient d'une franchise de 300 kg. Les apports des services techniques des communs membres, ainsi que ceux des points de propreté sont admis sur le site en franchise totale.

Plateforme de traitement des déchets verts Grammont	Taux de TVA	Tarif HT	Tarif TTC
Admission et traitement, prix à la tonne	5,5%	37,91 €	40,00 €
Perte ou casse de la carte d'accès	10%	9,09 €	10,00 €

2. REFACTURATION DES PRESTATIONS D'ENLEVEMENT DE DECHETS, DE REPARATIONS

La facturation interviendra en réparation suite au déploiement de prestations compensatoires pouvant comprendre des frais d'enlèvement, d'élimination, de nettoyage et de remise en état. Elle sera faite sur la base du coût réel toutes taxes comprises des prestations réalisées telles que facturées à la Métropole.

Les coûts d'enlèvement ou d'intervention de nettoyage sont établis sur une base horaire et dépendront de la durée d'enlèvement du dépôt. Les coûts d'élimination dépendent de l'unité de traitement adaptée aux déchets enlevés et seront facturés à la tonne.

	Unité	Tarif
Elimination, à la tonne	tonne	Coût réel selon le traitement
Enlèvement/intervention de nettoyage, facturé par heure, en € TTC*	heure	Coût réel des prestations réalisées tel que facturé à la Métropole par le prestataire chargé de la prestation de remise en état. (A minima 192,00 €)

* le décompte des heures se fait départ dépôt/retour dépôt

3. REDEVANCE SPECIALE : DECHETS NON MENAGERS ASSIMILABLES AUX DECHETS MENAGERS (DMA)

Cette redevance spéciale permet de prendre en compte le cas particulier des sites d'implantation de dispositifs de pré collecte regroupant plusieurs producteurs de déchets assimilés et d'encourager à la réduction et au tri des déchets.

	Unité	Tarif
Déchets non recyclables	Litre	0,031 €
Déchets recyclables (en mélange, bio déchets)	Litre	0,020 €
Verre	Tonne	63,00 €

4. LES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Montpellier possède un patrimoine vert et arboré exceptionnel qui doit être protégé. Le projet Ville Nature consiste à protéger, développer et valoriser le patrimoine vert.

Pour ce faire, la charte de l'arbre a été réactualisée pour guider les décideurs, maîtres d'ouvrage, chefs de projets, paysagistes, urbanistes et architectes mais aussi tous les jardiniers montpelliérains, amateurs et éclairés dans leurs actions et invite chacun à repenser la place de la nature en ville.

Ces tarifs participent à la conservation du patrimoine vert et s'appliquent lors des détériorations après chantier ou tout incident sur le territoire de la ville de Montpellier.

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarif
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	255,00 €
Poterie petit modèle : vandalisme, accident, vol	U	721,00 €
Poterie grand modèle : vandalisme, accident, vol	U	1 018,00 €
Bacs en bois / autres types de jardinières : vandalisme, accident, vol	U	636,00 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques	U	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarif
Forfait général : déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	8%
Surface de pelouse < 10m ² : travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse < 10m ² : apport de terre complémentaire (0,10m ³ x120)	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse < 10m ² : griffage, réglage, ensemencement, roulage	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse < 10m ² : 1er arrosage	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarif
Surface d'arbustes < 10m ² : dessouchage et travail du sol	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes < 10m ² : apport de terre	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes < 10m ² : remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes < 10m ² : 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%

Obligation légale d'intervention chez particuliers	Unité	Tarif
Débroussaillage et saillies de végétaux donnant sur le domaine public	/	suivant devis adjudicataire à la date de l'intervention

Cf. en annexe la notice du Barème d'évaluation de la valeur financière des arbres.

LA CULTURE

1. MUSEE HENRI PRADES

Le musée Henri Prades dispose d'une boutique proposant de nombreux articles à la vente : ouvrages, bijoux, reproductions, gadgets ou encore cartes postales et affiches.

Il convient désormais de modifier les prix de vente des produits suivants :

▪ Les ouvrages

Auteurs	Titres	Prix de vente
AUGERAUD Anne	Femmes néolithiques: le genre dans les premières sociétés agricoles	24,00 €
BAUMANN Anne Sophie	Les aventures d'Ulysse	16,95 €
BIANCHI BANDINELLI Ranuccio	Les Etrusques et l'Italie avant Rome	29,00 €
BOCCADOR / TEMPESTA	La grande imagerie - la mythologie	7,95 €
BRUNEAUX Jean Louis	L'enquête gauloise de Massilia à Jules César	22,00 €
BRUNEAUX Jean Louis	Les Celtes histoire d'un mythe	9,90 €
CAZENOVE Christophe	Les petits mythos en BD (tome 1 à 9)	11,90 €
COLLECTIF/ centre d'Egyptologie	Revue Egypte, Afrique et Orient	12,00 €
DE BEAUNE Sophie	Chasseurs-cueilleurs : Comment vivaient nos ancêtres du Paléolithique supérieur	10,00 €
DE BEAUNE Sophie	Notre préhistoire	29,90 €
DE BEAUNE Sophie	Qu'est-ce que la Préhistoire ?	7,80 €
DE CHANTAL Laure	A la table des anciens guide de cuisine antique	13,20 €
DE FILIPPO R.	L'archéologie à petits pas	13,50 €
DE FILIPPO R.	L'archéologie à très petits pas	6,80 €
DE FONTAINIEU M.-R.	L'archéologie, une histoire sans fin	25,50 €
DE LAMBILLY Elisabeth	Encyclopédie des petits curieux: en route vers la préhistoire	10,00 €
DE LUMELEY Henry	La domestication du feu aux temps paléolithiques	21,90 €
DE LUMELEY Henry	Des signes pictographiques à l'alphabet	28,00 €
DE LUMELEY Henry	Les gorges du Verdon carte archéologique de la France	18,00 €
DE MULLENHEIM Sophie	Dis pourquoi ? Spécial mythologie 7-10 ans	14,50 €
DE PANAFIEU Jean-Baptiste	Au temps des premiers hommes	14,90 €
DE PANAFIEU Jean-Baptiste	La préhistoire des hommes (les encyclopes)	14,95 €
ERRE Fabrice	Le fil de l'histoire raconté par Ariane et Nino.T3 : Les gaulois, sacrés ancêtres	6,40 €
DE PANAFIEU Jean-Baptiste	Préhistoire la grande aventure de l'homme	19,90 €
DE SOYE Sylvie	Mythologie - mytholo...jeux - le jeu des expressions	24,00€
DEMOULE J.-P.	La Révolution Néolithique en France	25,00 €
GAULTIER et HAUMESSER	L'art étrusque 100 chefs-d'œuvres	25,00 €
GOLVIN Jean Claude	Quadratura Tome 1 : La pyramide de cristal	15,00 €
GROS DE BELIER	Voyage en Egypte ancienne	29,00 €
GUIBERT BRUSSEL Cécile	Archéologue en herbe mon cahier d'activités	5,00 €
GUILAINE Jean	Caïn, Abel, Otzi: l'héritage néolithique	26,40 €
JOLIVET V./ AMBROSINI	Les potiers d'Etrurie et leur monde ...	40,00 €
LAME FLEURY M.	La mythologie racontée aux enfants	14,50 €
LE BOHEC Y.	César, la guerre des Gaules	23,00 €
LE BOHEC Y.	Histoire de la Rome antique (que sais-je ?)	9,00 €
LE LOARER Bénédicte	A la découverte de l'Egypte antique (ma première boîte à jouer)	19,95 €

Auteurs	Titres	Prix de vente
LE PICHON Aude	mon petit livre d'art pour raconter la mythologie	15,00 €
LELLORAIN Anne Marie	Mon premier Larousse de l'histoire	15,95 €
LLOYD JONES Rob	L'Egypte ancienne (autocollants)	7,95 €
LLOYD JONES Rob	Momies et pyramide p'tits curieux (Usborn)	9,95 €
MIDI-PYRENNES PATRIMOINE revue	La vie cachée des musées- N°44 Hiver 2015-2016	8,50 €
PERNAUD ORLIAC Jacques	Petit guide de la Préhistoire	8,50 €
PROUST TANGUY Julie	L'Antiquité romaine : 80 mots-clés pour découvrir l'histoire, la culture et la vie quotidienne à Rome	10,00 €
ROUERGUE	Statues-menhirs: des énigmes de pierre venues du fond des âges	29,50 €
TILLOI D'AMBROSI Dimitri	L'empire romain par le menu	18,90€
VERNANT Jean Pierre	L'univers, les dieux, les hommes ; récits grecs des origines	8,30 €
LALLEMAND	Le loup qui voyageait dans le temps	5,95 €
LAMOUREUX	Les Gaulois : 50 drôles de questions pour les découvrir	11,90 €
OERTEL Pierre	Mes p'tites questions histoire: les romains	8,90 €
PERNAUD ORLIAC Jacques	Petit guide de la Préhistoire	8,50 €
SCHWENTZEL Christian Georges	les Encyclopes : la mythologie grecque	15,50 €
MONTARDRE Hélène	les Encyclopes : la Grèce ancienne	15,50 €

▪ Les bijoux

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
ATELIER COBALT	Perles romaines	1,00 €
ATELIER COBALT	Perles romaines céramique	2,00 €

▪ Les jeux et gadgets

Fournisseur	Titre	Prix de vente
MOLLAT	Jeu des 7 familles-42 cartes La préhistoire	6,50 €

AUTRES

1. SALLE METROPOLITAINE**LA SALLE FERNAND PELLOUTIER**

Au sein de l'hôtel de Métropole, place Zeus, se situe une salle de réunion « Fernand Pelloutier », dédiée à différentes manifestations, ainsi que d'une salle de projection équipée de matériel audiovisuel et située à l'entresol.

Plein tarif	Pass Métropole	Demi-tarif*	Forfait de base**
1 300,00 €	1 170,00 €	650,00 €	55,00 €

Les modalités suivantes s'appliquent :

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) ; les organisations syndicales internes à la collectivité.

***demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Une réduction de 10% est appliquée pour les détenteurs de la carte Pass Métropole.

Les tarifs comprennent l'équipement des salles, l'éclairage, le chauffage ainsi que l'assistance technique. Un dépôt de garantie, fixé à 1 650 euros T.T.C, doit être perçu à la signature du contrat de location.

Il est également proposé de modifier le règlement intérieur en précisant les horaires de location, à savoir de 9h00 à 23h00.

Les demandes d'utilisation devront être adressées par écrit à la Direction des Relations institutionnelles et de l'Événementiel, au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être mentionné de façon précise et sans ambiguïté la nature de la manifestation.

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Un contrat de location sera alors signé précisant les conditions et modalités d'exécution.

2. MOBILISATION D'UN AGENT

Prestations	Unité	Tarif
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	25,00 €
Tarif de 7h00 à 22h00 dimanche et jours fériés	H / agent	42,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés	H / agent	50,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les tarifs proposés par la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Avance en compte courant - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont actionnaires de la Société Publique Locale (SPL) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions de 125 € par action. Elles détiennent respectivement 68,92% et 31,08% du capital, et occupent respectivement 5 et 2 postes (dont la Présidence) sur 7 au sein du conseil d'administration de la société.

La SPL TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, et gestion d'un CFA. Dans le cadre des projets structurants mis en œuvre par la Métropole (déploiement de la gratuité, réalisation de ligne 5 de tramway, rénovation du réseau actuel...) la SPL TaM constitue un outil majeur.

La crise liée à la Covid-19 a fortement impacté les comptes de la société TaM en 2020 comme en 2021 et 2022, entraînant une dégradation du fonds de roulement et de la trésorerie. Afin de limiter les impacts de cette crise économique, la société a fait appel à des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) pour un montant de 8M€ et a mis en place plusieurs actions pour limiter ses charges.

Compte tenu des difficultés de trésorerie rencontrées par la société qui fait face à un contexte économique complexe, en lien d'une part avec les conséquences de la crise sanitaire ayant entraîné une baisse de la fréquentation, et des recettes commerciales sur le réseau des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'autre part avec les conséquences d'une crise énergétique induite par la hausse des coûts de l'énergie et des charges du réseau de transport, et afin d'éviter à la société d'avoir recours à des concours bancaires coûteux, l'actionnaire souhaite lui consentir une avance en compte courant d'associé. Conformément à l'article L.1522-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), *« les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, en leur qualité d'actionnaires, prendre part aux modifications de capital ou allouer des apports en compte courant d'associés aux sociétés dans les conditions définies à l'article L.1522-5. »*

Dans ce cadre, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole réalise un versement exceptionnel de 1 500 000 € sous forme d'apport en compte courant auprès de la SPL TaM.

En application des articles L.1522-4 et L.1522-5 du CGCT, et sur la base du rapport du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration de la SPL, le Conseil d'Administration de la société, en date du 26 octobre 2022, a autorisé le principe d'une avance en compte courant d'associé de 3 000 000 €, dont 1 500 000€ en provenance de la Métropole et 1 500 000 € en provenance de la Ville de Montpellier.

Il convient ainsi à l'assemblée délibérante d'autoriser l'avance en compte courant de la Métropole,

notamment compte tenu des éléments ci-dessous vérifiés conformément à l'article L.1522-5 du CGCT. Il s'agit de la première avance en compte courant d'associé. Il n'existe donc actuellement aucune avance en compte courant d'associés non remboursée à ce jour auprès de la SPL.

Les capitaux propres de la société au 31 décembre 2021, avant transformation de SAEML en SPL, restent supérieurs à la moitié du capital social. Les capitaux propres s'élèvent à 19 315 K€ pour un capital de 4 286 K€.

La totalité des avances déjà consenties par Montpellier Méditerranée Métropole à des SAEML et SPL n'excède pas, avec cette avance, 5% des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget de la Collectivité.

Les avances en compte courant donnent lieu à une convention d'apport en compte courant intervenant entre chaque actionnaire et la SPL, régie par les dispositions de l'article L.1522-5 du CGCT et prévoyant le montant de l'avance à verser en une seule fois à la date d'exécution de la convention.

L'avance de 1.5 millions d'euros de Montpellier Méditerranée Métropole est consentie à titre gracieux (non productive d'intérêts), pour une durée maximale de deux ans, renouvelable une fois sur accord express de la Collectivité actionnaire.

Le remboursement de l'avance se fera à terminaison ou par anticipation selon le choix de la SPL. L'avance pourra aussi faire l'objet d'une transformation en capital au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ; elle pourra également faire l'objet d'un remboursement partiel et d'une transformation en capital.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une avance en compte courant d'associé de 1.5 M€ non productive d'intérêt à la SPL TaM visant à assurer le besoin de trésorerie court terme, pour une durée maximale de deux ans à compter de la date d'exécution de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Ressources - Commission des Concessions - Création - Élection - Fixation des modalités de dépôt des listes - Règlement intérieur - Approbation

Il convient de procéder à la création d'une Commission des Concessions en application de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cette commission permanente est compétente pour les procédures d'attribution des contrats de concession définis à l'article L. 1121-1 du Code de la commande publique à l'exception des contrats de délégation de service public (dont la compétence relève de la Commission de Délégation de Service Public). Elle est chargée :

- D'analyser les dossiers de candidatures et de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre ;
- D'émettre un avis sur les offres.

Cette commission est par ailleurs saisie pour avis sur tout projet d'avenant augmentant de plus de 5 % lesdites concessions.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission des Concessions est composée :

- De l'autorité habilitée à signer la concession, le Président de la Métropole ou son représentant, en tant que président de la Commission ;
- De cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants ;
- Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre en charge de la concurrence, avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, prévue lors de la prochaine séance du Conseil de Métropole, il est proposé, en application de l'article D. 1411-5 Code général des collectivités territoriales, de fixer les conditions de dépôt des listes, pour l'élection de la Commission des concessions comme suit :

- La liste établie doit être déposée contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception au Service Assemblées et Vie des Institutions ;
- La date limite de dépôt/réception est fixée au 10 janvier 2023 ;
- La liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission des Concessions* » ;
- La liste établie ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil, y compris pour les membres suppléants.

Par délibération n° M2020-159 du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a approuvé le règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service public (CDSP). Ce règlement a pour objet d'une part, de rappeler les règles applicables à la composition et la compétence de ces commissions et, d'autre part, d'en fixer les règles de fonctionnement. Il est modifié afin d'intégrer les règles applicables à la Commission des Concessions (CC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création d'une Commission des Concessions permanente au sein de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- D'approuver le nouveau règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO), Commission de Délégation de Service public (CDSP) et Commission des Concessions (CC) ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée. Ont été élus :

Organismes extérieurs	Représentations
Association Occitanie Place Financière	<i>1 titulaire</i> Hind EMAD
Association Open Data France	<u>En remplacement de Hind EMAD</u> <i>1 titulaire</i> Manu REYNAUD
Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole	<i>1 personnalité qualifiée</i> Alban ZANCHIELLO
Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc Comité syndical	<u>En remplacement de Raymond CELIE pour la commune de Saussan</u> <i>1 titulaire</i> Philippe LAFARGUE
Université de Montpellier Faculté des Sciences	<u>En remplacement de Max LEVITA</u> <i>1 titulaire</i> Sébastien COTE <u>En remplacement de Sébastien COTE jusqu'à alors suppléant</u> <i>1 suppléant</i> Manu REYNAUD

Instances internes	Représentations
--------------------	-----------------

Commission Consultative des Services Publics Locaux	<u>En remplacement de Max LEVITA</u> <i>1 titulaire</i> Florence AUBY <u>En remplacement de Florence AUBY</u> <u>jusqu'alors suppléante</u> <i>1 suppléant</i> Joël RAYMOND
Commission de Contrôle des Comptes	<u>En remplacement de Max LEVITA</u> <i>1 titulaire</i> Serge GUISEPPIN

Ces désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Cycles de l'eau - Note liminaire assainissement et eau potable - Rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement des syndicats mixtes de Garrigues Campagne et du Bas Languedoc - Exercice 2021

Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour l'assainissement collectif et non collectif ainsi que pour l'eau brute sur l'ensemble de ses 31 communes.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1er janvier 2010 la compétence Eau potable de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Le Crès et Vendargues. Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès- Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL). Elle est substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC).

Ces syndicats exercent l'ensemble de la compétence eau potable, à savoir production et distribution.

L'alimentation en eau potable des populations des communes de Montpellier Méditerranée Métropole s'effectue à travers trois ressources principales :

- La source du Lez gérée par la Métropole fournit, grâce à l'usine de pompage Avias, en moyenne 32 millions de m³/an et alimente en totalité les habitants de Montpellier, de Juvignac et de Prades-le-Lez. Cette ressource est également utilisée en ressource principale sur les communes de Montferrier-sur-Lez, Jacou, Le Crès, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelones, dans une moindre mesure Grabels ;
- La nappe phréatique de l'Hérault pompée à Florensac par le SBL procure, par l'intermédiaire de l'usine de pompage Filliol, environ 20 millions de m³/an et alimente les communes de l'Ouest de la Métropole ;
- L'eau du Rhône, acheminée via le canal Philippe-Lamour appartenant à la société du Bas-Rhône Languedoc, alimente diverses usines de potabilisation desservant en totalité les communes de Lattes et Pérols, à hauteur de 23% les communes de l'ex syndicat du Salaison et pour 1,6 millions de m³ les communes du SBL en période estivale.
- Ces dernières, la majeure partie de l'année, ainsi que nos communes du Syndicat Garrigues

Campagne, sont desservies par des forages locaux d'importance variable dont notamment ceux de l'Olivet et du Boulidou (Pignan), de la Crouzette (Castelnau-le-Lez), de Bérange (Saint Génès des Mourgues), de Candinières (Castries) et de Fontbonne Mougères (Galargues).

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie du service de l'eau potable pour les treize communes en compétence directe et du service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire de la Métropole, et ce à compter du 1er janvier 2016.

La Régie des Eaux a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme de régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 20 membres, 14 membres issus du Conseil de Métropole, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, une personnalité qualifiée et un représentant du personnel, tous à voix délibérative.

Par délibération du 16 décembre 2015, la Métropole a approuvé une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans établie en concertation avec la Régie qui précise les relations entre la Métropole et la Régie. Elle fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service.

Les volumes vendus sur l'intégralité des territoires s'élèvent à 34 254 384 m³ pour un nombre d'abonnés de 124 545 sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

La gestion de l'assainissement collectif est déléguée sur les différents territoires à des exploitants à travers 3 contrats d'affermage. En 2021, les 13 stations d'épuration de la Métropole ont traité 34,3 millions de m³, et la capacité de traitement cumulée est de 575 434 Equivalents – Habitants. Près de 29 millions de m³ ont été facturés à 123 355 abonnés.

Le prix total de l'eau en 2022, assainissement inclus, est compris entre 3,41 € et 3,84 € TTC le m³ suivant la commune (consommation annuelle de 120 m³). Le prix moyen du m³ d'eau TTC, abonnement inclus, est de 3,53 € TTC (consommation annuelle de 120 m³). La facture annuelle moyenne sur l'ensemble des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, pour 120 m³, s'élève à 405,33 € TTC au 1^{er} janvier 2021.

Sur la base de la facture moyenne de 120 m³, entre le 1^{er} janvier 2021 et le 1^{er} janvier 2022, il convient de constater une hausse uniforme de 1 % du tarif unique de l'assainissement, fixé par Montpellier Méditerranée Métropole. A l'inverse, les évolutions des tarifs de l'eau potable sont plus diverses puisque si les prix applicables sur le territoire géré en direct par la Métropole n'ont pas évolué, ils baissent de près de 3 % sur le SBL, en raison de la baisse de la part prélèvement, et évoluent de près de 2% sur le SMGC. Les redevances fixées par l'Agence de l'Eau sont restées stables depuis l'harmonisation intervenue en 2016.

Concernant la structure tarifaire au 1^{er} janvier 2021, le prix de l'assainissement est strictement proportionnel et s'applique quels que soient les volumes facturés, contrairement à l'eau potable où les parts fixes évoluent en fonction du diamètre du compteur et où des tranches tarifaires s'appliquent, au-dessous et au-dessus de 120 m³, sur les 13 communes gérées en direct par la Métropole, au-dessous et au-dessus de 150 m³, sur les 9 communes de l'Ouest de la Métropole dont la gestion est assurée par le SBL.

La note liminaire présente par ailleurs les indicateurs réglementaires de chaque service. Elle permet de présenter les rapports sur le prix et la qualité du service des différentes structures de proximité que constituent les syndicats d'eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la présentation des rapports annuels 2021 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable des Syndicats Bas Languedoc et Garrigues Campagne ;

- De prendre acte de la note liminaire 2021 ;
- D'autoriser leur transmission à l'ensemble des communes de la Métropole,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Solidarités - Complexe Funéraire - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Par délibération n°12578 en date du 30 octobre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société SFMA, l'exploitation et la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen approfondi apporté par les services de la Métropole.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par M^{me} Michelle CASSAR en date du 13 octobre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 18 octobre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole. La compétence « *pompes funèbres* » est une compétence non exclusive de la Métropole, c'est une activité fortement concurrentielle avec environ 16 enseignes sur le territoire. La compétence « *crematorium* » est une compétence exclusive de la Métropole, par ailleurs détenue au niveau régional par les territoires suivants : Béziers, Sète, Nîmes, Beaucaire....

Le délégataire est la société dédiée « *SFMA* » Société Anonyme d'Economie Mixte Locale, dont la Métropole est présidente en la personne d'Éliane LLORET et actionnaire majoritaire à hauteur de 82.64% aux côtés d'autres actionnaires privés. Le capital de la société, inchangé en 2021, s'élève à 1 210 K€.

La délégation s'étend du 01/01/2015 au 31/12/2029, soit une durée d'exploitation de 15 ans. L'année 2021 porte donc sur la 7^{ème} année de délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué.

A/ L'activité

Au sein d'un environnement fortement concurrentiel, la société SFMA affiche une part de marché stable à hauteur de 47.2% (47.3% en 2020).

Cette part de marché obsèques démontre une activité soutenue tout au long de l'année avec :

- 1 788 convois, soit -2.7% par rapport à 2020 ;
- 1 170 urnes, soit +9.4% par rapport à 2020 ;
- 2 059 admissions en salons funéraires, soit +2.1% par rapport à 2020 ;
- 2 434 crémations, soit -0.6% par rapport à 2020 ;
- à cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 131 nouvelles adhésions sur l'exercice 2021 et 1 550 contrats actifs au 31 décembre 2021.

Les impacts de l'épidémie de Covid-19 sur les données d'activité de la société sont limités. Les mesures gouvernementales restrictives ont notamment entraîné une baisse des cérémonies.

B/ L'organisation et la qualité de service rendus aux usagers :

1. Les effectifs :

L'effectif de la société SFMA au 31 décembre 2021, est de 49 équivalents temps pleins, dont 1 fonctionnaire mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole. Plusieurs corps de métier sont présents sur le site du complexe funéraire pour accompagner les familles tout au long de l'organisation des obsèques. En 2021, il a été constaté le départ de deux personnels mis à disposition et le remplacement en CDI du poste de garagiste. Monsieur Gilbert SAINTE MARIE a été nommé Directeur Général de la SAEML SFMA en mai 2021 après plusieurs mois sur ce poste en intérim.

La volonté principale est d'organiser, avec qualité, et dans le plus grand respect, l'hommage à rendre à chaque défunt. Au cours de l'année 2021, la SAEML SFMA a pu démontrer sa compétence face à la crise sanitaire liée à la Covid-19. Les équipes ont pris en charge dans les conditions de sécurité obligatoire, 150 décès causés par le virus en 2020 et 68 en 2021.

La mobilisation de l'ensemble des collaborateurs a été l'un des éléments essentiels de la réussite de la société et de satisfaction des familles en deuil.

Soucieux de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés, la société a mis en place un intéressement dès 2018, qui s'élève à 75.5 K€ pour 2021, avec des conditions de déclenchement basées notamment sur la qualité du service public et sur l'atteinte d'objectifs quantitatifs. La mobilisation forte de l'ensemble du personnel a été un des éléments essentiels de la satisfaction des familles en deuil.

2. Qualité de service :

La qualité de service est évaluée au travers des enquêtes de satisfaction qui permettent de générer un indice qualité de 8.67/10 et 99% des familles recommandent le service à leurs proches ; par ailleurs il faudra noter le renouvellement de la certification « *NF services funéraires – organisation d'obsèques* ».

Les efforts continus en matière d'actualisation des équipements, de la gamme de fournitures, des formations et procédures de méthodologies funéraires, de sécurité et de qualité ont permis de maintenir des taux de

satisfaction et de recommandations élevés.

D/ La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Le tarif général 2021 n'a pas fait l'objet de revalorisation. Depuis 2016, aucune augmentation tarifaire n'a été prise en compte. La grille tarifaire se décompose en 9 rubriques et comporte 250 tarifs.

L'obligation réglementaire de dépôt d'un devis type dans la commune d'implantation ainsi que pour les communes de plus de 5 000 habitants, est respectée.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2021, Le résultat s'élève à 495 K€, en baisse de -21.65% par rapport à 2020 ; réparti pour 47% sur l'activité « *pompes funèbres* » (232 K€) et 53% sur l'activité « *crémation* » (262 K€).

Le chiffre d'affaires en hausse de 1.6%, s'élève à 6 347 K€ (6 245 K€ en 2020) et se répartit de la manière suivante :

- 72.4% pour l'activité « *pompes funèbres* » (4 598 K€ contre 4 503 K€ en 2020, soit +2%) ;
- 26.4% pour l'activité « *crémation* » (1 673 K€ contre 1 672 K€ en 2020) ;
- 1% autres recettes (commission Mutac, recyclage métaux, ...).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 578 K€ en hausse de 2.9% par rapport à 2020.

Les hausses portent essentiellement sur :

- Le poste entretien et maintenance a augmenté de +119 K€ suite à la mise en place d'un contrat de maintenance pour les appareils de crémation après les trois premières années incluses dans le prix d'achat ;
- Le renouvellement complet des tenues vestimentaires a entraîné une augmentation de 28 K€ ;
- La hausse de la sous-traitance marchandises + 28 K€ en lien avec l'accroissement des ventes de marchandises.

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 537.5 K€ (540 K€ en 2020), soit 8.5% du chiffre d'affaires.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 100 K€ par an soit 1 500 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 58 K€ en 2021 pour le renouvellement du parc informatique et du mobilier salon et salle hommage ; 508 K€ depuis le début du contrat soit 74% de l'objectif de réalisation à fin 2021 et 34% de la totalité du programme.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 3 M€ sur la totalité du contrat ; dont 200 K€ de reprise de matériel et véhicule de la régie, 1 130 K€ d'investissements au cours de la DSP et 2 M€ pour la mise en œuvre d'un projet d'extension.

Le montant global des acquisitions 2021 est de 152 K€ pour du matériel industriel d'exploitation (mobilier, outillage, véhicules, ...) ainsi que du matériel de protection en lien avec la Covid-19 (désinfection, sas décontamination, ...) ; soit 2 284 K€ à fin 2021. L'objectif du contrat (hors extension) est déjà atteint.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 5 517 K€ (5 022 K€ en 2020). La SAEML SFMA continue de conforter ses fonds propres en vue de procéder à des investissements futurs et notamment au projet d'extension de son activité.

IV) Conclusion et perspectives

Au cours de l'année 2022, la SAEML SFMA a pu continuer à démontrer sa compétence face à la crise sanitaire qui perdure et à l'activité soutenue tout au long de l'année.

Dans le cadre des perspectives, la hausse des prix de l'énergie et des matières premières nécessite une adaptation des tarifs. La concurrence reste importante sur le marché du funéraire, c'est pourquoi le positionnement des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole doit être conforté. Des investissements sont prévus dans le cadre du contrat de délégation de service public et doivent permettre, en corrélation avec l'implantation du nouveau cimetière métropolitain, d'offrir aux familles endeuillées la possibilité de bénéficier d'obsèques dignes à un prix raisonnable.

Par ailleurs, la société continue ses actions tant dans le maintien de la qualité que dans le développement et la recherche de modernisation tels que de nouveaux services ou prestations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen de ce rapport du délégataire de service public relatif au service extérieur des pompes funèbres et du crématorium au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Attractivité - Corum, Palais des Congrès, Opéra et Zénith Sud - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire - Exercice 2021 - Examen

Par délibération en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la SAEML Montpellier Events l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2020.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP d'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Madame Michelle CASSAR en date du 13 octobre 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 18 octobre 2022 ;

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public relatif aux équipements que sont le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le délégataire est la société Montpellier Events, SAEML dont Montpellier Méditerranée Métropole est présidente en la personne de Cyril MEUNIER et actionnaire à 35.54%, aux côtés de la Région Occitanie (37.65%), du Département de l'Hérault (1.15%) de la Ville de Montpellier (9.29%) et de 16.37% actionnaires privés. La société est dirigée par Sandra VERNIER. Montpellier Events gère exclusivement les établissements Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud.

La délégation s'étend du 01/01/2020 au 31/12/2027, soit une durée d'exploitation de 8 ans. L'exercice 2021 est donc le 2^e exercice du nouveau contrat de délégation de service public.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

La crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 a impacté l'année 2021, les 209 sessions réalisées en 2021 sont en hausse de 88% par rapport à 2020, mais à -31% par rapport à 2019. Le nombre de participants affiche la même évolution avec 222 280 participants en 2021, soit +53% par rapport à 2020 mais -49% par rapport à 2019.

En raison de la nature de son activité et conformément aux instructions gouvernementales, la société a dû réduire certaines jauges et fermer certaines activités notamment la restauration. Le Zénith a ainsi été fermé du 11 mars 2020 au 18 septembre 2021. Une reprise relativement forte de l'activité s'est effectuée à partir de septembre 2021, après plus d'un an et demi de fermeture.

Le nombre de sessions du Corum avec 194, est en forte augmentation par rapport à 2020 +104%, soit 99 sessions) sans retrouver un niveau d'activité normal sur l'ensemble de l'année (-19,5% / 2019, soit -47 sessions). En conséquence, le taux d'occupation du Corum affiche une hausse, à hauteur de 24.6%, contre 13.4% en 2020.

Pour l'activité MICE, seuls 4 événements ont pu se tenir de janvier à mai 2021 (formation, événements en ligne ou concours, seules activités autorisées). L'activité a été quasiment normale à partir de juin avec 68 événements.

L'activité Spectacle s'est arrêtée de janvier à août 2021 et a pu reprendre quasiment normalement à partir de septembre grâce à l'instauration du pass sanitaire.

Les grands festivals de la culture (Cinemed, Montpellier Danse et le Festival Radio France) ont pu avoir lieu. L'OONM a pu réaliser ses opéras et concerts dans le respect des contraintes sanitaires. Les spectacles des associations culturelles accueillies (OONMO, Montpellier Danse, CINEMED) concernent 49% des sessions réalisées en 2021, pour 48% de participants (35% des sessions en 2020).

Seul le mois de décembre a été impacté par le 5ème vague avec des effets limités sur l'activité.

Le taux d'occupation de l'équipement s'affiche à hauteur de 24.6%, contre 13.4% en 2020. Le Zénith Sud avec seulement 15 manifestations n'affiche que 47 603 participants. Le taux d'occupation du Zénith Sud s'élève à 5.1%, par rapport à 12.4% en 2020.

2) L'organisation et la qualité du service public

L'effectif moyen de la société est de 52.4 ETP.

L'utilisation du chômage partiel a perduré sur une grande partie de l'année 2021, et a permis de réduire l'impact financier de la crise.

Les équipements Corum et Zénith Sud, ont de très bons retours auprès des visiteurs et des organisateurs qui apprécient le professionnalisme des équipes, la situation géographique ainsi que la capacité d'accueil. La modernisation des espaces, les tarifs et la sortie du parking du Zénith Sud restent les principaux points d'amélioration attendus.

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent (tri sélectif des déchets, dématérialisation, réduction de la consommation énergétique, politique d'achat éco-responsable) et permettent de promouvoir une consommation responsable et d'obtenir la certification ISO 20121 pour 2022.

3) La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Les devis clients devant être envoyés plusieurs mois avant les dates prévues des manifestations, les tarifs d'une année considérée doivent impérativement être établis deux années civiles auparavant. Au 1er janvier de chaque année sont donc déterminés les tarifs applicables à l'année N+2 selon une formule d'indexation inscrite au contrat.

Les tarifs pour les années 2020, 2021 et 2022, ont été définis lors de la délibération M2019-714 du 18 décembre 2019 et sont conformes aux dispositions du contrat de DSP.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Dans ce contexte encore marqué par une forte réduction de l'activité, les produits d'exploitation s'élèvent à 9 451 K€, soit +53.2% par rapport à 2020 mais -24.5% par rapport à 2019 et -21% par rapport aux objectifs contractuels. Ils se composent principalement des recettes du Corum (91%) mais également de celles du Zénith Sud (9%).

Le marché du MICE représente 36.6% du chiffre d'affaires avec 3 098 K€, il est en hausse de plus de 2 M€ par rapport à 2020, ces recettes concernent principalement le Corum pour 99%.

Le marché des spectacles, 603 K€, en baisse de 12% représente 7% du chiffre d'affaires dont 61% au Zénith Sud.

A cela s'ajoutent les recettes liées à l'accueil des associations culturelles (Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie, Montpellier Danse, Festival Radio France et CINEMED), qui représentent près de 47% des produits d'exploitation alors que le contrat ne prévoyait que 29% ; ainsi que 458 K€ de recettes liées aux réservations de la Ville de Montpellier et 317 K€ provenant des activités accessoires (bar, brasserie) et du parking du Corum en subdélégation.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 8 333 K€, en hausse de 44.8% par rapport à 2020. Elles se composent pour 34% des frais de personnels (2 796 K€) et 11% de charges externes sur manifestations (947 K€) ; pour 11.6% de la redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole (968 K€, 11.4% du chiffre d'affaires) ; 7.6% de charges liées aux fluides ; 7.4% de frais d'entretien et réparation (617 K€).

Dans le cadre de la crise sanitaire des éléments exceptionnels ont impacté la comptabilité de la société :

- Le versement d'un fonds de solidarité pour 887 K€ (200 K€ en 2020) ;
- L'aide au chômage partiel pour 479 K€ (463 K€ en 2020) ;
- L'exonération de charges et l'aide au paiement à hauteur de 20% des salaires bruts pour 215 K€ (468 K€ en 2020) ;
- Des coûts supplémentaires (gel, masques, ...) pour 6 K€ (23 K€ en 2020).

Pour l'exercice 2021, le résultat net s'affiche en bénéfice, à hauteur de 1 350 K€, soit +1 M€ par rapport au prévisionnel contractuel et +1.1 M€ par rapport à 2020.

Ce résultat prend en compte 429 K€ de participation versée aux salariés, il s'agit de la 3^e année de versement conformément à l'accord d'entreprise (61 K€ en 2020, 250 K€ en 2019).

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 351 K€ par an soit 2 811 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la

Métropole, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 499 K€ de dépenses sur la 2^e année du contrat (électricité 42 K€, bâtiment 37 K€, matériel technique 25.5 K€ et matériel d'exploitation 8 K€). Le taux de réalisation à fin 2021 est de 22%, assez faible du fait de la crise sanitaire.

Le programme prévisionnel d'investissements en biens de retour sur la durée totale de la DSP est de 5 710 K€, essentiellement concentré sur les trois premières années du contrat. La réalisation des investissements biens de retour sur 2021 a été de 2 106 K€ soit un cumul de 2 404 K€ par rapport à un objectif contractuel de 4 940 K€. Ce retard est dû au faible montant engagé en 2020, en raison de la pandémie de la Covid-19.

IV) Conclusion et perspectives

L'année 2022 a encore été impactée par les mesures sanitaire liées à la crise de la Covid-19. Toutefois les mesures ont été allégées relativement rapidement, si bien que l'activité a pu reprendre normalement depuis le mois de mars et devrait être en cohérence avec les prévisions contractuelles.

Une vigilance est à observer, sur les délais de réalisation des investissements par rapport au programme contractuel.

La société Montpellier Events s'est inscrite dans une démarche de certification ISO 20121, pour l'évènementiel dans un développement durable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen de ce rapport du délégataire de service public au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Environnement - Marché d'Intérêt National (MIN) - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la Délégation de Service Public (DSP) du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Michelle CASSAR, en date du 17 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN en date du 02 décembre 2022

I) Rappel des principales modalités du contrat

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public, en date du 23 octobre 1968, avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. Cette convention a été modifiée par 12 avenants et arrive à échéance le 31 décembre 2028. Pour aider les concessionnaires à faire face à la crise sanitaire, un avenant n°11 a été signé le 17 décembre 2020. Il a pour objet de définir les modalités exceptionnelles de mise en œuvre liées à la Covid-19. A la suite de l'avenant 10 de 2017 qui affichait un plan d'investissement sur 3 ans, avec reprise à la VNC des immobilisations non amorties en fin de délégation, un nouveau plan d'investissement a été contractualisé avec une enveloppe de 4,112M€ (avenant 12).

La SOMIMON est une SAEML dont Montpellier Méditerranée Métropole était présidente jusqu'en 2020, et actionnaire à hauteur de 50% aux côtés de la Ville de Montpellier (8%), et de partenaires privés pour 42% ; elle est désormais présidée par la Ville de Montpellier en la personne de Madame MASSART, nommée au Conseil d'Administration du 14/10/2020.

L'activité de la SOMIMON, consiste en la gestion du MIN de Montpellier, avec l'accueil de professionnels du territoire, la réalisation d'entretien et de travaux de l'équipement rendus nécessaires par son évolution.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

L'activité

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes :

- La filière agroalimentaire ;
- La filière « *fruits et légumes* » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés) ;
- La filière « *autres produits alimentaires* » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs, ...) ;
- L'activité horticole ;
- L'activité de « *plate-forme frigorifique* » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

La mise en œuvre des missions du MIN, par l'action de la SOMIMON, contribue pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), élaborée en 2015 et révisé en 2022. La P2A, labellisée Projet Alimentaire Territorial, vise à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales :

- Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique ;
- Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de la structuration d'un approvisionnement durable (orientation 2). En effet, par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, le MIN contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire.

Le MIN dynamise le carreau des producteurs :

- En organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- En communiquant sur son catalogue produit « *Cueilli ce matin, disponible cet après-midi* ».

Le MIN a également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme numérique BOCAL (« *Bon et Local* ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Par ailleurs, la SOMIMON a contribué à la poursuite des études relatives au schéma directeur du MIN, à la logistique urbaine et aux économies d'énergie.

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait, SUDELICES, distributeur de produits artisanaux de qualité française Sud de France).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 220 opérateurs sur le MIN ; on note 19 arrivées, 15 départs et 4 agrandissements en 2021.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeurs livreurs, secrétaires, préparateurs de commandes, agents d'entretien, ingénieurs agro-alimentaire,

etc. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au *turn-over* et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

La majorité des entreprises du MIN ont poursuivi leurs activités voire les ont renforcées tout en appliquant les consignes de sécurité (restriction des entrées, distanciation, distribution de masques et de gel, système de précommandes...).

Certaines entreprises se sont adaptées en s'appuyant sur les installations du MIN.

- Les Vergers de Saint-Jean : semi-grossiste (distributeur dédiés aux traiteurs/restaurateur) ont préparé des paniers pour le particulier (personnes âgées en particuliers) ;
- Le Secours Populaire a préparé des colis individuels (alimentaires et hygiéniques) ;
- L'Association des Producteurs d'Occitanie pour alimenter :
 - o Le marché « saxo » organisé par le Secours Populaire ;
 - o Les Drives ouverts par la Chambre Départementale d'Agriculture.

L'organisation et la qualité de service public

L'effectif de la société était de 16 agents au 31 décembre 2021, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2021, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité et les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement du MIN, il convient de noter que Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN, en lien avec l'adoption de la feuille de route du MIN en juillet 2021.

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent : le MIN renforce les démarches respectueuses de l'environnement, à la fois sur le volet politique alimentaire, et sur le volet logistique

En menant une politique agro-écologique et alimentaire innovante. La proximité du MIN avec le centre-ville lui confère un rôle économique et logistique majeur, tant au niveau alimentaire que non alimentaire, pour implémenter des mesures de durabilité environnementale permettant de réduire l'empreinte écologique de la distribution alimentaire. Le MIN s'inscrit complètement dans la politique « *ville respirable* » de la Métropole et développe des synergies pour développer des circuits courts alimentaires de proximité, et organiser « *les derniers kilomètres* » en ville.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire (orientation 3), en mettant en œuvre et contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires).

La grille tarifaire

Les droits d'occupation, d'usage et d'entrée sur le marché, exigibles des usagers ainsi que tout autre tarif, sont établis par le Conseil d'Administration de la SOMIMON. Par ailleurs, les tarifs concernant les droits d'occupation pour le négoce des produits protégés (AOP : produits agricoles et denrées alimentaires) sont approuvés par le Préfet.

Les tarifs évoluent au 1^{er} janvier de chaque année. On note une progression annuelle constante des tarifs sur la période 2014-2021 avec environ 1% d'augmentation.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2021, le résultat net global est excédentaire de + 17K€ en progression par rapport à 2020 (excédent de +3 K€).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3,026 M€ en hausse par rapport à 2020 (soit +101

K€, soit +3 %), dont 777 K€ pour la filière fruits et 702 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+ 22 K€ soit + 3%) et 548 K€ pour la plateforme entreposage, en baisse de -17 K€ soit -3%, qui représente 18% du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 41% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

Les produits totaux représentent 3 295 K€ (en hausse de 209 K€, + 7 %) pour un total de charges de 3 278K€ (soit +196 K€, +6,4%), évoluant dans les mêmes proportions que les produits, le résultat net de l'exercice est excédentaire de 17 K€. Les capitaux propres de la société restent stables et s'élèvent à 1 160 K€. La redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole s'est établie à 255 K€ (200 K€ en 2020 suite à la réduction de 54K€ accordée par la Métropole en lien avec la compensation des exonérations Covid-19 accordées aux concessionnaires du MIN).

Concernant l'impact de la crise sanitaire, aucune aide n'a été sollicitée auprès du fonds de solidarité, la société n'y était pas éligible. La société n'a pas conclu de prêts garantis par l'Etat.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2021. Ils concernent :

- La vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- La vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- L'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- Les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2021, date de fin du plan triennal des investissements (avenant 10), les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

Conformément à l'avenant, la Métropole s'est engagée à racheter la valeur nette comptable des ouvrages au concessionnaire, au terme de la DSP. Ce montant s'élève au 31/12/2021 à 524 K€, au terme de la DSP, légèrement inférieur à ce qui avait été estimé dans l'avenant 10 (578 K€).

IV) Conclusion et perspectives

L'activité du MIN se trouve au carrefour de différentes politiques publiques phares de la Métropole : politiques territoriales en matière d'économie locale, de maintien et de développement économique, d'urbanisme et d'aménagement du nouveau quartier Restanque, de logistique urbaine en tant que point d'appui de la mise en œuvre de la ZFE, de santé publique, d'équité sociale face à l'alimentation et de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Le terme de la concession se rapprochant, le développement du MIN se poursuit favorablement avec notamment une activité soutenue pour le pôle de transformation.

Des études sont en cours afin de compléter et de définir les modalités de mise en œuvre du schéma directeur pour la modernisation et le développement du MIN.

Une réflexion globale est à l'étude sur le rôle du MIN dans la logistique urbaine et l'approvisionnement du territoire (dont le centre-ville).

Concernant les perspectives 2022, le nouveau programme d'investissement pour la période 2021-2023 inclut l'extension du pôle de transformation et des travaux d'aménagements (création d'un local de charge, dispositif de tri sélectif, réaménagement de cases). Le plan d'investissement porte sur une valeur de 4,1M€ avec un engagement de la Métropole sur le rachat de la valeur nette comptable au terme du contrat pour un montant estimé de 2 580 K€. Au titre de l'exercice 2021, la SOMIMON a déjà démarré les travaux pour 186 K€ relatifs au local de charge du pôle transformation, aux travaux sur le portique de l'entrée et à la sécurisation incendie du bâtiment administratif.

La SOMIMON poursuit son activité dans le cadre de la stratégie définie par Montpellier Méditerranée Métropole, et dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Approbation

Par délibération n° 4404 en date du 25 janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a confié la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier à la SARL VM34000, filiale à 100 % de la SAS Vert Marine, pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} mars 2017 soit jusqu'au 28 février 2023.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires produisent chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

À cet effet, le rapport du délégataire relatif à la Délégation de Service Public (DSP) de la Patinoire Végapolis portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération n° M2022-349 du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Michelle CASSAR, en date du 13 octobre 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN, en date du 18 octobre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire.

D) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis. La délégation confiée à la SAS VM34000 s'étend sur une durée d'exploitation de 6 ans, l'année 2021 étant la cinquième du contrat.

Idéalement située au cœur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis plus de vingt ans un service public sportif en mettant à la disposition du public une piste ludique de 1 330 m² couplée à une piste sportive de 1 800 m².

Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille chaque année les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entraînements et les compétitions du Montpellier Méditerranée Métropole Hockey Club, du Montpellier Méditerranée Patinage et du Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace.

À la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, la Patinoire Végapolis est contractuellement ouverte au public 12 mois de l'année, 7 jours sur 7.

Le délégataire a notamment pour objectif de développer la notoriété de la patinoire et d'en maximiser la fréquentation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ Analyse des éléments relatifs à l'activité

La crise sanitaire mondiale a encore fortement perturbé l'activité de la patinoire dès le 1^{er} janvier, jusqu'au 9 juin 2021. Végapolis a dû fermer ses portes totalement pendant 33 jours. Le nombre de jours d'ouverture sans restriction pour 2021 est de seulement 206 jours représentant 56,44 % du nombre de jours ouverts annuellement. La patinoire est donc restée ouverte 332 jours dont 37,95 % en mode fortement dégradé.

De plus, l'exploitant a dû s'adapter aux exigences réglementaires mises en place par la Préfecture dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Ainsi, la patinoire a dû organiser des ouvertures partielles. D'abord pour les scolaires, les clubs et l'équipe 1^{ère} de hockey sur glace pendant 7 jours, puis seulement à l'équipe 1^{ère} du club de Hockey sur glace pendant 96 jours, et enfin seulement aux scolaires et aux clubs pendant 23 jours.

Dans ce contexte exceptionnel, la fréquentation globale est également en forte baisse de 109 855 entrées, soit -36 % par rapport à l'année 2019 qui reste l'année de référence d'avant Covid-19, et en hausse de 40 764 entrées, soit +26 % par rapport à l'année précédente.

En 2021, la Patinoire Végapolis recense seulement 197 286 entrées dont 105 031 dans le cadre des séances grand public (53,24 %), 30 132 passages clubs pour 584 licenciés (15,27 %), 14 406 passages scolaires (7,3 %), 46 120 spectateurs en événementiel (23,38 %), 1 361 stagiaires de l'école de glace (0,69 %), 93 entrées anniversaires (0,04 %) et 143 entrées karting (0,07 %).

La fréquentation grand public subit toujours le plus grand impact quant à la crise sanitaire (en hausse de 32 726 entrées, soit 45,26 % par rapport à 2020 mais en baisse de 45 035, soit -30 % par rapport à 2019). La part des utilisateurs du Pass'Métropole dans cette catégorie est de 17,72 %.

Le nombre d'entrées « scolaires » est également en baisse de 1 282 entrées (-8,2 %) par rapport à 2020 et de 13 665 entrées (48,7 %) par rapport à 2019, pour seulement 70 jours dédiés et correspond en totalité à des écoliers scolarisés sur le territoire de la Métropole. Sous le cadre d'un projet pédagogique en collaboration avec l'inspection académique, les écoles de la Métropole bénéficient d'un apprentissage du patinage sous forme de modules de 8 séances, sous l'égide d'un éducateur diplômé.

Les 301 licenciés du Montpellier Méditerranée Métropole Hockey-Club (MMMHC), les 214 licenciés du Montpellier Méditerranée Métropole Patinage et les 69 licenciés du Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace bénéficient de locaux mis à disposition gratuitement par la société et de créneaux d'heures de glace planifiés et contractualisés chaque année.

Chaque match de l'équipe 1^{ère} du MMMHC évoluant en Division 1 du championnat de France de Hockey sur Glace a attiré plus de 1 000 spectateurs par match pour la première partie de la saison 2021-2022, alors que les matchs se sont joués à huis clos sur la deuxième partie de la saison 2020-2021. Cette fréquentation place habituellement le club dans le Top 10 des meilleures affluences nationales.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

1. Les effectifs

L'effectif de la société est de 17 personnes au 31 décembre 2021 pour une moyenne de 10,68 Equivalents Temps Plein (ETP) pour l'année 2021 (contre 10,98 ETP l'année précédente).

2. Les investissements

Les investissements portés par la Métropole au titre de 2021 se sont montés à 1 200,00 € HT, correspondant à la mise en accessibilité de l'équipement.

Le délégataire VM34000 a réalisé pour 7 K€ d'investissements, soit 7 K€ au-delà de son engagement contractuel pour cette année, et affiche un taux de réalisation de 101 % (206 K€) par rapport à son

engagement contractuel d'investissement cumulé au 31 décembre 2021 (204 K€).

Le Gros Entretien et Renouvellement (GER) représente 50 K€ en 2021 (en deçà de 37 K€ de l'engagement contractuel pour l'année 2021). En cumulé sur les cinq premières années du contrat, cette dépense engagée par le délégataire représente 396 K€, soit 6 K€ au-delà de l'engagement contractuel (402 K€). Les travaux réalisés dans ce cadre sur l'année 2021 ont essentiellement porté sur le matériel d'exploitation et l'électricité.

C/ La qualité du service public

Sur l'année 2021, la patinoire a été ouverte 332 jours.

Pour satisfaire aux conditions du contrat ainsi qu'aux usagers, un point restauration rapide est géré en subdélégation au sein de la patinoire Végapolis.

Une importance particulière est portée à l'entretien, l'hygiène et la modernisation de l'équipement quant à l'importance des investissements contractuels à réaliser par le délégataire.

L'équipement est apprécié du grand public et se classe parmi les équipements de loisir Montpelliérains les mieux notés du site Trip Advisor avec une note de 4 sur 5.

Par ailleurs, il est constaté la mise en place d'une stratégie d'optimisation énergétique qui passe par la baisse de la production d'électricité qui émane d'un suivi énergétique journalier de la production frigorifique et par la mise en place de lampes à éclairage LED sur l'ensemble du site (hors aire de jeux).

D) La grille tarifaire

Selon l'article L. 1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Les modalités d'indexation de la grille tarifaire sont prévues à l'article 33 de la convention de service public. Les tarifs sont indexés au 1^{er} septembre de chaque année d'après une formule d'indexation contractuelle basée sur différents indices. Ils ne peuvent excéder une évolution supérieure à 2 % par an.

Les principaux tarifs sont les suivants :

Types d'entrées	Tarif normal	Pass'Métropole
Entrée publique Adulte	5,85 €	5,10 €
Entrée publique Enfant	4,75 €	4,00 €
Entrée Etudiant	4,95 €	4,45 €
Location Patins	3,40 €	3,15 €
Clubs	147,20 €	116,35 €
Scolaires / Classe	181,70 €	136,05 €

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2021, le résultat net global lié à l'exploitation du site est bénéficiaire de 118 K€ pour un prévisionnel au contrat de 41 K€, soit un différentiel de 78 K€.

Le chiffre d'affaires hors taxes (CAHT) de l'exercice s'établit à 984 K€ en hausse de 293 K€ par rapport à 2020 (soit +42 %), en baisse de 390 K€ par rapport à 2019 et en deçà de 487 K€ par rapport au contrat. Il est composé à 64,9 % (639 K€) par les recettes grand public, à 14,6 % (144 K€) par les recettes issues des clubs, à 10,2 % (101 K€) par les recettes scolaires et à 6,5 % (64 K€) par la contribution financière forfaitaire. Les produits totaux se montent à 1 158 K€ (en hausse de 389 K€, soit +51 %).

Les charges d'exploitation se montent à 1 039 K€ (en hausse de 146 K€ par rapport à 2020 et en baisse de 258 K€ par rapport à 2019) et en deçà de 390 K€ par rapport au contrat. Elles sont composées à 26,3 % (273 K€) par les charges de personnel, à 34,8 % (362 K€) par les achats de fluides et à 20,2 % (210 K€) par les charges externes. Les charges totales s'élèvent également à 1 039 K€ (soit +146 K€, +16 % par rapport à 2020).

Les redevances pour frais de contrôle, d'occupation du domaine public et d'amélioration de l'excédent brut d'exploitation versées à Montpellier Méditerranée Métropole sont correctement comptabilisées respectivement pour 3,6 K€, 10 K€ et 50 K€. Ces redevances représentent in fine, globalement, 6,1 % des charges et 6,5 % du CAHT.

Les capitaux propres de la société s'améliorent mais restent négatifs à 20 K€ du fait de l'important déficit constaté l'an dernier et de la distribution de dividendes de 60 K€ sur les bénéfices 2019 ayant eu lieu en 2020.

IV) Conclusion et perspectives

La période de fermeture de 33 jours de l'établissement et de l'ouverture perlée durant le premier semestre 2021 aura généré un niveau de fréquentation de l'ensemble des groupes de publics inférieur à celui constaté en 2019, année de référence avant crise sanitaire.

Malgré les impacts relatifs à la baisse de fréquentation par rapport à l'année de référence 2019, l'équilibre économique annuel est assuré avec la réalisation d'un bénéfice de 118 K€ qui s'explique essentiellement par une baisse des charges d'exploitation supérieure à celle des produits d'exploitation, cette dernière étant en partie absorbée par la perception d'une aide financière de l'état.

A la suite de la crise sanitaire liée à la Covid-19, la patinoire a rouvert totalement pour l'ensemble des publics le 9 juin 2021, après 15 mois d'alternance entre les fermetures, les ouvertures sous conditions et les ouvertures totales. Les impacts financiers qui en découlent ne permettent pas, à la date du 31 décembre 2021, de remettre en cause l'équilibre économique global du contrat.

Une vigilance particulière est encore à observer pour les années 2022 et 2023 dans le cadre de la hausse des coûts de l'énergie (électricité et fluides chaud et froid), sur l'équilibre économique de la DSP. La délibération n° M2022-351 du 4 octobre 2022 a permis au délégataire de mettre fin à son contrat de fourniture d'électricité auprès de son fournisseur ENGIE, et à Montpellier Méditerranée Métropole de rattacher le compteur d'électricité de la patinoire directement auprès de son fournisseur d'électricité EDF ; le coût global des factures liées à l'électricité de l'équipement étant refacturé par la collectivité à l'euro au délégataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Animation du territoire - Planet Ocean - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Par délibération n°13676 en date du 24 février 2016 le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public (DSP) unique pour la gestion et l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée, ainsi que le lancement d'une procédure de mise en concurrence.

Par délibération n°14278 en date du 24 novembre 2016, le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public unique pour la gestion et l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée, devenu PlanetOcéan Montpellier, ainsi que le choix du délégataire PLANETOCEANWORLD pour une durée de 10 ans et 2 mois à compter du 2 janvier 2017.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Planetocéan portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Métropolitain prenant acte de sa réception par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 5 décembre 2022.
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par M^{me} Michelle CASSAR en date du 8 novembre 2022 ;

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public relatif à l'équipement PlanetOcéan Montpellier de la Métropole de Montpellier.

Le délégataire est la société dédiée PLANETOCEANWORLD filiale du groupe international espagnol ASPRO-OCIO spécialisé dans le loisir et exploitant des parcs aquatiques, des parcs de loisirs, des aquariums, des parcs zoologiques et des delphinariums.

L'équipement situé sur le quartier Odysseum, présente une offre culturelle et scientifique unifiée.

La délégation s'étend du 02/01/2017 au 28/02/2027, soit une durée d'exploitation de 10 ans et 2 mois. L'exercice 2021 est le 5^{ème} exercice de la délégation et afin d'être en cohérence avec les exercices sociaux du groupe espagnol, il débute le 01/11/2020 pour se clôturer le 31/10/2021.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

Compte tenu du contexte lié à la pandémie de Covid19, le site a été fermé presque 7 mois du 29 octobre 2020 au 9 juin 2021.

Planet Ocean concentre une grande diversité d'espèces (plus de 300) soit près de 5 000 individus.

Pendant l'exercice 2021, 176 845 visiteurs payants ont été accueillis, soit -13% par rapport à 2020. Cette diminution est à relativiser car l'exercice 2020 représentait 8.5 mois alors que l'exercice 2021 comprend presque 5 mois.

La fréquentation se répartit dans les proportions suivantes :

- 48% sont des entrées « publics » (-14% par rapport à 2020) ;
- 24% sont liés aux tarifs « promotion » (tarifs réduits, PMR, tickets de réduction) (-21% par rapport à 2020) ;
- 20% sont des billets « internet » (+36% par rapport à 2020) ;
- 3.7% viennent du réseau (-58% par rapport à 2020)
- 3,8% sont des scolaires et centre de loisirs (-16% par rapport à 2020) ;
- 0,5% sont des abonnements (-32% par rapport à 2020)
- 0,2% sont des séances du planétarium (-37% par rapport à 2020)

La proportion de visiteurs de l'Hérault est très forte, 84% (dont 73% de la Métropole) contre 78% en 2020 mais 36% en 2019.

La crise sanitaire et la fermeture du site ont lourdement impacté la fréquentation des scolaires, toutefois 68 classes dans 16 communes ont visité Planet Ocean ; la thématique globale biodiversité / astronomie reste fortement plébiscitée.

Une séance animée au planétarium est proposée tous les 3^{ème} jeudi du mois à 19h30. Ces séances s'adressent à un public passionné ou plus averti. A partir de septembre 2021 la séance du mois a été déplacé au samedi pour améliorer le taux de remplissage, cette expérimentation a rencontré un vif succès auprès d'un public plus familial qui était peu présents les jeudi soir. En 2020, seules 5 séances ont pu être maintenues entre juin et octobre.

A noter que le snack n'a pu rouvrir qu'à partir des vacances de la toussaint sur un format « goûter » la configuration des lieux n'autorisant plus la préparation de nourriture dans le cadre des normes HACCP.

Malgré l'absence d'activité sur plus de 7 mois dont des périodes de vacances (Noël, Pâques et mai), la période estivale a été très importante avec plus de 113 000 visiteurs, avec un succès des ventes internet avec la billetterie datée.

Si l'on compare la fréquentation sur les mêmes périodes que l'exercice 2020, soit 4.9 mois d'activité, la fréquentation a augmenté de 44.7% avec une très bonne activité dès la réouverture du site et ce malgré les contraintes sanitaires imposées. Ceci démontre l'attractivité du site.

2) La qualité du service public

L'effectif moyen de la société dédiée Planetoceanworld est de 27 ETP, dont 1 personnel détaché de la Métropole.

La totalité des effectifs a été placé en chômage partiel pendant toute la durée de la fermeture du site. Une organisation temporaire a été mise en place pour préserver le bien-être animal en positionnant une rotation d'équipe minimale (capacitaire, aquariologie, technicien) mais aussi le fonctionnement administratif et comptable.

Les exercices 2020 et 2021 ont connu des périodes d'activité soutenues lors des réouvertures, sans pour autant faire appel à des saisonniers, au vu de la fragilité de la saison et du manque de visibilité.

Les contraintes d'exploitation imposées par les directives gouvernementales ont également impacté l'activité notamment en matière de gestion des flux, de programmes et dispositifs d'animations.

Une convention de partenariat lie l'Education Nationale à Planetocéan Montpellier et permet le détachement ½ journée par semaine d'un enseignant de physique chimie sur la thématique astronomie et d'une enseignante de SVT sur la thématique biodiversité. Leur objectif est de concevoir des activités scientifiques adaptées aux besoins d'un public scolaire et de conseiller les enseignants. Compte tenu des périodes de fermeture de l'établissement liées aux différentes mesures gouvernementales, les enseignants n'ont pu être accueillis dans l'établissement sur toute la période.

L'équipement a un très bon retour des visiteurs qui apprécient le parcours de visite immersif avec des espèces variées et des espaces ludiques. Le prix et le manque d'animation restent les principaux points d'amélioration attendus des visiteurs. La qualité de service n'a pas fléchi en 2021, malgré les contraintes imposées aux visiteurs dans le cadre du plan de prévention de sécurité sanitaire.

3) La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Les tarifs pour l'exercice 2021, n'ont pas été modifiés et restent conformes aux dispositions de l'avenant n°1 du contrat de DSP.

Cette grille tarifaire a été revue fin 2021 dans le cadre prévu par les dispositions contractuelles de la délégation de service public.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Les produits d'exploitation s'élèvent à 3 812 K€, soit +13.8%, en hausse de 461 K€ par rapport à l'exercice 2020, mais en baisse de -22.2%, soit - 1 088 K€ par rapport à l'exercice 2019.

Ils se composent principalement des recettes billetterie pour 65%, des recettes boutique 10% et des recettes snack pour 0.5% (suspension de l'activité snack, sauf pour les vacances de Toussaint en format « goûter »). Le panier moyen par visiteur s'élève à 16.27 €.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 2 668 K€. Elles se composent pour plus de 27% des frais de personnel (732 K€, -32%) et 22% des fluides (588 K€, +2.4%) ; 6% des frais d'entretien et maintenance et 5.7% des frais de siège.

Une redevance de 185 K€ est versée à la métropole soit 6.4% du chiffre d'affaires.

Dans le cadre de la crise sanitaire des éléments exceptionnels ont impacté la comptabilité de la société :

- Le versement d'un fonds de solidarité pour 494 K€ ;
- Le versement d'un fonds de solidarité pour soins aux animaux (86 K€ dont 68 K€ impacté sur 2021, 19 K€ sur 2020)
- Le versement d'une aide « coûts fixes » de 297 K€ ;
- L'aide au chômage partiel pour 479 K€ (103 K€ en 2020) ;
- L'exonération de charges patronales et l'aide au paiement à hauteur de 20% des salaires bruts pour 170 K€.

Pour l'exercice 2021, le résultat net s'affiche à hauteur de 917 K€ (170 K€ en 2020).

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 160 K€ par an soit 1 600 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 681 K€ de dépenses depuis le début de la DSP dont 85 K€ sur l'année 2021 (renouvellement d'armoires électriques, remplacement de système de surveillance, de vidéoprojecteur, ...). Le taux de réalisation de 43% est conforme au programme contractuel.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état d'1.5 M€ sur la totalité du contrat.

La mise en œuvre de la mutualisation des deux équipements s'est déroulée de façon satisfaisante, sur les deux premières années du contrat de DSP. En 2021, dû fait de la fermeture administrative de plus de 7 mois, il n'y a pas eu de dépense d'investissement. En cumulé, les dépenses d'investissements s'élèvent à 1 291 K€ soit 84.6% de réalisation du plan prévisionnel.

Afin de pouvoir créer des nouveautés pour attirer les visiteurs, une partie du plan prévisionnel d'investissements est conservé pour les années restant à courir de la délégation de service public.

IV) Conclusion et perspectives

Des comités entre les équipes de la métropole de Montpellier et de Planetocéan se réunissent régulièrement et permettent un suivi de l'activité comme de la politique d'investissement et de renouvellement.

L'exercice 2022 enregistre une très bonne fréquentation, avec une période estivale record ; ce qui démontre l'attractivité du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif à la gestion de l'équipement Planetocéan Montpellier au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Parcs de stationnement en ouvrage - Délégations de service public - Examen des rapports annuels des délégataires relatifs à l'exercice 2021

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015. Cette création a eu pour effet le transfert de compétence relative aux parcs de stationnement de la Ville de Montpellier vers la Métropole.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires produisent chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ces rapports doivent donner lieu à un examen.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs aux 9 parcs de stationnement portant sur l'année 2021 ont donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Mme Michelle CASSAR en date du 17 novembre 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 5 décembre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse des rapports des délégataires :

I) Rappel des principales modalités des contrats :

Les contrats de délégation de service public relatif aux parcs de stationnements relèvent de quatre délégataires différents.

Les parcs de stationnement suivants sont gérés par la SAEML TaM :

- Parcs de stationnement Antigone et Comédie (2014-2023) ;
- Parc de stationnement Corum (2020-2027) ;
- Parc de stationnement Europa (1994-2035) ;
- Parc de stationnement Gambetta (1985-2029) ;
- Parc de stationnement St Roch (2015-2030).

Le délégataire est la SAEML TaM, dont la Métropole est présidente et actionnaire majoritaire à 46.02% aux côtés de la Ville de Montpellier (9.11%) et d'autres actionnaires privés. Le capital de la société inchangé en 2021 s'élève à 4 286 K€. En 2022, la SAEML TaM s'est transformé en SPL avec une actionnariat entièrement public (Montpellier Méditerranée Métropole 68.9%, Ville de Montpellier 31.1%).

Le parc de stationnement du Corum est géré en subdélégation avec la SAEML Montpellier Events, délégataire du Corum et du Zénith Sud.

- Parc de stationnement Pitot (1991-2056),

Ce parc est géré par la SARL SAPM, filiale à 100% de la société INDIGO.

- Parcs de stationnement Foch-Préfecture et Arc-de-Triomphe (2013-2025)

Ces parcs de stationnement sont gérés par la SAS EFFIA Stationnement, filiale à 100% de la société EFFIA.

Avec ces 9 parcs de stationnement, la capacité globale s'élève à environ 5 270 places.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

La crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19 a également impacté l'année 2021. Les mesures prises par le gouvernement ont couvert une période plus longue mais ont été moins strictes que celles de l'année 2020.

La fréquentation horaire sur l'année 2021 affiche une hausse (+16.9%) avec une moyenne de 5 636 véhicules / jours ouvrables (contre 4 823 en 2020) mais n'atteint pas la fréquentation de 2019 (7 061 en 2019).

Tous les parkings sont concernés, à l'exception du parc Gambetta perturbé par des travaux, qui affiche une baisse de -6.6%, Comédie (+9.7%) ; Saint Roch (+33.2%) ; Pitot (+42.4%) ; Foch Préfecture (+18% ; Europa (+21.2%) ; Corum (+28.5%) ; Arc-de-triomphe (+23.8%) ; Antigone (+26.9%).

La fréquentation des abonnés affiche une hausse par rapport à 2020 (+2.3%). Cette stabilité cache des disparités entre parkings.

5 parkings affichent une hausse des abonnés : Saint Roch (+22.7%) ; Europa (+8.9%) ; Corum (+1.3%), Pitot (+3%) et Gambetta (+3.2%).

4 parkings affichent une baisse : Antigone (-1.1%) ; Comédie (-1%) ; Foch Préfecture (-0.8%) et Arc-de-triomphe (-2%).

2) L'organisation et la qualité du service public

L'organisation est différente selon les parcs de stationnement.

Les parkings TaM sont gérés avec du personnel présent 24H/24 à l'exception du parking Antigone, géré à distance via le PC Europa.

Les parkings gérés par EFFIA sont depuis 2019 reliés à un centre de pilotage à distance au niveau national, permettant ainsi de répondre aux sollicitations des usagers en dehors des heures de présence du personnel sur chaque site.

Enfin en ce qui concerne la parking Pitot, en dehors des heures de présence du personnel sur site, la télésurveillance du parking est assurée depuis le parking du Triangle.

Les effectifs propres des sociétés sont accompagnés par des effectifs de sociétés sous-traitantes pour les missions de nettoyage, gardiennage et surveillance.

En 2021, TaM a internaliser certaines missions d'agent de parc jusque-là sous-traités, à l'échelle des parkings Comédie, Corum, Gambetta et Europa, cela représente 13 postes. La période d'intégration des nouveaux agents a nécessité le doublement des postes.

La qualité de service est mesurée via des enquêtes de satisfaction, de contrôle qualité et de conformité, des enquêtes « *client mystère* » ; mais également par le suivi des réclamations et la mise en places d'action correctives.

Les points à améliorer sont souvent l'accès, la propreté et la signalétique interne.

L'ensemble des parcs d'EFFIA est certifié ISO 9001 – management de la qualité.

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent : tri sélectif des déchets, réduction de la consommation énergétique, politique d'achat écoresponsable notamment pour les tickets parking, ...

3) La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Au 1^{er} janvier 2021, les parcs de stationnement Foch Préfecture, Arc-de-triomphe (EFFIA) ont augmenté leurs tarifs. Les tarifs pratiqués dans les parkings de la société TAM et le parking Pitot (INDIGO) sont quant à eux restés stables en 2021.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Les produits d'exploitation s'élèvent à 12 008 K€, soit +17.3%, +1 769 K€ par rapport à l'exercice 2020.

Ils se composent principalement du chiffre d'affaires « *horaires* » (68%) qui s'élève à 8 166 K€ en hausse de 24.5% par rapport à 2020 et des recettes « *abonnés* », (27.5%) également en hausse de 4.3% pour atteindre 3 307 K€, grâce à une fréquentation en hausse de 2.3%.

Les autres recettes pour 515 K€ concernent les places privatives louées ou amodiées (Saint Roch, Foch Préfecture, Pitot, Europa), les recettes publicitaires et les prestations diverses.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 11 315 K€ en hausse de 7.8% soit +822 K€ par rapport à 2020. Elles se composent pour 13% des frais de personnels (1 493 K€), 13.5% de charges communes et frais de structure (1 526 K€), 7% frais de surveillance et gardiennage (796 K€) 7.7% de frais d'entretien et réparations (872 K€), 26% des redevances (2 904 K€) et 14% de dotations amortissements et provisions (1 588 K€).

Des redevances pour un total de 2 681 K€ (contre 2 452 K€ en 2020) soit 25.9% du chiffre d'affaires sont versées à la Métropole et 223 K€ au délégataire Montpellier Events pour le parking Corum subdélégué.

Pour l'exercice 2021, le résultat net s'affiche à hauteur de 48 K€ contre -839 K€ en 2020, soit +887 K€ par rapport à 2020.

Ce résultat est cependant différent selon les parcs de stationnement.

Le délégataire TaM affiche un résultat déficitaire de -262 K€, en hausse de 572 K€ (Corum +119 K€, Gambetta +90 K€, Europa +7.3 K€, Comédie -52 K€, Antigone -104 K€, Saint Roch -322 K€).

Le délégataire EFFIA affiche une hausse de 243 K€ avec un résultat bénéficiaire de 185 K€ (Foch Préfecture 174 K€, Arc-de-Triomphe 11 K€).

Le délégataire INDIGO avec le seul parc Pitot, affiche un résultat bénéficiaire à hauteur de 125 K€, en hausse de 72 K€.

Sur l'année 2021, les dépenses d'investissements s'élèvent à 74 K€ dont 57 K€ pour les parcs de stationnement EFFIA (mise en conformité sécurité incendie, étanchéité, outillage divers) ; 2 K€ pour le parking INDIGO (Pitot) concernant du matériel sécurité ; 16 K€ pour les parcs de stationnement de TaM pour la réalisation de travaux divers (électricité, mobilier, informatiques, ...).

IV) Conclusion et perspectives

L'année 2022 est encore marquée par la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Les différents impacts sur la fréquentation et les résultats des parcs de stationnement seront analysés au cours de l'année 2023.

Le programme de transformation et de modernisation de la Place de la Comédie engagé par la Métropole a engendré des travaux dans le parking de la Comédie assuré par TaM, qui ont nécessité la prise en compte d'un avenant au cours de l'année 2022. La requalification du tunnel de la Comédie reste à étudier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen de ces rapports des délégataires de services public au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Transports publics urbains - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société TaM l'exploitation et la gestion des services de transport public par convention de Délégation de Service Public (DSP), pour une durée de 6 ans, à compter du 1^{er} juillet 2018. Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP de transport public portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 17 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par M. Jean-François AUDRIN, en date du 5 décembre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation des services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au 1^{er} juillet 2018, le délégataire était la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM, dont la Métropole était présidente et actionnaire majoritaire à 46,02%, aux côtés de la Ville de Montpellier (9,11%) et d'autres actionnaires privés. L'année 2021 examinée dans le présent rapport annuel du délégataire, a été exécutée dans ces conditions. En 2022, la SAEML TaM a été transformée en Société Publique Locale (SPL), avec un actionnariat entièrement public (Montpellier Méditerranée Métropole pour 68,9%, Ville de Montpellier pour 31,1%).

Le capital de la société, inchangé en 2021 pour l'année étudiée, s'élevait à 4,29 M€.

L'exploitation du réseau suburbain et de divers services (Amigo, bus du savoir...) a été subdélégée, après consultation réalisée par TaM, à la société Transdev Mobilité Montpellier Métropole (T3M).

La délégation s'étend du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2024, soit une durée d'exploitation de 6 ans. L'année 2021 porte donc sur la 3^{ème} année pleine de la délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

Les kilomètres 2021 s'élèvent à 13,9 millions, soit +4,3% par rapport à l'année 2020, marquée par la crise sanitaire et de nombreux ajustements de services ; l'année 2021 marque donc un retour à la normale puisque le nombre de kilomètres produits est sensiblement le même qu'en 2019 (+30 187 km), année de référence.

Après une forte baisse des déplacements constatée en 2020, tombés à 27,4 millions, l'année 2021 connaît une forte hausse à 32,6 millions de déplacements, soit +19,1%. La fréquentation reste cependant largement inférieure à celle de 2019, avec 50 millions de déplacements.

Le tableau ci-dessous détaille ces grands indicateurs par modes :

	Kilomètres	Evolution	Déplacements	Evolution	Voyages	Evolution
Tramway	5 106 300	+4,3%	24 499 389	+17,4%	40 581 192	+17,8%
Bus urbain	4 649 701	+1,5%	6 517 462	+21,8%	9 379 695	+20,8%
Bus suburbain	4 155 678	+6,5%	1 464 024	+42,4%	2 476 488	+41,1%
<i>Dont Transport à la Demande (TAD)</i>	653 485	+21,8%	66 722	+2,6%	97 260	+44,2%
Pénétrantes	0	0	96 554	-12,4%	172 422	-4,6%
TOTAL	13 911 680	+4,3%	32 577 429	+19,1%	52 609 797	+19,2%

(NB : un déplacement peut faire l'objet d'un ou plusieurs voyages, en cas de correspondance).

L'offre tramway concerne 37% de l'offre kilométrique mais 76% des déplacements, une proportion inchangée par rapport à 2020.

Comme en 2020, l'offre a été adaptée aux épisodes successifs de la crise sanitaire (horaires des couvre-feux notamment). Le démarrage des travaux de la ligne 5 de tramway ainsi que des coupures d'exploitation (platelage du viaduc Henri-Frenay) ont impacté les lignes de tramway et de bus urbains.

L'offre suburbaine régulière a été moins impactée par la crise sanitaire ; cependant les services éducatifs scolaires ont été fortement réduits, comme en 2020, et l'Amigo suspendu du fait de la poursuite de la crise sanitaire.

L'année 2021 est marquée par la mise en œuvre de la phase 2 de la gratuité, pour les Métropolitains de moins de 18 ans et de plus de 65 ans, à compter du mois de septembre. Sur les 4 derniers mois de l'année, près de 80 000 pass gratuits avaient déjà été distribués à ces nouveaux bénéficiaires (43 500 pour les -18 ans ; 36 500 pour les +65 ans).

B/ La qualité du service rendu aux usagers

1. Les effectifs

L'effectif de l'activité transport est de 1 052,2 équivalents temps pleins (ETP) pour la TaM, auxquels s'ajoutent 3,5 ETP du subdélégataire T3M et 159,16 ETP des sous-traitants. Au total, 1 214,88 ETP représentent l'effectif attribué à la DSP Transport, soit -13,6 ETP par rapport à l'année 2020.

En 2021, 30 embauches de conducteurs-receveurs en CDI ont été réalisés, ainsi que deux promotions internes de vérificateurs vers la conduite. Pour le Centre de Formations des Apprentis, la seconde promotion d'apprentis a validé l'ensemble des épreuves visées et 100% des apprentis ont validé un CDI TaM à l'issue de leurs deux premières années d'apprentissage. Une troisième promotion de 8 apprentis a débuté dans l'été 2021, cette fois pour une seule année liée exclusivement à la conduite (habilitations Tramway et Titre Pro Conducteur du Transports en Commun sur Route).

Au cours de l'année 2021, le dispositif de chômage partiel a été mis en place pour un total de 52 888 heures, un nombre en nette baisse par rapport à 2020 (95 083 heures) mais qui marque tout de même une persistance de la crise sanitaire, avec une forte hausse de l'absentéisme fin 2021 liée à la diffusion du variant Omicron.

Les charges communes des directions fonctionnelles de la société TaM sont réparties en frais de siège schématiquement à 92% dans l'activité transport et 8% stationnement (une fois déduits les montants forfaitaires définis pour les mandats et filiales), selon le contrat de délégation de service public transport.

2. Qualité de service

La qualité de service est évaluée au travers du suivi des réclamations clients et des incidents.

Sur l'année 2021, 2 222 réclamations (hors PV) ont été enregistrées et traitées, soit -42% ; au nombre de 1 272 en 2021, les réclamations pour PV sont en baisse également (-9%). La tarification, la ponctualité et les parkings d'échanges restent les principaux items.

Après une baisse constante entre 2014 et 2017 (de 1 713 à 1 014), le nombre d'incidents est reparti à la hausse en 2018 (1082) et 2019 (1116), marqués notamment par les tensions en lien avec les mouvements sociaux (retraites, gilets jaunes). L'année 2020 est en légère baisse avec 1 024 incidents, du fait d'une fréquentation réduite. Cependant, l'année 2021 est marquée par une très forte hausse et un retour à la situation de 2014, avec 1 715 incidents recensés. Tous les types d'incidents sont en hausse (incivilités, atteintes aux biens, atteintes aux personnes, atteintes au personnel).

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2021, le résultat s'élève à -2 498 K€, en hausse de +3,7 M€ par rapport à 2020 ; réparti pour -2 375 K€ à TaM et -122 K€ à T3M.

Le résultat 2021 intègre des reprises de provisions exceptionnelles pour 7 M€ (pour appel en 2020 le résultat incluait une indemnité forfaitaire de la Métropole de 7,48 M€).

Les produits s'élèvent à 94 335 K€ dont 70% proviennent du financement de Montpellier Méditerranée Métropole soit 65 M€ HT, et 30 % de recettes propres de la société TaM.

Les recettes propres se répartissent de la manière suivante :

- Recettes liées aux ventes de titres 25,3 M€ (96% TaM, 4% T3M) ;
- Recettes provenant des amendes 0,6 M€ ;
- Recettes parkings d'échanges 0,8 M€ ;
- Recettes publicitaires 0,3 M€ ;
- Recettes Velomagg 0,1 M€.

Le financement de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 65 M€ HT auquel s'ajoute 1,4 M€ de TVA soit 67 M€ TTC :

- Une subvention forfaitaire d'exploitation de 48,4 M€ (35,8 M€ TaM, 12,6 M€ T3M) ;
- Une subvention de Gros Entretien Réparation (GER) de 2 M€ ;
- Des compensations scolaires et sociales pour 8,3 M€ HT ;
- Des services éducatifs et occasionnels pour 0,8 M€ HT ;
- Des compensations gratuité pour 5,4 M€ HT ;
- Une indemnisation préjudicielle Covid-19 pour 0,45 M€ pour T3M.

A cela s'ajoute une subvention d'investissement de 80% des dépenses prévues au programme soit 4,6 M€.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 96 833 K€, en baisse de -5% par rapport à 2020. Elles se composent pour 57% des frais de personnels (56 M€) ; pour 30% des charges directes transport (29 M€) ; 8,6% des frais généraux.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 15 M€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, et un subventionnement à hauteur de 80% par la Métropole. Le programme contractuel prévoyait 10,1 M€ à fin 2021. Le délégataire a réalisé 9,7 M€ de dépenses à fin 2021, principalement sur l'entretien tramway (75%), les plateformes et appareils de voies (15%) mais également sur les parkings P+Tram, sur l'énergie et les systèmes ; soit 96% de réalisation du programme à fin 2021.

Le programme prévisionnel d'investissements (avenant 5) fait état de près de 57 M€ sur la totalité du contrat, 80% du programme est subventionné par la Métropole. A fin 2021, 19 M€ de biens de retour ont été mis en œuvre, dont 5,8 M€ sur 2021, principalement liés aux travaux de mi-vie des rames de tramway et aux travaux et remplacement de plateformes, d'appareils de voie et d'antennes.

IV) Conclusion et perspectives

La mise en place de la gratuité pour tous les habitants de la Métropole, accompagnée d'une politique très volontariste favorisant l'ensemble des alternatives au déplacement individuel en voiture, est un évènement majeur dans l'évolution du service public des transports qui permettra de réduire le nombre de voitures en ville.

Cependant la crise sanitaire, qui a fortement impacté le secteur des transports en 2020 et 2021, entraîne un changement durable des comportements avec l'essor du télétravail, du covoiturage ou du vélo. Si une reprise de la fréquentation des transports collectifs est notée en 2021, celle-ci reste largement inférieure à l'année 2019 et cette baisse pourrait être durable ; les années « *post-Covid-19* » seront porteuses de fortes incertitudes dans ce domaine, pour tous les réseaux de transport.

Les effets de la crise sanitaire pourraient néanmoins être contrebalancés, à la fois par la crise énergétique mondiale qui a émergé en 2022, la hausse des prix de l'énergie étant une incitation forte au report modal ; mais également par la montée en puissance de la gratuité des transports, évoquée plus haut, les deux premières phases produisant déjà des effets très positifs, notamment sur la mobilité des jeunes et des seniors.

Au-delà de la fréquentation, il conviendra d'apporter une vigilance particulière à l'évolution des coûts de l'énergie, qui font peser un risque sur les équilibres du secteur des transports.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif aux services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Environnement - Réseau public de distribution d'électricité et fourniture au tarif réglementé de vente - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT. A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession ENEDIS portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 2 décembre 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR, en date du 8 novembre 2022.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Energie (AODE) au niveau local.

Le service public concédé comprend :

- La distribution publique d'électricité réalisée à partir des réseaux en moyenne tension (HTA), postes de transformation HTA/BT, réseaux en basse tension BT, colonnes montantes, branchements individuels et dispositifs de comptage, qui sont la propriété de l'autorité concédante ;
- Et la fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente (TRV).

Il existe actuellement plusieurs concessions sur la Métropole :

- Sept contrats sont en gestion directe avec comme concessionnaire Enedis-EDF à savoir Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier dont l'échéance a été

prolongée jusqu'en juin 2022, ainsi que Pérols, ayant été renouvelés au cours de l'année 2022 en un unique nouveau contrat de concession ;

- Un service public en gestion directe avec des ouvrages de distribution exploités par la Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML), sur les secteurs « *Les Hauts de Massane* » et « *Rue Thériaque* » de Montpellier ;
- Un contrat est en gestion déléguée avec le Syndicat Hérault Energie, avec comme concessionnaire Enedis-EDF (vingt communes + deux communes via le SIERNEM lui-même adhérent à Hérault Energie), d'une durée de 30 ans et ayant pris effet au 1er juillet 2020 ;
- Un contrat est en gestion déléguée avec le Syndicat Hérault Energie avec comme concessionnaire CESML (deux communes), d'une durée de 30 ans et ayant pris effet au 1er juillet 2020.

Les concessions de distribution publique (Enedis et la CESML) et de fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente (EDF et la CESML) sont particulières dans la mesure où Montpellier Méditerranée Métropole est face à des concessionnaires qui sont en situation de monopole régulé.

De plus, c'est la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) qui fixe les tarifs des services concédés (« tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité » dit TURPE) et les « tarifs réglementés de vente » de l'électricité (TRV).

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau

Le nombre de clients de l'acheminement progresse de 2,3 % et s'élève à 235 795 clients en 2021 contre 230 483 en 2020. De même, le volume acheminé augmente de 5,8% et s'établit à 1635 GWh en 2021, contre 1541 GWh en 2020.

Le nombre de nouveaux raccordements est de 543 en 2021 contre 478 en 2020. Le nombre d'installations de production photovoltaïque raccordées au réseau public progresse de 12% avec 1650 installations photovoltaïques raccordées en 2021 contre 1452 installations en 2020.

Le déploiement du compteur numérique LINKY était prévu du 1er décembre 2015 au 1er juin 2019 avec un taux de réalisation de 96,8% à fin 2021 pour Montpellier.

Le réseau Haute Tension A (HTA) s'étend de 1,1% avec une longueur de 904 km à fin 2021, et composé à près de 97% de câbles souterrains. Il dispose d'une moyenne d'âge de 22,3 ans à fin 2021 soit +0,6 point par rapport à 2020. L'âge moyen des câbles souterrains d'ancienne technologie à isolation par papier imprégné d'huile (CPI) est de 48,9 ans pour les 61,6 km de linéaires restant à fin 2021 contre 62,8 km à fin 2020.

Le taux de renouvellement observé de 1,2% reste inférieur à la valeur théorique de 2,5% qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité de 40 ans.

Le réseau Basse Tension (BT) s'étend de 0,8% avec une longueur de 1543 km à fin 2021, enfoui à 80,1% (contre 79,8% à fin 2020) dont la moyenne d'âge est de 27,2 ans, hors linéaires non datés. L'âge moyen des réseaux aériens nus est de 47,7 ans à fin 2021.

Il subsiste notamment les linéaires BT souterrains d'anciennes technologies suivants : 80,6 km de câbles papiers CPI Cu-Al datés à fin 2021 contre 84,1 km à fin 2019 et 73,2 km de câbles synthétiques à neutre périphérique NP à fin 2021 contre 73,3 km à fin 2019.

Le taux de renouvellement observé de 0,8% est inférieur à la valeur de 2,5% qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité (40 ans pour l'aérien nu et le souterrain, 50 ans pour le torsadé).

B/ Principaux moyens mis en œuvre

A la maille des concessions sur le périmètre métropolitain, les investissements s'élèvent à 13,6 M€ en 2021 hors investissements concernant les postes sources. Le déploiement des compteurs Linky représente 1,357 M€ (8,4% du total). La modernisation du réseau (41,7%) est la principale source d'investissement suivi de près par les raccordements (40,4%). Il est constaté une hausse des investissements de modernisation, passant de 3,8 M€ en 2020 à 5,3 M€ en 2021 (hors Linky), on note encore une baisse de l'ordre de 20% par rapport à l'année 2019, notamment du fait de la crise sanitaire.

Compte tenu du contexte sanitaire encore prégnant sur l'année 2021, EDF a annoncé le 1er novembre 2021 la fin des coupures d'alimentation en électricité des usagers en situation d'impayés à partir de 2022 au-delà de la trêve hivernale.

EDF accompagne dans ce cas les usagers en difficulté et applique selon les foyers une puissance minimale garantie de 3 kVA ou 1 kVA tout au long de l'année dans l'attente de la régularisation de la situation.

C/ La qualité du service public

Le temps de coupure global auprès des usagers du service s'apprécie à travers le critère B. Il est en très légère hausse en 2021 à 26,2 min. Les incidents sur le réseau HTA restent la principale cause des coupures subies par les usagers (8,9 minutes soit 53% de la durée de coupure pour incidents). Les incidents sur le réseau BT représentent 7,1 minutes de coupures par client basse tension en 2021.

Le nombre de coupures longues (> 3 min) pour incidents (120) est en baisse depuis trois années consécutives, après le pic exceptionnel de 2018. Toutefois, on observe une dégradation tendancielle depuis 2011 (> 20%) à mettre en corrélation avec le vieillissement des ouvrages.

La qualité de fourniture s'apprécie également avec la tenue de tension et l'évaluation théorique du nombre de clients mal alimentés, qui est en hausse à 357 clients en 2021 contre 294 clients en 2020 à la maille des 7 communes. La tension n'est pas établie à partir de mesures mais d'un calcul statistique réalisé par le gestionnaire du réseau de distribution à partir de la base de gestion des ouvrages (GDO).

D) La grille tarifaire

La CRE établit les tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution pour 4 ans (TURPE), rémunération du coût de l'acheminement de l'électricité. C'est le principal revenu d'ENEDIS.

Le tarif n'est pas négocié au niveau du contrat, mais c'est un tarif unique pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation en électricité et les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé (péréquation tarifaire).

Le nouveau tarif d'utilisation des réseaux de distribution (TURPE 6 HTA-BT), adopté par délibération n°2021-13 de la CRE, qui s'applique à l'ensemble des gestionnaires de réseaux de distribution, est entré en vigueur au 1er août 2021. Il s'inscrit dans la continuité du précédent tarif tout en répondant aux enjeux prioritaires : réduction des délais de raccordement au réseau, hausse des raccordements de production d'électricité d'origine renouvelable, développement de la mobilité électrique et de l'autoconsommation modifiant profondément les flux sur les réseaux de distribution, maîtrise des investissements tout en optimisant le coût global de fonctionnement du réseau, maintien de la qualité d'alimentation en fiabilisant la mesure du temps de coupure par l'intégration des remontées de données provenant des compteurs numériques.

Les ministres de l'énergie et de l'économie ont décidé le 28 janvier 2021 d'augmenter les tarifs réglementés de vente d'électricité (TRV) du fait de : la hausse du coût d'approvisionnement en énergie et en garanties de

capacité (+0,7% TTC et +1,5% TTC), l'évolution des coûts de commercialisation d'EDF due aux effets de la crise sanitaire du Covid-19 (-0,2% TTC en résidentiel et +0,9% TTC en non résidentiel), du rattrapage de l'écart entre coûts et tarifs au titre des exercices 2019 et 2020 principalement dû aux effets de la crise sanitaire et à la hausse des impayés (+0,5% TTC).

Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2021, seuls les clients résidentiels, les propriétaires uniques et les syndicats de copropriétaires d'un immeuble à usage d'habitation, ainsi que les clients non résidentiels qui emploient moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes ou le total de bilans annuels n'excédant pas 2 millions d'euros, sont éligibles aux TRV.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

A noter, le compte de résultat d'ENEDIS n'est pas établi sur une comptabilité à la maille de la concession, les charges d'exploitation sont en grande majorité issues de clés de répartition.

Si la plupart des clefs sont simples (ex : nombre de clients, kWh distribués), celles afférentes aux importantes rubriques du personnel et du matériel (un quart du total hors réseau amont) sont composites, mêlant investissement, longueur de réseau et nombre de clients.

Le résultat comptable à la maille de la concession métropolitaine s'élève à 12,9 M€ en 2021 contre 15,1 M€ en 2020. La concession métropolitaine contribue à la péréquation tarifaire à la hauteur de 3,8 M€ en 2021 contre 9 M€ en 2020. Le résultat régulé, après contribution à l'équilibre, s'établit à 9,1 M€ en 2021 contre 6,1M€ en 2020, soit 11,9% du chiffre d'affaires pour l'année 2021.

Le chiffre d'affaires est en hausse de +6,5% et s'élève à 76,4 M€. Il se compose notamment des produits d'acheminement en forte hausse de 6,8% en 2021 par rapport à 2020 à 70,3 M€ du fait des hausses du tarif d'acheminement et de la rigueur climatique, ainsi que des contributions aux raccordements en légère baisse à 5,1 M€- en 2021 contre 5,7 M en 2020.

Concernant les charges d'exploitation, elles retrouvent un niveau un peu supérieur à 2019 à 74,7 M€ à la maille de la concession métropolitaine.

Le premier poste de charges est l'accès au réseau de transport RTE, correspondant au reversement à RTE de la part TURPE lui revenant. Une partie du chiffre d'affaires d'Enedis (environ 23,4%) ne fait donc que transiter par ses comptes et est issue d'une affectation par clef à la concession (consommations).

Le poste de dotations aux provisions, aux amortissements des ouvrages, aux provisions pour charges liées aux pensions, et aux risques et litiges, s'élève également à hauteur de 18,1 M€.

Les autres consommations externes représentent 11,6 M€ soit près de 16 % du total des charges; les charges de personnel s'élèvent à 8,4 M€, et sont en hausse de 5,6%. La redevance de la concession, au bénéfice de la Métropole, s'élève à 76 K€, soit 0,01% du chiffres d'affaires.

Deux textes, pris dans le sillage de la Loi Transition Énergétique pour une Croissance Verte de 2015, encadrent le contenu des informations comptables et financières qu'Enedis doit remettre aux concédants :

- Le décret 2016-496 du 21 avril 2016 traite du contenu des rapports annuels à la Collectivité ;
- L'arrêté NOR TRER2004607A du 10 février 2020 traite du contenu des fichiers d'inventaire.

Une convention de données a été signée entre la Métropole et Enedis le 30 septembre 2020 prévoyant la remise des informations détaillées.

Compte tenu de l'utilisation intensive de clés de répartition et des évolutions comptables relatives aux moyens mis en œuvre à l'échelle nationale, les comptes d'exploitation de la concession de la Métropole n'apparaissent pas comme, un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire.

IV) Perspectives

Après des négociations conduites en 2021 et 2022, Montpellier Méditerranée Métropole, Enedis et EDF ont signé le nouveau contrat de concession de la distribution publique d'électricité regroupant les 7 communes en gestion directe, pour une durée de 25 ans. Signé le 11 juillet 2022, le contrat est effectif depuis le 3 août 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire des 7 concessions de distribution publique d'électricité déléguée à Enedis et EDF au titre de l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Environnement - Réseau public de distribution de chaleur et de froid - Délégation de service public - Rapport Annuel du Délégué relatif à l'exercice 2021 - Examen

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP RMCF portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR, en date du 08 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 02 décembre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

La création de Montpellier Méditerranée Métropole par décret en date du 23 décembre 2014, a entraîné le transfert de la compétence communale relative à l'énergie, et le transfert du contrat de délégation historique entre la Ville de Montpellier et son délégataire la SERM.

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid est ainsi confié par la Métropole, dans le cadre d'une délégation de service public à la SERM. Le délégataire assure ainsi le développement, la construction et l'exploitation, de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

La SERM est une société anonyme d'économie mixte locale, dont la Ville est présidente, et est actionnaire majoritaire à hauteur de 41,38%, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (28,73%), de la Ville de Palavas-les-Flots (0,48%) et de partenaires privés (29,41%). La présidence de la SERM est assurée par Michael DELAFOSSÉ, et sa vice-présidence par Catherine RIBOT.

Le contrat de délégation de service public en date du 31 décembre 1986, a fait l'objet de plusieurs avenants dont une prolongation de durée qui en fixe le terme au 31 décembre 2030.

Le réseau public de chaleur et de froid se compose de onze sites de production : Antigone/Polygone, Odysseum/Hippocrate, Port Marianne, Les Grisettes, Universités, la Cité Créative, Beausoleil, Nouveau

Saint Roch, Cambacérès, La Motte Rouge et Hauts de Jausserand.

Tourné à l'origine vers les énergies fossiles (charbon, fuel domestique, gaz), le réseau urbain s'est orienté depuis 2007 vers les énergies renouvelables et de récupération non émettrices de gaz à effet de serre.

En 2021, un avenant n°6 a permis de procéder à l'actualisation des projets et des subventions relatives au plan quinquennal de travaux. Cet avenant emporte avec lui, l'ambition affichée de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Cette ambition est axée sur l'opportunité de créations de nouveaux réseaux plus innovants et augmentant le recours aux énergies renouvelables et de récupération. Le programme d'investissement prévoyait notamment la valorisation des eaux usées sur le quartier Beau Soleil, la récupération de chaleur et la production d'électricité photovoltaïque sur le quartier Nouveau Saint Roch, l'extension du réseau de chaleur bois de la Cité Créative vers le quartier Croix d'Argent et la création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Cambacérès, basé sur la valorisation de la géothermie sur nappe.

Cela conduit à l'étalement jusqu'en 2026, de la finalisation de la construction de ces réseaux en cohérence avec l'avancement des travaux Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid d'aménagement des quartiers.

Le nouveau réseau de chaleur devrait bénéficier de 45% de subvention.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

L'activité

Le réseau compte 252 abonnés en chaud et 101 abonnés en froid, pour un total de 24 221 équivalents logements ; soit environ 1,8 millions de m² de logements, bureaux, commerces, établissements de santé et d'enseignement.

En 2021, les ventes de chaleur sont nettement en hausse par rapport à celles de 2020 avec 127 GWh contre 107 792 MWh en 2020. Cette hausse globale de 18% suit l'évolution de la rigueur climatique (+13%) et reflète la montée en puissance des abonnés tels que sur les sites de la Clinique Beausoleil ou le Collège Joffre.

Les ventes de froid, à hauteur de 34 GWh, augmentent de 11% par rapport à 2020 après une baisse de 13% liées aux épisodes de confinement successifs des clients du secteur tertiaire et la fermeture des équipements publics.

Les ventes d'électricité à hauteur de 23 GWh, sont en baisse (3%) par rapport à 2020. Cette baisse est liée à l'arrêt fin janvier 2021 de la cogénération d'Antigone à la fin de son contrat de 12 ans. Toutefois, le niveau du marché de l'électricité étant assez élevé sur l'hiver, il a été décidé de relancer l'équipement en février 2021 pour continuer à vendre de l'électricité sur le marché libre et surtout disposer d'un complément de production de chaleur. L'été 2021 a été mis à profit pour mettre en place un nouveau moteur de puissance 1MW électrique et une chaudière gaz de 3MW pour compenser la baisse de puissance par rapport aux moteurs originaux (4 MW). Cette nouvelle installation a démarré au 1er février 2022 pour un contrat de rémunération d'une durée de 15 ans.

17 nouveaux contrats de raccordement ont été signés en 2021 (7 en fourniture de chaleur seule, et 10 en fourniture de chaleur et froid), pour une surface totale de 96 545 m².

La qualité du service public

Le réseau public de chaleur et de froid existant sur la ville de Montpellier présente d'ores et déjà un taux d'énergie renouvelable remarquable, comme en atteste la labellisation Eco-réseau de chaleur depuis 2018. En effet, sur les 9 sites de production du réseau urbain, présents dans plusieurs quartiers de Montpellier, la chaleur est produite à 69 % à partir d'énergies renouvelables, telles que la biomasse (61%), le biogaz (6%), la chaleur de récupération (2%), complétées par du gaz naturel (30%) pour l'appoint et le secours ainsi qu'un peu de fuel (0,4%). La validation d'un taux d'énergie renouvelable de plus de 50% depuis 2016 permet de faire bénéficier à l'ensemble des abonnés d'un taux de TVA réduit de 5,5 % sur la chaleur.

En 2021, 15 réclamations sont recensées, dont 14 relatives à la chaleur et 1 au froid. On constate un niveau stable des réclamations par rapport à 2020. Elles concernent essentiellement les installations secondaires en

chaleur qui sont sous la responsabilité des abonnés, ou des dysfonctionnements liés aux conditions d'exploitation des centrales de production.

La grille tarifaire

Pour 2021 et conformément aux dispositions des avenants n°2 et n°4 du contrat de Délégation de Service Public, le prix de vente évolue selon des coefficients pondérateurs au 1er juillet de chaque année.

Le tarif de vente de chaleur est en hausse de 27% en valeur HT de janvier 2021 à janvier 2022 du fait de la hausse très importante du marché de gaz, principalement liée, à ce moment-là, au redémarrage de l'économie mondiale après les périodes de confinements. Le mix énergétique renouvelable à 69% permet de limiter l'impact de la hausse du prix du gaz sur la facture des usagers du réseau public de chaleur.

Les tarifs de vente de froid sont en hausse de 4,6% entre janvier 2021 et janvier 2022. Cette hausse est due d'une part à l'augmentation du prix du gaz qui, bien que rentrant pour une très faible part (4%) dans la formule d'actualisation, impacte par sa hausse de 70% sur l'année ; d'autre part, l'eau, pondérée à 20% dans la formule, a augmenté de 5%.

Il est à noter que la formule d'actualisation du prix du froid en 2021 ne permettait pas de répercuter la tendance haussière du marché de l'électricité puisqu'elle ne prenait en compte que le tarif ARENH (Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique).

A noter, l'actualisation de la formule de tarifs pour la période 2022 dont l'avenant n°8 fait l'objet.

Pour 2021, la facture moyenne pour chauffer et produire de l'eau chaude sanitaire d'un logement type de 65 m² était de 37,01 € TTC par mois.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2021, le résultat net global à la clôture de l'exercice (après IS et épargne salariale) atteint 4 325 K€ contre 756 K€ en 2020, en progression de 3 569 K€ soit +472 %. Cette forte progression s'explique par une rigueur climatique plus importante, une hausse du nombre de bâtiments raccordés ainsi qu'un effet prix dû aux fortes augmentations du coût de l'énergie.

Le résultat courant avant impôts s'élève à 1 422 K€ contre -976 K€ 2020.

Le résultat financier s'élève à -358 K€ et s'améliore de +29 K€.

Le résultat exceptionnel de 3 846 K€ progresse de +1 562 K€ soit +68 %, ce dernier est essentiellement lié aux nouveaux droits de raccordements sur le réseau (en progression de + 85%).

Le résultat d'exploitation s'élève à 2 430 K€ en 2021 contre -608 K€ en 2020 et 1 260 K€ en 2019, en forte progression de +3 M€ par rapport à 2020.

Les produits d'exploitation à 18 878 K€ contre 16 374 K€ sont en hausse de +15% par rapport à 2020 (2,5 M€).

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2021 est en effet en hausse et atteint 17 914 K€ contre 14 598 K€ en 2020, (+23%), expliqué par la hausse de +20% des ventes aux abonnés (soit +2 228 K€).

Les ventes de chaleur, représentant 56% du chiffre d'affaires, sont en hausse de +23 % soit 1 904 K€ passant de 8 209 k€ à 10 113 k€ en 2021, et s'expliquent par l'effet année pleine des mises en service, et favorisées par la forte augmentation de la composante Gaz dans la constitution des tarifs de vente.

Les ventes de froid représentant 21 % du chiffre d'affaires progressent de +10 % soit 324 k€ passant de 3 410 k€ à 3 734 k€ en 2021.

Les ventes d'électricité, représentant 22% du chiffre d'affaires, sont en hausse de +34% (soit +1 022 K€) avec 23 901 MWh en 2020 contre 23 147 MWh produits en 2021. Les fortes variations observées sur les marchés de l'énergie ont porté à la hausse les ventes d'électricité.

Les charges d'exploitation de 16 451 K€ sont en baisse de - 3 % soit -531 K€ par rapport à 2020.

Les achats d'énergie et fluides s'élèvent à 7 902 K€ contre 7 045 K€ et progressent de +12% soit 856 K€. La progression des achats de bois à hauteur de +516 K€ (soit +24%). Cette hausse s'explique par le poids du bois dans le mix énergétique utilisé et par l'augmentation de chaleur livrée des abonnés.

Les achats de gaz et d'électricité progressent à hauteur de +346 K€ (soit +8%), soit 40 % de l'augmentation des achats d'énergie, conséquence notamment de la hausse des coûts de l'énergie (électrique) et des volumes vendus. La maîtrise des achats de gaz encadrée par une renégociation des contrats d'achats a permis de limiter l'augmentation sur la hausse des achats de gaz.

Les charges d'exploitation techniques à hauteur de 2 143 K€ diminuent de -2% soit -55 K€ liée à des renégociations et une maîtrise des contrats de sous-traitance.

Le montant de la redevance versée à la Métropole s'élève à 365 K€ (2,1% du CA HT).

En 2021, le budget pour l'entretien revient à un niveau classique après la révision des installations de cogénération du Polygone. Le poste entretien et réparation et gros entretien s'élève à 437 K€ contre 710 K€ en 2020.

Le coût des frais de personnel et des charges de structure est de 1 537 K€ en 2021 contre 1 410 K€ en 2020, soit une hausse de +9 %, avec une augmentation du personnel affecté à la DSP (11,88 ETP contre 9,44 en 2020).

Concernant les investissements du plan quinquennal 2017-2021, 21,946 M€ de travaux ont été engagés à fin 2021 soit 62% des prévisions relatives à l'avenant 6. 50% de ces investissements ont bénéficié au réseau existant (Antigone/polygone, Les grisettes, Port Marianne), 23% sur les nouveaux réseaux dont 30% pour le réseau Beausoleil.

En cumulé, 60% des dépenses prévues à l'avenant 6 ont été réalisées à fin 2021, soit 13 095 K€.

En effet, on note un retard sur le démarrage des investissements des nouveaux réseaux liés notamment au décalage des projets d'aménagements concernant l'adaptation de certaines ZAC (Cité créative, Beausoleil, Nouveau Saint Roch). Le projet de cogénération des Grisettes a été abandonné par manque de rentabilité.

Le montant des investissements mis en service en 2021 s'élève à 1 334 K€ avec des subventions qui s'élèvent à 474 K€. Ces investissements portent sur les quartiers Antigone, Beau Soleil, Cité créative, Les Grisettes et Port Marianne, conformément à la réalisation du plan quinquennal des travaux.

IV) Conclusion et perspectives

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire et des périodes de confinement, l'année 2021 revient sur des standards de consommation d'énergie plus classique. Le réseau de chaleur et de froid continue à se densifier avec le raccordement de nouveaux immeubles ainsi que la mise en service de deux réseaux, Beausoleil et Nouveau Saint Roch, basés sur la récupération d'énergie.

Le développement va se poursuivre avec l'adoption du plan quinquennal de travaux 2022-2026 avec notamment la création des centrales de productions de la Cité créative ou des Hauts de Jausserand.

De plus, le classement du réseau de chaleur qui rend obligatoire, à partir de 2022, le raccordement des bâtiments neufs ou rénovés à celui-ci, va contribuer à augmenter le recours aux énergies renouvelables sur le territoire.

Par ailleurs, avec la reprise économique mondiale qui a débuté fin 2020, le prix des énergies a commencé à augmenter. Cette tendance s'est considérablement accentuée avec le début du conflit Russe en Ukraine ce qui aura un impact notable à minima en 2022 et 2023. Cela pousse davantage à encourager le recours aux énergies renouvelables afin de limiter la hausse pour les abonnés du réseau de chaleur et de froid.

La progression des ventes 2022 en € (+9% sur les abonnés et +26 % avec les ventes d'électricité) masquent une diminution des volumes de chaud (-2%) et d'électricité (-13%) par rapport à 2021. Les volumes de ventes de chaleur semblent impactés de - 2 %. Les prévisions d'atterrissage en terme de chiffres d'affaires abonnés seraient toutefois préservées à hauteur de 15 M€, soit en progression de +9 %. Les droits de

raccordements sont prévus en légère baisse de -343 K€ et représentent 46% du résultat avant impôts. La redevance est prévue à la hausse de 45 % en 2022 soit 163 K€ suite à la hausse du taux de redevance passant de 3% à 3,5% des recettes abonnés.

Concernant les investissements, un avenant n°7 a été signé en mars 2022 ayant pour objets :

- D'acter le classement automatique du réseau de chaleur à compter du 1^{er} janvier 2022 ;
- De faire le bilan financier des investissements réalisés au titre du plan quinquennal 2017-2021 ;
- De valider le plan quinquennal des investissements 2022-2026 qui acte le report de travaux liés à la crise sanitaire et approuve la poursuite des raccordements sur les réseaux existants ainsi que la création d'un réseau de froid, en complément du réseau de chaleur déjà approuvé, sur la ZAC Cité Créative pour alimenter des programmes de bureaux.

Le montant des investissements prévus sur la période 2022-2026 est de 30,883 K€ lors de l'avenant n°7, et a été mis à jour avec l'intégration des travaux nécessaires dans le cadre de la continuité de l'exploitation de la chaufferie des Universités, portant le montant prévisionnel des investissements à 32 083 K€

Les réseaux de chaleur de la Métropole connaissent un fort niveau de développement avec :

- Le lancement de la construction de la centrale géothermique de Cambacérès fin 2022 ;
- La mise en service de la chaufferie bois de la Cité Créative /Croix d'Argent fin 2022 ;
- Le renouvellement du contrat de l'Université de Montpellier pour la chaufferie de la Motte Rouge à partir du 1^{er} janvier 2023 ;
- Les études en cours sur le développement du réseau au Nord de Montpellier ainsi que la ZAC Restanque.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Environnement - Réseau public de distribution de gaz - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession de distribution de gaz naturel portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR en date du 8 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 2 décembre 2022.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue responsable du service public de distribution d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « *d'autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Energie* » (AODE). Ainsi, la compétence de distribution publique de gaz a été transférée des communes vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux.

La distribution existante de gaz naturel est en situation de monopole régulé en France. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès à ce réseau. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français.

GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

Il existe actuellement 24 contrats de concession entre GRDF et Montpellier Méditerranée Métropole.

- 1 commune n'est pas desservie en gaz, il s'agit de Montaud ;
- 7 des 30 communes desservies avaient délégué au Syndicat Hérault Energies (SHE) leur pouvoir d'autorité concédante. Au 1er janvier 2015, le contrat regroupant ces 7 communes (Beaulieu, Cournonsec, Grabels, Restinclières, Saint-Bres, Saint Georges D'orques, Sussargues) a été transféré de Hérault Energies à la Métropole ;
- Pour les 23 autres communes, les contrats de concession communaux avec GRDF ont été transférés à la Métropole.

Les dates d'échéances de ces contrats s'échelonnent de 2022 à 2044. Par la délibération n°M2021-282 du 07 juin 2021, le Conseil de Métropole a souhaité proroger les contrats de concession de la distribution publique de gaz sur les communes de Clapiers, Fabrègues, Lattes, Montpellier, Saussan et Vendargues jusqu'au 31 décembre 2022.

II)Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau

Le nombre total de clients est de 90 754 sur le territoire de la Métropole dont 61 950 sur la Ville de Montpellier. 96,9% des clients sont résidentiels et représentent 54,8% des consommations de gaz. Le nombre de clients se maintient depuis 2019. La répartition des clients par secteur d'activité est à présent fiabilisée à la suite d'une modification récente souhaitée par le ministère de la Transition Ecologique. Elle concerne les chaufferies desservant l'habitat collectif, les réseaux de chaleur et certains clients tertiaires voire industriels qui sont à présent affectés au secteur « *industrie* » contre « *résidentiel* » auparavant. Cette modification a conduit en 2021 au doublement du nombre de clients de la catégorie « *industrie* » (+ 97,6%).

Les évolutions des clients de la concession de la Métropole montrent :

- Une progression importante du nombre de clients sur les secteurs de Saint Jean De Vedas, Restinclières et Villeneuve-Lès-Maguelone ;
- Une baisse de 360 clients sur la commune de Montpellier, dont une majorité de clients résidentiels dans un contexte où le chauffage individuel gaz est en léger retrait pour les particuliers.

L'évolution des consommations pour l'exercice 2021 est en augmentation de 97 GWh sur la Métropole. Cette tendance doit cependant être modérée à cause des températures observées cet hiver qui ont été plus proches des normales que celles de 2020.

Concernant les prestations réalisées auprès des usagers, le nombre de mises en service est stable en 2021 et les changements de fournisseurs marquent le pas avec une diminution de 10% en 2021.

Sur l'ensemble des concessions, 91 079 compteurs communicants ont été installés depuis le début du déploiement soit 98,2% du parc au 22 septembre 2022. Le taux d'accessibilité des compteurs domestiques et industriels est de 92,6 % et continue de s'améliorer. A cette échéance, le concessionnaire a enregistré 372 refus soit 0,4% du volume de compteurs communicants installés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce taux est légèrement inférieur à la moyenne nationale (0,5%). Le concessionnaire n'a pas encore défini, à ce stade, les modalités de traitement de ces futurs clients atypiques (auto-relevé, facturation de la relève, prise en compte des coûts dans le tarif, ...)

Les compteurs, les postes de livraison clients et les postes biométhane sont considérés et immobilisés comme des biens de retour de la concession au même titre que les canalisations, les branchements, les ouvrages de branchements collectifs, et les postes de détente réseau. Par contre, le système informatique et les concentrateurs restent considérés comme des biens propres de GRDF.

Les principales caractéristiques du réseau de distributions de gaz sont les suivantes :

- 55 postes de détente, en diminution depuis 2018, résultat d'une politique volontariste du concessionnaire qui vise à diminuer les linéaires de canalisations basse pression et donc le nombre de poste de type MPB/BP ;
- 1 477 Postes de livraison client dont 127 sont la propriété des clients et ne sont pas considérés comme des biens de retour de la concession ;
- 1 843 robinets de réseau dont 1 079 utiles à l'exploitation et donc concernés par la maintenance du concessionnaire. La répartition par classe de sensibilité des robinets utiles à l'exploitation n'est pas partagée par GRDF ;
- 8 740 branchements collectifs qui desservent 76 724 branchements particuliers en immeuble ;
- 1 411 km de canalisations dont 1405 km alimentés en Moyenne Pression et 5 693 mètres alimentés en Basse Pression en baisse constante depuis 2018. La moyenne pression (MP) permet de disposer d'une capacité de desserte plus importante. La résorption du réseau basse pression (BP) est envisagée pour partie, en accompagnement des opportunités de travaux sur la voirie, elle se poursuit en 2021.

Si les nouveaux branchements individuels de gaz sont cartographiés depuis 2012, GRDF n'a pas constitué d'inventaire technique des branchements d'immeubles individuels en exploitation. Ces branchements apparaissent sur la cartographie grande échelle et fournie aux prestataires de travaux dans le cadre de leur demande de DICT (Déclaration d'intention de commencement de travaux). Un axe de progrès attendu serait le complément de l'inventaire pour ces branchements individuels et la fourniture d'une cartographie des branchements individuels répertoriés.

Le réseau de gaz est relativement jeune (environ 27,9 ans), toutefois il subsiste des portions en cuivre (80 ml) ainsi que des branchements et conduites d'immeubles en plomb qui nécessitent la programmation d'un renouvellement. Cette valeur doit être pondérée par une ancienneté moyenne des tronçons basse pression qui atteint 42 ans et même 52 ans pour les tronçons basse pression acier.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

En 2021, 7,6 M€ ont été investis sur l'ensemble du territoire de la Métropole, avec :

- 642 K€ pour la mise en place de compteur communicant GAZPAR ;
- 3,4 M€ pour la modernisation des ouvrages ;
- 913 K€ pour le développement ;
- 1,3 K€ pour le déplacement d'ouvrages ;
- 1,4 M€ pour d'autres investissements dont le Système Informatique.

A noter cependant une baisse importante des investissements prévisionnels de modernisation des ouvrages portés au CRAC sur la période 2022-2024. Ces investissements passeraient de 2,9 millions à 650 000 €. Les investissements du concessionnaire ont été importants ces dernières années en vue de réduire les linéaires de canalisations en cuivre, en fonte ductile, la basse pression et les branchements collectifs en plomb. Malgré ces réels investissements, il semble important d'ajuster au mieux les prévisions futures de modernisation des ouvrages et les renouvellements associés. Ce point doit être abordé dans le cadre du renouvellement du contrat de concession.

Au cours de l'année, les arrêtés du 04 mars 2021 et du 6 décembre 2021 ont fait évoluer les modalités de surveillance des ouvrages gaz en modifiant l'arrêté du 13 juillet 2000. Ces évolutions n'ont que peu impacté la politique de maintenance du concessionnaire qui avait intégré, par anticipation, dans ses propres gammes ces nouvelles dispositions.

Le programme de maintenance réalisé par GRDF est le suivant :

- 404 kms de réseau surveillés pour 317 programmé (127%) ;
- 27 postes maintenus pour 27 programmés (100%) ;
- 767 robinets de réseau contrôlés pour 762 programmés (100%) ;

- 1 528 robinets collectifs visités pour 1 245 programmés (123%).

Ce programme de maintenance a permis de détecter 57 fuites sur l'ensemble du périmètre. La recherche systématique de fuite, à pied ou en voiture a permis de détecter 12 fuites dont une sur le réseau.

L'intégralité des équipements des protections cathodiques ont été inspectés en 2021. Aucune non-conformité n'a été identifiée sur le territoire de la Métropole.

A noter que, pour l'ensemble des ouvrages, les données transmises par le concessionnaire ne permettent pas de contrôler que les fréquences de maintenance réglementaire sont respectées. La mise à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole, des interventions de maintenance associées au numéro d'identification unique des ouvrages, permettrait de garantir le respect des périodicités de maintenance.

C/ La qualité du service public

En matière de distribution de gaz, une sensibilité accrue concerne la sécurité des personnes.

Le nombre total d'incidents s'élève à 1 014 en 2021, sur les ouvrages exploités par GRDF, en amélioration par rapport à 2020 (1 038), notamment liée à la baisse du rythme de renouvellement des compteurs. En effet, le programme national de remplacement a permis de détecter et traiter des micro fuites, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter proportionnellement le nombre d'incidents déclarés par rapport aux années antérieures.

En 2021, 99,5% des interventions de sécurité gaz ont été réalisées en moins de 60 minutes sur le territoire de la Métropole. L'analyse des 5 interventions de sécurité réalisées hors délais en 2021 sur le périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole, a été présentée. La cause majoritaire de retard est la circulation routière. Toute intervention Sécurité réalisée dans un délai supérieur à 60 minutes fait l'objet d'une fiche d'analyse et d'un retour d'expérience des équipes du concessionnaire.

31 dommages aux ouvrages des concessions sont à déplorer dans le cadre de travaux réalisés par des tiers, dont 20 situés sur la commune de Montpellier. Une convention sécurité industrielle a été signée en 2017 afin de réaliser des actions de sensibilisation pour diminuer ce type d'incident. Les actions du concessionnaire à destination des entreprises se poursuivent. Un échantillon de 15 dommages a été analysé par le concessionnaire dans le cadre du contrôle de concession. Sur l'ensemble de l'échantillonnage :

- 14 dommages aux ouvrages auraient pu être évités si les dispositions du Dispositif Anti Endommagement avaient été correctement appliquées : marquage piquetage et respect des méthodes douces dans le fuseau d'incertitude ;
- 1 dommage survenu le 08/03/2021 – chemin des Baumes à Montferrier-sur-Lez était consécutif à l'absence du branchement sur la cartographie de GRDF.

A noter qu'aucun incident qualifié de majeur n'a eu lieu sur le périmètre de la Métropole en 2021.

La mesure de la satisfaction des clients est réalisée à la maille concession pour la prestation « *Raccordement dans les délais (hors urgent)* » ; elle est de 97,2%.

En 2021, les clients ont effectué 483 réclamations, chiffre stable par rapport à 2020, dont 207 (43%) pour des problématiques de comptage. Le thème associé, « retard ou absence de publication de relevés périodiques » représente la moitié des demandes (95 réclamations), elles tendent à diminuer puisque le déploiement du compteur communicant se termine. Le concessionnaire semble avoir solutionné en partie ses problèmes de chaîne communicante et de publication d'index auprès des fournisseurs.

Les taux de réponses dans les délais aux réclamations ont évolué à la baisse entre 2020 et 2021 :

- Réclamations en provenance des fournisseurs (réponse sous 15 jours) : 93,9% (-1,2 pts) ;
- Réclamations en provenance des clients (réponse sous 30 jours) : 93,3% (-2,7 pts).

Le retour à des taux de réponse satisfaisants comme observés au cours des trois derniers exercices peut constituer un objectif fort pour GRDF en 2022. La maîtrise totale de l'utilisation du nouvel outil de traitement des réclamations EPOD mis en service en 2021 et la fin du déploiement du compteur communicant devrait contribuer largement à l'amélioration de la situation.

D) La grille tarifaire

Le modèle économique de GRDF est régi par le principe de la péréquation tarifaire. La CRE (Commission de régulation de l'Energie) détermine, par délibération, un revenu autorisé qui permet de couvrir l'ensemble des charges supportées par GRDF pour réaliser sa mission d'opérateur de réseau gaz. Le revenu autorisé couvre ainsi les charges d'exploitation, les charges d'investissements et la rémunération du concessionnaire.

Ainsi le tarif d'accès des tiers au réseau de distribution de gaz naturel (ATRD 6) est entré en vigueur au 1er juillet 2020. Ce tarif est ensuite révisé annuellement. Au 1er juillet 2021, il a augmenté de 0,70%. La part distribution représente en moyenne 26% de la facture type d'un client résidentiel.

L'évolution tarifaire tient compte :

- De la variation de l'indice des prix à la consommation prévisionnelle pour l'année 2021 (IPC) prévue par la loi de finances pour 2021 qui est de + 0,6 % ;
- Du facteur d'apurement du solde du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) de + 2 %, dû notamment à la forte baisse de la consommation de gaz en 2020, qui conduit à un rattrapage de revenu pour GRDF ;
- Du facteur d'évolution annuel de - 1,9 % prévu par le tarif ATRD6 sur la période 2020-2023.

III)Présentation et analyse du compte rendu financier

La présentation du compte de résultat de la concession résulte de la déclinaison des principes de calcul du tarif par la CRE. Il s'agit donc d'une image déduite du modèle national et non d'un compte de résultat basé sur des données comptables réelles. Le compte d'exploitation de la concession est donc reconstitué par le biais d'un système complexe de clés de répartition.

Ainsi les produits sont natifs car directement issus de l'activité du concessionnaire au périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Les recettes d'acheminement sont directement issues des recettes du concessionnaire (abonnement, consommation). Il convient néanmoins d'être vigilant car elles sont artificiellement augmentées par la perception du terme Rf (rémunération fournisseur), payé par les usagers à GRDF et redistribué a posteriori aux fournisseurs. Le terme Rf représente les contreparties financières versées par GRDF aux fournisseurs pour rémunérer la gestion clientèle effectuée par ces derniers pour le compte du distributeur ;
- Les recettes des prestations complémentaires sont issues des raccordements et autres travaux réalisés par le concessionnaire et perçus auprès des clients.

Exceptées les redevances et les impôts et taxes, l'ensemble des charges d'exploitation sont affectées à la concession par le biais de clé de répartition. Les clés de répartition utilisées et les assiettes de calcul ne sont pas transmises par GRDF aux autorités concédantes. Les charges de commissionnement représentent les contreparties financières versées par GRDF (Terme Rf) aux fournisseurs pour rémunérer la gestion clientèle effectuée par ces derniers pour son compte.

Les comptes de la concession exprimés dans les rapports ne permettent donc pas de porter une appréciation sur le niveau réel de la rentabilité de la concession.

En 2021, le montant total des recettes perçues est de 23,0 M€ dont 21,8 M€ pour les recettes liées à l'acheminement du gaz naturel (représentant 94,8% des recettes). Seuls les produits sont considérés comme

natifs, toutes les charges, exceptés les impôts et taxes, sont issues de clé de répartition au niveau national, régional, infrarégional et local.

En 2021, le montant total des charges est de 24,8 M€ dont 12,9 M€ pour les charges de l'activité exploitation.

Concernant les charges de personnel, représentant 46% des charges totales, celles-ci sont sujet à des fluctuations d'une année sur l'autre. A noter que l'organisation régionale de GRDF peut être modifiée, impactant la plupart des agences à maille d'intervention régionale, ce qui peut modifier significativement les répartitions financières. Par ailleurs, la seule charge native des concessions locales sont les redevances de concession. Le montant annuel pour Montpellier Méditerranée Métropole est de 285 K€ pour 2021.

La redevance R1 est une redevance de fonctionnement, ayant pour objet de financer les dépenses annuelles de l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission de contrôle de l'exécution de la concession, conseils aux usagers, conciliation en cas de litige entre les consommateurs finals et le concessionnaire, etc. La redevance d'occupation du domaine public (RODP) est versée par le gestionnaire de réseau à la Métropole doté de la compétence voirie en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz. Toutes les autres charges sont déduites via l'application de clé de répartitions sur les données nationales.

Les comptes ne constituent donc pas un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire ni d'analyse de la rentabilité de la concession. On évoquera toutefois l'affichage d'un résultat en déficit de 1,9 M€, par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie de la solidarité nationale à hauteur de 3,8 M€.

IV) Conclusion et perspectives

Le réseau de distribution public de gaz, présent sur 30 communes de la Métropole, est un outil relativement jeune et fiable excepté pour certains matériaux pour lesquels la durée de vie technique normative (acier post 1980 – 55 ans) est proche de l'ancienneté moyenne. Il serait d'ailleurs souhaitable que les durées de vie techniques normatives et leur évolution éventuelle soit transmises dans les comptes rendus annuels.

De plus, l'exigence en matière de sécurité vis-à-vis des personnes est un souci permanent de GRDF.

Néanmoins le suivi des indicateurs de surveillance et de maintenance des ouvrages concédés, pourrait être amélioré avec la transmission des taux de surveillance réglementaires des robinets, des postes de détente et des branchements collectifs, ainsi que les identifiants des ouvrages en retard de surveillance, tels que le prévoient la dernière mise à jour du Règlement de Sécurité de la Distribution du Gaz (RSDG) n°14. Le concessionnaire pourrait utilement compléter, pour les incidents sur les canalisations et les branchements, la liste des incidents transmise avec les éléments suivants : type de fuite tel que défini au RSDG n°14, matière de l'ouvrage en défaut et année de mise en service.

Un point de vigilance est la baisse probable des consommations de chauffage sur le territoire. Les dispositions de la RE2020 ne favorisent pas le placement du gaz dans les logements neufs des particuliers, et impose, à terme, un développement axé principalement vers les industriels et les immeubles collectifs. La perspective d'une augmentation durable des prix de l'énergie et la fin des tarifs réglementés ne semble pas être favorable au gaz naturel. Ces incertitudes pourraient entraîner une baisse de recettes qui viendrait dégrader le résultat d'exploitation de la concession. Toutefois, compte tenu de la méthode économique utilisée pour établir le compte d'exploitation, la Métropole n'a pas la possibilité de connaître le réel équilibre économique en lien avec son territoire.

La pérennité du réseau reste un enjeu majeur dans le contexte de transition énergétique autour de la mobilité décarbonée avec le développement du BioGNV (Gaz Naturel Véhicule). Le potentiel de biogaz injectable au

niveau de la région Occitanie est important et les capacités de production pourraient quadruplées à fin 2025. Par ailleurs, les procédés du type pyrogazeification et power to gas, qui sont actuellement en développement, permettront de se rapprocher du scénario 100% gaz renouvelable.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole poursuit la négociation du nouveau contrat de concession, qui permettra, en partenariat avec GRDF, d'intégrer dans sa transition énergétique un mix gazier renouvelable visant à atteindre la neutralité carbone en 2050.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du compte-rendu annuel des 24 concessions de distribution publique de gaz déléguée à GRDF au titre de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Environnement - Unité de Méthanisation AMETYST - Délégation de Service Public du traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit faire l'objet d'un examen du délégant.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Ametyst portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- L'intégration des principaux éléments au sein de la présentation du Rapport Public sur la Qualité de Service (RPQS) examiné en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Mme Michèle CASSAR, en date du 17 mai 2022 ;
- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 13 Octobre 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes (CCC), présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 18 Octobre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation de service public a pris effet à la date du 1er janvier 2015, pour une durée de 10 ans. La Métropole de Montpellier a confié à la société AMETYST l'exploitation de l'unité, à charge pour elle d'y réaliser, à ses frais et risques, et sous sa maîtrise d'ouvrage, les équipements complémentaires permettant d'améliorer les performances de l'unité. L'année 2021 est la septième année d'exploitation par la société AMETYST de l'usine éponyme de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés et des biodéchets, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique, propriété du délégant.

Le délégataire est la société dédiée NOVERGIE, filiale détenue à 100% par le Groupe Suez Environnement, dont le nouveau président Stéphane BARTHE, remplaçant Monsieur ROGARI, a été nommé en 2020. Les capitaux propres de la société se situent à hauteur de 2 831 K€ au 31 décembre 2021 contre 2 503 K€ au 31 décembre 2020.

Un avenant n°1 a été conclu le 19 avril 2018, ayant pour objet d'intégrer les évolutions de prestations ou des conditions d'exécution des prestations occasionnant des variations de recettes et dépenses, concernant notamment le tarif de rachat du kWh d'électricité issu de méthanisation qui a bénéficié d'une augmentation prise en compte dans le calcul des redevances au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Cet

avenant prévoyait également de réviser le contrat par avenant avant la fin du premier semestre 2019 afin d'intégrer les conséquences de la fermeture de l'ISDND de Castries sur les modalités de traitement pour les 42 000 tonnes/an de refus relevant du délégant.

L'avenant n°2, signé le 27 juin 2019, intègre donc dans la perspective de la fermeture de l'ISDND de Castries et de la fin du contrat de traitement de ses refus sur l'Unité de Valorisation Énergétique de Lunel-Viel, la modification des modalités de rémunération du transport des refus. La redevance de traitement « Refus », destinée à rémunérer AMETYST pour le transport des refus imputables à Montpellier Méditerranée Métropole vers ces deux installations est supprimée et Montpellier Méditerranée Métropole assume désormais intégralement le transport et le traitement des refus qui lui incombent vers les installations qu'elle désigne.

L'année 2021 n'a pas été marquée par un événement majeur relatif à la vie du contrat.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

La société Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole de Montpellier, par valorisation organique et énergétique (cogénération thermique et électrique par combustion du biogaz issu de la méthanisation par digestion des déchets ménagers fermentescibles).

Le délégataire a assuré en début de contrat les missions de conception, réalisation et financement de travaux permettant de réduire le taux de refus par la valorisation de sous-produits, la valorisation de compost et l'amélioration du traitement des biodéchets ainsi que la conception et la réalisation d'une station de prétraitement pour les effluents liquides excédentaires du site.

En janvier 2021, a été démarrée la « ligne verte » de l'unité Ametyst, consistant à composter directement les biodéchets issus des collectes en porte, en vue de la production d'un compost de qualité comparable au label compost bio. 1 528 T ont ainsi été produites en 2021.

Complémentairement, Ametyst a traité 128 480 T en 2021 contre 125 109 T en 2020 et 124 952 T en 2019 pour une capacité totale de l'usine de 140 000 T, soit une hausse de 2,7 % par rapport à 2020.

Concernant les biodéchets, AMETYST a traité 1 891 T en 2021 pour 1 753 T en 2020 et 1 682 T en 2019, en hausse de 71 T par rapport à 2020 (8%), mais qui reste inférieur au tonnage du compte d'exploitation prévisionnel contractuel (- 5370 T soit -74%).

Les déchets tiers, issus des collectes hors du service public de gestion des déchets assuré par la Métropole, complètent les tonnages admis sur l'usine. Ainsi, en 2021, ce sont 8 103 tonnes traitées sur Ametyst, en hausse par rapport à 2020 (+28%).

Au total, en 2021, AMETYST a donc traité 138 474 T de déchets soit +4% par rapport à 2020, après une baisse constatée en 2020 de - 6% par rapport à 2019, du fait de l'épidémie de Covid-19.

La société assure également la gestion des sous-produits à savoir la valorisation des composts, métaux ferreux et non ferreux, refus à Haut Pouvoir Calorifique et autres.

La mise en service de l'ultracriblage début 2016 a répondu à l'objectif d'accroître significativement la production de compost issu du tamisage fin, qui a atteint 39 303 T en 2021 en hausse de +18% par rapport à 2020. Celui-ci est actuellement valorisé en agriculture ou en aménagement paysager. Le process développé sur Ametyst ne permettra toutefois plus la valorisation de ce compost dans le cadre des nouvelles évolutions réglementaires en cours. La fraction organique grossière est quant à elle stabilisée avant d'être acheminée en installation de stockage de déchets non dangereux.

Après lavage et compression, le biogaz issu de la digestion et méthanisation des déchets ménagers est valorisé en énergie dans trois groupes de cogénération :

- En électricité réinjectée sur le réseau, soit 20,697 millions de Kwh en 2021 (+5%)
- En chaleur utilisée dans l'enceinte de l'unité pour les besoins du process, soit 3 881 Kwh en 2021
- En chaleur utilisée par la SERM pour le réseau collectif de chaleur et de froid de la ZAC des

Grisettes et de la clinique Saint Roch, soit 10 737 Kwh en 2021. La ZAC a obtenu le label Ecoquartier notamment grâce à son alimentation en énergie verte.

La valorisation du métal non ferreux augmente légèrement avec 837 T extraites en 2021, soit 0,6% du tonnage entrant. La valorisation des métaux ferreux diminue de -12% avec 1 193 T.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

Au niveau des effectifs, la société compte 51 ETP au 31 décembre 2021, inchangé par rapport à 2020.

La refonte du réseau de valorisation du biogaz en 2020 a permis d'en faciliter sa maintenance et sa surveillance, celui-ci étant désormais positionné en toiture, et accessible par une passerelle de circulation. Les nouvelles torchères à haut rendement permettant par ailleurs d'accroître le niveau de sécurité de l'installation.

La performance de captation des flux matière s'est considérablement améliorée. En particulier, le taux de production de compost contractuel fixé à 18% est dépassé, atteignant 21%, et le taux global de valorisation s'établit à 31%. Le taux de réduction des déchets, comprenant la valorisation matière et la part de la matière organique non synthétique valorisée sous forme de biogaz s'établit quant à lui à 50%. Pour mémoire, il était de 25% en 2015.

C/ La qualité du service public

En matière de sécurité incendie, les travaux engagés sur les recommandations des experts prévention de l'assureur permettent d'assurer une protection optimale des installations.

Les eaux usées industrielles brutes sont partiellement reprises dans le process. Leur surplus est envoyé vers le pré-traitement de la STEP interne. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées permettant une amélioration significative de la qualité des effluents liquides, avant traitement final à la station d'épuration MAERA

En matière de traitement de l'air, les travaux du dispositif de captation et de traitement de l'air en sortie des BRS réalisés en 2016 et le rendement épuratoire des biofiltres permettent de maîtriser les nuisances ressenties, même si les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement. 6 rencontres avec les riverains ont eu lieu en 2021 pour échanger sur ce sujet.

Dans le cadre de l'évaluation du système de management environnemental et sociétal, Ametyst est certifié ISO 9001 (management de la qualité), ISO 140001 (management environnemental), ISO 26000 (responsabilité sociétale), ISO 45001 (santé et sécurité au travail) et ISO 50001 (management performance énergétique).

D) La grille tarifaire

Les deux avenants permettent d'intégrer les évolutions relatives au nouveau tarif de l'électricité produite à partir du biogaz issu de la méthanisation, ainsi que des prestations nouvelles ou conditions d'exécution des prestations confiées au délégataire suite à la mise en place du dispositif de traitement d'air installé par la collectivité.

L'avenant 1 a permis de prendre en compte la révision tarifaire du rachat de l'électricité issue de la méthanisation faisant l'objet d'un avenant conclu entre la société Ametyst et EDF, dans le calcul des redevances versées pour le traitement des ordures ménagères résiduelles (R OMR) et des biodéchets (R BIO).

En conséquence, les prix de traitement des déchets de la Métropole en valeur initiale septembre 2014 ont été modifiés comme suit :

- o ordures ménagères résiduelles - P OMR : 82,50 € HT remplacé par 78,46 € HT ;
- o biodéchets - P BIO : 40,00 € HT remplacé par 28,41 € HT.

L'avenant 2 entérine la modification du process lié au dispositif du traitement d'air en amont du biofiltre 3. Les redevances de traitement s'établissent alors à :

- o POMR = 80,21 € HT/tonne d'OMR réceptionnée sur le site ;

- o PBIO = 30,36 € HT/tonne de biodéchets réceptionnée sur le site ;

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le résultat de l'exercice 2021 est bénéficiaire de 1 423 K€ contre 1 229 K€ en 2020 et contre -189 K€ en 2019), toutefois très en deçà du budget prévisionnel (3 272 K€ soit - 1 512 K€). Cet écart s'explique principalement par le fait que les apports tiers, dont la zone de chalandise est définie par arrêté préfectoral, restent limités, mais aussi par les recettes de valorisation, notamment des métaux, inférieures au prévisionnel.

Le chiffre d'affaires s'élève à 18 423 K€ contre 17 708 K€ en 2020 et augmente de + 715 K€. Les produits d'exploitation représentent 20 millions d'euros.

En 2021, la hausse s'explique notamment par :

- Le traitement des biodéchets tiers à hauteur de 574 K€, en hausse de +24 K€, notamment liée à la hausse du tonnage traité ;
- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 3,7 M€ augmentent de +137 K€ par rapport à 2020 soit +4 %
- Les recettes issues de la valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux augmentent de +300 K€, du fait de la hausse des cours des matières consécutive à la reprise de l'activité économique post-Covid ;
- Enfin, les recettes issues du compost s'élèvent à 57 K€, en augmentation de +38 K€, la valorisation s'élevant à 19 K€ en 2020.

Les recettes de traitement des déchets de Montpellier Méditerranée Métropole s'établissent à 13,4 M€ et progressent de +292 K€ (soit +2% par rapport à 2020), avec une augmentation des déchets OMR de +177 K€. Elle se compose également conformément à l'application de l'avenant n°2, de la nouvelle « redevance transport » suite à la suppression de la redevance « refus » initiale, pour un montant de 2,4 M€, en augmentation de +16%, soit +332 K€.

Aucun intéressement lié à la performance énergétique n'a été reversé.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18,6 millions d'euros. Les charges fixes sont en baisse de -5% et s'élèvent à 7 448 K€ en 2021 contre 7 831 K€ en 2020.

La masse salariale en 2021 diminue de -342 K€ (-10%) et s'élève à 3 251 K€. Le coût des personnels en mission d'intérim passe de 435 K€ en 2020 à 385 K€ en 2021, en baisse de -50 K€ (-12%).

Les charges variables, constituées des achats d'énergie (1 307 M€), des consommations de charbon actif et structurant (485 K€) et des frais de sous-traitance liée au traitement externe des déchets, s'élèvent à 6,2 M€.

Les achats d'eau sont en légère baisse, l'exercice 2020 ayant donné lieu aux essais sur le laveur n°5 du dispositif de traitement de l'air.

Les coûts d'évacuation de refus sont significativement plus importants qu'en 2020, à hauteur de 4 422 K€ en 2021 contre 4 292 K€ en 2020 (soit +3%), 4 666 K€ en 2019 et 5 153 K€ en 2018.

Les dépenses de GER (Gros Entretien et Renouvellement) s'élèvent à 2,2 M€, portant notamment sur le process d'affinage aval du stabilisat et du compost, et sur la révision complète d'un moteur de cogénération. Pour rappel, les travaux d'amélioration du réseau biogaz et le déplacement des torchères conduits sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ont été achevés fin 2020.

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à ce titre à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers, soit 124 435 K€ en 2021, 126 176 € en 2020, contre 92 555 € en 2019).

IV) Conclusion et perspectives

La convention est limitée par le développement de la zone de chalandise définie par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Les recettes du délégataire sont également contraintes, en raison de l'exploitation limitée de l'usine au regard du décret du 10 mars 2016 relatif à la prévention et à la gestion des déchets.

Enfin, dans le cadre des travaux relatifs au décret dit « socle commun des MFSC - critères de qualité agronomique et d'innocuité selon les conditions d'usage pour les Matières Fertilisantes et les Supports de Culture », une étude d'impact a été menée fin 2020 par la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation afin de lister et de quantifier les changements que pourraient induire la nouvelle réglementation sur la mise en marché et l'utilisation des MFSC.

Les prescriptions du projet de « socle commun des MFSC » ne permettraient plus en l'état des process déployés sur Ametyst aucun retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR de l'usine Amétyst et obligerait à leur stockage en ISDnD. Les perspectives d'application ne permettent pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits ; la seule alternative semble l'élimination.

Un audit externe portant sur une analyse critique rétrospective et prospective de l'exploitation de l'usine AMETYST est en cours depuis fin janvier 2022. Il s'agit d'estimer la capacité d'adaptation de l'usine AMETYST aux nouvelles orientations politiques en matière de déchets menées par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire AMETYST pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Aménagement durable - Gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone - Délégation de service public - Rapport annuel des délégataires relatif à l'exercice 2021 - Examen

Montpellier Méditerranée Métropole s'est vu confier par l'Etat, la concession de la gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone pour une période de 10 ans, soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2028 par arrêté préfectoral n°DDTP34-2019-06-10458. Pour application de ces dispositions, Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération n° M2018-507 du 20 septembre 2018, a approuvé le principe et le lancement d'une délégation de service public et la conclusion de sous-traités d'exploitation rattachés à celle-ci.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires produisent chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} décembre, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs à la concession de la gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone portant sur l'année 2021 ont donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 5 décembre 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Madame Michèle CASSAR en date du 17 novembre 2022 ;

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

La concession de la gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone est déléguée par l'Etat à la Métropole de Montpellier pour une durée d'exploitation de 10 ans, qui s'étend du 01/01/2019 au 31/12/2028. Montpellier Méditerranée Métropole a attribué deux lots situés Plage du Prévost, au terme d'une procédure de mise en concurrence.

L'année 2021 porte donc sur la 2^{ème} année de délégation. Les titulaires des lots ont été notifiés en juin 2020. La sous-concession, pour chacun des lots, est attribuée pour une durée de 5 ans jusqu'au 31/12/2024, renouvelable une fois.

Les conventions d'exploitation ont pour objet la gestion et l'exploitation des lots de plage avec comme activité principale la location de matériel avec ou sans engins motorisés et comme activité accessoire la

possibilité d'installer une activité de restauration.

Le délégataire du lot 1 est la SARL LOISIRS D'ETE, au capital de 15 245 €, détenue par quatre actionnaires (HOLDING DES FRÈRES POURCEL à 65,10%, la SARL TRANSAC à 17,5%, BGV COMPAGNIE à 8,70%, et M. Laurent TEISSIER à 8,70%). L'exploitant est Monsieur Olivier CHÂTEAU.

Le lot de plage n°1 situé sur la plage du Prévost accueille comme activité principale la location de matériel de plage, et comme activité accessoire, la restauration. Sur une surface maximum autorisée de 1 000 m², l'activité balnéaire représente 80 % (soit 800 m²), et l'activité salon-lounge représente 20 %. Un restaurant est par ailleurs situé en retrait du cordon dunaire sur le parking en dehors du Domaine Public Maritime (DPM). Compte tenu de la configuration des lieux, cet espace situé sur le parking attenant fait l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire connexe à l'exploitation de ce lot, et attribué au même exploitant que le lot n°1.

Le délégataire du lot 2 est la SAS JET7 Location, au capital de 20 000 €, détenue par deux actionnaires (M. Anthony SERRE à 98%, et M. Jean-Marc BENTAJOU à 2%).

Le lot de plage n°2 situé sur la plage du Prévost accueille comme activité principale la location de matériel motorisé. Sur une surface maximum autorisée de 300 m², l'activité balnéaire représente 93 % (soit 279 m²) et l'activité de terrasse, accueil client, et rangement du matériel, représente 7 % (soit 21 m²).

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1/ L'activité

La crise sanitaire de la Covid-19 a entraîné des conditions d'exploitation dégradées avec la fermeture partielle des plages en début de saison et le respect des règles de distanciation dans la mise en œuvre des activités. A cet effet, les concessions de plage n'ont pu être exploitées conformément aux dates prévues par les traités, induisant une saison touristique réduite, avec une ouverture au mois de juin au lieu du mois d'avril. La période d'exploitation s'étend contractuellement sur 6 mois « *montage, exploitation, démontage* » compris.

L'exploitation du lot 1 a démarré au 18 juin 2021 jusqu'au 30 septembre 2021.
L'exploitation du lot 2 a démarré au 8 juin 2021 jusqu'au 30 septembre 2021.

2) L'organisation et la qualité de service public :

Les données transmises par l'intermédiaire des rapports d'activité des exploitants ne permettent pas d'analyser finement les caractéristiques des capacités d'accueil des délégataires. On relève, toutefois, une volonté d'organiser un accueil du public dans le strict respect des règles d'hygiène et de sécurité liés à la pandémie, ainsi que celles liées à la pratique du jet ski. Enfin, on constate un renforcement de la sécurité à l'intérieur des établissements face à des comportements emprunts d'incivilité d'une partie du public.

La qualité de service ne peut être évaluée avec complétude, les délégataires ne précisant que des actions partielles :

- Pour le lot n°1, l'exploitant a développé des actions de formation portant sur la gestion du public dans un environnement lié à la pandémie ;
- Pour le lot n°2, l'exploitant, développe l'accueil du public à la connaissance des règles sécuritaires liées à l'utilisation d'un jet ski.

Le délégataire du lot n°2 (SAS Jet7 Location) propose la location de pédalos (3), de paddles (6), de jets ski (8) et des engins tractés (type bouée canapé ou banane – 3 au total). La structure accueille environ 100 personnes.

On peut noter pour le lot n°1 (SARL LOISIRS D'ETE), une volonté de réduire au maximum l'utilisation du plastique pour la restauration et la location de matelas, (lot 1).

De même, concernant l'activité de location de matériels nautiques par le lot 2, la sécurité des activités a été renforcée en équipement de système de contrôle à distance par GPS. Ces trackers permettent de brider la vitesse des jets ski dans le chenal de départ puis dans la bande côtière des 300 mètres. Enfin, l'exploitant a porté assistance à des plaisanciers en panne ou en détresse.

Par ailleurs il conviendra de rappeler que les délégataires sont soumis à une réglementation stricte en matière :

- De respect des conditions environnementales ;
- D'équipements (accessibilité des PMR pose de tapis et toilettes accessibles), WC et douches (suivant la superficie du lot), obligations sur l'entretien (nettoyage des 25m autour du lot), respect des procédures de collecte des déchets, obligations sur l'hygiène (respect directives européennes) et sur les réseaux (raccordement obligatoire aux réseaux publics) ;
- De respect de l'environnement (respect des prescriptions architecturales et paysagères, intégrité du domaine : pas de décaissement, exondements, remblaiement de sable) (habitats naturels (dunes sanctuarisées) respect du domaine (pas de dépôt de matériels, les véhicules sont interdits à la circulation) ;
- Des obligations relatives au bilan et suivi de l'exploitation.

3) La grille tarifaire

Montpellier Méditerranée Métropole, concessionnaire des plages de Villeneuve-lès- Maguelone, délègue à l'exploitant l'exercice de droits et obligations, ainsi que la perception des recettes intéressant la partie de plage délimitée sur le plan annexé aux conventions d'exploitation.

Les tarifs sont portés à la connaissance du public, par un affichage à un emplacement visible. La procédure de délégation de service public permet d'encourager les exploitants à élargir leur politique tarifaire pour permettre au public le plus large de bénéficier de leurs offres de service.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Les comptes d'exploitation communiqués par les exploitants ne permettent pas de juger du niveau de résultat réalisé sur les sous-concessions de plage.

La liasse fiscale remise par le délégataire du lot 1, ainsi que la balance générale fournie, ne permettent pas de s'assurer du résultat analytique relatif à la seule activité déléguée sur le lot 1. En effet, l'exploitation du Lot 1 est comptablement indissociée de celle de la restauration en lien faisant l'objet d'un deuxième contrat avec Montpellier Méditerranée Métropole. Pour son exploitation globale la société réalisé un résultat d'exploitation de 96K€. Les recettes d'exploitation s'élèvent à 2 145 K€ pour l'ensemble de la société. Les ventes de matelas représentent 6% des produits d'exploitation et s'élèvent à 136 K€ pour l'année 2021. Les recettes de boissons s'élèvent à 71 K€.

Les recettes d'exploitation du lot 2 s'élèvent à 168 K€ et les charges d'exploitation à 129 K€, soit un résultat d'exploitation, après répartition analytique, de 38 K€ pour le lot 2.

Les exploitants reversent à la Métropole une redevance d'exploitation composée :

- D'une part fixe assise sur la surface du lot soit 8€/m² pour le lot 1 et de 4€/m² pour le lot 2 ;
- D'une part variable fixée à 10% des produits exploitation pour le lot 1 avec un plancher obligatoire de 30K€, et d'un forfait de 10 000 € pour le lot 2.

Pour rappel, en 2020, la crise sanitaire n'ayant pas permis de démarrer l'activité à la date initialement prévue et dans des conditions d'exploitation normales, la capacité d'accueil des exploitants ayant été réduite, un avenant a été signé modifiant les conditions des redevances comme suit :

- Une part fixe assise sur la surface du lot soit 4€/m² pour le lot 1 (au lieu de 8€/m²) et de 2€/m² pour le lot 2 (au lieu de 4€/m²) ;
- Une part variable fixée à 10% des produits exploitation pour le lot 1 sans condition de plancher, et d'un forfait de 10 000 € pour le lot 2.

Pour 2021 :

- Pour le lot 1, la redevance versée à la Métropole est de 38 207 € contre 19 008 € en 2020 ;
- Pour le lot 2, la redevance d'exploitation versée à la Métropole est de 11 231 € contre 9 600 € en 2020.

IV) Conclusion et perspectives

Au cours de l'année 2021, les exploitants ont maintenu les mesures prises face à la crise sanitaire liée à la

Covid-19 en termes de respect des règles sanitaires ainsi que l'organisation mise en place.

Il convient de renforcer le contenu des rapports d'activité annuel produits par les exploitants pour l'année 2022.

Dans la perspective du respect des contraintes induites par le décret sur les espaces remarquables naturels, les enjeux environnementaux (recul du trait de côte) et patrimoniaux (Cathédrale de Maguelone), Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une étude portant sur les nouvelles conditions d'implantation des infrastructures des sous-concessions de plage ainsi que sur les Zones d'Activités Municipales (ZAM) afférentes sur le lido de Villeneuve-lès-Maguelone. Les exploitants des lots de plage actuels devront alors s'adapter aux nouvelles prescriptions paysagères, services au public, veiller à la bonne intégration paysagère des concessions et des ZAM, par une meilleure gestion des accès et désaménager les escales (parking, escaliers...).

Par ailleurs, la SAS JET7 Location (lot 2) avait fait part de sa volonté d'investir dans des moteurs fonctionnant au bioéthanol mais ce projet n'a pu aboutir à ce jour. Il est prévu le renouvellement des véhicules nautiques à moteur en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des rapports des délégataires de service public relatif à la gestion et l'exploitation des lots de plage au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

Environnement - Mandat pour l'opération de rénovation, extension, exploitation du centre de tri Demeter - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant presque 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres. Cette installation de conception ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle était arrivée en limite de capacité et nécessitait des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de la Communauté d'agglomération a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de construction réalisation exploitation maintenance (CREM) pour le process), Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé, par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi MOP).

Dans ce cadre, le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consiste notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 32 000 à 35 000 tonnes de déchets par an ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs ;
- Couvrir la zone de stockage aval pour protéger les matériaux des intempéries et des envols ;

- Réfection des voiries, des systèmes de défense incendie et autres travaux annexes.

Par la même délibération du 18 décembre 2014, le Conseil avait également autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation à l'issue de laquelle le groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecture / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE a été désigné titulaire pour un montant de 764 869,38 € HT toutes tranches confondues.

S'agissant du process, les études ont démarré en suivant, notamment par la rédaction du Programme Technique et Fonctionnel Détaillé du Marché Global de Performance pour la conception et la réalisation du process de tri ainsi que l'exploitation et la maintenance du centre de tri de collecte sélective de déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier lancé en décembre 2016.

Au terme de la procédure de consultation, la Commission d'Appel d'Offres a attribué lors de sa séance du 24 octobre 2017 le Marché Global de Performance (MGP) à la Société Montpelliéraine de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) pour un montant total estimatif de 39 863 499 euros HT, y compris le montant lié à l'exploitation de l'installation pour une durée de 6 ans à compter de sa réception, hors mandat SA3M. Ce marché a été notifié le 24 novembre 2017.

La part du montant du MGP dédiée à la conception et à la réalisation du nouveau process et des travaux mineurs s'élève quant à elle à 8 536 932,00 € HT, en diminution de 963 068 € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2016 à hauteur de 9 500 000 € HT.

À l'issue des études d'APD de 2017 pour la conception du bâtiment destiné à accueillir le nouveau process, le coût prévisionnel des travaux pour la partie bâtiment a été fixé à hauteur 4 166 000 € HT en augmentation de 466 000 € HT par rapport à l'enveloppe prévisionnelle initiale affectée par le maître d'ouvrage. Au cours de l'année 2018, la SA3M, a fait établir le Projet définitif qui a été remis par la maîtrise d'œuvre le 17 avril 2018. L'estimation du montant des travaux a été réévaluée à 4 255 460 euros HT, soit + 1,43% par rapport au coût prévisionnel des travaux de 4 166 000 € HT fixé au terme des études d'Avant-Projet Définitif, pour prendre en compte les observations du mandant et les dernières adaptations du titulaire du Marché Global de Performance nécessaires au process de tri, ainsi que l'intégration des préconisations géotechniques relatives aux fondations du nouveau bâtiment et des voiries.

Pour les travaux de rénovation et d'extension du centre de tri qui concernent la zone de bureaux rénovée et étendue, la zone de bâtiment PROCESS rénovée, l'extension du hall de réception des déchets, le bâtiment neuf de stockage des balles, les marchés, répartis en 18 lots, ont été attribués en novembre 2018 pour un montant de 4 337 K € HT, en augmentation de 171 K € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2017 de 4 166 K € HT

Après la délivrance du Permis de Construire et de l'Arrêté Préfectoral portant enregistrement pour l'autorisation d'exploiter, les travaux d'extension et de rénovation du bâtiment ainsi que du nouveau process ont immédiatement démarré dès le 28 janvier 2019.

Le bâtiment réhabilité a été réceptionné le 20 décembre 2019 et l'installation a été inaugurée le 21 février 2020. Plusieurs interventions complémentaires ou modificatives ont été entreprises en 2020, notamment pour améliorer la signalisation des voiries. Le constat de la présence importante de poussière lors des phases d'exploitation et de l'instabilité consécutive du système de protection incendie, a conduit à désactiver en partie le dispositif. Il a donc été nécessaire de mettre en place un dispositif de gardiennage lors des heures de fermeture du site dans l'attente de la résolution de ce dysfonctionnement. Au terme des investigations, le système d'aspersion d'eau par sprincklage a été déconnecté de celui de la détection et une nouvelle cuve de réserve d'eau a été installée en juin 2021 pour augmenter les performances de l'installation.

Le nouveau process a quant à lui été réceptionné le 30 novembre 2020.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

Aucun versement d'avance n'a été réalisé en 2021, le montant total des avances versées au 31 décembre restant fixé à 2 000 K €. 35 K € HT ont été versés au titre de la rémunération du mandataire, portant le

montant global révisé de la rémunération à 721 K € HT au 31 décembre 2021, en augmentation de 5 K € HT de par l'application de la révision.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2021 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 18 405 K € TTC, dont 1 652 K € au titre de l'exercice 2021.

Au regard de l'achèvement des marchés de travaux, le montant prévisionnel du bilan est ramené à 18 569 K € TTC, en diminution de 740 K € TTC par rapport au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2020.

Les travaux objet de l'opération se décomposent comme suit :

- Etudes, travaux et honoraires techniques : 13 435 K € HT ;
- Honoraires sur travaux, rémunération du mandataire et divers : 1 079 K € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2021 de l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER ;
- D'approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

Ressources - Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 2 à la convention de mandat - Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre de sa compétence dans le domaine de la construction, l'aménagement, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional ainsi que de l'aménagement des espaces publics y afférents, sur l'ancien site de la Maternité Grasset, situé 13 avenue du Professeur Grasset, à Montpellier.

Par délibération n°13710 du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat de réalisation de cet équipement. Par la même délibération, le Conseil a approuvé le programme de l'opération, son budget et son planning, et autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre.

Le programme de l'opération prévoit notamment les éléments suivants : un auditorium de 400 places, des salles d'enseignement individuel et collectif, tant pour la musique que pour la danse, des studios de travail, des bureaux pour l'administration, des espaces de convivialité, ainsi qu'un centre de ressources. Ces travaux comprennent également, à l'échelle de la parcelle, la réhabilitation du bâtiment principal du site donnant sur l'avenue du Professeur Grasset, la démolition des autres bâtiments du site et la création d'une place et d'un jardin publics.

Les travaux de démolition, déconstruction et désamiantage se sont déroulés du juin à août 2018. Le permis de construire a été obtenu en mai 2018 et les travaux de construction du bâtiment ont débuté fin 2018. Ils ont pu se dérouler tout au long de l'année 2019, dans l'objectif initial d'une livraison du bâtiment dans le courant de l'année 2020.

La tenue de cet objectif a néanmoins dû être remise en cause à la suite de la survenue de la pandémie de Covid-19, entraînant un décalage de la réception des travaux à mai 2021 et impliquant une augmentation du bilan supérieure à l'intégration des coûts contractuels d'actualisation pour les honoraires et les marchés de travaux. La réception du bâtiment a été prononcée en date du 25 mai 2021 et son ouverture réalisée en septembre 2021.

Les travaux du square ont été réalisés de fin 2021 à début 2022, avec une ouverture prévue au printemps 2022.

Un avenant n°2 doit ainsi être approuvé, afin d'intégrer la rémunération du mandataire pour ces travaux du square. Cette rémunération forfaitaire est fixée à 15 000 €

Le bilan financier de l'opération apparaît en légère hausse par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'intégration des actualisations prévue au titre des marchés de maîtrise d'œuvre. Son montant total s'élève à la somme de 46 156 000 € TTC, soit en augmentation de 41 000 € TTC. L'opération sera clôturée en 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au mandat ;
- D'approuver le nouveau montant prévisionnel de l'opération de 46 156 000 € TTC ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 6 DÉCEMBRE 2022**

**Hors commission - Procès-verbal du Conseil de Métropole du 4 octobre 2022 -
Approbation**

Le procès-verbal de la séance du 5 octobre 2022 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 5 octobre 2022.
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :
Hind EMAD

Solidarités - Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M) - Constitution d'un groupement d'intérêt économique entre ACM Habitat, FDI Habitat et la SFHE dédié à la sécurité et à la tranquillité résidentielle des immeubles d'habitation - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis plusieurs mois, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, étudie les modalités de création d'une structure dédiée à la sécurité privée des immeubles d'habitation dont il est propriétaire et qu'il gère.

L'objectif poursuivi étant de faire assurer la tranquillité résidentielle par des agents agréés, qui feraient respecter le règlement intérieur des immeubles et préviendraient les occupations illicites des parties communes par une station debout passive. Ces agents travailleraient en lien avec les partenaires institutionnels pour les faits relevant de la prévention de la délinquance. Il s'agit là d'activités réglementées par le Code de sécurité intérieure (CSI), et plus précisément par les articles L. 611-1 et suivants dudit code, qui doivent être prises en charge par une société civile ou commerciale agréée à cet effet.

Les droits à faire des organismes HLM étant strictement encadrés, notamment en termes de filialisation et de prises de participations, la solution qui s'est dégagée consiste en la constitution, avec d'autres organismes HLM ou assimilés d'une structure de coopération, et plus précisément d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE), sur le fondement de l'article L. 423-6 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) et régi par les dispositions du Code de commerce (articles L. 251-1 et suivants).

Les membres fondateurs du GIE à constituer seraient les suivants :

- **ACM Habitat** dont le parc locatif comprend près de 22 000 logements ;
- **FDI Habitat**, entreprise sociale pour l'habitat (ESH) dont le parc comprend 7 361 logements au 31 décembre 2021 en Occitanie. Son actionnaire de référence est FDI SACICAP, société anonyme d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété ;
- **La Société Française des Habitations Economiques (SFHE)**, entreprise sociale pour l'habitat (ESH) dont le parc comprend près de 13 000 logements en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, Auvergne Rhône-Alpes, Occitanie. Son actionnaire de référence est le Groupe ARCADE-VYV, société anonyme de l'économie sociale et solidaire ;
- **CDC Habitat**, société anonyme d'économie mixte dont le parc comprend plus de 531 800 logements gérés sur le territoire national. Son actionnaire de référence est le Groupe CAISSE DES DEPOTS ;
- **ERILIA**, entreprise sociale pour l'habitat (ESH) dont le parc comprend 65 000 logements principalement dans le sud de la France et dont l'actionnaire de référence est HABITER EN REGION (Groupe Caisse d'Epargne) étudie actuellement l'opportunité de participer au GIE. Plusieurs immeubles sont en cours d'évaluation.

En sa qualité de collectivité de rattachement de l'OPH ACM Habitat, il appartient à Montpellier Méditerranée Métropole d'autoriser son Office à constituer avec les Membres susmentionnés un GIE régi par un projet de contrat constitutif et de règlement intérieur. Le Conseil d'Administration d'ACM Habitat réuni le 27 juin 2022 a approuvé le principe de création d'une telle structure, plus souple et plus facile à mettre en œuvre que la structure sociétaire.

Le GIE, doté de la personnalité morale, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés, permet en effet une mise en commun sans perte d'autonomie juridique et des caractéristiques propres de ses membres, en vue de développer leur propre activité, et d'améliorer et accroître les résultats de celle-ci.

Le GIE n'a pas vocation à réaliser des bénéfices pour lui-même ni à développer une clientèle ou un fonds de commerce propres.

Les activités du GIE doivent répondre aux conditions suivantes :

- Elles doivent s'inscrire dans le cadre de l'objet social des membres ;
- Elles doivent être exercées exclusivement pour le compte des membres ;
- Elles n'ont pas pour objet ou pour conséquence que le GIE développe d'autres activités que celles déployées par les membres.

Il sera souligné que, à l'égard des tiers, les membres d'un GIE sont indéfiniment et solidairement responsables des dettes de ce dernier, dès lors qu'elles entrent dans son objet social, sur leur patrimoine propre.

Le GIE aura pour dénomination sociale : Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M).

Son siège social sera fixé 407, avenue du Professeur-Etienne-Antonelli à Montpellier, actuel siège d'ACM Habitat.

Le Groupement ne dispose pas de capital social. Les droits de vote à l'Assemblée Générale seront proportionnels au montant de leur contribution financière.

L'ensemble des membres, qu'ils soient fondateurs ou adhérents intégrant le GIE ultérieurement, s'engagent toutefois à ne pas se retirer du Groupement pendant une durée d'au moins 5 ans à compter de son immatriculation.

Les instances de gouvernance du GIE inscrites dans le contrat constitutif sont :

- Un Conseil d'Administration composé de 5 administrateurs au moins (correspondant au nombre de membres fondateurs + 1 siège) et de 9 administrateurs au plus, étant précisé que les Membres Fondateurs sont de plein droit représentés au Conseil d'Administration ;
- Une Assemblée Générale composée de tous les Membres du Groupement, et plus précisément d'un représentant de chaque Membre.

Plus précisément, il est prévu dans le règlement intérieur, la répartition suivante pour le Conseil d'Administration :

Membres Fondateurs	
Pour ACM HABITAT	2 sièges
Pour FDI HABITAT	1 siège
Pour la SFHE	1 siège
Pour CDC HABITAT	1 siège
Membres Adhérents	
	Jusqu'à 4 sièges, dans la limite d'1 siège par Membre Adhérent

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la constitution du groupement d'intérêt économique Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M), dont les membres fondateurs seront l'OPH ACM Habitat, l'ESH FDI Habitat, la Société Française d'Habitation Economique SFHE et CDC Habitat dédié à la sécurité privée et à la tranquillité résidentielle des immeubles d'habitation leur appartenant ;
- D'approuver les termes du contrat constitutif et du règlement intérieur du GIE ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. William ARS, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210987-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GIE - Règlement Intérieur v 18.11.2022.docx
- Statuts GIE-18.11.2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD

Hors commission - Plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du « *Pacte social* » que l'exécutif promeut afin de concilier l'exigence d'un service public de qualité et la nécessaire reconnaissance des agents qui y contribuent, la Ville et la Métropole poursuivent le choix fort et assumé d'investir pour soutenir et préserver le capital humain que constituent leurs 8 000 agents. En complément des différents objectifs assignés à la politique de gestion des ressources humaines, en terme de rémunération plus équitable et plus juste, de développement des compétences ou de politiques managériales humaines et responsabilisantes, les collectivités souhaitent par la présente délibération préciser leurs orientations en matière d'amélioration des conditions de travail et d'accompagnement des agents tout au long de leur carrière.

A cet égard, et pour la première fois, l'exécutif souhaite déployer un plan ambitieux et global d'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail, afin de prévenir l'absentéisme des agents et renforcer leur employabilité sur l'ensemble de leur carrière.

En effet, les politiques visant à renforcer le présentisme des agents par des actions de prévention de l'absentéisme et de maintien dans l'emploi sont des enjeux constants pour les collectivités locales. Ces enjeux se sont renforcés ces dernières années, tout particulièrement au sortir d'une crise sanitaire qui a pu changer les relations entre salariés et employeurs, et ce principalement pour les raisons suivantes :

- Les aspirations croissantes des agents pour une meilleure prise en compte de la qualité de vie au travail ;
- L'allongement des carrières et donc de l'âge de départ à la retraite qui posent très clairement les enjeux majeurs de l'employabilité tout au long de la vie professionnelle grâce à des politiques renforcées de prévention ;
- La maîtrise imposée de l'évolution des dépenses de fonctionnement, dont la masse salariale constitue une composante significative.

Ces enjeux nécessitent des actions proactives pour améliorer les conditions de travail des agents et résonnent d'autant plus dans les collectivités où, en raison des compétences sollicitées pour le service public local, nombres de métiers sont reconnus comme à « *usure professionnelle* », appelant des actions de prévention spécifiques pour les agents qui les exercent et une réflexion plus globale pour maintenir les conditions d'un service public local de qualité.

Montpellier Méditerranée Métropole doit pleinement s'inscrire dans ces politiques de prévention, gage de sa capacité à anticiper toute détérioration de son taux d'absentéisme dans un environnement qui évolue rapidement. En effet, le développement des mutualisations de services communs ainsi que les transferts régulièrement induits de compétences dites « *techniques* » et des agents qui les exercent, fait évoluer progressivement la composition des effectifs et des métiers de la collectivité. De plus, doit être prise en compte une pyramide des âges vieillissante avec près de 9% des effectifs ayant au-delà de 60 ans.

Aussi, la Métropole doit dès à présent penser sa politique de prévention et de maintien dans l'emploi afin de préserver son taux d'absentéisme dit « *compressible* » (composé de la maladie ordinaire et des accidents de service, motifs d'absence sur lesquels la collectivité peut mener des actions de prévention ou de contrôle), lequel s'élève à plus de 6% en 2020 contre 7% de moyenne nationale (Etude Havasu 2020), et lui éviter toute détérioration qui aurait nécessairement des répercussions, à l'échelle globale sur le fonctionnement interne et la qualité des services publics, et à l'échelle individuelle, tant pour les agents venant à déclarer des absences que pour leurs collègues.

L'exécutif souhaite par conséquent repenser et renouveler aujourd'hui les actions préexistantes menées sur cette thématique afin d'apporter des mesures structurelles aux équipes en terme de prévention. Il inscrit subséquemment les politiques de qualité de vie et d'amélioration des conditions de travail, ainsi que les politiques de prévention de l'absentéisme comme centrales et transversales dans sa stratégie de gestion des ressources humaines et dans les différents leviers qu'elle a à mobiliser :

- Des mesures sociales et de reconnaissance de l'investissement des agents, portées dans le cadre d'une politique de rémunération plus équitable et plus juste, intégrant notamment la reconnaissance de sujétions et pénibilités liées à certains métiers ;
- Des mesures organisationnelles reconnaissant la pénibilité de certains rythmes de travail ;
- Des mesures permettant de renforcer et donner du sens au collectif de travail, notamment par une politique managériale humaine et responsabilisante ;
- Des mesures donnant des perspectives en terme d'évolution de métiers, de développement des compétences des agents mais aussi de leur déroulé de carrière, avec des possibilités d'avancement / promotion renforcées ;
- Des mesures visant à responsabiliser les acteurs, employeur, encadrants et agents.

Dans cette perspective, le plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme est structuré autour de 3 orientations fortes :

- Comprendre les causes et responsabiliser chaque acteur ;
- Prévenir et renforcer la qualité de vie et des conditions de travail ;
- Contrôler et sanctionner les abus dans un souci d'équité entre agents.

Ces piliers seront traduits en plans d'actions concrètes, intégrant à la fois :

- Des mesures globales ou transverses aux deux collectivités, ainsi que des mesures adaptées aux réalités de chaque Pôle ou métier ;
- Des mesures aux effets attendus plus immédiats, mais aussi des mesures engageant des changements plus structurels dans l'appréhension de la qualité de vie au travail.

Toutefois sans attendre cette structuration, un certain nombre d'actions initié dès 2020 concourt d'ores et déjà à cette dynamique, tels que le dispositif Passerelle ou le Campus du management mis en œuvre courant 2022 mais aussi la dotation de moyens humains complémentaires pour renforcer la politique de prévention et l'accompagnement à la mobilité.

Le Plan de prévention : une nouvelle dynamique pour prévenir et lutter contre l'absentéisme

AXE 1 : MIEUX COMPRENDRE ET RESPONSABILISER CHAQUE ACTEUR

➤ Des données pour comprendre et mieux agir

Si l'absentéisme est devenu une problématique commune à nombres d'entités de travail et de collectivités territoriales, les leviers à mobiliser pour une employabilité plus durable des agents doivent nécessairement être adaptées aux spécificités de chaque structure et de chaque typologie d'absences. Il est donc essentiel de comprendre, analyser et suivre finement l'évolution de l'absentéisme sous ses différentes formes, pour mieux identifier les actions à mettre en place et suivre leurs effets.

Dans cette perspective, et en lien avec les outils de pilotage et *reporting* de la collectivité, seront structurés et automatisés :

- Des outils d'analyse et de pilotage fins et réguliers de l'absentéisme au global et par Pôle et/ ou métier : distinction des types d'arrêts maladie et suivi des accidents de travail, fréquence, gravité ... ;
- Des indicateurs de suivi liés aux différentes actions mises en place / à mettre en place.

Au besoin, la collectivité investira dans un système d'information permettant un suivi automatisé.

Ces données de pilotage seront complétées par un diagnostic quantitatif plus fin permettant d'analyser l'état des lieux des absences pour raison de santé : typologies d'absences, fréquences, gravité, ... à l'échelle de la collectivité, par Pôle ou entité de travail, ou encore par type de métier. Ces éléments permettront de mettre en exergue les causes ou facteurs de prévention identifiés pour les secteurs au taux d'absentéisme particulièrement élevé ou à l'inverse particulièrement faible.

Enfin, les Pôles qui le souhaiteront, notamment ceux concernés par des problématiques aiguës d'absentéisme, pourront également disposer d'états des lieux qualitatifs de type enquête qualité de vie au travail ou de risques psychosociaux. Ces analyses apporteront un regard complémentaire pour identifier les différents leviers d'action à mettre en place, qu'ils soient liés à des problématiques d'ergonomie, de matériels, managériales ou organisationnelles. Ces démarches permettront par ailleurs aux agents d'être acteurs de la démarche et valorisés.

➤ **Des leviers pour responsabiliser chaque acteur et « piloter »**

Face à la diversité des enjeux pour les équipes et pour la collectivité, les démarches de prévention de l'absentéisme se doivent d'être portées collectivement dans un souci de renforcement de la qualité de vie au travail, bien au-delà des seuls acteurs des ressources humaines, en responsabilisant l'ensemble des agents et encadrants.

Plusieurs actions sont ainsi à construire et développer avec les Pôles, afin de renforcer l'implication de l'ensemble de la chaîne managériale et des collectifs de travail. Ceci passera par la structuration de tableaux de bord par Pôle ou métiers, de dialogue de gestion RH autour du suivi des absences et de leurs évolutions, mais aussi par l'accompagnement des managers de proximité lors du retour de leurs agents en arrêts pour prévenir la banalisation des arrêts et rappeler à chacun son utilité dans le collectif de travail.

AXE 2 : PREVENIR ET RENFORCER LA QUALITE DE VIE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Au cœur du plan de prévention, les différentes actions concourant à la qualité de vie et aux bonnes conditions de travail entendent traiter les problématiques structurelles amenant de l'absentéisme. Il s'agit de renforcer les actions liées à la prévention des risques professionnels stricto sensu, mais aussi d'envisager plus globalement les différentes facettes concourant à la qualité de vie au travail, dans un objectif commun de réduire l'usure professionnelle, physique et mentale, et ainsi de limiter la survenance d'arrêts de travail et de maintenir les agents dans l'emploi dans les meilleures conditions possibles.

Dans ce cadre, certaines actions sont déjà initiées.

➤ **Des actions à destination des managers et des agents pour renforcer la qualité de vie au travail**

Les managers et cadres constituent en effet le premier levier du traitement et de la prévention de l'absentéisme par leurs actions au quotidien sur les conditions de travail de leurs équipes :

- **La formation des managers** sur la gestion des risques professionnels et la désinsertion professionnelle est un volet central de cette approche de prévention. Le campus du management, en cours de déploiement, est au cœur de cette dynamique avec notamment des modules de formation portant sur la prévention des risques, la gestion des conflits et la communication non-violente, ... Des actions de sensibilisation auprès des managers sont également organisées sur la thématique de la désinsertion professionnelle et du maintien dans l'emploi, dont un forum dédié en novembre 2022.

Des actions de prévention concernant plus spécifiquement les conditions de travail des encadrants en propre seront aussi à formaliser dans le cadre du plan managérial, lié au Projet d'Administration en cours de formalisation ;

- **Une offre d'accompagnement pluridisciplinaire renforcée** est proposée au manager pour gérer les situations complexes : équipe pluridisciplinaire pour accompagner les agents et leurs managers dans le maintien en emploi, réseaux des coachs, création d'un réseau de médiateurs, gestion des RPS, conseillers en organisation ... ;
- **L'expérimentation de nouvelles méthodes pour améliorer les conditions de travail est à favoriser** : temps managériaux incontournables à renforcer (réunions d'équipes, entretiens individuels, entretiens d'évaluation ...), groupes d'analyses de pratique à renforcer, espaces de discussion sur le travail à expérimenter.

Au-delà, les agents sont une cible importante du plan de prévention :

- **Pour les accompagner dans leurs mobilités et transitions professionnelles, des parcours de mobilités et de formation** seront structurés prioritairement pour les agents dont les métiers sont reconnus à usure professionnelle. En ce sens, des postes de conseils en parcours professionnels auront vocation, en lien avec les conseillères en mobilité actuelles, à réaliser des entretiens de « *mi-carrière* » afin de sensibiliser et d'accompagner les agents vers d'autres métiers, en amont de la survenance de difficultés particulières. Dans cet objectif, l'exécutif a renforcé les jours de formation dédiés au développement des parcours professionnels dans le cadre du plan de formation. Il s'agira ainsi de favoriser la mobilité dite préventive fondée sur des bilans de compétences, des parcours de découverte ou encore des formations avant de subir les effets produits par l'usure professionnelle ;
- **Pour mieux les accompagner dans leur quotidien de travail, les actions visant à une meilleure conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle seront à expérimenter.** Les formes d'organisation du travail qui émergent depuis quelques années seront alors investiguées et analysées : télétravail, droit à la déconnexion, ... ;
- **Pour maintenir le lien au travail et faciliter le maintien dans l'emploi, un Pacte de solidarités entre Pôles et agents est en cours de formalisation.** L'objectif est de préparer leur retour (dispositif d'accompagnement des agents en arrêt de + de 2 mois) ou, le cas échéant, de mieux les accompagner vers d'autres emplois : postes réservés et/ou aménagés, dispositif de formations adaptés ... A cet égard, l'expérimentation lancée en 2021 du dispositif **Passerelles** de formation-actions pour les agents les plus éloignés de l'emploi est une illustration de la dynamique souhaitée par l'exécutif, tout comme le partenariat avec le centre de rééducation et d'insertion professionnelle (CRIP) pour construire des itinéraires de formations adaptées ;
- **Pour assurer la protection que la collectivité doit à ses agents** dans le cadre de situations conflictuelles, des dispositifs d'accompagnement viennent d'être lancés, que ce soit en interne avec une procédure de gestion et d'analyse des signalements de violence ou harcèlement, ou en externe avec la prévention des agressivités et des risques liés au travail isolé.

➤ **Des actions de prévention des risques professionnels pour améliorer l'environnement de travail**

- **Le renforcement de la politique de prévention des risques professionnels**

De manière globale, la collectivité renforce sa politique de prévention des risques autour de **trois principaux outils, structurés en début de mandature**, qui doivent participer globalement à la politique de prévention de l'absentéisme :

- Le document unique d'évaluation des risques professionnels ;
- Le programme pluriannuel de prévention ;
- Le fonds interne de prévention, avec une enveloppe de 160 000 € (100 000 € pour la Ville et 60 000 € pour la Métropole).

Cet effort sera intensifié avec la structuration d'un réseau de préventeurs autour de 6 conseillers de prévention. Dans le but de renforcer les moyens auprès de certains pôles notamment à vocation technique (collecte, Pôles territoriaux ...), le réseau des assistants de prévention sera renouvelé ainsi que sera examinée l'opportunité de dédier des postes de conseillers en prévention en leur sein.

Au-delà, des actions de prévention plus ciblées seront à déployer, notamment pour la prévention des accidents de travail avec la construction d'analyses plus systématiques des accidents de travail pour ajuster les mesures à déployer et compléter les travaux en cours sur les accidents de trajet, les risques routiers et les chute de plain-pied. Sur ce volet, la sensibilisation des agents et des encadrants à la nécessité du port des EPI et à la prévention des troubles musculo-squelettiques constitue un levier prioritaire.

Au-delà, **des plans de prévention contre les TMS et RPS** pourront être structurés en lien avec le Document unique, les RPS ayant un impact sur la santé des agents (maladies cardio-vasculaires, troubles musculo-squelettiques, ou pathologies mentales) et sur le fonctionnement de la collectivité (dégradation du climat social, augmentation de l'absentéisme).

- **L'accompagnement des agents dans leurs parcours de santé**

De manière très volontariste, l'exécutif souhaite apporter un accompagnement global à ses agents, notamment dans leurs parcours de santé, avec des informations / sensibilisations globales sur l'accès aux soins ou sur certaines pathologies comme les cancers ou les addictions, avec également un soutien pour éviter le renoncement aux soins par la participation à la **protection sociale complémentaire ou à la prévoyance**.

AXE 3 : CONTROLER ET SANCTIONNER LES ABUS DANS UN SOUCI D'EQUITE ENTRE AGENTS

Enfin, afin de déployer une palette complète des actions visant à prévenir l'absentéisme, l'exécutif souhaite aussi agir par des mesures de contrôle des abus. En effet, dans l'objectif clairement affiché de promouvoir un juste équilibre entre soutien de l'employeur en faveur de la prévention et de l'amélioration des conditions de travail et engagement des agents, l'exécutif réaffirme la volonté d'instaurer des dispositifs concourant à **l'équité de traitement entre agents et à la lutte contre les abus**, dénoncés par un certain nombre d'entre eux.

Dans ce cadre l'instauration, par délibération relative au RIFSEEP du 22 mars 2022, d'une proratisation du régime indemnitaire en cas d'absence au-delà d'une franchise de 10 jours annuels, est une disposition de cette politique globale. A l'issue d'un premier bilan de ce dispositif sur lequel l'exécutif s'engage, cette mesure pourra évoluer pour être plus ciblée.

- Plusieurs autres mesures complémentaires seront travaillées dans le sens de cette équité entre agents :
Le renforcement des modalités de contrôle lors de la visite d'embauche. L'objectif est de doter les médecins agréés de l'ensemble des informations relatives au cadre d'emplois et contexte de travail, afin qu'ils soient en mesure de rendre un avis sur l'aptitude aux fonctions du cadre le plus précis possible, et ainsi de déceler plus facilement certaines inaptitudes ou invalidités, notamment sur les métiers à risque, en amont du recrutement ;
- Le renforcement et la structuration d'un dispositif de contrôle des arrêts maladie, notamment des arrêts de courte durée, pour lequel un recours à un prestataire externe sera examiné ;
- Un contrôle renforcé et sanctionné des cumuls d'activités exercés pendant les arrêts maladie ;
- Une collaboration plus forte entre la médecine de ville et la médecine du travail pour mettre fin aux arrêts de complaisance. Dans ce cadre, un partenariat avec le Conseil national de l'Ordre des médecins pourrait être initié ;
- Enfin, un examen systématique des situations anciennes d'agents en arrêt ou sans affectation en raison de problématiques de reclassement sera lancé.

Le Plan de prévention : une méthode de travail pragmatique et participative, des moyens renforcés

Ces grandes orientations et premières actions seront précisées et alimentées par un travail associant :

- Les différents Pôles pour mieux prendre en compte leurs spécificités métiers et organisationnels ;
- Les organisations syndicales, au travers de la poursuite de groupes de travail initiés depuis l'été ;
- Selon ses compétences, le Comité social territorial et sa section spéciale dédié à la santé au travail.

Ce travail étant nécessairement inscrit dans le temps et en transversalité au niveau de la politique RH mais aussi des Pôles, des moyens dédiés pour son pilotage ont été consacrés avec la création de deux postes de chargés de mission pour assurer la coordination des différentes actions globales ou individuelles. De plus, l'organisation nouvelle du Pôle RH permettra d'intégrer cette nouvelle dynamique de coordination des actions liées à la prévention de l'absentéisme, tant par un renforcement des entités inhérentes au pilotage des données et indicateurs, que par la création d'un réseau de conseillers et techniciens en prévention, de conseillers en parcours professionnels chargés d'anticiper les parcours de mobilité et de formation.

Il en résultera ainsi un plan d'actions vivant, actualisable au fil des avancées des groupes de travail. Il permettra de prioriser les différentes actions, notamment en lien avec les Pôles pour mieux adapter les mesures à leurs enjeux. Il fera l'objet d'un comité de pilotage semestriel associant la direction générale et les élus concernés. Le premier se réunira au printemps 2023 afin d'acter la priorisation des actions ainsi formalisées.

La collectivité réalisera enfin un suivi et un bilan annuel des différentes mesures présentées dans ce plan et de leurs ajustements éventuels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 17 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212298-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Boris BELLANGER, Hind EMAD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Bernard TRAVIER

Ressources - Attribution de Fonds d'Équipement aux Communes - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les Métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les intercommunalités, a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités. Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre une intercommunalité à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable. La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNE	PROJET	MONTANT HT DU PROJET	FONDS D'EQUIPEMENT RETENU
CASTELNAU LE LEZ	Travaux salle d'honneur Palais des sports	131 000 €	50 000 €
JACOU	Plan de sobriété énergétique	552 000 €	150 000 €
BEAULIEU	Pose de panneaux photovoltaïques sur la toiture du gymnase	192 000 €	50 000 €
TOTAL			250 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention de versement ;
- D'approuver les termes des conventions de versement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210732-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Conv FEC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Serge DESSEIGNE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Dispositifs d'accompagnements mobilités - Évolutions des dispositifs - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} novembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité décliner opérationnellement sa stratégie Mobilités 2020-2025 en proposant des solutions d'accompagnement, subventionnant les passages à l'acte d'achat d'un Vélo à Assistance Electrique (VAE) neuf, d'occasion pour les particuliers, de vélo-cargo pour les entreprises, aide à la réparation pour les possesseurs de vélo mécanique.

Au vu du succès rencontré (à noter que 8% des administrés, soit 35000 personnes, ont déposé un dossier d'aide à l'achat VAE neuf), ces différents dispositifs ont été plusieurs fois prolongés. Preuve de l'immense attrait du dispositif, le même phénomène se reproduit à chaque prolongation successive :

- Une hausse de 10 % du nombre de dossiers déposés chaque mois ;
- Un pic lors du dernier mois avant la fin supposée ;
- Un creux le mois suivant la prolongation.

La stratégie mobilités portée par Montpellier Méditerranée Métropole et sa déclinaison encourageant fortement le recours à la mobilité active commencent à porter leurs fruits, via les trois piliers :

- Infrastructures avec un effort sans précédent en terme de création de piste cyclable sur le territoire ;
- Offre avec l'ensemble de la gamme des dispositifs d'aide au passage à la mobilité douce (aides à l'achat VAE, aide à la réparation) ;
- Services avec notamment l'arrivée prochaines des stationnements sécurisés.

Le territoire est confronté à une hausse sans précédent de la mobilité douce, enjeu prioritaire du mandat rappelé dans la délibération Stratégies Mobilités prise en Conseil de Métropole le 1^{er} février 2021. Cette évolution prouve que le vélo est un mode de plus en plus apprécié par les administrés. Afin d'accompagner et d'encourager cette transition, dans un contexte notamment de flambée des cours de l'énergie, il est proposé que ces dispositifs soient prolongés de 6 mois soit jusqu'au 30 juin 2023, et d'amender les règlements afférents en conséquence.

Par ailleurs, le même constat de succès est effectué au niveau du dispositif de covoiturage mis en place par la Métropole :

- Le nombre d'inscrits a franchi le cap des 20 000 avec 20 375 inscrits (5 000 au 1^{er} janvier). Le nombre d'inscrits en octobre est de 2 385. 2^{ème} mois en terme d'inscriptions ;
- Le nombre de covoitureurs actifs a franchi le cap des 10 000 avec 10 331 actifs (contre 1 500 au 1^{er} janvier) ;
- Sur le mois d'octobre 2022, le nombre de trajets bat un nouveau record : 35 533 trajets (précédent record en septembre 2022 avec 27 652 trajets).
- Le nombre de trajets cumulés approche le cap des 200 000 trajets.

C'est ainsi plus de 4,7 millions de kilomètres qui ont été parcourus en covoiturage depuis mars 2021, date du lancement du dispositif ; et pour le CO₂ c'est donc 528 tonnes non rejetées depuis mars 2021.

Au vu de cette réussite incontestable, la Métropole propose ainsi de prolonger son engagement auprès de Klaxit de 200 000 €. Cet effort supplémentaire se traduit dans un avenant à la convention afin de poursuivre l'opération.

A noter que, courant 2023, au-delà des adaptations déjà mises en œuvre début novembre sur la rémunération des trajets, des propositions seront formulées pour encore diminuer la participation de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prolonger les différents dispositifs d'aide vélos de 6 mois soit jusqu'au 30 juin 2023 ;
- De dire que les aides sont accordées selon les modalités exposées dans les règlements ;
- D'approuver la poursuite du dispositif de covoiturage avec Klaxit avec une enveloppe complémentaire de 200 000 € ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211266-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n2 - Convention d'Incitatifs financiers Klaxit - Montpellier Mediterranee MetropoleVF
- 2022_12_Reglement__attribution_aide_financiere_VAEneuf(002).docx
- 202212_Reglement__attribution_aide_financiere_VAEneuf_cargo_triporteur (002).docx
- 2022_12_Reglement_attribution_aide_financiere_VAEoccasion (002).docx
- 2022_12_Reglement_aide_reparation_vélo (003).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Sophiane MANSOURIA, Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Amélioration de l'accessibilité au parking Comédie - Création d'une galerie cyclable - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie globale « *mobilité 2025* » vise à mieux partager l'espace urbain au profit notamment des transports en commun et des mobilités actives mais aussi à proposer à chacun une ville plus conviviale, moins polluée et plus apaisée.

La réalisation de la ligne 5 du tramway a permis d'une part, d'extraire le trafic de transit et d'intégrer la place Saint-Denis et l'avenue Georges-Clemenceau au centre historique. D'autre part, les accès au parking Comédie ont dû être reconsidérés avec une approche multimodale.

La fermeture du tunnel de la Comédie au trafic de transit, intervenue le 27 juin 2022, s'inscrit pleinement dans cette démarche. Cette nouvelle configuration permet des accès facilités aux parkings Comédie et Triangle depuis la rue Victor-Hugo pour servir le dynamisme économique du cœur de Ville.

Le tunnel de la Comédie, initialement inclus dans le domaine public routier de Montpellier Méditerranée Métropole devient avec cette modification du plan de circulation partie intégrante du parking Comédie et une voie d'accès au parking du Triangle. Dans cette nouvelle configuration, le statut du tunnel va donc évoluer avec la création de deux galeries d'accès au parking qui auront le statut d'Établissement Recevant du Public de type parc souterrain (ERP-PS). Cela implique diverses adaptations et notamment une reconfiguration du système de désenfumage existant et la mise en place d'un système de lutte contre l'incendie adapté.

En parallèle, le projet de requalification de la Place de la Comédie et de l'Esplanade Charles-De-Gaulle est entré en phase opérationnelle avec la création de 3 fosses d'arbre inscrites dans les structures porteuses du parking Comédie qui accueilleront les futurs ormes sur la Place.

Par ailleurs, en 2023 1,8 M€ étaient prévus au titre de la DSP Parking Comédie pour la modernisation du parc de stationnement de la Comédie, dont 0,7M€ au titre d'une dotation pour la réalisation du gros entretien et renouvellement.

Il paraît opportun de conjuguer l'obligation réglementaire de conversion du tunnel de la Comédie en ERP avec la modernisation du parking, et de saisir cette opportunité pour améliorer les accès et usages tous modes à ce parking de centre-ville. Ce pourrait être l'occasion pour sécuriser et compléter le réseau cyclable sur le secteur Comédie, en offrant des connexions avec le futur anneau vélo et les vélolignes montpelliéraines.

Dans ces conditions, il est proposé d'engager un projet majeur au bénéfice du centre-ville concomitamment avec l'aménagement de la place de la Comédie.

Ce projet s'inscrit dans la démarche d'élévation au rang de capitale européenne de la culture et un programme artistique au sein du parking est à concevoir.

Un programme d'opération consolidant les différentes opérations dans le cadre d'un projet unique est proposé et présenté ci-après :

- Réaliser un « *hub des mobilités* » à l'étage -1 du parc de stationnement de la Comédie ;
- Créer deux galeries d'accès des véhicules aux parcs de stationnement de la Comédie et du Triangle par le tunnel depuis le boulevard Victor-Hugo et permettre l'évacuation en urgence des galeries et du parc de stationnement également ;

- Permettre la circulation occasionnelle des véhicules de secours depuis le boulevard Victor-Hugo et la rue Michelet, vers le Nord par la sortie rue du jeu de ballon ou vers le secteur d'Antigone par la rue des Etats du Languedoc ;
- Faciliter l'accès des deux-roues motorisés et non motorisés au « *hub des mobilités* » du niveau -1 en leur réservant l'entrée actuelle du parking de la Comédie depuis le boulevard Sarraïl, pour améliorer l'accès du centre-ville à tous les modes de déplacements. Le projet de requalification de l'Esplanade Charles-de-Gaulle intégrera les modifications nécessaires pour permettre l'utilisation de la trémie par les vélos vers le hub des mobilités au -1 ;
- Créer une galerie dédiée pour permettre aux cyclistes d'utiliser l'espace libéré du tunnel afin de traverser le secteur Comédie en toute sécurité et de façon efficace pour rejoindre le réseau cyclable vers Castelnau par la véloligne 1 ou même vers l'anneau cyclable dans le secteur des quais du Verdanson/Léon-Vallois. Depuis la galerie cyclable un accès direct au niveau -3 du parc de stationnement sera créé ;
- Valoriser et magnifier cette galerie cyclable de près de 400 mètres de long en proposant une création artistique sur la base d'une intervention lumineuse et scénographique. Cette expression artistique s'inscrit dans la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 ;
- Dès janvier 2024, permettre d'accéder au parking Comédie depuis l'entrée est du cœur de Métropole par la création d'une galerie d'accès au parc de stationnement depuis l'avenue Frédéric-Mistral. La connexion entre cette voie et le parc de stationnement se situera au niveau -2 du parc ;
- Moderniser le parking de la Comédie par la rénovation des peintures des sols, murs et plafonds et l'amélioration de l'éclairage ;
- Améliorer le confort et la sécurité des piétons en proposant aux cyclistes une alternative à la traversée de la place de la Comédie par la galerie cyclable, et des connexions avec le réseau cyclable de la Métropole (anneau vélo et vélolignes) ;

Les étapes à venir sont les suivantes :

- Dépôt du permis de construire relatif à la conversion du tunnel en ERP ;
- Passation d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la TaM pour la mise en œuvre de l'opération globale de conversion du tunnel et de création du Hub des mobilités ;
- Passation des marchés de Maîtrise d'œuvre et de travaux ;
- Réalisation des travaux de requalification du tunnel : percement de la paroi du parking pour créer l'accès depuis l'avenue Mistral, restructuration des trémies du tunnel actuel et création des connexions au parc de stationnement aux niveaux -2 et -3, réalisation des dégagements et issues de secours servant à l'évacuation du public, traitement et mise en lumière des parois verticales afin d'accueillir le projet artistique, adaptation des installations de désenfumage et de lutte contre l'incendie ;
- Réalisation des travaux de rénovation du parking : rénovation des peintures et de l'éclairage, réalisation du « *hub des nouvelles mobilités* », installation des 10 bornes de recharge pour voiture électrique.

L'objectif est la livraison de ces aménagements à l'horizon 2025.

Le coût de l'opération est estimé à hauteur de 7.8 M €. Ce montant intègre toutes les dépenses liées à l'opération y compris les prestations intellectuelles, la communication et l'indemnisation des pertes d'exploitation du parking. Il comprend notamment 3.2 M € dédiés à la transformation du tunnel en ERP, 0.3 M € dédiés à la création d'une œuvre artistique et 1.8 M € dédiés à la modernisation du parc de stationnement et la création du hub de mobilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'opération d'amélioration de l'accessibilité au parking Comédie et de création d'une galerie cyclable, ainsi que le programme décrit dans la présente délibération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212176-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER

Aménagement durable - Convention de compensation des déplacements urbains sur le réseau TaM réalisés par les abonnés scolaires "Libre-circulation" en juillet et août 2022 entre le SMTCH et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

En 2004, la Communauté d'agglomération de Montpellier a transféré sa compétence en matière de transport scolaire au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) lors de sa création, par délibération du Conseil communautaire du 27 juin 2003.

Dans le cadre de la politique tarifaire du Syndicat Mixte en faveur des scolaires, l'abonnement scolaire « *Libre-circulation* » (ex-Zazimut) a été mis en place et offre à ses titulaires la libre-circulation sur les réseaux de transport urbain (en sus du réseau interurbain), en période scolaire et hors vacances d'été.

Pour favoriser la mobilité de ce public et dans le cadre de la politique jeunesse de la Région Occitanie, l'abonnement scolaire « *Libre-circulation* » est prolongé depuis plusieurs années pour les mois de juillet et août, sans surcoût pour les scolaires. Le SMTCH a donc adopté lors de sa séance du 30 mars 2018, en accord avec Montpellier Méditerranée Métropole, la reconduction annuelle de validité de l'abonnement scolaire « *Libre-circulation* » pendant les vacances scolaires d'été. Pour l'année 2022, la période de validité s'étend du 8 juillet au 31 août.

Une convention prévoit les modalités de la compensation financière versée par le SMTCH à Montpellier Méditerranée Métropole pour les déplacements réalisés sur le réseau TaM par les abonnés scolaires « *Libre-circulation* » durant cette période. La compensation versée à Montpellier Méditerranée Métropole est calculée sur la base du tarif unitaire réel (RUR recette urbaine unitaire = 0,9422 € HT la validation) et du nombre de validation des abonnés scolaires « *Libre circulation* », enregistrés par les valideurs TaM pour les mois de juillet et août 2022.

Pour l'exercice 2022, cette compensation s'élève à 17 638,83 € TTC pour 10 591 déplacements enregistrés (17 019 validations).

La délibération, prise par le SMTCH en mars 2018, précise que les réseaux urbains partenaires peuvent choisir ou non de reconduire le dispositif d'année en année. Afin de maintenir des conditions de mobilité favorables pour les scolaires pendant la période estivale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite reconduire le même dispositif pour l'année 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de compensation entre le SMTCH et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que la recette est inscrite aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver la reconduction du dispositif pour l'année 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209771-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Zazimut été 2022 SMTCH 3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER

Aménagement durable - Avenant n°8 à la Délégation de Service Public (DSP) Transport - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19, pour le subdélégataire.

Par délibération n°M2022-260 en date du 26 juillet 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°7 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire, adapter la grille tarifaire et mettre à jour le contrat suite à la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale et la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République.

Par délibération n°M2022-396 en date du 4 octobre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a retiré la délibération n°M2022-230 visant à la signature d'un avenant n°6 à la convention de DSP de transport urbain. Cet avenant a été remplacé par une convention valant protocole transactionnel, visant à formaliser le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€, au bénéfice du subdélégataire T3M et au titre de l'année 2021.

Le présent avenant a pour principal objet l'intégration au contrat de DSP d'un nouveau service de stationnement vélos sécurisé sur l'espace public, venant compléter l'offre de véloparcs existants dans les P+TRAM et les parkings en ouvrage. Ce nouveau service est une solution contribuant à la création d'un véritable « *écosystème vélos* » au sein de la Métropole. Il permettra de répondre aux besoins de stationnement vélos dans l'habitat collectif, pour des déplacements pendulaires domicile-travail, mais également aux besoins de stationnement à visée « *loisirs* », dans les principaux pôles générateurs du territoire. Il sera déployé progressivement puis mis en exploitation à compter de janvier 2023, générant un impact annuel de +100 K€ sur la SFE.

Cet avenant prévoit également deux modifications mineures du contrat : une adaptation des titres de la gamme tarifaire des transports collectifs, en prévision de la gratuité totale des transports ; une révision de la SFE versée au subdélégataire à la hausse (+106 K€/an en valeur contrat), afin de corriger une erreur dans les coûts appliqués aux véhicules bioéthanol.

Conformément à l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°8 au contrat de DSP afin de :

- Mettre à jour les articles du contrat de DSP concernés par le nouveau service de stationnement vélos sécurisé (n°1/ 39.1/ 40.1/ 44/ 56.3/ 83.1/ 84) ;
- Modifier la grille tarifaire afin d'y intégrer les tarifs de ce nouveau service ainsi que les adaptations sur les titres de transport en prévision de la gratuité totale ;
- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de l'exploitation du nouveau service de stationnement, ainsi que la correction des coûts d'exploitation du subdélégataire, par la mise à jour du Compte d'Exploitation Prévisionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°8 au contrat de DSP des transports publics urbains ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Sébastien COTE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-204188-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 30_Grille tarifaire_avenant 8 - V4.docx
- Avenant 8 DSP Transport_v3.docx
- Annexe 29_CEP_avenant 8.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Hind EMAD, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Véronique NEGRET, Catherine RIBOT, Jean-Luc SAVY, Patricia WEBER

Attractivité - Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) - Contribution métropolitaine - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Document de programmation à valeur prescriptive, établi en concertation avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) est l'expression de la politique de développement économique régionale.

Appliqué au territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ses orientations font l'objet d'une élaboration conjointe avec la Région Occitanie. Le « volet métropolitain du SRDEII, Montpellier Méditerranée Métropole » est la traduction de ces orientations stratégiques partagées.

I - CONTEXTE :

En 2022, l'action publique s'inscrit dans un contexte où la crise mondiale de la Covid-19 a mis en exergue la dépendance industrielle et technologique de l'économie française. La situation financière des entreprises est durablement fragilisée. La crise sanitaire a montré la nécessité de faciliter l'émergence d'une économie plus économe en ressources, en énergie et plus vertueuse. Elle a enfin montré la nécessité de revenir à des valeurs sociétales fortes dans les modes de manager, de produire, de consommer.

Tout en affichant une ambition forte de devenir un pôle européen d'entrepreneuriat et d'innovation incontournable, la Métropole s'engage à contribuer à un aménagement et à un développement économique durable, responsable et équilibré du territoire. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, la Métropole est convaincue de l'intérêt d'une stratégie partagée.

Fort de ces constats, la Région Occitanie, Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole, dans la continuité du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires – Occitanie 2040, proposent de décliner les volets métropolitains respectifs sur les axes suivants :

- L'autonomie et la souveraineté régionale ;
- L'économie de demain ;
- La transformation de notre modèle de développement économique ;
- Le rééquilibrage territorial.

II - LES 4 AXES DECLINES SUR LE VOLET METROPOLITAIN MONTPELLIERAIN :

A. Autonomie & souveraineté régionale :

- a. Le choix de filières stratégiques sur le bassin montpelliérain : la santé, l'agroalimentaire, l'environnement, regroupées dans une perspective inter filières phare à travers Med Vallée, le numérique, les industries culturelles et créatives, et l'eau ;
- b. L'international : agir de façon ciblée sur l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Afrique (pourtour méditerranéen) en complémentarité avec les acteurs spécialisés (Ad'Occ, Team France Export) ;
- c. Attractivité :
 - Tourisme : interagir avec les partenaires pour développer l'attractivité touristique du territoire en Europe et sur le bassin méditerranéen, accueil d'événements/manifestations/congrès, tourisme d'agrément (œnotourisme, activités de pleine nature) ;

- Implantation : créer les conditions pour que l'écosystème mêle grandes et petites entreprises, startups, formations, universités, incubateurs et acteurs publics et développer une offre territoriale appropriée qui rendront promotion et prospection plus efficaces et permettront de concrétiser de belles implantations sur le territoire ;

B. Economie de demain :

- a. Les filières de demain : Intelligence Artificielle, Blockchain, Deeptech, Metaverse, Quantique, Hydrogène, Eco-construction, Economie circulaire ;
- b. L'innovation / innovation collaborative : développer des projets collaboratifs structurants en s'appuyant sur toutes les ressources du territoire ;
- c. Métiers / Emplois / Formation : favoriser l'émergence de nouveaux métiers ;

C. Transformation du modèle économique : favoriser la transformation des entreprises vers un modèle responsable, créateur de nouvelles valeurs.

- a. Commerce et Artisanat : accompagner l'évolution des usages et pratiques de l'économie de proximité, fortement impacté par la crise sanitaire, dans un contexte de mutation technologique, environnemental et sociétal ;
- b. La Création d'entreprise :
 - Entreprises innovantes : moteur de l'économie de demain et porteuses de la transformation des modèles économiques => faire du territoire un terrain d'expérimentation ouvert à l'entrepreneuriat tech inclusif, œuvrant au développement de filières essentielles favorisant la fertilité croisée de l'enseignement, la recherche et les entreprises ;
 - Entreprises traditionnelles : favoriser la création de sa propre activité ;
- c. La croissance des entreprises : soutenir le *scaling* et la transformation vers de nouveaux modèles économiques ;
- d. Entreprises à impact, ESS & innovation sociale (SEE) : favoriser l'engagement sociétal des entreprises et les modèles vertueux ;
- e. Economie circulaire stimuler les actions « Zéro Déchet, Zéro Plastique », soutenir les entreprises basées sur un modèle de recyclage ;
- f. De nouvelles solutions de financement pour accélérer la mutation des entreprises vers de nouveaux modèles, sobres et vertueux ;

D. Rééquilibrage territorial :

- a. Le foncier : viser un développement économique équilibré, sur fond de pénurie de foncier et de mutation des usages (télétravail, modalité flex...) ;
- b. Les Quartiers Prioritaires de la Ville : travailler avec l'ensemble des acteurs locaux, pour réduire les inégalités territoriales et l'emploi au sein des QPV.

Ces actions inscrites dans un canevas commun correspondent bien à la feuille de route de la Métropole. Chacune d'entre elles a été validée par la Région, faisant de ce document le reflet d'une stratégie partagée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le volet métropolitain "Montpellier Méditerranée Métropole" du Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209891-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SRDEII VOLET METROPOLITAIN V3M - V1 CM.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK

Attractivité - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events - Prise de participation - Création d'une filiale SASU Toulouse Congrès - Approbation

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la société anonyme d'économie mixte locale Montpellier Events, à hauteur de 35,54% du capital aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%) de la Ville de Montpellier (9,29%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS aux cotés des représentants de la Métropole suivants siégeant au Conseil d'Administration : Hind EMAD, Clare HART, Frédéric LAFFORRGUE et Renaud CALVAT.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole sous contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclus le parking du Corum dont la SAEML TaM est subdélégataire.

La société est dirigée par son Président, Cyril MEUNIER, et sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2021 de la société est de 54 salariés et un mandataire social.

La société Montpellier Events a récemment candidaté à la procédure de DSP relative à la gestion et l'exploitation du centre des Congrès Pierre-Baudis et des Espaces Vanel de Toulouse Métropole. Lors de son Conseil en date du 20 octobre 2022, Toulouse Métropole a attribué la délégation de service public à la société Montpellier Events pour une durée de 12 ans.

Dans cette perspective, l'ambition de Montpellier Events est de créer une synergie de rayonnement régional du tourisme d'affaires sur le plan national et international au profit des deux métropoles montpelliéraine et toulousaine. La localisation en centre-ville du Centre Pierre-Baudis et des Espaces Vanel s'inscrit ainsi dans l'axe d'une orientation « *Cœur de Villes Congrès en Occitanie* » et permettra de répondre aux attentes des usagers congressistes à la recherche d'une offre permettant de combiner affaires et tourisme de loisirs de proximité. Le début d'exploitation est prévu au 1^{er} juillet 2023.

Dans le cadre de cette prochaine exploitation, le Conseil d'administration de Montpellier Events est ainsi amené à autoriser la création d'une filiale, société dédiée, sous forme de Société par Action Simplifiée Unipersonnelle (SASU) et dénommée « *Toulouse Congrès* ». La société disposera d'un capital de 500 000 € composé de 5000 actions d'une valeur nominale de 100 €. Cette société sera détenue à 100% par la SAEML Montpellier Events et sera présidée par la Directrice Générale de Montpellier Events.

Conformément aux statuts de la société Montpellier Events, la création de filiale nécessite l'approbation du Conseil d'administration de la société. Aussi toute prise de participation exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales qui dispose « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe d'une prise de participation de Montpellier Events portant création de la filiale SASU Toulouse Congrès, à hauteur de 100% du capital social, soit 500 000 € ;
- D'autoriser les représentants de la Métropole au Conseil d'administration de Montpellier Events à voter en faveur de cette création ;
- D'autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211026-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projets de statuts Toulouse Congrès.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK

Animation du territoire - Capitale Européenne de la Culture - Attribution de subvention à l'association Montpellier 2028 - Avenant - Exercice 2022 - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 2022, le Conseil de Métropole a décidé d'approuver l'attribution de fonctionnement de 150 000 € à l'association Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture. Cette association a vocation à constituer le support de la candidature du territoire élargi de Montpellier et des collectivités qui se sont unies autour de ce projet commun, en particulier, établir le dossier de candidature, coordonner et animer les projets de partenariats, fixer les objectifs et orientations de la programmation culturelle et mobiliser les financements publics et privés.

Un premier appel à projets a été lancé, en mai dernier par Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète et Sète Agglopôle, permettant d'enrichir la création et la diffusion artistique et patrimoniale autour de la candidature « *Montpellier 2028* » et de mobiliser l'ensemble des secteurs artistiques, culturels et patrimoniaux. Cet appel à projets a permis de retenir 50 projets, pour un montant global de 700 000€, s'inscrivant dans l'ambition de la candidature de Montpellier 2028, proposant des actions artistiques, culturelles et patrimoniales pour tous les publics, dans une démarche de co-construction avec les habitantes et les habitants du territoire.

Pour permettre à l'association Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture de poursuivre cet élan et d'enrichir la programmation en lançant un second appel à projets, il convient de modifier la convention d'attribution de subvention qui lui a été accordée en l'autorisant à reverser tout ou partie de la subvention reçue, dans le cadre de son activité, via des appels à projets.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention d'attribution de subvention à « Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210393-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3M_Subvention Montpellier 2028_Convention d'attribution_Avenant_V2.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK

Animation du territoire - Musée Fabre - Gratuité - Hommage à Pierre SOULAGES - Week-end du 29 et 30 octobre 2022 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, créé en 1828 par le peintre François-Xavier FABRE, compte parmi ses collections 34 œuvres de Pierre SOULAGES, réalisées entre 1951 et 2012. La grande majorité de ces œuvres est formée de la donation consentie par Pierre et Colette SOULAGES. Ces œuvres sont présentées dans les cinq salles de l'aile qui lui est consacrée depuis la réouverture du musée en 2007. Pierre SOULAGES a d'ailleurs accompagné, tout au long, le programme architectural de rénovation du musée Fabre.

Afin de saluer la mémoire de Pierre SOULAGES, décédé ce mercredi 26 octobre 2022, le musée Fabre a ouvert ses portes gratuitement au public le samedi 29 et dimanche 30 octobre. Plus de 4 000 visiteurs sont venus voir les toiles de Pierre SOULAGES sur ces deux jours de gratuité.

Pour l'occasion, les œuvres de l'artiste ont été introduites par les mots et les tableaux de ses amis, artistes et écrivains. Un portrait de l'artiste, connu pour ses tableaux abstraits aux nuances infinies de noir, a été accroché sur la façade du musée et un registre de condoléances a été mis à disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser *a posteriori* la gratuité de l'entrée du musée Fabre les 29 et 30 octobre, en hommage à Pierre SOULAGES ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210654-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Musée national d'Art moderne (MNAM) Centre Pompidou dans le cadre de la co-organisation de l'exposition Germaine RICHIER - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Centre Pompidou et le musée Fabre organisent une grande rétrospective de la sculptrice française Germaine RICHIER. Cette exposition se tiendra à Paris du 1^{er} mars au 12 juin 2023 puis à Montpellier du 12 juillet au 5 novembre 2023.

Retraçant le parcours de l'une des figures majeures de la sculpture du XX^{ème} siècle, cette exposition ambitieuse montrera comment l'art de Germaine RICHIER, poursuivant les leçons classiques de la statuaire en bronze, invente une nouvelle image de l'homme et de la femme nourrie par son rapport intime à la nature, son jeu sur l'hybridation des formes et son expérimentation inlassable sur les matériaux. Cet événement constituera également un hommage marqué à celle qui a été la première sculptrice à bénéficier d'une exposition personnelle au Musée national d'art moderne de Paris en 1956. Le musée Fabre dédie depuis sa réouverture en 2007, une salle de son parcours à la sculptrice, qui a vécu aux portes de Montpellier et s'est formée dans cette ville.

Le commissariat scientifique, notamment la sélection d'œuvres, est mené conjointement par le centre Pompidou et le musée Fabre. Le projet est mis en œuvre à chaque étape selon les ressources et calendriers propres à chacune. Afin de fixer les modalités de mise en œuvre de cette co-organisation, les institutions partenaires se sont rapprochées pour établir une convention, qui définit l'ensemble des responsabilités, obligations et prérogatives de chacune des parties, notamment en ce qui concerne les conditions de transport et de conservation des œuvres, la muséographie et la médiation, la promotion et la communication autour de l'exposition, ainsi que la répartition des frais communs afférents à son organisation.

Les deux parties collaborent logistiquement et s'engagent à respecter les exigences et conditions de conservation et de sécurité conformes aux normes internationales. Ils assument la responsabilité et l'obligation d'assurance séparément à chaque étape. Il est convenu entre les Parties que le prêt d'œuvres par le Centre Pompidou ou par le Musée Fabre ne donne lieu à la facturation d'aucun frais administratifs pour la mise à disposition des œuvres.

Les frais communs concernent principalement la fabrication des caisses, les frais liés aux prêts des œuvres et le transfert des œuvres du centre Pompidou au musée Fabre. Le Centre Pompidou assume séparément le transport des œuvres des prêteurs à son étape, Le musée Fabre assume séparément le retour des œuvres à la fin de son étape.

Chaque musée assume par ailleurs intégralement les frais locaux liés à l'organisation de l'exposition en son sein, notamment la conception et la réalisation de la muséographie, la médiation, l'installation des œuvres, la communication, le gardiennage, les partenariats, les événements protocolaires et tout autre événement en lien avec l'exposition. Si le musée Fabre souhaitait réutiliser certains dispositifs créés par le centre Pompidou dans ces domaines, les coûts de ceux-ci deviendraient des frais communs.

Le partenariat est mentionné dans les outils et opérations de communication de chaque organisateur. Chaque organisateur conserve l'intégralité des recettes encaissées sur son lieu d'exposition et aucun organisateur n'est responsable des éventuelles pertes financières de l'autre organisateur. A l'issue de l'exposition, les partenaires établiront les comptes finaux des frais communs et l'organisateur débiteur à l'égard de l'autre s'acquittera de la somme due.

Le coût estimatif de ce partenariat pour le musée Fabre s'élève à ce jour à environ 80 000 € TTC (montant pouvant évoluer au cours du projet, selon le tableau des frais partagés).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le Centre Pompidou et le musée Fabre concernant la co-organisation de l'exposition Germaine RICHIER ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-207508-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de partenariat exposition Germaine Richier MNAM, Musée Fabre.pdf
- Annexe 1 oeuvres communes.pdf
- Annexe 2 oeuvres Mnam Cci.pdf
- Annexe 3 oeuvres musée Fabre.pdf
- Annexe 4 Budget des frais partagés 14 10 22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Festivals du Domaine d'O - Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Financement - Convention d'application 2022 - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Les festivals « *Printemps des Comédiens* », « *Arabesques* » et « *Folies Lyriques* », portés par des associations indépendantes, contribuent pleinement à l'animation et au rayonnement des équipements culturels du Domaine d'O pendant la saison estivale.

En application de l'article 90 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), de la délibération du Conseil de Métropole du 22 décembre 2016 relative au transfert des compétences du Département à la Métropole et de la convention de partenariat « *Festivals du Domaine d'O* » en date du 23 décembre 2016, le Département a transféré à Montpellier Méditerranée Métropole la gestion du projet culturel du Domaine d'O, avec mise à disposition des installations telles que l'amphithéâtre de plein air, le théâtre Jean-Claude-Carrière et l'aire accueillant les chapiteaux. Ce transfert est effectivement intervenu à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par un commun accord ayant fait l'objet d'une convention de partenariat, le Département et Montpellier Méditerranée Métropole ont acté leur volonté de maintenir les festivals d'été et défini leurs engagements réciproques à cette fin. En application de l'article 1^{er} de cette convention de partenariat, une convention triennale 2018-2020 a été conclue entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour définir les modalités de versement de la contribution financière annuelle du Département. Il a été décidé de poursuivre ce partenariat, une convention a ainsi été approuvée pour l'année 2021 et il est proposé de la renouveler pour l'année 2022.

Le Département s'engage dans ce cadre à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution de 1 400 000 € au titre du financement des éditions 2022 des festivals « *Printemps des Comédiens* », « *Arabesques* » et « *Folies Lyriques* ». Cette somme sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole aux associations organisatrices.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat 2022 pour le financement des festivals du Domaine d'O entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 07/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209473A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022_Conv_3M_festivals_DO.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Théâtre des treize Vents, ministère de la Culture, Région Occitanie, Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier constitue sur le territoire de la Métropole un pôle de référence publique et professionnelle en matière artistique. Il est un acteur prépondérant de la politique d'actions culturelles en faveur du vivre ensemble menée par Montpellier Méditerranée Métropole, notamment vis-à-vis de ses engagements en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle, et de ses actions visant à favoriser l'accès à la culture au public le plus large.

Bénéficiaire du label « *Centre Dramatique national* » délivré par le ministère de la Culture, le Théâtre des 13 vents est un théâtre de service public, dont les missions sont notamment de produire et coproduire, créer, diffuser des pièces de théâtre et d'accueillir des spectacles et des artistes régionaux, nationaux et internationaux. Ainsi, le Théâtre des 13 vents propose une programmation annuelle de pièces, rencontres, conférences et d'actions diverses afin de favoriser la rencontre entre œuvres et publics.

La convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier et les partenaires publics, à savoir le ministère de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault, pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du Théâtre des 13 vents, et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets. Elle fixe les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel, les modalités de son financement, les relations avec les partenaires institutionnels et les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Par la convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conçu par ses directeurs et approuvé par son comité de suivi, conformément à son objet statutaire et dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Les partenaires publics s'engagent quant à eux à contribuer financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et des décisions de l'Etat et des assemblées délibérantes des collectivités concernées. Pour 2022, la contribution de la Métropole s'établit à 700 000 €.

La convention est conclue pour une durée de 3 ans, couvrant la période 2022-2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, et la société Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-204734-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet CPO 2022-24 CDN 13Vents 4 NOV (003).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Centre Chorégraphique National Montpellier Occitanie, ministère de la Culture, Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention Pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2024 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les axes principaux de la politique publique de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de spectacle vivant s'orientent vers la constitution de filières complètes allant de la formation supérieure, l'insertion professionnelle, la création et la diffusion tout en veillant à accompagner l'émergence et favoriser le rayonnement culturel du territoire et de ses talents soutien et accompagne l'Institut Chorégraphique International – Centre Chorégraphique National de Montpellier Occitanie (ICI – CCN).

L'activité principale d'un Centre Chorégraphique National consiste en la création, la production et la diffusion d'œuvres d'une haute exigence artistique, constituant le socle pour le développement conjoint d'« *activités associées* » à destination des publics et des professionnels de la danse. Il s'appuie sur un projet artistique et culturel, conçu par son directeur et approuvé par son assemblée générale.

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre ICI – CCN titulaire du label Centre chorégraphique national et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du CCN et de définir les modalités de son financement et de son évaluation au travers des objectifs concrets. Dans ce cadre l'ICI – CCN s'engage à produire au moins deux créations pour une période triennale, et peut faire appel à des chorégraphes invités pour certaines de ses créations et/ou certaines de ses activités.

L'ICI – CCN recherche une large audience auprès du public et s'affirme comme un pôle artistique majeur de la vie locale et du rayonnement culturel régional. Il participe aux interventions locales en faveur du chorégraphique, à la fois par sa création de productions, la diffusion de son répertoire, mais aussi par ses « *activités associées* » ci-dessous définies. Le centre chorégraphique développe des activités associées de soutien à la création via la résidence « *artiste associé* », la résidence « *accueil-studio* » de la résidence longue « *artiste associé* » et de la résidence « *accueil studio* ». La programmation dans le cadre de la saison de l'ICI – CCN contribue au soutien à la création. Prenant appui, notamment, sur la Convention de généralisation de l'éducation artistique et culturelle (CGEAC), l'ICI–CCN conçoit et met en œuvre une stratégie de médiation, formation et développement des publics. Initié en 2011, en partenariat avec l'université Paul-Valéry de Montpellier, l'ICI–CCN dispense le Master exerce Études chorégraphiques « *recherche et représentation* » qui est depuis 2013 l'unique formation de niveau master en France accompagnant des artistes, auteurs de leur projet et recherche en danse.

Par cette convention pluriannuelle d'objectif et de moyen 2022-2024, l'ICI – CCN s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme à son objet statutaire dans le cadre de son projet global d'intérêt général, conçu par son directeur et décliné en programme pluriannuel d'activité.

Montpellier Méditerranée Métropole contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 390 000 € au projet artistique et culturel sur les années 2022 à 2024. La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole est une aide au fonctionnement, qui prendra la forme d'une subvention annuelle de 130 000 €.

L'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole sur les subventions est soumis à la règle de l'annualité budgétaire. L'octroi de celles-ci est conditionné par le vote de leur montant par l'assemblée délibérante de Montpellier Méditerranée Métropole. Le règlement sera effectué en application des règles de la comptabilité publique.

Les contributions financières de Montpellier Méditerranée Métropole mentionnées ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- Le vote au Budget Annuel de la Collectivité ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations fixées dans la convention ;
- La vérification par l'administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions.

La convention fixe également :

- Les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel ;
- Les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Chorégraphique National Montpellier Occitanie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212358-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CPO CCN 2022 2024_V DEF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Médiathèque centrale Emile Zola - Convention de mise à disposition 2023-2027 par Montpellier Méditerranée Métropole des locaux au bénéfice des Archives municipales de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

A la suite des délibérations du 28 novembre 2002 de la Ville de Montpellier et du 29 novembre 2002 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant transfert de la Ville à la Communauté d'Agglomération du bâtiment dénommé alors « *Bibliothèque centrale* », la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, mettait à disposition de la Ville de Montpellier des locaux destinés aux Archives municipales au sein de la médiathèque centrale Emile-Zola.

Dans cette optique, une convention avait été signée entre les deux institutions. Elle précisait notamment les modalités de mise à disposition et les conditions de remboursement, de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole, des charges liées à l'usage du bâtiment, sur la base d'un ratio de 8%, proportionnel aux surfaces occupées, appliqué à l'ensemble des dépenses communes engagées annuellement par la Métropole dans ce cadre (chauffage, électricité, contrats de prestation de service, frais de maintenance etc.).

Cette convention prenant effet au 1^{er} janvier 2003 pour une durée de 15 ans, est arrivée à échéance au 31 décembre 2017 et a été renouvelée pour 5 ans par délibération n°14993 du 2 novembre 2017.

Une nouvelle convention est ainsi proposée, pour 5 années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2027. Elle reprend les termes de la précédente en ce qui concerne les modalités de mise à disposition des espaces et les conditions de remboursement des charges liées à l'usage du bâtiment de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de locaux de la médiathèque centrale Emile-Zola au bénéfice des Archives municipales de Montpellier ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210502-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention MAD EZ Archives 20232028.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Convention de généralisation de l'éducation artistique et culturelle (CGEAC) - Appel à projets 2023 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Le parcours d'éducation artistique et culturelle accompli par chaque enfant et jeune se construit de l'école primaire au lycée, dans la complémentarité des temps scolaire, périscolaire et extrascolaires d'une part, des enseignements et des actions éducatives d'autre part. Il conjugue l'ensemble des connaissances et des compétences que l'enfant et le jeune ont acquises, des pratiques qu'ils ont expérimentées et des rencontres qu'ils ont faites dans les domaines des arts et de la culture.

Montpellier Méditerranée Métropole, de par sa compétence culture, est au cœur de cette dynamique de démocratisation culturelle. L'ensemble de ses ressources culturelles doit être associé et mis en synergie dans cette dynamique d'éducation culturelle. En application de la délibération n° M2019-342 du 25 juin 2019, il a été signé une convention associant tous les partenaires d'une éducation artistique et culturelle complète et intégrée : la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie, la rectrice académique, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) (maintenant Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports – SDJES). Celle-ci a été étendue à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault par avenant du 30 décembre 2021.

En déclinaisons locales, des conventions partenariales sont ainsi signées de gré à gré entre plusieurs communes membre et Montpellier Méditerranée Métropole ; à ce jour, sont partenaires de la Convention de généralisation de l'éducation artistique et culturelle (CGEAC) Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Juvignac, Lavérune, Le Cres, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Prades-le-Lez, Saint Drézéry, Saint Jean de Védas, Saint Génès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saussan, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone. Ainsi, ensemble, il a été décidé de développer sur chaque commune partenaire les conditions d'un accès à la culture, d'une appropriation des lieux culturels, le développement des pratiques artistiques et culturelles et l'autonomie permettant à chaque jeune de réaliser son parcours culturel personnel.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé le lancement d'un appel à projets destiné à soutenir les initiatives des opérateurs artistiques et culturels dans le développement d'offres EAC vers les communes partenaires pour l'année 2022. Cet appel à projets a été approuvé par délibération n° M2022-105 du 22 mars 2022.

Il est aujourd'hui proposé de reconduire ce dispositif, conforté par une enveloppe financière de 45 000 € au titre de l'exercice 2023

L'aide financière de Montpellier Méditerranée Métropole est conditionnée par la signature d'une convention de partenariat ou lettre d'engagement avec chaque porteur des projets lauréats. Cette dernière aura pour objectif de délimiter le rôle, les engagements et les responsabilités des différentes parties. Elle précisera également les modalités de versement de la subvention, la durée de la convention, le pilotage et l'évaluation du projet. Enfin, cette partie éclairera les modalités du contrôle du respect des termes de la convention.

Pour l'année 2023, la date limite de réception des dossiers est fixée au 10 février 2023. Les projets devront se dérouler entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la reconduction de l'appel à projets pour soutenir les initiatives de développement de l'Education Artistique et Culturelle avec les communes partenaires de la CGEAC ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210997-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CGEAC - Appel à Projets 2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Cité des Arts - Affectation de subventions aux écoles associées - Conventions 2022/2023 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du schéma de mutualisation, il est proposé de poursuivre l'action engagée en 2017 en faveur des écoles de musique du territoire adhérentes au réseau de l'enseignement musical métropolitain et labellisées « *écoles associées au Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole – Cité des arts* ».

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole peut en effet verser à ses communes membres un fonds de concours pour la gestion d'un équipement. Ainsi, sous réserve de la signature de la convention afférente, les structures concernées pourront bénéficier d'une subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2022.

Le montant total de l'aide financière apportée par la Métropole s'élève à 73 800 € et est affecté comme suit, conformément aux clés de répartition précisées en annexe de la convention et aux engagements métropolitains dans le cadre des classes passerelles (prises en charge du tarif plein municipal) :

- Ecole de Musique de Castries : 12 996 € + 1 674 € (dispositif passerelle) : 14 670 € ;
- Ecole de Musique de Juvignac : 14 308 € ;
- Ecole Intercommunale de Musique Internote : 4 900 € ;
- Ecole de Musique de Pérols : 13 342 € ;
- Ecole de Musique de Sussargues : 7 660 € ;
- Ecole de Musique de Saint Jean de Védas : 18 310 € + 610 € (dispositif passerelle) : 18 920 €.

Outre les engagements liés à l'appartenance au réseau de l'enseignement musical, les écoles associées seront tenues aux engagements suivants :

- Offre pédagogique comportant les trois disciplines (formation musicale, instrument et pratiques collectives) ;
- Structuration en cycles et/ou départements ;
- Adoption d'un projet d'établissement ;
- Formation et professionnalisation des équipes enseignantes ;
- Participation possible des élèves aux examens de fin de cycles 1 et 2 de la Cité des arts.

De plus, les communes s'engagent à maintenir leur niveau de financement pendant la durée de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la répartition des subventions accordées par Montpellier Méditerranée Métropole aux écoles associées à la Cité des Arts ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution entre la Cité des Arts et les écoles associées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210002-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conventions 22-23 écoles associées

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Cité des Arts - Rémunération des intervenants extérieurs, tarifs des achats de prestation de cours et prise en charge des frais de déplacements - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2021-438 du 28 décembre 2021, le Conseil de Métropole a adopté une grille de rémunération concernant les intervenants extérieurs (master-class, conférence, concerts), les jurys, les intervenants du projet Démos et de sensibilisation artistique ainsi que celles des intervenants ponctuels ou non référencés. Cette délibération précise également les conditions de remboursement des frais de déplacement des intervenants.

Afin de tenir compte des grilles de références sur laquelle s'appuie la présente délibération, il est proposé d'actualiser les grilles de rémunération des intervenants en prenant acte de l'évolution des rémunérations de référence issues de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles (CCNEAC), de l'arrêté du 18 décembre 2020 prescrivant l'accord du 31 janvier 2019 relatif aux salaires ainsi que des bases de remboursement relatives aux frais professionnels de l'URSSAF.

1. Conditions de rémunérations

❖ Intervenants extérieurs saison culturelle (*master –class, conférences, séminaires ...*)

Master-Class	L'heure	La journée (6h)
Intervention haute technicité	37,50 € brut	225 ,00 € brut
Intervention haute technicité spécialisée	75,00 € brut	450,00 € brut

Les tarifs « *haute technicité* » et « *haute technicité spécialisée* » dépendent de la nature de l'intervention. Les interventions régulières, (sauf cas exceptionnel) sont considérées comme relevant du tarif « *haute technicité* ».

En cas d'intervention ponctuelle ou non référencée, une prestation de service peut être achetée par la métropole selon un taux horaire fixé à 50 € HT.

❖ Intervenants extérieurs DEMOS et sensibilisation artistique

Intervenants	L'heure
DEMOS, intervenants musiciens, chefs de chœur et danseurs	35 € brut
DEMOS, chef d'orchestre répétitions-stages	80 € brut
DEMOS chef d'orchestre - concerts	Forfait 700 € brut
Sensibilisation artistique	20 € brut

Les tarifs ci-dessus sont des tarifs nationaux conformes au référentiel du dispositif national « *DEMOS* ».

Le tarif « *sensibilisation artistique* » est destiné aux musiciens intervenants et aux intervenants impliqués de façon directe ou indirecte dans des actions de sensibilisation culturelle et artistique auprès des écoles. Ils peuvent également être en appui de certains projets du CRR.

❖ **Jurys**

La rémunération des jurys est de 70 € brut pour une vacation minimale de 2 heures. Chaque heure suivante sera rémunérée 30 € brut.

❖ **Saison artistique (artistes, enseignants, artistes invités et techniciens)**

Grille Syndeac 2019, arrêté du 18 décembre 2020 publié au Journal officiel du 24 décembre 2020.

Service orchestre	Musiciens, choristes, danseurs, chorégraphes et comédiens	Répétitions et représentation (service de 3 heures indivisible) et au-delà au prorata temporis	109,13 € (si deux services journaliers : 154,11€)
Concerts des enseignants et artistes invités	Musiciens, choristes, danseurs, chorégraphes et comédiens	Somme forfaitaire élaborée sur la base de deux services types (109,13 €) et d'un cachet appliqué aux autres artistes appartenant aux ensembles sans nomenclature (154,11 €)	372,37 € (si autres concerts : 154,11€)
Techniciens			Rémunération SMIC horaire en fonction des catégories et des salaires à minima publiés au JO (travail d'une durée comprise entre 5 et 10 par jour, limitée à 48 par semaine)

2. Conditions de remboursement des frais de déplacement

Pour tous les intervenants extérieurs – jurys (hors rémunération via GUSO).

❖ **Nuitée d'hôtel :**

Conditions : activité comprise sur deux journées ou impossibilité d'arriver ou de partir le jour même de l'activité (après validation par la direction du CRR).

Remboursement de la somme réelle plafonnée à 90 € TTC (petit déjeuner inclus) sur présentation obligatoire de la facture.

❖ **Repas :**

Conditions :

Déjeuner : activité comprise sur deux demi-journées ;

Dîner : remboursement conditionné à la prise en charge d'une nuit d'hôtel.

Remboursement de la somme réelle plafonnée à 19.40 € TTC (base URSSAF) sur présentation obligatoire du justificatif, (hors repas pris en charge directement par le CRR).

Exceptionnellement (renommée de l'intervenant et intérêt pour le CRR) et sur proposition du directeur, le service peut prendre en charge directement la nuitée et les repas. Les tarifs ne pouvant excéder 150 € pour la nuitée et 30 € pour le repas.

❖ **Transport :**

- Billets de train - SNCF

Remboursement sur la base du tarif SNCF 2nde classe ou sur le prix du billet réel si moins cher, de la résidence familiale à la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le remboursement est conditionné à la présentation des billets mentionnant le tarif ou de la facture d'achat.

- Transport en commun

Les trajets intra-muros entre la gare et le Conservatoire sont pris en charge sur la base d'un trajet en transport en commun sur présentation du ticket.

Il n'y a pas de prise en charge des frais de taxi sauf exception sur accord préalable du directeur (transport de matériel encombrant, etc.).

- Trajet avec le véhicule personnel

Remboursement du trajet entre la résidence familiale et la Cité des Arts sur la base de l'indemnité kilométrique en vigueur ainsi que des frais de péage sur présentation de la facture (permettant en outre de justifier l'utilisation du véhicule personnel sur les trajets nécessitant la traversée de tronçons à péages). Il est précisé que l'indemnité kilométrique sera plafonnée au coefficient applicable aux véhicules à 7 CV fiscaux pour les véhicules qui auraient pour puissance fiscale 8 CV fiscaux et plus.

Il est précisé qu'aucun autre frais ne sera remboursé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'actualisation la tarification applicable à la rémunération des intervenants extérieurs et des conditions de remboursement des frais de déplacement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210917-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Partir en livre 2023 - Création de deux résidences missions - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Depuis plusieurs années, le Réseau des médiathèques participe à l'opération Partir en livre, portée par le Centre National du Livre (CNL) pour le compte du ministère de la Culture. Chaque été, en complément des animations réalisées par les équipes elles-mêmes, plusieurs auteurs et illustrateurs pour la jeunesse sont invités. Depuis 2022, le Réseau des médiathèques invite deux auteurs et illustrateurs jeunesse rémunérés et hébergés sur l'ensemble de la manifestation, afin qu'ils participent à des actions de médiation culturelle auprès des scolaires et du grand public.

Cette année encore, une candidature sera adressée au CNL, en vue d'une participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'édition 2023 de Partir en livre.

Afin de renouveler le dispositif mis en place en 2022 de deux résidences-missions de diffusion qui relèvent non de la création, mais de l'éducation artistique et culturelle, le Réseau des médiathèques souhaite mettre en place ces résidences à destination des publics qui :

- Met en œuvre une diffusion, à travers le territoire (notamment mais pas uniquement à travers les médiathèques de la Métropole) de l'œuvre disponible de l'artiste résident, ainsi qu'une valorisation des démarches et processus créatifs – cette diffusion pouvant être pensée sous l'angle de la rencontre ou du « *faire avec* » ;
- Requiert une forte disponibilité, durant cinq semaines, d'un artiste, à l'échelle du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les objectifs de ce projet sont de :

- Permettre aux enfants et aux jeunes du territoire de bénéficier d'un certain nombre de contacts privilégiés, d'une proximité active et dés-intimidante avec la création contemporaine, conformément aux trois piliers de l'éducation artistique et culturelle : la rencontre, la pratique, la connaissance ;
- Contribuer au développement de l'esprit critique, de la curiosité et de l'imaginaire du jeune public, conformément aux trois missions du Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole : mettre en œuvre une politique des intelligences, des compétences et des imaginaires ;
- Réduire les inégalités en matière d'accès à l'art et à la culture et augmenter de manière significative le nombre d'enfants et de jeunes (et, au-delà, des familles) concernés, conformément aux objectifs historiques et à l'utopie pratique de la démocratisation culturelle ;
- Contribuer au développement spécifique du goût de la lecture et de l'image de qualité, conformément à une volonté forte de Montpellier Méditerranée Métropole de soutenir les acteurs de la chaîne du Livre et aux grands objectifs du CNL incarnés dans cette manifestation,

Une phase préparatoire de la résidence permettra au printemps d'identifier les partenaires mobilisées et actions réalisées entre la mi-juin et fin juillet.

Le montant total prévisionnel du projet de participation à Partir en livre 2023 s'élève à 18 000 €, dont environ 10 000 € pour le volet résidence-mission, incluant notamment des dépenses de rémunération, d'hébergement et transport, toutes modalités spécifiées dans une convention de résidence qui sera adoptée ultérieurement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de résidences-mission dans le cadre de l'opération Partir en livre 2023 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210424-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - 4ème trimestre 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait approuver par délibération n°M2020-306 les nouvelles modalités d'application du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion du Théâtre et du Spectacle Vivant qui contribue à soutenir la vitalité artistique sur son territoire en permettant une plus large diffusion de spectacles créés et joués par des compagnies locales. Ce dispositif bénéficie aux compagnies installées sur le territoire de la Métropole, à condition qu'elles soient programmées dans la Métropole, et ce dans le cadre d'une convention.

Les projets financés doivent répondre aux critères suivants :

- Intégration dans la programmation *a minima* d'un lieu de diffusion de la Métropole ;
- Rédaction d'un contrat de cession ou de coréalisation avec minimum garanti pour la compagnie ;
- Nécessité d'avoir une reconnaissance professionnelle via la licence d'entrepreneur de spectacle ;
- Obligation pour la compagnie bénéficiaire d'être installée sur le territoire de la Métropole ;
- Forte incitation à la diffusion d'une série pour le spectacle ou le projet aidé ;
- Irrigation la plus large possible du nombre de communes de la Métropole ;
- Mise en œuvre d'un parcours d'aide à la création entre les différentes structures d'accueil de la compagnie pour une ou plusieurs étapes de travail, tout au long du processus de création ;
- L'aide peut apparaître comme un apport en production auprès des autres partenaires institutionnels.

1- Attribution de subventions dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion Théâtrale :

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer l'aide à la Création et la Diffusion Théâtrale et au Spectacle Vivant aux 3 compagnies suivantes, pour les projets ci-dessous énoncés, pour un montant total de 8 600 € :

Spectacle	Diffuseur	Compagnie	Dates	Nombre de représentations	Nature de la représentation	aide proposée
<i>Le Médecin malgré lui</i>	Juvignac	Cie Les Têtes de Bois	20/10	1	Théâtre	3 000
<i>Sous les pavés</i>	Prades-le-Lez	CIA Cie Internationale Alligator	09/09	1	Théâtre de rue	3 100
<i>Le Théâtre de Sabbat</i>	What The Fest	Les Robinsons	31/10	1	Théâtre musical	2 500

2- Annulation et modification de subventions dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion Théâtrale

Pour des raisons liées à la Covid-19, l'association Théâtre Talhers Production La Rampe Tio qui a bénéficié d'une subvention de 1000 € par délibération n°M2022-106 du 22 mars 2022 n'a pas pu jouer son spectacle *Antigona*, entraînant l'annulation de la représentation par le diffuseur.

L'association L'individu qui a bénéficié d'une subvention de 1400 € par délibération n°M2022-265 du 26 juillet 2022 n'a finalement pas été en mesure de déposer un dossier de demande de subvention complet pour l'année 2022, ne permettant pas de maintenir l'aide initialement prévue dans le cadre de son projet de diffusion du spectacle *Looking for Quichotte*.

L'association Marécage qui a bénéficié d'une subvention de 1500 € par délibération n°M2022-265 du 26 juillet 2022 a indiqué renoncer à cette attribution pour le spectacle *Interlude(s)* puisqu'il a finalement été directement accueilli et financé par le Réseau des médiathèques.

A la suite d'une renégociation du contrat, l'association Les gens du quai qui a bénéficié d'une subvention de 2 000 € pour le spectacle *Lopez Lopez* par délibération n°M2022-265 du 26 juillet 2022 n'a finalement sollicité qu'un montant de 1 200 €.

A la suite à une renégociation du contrat, l'association Le cri dévot qui a bénéficié d'une subvention de 2 774 € pour le spectacle *#générations(s)* par délibération n°M2022-106 du 22 mars 2022 n'a finalement sollicité qu'un montant de 2 112 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention dans le cadre du fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale et au spectacle vivant, aux 3 compagnies listées ci-dessus ;
- D'approuver l'annulation des subventions aux 3 compagnies Théâtre Talhers Production La Rampe Tio, L'individu et Marécage, ainsi que la modification des subventions aux 2 compagnies Les gens du quai et Le cri dévot ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Serge DESSEIGNE, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211663-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP_3M_Convention_Subvention_FACDT 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

1. Affectation de subventions de fonctionnement

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire. Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

N° de dossier	Code association	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant proposé
METRO-CULT 001573	4804	Brocéliande	MUSIQUE	Projet	Festival de la chanson française	1 000 €
METRO-CULT 001563	6936	Le réveil cournonterralais	MUSIQUE	Projet	31° festival	1 000 €
METRO-CULT 001557	7883	Idéoscènes	MUSIQUE	Projet	Festival l'étang suspendu	2 000 €
METRO-CULT 001554	6923	Locura Flamenca Production	DANSE	Projet	Festival flamenco	5 000 €
METRO-CULT 001551	7597	Les Amandises	MUSIQUE	Fonctionnement		2 000 €
METRO-CULT 001615	4311	Tout à Fond (TAF)	MUSIQUE	Fonctionnement		15 000 €
METRO-CULT 001279	1250	Corée Graphie	DANSE	Fonctionnement		4 000 €
METRO-CULT 001526	1774	Compagnie Pepi Morena	THEATRE	Projet	AMACA	1 500 €
METRO-CULT 001359	4191	Illusion et Macadam	PLURI	Projet	Festival Tropisme AMCB -	10 000 €
Total fonctionnement et projets						41 500 €

2. Affectation de subventions d'équipement et d'investissement à des structures associatives

Compte tenu de la qualité de leur projet artistique et du rayonnement de leurs activités sur le territoire, il est également proposé d'attribuer des subventions d'investissement aux structures suivantes :

N° de dossier	Code association	Nom de l'association	Nature	Objet	Montant proposé
METRO-CULT 001470	6535	Line Up	Investissement	Rénovation ateliers	1 500 €
METRO-CULT 001431	7748	K7Channel		Equipement de production	8 000 €
METRO-CULT 001412	1201	La boutique d'écriture &co		Matériel technique	10 000 €
METRO-CULT 001495	3746	Association Uni'sons		Matériel bureautique et technique	7 000 €
METRO-CULT 001265	7618	La folie de Cadenet		Restauration gloriette	10 000 €
METRO-CULT 001522	7328	Avis de chantier		Conteneur et caisses de transport	5 773 €
METRO-CULT 001514	6919	Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier LR		Equipement pédagogique et développement numérique	4 353 €
METRO-CULT 001454	7598	La Compagnie du Vent sous les semelles		Création d'un théâtre ambulant	3 500 €
METRO-CULT 001294	3845	Balthazar Centre des arts du cirque		Rentoilage du chapiteau	26 400 €
Total investissement					76 526 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-204512-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Investissement 2022 3M.doc
- Convention Fonctionnement 2022 3M.doc
- Convention Projet 2022 3M.doc
- Lettre engagement 2022 Culture 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau ci-dessous :

CULTURE			
Code	Structure	Type	Attribué
105	CINEMED	Fonctionnement	220 000 €
1893	ICI - CCN	Fonctionnement	65 000 €
2156	MONTPELLIER DANSE	Fonctionnement	770 000 €
265	OONMO (Opéra)	Fonctionnement	6 665 000 €
980	FESTIVAL RADIO FRANCE	Fonctionnement	222 000 €
1666	STAND'ART	Fonctionnement	100 000 €
1937	FOLIES LYRIQUES	Fonctionnement	107 500 €
3746	UNI'IONS	Fonctionnement	105 000 €
6135	L'ATELLINE	Fonctionnement	50 000 €
213	THEATRE DES 13 VENTS	Fonctionnement	350 000 €
1620	LE PRINTEMPS DES COMEDIENS	Fonctionnement	736 000 €
6919	ENSAD	Fonctionnement	225 000 €
4911	MOCO	Fonctionnement	1 600 000 €
2221	DOMAINE D'O	Fonctionnement	1 500 000 €
TOTAL			12 715 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 29 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-213982A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fonctionnement 2023 acompte 3M cult.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Avenant n° 2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Située au coeur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis plus de vingt ans un service public sportif plébiscité par les utilisateurs (plus de 300 000 visiteurs par an) en mettant à la disposition du public une piste ludique de 1 330 m² couplée à une piste sportive de 1 800 m². Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille chaque année les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entraînements et les compétitions de trois clubs sportifs d'intérêts métropolitain.

Par délibération n° 14404 en date du 25 janvier 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public (DSP) pour la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier, ainsi que le choix du délégataire, la SARL VM34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} mars 2017.

Le contrat de DSP, notifié le 24 février 2017, actuellement en vigueur prend fin le 1^{er} mars 2023.

Par délibération n° M2022-206 en date du 31 mai 2022, le Conseil de Métropole a approuvé le principe de renouvellement d'une délégation de service public pour la poursuite de la gestion et de l'exploitation de la patinoire Végapolis.

Le 17 octobre 2022 Montpellier Méditerranée Métropole a lancé la procédure de mise en concurrence en publiant le dossier de consultation des entreprises qui conduira à la désignation du futur exploitant.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service public et permettre aux usagers de pouvoir continuer à bénéficier des installations de la patinoire pendant la procédure de consultation des entreprises et d'analyse des offres, il est proposé de prolonger le contrat actuellement en vigueur entre la société VM 34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, et Montpellier Méditerranée Métropole pour une durée de cinq mois, soit du 1^{er} mars au 31 juillet 2023 inclus.

Au sein de cet avenant les parties conviennent que la nouvelle date de fin du contrat est arrêtée au 31 juillet 2023.

Dans ce cadre, l'avenant prévoit les modalités financières de poursuite de l'exploitation. Ainsi, le délégataire devra s'acquitter d'une contribution forfaitaire calculée au prorata temporis d'un montant de 24 750 €, d'une redevance d'occupation du domaine du domaine public de 7 000 € et d'une redevance de contrôle d'un montant de 1 500 € pour la période. Montpellier Méditerranée Métropole continuera à supporter financièrement l'accueil des scolaires dans l'établissement conformément au tarif délibéré.

L'avenant n° 2 au contrat de délégation de service public vise à modifier le contrat du 24 février 2017 en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 2 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212171A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP Végapolis - AV2 v03.docx

- CEP_2017-2023_Avenant 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous :

POLITIQUES SPORTIVES					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
1225	Montpellier Méditerranée Futsal	00092 4	F	Fonctionnement saison sportive 2022-2023	25 000 €
2583	Basket Lattes Montpellier Association	00092 2	F	Fonctionnement saison sportive 2022-2023	24 500 €
TOTAL					49 500€

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Cyril MEUNIER.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211037-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION_MM FUTSAL decembre 2022 (002).doc

- CONVENTION BLMA - CONSEIL 6 DECEMBRE 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique " Sports" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau ci-dessous :

SPORTS			
Code	Structure	Type	Attribué
1104	SA MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement	587 500 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	500 000 €
2583	BASKET LATTES	Fonctionnement	470 000 €
1850	SAS MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement	457 500 €
5368	ASSO MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement	300 000 €
7861	MHSC VOLLEY BALL	Fonctionnement	380 000 €
917	ASSO MHSC VOLLEY BALL	Fonctionnement	40 000 €
128	ASSO MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	315 000 €
4319	MONTPELLIER WATER POLO	Fonctionnement	188 000 €
950	3M UC NATATION	Fonctionnement	187 500 €
5443	ASSO MHSC	Fonctionnement	146 250 €
3914	3M HOCKEY CLUB	Fonctionnement	112 500 €
1891	MONTPELLIER GRS	Fonctionnement	43 750 €
5223	MA2M	Fonctionnement	40 000 €
4681	3M PATINAGE	Fonctionnement	25 000 €
864	3M CANOE KAYAK UC	Fonctionnement	30 000 €
1417	BARRACUDAS	Fonctionnement	20 000 €

3659	3M TAEWONDO	Fonctionnement	15 000 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Fonctionnement	12 500 €
6488	MONTPELLIER SPORT DE GLACE	Fonctionnement	12 500 €
1928	MONTPELLIER TRIATHLON	Fonctionnement	12 500 €
4012	3M FUTSAL	Fonctionnement	25 000 €
2139	ASPTT TENNIS	Fonctionnement	5 000 €
4380	AQUALOVE	Fonctionnement	5 000 €
4176	3M NATATION ARTISTIQUE	Fonctionnement	4 000 €
4701	HURRICANES - FOOTBALL AMERICAIN	Fonctionnement	2 500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement	25 000 €
5400	AK SPORT	Fonctionnement	7 500 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement	5 000 €
4821	CLUB SUPPORTER BLUE FOX	Fonctionnement	5 000 €
6141	MONTPELLIER HANDI RUGBY	Fonctionnement	2 000 €
5001	CLUB SUPPORTER MHRC	Fonctionnement	2 000 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Fonctionnement	5 000 €
TOTAL			3 985 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Sébastien COTE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Cyril MEUNIER, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-214039A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BP 2023 MODELE DE CONVENTION ASSOCIATION.pdf
- BP 2023 MODELE DE CONVENTION SOCIETE SPORTIVE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI

Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Murviel-lès-Montpellier - Intégration dans le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Modification des statuts de la Régie des Eaux - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, le Conseil de Métropole a décidé de créer une Régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts. Ainsi depuis le 1^{er} janvier 2016, la Régie des Eaux assure la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

Par une délibération du 14 décembre 2021, le Conseil de Métropole a décidé d'étendre la compétence de la Régie au service public de l'assainissement collectif et non collectif à compter du 1^{er} janvier 2023.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est substitué en 2010 à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) qui exerce la compétence à travers un nouveau contrat de délégation de service public confié depuis le 1^{er} janvier dernier à la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) « Eau du Bas Languedoc ». Le SBL est un syndicat mixte à la carte avec une compétence obligatoire production d'eau potable et une compétence facultative distribution d'eau potable.

Par délibération du 23 février 2021, le Conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable plus à même d'assurer les enjeux d'une politique durable de l'eau que sont la prise en compte de l'environnement, de la solidarité, de la gouvernance et de la transparence ainsi qu'une tarification plus avantageuse pour les usagers de la commune et la perspective d'une politique patrimoniale et de recherche de fuites qui permettrait l'amélioration du rendement de réseaux de distribution sur le territoire de la commune.

Par une délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la reprise de la compétence distribution d'eau potable sur le service de Murviel-lès-Montpellier en vue d'en confier l'exploitation à la Régie. Par une délibération du 28 juin 2022, le SBL a acté le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de la compétence à la carte distribution d'eau potable pour le service de la commune de Murviel-lès-Montpellier. Les trois adhérents du syndicat ont approuvé cette reprise. Le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole de la compétence distribution d'eau potable du SBL prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023.

Compte tenu de l'inexistence de ressources en eau sur ou à proximité du territoire communal de Murviel-lès-Montpellier et de l'éloignement des réseaux de la Régie des Eaux, la Métropole reste membre du SBL pour la compétence obligatoire production-adduction d'eau potable.

A ce titre les statuts de la Régie doivent être modifiés pour intégrer l'exploitation du service public de la distribution d'eau potable sur le territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier, étant donc précisé que l'eau potable sera livrée par le délégataire du SBL au titre de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la compétence production d'eau potable du SBL.

Le premier paragraphe de l'article 3.1.1 « *Eau potable* » des statuts de la Régie est remplacé par le paragraphe ci-dessous :

« *La Régie a pour objet l'exploitation du service public d'eau potable sur le territoire de quatorze (14) communes membres de la Métropole, à savoir les communes de Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone.* »

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la modification des statuts de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209902-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- STATUTS RE3M 2023 VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI

Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Murviel-lès-Montpellier - Intégration dans le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux relative aux conséquences financières - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute sur une partie de son territoire.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est substituée en 2010 à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) qui exerce la compétence à travers un nouveau contrat de délégation de service public confié depuis le 1er janvier dernier à la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) « *Eau du Bas Languedoc* ».

Le SBL est un syndicat mixte à la carte avec une compétence obligatoire production d'eau potable et une compétence facultative distribution d'eau potable. En application des dispositions de l'article L. 5212-16 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et conformément à l'article 4 de ses statuts, le Syndicat assure, au titre des compétences obligatoires, pour l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) membres, les compétences de Production et d'Adduction d'eau (exceptions faites, sur le territoire de Sète Agglopôle Méditerranée, des sources d'Issanka qui sont exploitées par la Ville de Sète ; celles de Frontignan, Balaruc-les-Bains et Balaruc-le-Vieux qui restent exploitées au niveau communal ; et sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, celles de la Commune d'Agde qui conserve la possibilité de les exploiter).

Au titre de ses compétences optionnelles, le SBL assure la distribution d'eau potable pour :

- La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée pour les trois communes suivantes : Montagnanc, Pinet, Vias ;
- Sète Agglopôle Méditerranée pour les neuf communes suivantes : Bouzigues, Gigan, Loupian, Marseillan, Mireval, Montbazin, Poussan, Vic-la-Gardiol, Villeveyrac ;
- Montpellier Méditerranée Métropole pour les neuf communes suivantes : Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan.

Par délibération du 23 février 2021, le Conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable. Ainsi sollicitée, Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération du 29 mars 2021, a pris acte de l'expression de cette volonté et mis à l'étude sur les plans technique, patrimonial et financier la reprise de la compétence à la carte distribution d'eau potable pour le service de distribution d'eau potable de Murviel-lès-Montpellier.

Par une délibération du 22 mars 2022 Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès du SBL la reprise de la compétence en vue d'en confier l'exploitation à la Régie. Par une délibération du 28 juin 2022, le syndicat a acté le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de la compétence à la carte distribution d'eau potable pour le service de la Commune de Murviel-lès-Montpellier. Les trois EPCI, adhérents du syndicat, ont approuvé cette reprise.

Compte tenu de l'inexistence de ressources en eau sur ou à proximité du territoire communal de Murviel-lès-Montpellier et de l'éloignement des réseaux de la Régie des Eaux, la Métropole reste membre du SBL pour la compétence obligatoire production-adduction d'eau potable.

Le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole de la compétence distribution d'eau potable du SBL pour le service de Murviel-lès-Montpellier prend effet à compter du 1er janvier 2023. L'exploitation du service est confiée à la Régie des Eaux dont les statuts ont été modifiés en ce sens lors de ce présent Conseil.

Les conséquences financières et matérielles de reprise de la compétence ont été actées par un protocole d'accord entre le SBL et la Métropole, également présenté à ce Conseil. Les sommes dues au travers de ce protocole le sont au titre de l'exercice de la compétence eau potable.

Il convient donc de confier, par voie conventionnelle, à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole la prise en charge de la participation financière de la Métropole à la reprise de la compétence optionnelle distribution d'eau potable soit 189 511,04 € HT, ainsi que la contribution annuelle de la Métropole due au SBL soit environ 22 900 €.

La Régie est, par ailleurs, habilitée à conclure avec le Syndicat ou son délégataire une convention ayant pour objet de définir les modalités techniques de livraison et de facturation en gros de l'eau potable au service de distribution du territoire de Murviel-lès-Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux relative aux conséquences financières du retrait de la compétence distribution d'eau potable sur le territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210122-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Murviel - Protocole de transfert_et_annexes_VF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI

Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Syndicat du Bas Languedoc - Reprise pour le service de la commune de Murviel-lès-Montpellier de la compétence à la carte de distribution d'eau potable - Protocole d'accord - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute sur une partie de son territoire.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est substitué en 2010 à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) qui exerce la compétence à travers un nouveau contrat de délégation de service public confié depuis le 1er janvier dernier à la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) « *Eau du Bas Languedoc* ».

Le SBL est un syndicat mixte à la carte avec une compétence obligatoire production d'eau potable et une compétence facultative distribution d'eau potable. En application des dispositions de l'article L. 5212-16 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et conformément à l'article 4 de ses statuts, le Syndicat assure, au titre des compétences obligatoires, pour l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) membres, les compétences de Production et d'Adduction d'eau (exceptions faites, sur le territoire de Sète Agglopol Méditerranée, des sources d'Issanka qui sont exploitées par la Ville de Sète ; celles de Frontignan, Balaruc-les-Bains et Balaruc-le-Vieux qui restent exploitées au niveau communal ; et sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, celles de la Commune d'Agde qui conserve la possibilité de les exploiter).

Au titre de ses compétences optionnelles, le SBL assure la distribution d'eau potable pour :

- La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée pour les trois communes suivantes : Montagnanc, Pinet, Vias ;
- Sète Agglopol Méditerranée pour les neuf communes suivantes : Bouzigues, Gigean, Loupian, Marseillan, Mireval, Montbazin, Poussan, Vic-la-Gardiol, Villeveyrac ;
- Montpellier Méditerranée Métropole pour les neuf communes suivantes : Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan.

Par délibération du 23 février 2021, le Conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable. Ainsi sollicitée, Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération du 29 mars 2021, a pris acte de l'expression de cette volonté et mis à l'étude sur les plans technique, patrimonial et financier la reprise de la compétence à la carte distribution d'eau potable pour le service de distribution d'eau potable de Murviel-lès-Montpellier.

Par une délibération du 22 mars 2022 Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès du SBL la reprise de la compétence en vue d'en confier l'exploitation à la Régie. Par une délibération du 28 juin 2022, le syndicat a acté le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de la compétence à la carte distribution d'eau potable pour le service de la Commune de Murviel-lès-Montpellier. Les trois EPCI, adhérents du syndicat, ont approuvé cette reprise.

Compte tenu de l'inexistence de ressources en eau sur ou à proximité du territoire communal de Murviel-lès-Montpellier et de l'éloignement des réseaux de la Régie des Eaux, la Métropole reste membre du SBL pour la compétence obligatoire production-adduction d'eau potable.

Le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole de la compétence distribution d'eau potable du SBL pour le service de Murviel-lès-Montpellier prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023 et il convient de fixer, conformément aux statuts du SBL, article 6-3, les conséquences financières et matérielles de reprise de compétence.

De ces dispositions, il ressort que la reprise de compétence s'effectuera conformément aux dispositions de l'article L. 5211-25-1 du CGCT.

Le principe applicable vise donc, s'agissant des biens meubles et immeubles initialement mis à la disposition du SBL par Montpellier Méditerranée Métropole, et avant elle, par la Commune de Murviel-lès-Montpellier à ce qui lui soient restitués et réintégrés dans son patrimoine pour leur valeur nette comptable ; de même, doit lui être restitué le solde de l'encours de la dette afférente à ces biens.

Pour ce qui est des biens meubles et immeubles acquis ou réalisés par le SBL postérieurement au transfert de la compétence, le produit de leur réalisation, ainsi que le solde de l'encours de la dette, ont vocation à être répartis entre le SBL et Montpellier Méditerranée Métropole par le biais d'un protocole d'accord, objet de la présente délibération.

Les biens situés sur le territoire de la Commune de Murviel-lès-Montpellier nécessaires à l'exercice de la compétence distribution de l'eau potable, acquis ou réalisés par le SBL, sont transférés à titre gratuit.

Compte tenu de la reprise du service public de distribution d'eau potable sur le territoire de la Commune de Murviel-lès-Montpellier, par Montpellier Méditerranée Métropole, il convient d'assurer la prise en charge des dépenses de structures correspondantes qui ne seront plus couvertes par cette dernière. L'estimation de ces dépenses, établie sur la base du critère de linéaire de réseau correspondant au territoire de la commune, ramené au linéaire total de réseaux des communes concernées par la compétence facultative distribution d'eau potable, donne lieu à participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur d'un montant de 87 384,54 €.

Par ailleurs, les emprunts non individualisés sont répartis suivant la même clé de répartition entre le Syndicat et la Métropole. L'estimation de cette dépense, correspondant à la quote-part de capital restant dû donne lieu à participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur d'un montant de 32 761,50 €.

Ces participations seront réglées financièrement en un seul versement par la Métropole avant le 30 avril 2023.

Conformément aux dispositions statutaires, Montpellier Métropole doit également verser une contribution annuelle au budget du syndicat au travers d'une clé de répartition relative aux volumes de pointe souscrits qui s'applique, d'une part, aux frais de gestion réalisés au Budget Exploitation du Syndicat et d'autre part, au remboursement des emprunts réalisés pour les travaux intersyndicaux. Pour la commune de Murviel-lès-Montpellier, le volume de pointe souscrit correspondant aux besoins de pointe futurs en eau potable à l'horizon 2040 en tenant compte d'un rendement de 80% est fixé à 811 m³/j. A titre indicatif, le montant annuel de cette contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole au budget du SBL est arrêté, pour l'année 2023 à la somme de 22 895,01 € HT.

La reprise de la compétence distribution d'eau potable par Montpellier Méditerranée Métropole rend également nécessaire la réalisation de travaux à intervenir au point de comptage pour la vente d'eau en gros. Ces travaux, estimés à la somme de 69 365 € HT, seront réalisés par le SBL et à la charge financière de la Métropole.

Enfin, il conviendra que le syndicat ou son délégataire signe une convention avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour objet d'organiser les modalités techniques de livraison et de facturation en gros de l'eau potable au service de distribution du territoire de Murviel-lès-Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du protocole d'accord entre le Syndicat du Bas Languedoc et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur les conséquences du retrait de la compétence distribution d'eau potable sur le territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209900-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 3M R3M Murviel avec annexes VF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Projets de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau - Burkina-Faso, Sénégal et Inde - Conventions de financement - Autorisations de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole soutient depuis 2016 des projets de coopérations internationales ou décentralisées dans le domaine de l'eau, dans le cadre des dispositions de la loi OUDIN-SANTINI. Cet investissement représente une contribution importante pour l'atteinte des objectifs de développement durable fixés par l'ONU en 2015.

Dans le cadre de cette politique, Montpellier Méditerranée Métropole a créé un fonds métropolitain de soutien à des projets internationaux de coopération et de solidarité. Ce fonds a pour but d'apporter, sous forme de subvention, une aide dans le champ de la solidarité internationale, de la coopération décentralisée et de l'aide au développement.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil la mise en place de deux nouveaux projets et la modification d'un projet existant, dans 10 communes du sud du Burkina-Faso, dans la région de Tambacounda au Sénégal et à Pondichéry en Inde.

Projet d'appui à la maîtrise d'ouvrage des services d'eau potable et d'assainissement dans dix communes du Burkina Faso

En 2019, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Secours Catholique ont signé une convention financière, visant à accompagner un partenaire local (Ocades Caritas Burkina) dans la réalisation d'un projet de renforcement des conditions d'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement dans 10 communes du Burkina Faso.

Le planning d'activités a été réactualisé pour 2022 et 2023, afin notamment d'allonger le délai maximum de la présentation des demandes de paiement. Pour ce faire, il est proposé la signature d'un avenant de prolongation de la convention initiale.

Projet assainissement de base, eau et hygiène menstruelle pour la santé améliorée « SOUTOURA » dans la région de Tambacounda au Sénégal

Nota : « Soutoura » signifie « dignité » en wolof.

Ce projet de coopération décentralisée consiste à améliorer l'accès à des services durables et inclusifs d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène dans les zones rurales autour de Tambacounda au Sénégal. La région de Tambacounda est l'une des 14 régions administratives du Sénégal. Très étendue, elle est située dans l'est du pays. Le chef-lieu régional est la Ville de Tambacounda. Tambacounda est géographiquement la plus grande des 11 régions du Sénégal, mais a une faible densité de population, son économie est plus pauvre que celle du reste du pays.

Plus précisément, il s'agit de :

- Objectif Spécifique 1 : améliorer l'accès à un assainissement amélioré durable pour les ménages et les établissements scolaires dans les Communes de Koar, Kothiary, Goumbayel et Bala (formant l'association intercommunale KKGB) via le renforcement du marché local de l'assainissement et le renforcement des capacités ;
- Objectif Spécifique 2 : améliorer la gestion de l'hygiène menstruelle des jeunes filles dans les établissements scolaires via une approche écologique et basée sur l'entrepreneuriat local.

Le projet est présenté par l'ONG le Gret et s'inscrit dans la continuité d'actions engagées par le Gret aux côtés de l'association intercommunale KKGB. Ils proposent l'organisation suivante :

- Porteur du projet : le Gret ;
- Maîtrise d'ouvrage : le Gret ;
- Maîtrise d'ouvrage locale : le Gret avec l'association intercommunale sénégalaise KKGB ;
- Partenaires locaux : l'association intercommunale KKGB. Les quatre communes du KKGB, regroupées sous l'association intercommunale, agiront en tant que maîtres d'ouvrage locaux des infrastructures et assureront la responsabilité des différentes actions, qu'elles qu'en soient les modalités. Elles apporteront, via le KKGB, un cofinancement des infrastructures et prendront en charge la maîtrise foncière publique des aménagements.

Le projet est prévu pour une durée de 6 mois, il débutera en décembre 2022 et se terminera en juin 2023.

Le projet est estimé à 80 000 € TTC. Il est proposé un financement à 100 % par Montpellier Méditerranée Métropole. Pour ce faire, il est proposé la signature d'une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Gret.

Projet de coopération dans le domaine de la protection de l'environnement, de la sauvegarde de la biodiversité et de la gestion de l'eau à Pondichéry en Inde

La Commune de Prades-le-Lez (porteur de projet et maître d'ouvrage) a répondu à un appel à manifestation d'intérêt, lancé par le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, de coopération avec la Ville de Pondichéry en Inde dans le domaine de la protection de l'environnement, de la sauvegarde de la biodiversité, et de la gestion de l'eau. Le projet a été retenu par le comité de sélection du programme et sera donc accompagné par le réseau régional multi acteur, Occitanie Coopération.

Soutenu par les autorités du gouvernement local, de l'éducation, la Ville de Pondichéry a développé une action de « *bien être environnemental* » dans le domaine de l'eau. Il s'agit de faire adopter par certaines écoles, dans un premier temps, des plans d'eau. Ces retenues d'eau sont restaurées et prises en charge pour une action globale et transversale d'amélioration urbaine, sociétale et culturelle. Elles vont aussi servir de laboratoires pour les écoles et pour le développement d'un programme d'études transdisciplinaires reliant les différentes matières scolaires autour et à partir de l'eau afin de mobiliser la jeunesse au soin et à la préservation de ces ressources.

Il s'agit concrètement de faire partir à Pondichéry un(e) volontaire en service civique pour travailler localement sur cette action puis en réciprocité, d'accueillir un(e) volontaire en service civique de Pondichéry pour travailler sur ces mêmes thématiques à Prades-le-Lez. Côté France, le tutorat de cette action sera assuré par Etablissement public territorial de bassin (EPTB) Lez – SYBLE. Le CIRAD pourrait également être intéressé.

Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour assurer une partie du financement de ce projet.

Le coût du total du projet est estimé à 24 970,03 € TTC, il est proposé le plan de financement suivant :

- 7 419,45 € : Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) ;
- 10 131,13 € : Agence du Service Civique ;
- 7 419,45 € : Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention financière avec la Commune de Prades-le-Lez

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Secours Catholique pour le projet au Burkina-Faso ;
- D'approuver les termes de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ONG le Gret pour le projet « *SOUTOURA* » au Sénégal ;
- D'approuver les termes de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Prades-le-Lez pour le projet en Inde ;
- De dire que les crédits seront inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210769-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE 1- 3M_AVENANT SECOURS CATHOLIQUE.pdf
- ANNEXE 2 Convention SOUTOURA GRET 3M VF.pdf
- Convention_3M_PLL_Pondichery.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Concession de distribution publique de gaz - Avenants de prorogation de sept contrats de concession - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière de distribution publique de Gaz en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE) et est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz.

En France, la distribution existante de gaz naturel est en situation de monopole régulé. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès à ce réseau. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français. GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

Au niveau national, des négociations ont débuté en 2018 entre GRDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine pour définir un nouveau modèle de contrat de concession de gaz. Celles-ci ont abouti en juin 2022 à la signature d'un accord-cadre qui invite les AODE à s'inspirer du modèle du contrat de concession qu'ils ont établi. Tout en étant inscrit dans un cadre national, l'ensemble contractuel offre des possibilités de prise en compte des enjeux locaux en lien avec les ambitions des territoires en matière de transition écologique et de performance du service public concédé.

Localement, il existe 24 contrats de concession entre le distributeur, GRDF, et la Métropole, dont les dates d'échéances s'échelonnent de fin 2022 à 2044. La Métropole souhaite tendre vers une harmonisation contractuelle à l'échelle du territoire, en regroupant l'ensemble de ces concessions en un seul contrat.

Sept contrats arrivent à échéance à court terme et doivent être prolongés pour permettre la tenue des négociations locales :

- Clapiers (31/12/2022) ;
- Fabrègues (31/12/2022) ;
- Lattes (31/12/2022) ;
- Montferrier-sur-Lez (17/02/2023) ;
- Montpellier (31/12/2022) ;
- Saussan (31/12/2022) ;
- Vendargues (31/12/2022).

Il est proposé de prolonger ces sept contrats jusqu'au 30 juin 2023 afin de disposer du temps nécessaire pour défendre au mieux les intérêts de la Collectivité, conformément aux dispositions des articles L. 3135-1 6° et R. 3135-8 du Code de la commande publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des sept avenants de prorogation des contrats de concession de la distribution publique de gaz sur le territoire des communes de Clapiers, Fabrègues, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Saussan et Vendargues jusqu'au 30 juin 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209768-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant_GRDF_Clapiers_Prolongation
- Avenant_GRDF_Fabregues_Prolongation
- Avenant_GRDF_Lattes_Prolongation
- Avenant_GRDF_Montferrier_Prolongation
- Avenant_GRDF_Montpellier_Prolongation
- Avenant_GRDF_Saussan_Prolongation
- Avenant_GRDF_Vendargues_Prolongation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) volontariste. Le 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a adopté par délibération la révision de la P2A, et ainsi défini un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire de la Métropole.

La P2A vise cinq finalités transversales :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Elle se décline en 5 orientations opérationnelles :

- Façonner un territoire agroécologique ;
- Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Pour relever ces défis « *de la fourche à la fourchette* », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs territoriaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social et de la transition du système alimentaire territorial. Chaque année, la Métropole soutient ainsi l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique de renommée internationale sur ces thématiques, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre, parfois avec un cadrage triennal. La Métropole soutient ces acteurs dont l'action vient en appui à la mise en œuvre de la P2A. La convention de partenariat matérialise des objectifs de moyen terme définis en commun ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;
- Le soutien à des projets opérationnels structurants pour le territoire, qui contribuent à la mise en œuvre des orientations de la P2A, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec, dès que c'est possible, une harmonisation du calendrier événementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2022, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

Subventions de projets évènementiels et de mobilisation citoyenne					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Projet	Montant attribué
7786	Terracoopa	METRO DEV 001183	projet	Terracoopa a 10 ans A cette occasion, terracoopa entend mener une évaluation des effets de son implantation sur le territoire.	6 000 €
7341	Les Jeunes agriculteurs	METRO DEV 001180	Projet	Promotion de l'agriculture et de ses métiers auprès du grand public, de la maternelle jusqu'au lycée. Promotion de l'installation en agriculture, pour des porteurs de projet, pour des publics en reconversion, en voie de s'installer sur le territoire.	3 000 €
4664	Marches paysans	METRO DEV 001176	Projet	Festival de la Tomate – 15 ^{ème} édition à Clapiers Festif et gourmand, ce rassemblement est une revendication de l'agriculture paysanne et de l'agroécologie par la mise en avant de producteurs locaux et aux pratiques respectueuses de l'environnement.	3 000 €
Total					12 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210730-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Terracoopa_VFdelib décembre2022.docx
- Convention JA34_VFdelib décembre2022.docx
- Convention Marchés Paysans_festival_VFdelib décembre2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Transition énergétique" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau ci-dessous :

TRANSITION ENERGETIQUE			
Code	Structure	Type	Attribué
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT	Fonctionnement	72 500 €
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT	Projet	150 000 €
TOTAL			222 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, M. Julien MIRO, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-214032A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Projet 2023 3M acomptes.pdf
- Convention Fonctionnement 2023 acompte 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Attractivité - Coopération internationale et Coopération décentralisée volet Tourisme - Convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et Experts Solidaires pour le projet dans la vallée de l'Arghen (Maroc) d'appui à la valorisation des filières économiques traditionnelles - Autorisations de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Bassin de la vallée de l'Arghen (Maroc), zone d'intervention, se situe dans la Région Souss Massa, plus précisément dans la Province de Taroudant. Situé dans le massif montagneux de l'Anti-Atlas, ce territoire est une zone assez enclavée, et les populations qui y vivent sont pour la plupart en situation de précarité. Sur le plan administratif la zone concernée par ce projet regroupe les Communes territoriales d'Adar, Nihit, Arazane, Toughmart, Imi n Tayart et Azaghar N'Irs. Ces communes regroupent un nombre total de 26 884 habitants et environ 6 083 ménages. Les Communes de la vallée d'Arghen, ont décidé de se regrouper pour bien mener les projets de développement intercommunal et gérer collectivement les ressources locales. De ce fait, l'Etablissement de Coopération Intercommunal (ECI) du Bassin de l'Arghen a vu le jour en février 2021, première intercommunalité marocaine.

Le 8 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole, précédent co-financeur d'un projet d'eau dans cette région de l'Arghen, décide d'accroître son engagement en signant une convention cadre de coopération décentralisée avec l'ECI du Bassin de l'Arghen (délibération du Conseil de Métropole n° M2020-494). Cette coopération a pour finalité première de promouvoir la réalisation d'actions communes, les échanges et les transferts d'expériences entre les institutions signataires, dans un objectif de valorisation des collectivités et de renforcement mutuel des capacités des services de chacun. Cette coopération entre vise également à promouvoir les échanges et actions de coopération entre acteurs institutionnels, universitaires, économiques et représentants de la société civile présents sur les territoires respectifs des signataires.

Fin 2021 et 2022, cette collaboration entre les deux Collectivités s'est concrétisée par deux visites d'échanges et de travail entre élus et techniciens : une au Maroc en novembre 2021 et une en France en juin 2022. A la suite des échanges et visites qui ont eu lieu durant cette période, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ECI du bassin de l'Arghen ont formulé le souhait de travailler ensemble sur une nouvelle thématique : la promotion d'activités artisanales comme levier d'un développement économique, social et solidaire des populations de la Vallée l'Arghen.

Un premier projet d'appui au secteur touristique, très peu développé dans la région, a permis d'établir des perspectives en termes de développement économique pour la vallée de l'Arghen. Dans le cadre d'une coopération entre la Commune de Marseillan et la Commune de Nihit, faisant partie de l'ECI du bassin de l'Arghen, un diagnostic des acteurs et des activités pouvant être impliqués ou valorisés par la mise en place d'actions dans ce domaine a été réalisé.

À la suite des échanges réalisés dans le cadre des formations de ces acteurs identifiés, un autre secteur économique, lié au tourisme, est ressorti comme étant une priorité pour les habitants de la vallée : le développement des filières artisanales « *de terroir* ». Cette demande émane plus particulièrement des coopératives féminines, nombreuses dans les villages de la Vallée, mais pas exclusivement. Certains hommes artisans ont également sollicité l'équipe projet afin d'être appuyés dans leurs activités : potiers, tailleurs de pierre...

Ce projet s'intitule « *Appui à la valorisation des filières économiques traditionnelles, portées par les coopératives de la vallée de l'Arghen* ».

Les activités principales du programme sont :

- **Action 1 : Mobiliser les compétences de la Métropole autour de la valorisation économique et touristique du patrimoine agricole et artisanal local**

1. Visite d'une délégation de la Métropole dans la Vallée de l'Arghen afin d'organiser des transferts de compétences entre les élus et les techniciens de ce secteur.

2. Organisation d'une délégation d'artisans et d'encadrants d'artisans de la Vallée de l'Arghen à Montpellier autour d'événements ciblés, permettant de valoriser les activités de coopération avec la Vallée de l'Arghen. Par exemple, l'organisation d'expositions photographiques ou de conférences sessions de cinéma/débat. Les thématiques pouvant être abordés sont « *l'accès à l'eau dans des zones arides* » ; « *agroécologie en zone aride* » ; « *histoire méditerranéenne commune* » ; « *les produits phares marocains retrouvés dans la consommation dans le Sud de la France : huile d'olive, huile d'argan etc* ». Vente de produits issus de la Vallée : mise en place d'un marché dans les jardins de la Maison des Relations Internationales (MRI).

3. Organisation d'échanges et de débats en France et au Maroc autour de la thématique de « *l'entrepreneuriat féminin : enjeu de part et d'autre de la méditerranée* ».

- **Action 2 : Accompagner la Coopérative féminine de la Commune d'Arazane à structurer leur filière de production d'huile d'argan**

La Coopérative féminine d'huile d'argan de la Commune d'Arazane est la structure la plus développée sur ce produit dans la Vallée de l'Arghen. Une vingtaine de femmes s'y relaient afin de produire la quantité commandée d'huile, dans les temps voulus. Il s'agit de la seule coopérative de la vallée capable de produire plusieurs tonnes d'huile à l'année et disposant de produits finis établis, incluant un emballage adapté au type d'huile (cosmétique ou alimentaire) et graphiquement identifiée.

Cependant, la production de la Coopérative est instable durant l'année. En effet, les femmes ne produisent que sur commande et donc, de manière très aléatoire. Elles n'ont connaissance des marchés sur lesquelles elles pourraient se positionner de manière durable. Elles ne disposent pas non plus des compétences en informatique nécessaire en 2022 pour communiquer sur leurs productions ou pour effectuer les demandes d'autorisations nécessaires à la vente en gros et à l'exportation de leurs productions.

Enfin, l'atelier de fabrication d'huile est très sommaire, alors qu'il pourrait être un lieu de valorisation non seulement du produit auprès des touristes et acheteurs potentiels, mais aussi des utilisations diverses et variées qui peuvent être fait de cette huile (soin de beauté, massage, cuisine), l'espace est inhospitalier.

Ainsi, à travers ce projet, il est question d'accompagner les femmes à étudier les marchés de l'huile d'argan sur lesquelles elles pourraient se positionner, à se former en *marketing* et en utilisation des outils informatiques, à aménager leurs espaces de production afin de mettre en exergue ce produit emblématique de la vallée.

- **Action 3 : Accompagner la Coopérative féminine de la Commune d'Adar à structurer leur filière de fabrication de tapis et de babouches traditionnels berbères**

La Coopérative féminine de tapisserie d'Adar est constituée de 14 femmes. Celles-ci se relaient l'après-midi afin de répondre aux commandes passées de manière ponctuelle et aléatoire, souvent par des personnes originaires du village, à l'occasion d'événements exceptionnels.

Pendant l'année, elles produisent en général uniquement 3 ou 4 tapis de très grande taille. Ce modèle ne leur permet pas de considérer leurs activités au sein de la coopérative comme une activité génératrice de revenus.

Or, la tapisserie tient une place importante dans la tradition berbère. Toutes les jeunes filles passent par une étape où elles sont formées dans des coopératives similaires par leurs aînées.

Ainsi, les femmes de la Coopérative d'Adar ont demandé à être accompagné dans la structuration de leur production afin que ce savoir-faire patrimonial puisse devenir un vrai métier. Afin d'y arriver, plusieurs étapes sont nécessaires. La première est d'arriver, à l'aide d'un designer, à se réapproprier les motifs traditionnels berbères propres à la région de l'Arghen et à sélectionner ceux qui ont le potentiel de plaire aux divers consommateurs ciblés.

Il s'agit donc également d'étudier les débouchés disponibles pour la vente de ce type de produits et former les femmes à élaborer des produits adaptés à la demande, tout en conservant l'authenticité de leurs produits.

- **Action 4 : Accompagner l'émergence d'une coopérative fonctionnelle autour de l'exploitation de l'amande dans les Communes d'Azaran'Eis et d'Adar.**

La Vallée de l'Arghen est peuplée de deux grands types d'arbres fruitiers non cultivés : l'arganier et l'amandier. A partir d'une certaine altitude, environ 1 500 m, l'arganier ne pousse plus. C'est l'amandier qui s'impose dans le paysage des hautes montagnes de la Vallée. L'amande est donc un produit très connu et utilisé par les populations de cette région, particulièrement de celles d'Adar et Azaran'Eis, Communes les plus élevées de la zone.

Les ménages les consomment tous en grande quantité sous plusieurs formes : séchées et salées, en poudre dans les gâteaux, en pâte à tartiner (Amlou), sous forme d'huile... Cependant, aucune coopérative professionnelle de production n'existe dans la Vallée à l'heure actuelle malgré quelques tentatives de structurer cette filière. Or, les Maires de ces Communes souhaitent développer cette production.

Ainsi, un diagnostic agraire spécifique à l'amandier de la Vallée de l'Arghen sera réalisé afin de comprendre le potentiel de production de ce fruit à coque à l'échelle de ces deux Communes. Il permettra également de comprendre les enjeux économiques de cette filière liés au foncier. En effet, une des hypothèses émises concernant le manque d'initiative collective et individuelle à produire des amandes en grande quantité concerne la question de l'appartenance des arbres. En parallèle, un bilan des compétences locales liés à la production d'amandes et de ses dérivés sera réalisé.

- **Action 5 : Accompagner la mise en valeur des produits de poteries issus du village de potiers d'Adar**

Accessible uniquement à pied ou à dos d'âne, il existe un petit village montagneux de la Commune d'Adar, Win Lkhir, où 7 familles exercent de père en fils, depuis des générations, le métier de potier. Travaillant avec l'argile de la Vallée, ces artisans fabriquent tous types d'objets traditionnels berbères, mais plus particulièrement des objets liés à la cuisine traditionnelle : brocs, plats à tajines, assiettes, tasses, etc.

Les artisans n'arrivent plus à tirer des revenus suffisant de leurs savoir-faire pour subvenir aux besoins de leurs familles : difficultés d'accès aux marchés urbains, produits non-adaptés à la demande. Ainsi, les potiers de ce village ont demandé à être formé et accompagner dans la revalorisation de leurs métiers et de leurs productions.

Organisation :**Maîtrise d'ouvrage :**

Le programme de coopération décentralisée sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage conjointe de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'ECI du Bassin de l'Arghen, conformément à une convention cadre entre les deux Collectivités signées en juillet 2021.

L'ECI du Bassin de l'Arghen agira en tant que maître d'ouvrage local des infrastructures et assurera la responsabilité des différentes actions, qu'elles qu'en soient les modalités. Il apportera un cofinancement pour la mise en œuvre des activités de formations, d'achat d'équipement, de recrutement de prestataire et le financement de la coordination locale. Il la facilitation de toutes les démarches nécessaires pour la bonne réalisation des activités du projet.

Assistance à la maîtrise d'ouvrage :

Experts-Solidaires assurera l'assistance à maîtrise d'ouvrage, l'expertise et la logistique du projet et représentera Montpellier Méditerranée Métropole au Maroc sur le projet.

Calendrier prévisionnel :

- Année 1 (2023) : démarrage du projet ;
- Année 2 (2024) : mobilisation des fonds locaux et mise en place des actions ;
- Année 3 (2025) : à la suite de la mise en place des activités et bilan.

Plan de financement :

Le coût total du projet s'élève à 130 510 € TTC, dont 45 000 € TTC pour Montpellier Méditerranée Métropole (soit 15 000 €/ an sur 3 ans). Le plan de financement total est le suivant :

Pays	Structure	Montant par an	Total
France	Experts Solidaires Valorisation	4 000 €	12 000 €
France	Montpellier Méditerranée Métropole	15 000 €	45 000 €
France	DAECT	N/A	23 000 €
Maroc	DGCL	N/A	23 000 €
Maroc	ECI Arghen	N/A	15 810 €
Maroc	Maison de l'Artisanat Taroudant	N/A	11 700 €
Total			130 510 €

Une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Experts Solidaires est ainsi proposée à hauteur de 45 000 € TTC pour la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention financière pour le projet « *Appui à la valorisation des filières économiques traditionnelles, portées par les coopératives de la vallée de l'Arghen* » ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211139-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe 1 Convention de Financement 3M-ES TOURISME VF signature numérique.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Ecolothèque - Prix des fermes pédagogique 2022 de la Fondation Sommer - Financement - Approbation

Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller Métropolitain, rapporte :

La Fondation Adrienne et Pierre SOMMER est, aujourd'hui en France, la seule organisation à but non lucratif, privée et indépendante, qui soutient le développement de pratiques fondées sur les interactions positives entre l'humain et l'animal. La médiation animale est une méthode d'intervention basée sur les liens bienfaisants entre les animaux et les humains, à des fins préventives, éducatives ou thérapeutiques. La Fondation Adrienne et Pierre SOMMER décerne, en 2022, 10 prix de 10 000 € aux fermes pédagogiques. Ce prix finance les fermes pédagogiques à but non lucratif pour des projets d'investissement ou de fonctionnement lié à un projet de croissance ou de développement de la ferme : « *consolider leur croissance, de quoi atténuer les difficultés engendrées par la crise sanitaire, aide au démarrage ou à la construction d'un bâtiment, achat de matériel, de nourriture, mise en place de signalétiques éducatives...* ». Ainsi, la fondation prévoit d'aider pour l'achat de matériel ou d'animaux pour les activités de la ferme pédagogique (abris, enclos, nourriture...) et la mise en place d'espaces pour le public ou les animaux, etc.

L'Écolothèque a des besoins en termes d'amélioration des aménagements dédiés aux animaux pour un mieux-être animal et des médiations pédagogiques afin de transmettre au mieux ces valeurs de médiation aux différents publics (enfants, adultes en situation de handicap et leurs accompagnants). Il s'agit d'être absolument exemplaires en la matière, car l'Écolothèque est un acteur de référence sur le territoire. De plus, les périodes estivales caniculaires sont très impactantes pour l'activité de l'Ecolothèque et le bien-être animal. Cela fait émerger de nouveaux besoins liés à la canicule : ombrage, rafraîchissement, végétalisation...

Ainsi, l'Écolothèque a candidaté au prix de la Fondation Adrienne et Pierre SOMMER et proposé le projet d'investissement suivant :

- Améliorer le confort thermique des animaux, en particulier pendant la période estivale régulièrement caniculaire dans l'Hérault : construction de deux abris pour les poules, oies et canards ; acquisition des deux bassins pour les oies, brumisateurs pour tous les animaux ; plantation d'arbres pour ombrage dans et autour des enclos ;
- Faciliter la médiation et favoriser le bien-être des bœufs, équidés, moutons, chèvres et lapins : meilleure rotation des pâtures via leur compartimentation, accès facilité aux animaux par des cheminements durables et sécurisés, construction d'agrs pour les chèvres, aménagement d'enclos mobiles extérieurs pour les lapins actuellement logés dans la grange ;
- Mieux prendre soin des équidés au plus près des besoins, via l'acquisition de matériel de maréchal ferrant.

A la suite de cette candidature le 15 septembre, l'Écolothèque a été désignée comme lauréate du prix le 31 octobre 2022. Le jury a retenu le principe d'un montant de 10 000 € pour le bien-être des animaux, la rénovation et création de nouvelles clôtures et le soin aux équidés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de l'Écolothèque d'amélioration des aménagements dédiés aux animaux ;
- D'autoriser l'Ecolothèque à mentionner le logo et le site internet de la Fondation Adrienne et Pierre SOMMER sur les documents de présentation de l'action soutenue (numérique, papier, presse) ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211085-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Mandats n°2124 et n°2127 pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST - Protocoles de quitus et reddition des comptes - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a autorisé la signature de la convention de mandat n°2124 avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST. Une première procédure de consultation des entreprises ayant été annulée par le tribunal administratif, une nouvelle consultation d'entreprises menée selon la procédure de dialogue compétitif a été engagée en octobre 2004. A l'issue de la consultation, la Commission de Dialogue Compétitif a retenu, en juin 2005, le groupement VINCI ENVIRONNEMENT / SOGEA SUD / AT & E ARCHITECTURE.

Le mandat a fait l'objet de six avenants ayant pour objet :

- L'avenant n°1 approuvé par délibération du 28 avril 2004, pour tenir compte des obligations nouvelles résultant du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant Code des marchés publics modifiant les attributions de la personne responsable du marché ;
- L'avenant n°2 approuvé par délibération du 27 septembre 2004, confiant à la SERM la modification du programme fonctionnel de l'unité et la définition de son enveloppe financière, ainsi que la relance des consultations d'entreprises à la suite de l'annulation par le tribunal administratif du premier marché de conception construction ;
- L'avenant n°3 approuvé par délibération du 13 février 2007, ayant pour objet de prendre en compte les conséquences des prestations supplémentaires que le mandataire a été amené à assurer dans le cadre de sa mission et l'allongement des délais nécessaires à l'obtention des différentes autorisations administratives ;
- L'avenant n°4 approuvé par délibération du 29 octobre 2010, pour tenir compte de la réalisation de travaux d'adaptation des installations visant à réduire les nuisances olfactives et à améliorer les conditions de travail et d'exploitation et l'allongement des délais correspondants ;
- L'avenant n°5 approuvé par délibération du 29 mars 2012, ayant pour objet de prendre en compte les conséquences du décalage de la réception de l'unité de méthanisation du fait du de l'incendie survenu le 13 septembre 2010 dans le hall de déshydratation des digestats ;
- L'avenant n°6 approuvé par délibération du 25 juillet 2013, ayant pour objet de prendre en compte les dates de prise d'effet de la réception prononcée le 30 mars 2012 et des garanties contractuelles particulières des équipements, cet avenant étant sans incidence financière.

Au terme des missions objet du mandat, il convient d'en constater l'achèvement dans le cadre d'un protocole de quitus et de reddition des comptes sur la base du bilan des dépenses actualisé assurées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole qui s'établit à 111 989 865,76 € TTC. Ce bilan est en diminution par rapport au dernier bilan approuvé au Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'exercice 2015 qui était de 112 031 K € TTC. Ce bilan tient compte principalement :

- Des décomptes généraux définitifs des marchés de travaux, fournitures, prestations de service, maîtrise d'œuvre. Tous les contrats et marchés sont soldés ;
- Du montant définitif de la rémunération du mandataire.

Par ailleurs, la signature d'un marché complémentaire n°2127 à la convention de mandat n°2124 initialement conclue avec la SERM, a été autorisée par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011 conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics. Ce mandat a notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz.

Deux premiers avenants à la convention de mandat n°2127 ont été conclus en 2014 et 2015 pour prendre en compte respectivement le planning actualisé de l'opération ainsi que le versement d'une avance complémentaire de 200 000 € afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, sans incidence sur le bilan financier. L'avenant n°3 approuvé en octobre 2018 a eu pour objet de prolonger la durée du marché et d'octroyer une rémunération complémentaire au mandataire, correspondant aux prestations à effectuer à la suite de la modification de programme intervenue consécutivement à l'avancement des études et aux fins de permettre l'intervention de la SERM sur l'ensemble du processus de réalisation des travaux comme prévu dans le marché. L'avenant n°4, approuvé en décembre 2020, concernait l'allongement du mandat en cohérence avec le planning d'exécution des travaux et la non-souscription par la SERM d'une police d'assurance Responsabilité civile décennale - Constructeur Non réalisateur (CNR) qui ne peut pas être souscrite indépendamment d'une police Dommages Ouvrages, non prévue par la Collectivité.

Au terme des missions objet du mandat, il convient d'en constater l'achèvement dans le cadre d'un protocole de quitus et de reddition des comptes sur la base du bilan des dépenses actualisé assurées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole qui s'établit à la somme de 5 101 063,75 €. Ce bilan est en diminution par rapport au bilan approuvé au Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'exercice 2020 qui était de 5 272 K € TTC. Ce bilan tient compte principalement :

- Des décomptes généraux définitifs des marchés de travaux, fournitures, prestation de service, maîtrise d'œuvre ;
- Du montant définitif de la rémunération du mandataire.

Le solde de trésorerie du mandat n° 2124 est positif en faveur de la Métropole de 180 886,73 €. Il se décompose en 149 366,65 € au titre de la dernière situation de dépenses n°42 et de 330 253,38 € sur l'avance consentie par la Métropole.

Le solde de trésorerie du mandat n°2127 s'établit à 28 853,72€. Il se décompose de la manière suivante :

- 101 437,25 € dus par Montpellier Méditerranée Métropole faisant l'objet de la situation de dépenses SERM n°26 transmise avec le présent protocole ;
- 16 847,23 € dus par Montpellier Méditerranée Métropole faisant l'objet de la facture de rémunération n° 0117-2022 transmise avec le présent protocole ;
- 89 430,76 € dus par SERM sur l'avance de trésorerie consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole constate l'achèvement des missions confiées au titre des mandats n°2124 et n°2127 et approuve les comptes et annexes qui lui sont présentés par la Société mandataire, et qu'elle donne quitus définitif et sans réserve pour les missions qui lui étaient confiées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des protocoles de quitus et de reddition des comptes des mandats n°2124 et n°2127 pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST présentés par la société mandataire ;
- D'autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210181-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2124 Protocole de clôture_signé.pdf
- 2124 Annexe 1_Bilan de cloture.pdf
- 2127 Protocole de clôture_signé.pdf
- 2127 Annexe 1 - Bilan de cloture.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Contrat d'action et performance entre Montpellier Méditerranée Métropole et CITEO pour la valorisation des emballages ménagers et papiers - Avenants n°1 aux contrats de reprise conclus avec les repreneurs pour la valorisation des matériaux issus des collectes sélectives - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 15156 du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé la signature avec la société CITEO, agréée par les pouvoirs publics dans le cadre de la Responsabilité Elargie des Producteurs – REP - du contrat type dénommé « *Contrat Action et Performance CAP – Barème F* » portant sur la période 2018-2022, faisant suite au précédent contrat « *Barème E* » approuvé par délibération n°10140 du 21 avril 2011. Ce contrat a pour objectif principal d'assurer la valorisation des déchets ménagers issus des collectes sélectives d'emballages ménagers en garantissant la reprise des matériaux triés selon les différents standards et le versement aux collectivités des soutiens financiers correspondant selon des barèmes pré-définis. Pour mémoire, le montant des sommes perçues au titre du soutien à la tonne triée s'élève, pour le dernier exercice clos 2021, respectivement à 3 797 253 € pour les emballages et 213 421 € pour les papiers graphiques.

Le contrat prévoyait également des appels à projet pour optimiser la collecte, améliorer les performances, et le soutien aux nouvelles installations de tri s'inscrivant dans le cadre de l'extension des consignes de tri au titre desquelles la Métropole a été déclarée lauréate et a bénéficié de l'aide financière de CITEO pour un montant de 950 000 € pour l'extension/réhabilitation du centre de tri DEMETER dont la mise en service a eu lieu au dernier trimestre 2019.

Le « *CAP barème F* » devait prendre fin au 31 décembre 2022, après que les pouvoirs publics aient adopté le nouveau cahier des charges à appliquer aux éco organismes. L'instruction du nouveau cahier des charges n'ayant pu être menée à son terme avant cette échéance, l'agrément en cours a été prolongé pour une durée d'un an couvrant donc l'année 2023.

Le nouveau cahier des charges d'agrément a été approuvé par arrêté du 30 septembre 2022 et publié le 9 octobre 2022, tout en intégrant la prise en compte de certaines dispositions de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Il introduit notamment les modalités de conversion des soutiens non dépensés au niveau national en année n, en soutien à l'investissement en année n+1, ainsi que des modalités de prise en charge des coûts de nettoyage et de traitement des déchets d'emballages ménagers abandonnés dans l'espace public, et de soutien à la généralisation de la collecte séparée pour recyclage des déchets d'emballages de produits consommés hors foyer.

Il actualise également les montants des soutiens financiers versés aux collectivités territoriales pour la collecte et le tri des déchets d'emballages ménagers comme suit :

Matériau	Acier	Aluminium	Papier Carton Non Complexé PCNC	Papier Carton Complexé PCC	Papier Carton en Mélange PCM	Plastique	Verre
Barème 2018/2022 en €/T	62	400	150	300	100	660	7
Barème 2023 en €/T :	68	439	165	329	100	725	7

Le nouveau contrat type sera adressé aux collectivités pour signature début 2023.

Consécutivement, il convient de prolonger pour la même durée d'un an couvrant l'année 2023, les contrats conclus avec les repreneurs par la Métropole pour la valorisation des emballages, par matériau et pour chaque standard, dans l'attente de l'élaboration des nouveaux cahiers des charges permettant à la Métropole d'organiser une nouvelle procédure de mise en concurrence des opérateurs. Ceux-ci concernent pour les différents matériaux :

- Fibreux - Papier / carton (hormis la sorte « *Journaux-Revues-Magazines* » : contrat conclu avec la société SMN dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Fibreux - Papier sorte « *Journaux-Revues-Magazines* » : contrat tripartite conclu avec la société SMN et la papeterie NORSKE SKOG Golbey dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Plastiques (hors flux de développement) : contrat conclu avec la société PAPREC dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Métaux ferreux : Contrat avec la société SUEZ RV Méditerranée SAS dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Métaux non ferreux : Contrat avec la société SUEZ RV Méditerranée SAS dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, incluant la modification de la mercuriale de référence ;
- Verre : Contrat avec la société O-I France selon l'accord-cadre « *reprise option filière* » conclu entre CITEO/Adelphe et la Chambre Syndicale des Verreries Mécaniques de France –CSVMF- avenant subséquent à conclure entre la Métropole et le repreneur, en tant que repreneur désigné par la CSVMF ;
- Plastiques flux de développement : Contrat conclu avec CITEO, dans le cadre des contrats type « *reprise titulaire* », CITEO constituant l'opérateur exclusif de reprise des plastiques flux de développement.

S'agissant de ces deux derniers flux, les contrats de reprise étant directement liés au cahier des charges CITEO, les projet d'avenant correspondants seront transmis aux collectivités pour signature début 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des contrats proposés par CITEO pour les soutiens à la valorisation des emballages ménagers et des papiers graphiques à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- D'approuver les projets d'avenants à conclure avec les repreneurs à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat, les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210234-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Négoces_Ferreux_SUEZ RV_Avenant 01_prolongation.doc
- Négoces_non-Ferreux_SUEZ RV_Avenant 01_prolongationV2.doc
- Négoces_Fibreux_SMN_Avenant 01_prolongation.doc
- Négoces_JRM_SMN-NS_Avenant 02_prolongation.doc
- Négoces_Plastiques_PAPREC_Avenant 01_prolongation (002).doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Solidarités - Prolongation du contrat de ville - Conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Avenant n°3 - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015-2023, dont l'avenant n°2 a été signé en décembre 2019, constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville et s'appuie sur les 12 enjeux identifiés par les partenaires signataires, regroupés autour de 5 objectifs opérationnels :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- Organiser une politique résidentielle plus équilibrée dans les quartiers, la Métropole et poursuivre le renouvellement urbain ;
- Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous en développant les coopérations et la co-éducation ;
- Développer une offre de services et d'équipements accessible aux habitants dans une logique de parcours ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

La qualité de vie urbaine est donc un objectif affiché dans le contrat de ville et correspond à une attente forte des habitants des quartiers prioritaires. A cette fin, et pour participer à cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier approuvaient, par délibération en date du 16 décembre 2015, les projets de convention d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des quatre bailleurs ayant du patrimoine au sein des 12 Quartiers Politique de la Ville (QPV) de Montpellier : ACM Habitat, Hérault Logement, ERILIA et SFHE.

Ces conventions ont été signées le 3 février 2016 entre l'Etat, la Métropole, la Ville de Montpellier et chacun des 4 bailleurs. La loi de finances pour 2015 étant venue acter le rattachement de cet abattement au contrat de ville.

Les 4 conventions initiales ont fixé, pour une période triennale (2016-2017-2018), un programme d'actions articulé aux démarches de gestion urbaine de proximité, autour de 8 axes d'intervention :

- Le renforcement de la présence de personnel de proximité ;
- La formation / soutien des personnels de proximité ;
- Le sur entretien ;
- La gestion des déchets et encombrants / épaves ;
- La tranquillité résidentielle ;
- La concertation / sensibilisation des locataires ;
- L'animation, lien social, vivre ensemble ;
- Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Un premier avenant à ces conventions a été signé le 21 octobre 2018 afin de prendre en compte les programmes d'actions pour les années 2019 et 2020, et un second signé le 29 décembre 2020 afin de prendre en compte la prolongation du contrat de ville et les programmes d'actions pour les années 2021 et 2022 (prolongement de la durée du contrat de ville jusqu'en 2022 par avenant appelé Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques – PERR).

La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation d'une année supplémentaire les contrats de ville en cours et les régimes fiscaux zonés qui leur sont rattachés, à l'instar de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties. Cette décision a été prise dans un contexte de réflexion profonde sur les contours et le contenu de ceux-ci. Un nouvel avenant aux conventions initiales est donc nécessaire afin de prendre en compte la prolongation du contrat de ville et le programme d'actions pour l'année 2023.

Ce programme d'actions est décliné quartier par quartier. Il s'appuie sur l'avenant au cadre national d'utilisation de la TFPB (publié le 30 septembre 2021 par l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) et le ministère de la Ville en lien avec les principales associations d'élus) qui a vocation à devenir le nouveau cadre de référence pour les conventions à venir. Sans changer les principes fondamentaux de mise en application des conventions, il apporte des précisions sur les modalités d'élaboration, de pilotage et de suivi de la démarche en étroite relation avec les objectifs et partenaires du contrat de ville, et en premier lieu, l'Etat et la Métropole.

Les conventions ouvrant droit à l'abattement de TFPB ont ainsi vocation à s'inscrire en complémentarité avec :

- Les actions relevant du contrat de ville y compris dans le cadre des projets de renouvellement urbain, ainsi qu'avec le droit commun, notamment en matière de sécurité, d'emploi, d'accès aux droits, etc. ;
- Les mesures initiées ou amplifiées lors du Comité Interministériel des Villes du 29 janvier 2021 (cités éducatives, cité de l'emploi, bataillons de la prévention, etc.) ;
- Les enjeux sociétaux actuels qui concernent tout particulièrement les QPV (transition écologique, vieillissement, etc.).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'acter la prolongation du contrat de ville jusqu'au 31 décembre 2023 et le programme d'actions pour l'année 2023 ;
- D'approuver les termes des avenants n°3 aux quatre conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210581-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ACM HABITAT-PLAN ACTIONS PREV 2023.pdf
- ERILIA MOSSON-PLAN ACTIONS PREV 2023.pdf
- SFHE-PLAN ACTIONS PREV 2023.pdf
- HL-PLAN ACTIONS PREV 2023.pdf
- Avenant n3 convention TFPB ACM.pdf
- Avenant n3 convention TFPB SFHE VF.pdf
- Avenant n3 convention TFPB Hérault Logement VF.pdf
- Avenant n3 convention TFPB ERILIA VF Montpellier.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Solidarités - Contrat de Plan État-Région 2015-2020 - Attribution de subvention au CROUS pour la réfection des réseaux d'eau de la cité universitaire "Le Triolet" à Montpellier - Modification - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Au titre du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer aux projets de rénovation et de modernisation des résidences étudiantes propriétés du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier.

Ainsi, par délibérations n°M2020-40 du 31 janvier 2020 et n°2020-394 du 23 novembre 2020, il a été décidé d'attribuer au CROUS une subvention de respectivement 258 750 € et 426 613 € pour le remplacement des réseaux d'eau des cités universitaires « *Les Arceaux* » et « *Le Triolet* », toutes deux situées à Montpellier.

Compte tenu du contexte actuel de hausse des coûts de construction, le CROUS est contraint de renoncer à ce stade à l'opération « *Les Arceaux* » dont les surcouts ont été évalués à près de 600 000 €, afin de permettre la réalisation de l'opération « *Le Triolet* », jugée prioritaire, et dont les surcouts sont moindres (environ 300 000 €).

Aussi, le CROUS sollicite Montpellier Méditerranée Métropole afin d'accorder le transfert de la subvention réservée pour l'opération Arceaux au profit de l'opération Triolet.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole serait ainsi porté sur cette opération à 685 363 € et reposerait sur le plan de financement suivant :

- Prix de revient prévisionnel réactualisé : 1 924 711 € ;
- Fonds propres CROUS : 1 239 348 € ;
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 685 363 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier la délibération n°2020-394 du 23 novembre 2020 afin d'apporter une subvention au CROUS d'un montant total de 685 363 € pour le remplacement des réseaux d'eau de la Cité Universitaire « *Le Triolet* » à Montpellier, en lieu et place des 426 613 € initialement accordés, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210516-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_Subv_CROUS-Le Triolet _Mtp.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Solidarités - Agence Immobilière à Vocation Sociale - Attribution d'une subvention à l'association Habitat & Humanisme pour l'année 2022 - Convention d'attribution - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009, la loi pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové du 24 mars 2014 et la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017 comportent des mesures visant à faciliter l'intermédiation locative et la mobilisation du parc privé pour le logement de ménages en difficultés.

Le plan national Logement d'abord réaffirme la volonté de mobiliser le parc privé avec une vocation sociale, entend réintroduire de la fluidité dans le dispositif d'hébergement vers le logement et prévoit une augmentation de 40 000 places supplémentaires d'intermédiation locative sur 5 ans (2017-2022), dont la moitié en mandat de gestion.

Dans ce cadre, l'association Habitat et Humanisme, qui accompagne les publics en difficultés, a reçu un agrément temporaire par les services de l'Etat pour la gestion en mandat de logements sous la forme d'une Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) pour une durée d'un an renouvelable, au bénéfice des publics du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

Depuis juillet 2021, l'association a signé 55 mandats de gestion et gère 112 logements en 2022 dans le parc privé (contre 85 en 2021) dont 80 sur le territoire de la Métropole.

L'intermédiation locative par une AIVS, associée à un accompagnement social adapté, est un outil qui sécurise et simplifie les relations entre bailleurs et ménages en difficulté d'accès ou de maintien dans le logement.

Au titre de sa compétence politique locale de l'habitat, des plans « *Logement d'abord* » et de lutte contre la pauvreté, ainsi qu'au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à des associations accompagnant le public en difficulté vers et par le logement. Il est proposé dans ce contexte d'allouer une subvention à Habitat et Humanisme d'un montant de 10 000 € en 2022 pour son activité d'AIVS. Une convention sera signée avec l'association qui précisera les attendus et les modalités de versement de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 10 000 € pour l'année 2022 à l'association Habitat & Humanisme pour la mise en œuvre d'une AIVS, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210679-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION HABITAT HUMANISME AIVS.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement 2022 - Convention 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Association Solidarité Dom Tom - Avenant - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève du territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal. Pour rappel le Fonds de Solidarité Logement s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- Sur le versement d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- Sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions territoriales mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes et le territoire dans des démarches participatives et partenariales. Montpellier Méditerranée Métropole apporte ainsi son soutien aux associations et organismes qui œuvrent dans ces domaines. Les actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit d'accès à un logement ou de maintien dans celui qu'ils occupent déjà. Elles interviennent en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire de la Métropole.

Le budget du FSL métropolitain permet de soutenir 19 associations et deux CCAS en 2022. Une convention a été signée au titre de l'exercice 2022 avec l'association Solidarité DOM TOM Hérault / CSF dont les objectifs d'accompagnement sont d'ores et déjà atteints. Avec la crise sanitaire et les différentes difficultés (économiques, emploi, santé...) rencontrés par le public et en particulier sur le quartier Mosson/Paillade, l'association a été sur-sollicitée dans le cadre de ses mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL).

L'association Solidarité DOM TOM Hérault / CSF est bien implantée sur le quartier et fait fructifier ses partenariats existants et en développe de nouveaux. Elle a ouvert son intervention à d'autres quartiers de Montpellier et fait le lien entre l'accompagnement logement et les autres activités qu'elle propose (épicerie sociale, alphabétisation...).

La présente délibération concerne l'approbation d'un avenant à la convention 2022 avec l'association Solidarité DOM TOM Hérault / CSF pour une augmentation de 60 mois mesures d'accompagnement supplémentaire à réaliser soit une augmentation de 8 700 € de la subvention FSL antérieurement attribuée.

SOLIDARITE DOM TOM / CSF	*Mettre en œuvre des mesures d'accompagnement social lié au logement (recherche, installation, maintien 260 mois) Avenant + 60 mois	Tout public majoritairement locataire ou hébergé sur le quartier Paillade Mosson avec une ouverture plus grande cette année sur un plus large public et sur d'autres quartiers de la ville	Budget initial avant avenant : 37 700 € Montant de l'avenant : 8 700 € Montant total : 46 400 €
---	---	--	--

Cette augmentation de la subvention accordée à l'association Solidarité DOM TOM Hérault / CSF est financée par redéploiement de crédits 2022 du FSL métropolitain au titre des actions d'insertion par le logement, non mobilisés à ce stade de l'année, et n'aura pas d'incidence sur la participation de la Métropole 2022 au fonds.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution à l'association Solidarité DOM TOM Hérault / CSF d'une subvention complémentaire au titre du FSL en 2022 d'un montant de 8 700 € ;
- D'approuver les termes de l'avenant à la convention initiale, qui précise notamment les conditions de versement de cette subvention complémentaire sur le compte de l'association par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire du FSL de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210282-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention de gestion entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse d'Allocations familiales (CAF) de l'Hérault - Exercice 2023 - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire.

Le FSL s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- Sur le versement d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- Sur le financement d'actions collectives d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Avec le transfert du FSL, la Métropole agit à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modestes.

Pour rappel, le FSL est un « *pot commun* » se composant de la contribution de droit de la Métropole, du remboursement des prêts octroyés aux ménages et des participations volontaires des autres partenaires (fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, CCAS, CAF).

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que la gestion financière et comptable du fonds de solidarité pour le logement peut être confiée par convention, sous la responsabilité et le contrôle de l'autorité administrative compétente à un organisme de sécurité sociale, une association agréée à cet effet ou un groupement d'intérêt public.

Depuis 2018, la Métropole a confié la gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Une convention-cadre de gestion, signée annuellement, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain.

La CAF de l'Hérault, gestionnaire financière et comptable du FSL, assure donc le versement des aides aux personnes selon les instructions données par la Métropole, et met en place les prêts afférents. Elle réalise les appels de fonds auprès des partenaires financiers contributeurs et remet mensuellement et annuellement les bilans financiers faisant état des ressources et des dépenses du Fonds.

La Métropole entend confier à nouveau la gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la CAF de l'Hérault pour un an en 2023, objet de la présente délibération, et ce pourquoi une convention de délégation de gestion est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de délégation de gestion financière et comptable du FSL pour l'année 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CAF de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211013-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION CAF 3M 2023.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement - Acomptes de subventions pour diverses associations et Centres communaux d'Action Sociale - Exercice 2023 - Convention d'attribution - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire couvert par l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal. Le FSL s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages concernés pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également, comme prévu par la législation, sur le financement d'actions collectives d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des CCAS.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, ces actions mobilisent les personnes dans des démarches participatives et partenariales. Elles concernent plusieurs domaines d'intervention :

- *Animation d'ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés au logement ;
- *Mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant diverses interventions en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, accédants et propriétaires ;
- *Actions d'auto-réhabilitation* des logements, ou visant à favoriser la maîtrise de leur consommation de fluides et de lutter contre les impayés d'énergie et d'eau ;
- *Actions de médiation*, avec une recherche de conciliation entre bailleurs et locataires autour de la décence des logements et des conditions d'habitation ;
- *Gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté* : prise à bail et gestion de logements dans le parc public ou privé de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Elles ont concerné 2 466 ménages en 2021 pour le territoire de la Métropole.

La participation de la Métropole au FSL, gérée par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault, ne sera actée que dans le cadre du vote de son budget primitif après le 1^{er} janvier 2023.

Aussi, afin de permettre aux associations et Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) financés par le FSL d'une année sur l'autre de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau joint en annexe, sur la base de 50 % de la subvention attribuée en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions sur les crédits du FSL telles que définies en annexe, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les projets de conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211007-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION 2023 FSL SD PROJET.pdf

- ANNEXE FSL 2023 50 22 (005).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2022 - Convention entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue déléguer par l'Etat pour une durée de 6 ans (2022-2027), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés. A ce titre, elle a signé, le 17 juin 2022, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

La convention relative à la production des logements sociaux publics prévoit qu'un avenant dit « *de fin de gestion* », à intervenir en fin d'année, précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation des logements réellement à financer. Cet avenant conditionne la mise en place par l'Etat du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à Montpellier Méditerranée Métropole.

Le prévisionnel des logements sociaux à financer, qui était fixé à 1994 logements début 2022, s'établit au terme de l'exercice à 1809 unités, auxquels il convient d'ajouter en vis-à-vis les 125 logements sociaux financés ou à financer cette même année par l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU) dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain du quartier Mosson à Montpellier. Pour rappel, le Programme Local de l'Habitat 2019-2024 prévoit la réalisation de 1875 logements locatifs sociaux en moyenne lissée par an pour satisfaire autant que possible aux besoins recensés.

S'agissant du bilan prévisionnel des logements à financer en PLUS et PLAI, constituant la priorité de la Métropole, il s'établit à 1 283 logements. La part des PLAI mobilisés afin de financer des structures collectives dédiées aux personnes en difficulté est de 104 unités, représentant 124 places d'hébergement d'urgence. Les PLUS/PLAI dits familiaux ou ordinaires représentent 1 179 logements.

Le nombre de PLS dans le bilan prévisionnel 2022, important, s'élève à 526 logements, soit :

- 210 PLS familiaux dont 172 dédiés à des publics jeunes ou seniors hors structures collectives et 38 logements sociaux ordinaires ;
- 316 PLS dits « *spécifiques* » correspondant principalement à la création d'une résidence sociale étudiante située à Montpellier sous maîtrise d'ouvrage du CROUS.

La dotation nécessaire au financement de ces opérations est ramenée à 5 135 780 €, contre 6 456 440 € réservés initialement.

En complément, l'Etat met à la disposition de la Métropole 112 agréments pour des logements en Prêt Social de Location-Accession (PSLA) qui contribuent à l'objectif de production de logements en accession abordable fixé par le PLH (20 % de l'offre globale de logement attendu dans les communes du cœur de Métropole desservies par le réseau armature de transport en commun).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de délégation d'attribution des aides à la pierre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210494A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3M Projet Avenant fin de gestion 2022 25.11.22 modif 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 4 logements sociaux, 931 Chemin de Nouau à Prades-le-Lez - Attribution de subventions à SA d'HLM PROMOLOGIS - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Promologis a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en l'Etat futur d'Achèvement (VEFA) auprès du promoteur GGL Promotion, de 4 logements sociaux neufs, résidence « *La colline du Nouau* » situés 931 Chemin de Nouau à Prades-le-Lez.

Conçu par le cabinet d'architecture Tec'Archi établi à Saint-Mathieu-de-Trévières, le programme développe une surface habitable de 240,77 m² selon la typologie suivante : 1 T2 et 3 T3.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est détaillé comme suit :

Coût total de l'opération :	513 103 €
Subvention Etat déléguée :	8 000 €
Subvention Région :	3 500 €
Prêt CDC logement :	159 654 €
Prêt CDC foncier :	174 161 €
Prêt PEEC :	24 000 €
Fonds propres :	139 788 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole :	4 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

Promologis s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'accorder une subvention de 4 000 € à la SA d'HLM Promologis pour la réalisation de 4 logements locatifs sociaux, résidence « Colline de Nouau », 931 Chemin de Nouau à Prades-le Lez ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention afférente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-204031-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv PROMOLOGIS- La Colline du Nouau.docx
- Localisation Colline du Nouau.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Rachat de propriétés foncières acquises par l'Établissement Public Foncier Occitanie (EPFO) pour le compte de la Métropole - Secteur Roquefraise sur la commune de Saint Jean de Védas - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a missionné l'Etablissement Public Foncier Occitanie (EPFO) afin d'assurer le portage foncier des acquisitions à réaliser sur le secteur de Roquefraise sur la commune de Saint Jean de Védas.

En exécution de la convention opérationnelle du 12 juin 2018 liant la Métropole et l'EPFO sur ce secteur, prescrivant une obligation de rachat annuel des fonciers acquis, il est convenu avec l'EPFO que Montpellier Méditerranée Métropole se rende propriétaire avant la fin de l'année 2022 de parcelles de terrain nu cadastrées section BA n° 59, section BB n° 9-10-12-18-33-34-40-42-44-45-48-421, section BC n° 22-30-33 d'une superficie totale de 73 712 m². Le prix de rachat de ce foncier est calculé conformément aux termes de la convention opérationnelle, soit 2 362 137,27 € HT et 2 888 210,56 € TTC et frais de portage inclus, conforme à l'évaluation domaniale.

Il est toutefois précisé que les prix sont calculés en fonction des frais supportés par le vendeur à la date du 26 octobre 2022. Si des frais complémentaires, notamment de fiscalité, devaient être supportés avant la signature de l'acte authentique prévue en décembre 2022, les prix de revente seraient ajustés en conformité avec les termes de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'acquisition auprès de l'EPFO des parcelles cadastrées section BA n° 59, section BB n° 9-10-12-18-33-34-40-42-44-45-48-421, section BC n° 22-30-33 d'une superficie cadastrale totale de 73 712 m², sise commune de Saint Jean de Védas, moyennant le prix de 2 362 137,27 € HT majoré des frais liés au portage et supportés par l'EPFO, et de la TVA applicable soit un prix total de 2 888 210,56 € TTC.
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De missionner Maître LASCOMBES, désigné par l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, pour la régularisation des actes authentiques afférents ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 07/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210602-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Aménagement du quartier Cambacérès - Cession foncier de diverses parcelles à l'aménageur pour des surfaces tertiaires - Confirmation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Située sur le territoire communal de Montpellier et longée par trois grandes infrastructures, les autoroutes A9, A 709 et la ligne ferroviaire mixte de voyageurs et fret « *Contournement Nîmes Montpellier* », la zone d'aménagement concerté (ZAC) 1 Cambacérès s'appuie sur un pôle d'affaires à proximité du pôle d'échanges intermodal de la gare Montpellier Sud de France, tout en préservant les grands domaines viticoles. L'aménagement de ce secteur est avancé. Les travaux de viabilité (voirie et réseaux), de construction de la Halle de l'Innovation s'achèvent et la commercialisation / construction des premiers lots d'activité tertiaire est en cours.

Compte tenu des contraintes environnementales du site et du porter-à-connaissance initialement effectué par la direction générale de l'aviation civile, le Conseil de Métropole a décidé, par délibération n°M2020-370 du 23 novembre 2020 de modifier le programme d'aménagement afin d'exclure la construction de logements dans la zone d'aménagement concerté et de réorienter la zone non viabilisée à l'Ouest de la ZAC 1 en parc urbain. Dans un objectif de lutte contre l'artificialisation des sols et de développement d'une agriculture périurbaine, l'orientation retenue vise à sanctuariser ces terres agricoles et naturelles de la ceinture verte montpelliéraine.

Dans la perspective de réaliser l'opération d'aménagement, la maîtrise foncière de l'ensemble de ce secteur a été assurée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la mise en œuvre d'une déclaration d'utilité publique pour constitution de réserves foncières obtenue le 14 juin 2013 et prorogée le 6 juin 2018.

Afin de permettre la réalisation de ce projet, nécessaire au rayonnement économique et à la création d'emplois autour de la nouvelle gare, la Métropole a entériné par délibérations n°M2019-108 du 22 mars 2019 et du 15 septembre 2020, le projet de vente du foncier d'assiette de l'opération à son concessionnaire d'aménagement et des parcelles SM 61 et SM 70 à Monsieur Charles AIMES et SM 69 et SM 63 à l'indivision JAMME, dans le cadre de la satisfaction d'engagements pris par la Communauté d'agglomération par délibération du 6 février 2014.

Compte tenu de la réorientation du programme de la ZAC Cambacérès, les projets de cessions ne permettaient plus de répondre aux engagements pris antérieurement, il a donc été décidé dans la délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020 d'abroger les dispositions prises dans la délibération n°M2019-108, concernant ces cessions en l'attente des réorientations de programmation, conformément par ailleurs à la possibilité offerte par les dispositions de la délibération du 6 février 2014 et des actes signés les 31 juillet et 4 août 2014 avec Charles AIMES et le 12 août 2014 avec les consorts JAMME.

Par délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020, le Conseil de Métropole a donc décidé :

- D'approuver la cession à SA3M des parcelles SM51 pour 180 m², SM 61 pour 542 m², SM 63 pour 875 m², SM 69 pour 152 m², SM 70 pour 143 m², SV 2 pour 648 m², SV 3 pour 7 967 m², SV n°44 pour 8 537 m², SV n°46 pour 11 478 m², l'ancienne impasse des Mourons déclassée en attente de numérotation section SV Dpa pour 694 m², et Dpb pour 2 366 m², SP 78p pour 1 340 m² pour une surface totale de 34 922 m² environ pour un prix de cession de 1 245 860,00 € environ ;
- D'abroger la disposition relative à la cession des parcelles SM 61, SM 70, SM 69, et SM 63 de la délibération n°M2019-108 ;

A la suite de l'adoption de cette délibération, la cession foncière en question a fait l'objet d'un seul et même acte définitif qui a été réitéré de manière authentique le 10 novembre 2021.

Ladite délibération, n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020, a été partiellement contestée devant le Tribunal administratif (recours enregistré sous le numéro d'instance n° 2101169-4). Ce recours est en cours d'instruction. Le débat juridique ne porte que sur le sort des parcelles, sises commune de Montpellier, SM 61 pour 542 m², SM 63 pour 875 m², SM 69 pour 152 m² et SM 70 pour 143 m².

La présence de cette instance juridictionnelle induit des questionnements de certains porteurs de projet et financeurs dans le cadre de la commercialisation par l'aménageur des lots à bâtir dont l'assiette foncière est issue des emprises cédées par la Métropole en vertu de la délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020.

Dans ces conditions, l'aménageur a sollicité de la Métropole afin qu'elle confirme les termes de la délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020 en ce qu'elle cède à son profit les parcelles SV 2 pour 648 m², SV 3 pour 7 967 m², SV n°44 pour 8 537 m², SV n°46 pour 11.478 m², l'ancienne impasse des Mourons déclassée en attente de numérotation section SV Dpa pour 694 m², et Dpb pour 2 366 m², SP 78p pour 1 340 m².

Cette confirmation, des termes de la délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020 est de nature, malgré le caractère exécutoire de cette dernière, à garantir, pour les notaires en charge des transferts de propriété, la sécurité juridique des actes à intervenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De confirmer en ces dispositions les termes de la délibération n°M2020-370 en date du 23 novembre 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209576-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune du Crès - Instauration du droit de préemption urbain (DPU) et du droit de préemption urbain renforcé - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune du Crès connaît une tension foncière forte qui oblige le territoire à repenser son développement sous l'angle du réinvestissement urbain et en particulier sur le secteur du « *Camp Bertrand* » de part et d'autre de la route métropolitaine RM 613.

Cet axe routier doit faire l'objet de réaménagement pour l'accueil de la prochaine ligne 1 du Bustram « *Montpellier place de l'Europe / Castries Espace Gare* », ligne qui sera connectée aux lignes 1, 2 et 4 du tramway ainsi qu'à la future ligne 2 de Bustram afin d'assurer un véritable maillage des mobilités entre les communes de l'est et les quartiers d'activités du Millénaire et d'Antigone à Montpellier. Parallèlement à l'aménagement de cette nouvelle ligne de transport en commun, une opération de requalification urbaine pourra être engagée et permettra à la fois le développement de l'habitat par la production d'une offre de logements et de l'emploi grâce à la réorganisation et à la densification des espaces dévolus aux activités économiques. Toutefois, les études hydrauliques menées sur ce secteur ont montré que la concrétisation de ces projets nécessite préalablement d'y réaliser d'importants travaux et ouvrages de lutte contre les inondations.

Afin de mener à bien ces projets et travaux essentiels au territoire, qui relèvent de la compétence métropolitaine, il convient de mettre en place les outils fonciers nécessaires en accompagnement des projets d'aménagement à développer.

Par arrêté préfectoral en date du 9 novembre 2016 a été créée une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le secteur « *Le Camp Bertrand* » sur la commune du Crès. Cette ZAD, d'une validité de 6 ans, est venue à terme le 9 novembre 2022. Aussi, afin de conserver les outils nécessaires à l'action publique, il est proposé de réinstaurer le droit de préemption urbain (DPU), prévu par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme, sur les zones UI et AU0 du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Crès correspondant au périmètre délimité sur le plan annexé à la présente.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit en lieu et place des communes depuis sa création par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et notamment l'élaboration des plans locaux d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu. L'un des instruments juridiques permettant la mise en œuvre de la politique urbaine définie par le Plan Local d'Urbanisme est le droit de préemption urbain régi par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme. Le recours à ce droit permet à la collectivité bénéficiaire, lors de la mise en vente d'un bien, d'acquérir la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation d'actions et d'opérations d'aménagement ou de constituer les réserves foncières préalables à cette réalisation.

Conformément aux dispositions des articles L. 210-1 et 300-1 du Code de l'urbanisme, l'exercice du droit de préemption urbain doit répondre aux objectifs suivants :

- Mettre en œuvre un projet urbain ;
- Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ;
- Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- Favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- Réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur ;
- Lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux ;
- Permettre le renouvellement urbain ;
- Sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.

De plus, il convient de renforcer ce droit de préemption, comme le permet l'article L. 211-4 du Code de l'urbanisme, pour être étendu notamment aux aliénations des locaux en copropriété, aux cessions de parts sociales, aux immeubles bâtis datant de moins de 4 ans. Cette instauration renforcée s'avère nécessaire sur ce secteur en raison des typologies de biens rencontrés, certaines propriétés du secteur étant régies par le statut de la copropriété depuis plus de 10 ans et les entreprises étant susceptibles de procéder à des cessions d'actions ou de parts sociales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'instauration du droit de préemption urbain (DPU) sur les zones UI et AU0 du PLU sur le territoire de la commune du Crès, telles que figurées au plan annexé ;
- D'approuver l'instauration du droit de préemption urbain renforcé sur ces mêmes zones UI et AU0 du PLU sur le territoire de la commune du Crès, telles que figurées au plan annexé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211606-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Carte instauration DPU dcm 6_12_22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Renonciation à acquérir - Emplacement réservé n° 6 du Plan Local d'urbanisme rue des Devèzes - Mise en demeure d'acquérir - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

L'emplacement réservé (ER) n°6 au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Cournonterral permet l'élargissement de la rue des Devèzes à 18 mètres au bénéfice de la Métropole.

Suivant les dispositions des articles L.152-2 et L.230-1 du Code de l'urbanisme, à l'occasion de la mise en demeure d'acquérir une emprise à extraire de la parcelle cadastrée BM 177 située 32 rue des Devèzes à Cournonterral, par son propriétaire, le 19 mai 2022, une étude a été menée avec d'affiner les besoins d'aménagement de ladite voirie.

Au terme de l'étude, la Commune de Cournonterral et le bureau d'études en charge de la voirie métropolitaine s'accordent pour estimer que l'emprise de la propriété publique actuelle permet d'ores et déjà un aménagement de voie suffisant, sans recours à des acquisitions complémentaires sur les propriétés privées riveraines.

En conséquence, il est proposé par la présente délibération de confirmer que l'emplacement réservé n° 6 du PLU de Cournonterral affectant les parcelles rue des Devèzes, ne présente plus de nécessité et de procéder à sa levée. La prochaine modification du PLU de Cournonterral devra procéder à la réactualisation du document graphique pour prendre en compte cette décision.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De renoncer à l'acquisition des emprises situées rue des Devèzes sur la commune de Cournonterral, concernées par l'emplacement réservé n° 6 inscrit au PLU de la Commune ;
- De prendre acte de l'effet de la renonciation d'acquérir, à savoir l'inopposabilité définitive de l'emplacement réservé n° 6 du PLU de Cournonterral relatif à « *l'élargissement de la voie à 18 mètres* » sur tout le linéaire ;
- De prononcer la levée de l'emplacement réservé n°6 du PLU de Cournonterral ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210482-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan cadastre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Aménagement du carrefour RM613-RD24E2 - Communes de Vendargues et de Saint-Aunès - Bilan de la concertation publique préalable obligatoire menée en application du Code de l'urbanisme - Approbation

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2022-187 du 31 mai 2022, le Conseil de Métropole a approuvé les objectifs et les modalités de la concertation publique préalable obligatoire, autour du projet d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 sur les Communes de Vendargues et Saint-Aunès, menée en application de l'article R.103-1 du Code de l'urbanisme. La concertation publique préalable associe le public à l'élaboration du projet, et à l'issue de cette concertation, Montpellier Méditerranée Métropole en arrête le bilan.

La concertation publique s'est déroulée du 11 juillet 2022 au 19 septembre 2022, selon les modalités décrites dans la délibération visée ci-dessus. Les modalités de la concertation avec le public ont été respectées par Montpellier Méditerranée Métropole. Le public a pu s'informer et s'exprimer sur le projet.

Les observations recueillies ont permis de nourrir la réflexion de la collectivité et des partenaires associés au projet (Département de l'Hérault, Pays de l'Or Agglomération, Commune de St-Aunès et Commune de Vendargues) et de conforter ses choix.

A l'issue de la phase de concertation publique préalable, l'organe délibérant doit tirer le bilan de la concertation.

Par ailleurs, il convient de rappeler que l'opération d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 est soumise à l'organisation d'une enquête publique au cours de laquelle le dossier de déclaration d'utilité publique, comportant le bilan de la concertation préalable, sera mis à la disposition du public.

Au total 13 avis du public et 2 lettres annexées consignées ont été déposées sur les registres mis à disposition lors de la concertation publique. Deux thèmes sont récurrents et largement dominants ; la première thématique porte sur une demande afin de favoriser les modes doux et particulièrement les cycles, la seconde porte sur une demande de réduire la part liée au « béton » dans le cadre du projet d'aménagement.

Concernant les modes doux, le projet prévoit une connexion à partir des aménagements existants à Saint-Aunès jusqu'aux futures stations du Bustram situés sur la RM613. La liaison douce sera aménagée sur un linéaire de 200m avec une largeur de 3m00. De plus, une emprise foncière supplémentaire est possible, afin de passer la largeur de la liaison douce de 3m00 à 4m00. Le projet d'aménagement préserve ainsi les emprises foncières destinés aux modes doux pour l'avenir. Les caractéristiques des aménagements piétons et cyclables seront optimisées en coordination avec le projet du Bustram, afin de s'insérer en cohérence avec le système de déplacements alternatifs proposé dans la stratégie mobilité de la Métropole.

Concernant la demande de réduire la part liée au « béton », les conséquences de la loi Climat et résilience seront prises au travers du projet. En effet, cette loi a pour effet de limiter l'extension de l'urbanisation par un étalement urbain. Dans le cadre de l'élaboration du PLUi de la Métropole, l'extension de certaines zones à urbaniser, prises en compte dans les prévisions de trafics et dimensionnantes pour la capacité du giratoire, seront réinterrogées.

Après analyse de l'ensemble des observations du public, le projet n'est pas remis en question, les contributions opposées au projet conviennent que la sécurisation du carrefour est nécessaire et ne remettent pas en cause le projet d'aménager un giratoire et de créer une nouvelle section de route entre la RD24E2 et la RM613.

La délibération, tirant le bilan de la concertation préalable, sera publiée sur le site Internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse www.participer.montpellier.fr en tant que maître d'ouvrage, en application des dispositions de l'article R. 121-21 du Code de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation préalable ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211466-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BILAN CP 2022-11-03.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Conventions de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Castries, Saint Georges d'Orques, Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Certaines communes des Pôles Territoriaux de la Métropole souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements (voirie, achat de mobilier urbain, réseaux secs et éclairage public). Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils municipaux respectifs. Les montants de fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de convention sont les suivants :

Pôle Cadoule et Bérange

Castries :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Impasse des Caravens	14 562,00 €	12 135 €	49 %	5 946,15 €
Avenue de la Royale	37 586,40 €	31 322 €	49 %	15 347,78 €
Avenue de Sommières	27 634,80 €	23 029 €	49 %	11 284,21 €
Place des Libertés	546 644,40 €	455 537 €	49 %	223 213,13 €
Place des Libertés (signalisation)	54 170,40 €	45 142 €	49 %	22 119,58 €
Place des Libertés (réseaux secs/électricité)	54 592,80 €	45 494 €	49 %	22 292,06 €
Place des Libertés (espaces verts et mobilier urbain)	94 592,40 €	78 827 €	49 %	38 625,23 €

Pôle Piémonts et Garrigues

Saint Georges d'Orques :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Divers éclairage public	40 000 €	33 333 €	48 %	16 000 €
Etudes avenue Place du St Georges	35 000 €	29 167 €	49 %	14 292 €
Travaux de voirie	190 000 €	158 333 €	48,63 %	77 000 €
Travaux divers inondations (Occitanie et avenue des jardins)	50 000 €	41 667 €	48,96 %	20 400 €

Pôle Littoral

Villeneuve-lès-Maguelone :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement diverses rues	220 359,00 €	183 632,55 €	49,9 %	91 632 €
Couches de roulement chemin Carrière Pèlerinne et chemin du Boulidou	162 594,57 €	135 495,48 €	49,9 %	67 612 €
Boulevard des Moures	69 270,00 €	57 725,04 €	49,9 %	28 804 €
Rue de la Brèche (réseaux)	31 620,00 €	26 350,00 €	45,36 %	11 952 €

Lattes :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement entrée ZAE Puech Radier	420 713,39 €	350 594,49 €	49,9 %	174 946 €
Aménagement avenue de Montpellier	134 775,37 €	112 312,81 €	49,9 %	56 044 €
Aménagement accès Courtoujours	38 395,44 €	38 395,44 €	49,52 %	19 013 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les versements des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209136-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION FDC VLM 2022.pdf
- Annexes FDC VLM 2022.pdf
- Convention CAS FDC2022.pdf
- Annexes conv FDC22 CAS.pdf
- Conv FDC 2022 LATTES.pdf
- Annexes FDC lattes 2022.pdf
- Convention FDC SGO annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention de fonds de concours 2020 entre la Commune de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Lors de l'approbation des fonds de concours 2020 par délibération n°M2020-366 du Conseil de Métropole du 23 novembre 2020, des opérations ont été omises dans la liste des fonds de concours de la Commune de Baillargues et le montant de l'opération de la rue des Amoureux était erroné. Il est proposé un avenant n°1 pour corriger ces éléments.

Les opérations concernées, les montants et les taux de fonds de concours doivent être modifiés comme mentionné ci-dessous.

Pôle Cadoule et Bérange

Baillargues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement de l'Impasse Granier	66 000 €	55 000 €	49%	26 950 €
Aménagement de la Rue du Mas de Baillargues	120 000 €	100 000 €	49%	49 000 €
Aménagement de l'Impasse Lou Moutadou	102 000 €	85 000 €	49%	41 650 €
Aménagement de la Rue des Terrasses ensoleillées	191 040 €	159 200 €	49%	78 008 €
Aménagement de la Route de Mauguio	48 000 €	40 000 €	49%	19 600 €
Aménagement de la Rue des Amoureux	45 600 €	38 000 €	49%	18 620 €
Opération Coustouliès (dernière tranche)	96 000€	80 000€	49%	39 200 €
Travaux de voirie divers	44 400€	37 000€	49%	18 130 €
Achat de mobilier	20 000 €	16 666,67 €	49%	8 167 €
Extension de réseaux secs	30 000 €	25 000 €	49%	12 250 €
Travaux d'éclairage public Rue du Mas de Baillargues	13 500 €	11 250 €	49%	5 512 €
Travaux d'éclairage public Route de Maugio	60 000 €	50 000 €	49%	24 500 €
Travaux d'éclairage public Route Impériale	16 500 €	13 750 €	49%	6 738 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de fonds de concours de 2020 entre Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209532-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avt 1 convention FDC2020 BAI.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention d'entretien 2022-2026 des espaces publics du Parc Régional d'Activités Économiques (PRAE) Via Domitia avec le Syndicat mixte du PRAE - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, et le Conseil Régional Occitanie, ont décidé d'unir leurs compétences et moyens en matière de développement économique et de s'associer afin de constituer un syndicat mixte dénommé « *Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Economique (PRAE) Via Domitia* », dont la création a été entérinée par arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Le Syndicat Mixte du PRAE Via Domitia est compétent pour mettre en œuvre et réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, à vocations industrielle, commerciale, tertiaire et artisanale, d'intérêt régional, dite « *Via Domitia* », sur les communes de Castries et de Vendargues.

La création de cette Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) souhaite répondre à la forte demande de foncier économique de la part des entreprises locales et ainsi diversifier la base économique des zones d'activités, en concrétisant la compétitivité internationale de Montpellier Méditerranée Métropole et de la région Occitanie.

C'est dans ce contexte que le Syndicat Mixte du PRAE Via Domitia et Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voirie, se sont rapprochés afin de mettre à disposition du Syndicat des moyens généraux susceptibles d'assurer les prestations nécessaires à l'entretien, l'exploitation et la sécurisation du PRAE.

Il a été proposé une mise à disposition de moyens de Montpellier Méditerranée Métropole par voie conventionnelle, conformément aux dispositions de l'article L.5721-9 CGCT qui dispose que les services d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités membre peuvent être en tout ou partie mis à disposition du syndicat mixte pour l'exercice de ses compétences. Le Syndicat Mixte du PRAE Via Domitia a donc signé en 2018 une convention d'une durée de 4 ans, avec la Métropole.

Ce précédent contrat liant la Métropole et le Syndicat Mixte étant arrivé à terme en 2022, la présente convention de mise à disposition de moyens a par conséquent été rédigée pour formaliser les obligations de deux parties sur une nouvelle période de 4 ans.

La présente convention prévoit, pour un forfait annuel de 96 000 € TTC, l'entretien des voiries et des espaces verts ainsi que le nettoyage de l'ensemble du Parc d'Activités, à compter de l'année 2022 pour Castries et Vendargues. D'une durée de 4 ans, elle prendra effet à compter de la fin de la précédente convention, soit au 1^{er} janvier 2022, la rétroactivité étant admise en matière de contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de services de Montpellier Méditerranée Métropole pour le Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Economique Via Domitia ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-194727-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 description des prestations à réaliser 2022 V 31102022.docx
- Annexe 2 Evaluation coût Via Domitia.pdf
- Annexe 3 trame de suivi de l'entretien des équipements publics.pdf
- Bassins de rétentions CAS_VEN.pdf
- Projet de convention Via Domitia version.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Attractivité - Promotion et développement des métiers d'art - Convention cadre de partenariat 2023-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France (AAF) - Autorisation de signature

Monsieur Guy LAURET, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, dans le cadre de leur politique économique et d'attractivité du territoire ont décidé de renforcer, depuis plusieurs années, leur appui à la filière d'excellence des métiers d'art. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier soutiennent des actions visant à :

- Promouvoir l'attractivité internationale et touristique du territoire ;
- Accompagner l'innovation et la valorisation des savoir-faire d'excellence locaux du secteur de l'artisanat ;
- Développer des initiatives et actions d'appui (en termes immobilier, d'animation d'écosystèmes, d'appui à l'évènementiel, etc.) en faveur de l'artisanat, en particulier pour la filière des métiers d'art.

Dans ce contexte, depuis 2012, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France (AAF) afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. AAF est l'organisation professionnelle des métiers d'art, elle fédère plus de 6 000 artisans d'art, artistes de la matière et manufactures d'art. Elle s'est donnée une double mission : défendre/représenter les professionnels des métiers d'art et contribuer au développement économique du secteur en France et à l'international.

L'implantation d'AAF rue de l'Université (La Nef) ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art, également soutenu depuis 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, représentent un signal fort de ce partenariat. Ces actions contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « *Ville de Métiers d'Art* », en préservant et en valorisant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Considérant que les projets et actions menées par AAF contribuent aux objectifs des politiques développées par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole et qu'ils présentent un intérêt local, il a été décidé en 2020 d'apporter un soutien à AAF par l'intermédiaire d'une convention cadre de partenariat sur 3 ans (2020, 2021 et 2022) qui accordait notamment une subvention de fonctionnement et la mise à disposition du Corum pour le salon Ob'Art.

Il est proposé de renouveler cette convention pour 3 ans (2023, 2024 et 2025). Cette nouvelle convention tripartite porte sur deux grands axes stratégiques :

- L'organisation annuelle du salon Ob'Art à Montpellier, avec le soutien de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le développement d'actions de promotion et de développement des métiers d'art.

Pour les éditions 2023, 2024 et 2025 du salon Ob'art, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, sous réserve du vote annuel en Conseil de Métropole et en Conseil Municipal d'une enveloppe de subvention dédiée, pourront attribuer à AAF une subvention d'un montant maximum respectivement fixé à 38 000 € et 40 000 € par an. La subvention a pour objectif d'asseoir la pérennité de ce salon et plus globalement l'action d'AAF sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209855-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAF_CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT 2023-2025.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

Attractivité - Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique du territoire de la Métropole. Les synergies développées entre Montpellier Méditerranée Métropole et ces sociétés constituent l'un des éléments clé du dynamisme du territoire.

Cette action concertée est mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale pour valoriser les actions phares du territoire et optimiser la commercialisation des opérations immobilières et d'aménagement.

Le SIMI, Salon de l'immobilier d'entreprise, rassemble pendant trois jours, du 6 au 8 décembre 2022, au Palais des Congrès de Paris, près de 22 000 professionnels et 451 exposants représentant l'intégralité de l'offre immobilière et foncière et également l'ensemble des services associés à l'immobilier d'entreprise en France. Il s'agit pour les équipes de la Métropole et du groupe SERM-SA3M d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir l'attractivité du territoire et ses projets de développement.

Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation des équipes, élus et responsables de la Métropole pour apporter aux investisseurs et opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé, dans ce cadre, la signature d'une convention ayant pour objet de préciser les actions financées et développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel, les missions et le rôle des élus et des cadres de la Métropole, et de définir les modalités de prise en charge par le groupe SERM-SA3M des frais inhérents à la participation d'élus et d'agents de la Métropole à ce rendez-vous économique de renommée internationale, dans la limite de 7 500 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) relative à leur participation au SIMI du 6 au 8 décembre 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 26 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-206781-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONV_SIMI_2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

Attractivité - SATT AxLR Occitanie Méditerranée - Adhésion au nouveau Pacte d'Associés - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis près de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants et en collaborant à toutes initiatives engagées dans ce sens.

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets lancé par l'Agence Nationale de Recherche a permis la création de 13 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) sur le territoire.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer les ventes de brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé.

En 2019, comme l'autorisent les lois MAPTAM et NOTRe, Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie décident conjointement d'entrer au capital de la SATT AxLR à hauteur de 5.035%. Un pacte d'associés entérine les nouveaux statuts de la SATT.

La Métropole, autorisée par la Région, s'engage à verser une aide financière de 1M€ en tranches triennales sur la période 2019-2021.

En 2021, le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier et de l'Institut du Cancer de Montpellier entrent à leur tour au capital de la Satt AxLR. Une nouvelle version du pacte est proposée et adoptée à l'unanimité des associés le 15 décembre 2021.

Il appartient désormais à chaque associé d'entériner son acceptation en signant l'acte d'adhésion proposé par la société AxLR, SATT Occitanie Méditerranée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du nouveau Pacte d'Associés de la SATT AxLR ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le nouveau pacte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209836-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 10 bis- Pacte associés AxLR - clean MAJ 4.11.2021.pdf
- Adhésion Pacte Assoc SATT AxLR.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole autorisant à verser une aide économique à la SATT AxLR - Convention triennale 2022-2024 entre la SATT AxLR et Montpellier Méditerranée Métropole versant apport en compte courant d'associés - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis près de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants et en collaborant à toutes initiatives engagées dans ce sens.

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets lancé par l'Agence Nationale de Recherche a permis la création de 13 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) sur le territoire. Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer les ventes de brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé.

En 2019, comme l'autorisent les lois MAPTAM et NOTRe, Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie décident conjointement d'entrer au capital de la SATT AxLR à hauteur de 5.035% (délibération n°M2018-710). A ce jour, la participation de la Métropole est de 4.66%, à la suite de l'entrée du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) et de l'Institut du Cancer de Montpellier en 2021.

Avec l'accord de la Région Occitanie, chef de file sur la compétence développement économique, une convention initiale d'apport en compte courant de 371 935 € a été conclue en 2018 (délibération n°M2018-711).

Puis une convention triennale d'apport en compte courant non rémunéré a été conclue entre la Société AxLR SATT Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole et a fixé l'aide de trésorerie à verser de 1 000 000 € sur la période 2019-2021. 500 000 € ont été versés conformément à la délibération n°M2019-579 et les 500 000 € restant ont été versés conformément à la délibération n°M2020-535.

Le bilan tiré de cette période triennale 2021-2024 a fait état de quelques défaillances générant des abandons de créances pour 346 173€. Soutenir l'innovation au stade de transfert est un risque inhérent à ce type d'intervention. La performance opérationnelle de l'action reste satisfaisante avec une moyenne de 10 projets incubés par an, soit 30 au global sur la période.

Par une décision du Premier ministre du 12 avril 2022 (2022-FNV-02), un nouveau financement de 22 000 000€ a été accordé à la Société pour la quatrième période triennale (2022-2024). Conformément aux dispositions de l'article 4 du pacte d'Associé, la Métropole s'est engagée à participer à un nouvel abondement de 1 000 000 € aux côtés de ses partenaires, sous réserve de la signature d'un avenant à la convention avec la Région Occitanie autorisant la Métropole à verser un complément d'aide économique à la société AxLR SATT Occitanie.

Un avenant à la convention initiale a donc été proposé par la Société portant le montant de l'avance actuelle (déduction faite des abandons de créances consenties lors des exercices précédents) de 1 025 762 € à 2 025 762 €, soit un complément pour la quatrième période triennale de 1000 000 € pour la Métropole.

Cette contribution permettra de pouvoir poursuivre les investissements dans la phase critique d'émergence de l'innovation, en ciblant des projets de maturation à forte valeur technologique centrés sur des activités essentielles (santé globale, énergies renouvelables, industries culturelles et créatives, nouvelle économie numérique...). Cette démarche de soutien à l'innovation favorisera le transfert de technologies qui renforcera la performance globale des entreprises existantes et la création de Jeune Entreprises Innovantes (JEI/JEU), et, en final, le développement de l'emploi.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie autorisant la Métropole à consentir un complément d'aide économique à la société AxLR SATT Occitanie ;
- D'approuver l'avenant n°1 à la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AxLR SATT Occitanie pour le versement en compte courant d'associés d'un complément d'aide économique ;
- D'approuver le versement en compte courant d'associés d'un complément d'aide économique de 1 000 000 € sur la période triennale 2022-2024, dont 500 000 € seront mis à disposition en 2022 et le solde au cours des années 2023 ou 2024 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole et prévus à la programmation pluriannuelle d'investissement, sur les exercices 2022, 2023, 2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209869-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant SATT / Métropole

- Convention Region - 3M - avance CCA 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christophe BOURDIN, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

Attractivité - Financement des entreprises - Fonds d'investissement Aelis2 et Irdinov3 d'Irdi Capital Investissement - Conventions entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et Irdi Capital Investissement autorisant la souscription aux fonds - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

1- Préambule :

En 2017 : constat de carence sur le marché français du capital investissement

Le marché français du capital-risque est insuffisamment développé pour accompagner les start-ups dans les premières phases critiques de leur vie. Le nombre de *business angels* et l'émergence du *crowdfunding* sont insuffisants pour pallier cette défaillance. Les entreprises innovantes peinent à financer les dépenses post Recherche et Développement (R&D) leur permettant d'accéder au marché.

Fin 2017 : investissement exceptionnel de la Métropole dans deux nouveaux fonds régionaux proposés par IRDISORIDEC :

Le volet métropolitain du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internalisation (SRDEII), adopté le 2 février 2017, prévoit que la Métropole puisse se mobiliser, aux côtés de la Région, afin de renforcer les ressources disponibles en faveur du capital-innovation par une participation à des véhicules de ce type.

Irdi Capital Investissement (Irdi CI), société régionale de gestion de fonds d'investissement, lance deux nouveaux instruments de financement de haut de bilan en amorçage (Aelis : 35M€) et en innovation (Irdinov2 : 35M€).

Montpellier Méditerranée Métropole décide d'abonder à hauteur de 3M€ (2.5M€ dans Aelis et de 0.5M€ dans Irdinov2). Après 4 ans d'exercice, le bilan tiré de ces investissements est doublement positif. L'outil s'avère un bon effet levier sur le développement des entreprises. En terme d'image, la Métropole renforce son rôle d'acteur actif et expert dans l'écosystème.

2020 / 2021 : la crise sanitaire provoque une crise économique sans précédent. Dans un premier temps, les acteurs publics se mobilisent pour proposer des aides financières d'urgence (subventions, avances remboursables, prêts garantis à taux préférentiel) pour aider les entreprises à tenir à court et moyen termes leur trésorerie. Aux mesures d'urgence en appui au bas de bilan doivent ensuite venir des solutions visant à renforcer les fonds propres des entreprises. Irdi CI propose le lancement d'un nouveau fonds (Irdi Impulsion 45M€) pour les entreprises des régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, visant à appuyer le rebond des entreprises saines impactée par la crise, positionnées sur des secteurs stratégiques (santé au sens global, numérique, deeptech) et intégrant les valeurs de l'économie de demain (ESG). La Métropole décide d'y abonder à hauteur de 3M€.

2022 : Les fonds Irdinov2 et Aelis Innovation entrent dans une phase de réinvestissement pur. Il n'y aura plus d'entrée au portefeuille de nouvelles sociétés.

Les fonds Aelis et Irdinov2 resteront toutefois actifs jusqu'en 2027, assurant des tours complémentaires sur les sociétés en portefeuille.

2- Les projets de deux nouveaux fonds Irdi Capital Investissement :

Irdi CI lancent de 2 nouveaux fonds venant par anticipation prendre le relais des fonds précédents, *closing* prévisionnel : fin 2022

La Métropole est sollicitée pour abonder à Irdinov3 et Aelis 2 aux côtés des partenaires historiques, publics (Région Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Toulouse Métropole, BPI France), et privés (réseau bancaire, industriels...),

➤ Objectifs des fonds Irdinov3 & Aelis2 :

- Prendre le relais sur les fonds Irdinov2 et Aelis, parvenus en fin de période d'investissement ;
- Maintenir la capacité de financement de haut de bilan pour des prises de participations dans des entreprises à fort potentiel de développement, créatrices de valeur économique et d'utilité sociale ;
- Conserver un focal territorial (Occitanie-Nouvelle Aquitaine) et cibler des activités essentielles avec un fort tropisme Santé pour Irdinov3 et digital (enjeu de la transformation numérique) pour Aelis.

➤ Caractéristique des fonds :

	IRDINOV3	AELIS 2
FORME JURIDIQUE	FCPI	FCPI
TAILLE DU FONDS	60M€	45M€
NOMBRE DE LIGNES	+20 dossiers	+20 dossiers
INVESTISSEMENTS	0,5M€ à 6M€	1 à 4M€
SECTEURS	Dominante Santé e-Santé, Medtech Poche Smart Industrie Industrie 4.0, NewSpace, LASER, Chimie & Matériaux Poche TEE Biotech Industrielle, efficacité énergétique, nouvelles mobilités & AgTech	Dominante Digitale en visant les secteurs sous-jacents (Santé, Alimentation, Agtech, TEE, Nouvelles Mobilités, Smart Industries, etc.)
POSITIONNEMENT	Succède à IRDINOV 2 Intervient relativement tôt au stade TRL 6 et + Lead et co-lead sur le territoire Sollicitation FNA 2n	Succède à AELIS Développement + déploiement Lead et co-lead sur le territoire
STADE	Seed, Post Seed, Venture	Series A / B
PERIODE D'INVESTISSEMENT	3 à 5 ans	10 ans
DUREE DU FONDS	3 à 5 ans	10 ans
CLOSING PREVISIONNEL	Nov/Déc 2022	Nov/Déc Fin 2022
PARTENAIRES	Région Occitanie, Métropole Toulouse, Région Nouvelle Aquitaine, BPIFrance, banques privées.	

Si le fonds Aelis est reconduit plus ou moins à l'identique. Irdinov3 s'avère plus ambitieux avec un closing visant 60M€ (vs 35 sur Irdinov2) et plus résolument Santé. La Région envisage un investissement de 5.5M€* dont 3.5* sur Irdinov3 et 2M€* sur Aelis.

* Hypothèses émises début août 2022

3- Souscription de la Métropole aux nouveaux fonds :

➤ **Implication financière :**

- Proposition budgétaire (inscription en PPI 2022-2027) : 2M€ (1M€ sur Aelis2 et 1M€ sur Irdinov3) ;
- Durée de vie du fonds : 10 à 14 ans => appels de fonds sur *a minima* 5 ans ;
- Contrepartie : 2.2 % de A2 et 1.6 % d'I3 – 1 siège aux comités techniques – 1 siège aux comités des porteurs de parts ;
- Montants pressentis : Région Occitanie : 2 (A2) + 3,5 (I3) = 5.5M€ ; Toulouse : nc.

➤ **Un triple enjeu pour la Métropole :**

- ⇒ *Stratégique* : action partenariale au service du territoire en affirmant son rôle d'acteur économique clé ;
- ⇒ *Economique* : maintien d'une capacité de financement en hauts de bilan pour les entreprises stratégiques de son territoire. A noter : Irdinov3, spécifiquement centré sur la Santé, sera un appui intéressant dans l'ambition Med Vallée ;
- ⇒ *Sociétale* : action en phase avec les valeurs de la Métropole avec des fonds conçus pour investir dans des entreprises d'avenir en les accompagnant dans une démarche à responsabilité sociétale.

➤ **Retour sur investissement :** depuis 2022, le fonds a commencé à produire des plus-values sur des cessions et les distribuer aux actionnaires. Ainsi la Métropole a touché 240K€ sur 2 cessions dont une montpellieraine (Moving Med, incubée initialement au BIC).

Conformément à la réglementation concernant les aides aux entreprises, une convention entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole doit d'abord être signée pour autoriser la souscription par la Métropole de parts aux nouveaux fonds de capital innovation. Sous réserve de la signature de cette convention, la Métropole pourra alors signer une convention avec Irdi Capital Investissement afin de souscrire aux fonds.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, autorisant la Métropole à abonder les fonds Aelis 2 et Irdinov3 de la société de gestion Irdi Capital Investissement ;
- D'approuver les termes des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et Irdi Capital Investissement de souscription aux fonds Aelis 2 et Irdinov3, à hauteur de 1 000 000 € pour chaque fonds ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole et dans la programmation pluriannuelle d'investissement pour les années 2022 à 2027 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Guy LAURET.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209721-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Région 3M_AELIS 2.docx
- Convention Région 3M_IRDINOV3.docx
- Convention 3M IRDI CI_AELIS 2.doc
- Convention 3 M IRDI CI_IRDINOV 3.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Attractivité - Ouvertures dominicales des commerces de détail pour l'année 2023 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'article L.3132-26 du Code du travail permet aux maires d'autoriser l'ouverture dominicale des établissements de commerce de détail dans la limite de 12 par an, hors dérogations législatives ou réglementaires déjà prévues pour certains secteurs d'activités telles que les jardineries, les magasins d'ameublement ou de bricolage. Lorsque le nombre de dimanches autorisés dépasse 5, la décision du maire est prise après avis conforme du Conseil de Métropole puis du Conseil municipal de la commune.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil de 400 m² (premier alinéa de l'article 3 de la loi 72-657 du 13 juillet 1972), lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L.3133-1 du Code du travail sont travaillés (à l'exception du 3^e), ils sont déduits des dimanches autorisés par le maire dans la limite de 3.

La liste des dimanches doit être arrêtée par le maire avant le 31 décembre de l'année N-1.

Cette liste peut être commune à tous les secteurs d'activités ou établie par secteur :

- Commerce de détail spécialisé de l'alimentation ;
- Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer-électroménager TV HIFI ;
- Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, culture, loisirs ;
- Secteur de l'automobile.

La liste des dimanches travaillés est prise après consultation par la commune des organisations d'employeurs et de salariés intéressés.

Les Communes de Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Védas et Vendargues ont transmis leurs propositions de dates pour l'année 2023 afin qu'elles soient soumises pour avis conforme au Conseil de Métropole. Les dates sont recensées dans le tableau joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable aux propositions de dates d'ouvertures dominicales des commerces de détail, par secteur d'activité, sur les communes recensées et détaillées dans le tableau joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 23 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-208281-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- TABLEAU PAR COMMUNE - 2023.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions section de Fonctionnement et Projet

« THEMATIQUE : Développement Économique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
5573	CNRS	001056	Fonctionnement	Soutien de la MSH (Maison des sciences de l'Homme)	70 000 €
7467	Fondation Université de Montpellier	001131	Fonctionnement	Soutien au Fonctionnement de la Fondation Université de Montpellier	10 000 €
7474	Université de Nîmes	001127	Fonctionnement	Soutien au Collège Doctoral Languedoc Roussillon	10 000 €
7568	Université Perpignan Via Domitia	001116	Fonctionnement	Soutien au Dispositif « Pépite » - Pôle Etudiant pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat	10 000 €
7117	IMEIF	001174	Fonctionnement	Etude de faisabilité EITI Shake mama dans le cadre de la convention de lutte contre la pauvreté	10 000 €
8	Ordre Universel des Chevaliers du Cep	001173	Projet	Animation dans le cadre de la foire internationale de Montpellier du 7 au 17 octobre 2022.	266 €
TOTAL					110 266 €

2) Attributions de subventions section d'Investissement

« THEMATIQUE : Développement Économique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
6990	ASSOCIATION PÔLE MONDIAL DE COMPÉTITIVITÉ EAU	001178	Investissement	Pôle de Compétitivité	40 000 €
1664	AVITARELLE	001179	Investissement	Atelier et Chantier d'Insertion la Comida dans le cadre de la convention de lutte contre la pauvreté	30 000 €
TOTAL					70 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210285-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 2022 AQUA VALLEY VF.docx
- Convention 2022 CNRS VF.docx
- Convention 2022 Fondation UM VF.DOCX
- Convention 2022 UNîmes VF.docx
- Convention 2022 UPerpignan.docx
- Convention type DROIT COMMUN 2022.docx
- Convention Investissement - modèle SEI -10-22.docx
- LE Chevalier de l'Ordre du Cep.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau ci-dessous :

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			
Code	Structure	Type	Attribué
1553	MISSION LOCAL DES JEUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE MLJ3M	Fonctionnement	316 895 €
4115	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement	1 157 500 €
TOTAL			1 474 395 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 20 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Séverine MONIN, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-214011A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION OT3M 1ere partie 2023.pdf

- 213479_MLJ3M projet subv fct 3M avant vote BP2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Attractivité - Promotion touristique de la Destination Languedoc Camargue - Convention de partenariat et de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Montpellier et le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs d'Occitanie - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis janvier 2017, une mobilisation de partenaires territoriaux – collectivités et organismes de promotion – s’est faite afin d’accroître la visibilité d’un territoire dénommé « *Destination Languedoc Camargue* » et favoriser son développement touristique.

Les partenaires concernés étaient Montpellier Méditerranée Métropole, la Communauté d’Agglomération du Pays de l’Or, la Chambre de Commerce et de l’industrie de l’Hérault, l’Agence de Développement Touristique de l’Hérault, les Offices de tourisme du Cap d’Agde Méditerranée, de Sète – Archipel de Thau, de la Grande-Motte, du Grau-du-Roi, de Palavas-les-Flots, de Mauguio-Carnon et d’Aigues-Mortes. L’objectif recherché était le renforcement de l’attractivité et du rayonnement de la « *Destination Languedoc Camargue* » auprès des marchés cibles nationaux et européens par le développement d’une stratégie de marketing territorial permettant d’accroître la notoriété de la destination auprès des visiteurs potentiels.

En 2020, les partenaires de la « *Destination Languedoc Camargue* » ont collectivement désigné le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs d’Occitanie (CRTLO) pour structurer et agréger les moyens financiers ainsi que coordonner la gestion et la mise en place d’un plan d’actions mutualisé pluriannuel dédié à la promotion de la destination. Ainsi, une convention bisannuelle de partenariat et de financement 2020-2021 a été signée en 2020 entre le CRTLO et Montpellier Méditerranée Métropole.

La situation sanitaire qu’ont connu les années 2020 et 2021 a entraîné l’arrêt, pendant plusieurs mois, de l’activité touristique (fermeture des frontières et des établissements touristiques en particulier). Le plan d’actions bisannuel n’a pu être entièrement réalisé ce qui a eu pour conséquence une non-consommation budgétaire pour un montant de 301 379 €.

Lors de la Commission Languedoc Camargue du CRTLO du 6 octobre 2021, les élus représentant les collectivités locales et les organismes de promotion ont voté pour la poursuite de l’opération en 2022 avec report du budget non consommé ainsi qu’un abondement de 13 500 € au titre de 2022 pour la réalisation du plan d’actions dans sa globalité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D’approuver les termes de la convention de partenariat et de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et CRTLO ;
- D’approuver la participation financière de la Métropole à hauteur de 13 500 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D’autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209951-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 2022 Destination Languedoc Camargue.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Hors commission - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2022, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

1 – Beer Love fest

L'association Bières d'Occitanie, sous l'autorité de son Président, Monsieur Antoine BLAIN, organise du 12 au 17 septembre 2022, à la Halle Tropisme, une manifestation intitulée « Beer Love Fest 2022 ».

Cette subvention est attribuée au titre du développement de la filière brassicole sur le territoire métropolitain, créatrice d'emplois et tournée vers la promotion de produits de qualité avec l'organisation d'événements annuels.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2 – Salon des métiers de bouche du Grand Sud

La Confédération Générale de l'Alimentation en Détail de l'Hérault (CGAD34), sous l'autorité de son Président, Monsieur Patrick PUEL, organise du 25 au 27 septembre 2022, au Parc des expositions, une manifestation intitulée « Salon des métiers de bouche du Grand Sud ».

Cette manifestation à destination des artisans du secteur de l'alimentaire a pour but de mettre en avant le savoir-faire des artisans de la Métropole et de la Région.

Une subvention de 7000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Subventions congrès					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7916	Bières d'Occitanie	001177	Congrès	Beer Love Fest	5 000 €
7907	CGAD 34	001171	Congrès	Salon des métiers de bouche du Grand Sud	7000 €
TOTAL					12 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- De dire que les crédits seront prévus au budget de l'exercice 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212877-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1- Beer Love Fest - Association Bières d'Occitanie.docx
- 2 -Salon métiers de bouche - CGAD34.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Attractivité - Cité intelligente - Appels à projets innovants et expérimentations au service de la ville - Convention sur un programme de recherche et développement - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole utilise le territoire comme un véritable laboratoire urbain (*living lab*) pour adapter l'ensemble des champs de la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé en juin 2021 un appel à projets portant sur plusieurs initiatives de projets innovants qui ont permis d'identifier 10 projets d'entreprises susceptibles de faire émerger de nouveaux projets de services et usages pour les citoyens et/ou la collectivité. Les projets sélectionnés sont accompagnés par Montpellier Méditerranée Métropole pendant leur expérimentation et font pour la phase d'expérimentation l'objet d'un contrat de recherche et développement avec la Métropole.

Initialement prévues sur 12 mois, il s'agit de prolonger les conventions de recherche et développement avec les 10 lauréats pour leur permettre de mener à leur terme les expérimentations, et ce jusqu'au 30 avril 2023.

Les lauréats signataires d'une convention de recherche et développement avec Montpellier Méditerranée Métropole sont :

- Thématique Parcours en ville/Culture : GAYA par la société ATLANTIDE ;
- Thématique Inclusion numérique / mobilité avec MyMoveo : rendre la ville accessible et interactive par la société OKEENEA TECH ;
- Thématique Energie : Le rocher vert par la société BEOGA ;
- Thématique Mobilité : Supervision et mobilités douces par la société CITEOS ;
- Thématique mobilité : Tableaux de bord Ouverts de la Mobilité par la société ICIAH TECHNOLOGIES ;
- Thématique Culture/vivre la ville avec Feel Map, par la société IDEAL FILM PROD / EXTRA ART SAS ;
- Thématique Inclusion numérique avec AccessiblePad par la société NATURALPAD ;
- Thématique Environnement avec ECOTEKA par la société NATURAL SOLUTIONS ;
- Thématique IOT/énergie avec COMPTEFLUX par la société NRGYBox ;
- Thématique Energie avec OGHJI, Expérimentation d'une unité de disjonction numérique par la société OGHJI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les avenants n°1 aux conventions sur un programme de recherche et développement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210460-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Attractivité - Portail Hérault Data - Convention de partenariat pour la diffusion de données ouvertes entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Autorisation de signature

Monsieur Manu REYNAUD, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Depuis 2011, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont initié une démarche de mise à disposition des données publiques (*open data*) dans une volonté à la fois de transparence, de modernisation de l'action publique, de levier économique et d'attractivité du territoire. Montpellier Méditerranée Métropole publie ses données et celles de ses 31 communes sur le portail *Open Data* (data.montpellier3m.fr)

Cette démarche s'inscrit désormais pleinement dans la stratégie numérique portée par Montpellier Méditerranée Métropole et a été confortée par la loi République Numérique. En effet, depuis le 1^{er} octobre 2016, elle dispose que toutes les collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants et 50 agents ont l'obligation de diffuser toutes leurs données publiques anonymisées (ayant des intérêts économiques, sanitaires, sociales et environnementales) dans des formats réutilisables, de manières gratuites et permanentes.

Depuis 2011, ce sont ainsi plus centaines de milliers d'utilisateurs qui se sont connectés au portail (160 000 visiteurs en 2021 pour 280 000 téléchargements), 1 000 jeux de données publiés sur un grand nombre de thématiques : Transport, Urbanisme, Tourisme, Environnement, Citoyenneté, etc. De nombreux acteurs entrepreneuriaux et associatifs viennent régulièrement consulter les données produites par notre Métropole et les réutilisent pour créer des sites et applications innovantes, dans une démarche d'ouverture et de partage (OpenStreetMap, Google Maps, Vélodot, Moovit, CNRS, Université de Montpellier...)

Dans ce contexte légal, la Métropole se « *tourne vers la gestion de la donnée urbaine, pour s'assurer de sa qualité, de sa pérennité et de sa diffusion* ». La Métropole se pose en tiers de confiance sur le respect de la vie privée, de l'indépendance vis-à-vis d'acteurs tiers et de la diffusion des données. Afin d'appliquer cette indépendance et sa souveraineté sur les données la Métropole applique un accès non privilégié et non discriminant à ses données, via l'unique canal de diffusion de l'*open data*.

Parallèlement le Département de l'Hérault propose à toutes les communes et EPCI de l'Hérault de diffuser gratuitement leurs données sur le portail Hérault Data. Ce portail est le fruit d'un partenariat durable avec la Région Occitanie, qui fournit des sites *Open Data* hautement performants à ses treize conseils départementaux.

La Politique *Open Data* du Département de l'Hérault s'inscrit dans le cadre de leur Stratégie de Développement des Usages et Services Numériques, au travers d'un axe fort sur le numérique et la citoyenneté. Par cette ambition appuyée par les élus, le Département accompagne gratuitement toutes les collectivités héraultaises pour l'ouverture et la valorisation de leurs données publiques. Plus de la moitié des EPCI du Département ont signé ce partenariat et plus d'un tiers de toutes les collectivités héraultaises ayant l'obligation légale de diffuser leurs données ont choisi Hérault Data.

Le Département souhaite initier cette démarche de partenariat avec la Métropole en alliant les dynamiques communes et ambitions fortes d'ouverture des données de ces collectivités, via une convention de partenariat, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault. Ce conventionnement représente plusieurs enjeux stratégiques et permettra ainsi d'affirmer une collaboration forte entre les deux collectivités autour de l'ouverture des données. De plus, cette convention représente des opportunités pour la Métropole de profiter sans restriction de l'outil Hérault Data pour le partage et la visualisation de ses données, dans une vision complémentaire de nos deux plateformes. À cette fin et à partir des données de la Métropole, le Département a déjà réalisé des cartographies en temps réel de la disponibilité des Vélomagg et de l'occupation des parkings en ouvrage de la Métropole, populaires auprès des utilisateurs d'Hérault Data.

Cela favorisera les échanges de données ouvertes entre les deux collectivités en référençant les données à hautes valeurs ajoutées présentes sur les deux portails.

Les termes de la délibération n°13586 sur la solution mutualisée d'une plateforme *Open Data* pour l'ensemble des 31 communes de la Métropole et pour son propre usage ne sont pas remis en cause par ce partenariat. Montpellier Méditerranée Métropole continuera d'exploiter son propre portail *Open Data* qui restera la solution technique de diffusion des données des 31 communes de son territoire et de la Métropole, tout en profitant des fonctionnalités techniques d'Hérault Data, mises à disposition par la convention de partenariat

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault concernant le dispositif Hérault Data ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210878-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_CD34_EPCI_Communes_OPENDATA_vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En application du décret n°2019-1261 du 26 novembre 2019 modifiant le décret n°2012-624 du 3 mai 2012 fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, il est proposé pour l'exercice 2023 la reconduction, au sein des services de Montpellier Méditerranée Métropole, de la prime d'intéressement à la performance collective.

Bénéficiaires :

La prime d'intéressement pourra être attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, aux agents contractuels de droit public mensualisés, aux agents mis à disposition auprès de la collectivité, aux agents en position de détachement, et également aux agents de droit privé dans la mesure où ces derniers participent effectivement à l'atteinte des objectifs du service (ou groupe de services) pour lequel a été instituée cette prime.

Montant :

Dans le respect du plafond annuel défini par le décret n°2019-1262 du 28 novembre 2019, le montant de cette indemnité est fixé à 300 € brut par an et par agent des services ayant atteint les résultats fixés.

Conditions de versement :

En application de l'article 5 du décret n°2012-624 du 3 mai 2012, pour bénéficier de la prime, les agents doivent être présents au moins trois mois sur la période de référence de six mois (comprise entre le 1^{er} janvier 2023 et le 30 juin 2023).

Dans le calcul de cette durée effective de présence sont pris en compte :

- Les congés annuels, congés pris au titre du compte épargne temps, congés liés à la réduction du temps de travail ;
- Les congés de maladie ordinaire, congés de maternité, congés d'adoption, congés de paternité ;
- Les congés pour accident de service ou pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, pour accident de travail ou maladie professionnelle des agents contractuels ;
- Les congés pour formation syndicale, les autorisations d'absence et décharges de service pour l'exercice d'un mandat syndical ;
- Les formations professionnelles, à l'exception de la durée du congé pour formation professionnelle.

De même pour la prise en compte du temps de présence effective, les services à temps partiel et à temps non complet sont considérés comme des services à temps plein. La durée de présence effective permet de définir les bénéficiaires à savoir les agents présents au moins 3 mois sur la période de référence (comprise entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2023).

Objectifs pris en compte :

Compte tenu du contexte de contraintes budgétaires et des enjeux de maintien d'un service public de qualité, il est proposé de définir comme objectifs au titre de l'année 2023 :

- Le maintien de la trajectoire financière :
 - o D'une part, dans la perspective des nouveaux accords de contractualisation avec l'Etat ;
 - o D'autre part, au regard des mesures liées au plan de sobriété et accélération de la transition énergétique voté en Conseil de Métropole du 4 octobre 2022 ;
- L'implication et la participation au Projet d'Administration dans sa phase d'élaboration et à la mise en œuvre des actions qui en découleront.

Versement de la prime :

Le montant individuel attribué à chaque agent est fixé à l'issue de la période de référence.

Le montant est identique pour chaque agent composant le service en fonction des résultats atteints et suit les mêmes règles que le traitement (proratisation en fonction du temps de travail de l'agent et des absences notamment).

Les absences prises en compte dans le calcul de la proratisation du montant de la prime sont les suivantes : disponibilité, congé sans solde, congé parental, maladie et accident de service, toutes les autorisations spéciales d'absences (sauf récupération), grève, exclusion et absences injustifiées, avec application d'un seuil de 10 jours avant impact sur la retenue.

La prime d'intéressement à la performance collective s'ajoute aux diverses primes et indemnités composant le régime indemnitaire individuel de l'agent et est versée en supplément du régime indemnitaire.

Le montant total de cette prime est estimé à 700 000 € en année pleine.

Le comité technique a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-205864-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Part sujétions Travaux dangereux et insalubres - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibérations n°M2022-63 du 22 mars 2022 et n°M2022-324 du 26 juillet 2022 Montpellier Méditerranée Métropole a instauré, à compter du 1^{er} juillet 2022, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Considérant les mutualisations au sein de Montpellier Méditerranée Métropole et les sujétions particulières liées à ces postes, il est désormais nécessaire de fixer de nouvelles sujétions.

L'article 2.a de l'annexe 2 de la délibération n°M2022-63 relatif à la part sujétions après service fait lié à un évènement particulier dont la nature appartient aux travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants est complété comme suit :

Nature des travaux	Montant brut
Travaux de manutention avec engins élévateurs	1,03 € / demi-journée effective
Travaux sur scies à ruban, toupies raboteuses et dégauchisseuses	0,52 € / demi-journée effective
Soudure à l'arc	0,52 € / demi-journée effective
Utilisation de tours et perceuses	0,52 € / demi-journée effective
Travaux de peinture	0,16 € / demi-journée effective

Les délibérations n° M2022-63 du 22 mars 2022 et n° M2022-324 du 26 juillet 2022 restent applicables.

Pour le cas spécifique des emplois de direction et des agents relevant de la catégorie A+, en cas de mobilité, d'évolution des missions ou des responsabilités, le régime indemnitaire sera apprécié individuellement et versé en adéquation avec lesdites nouvelles responsabilités confiées, nonobstant les annexes de la délibération instaurant le RIFSEEP.

Ces modifications ont fait l'objet d'un avis du comité technique en date du 17 novembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la modification apportée à la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 qui a institué, à compter du 1^{er} juillet 2022, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210734-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Relations institutionnelles - Conventions de services communs - Avenant - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir le service commun suivant afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le service commun du Pôle Solidarités dont l'objectif est de porter de façon transversale les enjeux d'égalités, de cohésion sociale et de réponse aux besoins des habitants sur la base de projets de territoire à construire/élaborer et de développer des partenariats et renforcer les liens/coordination avec Etat, Département, Région et Caisse d'Allocation Familiale (CAF). Ce service commun est rattaché à la Ville de Montpellier.

La convention de services communs précise les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

Ce service commun a fait l'objet d'un avis des comités techniques en date du 21 novembre 2022 pour la Ville et du 17 novembre 2022 pour la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de services communs du Pôle des Solidarités ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210479-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20221109 PSOL CONVENTION 2023.docx.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Astreinte d'exploitation - Modalités de mise en œuvre - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale « L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés ».

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a instauré un dispositif d'astreinte d'exploitation par les agents du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, élargie aux agents relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux, dénommée 'cadres d'astreinte', pour la réception d'une alerte en mairie, en dehors des heures d'ouverture des services, afin de mettre en place les actions de sauvegarde appropriées.

La délibération n°2007/224 adoptée en séance du Conseil municipal du 25 juin 2007 et modifiée par les délibérations n°2013/547 en séance du 25 novembre 2013, n°2015/592 du 17 décembre 2015 et n°2016/352 du 29 septembre 2016, prévoit les conditions d'exercice et les modalités de paiement ou de compensation de cette astreinte.

Dans le cadre de la mutualisation d'un certain nombre de services entre la Ville et la Métropole, il est proposé d'étendre cette astreinte aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole qui sont affectés dans un service commun, particulièrement le Pôle Moyens Généraux, le Pôle Patrimoine Immobilier et le Pôle Sport qui, à ce titre, sont amenés à intervenir à la fois pour la Ville de Montpellier et pour la Métropole.

Modalités générales :

- L'astreinte est réalisée du lundi au lundi suivant : soit de 12h00 à 13h30 et de 17h30 à 8h30 en semaine travaillée ; 24h/24 le week-end, jour férié et/ou jour de permanence mairie ;
- Pendant sa période d'astreinte, le cadre d'astreinte est joignable et mobilisable à tout moment. A cet effet, il doit être en capacité d'intervenir sur le territoire communal de Montpellier dans un délai d'une heure ;
- Avant d'assurer leurs semaines d'astreintes, les agents concernés devront réaliser une formation initiale et continue obligatoire conjointement avec le service sécurité civile de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique et le service formation de la Direction des Ressources Humaines ;
- Pendant leurs semaines d'astreinte, les agents concernés devront suivre un briefing le lundi matin à 11h00 (transmission des outils et équipements, informations et consignes particulières) et un débriefing le lundi matin suivant à 10h00 (remise des outils et équipements, ...) ;
- Le cadre d'astreinte complète une main courante dématérialisée après chaque mobilisation/appel sur l'espace partagé mis à disposition (en précisant : l'origine, heure, adresse, objet, actions réalisées au cours du temps, observations et difficultés rencontrées...).

Modalités d'exemptions :

- Temps de déplacement supérieur à une heure ;
- Femme enceinte ;
- Père ou mère d'enfant âgé de moins d'un an ;
- Cadre concerné par une exemption médicale ;
- Situation particulière, sur demande argumentée et validation hiérarchique.

Rôle et missions de l'astreinte :

- Le cadre d'astreinte assure l'alerte de l'autorité supérieure, la continuité de service indispensable et les premières actions de sécurité et/ou de sauvegarde (personnes, biens et environnement) en dehors des heures ouvrées de l'administration. Il est également, avec l'élue d'astreinte, le premier maillon de la réponse communale de sécurité civile ;
- Il dispose des outils d'aide à la décision du Plan Communal de Sauvegarde (procédures format papier, tablette d'astreinte, espace partagé type SharePoint ...) et matériels (véhicule d'astreinte dédié avec remisage à domicile, équipements de protection, ...).

Afin de remplir ses missions, il a le pouvoir de mobiliser du personnel et des entreprises adjudicataires d'astreinte prévues à cet effet, ainsi que de réaliser le lien entre les différents services de secours, de l'ordre et les principaux partenaires d'urgence.

Il est en mesure non seulement de décider mais également d'intervenir sur le terrain pour constater les enjeux, mesurer les conséquences de l'événement et prendre les décisions adéquates.

Les modalités d'indemnisation et de récupération ont été fixées par la délibération n°13520 du 16 décembre 2015 relative au régime des astreintes applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole. Au regard des évolutions réglementaires, les montants sont modifiés comme suit :

I. FILIERES AUTRES QUE LA FILIERE TECHNIQUE :

1. Indemnisation ou compensation des astreintes :

PERIODES D'ASTREINTES	Une semaine d'astreinte complète	Une astreinte du lundi matin au vendredi soir	Dimanche ou jour férié	Une nuit de semaine	Une astreinte du vendredi soir au lundi matin	Un samedi
INDEMNITES D'ASTREINTES	149.48 €	45 €	43.38 €	10,05 €	109.28 €	34.85 €
ou						
COMPENSATION D'ASTREINTE (Durée de repos compensateur)	1 journée et demie	1 demi-journée	1 demi-journée	2 heures	1 journée	1 demi-journée

2. Indemnisation ou compensation applicable aux interventions en cas d'astreinte :

PERIODES D'INTERVENTION EN CAS D'ASTREINTES	un jour de semaine	un samedi	une nuit	un dimanche ou un jour férié
INDEMNITE D'INTERVENTION	16 € de l'heure	20 € de l'heure	24 € de l'heure	32 € de l'heure
ou				
COMPENSATION D'INTERVENTION (Durée du repos	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25 %	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25 %

2. Indemnisation ou compensation applicable aux interventions en cas d'astreinte :

PERIODES D'INTERVENTION EN CAS D'ASTREINTES	un jour de semaine	un samedi	une nuit	un dimanche ou un jour férié
compensateur)				

II. FILIERE TECHNIQUE

1. Indemnisation des astreintes :

Pour la filière technique, la réglementation ne prévoit pas la possibilité de recourir à la compensation en temps. Seule l'indemnisation est possible :

PERIODES D'ASTREINTES	La semaine d'astreinte complète	Une astreinte de nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10 heures	Une astreinte de nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures	Samedi ou journée de récupération	Une astreinte le dimanche ou un jour férié	Une astreinte de week-end (du vendredi soir au lundi matin)
ASTREINTES D'EXPLOITATION	159.20 €	8.60 €	10.75 €	37.40 €	46.55 €	116.20 €

A noter : Les montants sont majorés de 50% lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours avant le début de cette période.

2. Indemnisation ou compensation applicable aux interventions en cas d'astreinte :

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Seuls les agents qui ne sont pas éligibles aux IHTS, indemnités horaires pour travaux supplémentaires (Ingénieurs territoriaux) sont concernés par l'indemnisation ou la compensation d'intervention pendant les périodes d'astreinte :

PERIODES D'INTERVENTION EN CAS D'ASTREINTE	Nuit	Samedi	Jour de repos imposé par l'organisation collective du travail	Dimanche et jour férié	Jour de semaine
INDEMNITE D'INTERVENTION	22 €	22 €	-	22 €	16 €
ou					
COMPENSATION D'INTERVENTION (Durée du repos compensateur)	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 50%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 100%	-

A noter : pour les agents éligibles aux IHTS, les interventions en période d'astreinte peuvent donner lieu au versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires ou être compensées en temps notamment selon les modalités du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié et de la délibération n°M2019-795 adoptée en séance du Conseil du 18 décembre 2019.

La rémunération ou la compensation en temps des astreintes ne sont pas cumulables avec l'indemnité ou la compensation des permanences (au titre d'une même période).

La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre. De même, la rémunération et la compensation en temps des interventions sont exclusives l'une de l'autre. L'autorité territoriale peut choisir l'une ou l'autre de ces modalités.

Par ailleurs, l'indemnité d'astreinte ou la compensation des astreintes ne peuvent être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une nouvelle bonification indiciaire (NBI) au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels administratifs de direction mentionnés par le décret n°2001-1274 du 27 décembre 2001 et le décret n°2001-1367 du 28 décembre 2001, pour l'exercice de fonctions de responsabilité supérieure.

Les flux financiers entre la Ville de Montpellier et la Métropole sont régis par les conventions de service communs.

Le Comité technique a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole

- D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'astreinte d'exploitation telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-203781-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

1. Créations de poste : 34 postes dont 16 déjà financés ou générant des recettes.

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les 32 postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

- **15 postes en création qui découlent de l'ajustement des organisations et des moyens alloués aux Pôles :**
 - Pôle ressources humaines : 6 postes et 1 CDD projet
 - Pôle culture et patrimoine : 4 postes et 1 CDD projet
 - Pôle mobilités : 1 poste ;
 - Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation : 2 postes
- **19 postes financés ou qui génèrent des recettes :**
 - Mission Contractualisation et Partenariats : 2 postes en CDD projet
 - Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation : 5 postes (Transfert postes Pôle Déchets et cycle de l'eau)

Y sont intégrés les postes réservés destinés à des agents qui effectuent un nouveau parcours professionnel (reclassement) pour les Pôles suivants :

- Pôle culture et patrimoine : 2 postes ;
- Pôle finances et conseil en gestion : 1 poste ;
- Pôle ressources humaines : 9 postes ;

2. Réajustements de poste pour mise en conformité grade/emploi : 6

Les 6 emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

3. Transformations de postes : 35

Les 35 emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

4. Suppressions de poste : 14

Les 14 emplois supprimés, après avis du Comité Technique du 17 novembre 2022, sont mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

5. Ouvertures de postes aux agents non titulaires : 7

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter des agents non titulaires sur des postes permanents, sur le fondement de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 5** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210688-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 TEE.pdf
- ANNEXE 2 v2 MEC Conseil 221206.pdf
- ANNEXE 3 Transf Conseil 221206.pdf
- ANNEXE 4 V2 Suppression Conseil 221206.pdf
- ANNEXE 5 Confirm Conseil 221206.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre de la thématique "Ressources humaines" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau ci-dessous :

RESSOURCES HUMAINES			
Code	Structure	Type	Attribué
6922	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE MONTPELLIER 3M CASSC	Fonctionnement	392 500 €
TOTAL			392 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Jean-François AUDRIN, Mme Michelle CASSAR, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Julien MIRO, M. Joël RAYMOND.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-214018A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fonctionnement 2023 acompte 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révisions - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.5217-10-7 CGCT), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP). Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} septembre 2022 à 2 254 440 211 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement.

Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre de la décision modificative 2022 et de la mise en place des crédits provisoires avant le vote du budget 2023 :

Les AP consacrées à la voirie des pôles territoriaux cumulent les crédits réalisés sur les années antérieures et les crédits nécessaires à équilibrer l'enveloppe annuelle (en l'espèce 2022), calculée par commune. Ces AP ne sont donc pas calibrées pour dépasser l'année en cours.

En l'attente du vote du BP 2023, la mise en place de crédits provisoires en 2023 est prévue dans une délibération spécifique, dans la limite de 33% des CP de l'année écoulée et des restes à financer disponibles sur l'AP, ces derniers étant insuffisants fin 2022 pour les pôles territoriaux. Pour pallier cette seconde condition, il est proposé d'augmenter provisoirement le montant des AP de 33% des CP 2022. Le montant définitif des AP sera ajusté à l'occasion du vote du BS 2023.

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU-REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM2 2022	AP TOTALE 2022
AMECEB16	Aménagement Cadoule et Bérange	4 048 274	315 202	4 363 476
AMELIT16	Aménagement Littoral	7 910 231	952 473	8 862 704
AMEMTP16	Aménagement Montpellier	28 854 460	1 892 393	30 746 853
AMEPEG16	Aménagement Piémonts et Garrigues	3 281 170	241 460	3 522 630
AMEPLO16	Aménagement Plaine Ouest	2 562 177	261 826	2 824 003
AMEVDL16	Aménagement Vallée du Lez	4 582 833	276 829	4 859 662

NETMTP16	Environnement Montpellier	7 507 374	496 276	8 003 650
VOICEB16	Voirie Cadoule et Bérange	21 141 461	2 007 360	23 148 821
VOILIT16	Voirie Littoral	23 694 536	1 933 747	25 628 283
VOIMTP16	Voirie Montpellier	121 569 442	8 383 353	129 952 795
VOIPEG16	Voirie Piémonts et Garrigues	17 036 248	1 083 330	18 119 578
VOIPLO16	Voirie Plaine Ouest	23 969 941	1 749 604	25 719 545
VOIVDL16	Voirie Vallée du Lez	27 696 045	3 330 915	31 026 960
	Somme :	293 854 186	22 924 768	316 778 954

Il est par ailleurs proposé la révision d'AP suivante :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU-REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM2 2022	AP TOTALE 2022
DEALAT18	LATTES PROTECTION BASSE VALLEE MOSSON	5 189 524	210 000	5 399 524

L'intégralité des crédits de paiements actualisés sur DEALAT18 sont inscrits sur l'exercice 2022.

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait en conséquence à 2 277 574 979 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209642-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2022, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal.

La Décision Modificative du budget principal s'équilibre à **7 397 496,00 euros en fonctionnement** et à **-75 322 116,24 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-462 369,00		-462 369,00
931	Sécurité	-90 000,00		-90 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	320 304,00		320 304,00
934	Action sociale	10 000,00		10 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	125 835,00		125 835,00
936	Action économique	-1 970 213,00		-1 970 213,00
937	Environnement	805 293,00		805 293,00
938	Transports	192 351,00		192 351,00
940	Impositions directes	-1 200 000,00		-1 200 000,00
943	Opérations financières	65 000,00		65 000,00
946	Transfert entre les sections		-55 050 000,00	-55 050 000,00
953	Virement à la section d'investissement		64 651 295,00	64 651 295,00
Total		-2 203 799,00	9 601 295,00	7 397 496,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	783 178,00		783 178,00
931	Sécurité	25 190,00		25 190,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	99 293,00		99 293,00
935	Aménagement des territoires et habitat	604 335,00		604 335,00
936	Action économique	2 767 781,00		2 767 781,00
937	Environnement	1 686 055,00		1 686 055,00
938	Transports	6 381 453,00		6 381 453,00
940	Impositions directes	6 137 975,00		6 137 975,00
941	Autres Impôts et taxes	519 562,00		519 562,00
942	Dotations et participations	703 793,00		703 793,00
943	Opérations financières	178 881,00		178 881,00
946	Transfert entre les sections		-12 490 000,00	-12 490 000,00
Total		19 887 496,00	-12 490 000,00	7 397 496,00

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-2 209 403,00		-2 209 403,00
901	Sécurité	49 000,00		49 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-4 949 883,36		-4 949 883,36
904	Action sociale	60 000,00		60 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-3 771 400,00		-3 771 400,00
906	Action économique	-4 712 248,00		-4 712 248,00
907	Environnement	-6 272 018,00		-6 272 018,00
908	Transports	-19 026 163,88		-19 026 163,88
923	Dettes et autres opérations financières	-20 000 000,00		-20 000 000,00
925	Opérations patrimoniales		-2 000 000,00	-2 000 000,00
926	Transfert entre les sections		-12 490 000,00	-12 490 000,00
Total		-60 832 116,24	-14 490 000,00	-75 322 116,24

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	293 053,00		293 053,00
905	Aménagement des territoires et habitat	1 113 500,00		1 113 500,00
907	Environnement	-1 173 750,00		-1 173 750,00
908	Transports	-8 755 346,14		-8 755 346,14
921	Taxes non affectées	1 250 000,00		1 250 000,00
922	Dotations et participations	7 057 916,00		7 057 916,00
923	Dettes et autres opérations financières	-82 708 784,10		-82 708 784,10
925	Opérations patrimoniales		-2 000 000,00	-2 000 000,00
926	Transfert entre les sections		-55 050 000,00	-55 050 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		64 651 295,00	64 651 295,00
Total		-82 923 411,24	7 601 295,00	-75 322 116,24

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212861B-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM22 3M PCPAL VF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe de l'assainissement - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2022, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget annexe d'assainissement.

La Décision Modificative n°1 du budget annexe d'assainissement s'équilibre à **-420 000,00 euros en fonctionnement** et à **-84 300,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – FONCTIONNEMENT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-41 903,00		-41 903,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	-475 000,00		-475 000,00
65	Autres charges de gestion courante	85 000,00		85 000,00
67	Charges exceptionnelles	-836,00		-836,00
68	Dotations aux provisions et dépréciations	-1 420 000,00		-1 420 000,00
023	Virement à la section d'investissement		932 739,00	932 739,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		500 000,00	500 000,00
Total		-1 852 739,00	1 432 739,00	-420 000,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
78	Reprises sur provisions et dépréciations	-420 000,00		-420 000,00
Total		-420 000,00	0,00	-420 000,00

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	-29 145,00		-29 145,00
21	Immobilisations corporelles	-55 155,00		-55 155,00
Total		-84 300,00	0,00	-84 300,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	-1 517 039,00		-1 517 039,00
021	Virement de la section d'exploitation		932 739,00	932 739,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		500 000,00	500 000,00
Total		-1 517 039,00	1 432 739,00	-84 300,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212837A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM22 3M ASSAINISSEMENT VF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe du service public de l'assainissement non collectif - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2022, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget annexe du service public de l'assainissement non collectif.

La Décision Modificative n°1 du budget annexe du service public de l'assainissement non collectif s'équilibre à **-500,00 euros en fonctionnement** et à **700,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget annexe du service public de l'assainissement non collectif se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – FONCTIONNEMENT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-1 000,00		-1 000,00
65	Autres charges de gestion courante	500,00		500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciations	-700,00		-700,00
023	Virement à la section d'investissement		7 700,00	7 700,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		-7 000,00	-7 000,00
Total		-1 200,00	700,00	-500,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
78	Reprises sur provisions et dépréciations	-500,00		-500,00
Total		-500,00	0,00	-500,00

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	700,00		700,00
Total		700,00	0,00	700,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		7 700,00	7 700,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		-7 000,00	-7 000,00
Total		0,00	700,00	700,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget annexe du service public de l'assainissement non collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212856A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM22 3M SPANC VF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget 2022 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe parking - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2022, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget annexe parking.

La Décision Modificative n°1 du budget annexe parking s'équilibre à **96 500,00 euros en fonctionnement** et à **14 071,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget annexe parking se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE PARKING – FONCTIONNEMENT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	81 729,00		81 729,00
65	Autres charges de gestion courante	700,00		700,00
023	Virement à la section d'investissement		17 071,00	17 071,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		-3 000,00	-3 000,00
Total		82 429,00	14 071,00	96 500,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
77	Produits exceptionnels	96 500,00		96 500,00
Total		96 500,00	0,00	96 500,00

BUDGET ANNEXE PARKING – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	14 071,00		14 071,00
Total		14 071,00	0,00	14 071,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		17 071,00	17 071,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		-3 000,00	-3 000,00
Total		0,00	14 071,00	14 071,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget annexe parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212857A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM22 3M PARKING VF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Clôture des budgets annexes assainissement et assainissement non collectif - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Conformément aux articles L2224-1, L2224-11, L2224-12-3, R2221-1 et R2221-79 du Code général des collectivités territoriales et à l'article R. 2221-13 du CGCT qui définit la dotation initiale : « *la dotation initiale de la régie [...] représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la collectivité locale de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie. Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves* ».

Conformément à la délibération n°M2021-102 du 23 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, à la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté l'extension de la régie actuelle de l'eau potable à la compétence assainissement collectif et non collectif, à la délibération n°M2022-34 du 4 février 2022 par laquelle le Conseil de Métropole a approuvé le versement d'une avance de 3,5M€ HT pour l'assainissement collectif.

Cette régie publique de l'eau et de l'assainissement possède une autonomie financière et assurera la gestion de ce service public sur le territoire de la Métropole.

Les dépenses portées par les budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif seront intégralement prises en charge par la régie des eaux et de l'assainissement au 1er janvier 2023 et les budgets annexes assainissement collectif (Budget n°99001) et non collectif (Budget SPANC n° 99003) n'auront plus lieu d'être et seront donc dissous en 2023 dès que possible.

L'apport initial à la Régie des Eaux et de l'Assainissement (REA) soumis à l'approbation du Conseil de Métropole se décompose en trois parties :

- L'affectation de l'actif et du passif nécessaire à l'exercice des missions et activités ;
- Une dotation initiale en numéraire ;
- Une avance de trésorerie infra-annuelle dans la limite de 3M€.

I. Affectation de l'actif et du passif

- Pour la compétence assainissement collectif : la Métropole affectera à la Régie tous les biens des services publics de l'assainissement collectif dont elle dispose à l'exception des biens mobiliers qui sont transférés en pleine propriété (les voitures, les ordinateurs...) ;
- Pour la compétence assainissement non collectif : la Métropole affectera à la Régie tous les biens des services publics de l'assainissement non collectif dont elle dispose.

Le régime de l'affectation des biens à la REA, n'entraîne pas le transfert de la propriété, les biens restant propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, mais leur jouissance est transférée à la régie avec les droits et obligations s'y rattachant et notamment la maîtrise d'ouvrage des travaux d'entretien et de renouvellement. L'affectation ne comporte aucune rémunération.

Dans ce cadre, à compter du 1er janvier 2023, la REA assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle assure les biens. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure la maintenance, l'exploitation et la sécurité de tous les biens. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers et immobiliers. Elle en a la jouissance. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire. Elle peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Elle est substituée de plein droit au propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats relatifs aux biens (ces contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux éventuels contrats conclus par la Métropole n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant). Des avenants de transfert seront conclus.

L'affectation et/ou le transfert de l'actif (biens corporels et incorporels) et du passif (résultat, dette, subventions) sera effectif par l'établissement à compter du 01/01/2023 suite à procès-verbaux signés par l'ordonnateur de la Métropole et de la Régie après l'arrêté définitif des comptes 2022.

Ces PV devront comprendre les éléments suivants :

- N° d'inventaire comptable et le libellé afférent ;
- Date et valeur d'acquisition (valeur historique) ;
- Le compte par nature ;
- S'il est amortissable ou non et dans l'affirmative, le montant des amortissements, le type d'amortissement, la durée ;
- La situation des subventions ;
- Les pièces attestant des transferts partiels ou totaux des contrats de prêts.

Comptablement l'affectation de l'actif et du passif fera l'objet d'écritures d'ordre non-budgétaires.

L'affectation laisse la possibilité d'un retour du bien vers la collectivité affectante. Dans le cas où ceux-ci ne seraient plus utiles à l'exercice des missions de la Régie, la Métropole recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations. La désaffectation des biens fera l'objet d'écritures d'ordre non-budgétaires et de l'établissement d'un PV comprenant les mêmes informations que le PV d'affectation établi ci-dessus.

Les adjonctions sur les biens, constitués par les travaux réalisés par la Régie sur les biens affectés, seront constatées dans la comptabilité de la Métropole lors du retour des biens ou de leur désaffectation.

II. Restes à recouvrer

Les titres émis par la Métropole sur les deux budgets seront pris en charge par le Service de Gestion Comptable de la Métropole jusqu'au 31/12/2022. Le recouvrement desdits titres incombera au Service de Gestion Comptable jusqu'à leur apurement complet. Dans ce cadre c'est à la Métropole qu'il reviendra d'examiner les admissions en non valeurs présentés par le comptable public. C'est pourquoi la Métropole conservera une part du résultat du budget annexe assainissement correspondant au montant des provisions pour risques et charges. Ce montant sera transféré à la régie à l'issue des procédures relatives aux risques provisionnés, s'ils ne surviennent pas ou pour un montant inférieur à la provision.

III. Dotation initiale en numéraire

La Régie va faire face à des besoins de financements dès le début de son activité, sans avoir pu constituer de l'autofinancement au préalable, susceptible de financer une part de ses investissements. Elle va notamment se substituer à la Métropole pour la réalisation de la programmation pluriannuelle des investissements des budgets annexes assainissement collectif et non collectif de la Métropole. Afin de financer le début d'activité de la Régie, la Métropole a versé une dotation initiale d'un montant de 3.5M€ HT. Cette dotation constitue une avance versée sur le résultat qui sera transféré à la régie.

IV. Avance de trésorerie infra-annuelle

Afin de couvrir l'ensemble des besoins de trésorerie de la Régie liés au décalage d'encaissement des recettes lors des premiers mois d'exercice de la Régie, une avance de trésorerie remboursable non budgétaire infra annuelle peut être mise en place entre la Métropole de Montpellier et la Régie.

Cette avance de trésorerie pourra être versée dans la limite du montant de 3M€.

Il s'agit d'une opération de trésorerie : l'avance de trésorerie et son remboursement se fera par l'émission d'un ordre de paiement transmis au Comptable public du SGC Métropole. L'avance pourra être versée par virement bancaire en plusieurs tirages tels que sollicités par la Régie par courrier adressé à la Métropole, sans dépasser 3M €. L'avance de trésorerie est prévue sur une période d'un an à compter du 1er janvier 2023. Les tirages réalisés devront donc être remboursés au plus tard le 31 décembre 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De clôturer les budgets annexes assainissement et assainissement non collectif au 31 décembre 2022 afin de reprendre des éléments d'actifs et de passif sur le budget principal de la Métropole ;
- De procéder à la mise en affectation des biens du budget assainissement de la Métropole à la Régie des Eaux et de l'assainissement à l'exception des biens mobiliers qui seront transférés en pleine propriété ;
- De procéder à la mise en affectation des biens de la Métropole à la Régie des Eaux et de l'assainissement de tous les biens des services publics de l'assainissement non collectif dont elle dispose ;
- De reprendre l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal ;
- De transférer les résultats de clôture des budgets annexes assainissement et assainissement non collectif à la régie des eaux et de l'assainissement, déduction faite du montant des provisions pour risques et charges, qui sera transféré à la régie à l'issue des procédures relatives aux risques provisionnés, s'ils ne surviennent pas ou pour un montant inférieur à la provision ;
- D'approuver que la dotation initiale d'un montant de 3.5M€ HT versée par la Métropole à la régie constitue une avance versée sur le résultat qui sera transféré à la régie ;
- D'approuver le versement par la Métropole à la Régie d'une avance de trésorerie non budgétaire remboursable dans la limite du montant de 3M€ ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210758-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Attribution de compensation 2022 définitive à la suite de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 14 septembre 2022 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont fait l'objet de transferts de charges et de modifications de montants d'attributions de compensations. La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes avant le 15 février 2022.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), qui s'est réunie le 14 septembre 2022, a rendu des conclusions sur l'évaluation nouvelle des charges nettes transférées à intégrer tant dans les attributions de compensation de fonctionnement que d'investissement. Ces évaluations ont porté sur une modification d'AC voirie évaluée en 2015 en investissement et des correctifs d'emprunts transférés liés à la voirie-espace public. La CLECT a émis un avis favorable sur ces modifications.

Ainsi, il convient de délibérer sur le chiffrage de ces attributions de compensations définitives pour 2022, conformément au rapport de la dernière CLECT en date du 14 septembre 2022 joint au présent rapport pour information et approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils municipaux.

Il est proposé d'établir l'AC de fonctionnement définitive 2022 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2022	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2022
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	508 134,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	1 298 375,83	
Castries	222 997,40	
Clapiers	428 196,93	
Cournonsec	84 373,30	
Cournonterral	511 761,25	
Fabrègues		179 545,81
Grabels	321 969,24	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	976 258,08	
Lattes		288 464,96
Lavérune		615 684,98
Le Crès	698 749,13	
Montaud	55 210,68	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	34 688 940,29	
Murviel-lès-Montpellier	112 476,13	
Pérols	1 579 188,18	
Pignan	257 356,21	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	152 874,51	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	167 777,45	
Saint-Geniès-des-Mourgues	183 776,62	
Saint-Georges-d'Orques	299 787,35	
Saint-Jean-de-Védas	853 348,77	
Saussan	168 187,69	
Sussargues	164 019,53	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
TOTAL	46 598 625,09	2 511 676,33

Il est également proposé d'établir l'AC d'investissement définitive 2022 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement définitive 2022	Attribution de Compensation investissement définitive 2022
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	1 091 284,85	
Castries	109 702,00	
Clapiers	210 778,53	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	143 443,00	
Grabels	500 889,33	
Jacou	45 141,00	
Juvignac	1 122 379,30	
Lattes	1 222 340,80	
Lavérune	73 031,00	
Le Crès	428 086,17	
Montaud	60 583,40	
Montferrier-sur-Lez	37 506,00	
Montpellier	10 567 865,17	
Murviel-lès-Montpellier	74 754,36	
Pérols	356 625,00	
Pignan	236 604,89	
Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	51 637,84	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint-Geniès-des-Mourgues	24 175,00	
Saint-Georges-d'Orques	42 292,00	
Saint-Jean-de-Védas	257 051,00	
Saussan	26 263,00	
Sussargues	76 893,91	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	64 961,86	
TOTAL	17 107 657,41	0,00

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLECT ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2022 des 31 Communes de Montpellier Méditerranée Métropole, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux sus visés, pour l'exercice 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-208985-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget principal et budget annexe parking - Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2023 - Autorisation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le Président est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs et conformément à l'article L.5217-10-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice précédent.

Section de fonctionnement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2023, dans l'attente du vote du budget primitif 2023, sont retracées dans les tableaux suivants :

Budget Principal

Fonctions	Libellés	Crédits votés en 2022	Ouverture de crédits 2023
930	Services généraux	55 252 295	55 252 295
931	Sécurité et salubrité publique	19 012 569	19 012 569
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	107 072 757	107 072 757
934	Santé et action sociale	1 136 437	1 136 437
935	Aménagement des territoires et habitat	33 233 597	33 233 597
936	Action économique	16 316 188	16 316 188
937	Environnement	133 137 066	133 137 066
938	Transports	115 876 372	115 876 372
940	Impositions directes	23 729 655	23 729 655
941	Autres impôts et taxes	15 000	15 000
943	Opérations financières	19 196 000	19 196 000
946	Transferts entre les sections	44 466 637	44 466 637
Total		568 444 573	568 444 573

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2022	Ouverture de crédits 2023
011	Charges à caractère général	471 351	471 351
65	Autres charges de gestion courante	700	700
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000	10 000
Total		482 051	482 051

Section d'investissement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2023, dans l'attente du vote du budget primitif 2023, sont retracées dans les tableaux suivants :

Budget Principal

Fonction et Libellé		Crédits votés en 2022		1/4*	1/3	Ouverture de crédits 2023
900	Services généraux	hors AP	5 422 675	1 355 669		5 009 315
		en AP	10 960 938		3 653 646	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	1 840 661	460 165		460 165
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	16 551 181	4 137 795		9 416 103
		en AP	15 834 923		5 278 308	
904	Santé et action sociale	hors AP	95 000	23 750		23 750
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	23 597 564	5 899 391		29 721 814
		en AP	71 467 268		23 822 423	
906	Action économique	hors AP	8 620 840	2 155 210		12 216 532
		en AP	30 183 967		10 061 322	
907	Environnement	hors AP	14 167 468	3 541 867		6 245 779
		en AP	8 111 734		2 703 911	
908	Transports	hors AP	47 077 319	11 769 330		66 597 081
		en AP	164 483 253		54 827 751	
921	Taxes non affectées	hors AP	2 433 850	608 463		608 463
922	Dotations et participations	hors AP	501 964	125 491		125 491
923	Dettes (100%) et autres opérations financières (25%) *	hors AP	98 385 000	95 760 000		95 760 000
925	Opérations patrimoniales	hors AP	92 087 420	23 021 855		23 021 855
926	Transferts entre les sections	hors AP	47 657 300	11 914 325		11 914 325
Total			659 480 325	160 773 311	100 347 361	261 120 671

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2022	Ouverture de crédits 2023
21	Immobilisations corporelles	3 916 330	979 082
Total		3 916 330	979 082

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209466-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montants 2022 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° M2019-774, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre une politique de provisionnement qui sécurise les comptes de la Collectivité et permet de répondre aux exigences de la certification des comptes.

Les provisions doivent être ajustées annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elles donnent lieu à une reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser. Le montant des provisions ainsi que leur évolution sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

1) Budget principal

Au 31 décembre 2021, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 22 694 719,29 euros et se répartissait de la façon suivante :

	Compte de Gestion au 31/12/2021
Litiges et contentieux	1 645 271,88
Restes à recouvrer	659 006,33
Liquidation et redressement judiciaire	954 200,55
Compte épargne temps	8 396 890,15
Congés payés et congés reportés	1 557 091,45
Aide retour à l'emploi	1 196 965,32
Dépréciation Titres de participation	8 285 293,61
Total	22 694 719,29

Par cette délibération, il est proposé au Conseil de Métropole de valider les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application pour l'exercice 2022.

- ✓ Provision pour litiges et contentieux : il est proposé de constituer une provision dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la Collectivité. Elle est évaluée au regard du risque encouru ;
- ✓ Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : il est proposé de provisionner totalement les créances supérieures à 4 ans et de constituer une provision à hauteur de 15% des créances émises les 3 dernières années, sur la base des restes à recouvrer proposés par le Comptable Public ;
- ✓ Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : il est proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public ;
- ✓ Provision pour Compte Epargne Temps : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, dès le 1^{er} jour épargné ;

- ✓ Provision pour congés reportés : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être reportés sur l'exercice suivant ;
- ✓ Provision Aide Retour à l'Emploi : il est proposé de constituer une provision à hauteur du montant susceptible d'être versé ;
- ✓ Provision pour garanties d'emprunt : il est proposé de constituer une provision pour les emprunts de longue durée à hauteur de 10% du capital restant dû. ;
- ✓ Provision pour dépréciation des titres de participation : Il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2022, les ajustements suivants maximum :

	Compte de Gestion au 31/12/2021	2022		Compte de Gestion au 31/12/2022
		Reprise	Dotation	
Litiges et contentieux	1 645 271,88	417 168,88	2 818 281,91	4 046 384,91
Créances irrécouvrables	659 006,33	75 082,92	509 587,00	1 093 510,41
Liquidation et redressement judiciaire	924 200,55	450 256,20	140 552,38	644 496,73
Compte épargne temps	8 396 890,15		2 600 766,99	10 997 657,14
Congés reportés	1 557 091,45	216 944,61		1 340 146,84
Aide Retour à l'Emploi	1 196 965,32		1 065 680,72	2 262 646,04
Garanties d'emprunt			2 334 866,00	2 334 866,00
Provision association de promotion des flux touristiques et économiques			2 777 572,94	2 777 572,94
Dépréciation Titres de participation	8 285 293,61	486 019,51	314 347,41	8 113 621,51
Total	22 694 719,29	1 645 472,12	12 561 655,35	33 610 902,52

2) Budgets annexes Assainissement et Assainissement non collectif

- ✓ Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : il est proposé de constituer une provision totale des créances pour lesquelles il existe un risque avéré et à hauteur de 15% sur les autres créances, sur la base des restes à recouvrer proposés par le Comptable Public

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2022 :

	Assainissement	Assainissement Non Collectif
Créances irrecouvrables	463 554,14	441,87

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter les modalités de calcul et le montant maximum des provisions et dépréciations pour l'exercice 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210612-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Refacturation des charges de fonctionnement aux budgets annexes - Modalités de calcul - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Quatre budgets forment le cadre budgétaire de Montpellier Méditerranée Métropole : un budget principal et trois budgets annexes (assainissement, service public de l'assainissement non collectif, parking). Les budgets annexes ont vocation à porter l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à un service public identifié : toutes les dépenses et recettes qui participent aux investissements ainsi que l'ensemble des charges d'exploitation, dont la masse salariale, et toutes les recettes encaissées auprès des usagers de ces services.

Cependant, une part des charges d'exploitation est portée par un autre budget :

- Un budget annexe peut porter les charges de personnel d'un autre budget annexe (cas de l'assainissement avec le SPANC) ;
- Le budget principal porte les charges de personnel dès lors que les missions d'un agent ne sont pas totalement dédiées au budget annexe ;
- Le budget principal porte également les dépenses de personnel des agents dédiés aux fonctions supports : finances, juridique, ressources humaines, informatique, moyens généraux ;
- Le budget principal globalise les charges de structure : dépenses de fonctionnement des services de la Métropole (énergie, téléphonie, entretien et réparation des bâtiments, nettoyage des locaux, parc auto, eau, petites fournitures, assurance).

Il convient dès lors de fixer des règles de refacturation afin que l'équilibre des quatre budgets reflète au mieux les charges relatives à leur service.

Il est proposé d'établir les critères de refacturation ci-dessous :

- Les charges de personnel dédié aux services établis en budget annexe seront intégralement refacturées chaque année sur la base des coûts de masse salariale ;
- Les fonctions supports affectées à ces services seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 6 % de la masse salariale du budget annexe (que celle-ci soit directement portée par le budget annexe ou par un autre budget) ;
- Les charges de structures relatives à ces budgets annexes seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 3 % du coût de la masse salariale.

La refacturation proposée est ainsi établie en cohérence avec les taux de 6 % pour les fonctions supports et de 3 % pour les charges de structure, validés par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), lors des précédents transferts de compétences entre les Communes et la Métropole.

Pour l'exercice 2022, les éléments refacturés et les montants estimés sont les suivants :

	Montants estimés 2022
BA ASSAINISSEMENT	Masse salariale MS = 3 332 000 €, portée par le budget annexe Fonctions supports 6% = 199 920 € Charges de structure 3% = 99 960 € Total = 299 880 €
BA PARKING	MS = 13 500 €, portée par le budget principal 6% = 810 € 3% = 405 € Total = 14 715 €

BA SPANC	MS = 45 000 €, portée par le budget annexe assainissement 6% = 2 700 € 3% = 1 350 € Total = 49 131 € dont 45 000 € au BA assainissement et 4 050 € au budget principal
----------	---

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de refacturation entre les différents budgets et les modes de calcul indiqués ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211157-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Admission en non valeur 2022 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les créances irrécouvrables et créances éteintes correspondent aux titres de recette émis par la collectivité pour lesquels le recouvrement ne peut être mené à son terme malgré les diligences du Comptable Public en charge du recouvrement.

Une créance peut être admise en non-valeur temporairement dans le cas d'une créance irrécouvrable ou définitivement dans le cas d'une créance éteinte. La procédure d'admission en non-valeur d'une créance correspond à un apurement comptable.

Dans le cadre d'une créance irrécouvrable, le titre de recette émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à « *meilleure fortune* ».

Une créance éteinte résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Pour l'exercice 2022, les services du Comptable Public ont transmis à l'ordonnateur l'état des créances irrécouvrables ou éteintes.

Il est proposé, après analyse des états transmis, d'accepter la procédure d'admission en non-valeur pour les montants maximum ci-dessous :

Budget Principal :

- 19 404, 50 € en créances irrécouvrables ;
- 77 702, 76 € en créances éteintes ;

Budget annexe Assainissement :

- 32 546, 88 € en créances irrécouvrables ;
- 43 334, 31 € en créances éteintes ;

Budget annexe Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) :

- 965, 70 € en créances irrécouvrables ;

Budget annexe Parking :

- 657, 43 € en créances irrécouvrables.

Les listes des titres concernés sont annexées à la présente délibération

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De donner suite à la proposition du Comptable Public d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables et les créances éteintes listées ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211654-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe délibération ANV 2022 3M assainissement.pdf
- Annexe délibération ANV 2022 3M parking.pdf
- Annexe délibération ANV 2022 3M spanc.pdf
- Annexe délibération ANV 2022 3M principal 16112022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Apurement des régies 2022 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de Montpellier Méditerranée Métropole fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public. Sur la régie du Parking du Prévost, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 168, 98 €.

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol. Le régisseur concerné a suivi cette procédure. Un accord de sursis de paiement a été notifié au régisseur, à la suite de sa demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a été destinataire de la demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par le régisseur. La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur et une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil de Métropole est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

A la suite de la réunion relative à l'apurement des régies du 21 octobre dernier, en présence des services du SGC Métropole, il est proposé de bien vouloir donner un avis favorable à la demande de remise détaillée ci-dessous :

Régies	Régis-seurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par le SGC Métropole	Circonstance du déficit	Proposition du Conseil de Métropole
Parking du Prévost	Monsieur Florent PEREZ	168, 98 €	07 juin 2022	Erreurs de caisse commises par des mandataires saisonniers. L'équipe des mandataires a depuis été remaniée à la demande du régisseur	Remise gracieuse totale

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'accorder une remise gracieuse totale au régisseur cité ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210420-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Tarifs de la Métropole de Montpellier - Année 2023 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les tarifs métropolitains présentés seront applicables au 1^{er} janvier 2023 ou à la date précisée.

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les -tarifications calculées en fonction des moyens de chacun ;
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public).

Les modalités de fixation des tarifs :

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

Les typologies des tarifs :

- Taxe : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.
- Redevance : deux redevances sont distinguées : La redevance pour service rendu est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple). Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc. La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous

les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :

- Economie, innovation et attractivité
- Transport et Mobilités – Bornes de recharge pour les véhicules électriques
- Développement durable et aménagement du territoire
- Environnement et gestion des déchets
- Culture – Boutique Musée Henri Prades
- Autres

Les tarifs de la délibération M2021-657 des politiques publiques suivantes sont reconduits à l'identique :

- Transports et Mobilités – Autopartage/Parkings/Droits de stationnement taxi
- Sports
- Culture
- Service à la population
- Fourrière animale
- Prestations de reprographie et de petites fournitures

ECONOMIE, INNOVATION ET ATTRACTIVITE

1. BUSINESS AND INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – BATIMENTS CAP ALPHA, CAP OMEGA, MIBI (Montpellier International Business Incubator) et HDI (Halle De l’Innovation)

Le Business & Innovation Centre (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole permet aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de trois ans de bénéficier à la fois d’une solution immobilière et d’un appui intellectuel dans l’attente que soient réunies les conditions de leur implantation définitive.

L’objectif est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l’émergence de projets innovants ou à fort potentiel de développement, créateurs d’emplois et de richesse et de faciliter l’installation de ces entreprises sur le territoire des communes de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le patrimoine immobilier métropolitain dévolu au développement des entreprises et géré par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole comprend Cap Alpha, pépinière multi-activités, Cap Oméga, dédiée au numérique, ainsi que le MIBI (Montpellier International Business Incubator). Il s’agit d’un immobilier locatif dédié à l’accueil d’entreprises internationales ou françaises réalisant au moins 50% de leur chiffre d’affaires à l’international.

Au cours du quatrième trimestre 2022, ce patrimoine immobilier sera complété par un tout nouveau bâtiment, la Halle de l’Innovation (HDI) construit sur la zone de Cambacérès. D’une superficie de 8000,00 m², il aura vocation de fédérer toute la dynamique territoriale de l’innovation, d’accueillir des porteurs de projets et des jeunes entreprises innovantes accompagnés par le BIC, ainsi que des associations partenaires liées au numérique, à l’entrepreneuriat et à l’innovation. Il permettra également de proposer de nouveaux services tels que notamment du co-working.

L’offre de service du BIC comprend plusieurs volets :

1. Des prestations intellectuelles portant sur l’accompagnement du porteur de projet ou de la jeune entreprise dans ses démarches en vue de trouver les financements nécessaires à son développement, l’accès à des formations en vue d’acquérir les connaissances et les outils nécessaires au pilotage de l’entreprise, à conseils d’expert ou bien encore des mises en relation avec les bons interlocuteurs de son environnement. Ces accompagnements sont considérés comme un investissement de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la création d’entreprises et d’emplois à forte valeur ajoutée. Au-delà d’une participation financière symbolique, la contrepartie essentielle demandée aux entreprises est l’implantation de leur siège ou de leur principal établissement sur le territoire de la Métropole.
2. Des solutions immobilières locatives pour les entreprises adaptées à leur activité et à leur stade de maturité qui font l’objet de redevances : bureaux dans les bâtiments CAP OMEGA, MIBI, et HDI et bureaux, plateaux tertiaires, ateliers et laboratoires biotech à CAP ALPHA. Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole met également à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que appareils de reprographie, téléphone, accès Internet, etc. L’ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché.

Tarification :

1. Prestations intellectuelles :

Depuis septembre 2021, le BIC accueille en incubation des entreprises répondant aux critères de l’appel à candidature « French Tech Tremplin », programme d’incubation spécifique labellisé par la Mission French Tech dont le BIC est partenaire.

Ces prestations font l'objet d'une facturation dans les limites prévues par le dispositif national « French Tech Tremplin ». Le tarif 2022 est maintenu sans révision de prix pour finaliser la facturation de la session 2022/2023 et un tarif 2023 est créé sans montant spécifique et selon ce qui sera stipulé dans l'appel à projet à venir 2023/2024.

2. Hébergement/services associés

En 2023, les redevances de base augmenteront sur la base de l'indice de référence des loyers soit 3,60% (source Insee IRL T2 2022).

Les nouveaux taux de progressivité sur les redevances de base seront appliqués aux nouvelles conventions d'occupation selon une durée spécifique :

- Majoration de 10% sur une durée supérieure à 36 mois
- Majoration de 20% sur une durée supérieure à 48 mois
- Majoration de 30% sur une durée supérieure à 60 mois
- Majoration de 50% sur une durée supérieure à 72 mois

Les prestations hors énergie et hors tabac qui varient en fonction de l'indice des prix à la consommation sur les 12 derniers mois affichent une progression de 6,4%.

Les prestations liées au coût de l'énergie évoluent de 22,7% pour suivre l'évolution du coût de l'énergie constatée sur les 12 derniers mois. (Sources INSEE, mois d'août 2022).

Les différents espaces communs de la HDI (espace Forum, espace Cantine, espace Démo, espace co-working,) pourront être mis à disposition au-delà des horaires d'ouverture du bâtiment aux associations, entreprises, qui souhaiteraient les privatiser pour y organiser des événements et ateliers. Cette mise à disposition garantit de fait l'animation du lieu par les acteurs les plus directement impliqués dans l'écosystème.

a. Pépinière CAPALPHA

b.

Redevance d'occupation hors charges applicable aux conventions en cours et charges (*)	Tarif	
	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
bureau	13,34 €	160,08 €
Plateau tertiaire	10,90 €	130,80 €
Atelier	4,83 €	57,92 €
Laboratoire BIOTECH	12,27 €	147,20 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	14,27 €	171,29 €
Plateau tertiaire	11,66 €	139,95 €
Atelier	5,16 €	61,97 €
Laboratoire BIOTECH	13,12 €	157,50 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	15,34 €	184,09 €
Plateau tertiaire	12,53 €	150,42 €
Atelier	5,55 €	66,60 €
Laboratoire BIOTECH	14,11 €	169,27 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	16,67 €	200,10 €
Plateau tertiaire	13,62 €	163,50 €
Atelier	6,03 €	72,39 €
Laboratoire BIOTECH	15,33 €	183,99 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,84 €	82,12 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	

Redevance d'occupation hors charges applicable aux nouvelles conventions et charges (*)	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
bureau	13,34 €	160,08 €
Plateau tertiaire	10,90 €	130,80 €
Atelier	4,83 €	57,92 €
Laboratoire BIOTECH	12,27 €	147,20 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	14,67 €	176,09 €
Plateau tertiaire	11,99 €	143,86 €
Atelier	5,31 €	63,73 €
Laboratoire BIOTECH	13,49 €	161,91 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	16,01 €	192,10 €
Plateau tertiaire	13,08 €	156,94 €
Atelier	5,79 €	69,52 €
Laboratoire BIOTECH	14,72 €	176,63 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	17,34 €	208,10 €
Plateau tertiaire	14,17 €	170,02 €
Atelier	6,28 €	75,31 €
Laboratoire BIOTECH	15,95 €	191,35 €
Durée de séjour supérieure à 72 mois		
Bureau	20,01 €	240,12 €
Plateau tertiaire	16,35 €	196,18 €
Atelier	7,24 €	86,90 €
Laboratoire BIOTECH	18,40 €	220,79 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,84 €	82,12 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	

LOCATION DES SALLES	Tarif
par 1/2 journée salle de réunion	75,00 €
Par 1/2 journée salle de conférence	133,00 €

c. Pépinière CAP OMEGA

Redevance d'occupation hors charges applicable aux conventions en cours et charges (*)	Tarifs	
	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
Bureau	13,72 €	164,63 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	14,68 €	176,16 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	15,78 €	189,33 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	17,15 €	205,79 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,84 €	82,12 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	

Redevance d'occupation hors charges applicable aux nouvelles conventions et charges (*)	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
Bureau	14,68 €	176,16 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	16,15 €	193,78 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	17,62 €	211,39 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	19,08 €	229,01 €
Durée de séjour supérieure à 72 mois		
Bureau	22,02 €	264,24 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	

LOCATION DES SALLES DE REUNION	Tarif
Par 1/2 journée	75,00 €

HEBERGEMENT LAUREAT FRENCH TECH TICKET H.T.	/mois	/an
Incubation – French tech tremplin 2022-2023	996,50 €	11 958,00 €
Incubation – French tech tremplin 2023-2024	Selon le montant indiqué dans l'appel à projet	Selon le montant indiqué dans l'appel à projet

d. Bâtiment MIBI

e.

	Tarif	
Redevance d'occupation hors charges applicable aux conventions en cours et charges (*)	m²/mois	m²/an
Bureau (redevance de base)	14,68 €	176,16 €
Bureau Jeune Entreprise Innovante Etrangère accompagnée BIC (conditions financières identiques à Cap Omega)	13,72 €	164,63 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,84 €	82,12 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	
REDEVANCE BUREAU DE PASSAGE	/jour	
Bureau de passage équipé (redevance de base toutes charges comprises)	20,00 €	

Redevance d'occupation hors charges applicable aux nouvelles conventions et charges (*)	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
Bureau	14,68 €	176,16 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	16,15 €	193,78 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	17,62 €	211,39 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	19,08 €	229,01 €
Durée de séjour supérieure à 72 mois		
Bureau	22,02 €	264,24 €

Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,84 €	82,12 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	
REDEVANCE BUREAU DE PASSAGE	/jour	
Bureau de passage équipé (redevance de base toutes charges comprises)	20,00 €	

LOCATION DES SALLES DE REUNION	Tarif
Par 1/2 journée	75,00 €

f. Bâtiment HDI

Redevance d'occupation hors charges applicable aux nouvelles conventions (*)	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
Bureau	12,50 €	150,00 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau	13,75 €	165,00 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau	15,00 €	180,00 €
Durée de séjour supérieure à 60 mois		
Bureau	16,25 €	195,00 €
Durée de séjour supérieure à 72 mois		
Bureau	18,78 €	225,00 €
CHARGE A AJOUTER (*)	25%	
REDEVANCE COWORKING	/mois	
Poste de travail espace coworking (services inclus)	90,00 €	

LOCATION DES SALLES DE REUNION	Tarif
Par 1/2 journée	75,00 €

PRIVATISATION DES ESPACES HDI	Unité	Tarif
Privatisation espace COWORKING (soirée)	Forfait	150,00 €
Privatisation espace FORUM (soirée)	Forfait	150,00 €
Privatisation espace CANTINE (soirée)	Forfait	150,00 €
Privatisation espace DEMO (soirée)	Forfait	100,00 €
Privatisation espace COWORKING (1 journée le week-end)	Forfait	250,00 €
Privatisation espace FORUM (1 journée le week-end)	Forfait	250,00 €
Privatisation espace CANTINE (1 journée le week-end)	Forfait	250,00 €
Privatisation espace DEMO (1 journée le week-end)	Forfait	200,00 €
Privatisation espace COWORKING (2 journées le week-end)	Forfait	400,00 €
Privatisation espace FORUM (2 journées le week-end)	Forfait	400,00 €
Privatisation espace CANTINE (2 journées le week-end)	Forfait	400,00 €
Privatisation espace DEMO (2 journées le week-end)	Forfait	350,00 €
Services liés aux locations de salles		
Gardiennage (sécurité incendie, sécurité des personnes et installations)	/heure	Selon prix BPU marché 3M en cours
Nettoyage	/heure	Selon prix BPU marché 3M en cours

2. BATIMENTS DU BUSINESS INNOVATION CENTRE – SERVICES

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché.

a. Pépinière CAPALPHA

	Tarif
ENERGIE	
Atelier et laboratoire BIOTECH avec compteur EDF (contrat souscrit par occupant)	contrat EDF
Bureau (forfait par m² et par mois)	2,12 €
Plateau tertiaire avec sous compteurs: abonnement mensuel	41,33 €
Plateau tertiaire avec sous compteurs (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,28 €
EAU	
Ateliers (le m3) selon relevé sous compteurs	Réel distributeur
Laboratoires BIOTECH (le m3) selon relevé sous compteurs	Réel distributeur
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,07 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,83 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,64 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,44 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,31 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	9,55 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 4,5 à 8 mm	0,12 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 10 à 12,5 mm	0,19 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 16 à 28 mm	0,44 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre > 28 mm	0,82 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton :	0,31 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel	25,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	40,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + 5% de frais de service	
TELEPHONE	
Consommation	Réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	6,00 €
Poste analogique	3,00 €
Poste numérique	6,00 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	11,00 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	45,00 €
HEBERGEMENT SERVEURS / OPERATEURS	
Par mois par unité rackable (1U = 4cm)	11,00 €
SERVICES LIES AUX LOCATION DE SALLES	
Gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	27,66 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	40,43 €
BADGE D'ACCES	
L'unité	14,90 €
SIGNALETIQUE	

Extérieure/intérieure (forfait)	68,17 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M²	
Nettoyage simple de la surface occupée	Réel prestataire 3M
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	Réel prestataire 3M
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	7,45 €
Remplacement clé (l'unité)	10,64 €
Remplacement store (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Remplacement bloc néons (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Pénalités gestion des déchets	31,92 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	40,43 €
DIVERS	
Participation entreprise aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga (par personne)	18,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	30,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante)	130,00 €
PARTICIPATIONS ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise non accompagnée	900,00 €
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise accompagnée	450,00 €
Participations accompagnement (création d'entreprises) - Forfait accompagnement par an	500,00 €
Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de la Métropole	12 216,00 €

b. Pépinière CAP OMEGA

	Tarif
ENERGIE	
Module avec relevé compteur (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,28 €
Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois)	2,12 €
EAU	
Selon relevé sous compteurs	Réel distributeur
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,07 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,83 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,64 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,44 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,31 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	9,55 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,12 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,19 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,44 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,82 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,31 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	25,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	40,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + + 5% frais de service	

TELEPHONE	
Consommation	Réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	6,00 €
Poste analogique	4,00 €
Poste numérique	6,00 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	10,64 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	45,22 €
HEBERGEMENT SERVEURS	
Par mois par unité rackable (1U=4cm)	11,00 €
SERVICES LIES AUX LOCATIONS DES SALLES DE REUNION	
Gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	27,66 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	40,43 €
CONFERENCE MULTIMEDIA	
Consommation communication multi media	Réel opérateur
BADGE D'ACCES PEPINIERE	
L'unité	14,90 €
ACCES PARKING SOUS SOL	
Abonnement annuel	240,00 €
SIGNALETIQUE	
Extérieure/intérieure (forfait)	68,17 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M²	
Nettoyage simple de la surface occupée	Réel prestataire 3M
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	Réel prestataire 3M
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	7,45 €
Remplacement clé (l'unité)	45,75 €
Remplacement store (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Remplacement bloc néons (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Pénalités gestion des déchets	31,92 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	40,43 €
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap oméga (par personne)	18,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	30,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante)	130,00 €
PARTICIPATION ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de la Métropole	12 216,00 €
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise non accompagnée	900,00 €
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise accompagnée	450,00 €
Organisation rencontre Open Innovation - Forfait organisation rencontre Open Innovation	1 200,00 €
Participations accompagnement (création d'entreprises) - Forfait accompagnement par an	500,00 €

c. Bâtiment MIBI

	Tarif
ENERGIE	
Module avec relevé compteur (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,28 €
Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois)	2,12 €
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,07 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,83 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,64 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,44 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,31 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	9,55 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,12 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,19 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,44 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,82 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,31 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	25,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	40,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de service	
TELEPHONE	
Consommation	Réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	6,00 €
Poste analogique	3,00 €
Poste numérique	6,00 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	10,64 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	45,22 €
HEBERGEMENT SERVEURS / OPERATEURS	
Par mois par unité rackable (1U= 4cm)	11,00 €
SERVICES LIES AUX LOCATIONS DES SALLES DE REUNION	
Gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	27,66 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	40,43 €
BADGE D'ACCES PEPINIERE	
L'unité	14,90 €
ACCES PARKING SOUS SOL	
Abonnement annuel	240,00 €
SIGNALETIQUE	
Extérieure/intérieure (forfait)	68,17 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M²	
Nettoyage simple de la surface occupée	Réel prestataire 3M
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	Réel prestataire 3M
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	7,45 €
Remplacement clé (l'unité)	45,75 €
Remplacement store (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Remplacement bloc néons (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Pénalités gestion des déchets	31,92 €

INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	40,43 €
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga et le MIBI (par personne)	18,00 €
INCUBATION VIRTUELLE (Prix annuel payable d'avance) Comprend :	
Domiciliation (service abonnement courrier mensuel X 12)	300,00 €
Frais de réexpédition du courrier (forfait à renouveler si épuisé)	215,00 €
Frais de télécommunication, renvoi d'appel, réservation numéro de téléphone forfait à renouveler si épuisé	321,00 €
Frais de gestion forfait annuel (HT)	107,00 €
PRIX TOTAL :	943,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	30,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise)	130,00 €

d. Bâtiment HDI

ENERGIE	
Energie forfait par m²/mois	2,12 €
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,07 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,96 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,74 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,51 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,36 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	11,02 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,14 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,22 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,51 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,95 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,36 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	25,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	40,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de service	
TELEPHONE	
Consommation	Réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	6,00 €
Poste analogique	4,00 €
Poste numérique	7,00 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	10,64 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	45,22 €
HEBERGEMENT SERVEURS / OPERATEURS	
Par mois par unité rackable (1U= 4cm)	11,00 €
SERVICES LIES AUX LOCATIONS DES SALLES DE REUNION	
Gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	27,66 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	40,43 €
BADGE D'ACCES PEPINIERE	
L'unité	14,90 €

ACCES PARKING EXTERIEUR SOUS SOL	
Abonnement annuel	240,00 €
ACCES PARKING VELOS	
Abonnement annuel	60,00 €
SIGNALETIQUE	
Intérieure (forfait)	68,17 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² AU SOL	
Nettoyage simple de la surface occupée	Réel prestataire 3M
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	Réel prestataire 3M
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	7,45 €
Remplacement clé (l'unité)	45,75 €
Remplacement store (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Remplacement bloc néons (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Pénalités gestion des déchets	31,92 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	40,43 €
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC (par personne)	18,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	30,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise)	130,00 €
PARTICIPATION ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de la Métropole	12 216,00 €
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise non accompagnée	900,00 €
Participation au programme Montpellier Capital Risque - Forfait par entreprise accompagnée	450,00 €
Organisation rencontre Open Innovation - Forfait organisation rencontre Open Innovation	1 200,00 €
Participations accompagnement (création d'entreprises) - Forfait accompagnement par an	500,00 €

3. LES ATELIERS-RELAIS DE PRADES-LE-LEZ

Au Nord de Montpellier, les Ateliers-Relais de Prades-le-Lez ont vocation de soutenir l'activité économique de la Métropole. Ces ateliers permettent d'accompagner le développement des entreprises en proposant une offre immobilière adaptée à leurs activités.

Le bâtiment d'une surface totale de 1 100 m² se compose de :

- 9 ateliers de 112 m² environ
- 1 atelier de 225 m²

Chaque lot est composé d'une porte sectionnelle, d'une hauteur sous-plafond de 3,37 m, de sanitaires et de douches. Certains ateliers sont climatisés.

Le contrat de location est proposé pour une durée de 36 mois (renouvelable une fois).

Les Ateliers-Relais de Prades-le-Lez accueillent des activités de production, des activités artisanales et de services.

REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES	m²/mois	m²/an
Atelier non climatisé		
Pour les 6 premiers mois d'occupation	4,75 €	57,00 €
Pour les 6 mois suivants	5,17 €	62,00 €
A partir de la première année d'occupation	5,58 €	67,00 €
Charges à ajouter (<i>comprend la taxe foncière</i>)	1,67 €	20,00 €
Atelier climatisé		
Pour les 6 premiers mois d'occupation	6,42 €	77,00 €
Pour les 6 mois suivants	6,83 €	82,00 €
A partir de la première année d'occupation	7,25 €	87,00 €
Charges à ajouter (<i>comprend la taxe foncière</i>)	1,67 €	20,00 €

TRANSPORTS ET MOBILITES

1. BORNES DE RECHARGE POUR LES VEHICULES ELECTRIQUES

Consciente des enjeux économiques, écologiques et énergétique et de la responsabilité qui est la sienne, Montpellier méditerranée Métropole a choisi en 2017 d'adhérer au réseau Révéo, né deux ans plus tôt en 2015 par la volonté de la plupart des Syndicats départementaux de la région Occitanie Pyrénées-Méditerranée de constituer un grand réseau de recharge pour Véhicules Electriques.

Ce grand réseau ne pouvait effectivement avoir un sens qu'en y associant les 2 métropoles de cette même région ; c'est donc avec beaucoup de cohérence que le groupement s'est constitué avec les territoires métropolitains de Montpellier et Toulouse.

Si le premier programme était essentiellement un marché de construction qui aura permis en quelques 24 mois de construire les quelques 980 stations de recharge disponibles pour les utilisateurs du territoire comme les itinérants, il aura surtout permis la mise en place de l'exploitation d'un nouveau service pour les usagers « grand public ».

L'objectif est maintenant de développer la qualité de service et l'efficience.

	Tarif
Carte d'abonnement annuel	18,00 €
Badge (coût initial)	6,00 €
Plafonnement (surcoût pour longue durée)	50,00 €

		Abonné			Non abonné et itinérant		
		Coût au kWh	Coût à la minute		Coût au kWh	Coût à la minute	
			Durée incluse	Par minute suppl. au-delà		Durée incluse	Par minute suppl. au-delà
Station normale « longue utilisation » (jusqu'à 7kVA)		0,22 €	10 heures	0,050 €	0,29 €	10 heures	0,065 €
Station normale (jusqu'à 22kVA)	Jour (6h-23h)	0,28 €	2 heures	0,050 €	0,38 €	2 heures	0,065 €
	Nuit (23h-6h)	0,28 €	2 heures	€	0,38 €	2 heures	0,065 €
Station rapide (jusqu'à 50kVA)		0,36 €	1 heure	0,050 €	0,50 €	1 heure	0,065 €
Station haute-puissance (jusqu'à 200kVA)		0,48 €	30 minutes	0,050 €	0,64 €	30 minutes	0,065 €

DEVELOPPEMENT DURABLE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1. RESEAU ET INSTALLATIONS DE TELECOMMUNICATION

Le code des postes et des communications électroniques et notamment ses articles L.45-1 à L.47 et R.20-51 à R.20-54 détermine les redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées (RODP télécom) ;

Conformément au décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation et aux droits de passage sur le domaine public routier et non routier ;

Conformément aux articles L 45-9 et 47 du code des postes et communications électroniques qui prévoient que l'occupation du domaine public par les réseaux et installations de télécommunication rend exigible le versement par les opérateurs d'une redevance (RODP) au profit des communes. Le montant de cette redevance, revalorisée annuellement, est calculé sur la base du patrimoine implanté en domaine public (linéaire d'artères, antennes, pylônes et autres installations).

	Artères* (en € / km)		Autres installations (cabine téléphonique sous répartiteur) (€ / m2)
	Souterrain	Aérien	
Domaine public routier	42,64 €	56,85 €	28,43 €
Domaine public non routier	1 421,36 €	1 421,36 €	923,89 €

**s'entend par "artère" : dans le cas d'une utilisation du sol ou du sous-sol, un fourreau contenant ou non des câbles, ou un câble en pleine terre - dans les autres cas, l'ensemble des câbles tirés entre deux supports.*

2. INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATION ELECTRONIQUE TRES HAUT DEBIT

Le déploiement du réseau de fibre optique métropolitain répond aux besoins numériques actuels et futurs du territoire, et est ouvert à tous les opérateurs ou tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires, conformément à l'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le réseau de fibre optique sera mis à disposition par convention auprès des demandeurs sur la base d'équipements passifs (fourreaux, fibres noires, locaux techniques) et tout opérateur déclaré auprès de l'ARCEP ou de tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires.

Frais d'accès	Point de livraison client final	Point de livraison opérateur	Type de tarification	Tarif
Frais d'accès au service - raccordement d'une entreprise, ou parc d'activité économique dans les ZAE - compétence M3M	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise	105,00 €
Frais d'accès au service - raccordement d'une entreprise, ou parc d'activité économique en dehors des parcs d'activités M3M à partir du réseau communautaire	Prise optique dans le local technique du site	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Prise	160,00 €
Frais d'accès au service - liaison fibre (PFON et IRU)	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités.	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités.	/	160,00 €

Abonnement	Point de livraison	Point de livraison	Type de	Tarif
------------	--------------------	--------------------	---------	-------

	client final	opérateur	tarification	
Abonnement fibre optique d'une entreprise en parc d'activité économique équipé par la M3M (fibre optique noire) GTR 24H. Avec hébergement dans le NRO ou l'armoire de rue associé(e) à la zone.	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise, tarif par mois	16,00 €
Abonnement fibre optique d'une entreprise en parc d'activité économique équipé par la M3M (fibre optique noire) GTR 4H. Avec hébergement dans le NRO ou l'armoire de rue associé(e) à la zone.	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise, tarif par mois	32,00 €

Locations	Point de livraison client final	Point de livraison opérateur	Type de tarification	Tarif
Location fourreaux internes ZAE sous compétence Métropole aux opérateurs	Nœud de raccordement optique, armoire de rue, chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue, chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Tarif au mètre linéaire, par an	2,00 €
Location fourreaux internes ZAC sous compétence Métropole aux opérateurs	/	chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Tirage de fibre, par mètre linéaire	1,60 €
Collecte fibre entre ZAE et NRO	/	Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 150,00 €
Collecte fibre entre armoire ZAE et NRO	/	Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 150,00 €
Collecte fibre mairie	/	Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 150,00 €
GFU intercommunal - Location de paire de fibre noire aux communes	Prise optique dans le local technique du site	/	Par mètre linéaire, par paire et par an	0,315 €
Location paire de fibre noire aux opérateurs et aux membres de GFU	Chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Par mètre linéaire, par paire et par an	2,55 €
IRU 3 ans	Chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Mètre linéaire, tarif pour la durée de l'IRU	5,36 €
IRU 5 ans	Chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de	Mètre linéaire, tarif pour la durée de l'IRU	7,65 €

		tirage en fonction des disponibilités		
--	--	---------------------------------------	--	--

Hébergement	Point de livraison client final	Point de livraison opérateur	Type de tarification	Tarif
Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique - 1/2 baie	/	/	Emplacement, par mois	105,00 €
Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique - 1 baie	/	/	Emplacement, par mois	210,00 €

Forfait de maintenance	Type de tarification	Tarif
Garantie de temps de rétablissement de (en % du tarif)	4 heures	20%
	8 heures	10%
	12 heures	inclus dans le tarif

Remarques :

L'ensemble de ces tarifs sont exprimés en **euro hors taxe**.

La durée minimale d'engagement pour l'ensemble des services est fixé à 1 an, quel que soit le service.

Les frais d'accès au service comprennent la mise en place du lien optique, son test et son raccordement dans le local technique choisi par le demandeur.

Les frais de maintenance pour PFON sont obligatoires.

Le paiement s'effectuera à la date d'anniversaire de la convention.

La tarification sera révisée au 1er Janvier de l'année. Les éventuelles modifications sur les mises à disposition en cours seront prises en compte à partir de cette date.

La redevance d'usage d'IRU devra être payée d'avance à la date de début de services. Des frais de maintenance seront facturés annuellement pour les GTR 4H et 8H. Cette offre est proposée sous réserve de faisabilité technique et d'accord de la Métropole.

3. REFACTURATION DE TRAVAUX POUR LE COMPTE D'UN TIERS : VOIRIE ET RESEAUX

Dans la continuité et le respect des dispositifs communaux, les services techniques de la Métropole réalisent pour le compte de tiers des travaux sur la voirie et les réseaux faisant suite aux demandes exprimées ou contrôlent des travaux réalisés par les tiers sur le domaine public métropolitain, ses accessoires et ses équipements.

Ces travaux concernent majoritairement des raccordements aux réseaux ou des créations d'accès riverain (création d'entrée charretière, raccordement au réseau d'eau pluvial, réfection de tranchée, ...) à la suite d'une autorisation d'urbanisme, permis de construire ou déclaration de travaux.

Par ailleurs, la Métropole est aussi amenée à refacturer aux tiers responsables le montant des travaux nécessaires à la réparation des sinistres affectant la voirie et les espaces publics métropolitains, notamment à la suite d'accidents de la circulation avec tiers identifié. Les dépenses engagées peuvent alors être mises à la charge des tiers responsables via leur assureur.

Pour ce faire, les modalités ci-après sont proposées :

- Lorsque les travaux sont confiés à des entreprises titulaires de marchés de Montpellier Méditerranée Métropole, il est fait application pour la refacturation, des bordereaux de prix unitaires des marchés utilisés, y compris de l'actualisation de ces prix tel que le prévoit chacun des Cahiers des Clauses Administratives Particulières des marchés.
- Lorsque les travaux sont réalisés en régie par les moyens propres de la Métropole, ils sont refacturés en intégrant le coût de la main d'œuvre, du matériel et des matériaux utilisés pour réaliser la prestation attendue.

La refacturation s'établit sur la base du montant total, hors taxe, des dépenses réellement engagées et exécutées. Le tarif intègre en outre une majoration fixée à 8% du montant total des travaux tel que défini ci-dessus ; cette majoration correspond au coût de mobilisation des agents pour assurer le suivi du dossier de sinistre et le contrôle d'exécution des travaux.

	Taux
Majoration appliquée sur le montant total des travaux, en % (Correspond à la mobilisation des agents, au contrôle d'exécution des travaux)	8%

4. OUVRAGES DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE GAZ ET OCCUPATION PROVISOIRE PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR DES RÉSEAUX DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

A) Réseaux de Transport et Distribution de Gaz

Le décret n°2007-606 du 25 avril 2007 détermine les modalités de fixation des redevances dues chaque année pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de **transport et de distribution de gaz** et par les canalisations particulières de gaz.

Le calcul de la RODP du réseau de distribution de gaz est le suivant :

Plafond de redevance = [(0,035 euros x linéaire en mètre) + 100 euros] x indice ingénierie

Pour l'année 2022 cet indice est de 1,31.

En effet, une formule d'indexation automatique prévoit une évolution des redevances, au 1^{er} janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier.

Le calcul de la RODP du réseau de transport de gaz est le suivant :

Plafond de redevance = [0,10 x (0,035 x linéaire) + 100] x indice ingénierie

Pour l'année 2022 cet indice est de 1,31.

Le montant des redevances sont des montants maximums (plafond de redevance). Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de fixer le montant qu'elle entend demander aux exploitants des réseaux gaziers situés sur son domaine public et privé.

Le montant de la redevance due au titre de l'année 2023 pour l'occupation du domaine public et privé de la Métropole par les réseaux publics de transport et de distribution de gaz est fixé au plafond maximum, en fonction du linéaire exprimé en mètres, arrêté au 31 décembre de l'année 2022.

Les redevances dues au titre de 2023 sont fixées en tenant compte de l'évolution sur un an de l'indice ingénierie à partir de l'indice connu au 1^{er} janvier 2023.

B) Réseaux de Transport et Distribution d'Electricité

Le décret n°2002-409 du 26 mars 2002, détermine les modalités de fixation des redevances dues chaque année pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de **transport et de distribution d'énergie électrique**.

Le calcul de la RODP des réseaux de transport et distribution d'électricité est le suivant :

Plafond de redevance = (0,686 P - 19 498) EUR pour les communes ou EPCI dont la population est supérieure à 100 000 habitants, où P représente la population sans double compte de la commune ou de l'EPCI telle qu'elle résulte du dernier recensement publié par l'Institut national de la statistique et des études

économiques (INSEE).

Les plafonds de redevances évoluent au 1er janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie, défini au Journal officiel du 1er mars 1974 et publié au Bulletin officiel du ministère de l'équipement, des transports et du logement, mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier.

Pour l'année 2022 cet indice est de 1,4458.

En effet, une formule d'indexation automatique prévoit une évolution des redevances, au 1^{er} janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier.

Le montant des redevances sont des montants maximums (plafond de redevance). Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de fixer le montant qu'elle entend demander aux exploitants des réseaux d'électricité situés sur son domaine public et privé.

Le montant de la redevance due au titre de l'année 2023 pour l'occupation du domaine public et privé de la Métropole par les réseaux publics de transport et de distribution d'électricité est fixé au plafond maximum prévu par la réglementation, en fonction de la population totale de la Métropole issu du recensement en vigueur au 1^{er} janvier 2023.

Les redevances dues au titre de 2023 sont fixées en tenant compte de l'évolution sur un an de l'indice ingénierie à partir de l'indice connu au 1er janvier 2023.

C) Occupation Provisoire par les chantiers de travaux sur ouvrages des réseaux de Transport et Distribution d'Electricité et de Gaz

Le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 détermine les modalités de fixation des redevances dues pour l'occupation **provisoire** du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux **de transport et de distribution d'électricité et de gaz** et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Le calcul de la RODP du domaine public par les chantiers de travaux du réseau de transport d'électricité est le suivant :

Plafond de redevance = $0,35 \times$ Longueur en mètres des lignes de transport d'électricité installées et remplacées et mises en service au cours de l'année précédente

Le calcul de la RODP du domaine public par les chantiers de travaux du réseau de distribution d'électricité est le suivant :

Plafond de redevance = Plafond de redevance d'occupation permanente du domaine publique par le réseau de distribution d'électricité / 10

Le calcul de la RODP du domaine public par les chantiers de travaux du réseau de transport et de distribution de gaz est le suivant :

Plafond de redevance = $0,35 \times$ Longueur en mètres des canalisations de gaz construites ou renouvelées et mises en gaz au cours de l'année précédente

Le montant des redevances sont des montants maximums (plafond de redevance). Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de fixer le montant qu'elle entend demander aux exploitants des réseaux gaziers situés sur son domaine public et privé.

Le montant de la redevance due au titre de l'année 2023 pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution de d'électricité et de gaz est fixé au plafond maximum réglementaire.

D) Réseau de distribution de chaleur et de froid

Délibération n°2021-280 du 7 juin 2021

La redevance d'occupation du domaine public due par un gestionnaire de réseau privé de fluide caloporteur est fixée de la façon suivante :

Part Fixe de 50 € + Part variable €/mètre linéaire de canalisation-aller posée.

La part variable sera calculée de la façon suivante :

- Réseau de distribution de fluide caloporteur doté d'une production basée sur une énergie renouvelable ou de récupération à plus de 50% (permettant de bénéficier d'un taux réduit de TVA à 5,5) : 3 € HT/mètre linéaire ;

- Réseau de distribution de fluide caloporteur non doté d'une production basée sur une énergie renouvelable ou de récupération à plus de 50% : 5 € HT/mètre linéaire.

Le linéaire de réseau pris en compte concerne les canalisations véhiculant un fluide caloporteur, franco des linéaires de branchements desservant les abonnés.

Afin d'actualiser annuellement le taux de la redevance, il sera utilisé l'index Travaux Publics – TP10d – Réseaux de chauffage et de froid avec fourniture de tuyaux produit par l'INSEE. Ils sont publiés au Journal Officiel. Ainsi, la variation s'appréciera au 1er janvier de l'année considérée, l'indice de base étant celui paru au Journal Officiel le 17 avril 2021 correspondant au mois de janvier 2021, valeur 106,4 et l'indice de référence celui qui sera le dernier publié au mois de janvier.

	Unité	Tarif
Occupation du domaine public par les ouvrages de transport de gaz	mètre	$[(0,10 \times 0,035 \times \text{Longueur}) + 100] \times \text{Indice Ingénierie du 1er janvier 2023}$
Occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz	mètre	$(0,035 \times \text{Longueur} + 100) \times \text{Indice Ingénierie du 1er janvier 2023}$
Occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité	Population	$(0,686 \times \text{Population} - 19498) \times \text{Indice Ingénierie du 1er janvier 2023}$
Occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution de gaz et des réseaux de transport d'électricité	mètre	$0,35 \times \text{Longueur}$
Occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de distribution d'électricité	Population	$(0,686 \times \text{Population} - 19498) / 10$
Occupation du domaine public par les réseaux privés de chaleur et de froid à plus de 50% renouvelable	mètre	$50 \text{ €} + 3 \text{ €HT} \times \text{indice TP10d du 1er janvier 2023} / \text{Longueur aller}$
Occupation du domaine public par les ouvrages de distribution d'eau tempérée à moins de 50% renouvelable	mètre	$50 \text{ €} + 5 \text{ €HT} \times \text{indice TP10d du 1er janvier 2023} / \text{Longueur aller}$

5. REDEVANCE D'USAGE DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER (RUDPR)

En 2005, la Métropole de Montpellier a choisi de mettre en place la redevance d'usage du domaine public routier afin de **limiter l'usage et la dégradation de la voirie par les chantiers.**

	Unité	Tarif
Redevance d'usage du domaine public routier (RUDPR)	M ² occupés x Nombre de jours x Tarif	0,56 €

6. AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

3 types d'accueils proposés :

- Aire de grand passage (accueil de groupes)
- Aire d'accueil (accueil de cellule familiale)
- Terrains familiaux (sédentarisation)

Depuis le 1er janvier 2015, la compétence en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires de grand passage des gens du voyage est dévolue à Montpellier Méditerranée Métropole.

a) Les aires de grand passage des gens du voyage

Pour rappel, le règlement intérieur des aires de grand passages de Montpellier Méditerranée Métropole stipule, en conformité avec le Décret n°2019-171 du 5 mars 2019, que le preneur (responsable du groupe) s'engage à verser une somme de 3 € (trois euros) par jour et par véhicule de « vie principale » en compensation de l'occupation du terrain, de la consommation de l'eau potable, de la consommation électrique et du ramassage des ordures ménagères.

	Tarif
Dépôt de garantie	300 € pour le groupe
Redevance par caravane ou véhicule aménagé	3 € /jour/caravane

Une caution de 300 € est versée lors de l'état des lieux. Elle est restituée en fin de séjour, sous condition d'absence de dégradation ou de dépôts sauvages et de la libération totale de l'aire.

b) Les aires d'accueil permanente des gens du voyage

Tarifs et modalités de paiement pour les aires à emplacements individualisés :

Un Etat des lieux écrit et signé des 2 parties est établi à l'arrivée et au départ des usagers.

	Tarif
Dépôt de garantie	100 €
Redevance pour un emplacement. Le paiement des fluides et des redevances s'effectue sous la forme de prépaiement auprès du Gestionnaire aux heures d'ouverture.	3 €/jour
Coût du m3 d'eau	3,02 € x consommation au réel pour les aires de Castelnau-Le-Lez et Castries 3,01 € x consommation au réel pour l'aire de Courdonterral
Coût électrique du kW/h	0,15 € x consommation au réel

Tarifs et modalités de paiement pour les aires à commodités collectives soumis à forfait :

Règlement des redevances journalières forfaitaires tous les vendredis pour la semaine écoulée, et au moment du départ

	Tarif	
Dépôt de garantie	40 €	
Redevance par caravane ou véhicule aménagé	5 €/jour.	
Redevance par caravane supplémentaire sur le même emplacement et appartenant au titulaire de la première caravane ou à son conjoint. Cette disposition nécessite l'accord du Gestionnaire.	+ si caravanes supplémentaires	2,50 €/jour

Dérogation tarifaires :

- Les usagers propriétaires de leur caravane présentant la carte d'invalidité bénéficieront d'un abattement de 50% sur la redevance de l'emplacement.
- Les usagers de plus de 60 ans bénéficiant des minimas sociaux bénéficieront d'un abattement de 50% sur la redevance de l'emplacement.

c) Les terrains familiaux des gens du voyage

Compte tenu de la sédentarisation des Gens du voyage sur ce site, répartis sur des parcelles délimitées, le paiement des fluides s'effectue après relevé des compteurs en fin de mois.

	Tarif
Coût du m3 d'eau (fixé selon tarif en vigueur et reposant sur la consommation réelle)	3,33 € x consommation au réel
Coût électrique du kW/h (fixé selon tarif en vigueur et reposant sur la consommation réelle)	0,15 € x consommation au réel

7. OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 50% - Toute redevance inférieure à 10€ ne sera pas facturée

	Unité	Tarif
Mobilier sur le domaine public – Mobilier publicitaire	U/an	1 200 €
Mobilier sur le domaine public – Mobilier lié à un service public	U/an	0,00 €

ENVIRONNEMENT ET GESTION DES DECHETS

1. PLATEFORME DE TRAITEMENT DES DECHETS VERTS A GRAMMONT

La plateforme de traitement de déchets verts de la Métropole est située sur le domaine municipal de Grammont à Montpellier. Elle accueille les déchets verts issus des points de propreté, ceux des particuliers, ceux des entreprises d'espaces verts, et ceux des services techniques des communs membres.

Les particuliers bénéficient d'une franchise de 300 kg. Les apports des services techniques des communs membres, ainsi que ceux des points de propreté sont admis sur le site en franchise totale.

Plateforme de traitement des déchets verts Grammont	Taux de TVA	Tarif HT	Tarif TTC
Admission et traitement, prix à la tonne	5,5%	37,91 €	40,00 €
Perte ou casse de la carte d'accès	10%	9,09 €	10,00 €

2. REFACTURATION DES PRESTATIONS D'ENLEVEMENT DE DECHETS, DE REPARATIONS

La facturation interviendra en réparation suite au déploiement de prestations compensatoires pouvant comprendre des frais d'enlèvement, d'élimination, de nettoyage et de remise en état. Elle sera faite sur la base du coût réel toutes taxes comprises des prestations réalisées telles que facturées à la Métropole.

Les coûts d'enlèvement ou d'intervention de nettoyage sont établis sur une base horaire et dépendront de la durée d'enlèvement du dépôt. Les coûts d'élimination dépendent de l'unité de traitement adaptée aux déchets enlevés et seront facturés à la tonne.

	Unité	Tarif
Elimination, à la tonne	tonne	Coût réel selon le traitement
Enlèvement/intervention de nettoyage, facturé par heure, en € TTC*	heure	Coût réel des prestations réalisées tel que facturé à la Métropole par le prestataire chargé de la prestation de remise en état. (A minima 192,00 €)

* le décompte des heures se fait départ dépôt/retour dépôt

3. REDEVANCE SPECIALE : DECHETS NON MENAGERS ASSIMILABLES AUX DECHETS MENAGERS (DMA)

Cette redevance spéciale permet de prendre en compte le cas particulier des sites d'implantation de dispositifs de pré collecte regroupant plusieurs producteurs de déchets assimilés et d'encourager à la réduction et au tri des déchets.

	Unité	Tarif
Déchets non recyclables	Litre	0,031 €
Déchets recyclables (en mélange, bio déchets)	Litre	0,020 €
Verre	Tonne	63,00 €

4. LES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Montpellier possède un patrimoine vert et arboré exceptionnel qui doit être protégé.

Le projet Ville Nature consiste à protéger, développer et valoriser le patrimoine vert.

Pour ce faire, la charte de l'arbre a été réactualisée pour guider les décideurs, maîtres d'ouvrage, chefs de

projets, paysagistes, urbanistes et architectes mais aussi tous les jardiniers montpelliérains, amateurs et éclairés dans leurs actions et invite chacun à repenser la place de la nature en ville.
Ces tarifs participent à la conservation du patrimoine vert et s'appliquent lors des détériorations après chantier ou tout incident sur le territoire de la ville de Montpellier.

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarif
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	255,00 €
Poterie petit modèle : vandalisme, accident, vol	U	721,00 €
Poterie grand modèle : vandalisme, accident, vol	U	1 018,00 €
Bacs en bois / autres types de jardinières : vandalisme, accident, vol	U	636,00 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques	U	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarif
Forfait général : déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	8%
Surface de pelouse < 10m ² : travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse < 10m ² : apport de terre complémentaire (0,10m ³ x120)	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse < 10m ² : griffage, réglage, ensemencement, roulage	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse < 10m ² : 1er arrosage	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarif
Surface d'arbustes < 10m ² : dessouchage et travail du sol	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes < 10m ² : apport de terre	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes < 10m ² : remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes < 10m ² : 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%

Obligation légale d'intervention chez particuliers	Unité	Tarif
Débroussaillage et saillies de végétaux donnant sur le domaine public	/	suivant devis adjudicataire à la date de l'intervention

Cf. en annexe la notice du Barème d'évaluation de la valeur financière des arbres.

LA CULTURE

1. MUSEE HENRI PRADES

Le musée Henri Prades dispose d'une boutique proposant de nombreux articles à la vente : ouvrages, bijoux, reproductions, gadgets ou encore cartes postales et affiches.

Il convient désormais de modifier les prix de vente des produits suivants :

▪ Les ouvrages

Auteurs	Titres	Prix de vente
AUGERAUD Anne	Femmes néolithiques: le genre dans les premières sociétés agricoles	24,00 €
BAUMANN Anne Sophie	Les aventures d'Ulysse	16,95 €
BIANCHI BANDINELLI Ranuccio	Les Etrusques et l'Italie avant Rome	29,00 €
BOCCADOR / TEMPESTA	La grande imagerie - la mythologie	7,95 €
BRUNEAUX Jean Louis	L'enquête gauloise de Massilia à Jules César	22,00 €
BRUNEAUX Jean Louis	Les Celtes histoire d'un mythe	9,90 €
CAZENOVE Christophe	Les petits mythos en BD (tome 1 à 9)	11,90 €
COLLECTIF/ centre d'Egyptologie	Revue Egypte, Afrique et Orient	12,00 €
DE BEAUNE Sophie	Chasseurs-cueilleurs : Comment vivaient nos ancêtres du Paléolithique supérieur	10,00 €
DE BEAUNE Sophie	Notre préhistoire	29,90 €
DE BEAUNE Sophie	Qu'est-ce que la Préhistoire ?	7,80 €
DE CHANTAL Laure	A la table des anciens guide de cuisine antique	13,20 €
DE FILIPPO R.	L'archéologie à petits pas	13,50 €
DE FILIPPO R.	L'archéologie à très petits pas	6,80 €
DE FONTAINIEU M.-R.	L'archéologie, une histoire sans fin	25,50 €
DE LAMBILLY Elisabeth	Encyclopédie des petits curieux: en route vers la préhistoire	10,00 €
DE LUMELEY Henry	La domestication du feu aux temps paléolithiques	21,90 €
DE LUMELEY Henry	Des signes pictographiques à l'alphabet	28,00 €
DE LUMELEY Henry	Les gorges du Verdon carte archéologique de la France	18,00 €
DE MULLENHEIM Sophie	Dis pourquoi ? Spécial mythologie 7-10 ans	14,50 €
DE PANAFIEU Jean-Baptiste	Au temps des premiers hommes	14,90 €
DE PANAFIEU Jean-Baptiste	La préhistoire des hommes (les encyclopes)	14,95 €
ERRE Fabrice	Le fil de l'histoire raconté par Ariane et Nino.T3 : Les gaulois, sacrés ancêtres	6,40 €
DE PANAFIEU Jean-Baptiste	Préhistoire la grande aventure de l'homme	19,90 €
DE SOYE Sylvie	Mythologie - mytholo...jeux - le jeu des expressions	24,00€
DEMOULE J.-P.	La Révolution Néolithique en France	25,00 €
GAULTIER et HAUMESSER	L'art étrusque 100 chefs-d'œuvres	25,00 €
GOLVIN Jean Claude	Quadratura Tome 1 : La pyramide de cristal	15,00 €
GROS DE BELIER	Voyage en Egypte ancienne	29,00 €
GUIBERT BRUSSEL Cécile	Archéologue en herbe mon cahier d'activités	5,00 €
GUILAINE Jean	Caïn, Abel, Otzi: l'héritage néolithique	26,40 €
JOLIVET V./ AMBROSINI	Les potiers d'Etrurie et leur monde ...	40,00 €
LAME FLEURY M.	La mythologie racontée aux enfants	14,50 €
LE BOHEC Y.	César, la guerre des Gaules	23,00 €
LE BOHEC Y.	Histoire de la Rome antique (que sais-je ?)	9,00 €
LE LOARER Bénédicte	A la découverte de l'Egypte antique (ma première boîte à jouer)	19,95 €

Auteurs	Titres	Prix de vente
LE PICHON Aude	mon petit livre d'art pour raconter la mythologie	15,00 €
LELLORAIN Anne Marie	Mon premier Larousse de l'histoire	15,95 €
LLOYD JONES Rob	L'Egypte ancienne (autocollants)	7,95 €
LLOYD JONES Rob	Momies et pyramide p'tits curieux (Usborn)	9,95 €
MIDI-PYRENNES PATRIMOINE revue	La vie cachée des musées- N°44 Hiver 2015-2016	8,50 €
PERNAUD ORLIAC Jacques	Petit guide de la Préhistoire	8,50 €
PROUST TANGUY Julie	L'Antiquité romaine : 80 mots-clés pour découvrir l'histoire, la culture et la vie quotidienne à Rome	10,00 €
ROUERGUE	Statues-menhirs: des énigmes de pierre venues du fond des âges	29,50 €
TILLOI D'AMBROSI Dimitri	L'empire romain par le menu	18,90€
VERNANT Jean Pierre	L'univers, les dieux, les hommes ; récits grecs des origines	8,30 €
LALLEMAND	Le loup qui voyageait dans le temps	5,95 €
LAMOUREUX	Les Gaulois : 50 drôles de questions pour les découvrir	11,90 €
OERTEL Pierre	Mes p'tites questions histoire: les romains	8,90 €
PERNAUD ORLIAC Jacques	Petit guide de la Préhistoire	8,50 €
SCHWENTZEL Christian Georges	les Encyclopes : la mythologie grecque	15,50 €
MONTARDRE Hélène	les Encyclopes : la Grèce ancienne	15,50 €

▪ Les bijoux

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
ATELIER COBALT	Perles romaines	1,00 €
ATELIER COBALT	Perles romaines céramique	2,00 €

▪ Les jeux et gadgets

Fournisseur	Titre	Prix de vente
MOLLAT	Jeu des 7 familles-42 cartes La préhistoire	6,50 €

AUTRES

1. SALLE METROPOLITAINE**LA SALLE FERNAND PELLOUTIER**

Au sein de l'hôtel de Métropole, place Zeus, se situe une salle de réunion « Fernand Pelloutier », dédiée à différentes manifestations, ainsi que d'une salle de projection équipée de matériel audiovisuel et située à l'entresol.

Plein tarif	Pass Métropole	Demi-tarif*	Forfait de base**
1 300,00 €	1 170,00 €	650,00 €	55,00 €

Les modalités suivantes s'appliquent :

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) ; les organisations syndicales internes à la collectivité.

***demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Une réduction de 10% est appliquée pour les détenteurs de la carte Pass Métropole.

Les tarifs comprennent l'équipement des salles, l'éclairage, le chauffage ainsi que l'assistance technique. Un dépôt de garantie, fixé à 1 650 euros T.T.C, doit être perçu à la signature du contrat de location.

Il est également proposé de modifier le règlement intérieur en précisant les horaires de location, à savoir de 9h00 à 23h00.

Les demandes d'utilisation devront être adressées par écrit à la Direction des Relations institutionnelles et de l'Évènementiel, au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être mentionné de façon précise et sans ambiguïté la nature de la manifestation.

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Un contrat de location sera alors signé précisant les conditions et modalités d'exécution.

2. MOBILISATION D'UN AGENT

Prestations	Unité	Tarif
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	25,00 €
Tarif de 7h00 à 22h00 dimanche et jours fériés	H / agent	42,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés	H / agent	50,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les tarifs proposés par la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210579-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe Valeur Intégrale Evaluée de l'arbre Notice_VIE1628687522219.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Avance en compte courant - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont actionnaires de la Société Publique Locale (SPL) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions de 125 € par action. Elles détiennent respectivement 68,92% et 31,08% du capital, et occupent respectivement 5 et 2 postes (dont la Présidence) sur 7 au sein du conseil d'administration de la société.

La SPL TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, et gestion d'un CFA. Dans le cadre des projets structurants mis en œuvre par la Métropole (déploiement de la gratuité, réalisation de ligne 5 de tramway, rénovation du réseau actuel...) la SPL TaM constitue un outil majeur.

La crise liée à la Covid-19 a fortement impacté les comptes de la société TaM en 2020 comme en 2021 et 2022, entraînant une dégradation du fonds de roulement et de la trésorerie. Afin de limiter les impacts de cette crise économique, la société a fait appel à des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) pour un montant de 8M€ et a mis en place plusieurs actions pour limiter ses charges.

Compte tenu des difficultés de trésorerie rencontrées par la société qui fait face à un contexte économique complexe, en lien d'une part avec les conséquences de la crise sanitaire ayant entraîné une baisse de la fréquentation, et des recettes commerciales sur le réseau des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'autre part avec les conséquences d'une crise énergétique induite par la hausse des coûts de l'énergie et des charges du réseau de transport, et afin d'éviter à la société d'avoir recours à des concours bancaires coûteux, l'actionnaire souhaite lui consentir une avance en compte courant d'associé. Conformément à l'article L.1522-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), *« les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, en leur qualité d'actionnaires, prendre part aux modifications de capital ou allouer des apports en compte courant d'associés aux sociétés dans les conditions définies à l'article L.1522-5. »*

Dans ce cadre, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole réalise un versement exceptionnel de 1 500 000 € sous forme d'apport en compte courant auprès de la SPL TaM.

En application des articles L.1522-4 et L.1522-5 du CGCT, et sur la base du rapport du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration de la SPL, le Conseil d'Administration de la société, en date du 26 octobre 2022, a autorisé le principe d'une avance en compte courant d'associé de 3 000 000 €, dont 1 500 000€ en provenance de la Métropole et 1 500 000 € en provenance de la Ville de Montpellier.

Il convient ainsi à l'assemblée délibérante d'autoriser l'avance en compte courant de la Métropole, notamment compte tenu des éléments ci-dessous vérifiés conformément à l'article L.1522-5 du CGCT. Il s'agit de la première avance en compte courant d'associé. Il n'existe donc actuellement aucune avance en compte courant d'associés non remboursée à ce jour auprès de la SPL.

Les capitaux propres de la société au 31 décembre 2021, avant transformation de SAEML en SPL, restent supérieurs à la moitié du capital social. Les capitaux propres s'élèvent à 19 315 K€ pour un capital de 4 286 K€.

La totalité des avances déjà consenties par Montpellier Méditerranée Métropole à des SAEML et SPL n'excède pas, avec cette avance, 5% des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget de la Collectivité.

Les avances en compte courant donnent lieu à une convention d'apport en compte courant intervenant entre chaque actionnaire et la SPL, régie par les dispositions de l'article L.1522-5 du CGCT et prévoyant le montant de l'avance à verser en une seule fois à la date d'exécution de la convention.

L'avance de 1.5 millions d'euros de Montpellier Méditerranée Métropole est consentie à titre gracieux (non productive d'intérêts), pour une durée maximale de deux ans, renouvelable une fois sur accord express de la Collectivité actionnaire.

Le remboursement de l'avance se fera à terminaison ou par anticipation selon le choix de la SPL. L'avance pourra aussi faire l'objet d'une transformation en capital au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ; elle pourra également faire l'objet d'un remboursement partiel et d'une transformation en capital.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une avance en compte courant d'associé de 1.5 M€ non productive d'intérêt à la SPL TaM visant à assurer le besoin de trésorerie court terme, pour une durée maximale de deux ans à compter de la date d'exécution de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Mathilde BORNE, M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 07/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212510-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention ACC SPL TaM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Commission des Concessions - Création - Élection - Fixation des modalités de dépôt des listes - Règlement intérieur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Il convient de procéder à la création d'une Commission des Concessions en application de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cette commission permanente est compétente pour les procédures d'attribution des contrats de concession définis à l'article L. 1121-1 du Code de la commande publique à l'exception des contrats de délégation de service public (dont la compétence relève de la Commission de Délégation de Service Public). Elle est chargée :

- D'analyser les dossiers de candidatures et de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre ;
- D'émettre un avis sur les offres.

Cette commission est par ailleurs saisie pour avis sur tout projet d'avenant augmentant de plus de 5 % lesdites concessions.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission des Concessions est composée :

- De l'autorité habilitée à signer la concession, le Président de la Métropole ou son représentant, en tant que président de la Commission ;
- De cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants ;
- Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre en charge de la concurrence, avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, prévue lors de la prochaine séance du Conseil de Métropole, il est proposé, en application de l'article D. 1411-5 Code général des collectivités territoriales, de fixer les conditions de dépôt des listes, pour l'élection de la Commission des concessions comme suit :

- La liste établie doit être déposée contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception au Service Assemblées et Vie des Institutions ;
- La date limite de dépôt/réception est fixée au 10 janvier 2023 ;
- La liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission des Concessions* » ;
- La liste établie ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil, y compris pour les membres suppléants.

Par délibération n° M2020-159 du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a approuvé le règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service public (CDSP).

Ce règlement a pour objet d'une part, de rappeler les règles applicables à la composition et la compétence de ces commissions et, d'autre part, d'en fixer les règles de fonctionnement. Il est modifié afin d'intégrer les règles applicables à la Commission des Concessions (CC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création d'une Commission des Concessions permanente au sein de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- D'approuver le nouveau règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO), Commission de Délégation de Service public (CDSP) et Commission des Concessions (CC) ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212167-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement intérieur CAO CDSP CC 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée. Ont été élus :

Organismes extérieurs	Représentations
Association Occitanie Place Financière	<i>1 titulaire</i> Hind EMAD
Association Open Data France	<u>En remplacement de Hind EMAD</u> <i>1 titulaire</i> Manu REYNAUD
Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole	<i>1 personnalité qualifiée</i> Alban ZANCHIELLO
Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc Comité syndical	<u>En remplacement de Raymond CELIE pour la commune de Saussan</u> <i>1 titulaire</i> Philippe LAFARGUE
Université de Montpellier Faculté des Sciences	<u>En remplacement de Max LEVITA</u> <i>1 titulaire</i> Sébastien COTE <u>En remplacement de Sébastien COTE jusqu'à alors suppléant</u> <i>1 suppléant</i> Manu REYNAUD

Instances internes	Représentations
Commission Consultative des Services Publics Locaux	<u>En remplacement de Max LEVITA</u> <i>1 titulaire</i> Florence AUBY <u>En remplacement de Florence AUBY jusqu'à alors suppléante</u> <i>1 suppléant</i> Joël RAYMOND
Commission de Contrôle des Comptes	<u>En remplacement de Max LEVITA</u> <i>1 titulaire</i> Serge GUISEPPIN

Ces désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Mohed ALTRAD, Mme Florence AUBY, M. Sébastien COTE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Joël RAYMOND, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209852-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Note liminaire assainissement et eau potable - Rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement des syndicats mixtes de Garrigues Campagne et du Bas Languedoc - Exercice 2021

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour l'assainissement collectif et non collectif ainsi que pour l'eau brute sur l'ensemble de ses 31 communes.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1er janvier 2010 la compétence Eau potable de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Le Crès et Vendargues. Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès- Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL). Elle est substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC).

Ces syndicats exercent l'ensemble de la compétence eau potable, à savoir production et distribution.

L'alimentation en eau potable des populations des communes de Montpellier Méditerranée Métropole s'effectue à travers trois ressources principales :

- La source du Lez gérée par la Métropole fournit, grâce à l'usine de pompage Avias, en moyenne 32 millions de m³/an et alimente en totalité les habitants de Montpellier, de Juvignac et de Prades-le-Lez. Cette ressource est également utilisée en ressource principale sur les communes de Montferrier-sur-Lez, Jacou, Le Crès, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelones, dans une moindre mesure Grabels ;
- La nappe phréatique de l'Hérault pompée à Florensac par le SBL procure, par l'intermédiaire de l'usine de pompage Filliol, environ 20 millions de m³/an et alimente les communes de l'Ouest de la Métropole ;
- L'eau du Rhône, acheminée via le canal Philippe-Lamour appartenant à la société du Bas-Rhône Languedoc, alimente diverses usines de potabilisation desservant en totalité les communes de Lattes et Pérols, à hauteur de 23% les communes de l'ex syndicat du Salaison et pour 1,6 millions de m³ les communes du SBL en période estivale.
- Ces dernières, la majeure partie de l'année, ainsi que nos communes du Syndicat Garrigues Campagne, sont desservies par des forages locaux d'importance variable dont notamment ceux de l'Olivet et du Bouldou (Pignan), de la Crouzette (Castelnau-le-Lez), de Bérange (Saint Génès des Mourgues), de Candinières (Castries) et de Fontbonne Mougères (Galargues).

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie du service de l'eau potable pour les treize communes en compétence directe et du service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire de la Métropole, et ce à compter du 1er janvier 2016.

La Régie des Eaux a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme de régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 20 membres, 14 membres issus du Conseil de Métropole, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, une personnalité qualifiée et un représentant du personnel, tous à voix délibérative.

Par délibération du 16 décembre 2015, la Métropole a approuvé une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans établie en concertation avec la Régie qui précise les relations entre la Métropole et la Régie. Elle fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service.

Les volumes vendus sur l'intégralité des territoires s'élèvent à 34 254 384 m³ pour un nombre d'abonnés de 124 545 sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

La gestion de l'assainissement collectif est déléguée sur les différents territoires à des exploitants à travers 3 contrats d'affermage. En 2021, les 13 stations d'épuration de la Métropole ont traité 34,3 millions de m³, et la capacité de traitement cumulée est de 575 434 Equivalents – Habitants. Près de 29 millions de m³ ont été facturés à 123 355 abonnés.

Le prix total de l'eau en 2022, assainissement inclus, est compris entre 3,41 € et 3,84 € TTC le m³ suivant la commune (consommation annuelle de 120 m³). Le prix moyen du m³ d'eau TTC, abonnement inclus, est de 3,53 € TTC (consommation annuelle de 120 m³). La facture annuelle moyenne sur l'ensemble des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, pour 120 m³, s'élève à 405,33 € TTC au 1^{er} janvier 2021.

Sur la base de la facture moyenne de 120 m³, entre le 1^{er} janvier 2021 et le 1^{er} janvier 2022, il convient de constater une hausse uniforme de 1 % du tarif unique de l'assainissement, fixé par Montpellier Méditerranée Métropole. A l'inverse, les évolutions des tarifs de l'eau potable sont plus diverses puisque si les prix applicables sur le territoire géré en direct par la Métropole n'ont pas évolué, ils baissent de près de 3 % sur le SBL, en raison de la baisse de la part prélèvement, et évoluent de près de 2% sur le SMGC. Les redevances fixées par l'Agence de l'Eau sont restées stables depuis l'harmonisation intervenue en 2016.

Concernant la structure tarifaire au 1^{er} janvier 2021, le prix de l'assainissement est strictement proportionnel et s'applique quels que soient les volumes facturés, contrairement à l'eau potable où les parts fixes évoluent en fonction du diamètre du compteur et où des tranches tarifaires s'appliquent, au-dessous et au-dessus de 120 m³, sur les 13 communes gérées en direct par la Métropole, au-dessous et au-dessus de 150 m³, sur les 9 communes de l'Ouest de la Métropole dont la gestion est assurée par le SBL.

La note liminaire présente par ailleurs les indicateurs réglementaires de chaque service. Elle permet de présenter les rapports sur le prix et la qualité du service des différentes structures de proximité que constituent les syndicats d'eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la présentation des rapports annuels 2021 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable des Syndicats Bas Languedoc et Garrigues Campagne ;
- De prendre acte de la note liminaire 2021 ;
- D'autoriser leur transmission à l'ensemble des communes de la Métropole,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209914-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Note liminaire 2021.docx
- RPQS EAU POTABLE SMGC 2021.pdf
- RPQS - SBL 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Solidarités - Complexe Funéraire - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12578 en date du 30 octobre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société SFMA, l'exploitation et la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen approfondi apporté par les services de la Métropole.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par M^{me} Michelle CASSAR en date du 13 octobre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 18 octobre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole. La compétence « *pompes funèbres* » est une compétence non exclusive de la Métropole, c'est une activité fortement concurrentielle avec environ 16 enseignes sur le territoire. La compétence « *crematorium* » est une compétence exclusive de la Métropole, par ailleurs détenue au niveau régional par les territoires suivants : Béziers, Sète, Nîmes, Beaucaire....

Le délégataire est la société dédiée « *SFMA* » Société Anonyme d'Economie Mixte Locale, dont la Métropole est présidente en la personne d'Eliane LLORET et actionnaire majoritaire à hauteur de 82.64% aux côtés d'autres actionnaires privés. Le capital de la société, inchangé en 2021, s'élève à 1 210 K€.

La délégation s'étend du 01/01/2015 au 31/12/2029, soit une durée d'exploitation de 15 ans. L'année 2021 porte donc sur la 7^{ème} année de délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

Au sein d'un environnement fortement concurrentiel, la société SFMA affiche une part de marché stable à hauteur de 47.2% (47.3% en 2020).

Cette part de marché obsèques démontre une activité soutenue tout au long de l'année avec :

- 1 788 convois, soit -2.7% par rapport à 2020 ;
- 1 170 urnes, soit +9.4% par rapport à 2020 ;
- 2 059 admissions en salons funéraires, soit +2.1% par rapport à 2020 ;
- 2 434 crémations, soit -0.6% par rapport à 2020 ;

- à cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 131 nouvelles adhésions sur l'exercice 2021 et 1 550 contrats actifs au 31 décembre 2021.

Les impacts de l'épidémie de Covid-19 sur les données d'activité de la société sont limités. Les mesures gouvernementales restrictives ont notamment entraîné une baisse des cérémonies.

B/ L'organisation et la qualité de service rendus aux usagers :

1. Les effectifs :

L'effectif de la société SFMA au 31 décembre 2021, est de 49 équivalents temps pleins, dont 1 fonctionnaire mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole. Plusieurs corps de métier sont présents sur le site du complexe funéraire pour accompagner les familles tout au long de l'organisation des obsèques. En 2021, il a été constaté le départ de deux personnels mis à disposition et le remplacement en CDI du poste de garagiste. Monsieur Gilbert SAINTE MARIE a été nommé Directeur Général de la SAEML SFMA en mai 2021 après plusieurs mois sur ce poste en intérim.

La volonté principale est d'organiser, avec qualité, et dans le plus grand respect, l'hommage à rendre à chaque défunt. Au cours de l'année 2021, la SAEML SFMA a pu démontrer sa compétence face à la crise sanitaire liée à la Covid-19. Les équipes ont pris en charge dans les conditions de sécurité obligatoire, 150 décès causés par le virus en 2020 et 68 en 2021.

La mobilisation de l'ensemble des collaborateurs a été l'un des éléments essentiels de la réussite de la société et de satisfaction des familles en deuil.

Soucieux de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés, la société a mis en place un intéressement dès 2018, qui s'élève à 75.5 K€ pour 2021, avec des conditions de déclenchement basées notamment sur la qualité du service public et sur l'atteinte d'objectifs quantitatifs. La mobilisation forte de l'ensemble du personnel a été un des éléments essentiels de la satisfaction des familles en deuil.

2. Qualité de service :

La qualité de service est évaluée au travers des enquêtes de satisfaction qui permettent de générer un indice qualité de 8.67/10 et 99% des familles recommandent le service à leurs proches ; par ailleurs il faudra noter le renouvellement de la certification « *NF services funéraires – organisation d'obsèques* ».

Les efforts continus en matière d'actualisation des équipements, de la gamme de fournitures, des formations et procédures de méthodologies funéraires, de sécurité et de qualité ont permis de maintenir des taux de satisfaction et de recommandations élevés.

D/ La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Le tarif général 2021 n'a pas fait l'objet de revalorisation. Depuis 2016, aucune augmentation tarifaire n'a été prise en compte. La grille tarifaire se décompose en 9 rubriques et comporte 250 tarifs.

L'obligation réglementaire de dépôt d'un devis type dans la commune d'implantation ainsi que pour les communes de plus de 5 000 habitants, est respectée.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2021, Le résultat s'élève à 495 K€, en baisse de -21.65% par rapport à 2020 ; réparti pour 47% sur l'activité « *pompes funèbres* » (232 K€) et 53% sur l'activité « *crémation* » (262 K€).

Le chiffre d'affaires en hausse de 1.6%, s'élève à 6 347 K€ (6 245 K€ en 2020) et se répartit de la manière suivante :

- 72.4% pour l'activité « *pompes funèbres* » (4 598 K€ contre 4 503 K€ en 2020, soit +2%) ;
- 26.4% pour l'activité « *crémation* » (1 673 K€ contre 1 672 K€ en 2020) ;
- 1% autres recettes (commission Mutac, recyclage métaux, ...).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 578 K€ en hausse de 2.9% par rapport à 2020.

Les hausses portent essentiellement sur :

- Le poste entretien et maintenance a augmenté de +119 K€ suite à la mise en place d'un contrat de maintenance pour les appareils de crémation après les trois premières années incluses dans le prix d'achat ;
- Le renouvellement complet des tenues vestimentaires a entraîné une augmentation de 28 K€ ;
- La hausse de la sous-traitance marchandises + 28 K€ en lien avec l'accroissement des ventes de marchandises.

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 537.5 K€ (540 K€ en 2020), soit 8.5% du chiffre d'affaires.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 100 K€ par an soit 1 500 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 58 K€ en 2021 pour le renouvellement du parc informatique et du mobilier salon et salle hommage ; 508 K€ depuis le début du contrat soit 74% de l'objectif de réalisation à fin 2021 et 34% de la totalité du programme.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 3 M€ sur la totalité du contrat ; dont 200 K€ de reprise de matériel et véhicule de la régie, 1 130 K€ d'investissements au cours de la DSP et 2 M€ pour la mise en œuvre d'un projet d'extension.

Le montant global des acquisitions 2021 est de 152 K€ pour du matériel industriel d'exploitation (mobilier, outillage, véhicules, ...) ainsi que du matériel de protection en lien avec la Covid-19 (désinfection, sas décontamination, ...) ; soit 2 284 K€ à fin 2021. L'objectif du contrat (hors extension) est déjà atteint.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 5 517 K€ (5 022 K€ en 2020). La SAEML SFMA continue de conforter ses fonds propres en vue de procéder à des investissements futurs et notamment au projet d'extension de son activité.

IV) Conclusion et perspectives

Au cours de l'année 2022, la SAEML SFMA a pu continuer à démontrer sa compétence face à la crise sanitaire qui perdure et à l'activité soutenue tout au long de l'année.

Dans le cadre des perspectives, la hausse des prix de l'énergie et des matières premières nécessite une adaptation des tarifs. La concurrence reste importante sur le marché du funéraire, c'est pourquoi le positionnement des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole doit être conforté. Des investissements sont prévus dans le cadre du contrat de délégation de service public et doivent permettre, en corrélation avec l'implantation du nouveau cimetière métropolitain, d'offrir aux familles endeuillées la possibilité de bénéficier d'obsèques dignes à un prix raisonnable.

Par ailleurs, la société continue ses actions tant dans le maintien de la qualité que dans le développement et la recherche de modernisation tels que de nouveaux services ou prestations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen de ce rapport du délégataire de service public relatif au service extérieur des pompes funèbres et du crématorium au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-206461-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SFMA RAD 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Catherine RIBOT, Jean-Luc SAVY, Patricia WEBER

Attractivité - Corum, Palais des Congrès, Opéra et Zénith Sud - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire - Exercice 2021 - Examen

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la SAEML Montpellier Events l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2020.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP d'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Madame Michelle CASSAR en date du 13 octobre 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 18 octobre 2022 ;

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public relatif aux équipements que sont le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le délégataire est la société Montpellier Events, SAEML dont Montpellier Méditerranée Métropole est présidente en la personne de Cyril MEUNIER et actionnaire à 35.54%, aux côtés de la Région Occitanie (37.65%), du Département de l'Hérault (1.15%) de la Ville de Montpellier (9.29%) et de 16.37% actionnaires privés. La société est dirigée par Sandra VERNIER. Montpellier Events gère exclusivement les établissements Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud.

La délégation s'étend du 01/01/2020 au 31/12/2027, soit une durée d'exploitation de 8 ans. L'exercice 2021 est donc le 2^e exercice du nouveau contrat de délégation de service public.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

La crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 a impacté l'année 2021, les 209 sessions réalisées en 2021 sont en hausse de 88% par rapport à 2020, mais à -31% par rapport à 2019. Le nombre de participants affiche la même évolution avec 222 280 participants en 2021, soit +53% par rapport à 2020 mais -49% par rapport à 2019.

En raison de la nature de son activité et conformément aux instructions gouvernementales, la société a dû réduire certaines jauges et fermer certaines activités notamment la restauration. Le Zénith a ainsi été fermé du 11 mars 2020 au 18 septembre 2021. Une reprise relativement forte de l'activité s'est effectuée à partir de septembre 2021, après plus d'un an et demi de fermeture.

Le nombre de sessions du Corum avec 194, est en forte augmentation par rapport à 2020 +104%, soit 99 sessions) sans retrouver un niveau d'activité normal sur l'ensemble de l'année (-19,5% / 2019, soit -47 sessions). En conséquence, le taux d'occupation du Corum affiche une hausse, à hauteur de 24.6%, contre 13.4% en 2020.

Pour l'activité MICE, seuls 4 évènements ont pu se tenir de janvier à mai 2021 (formation, évènements en ligne ou concours, seules activités autorisées). L'activité a été quasiment normale à partir de juin avec 68 évènements.

L'activité Spectacle s'est arrêtée de janvier à aout 2021 et a pu reprendre quasiment normalement à partir de septembre grâce à l'instauration du pass sanitaire.

Les grands festivals de la culture (Cinemed, Montpellier Danse et le Festival Radio France) ont pu avoir lieu. L'OONM a pu réaliser ses opéras et concerts dans le respect des contraintes sanitaires. Les spectacles des associations culturelles accueillies (OONMO, Montpellier Danse, CINEMED) concernent 49% des sessions réalisées en 2021, pour 48% de participants (35% des sessions en 2020).

Seul le mois de décembre a été impacté par le 5eme vague avec des effets limités sur l'activité.

Le taux d'occupation de l'équipement s'affiche à hauteur de 24.6%, contre 13.4% en 2020. Le Zénith Sud avec seulement 15 manifestations n'affiche que 47 603 participants. Le taux d'occupation du Zénith Sud s'élève à 5.1%, par rapport à 12.4% en 2020.

2) L'organisation et la qualité du service public

L'effectif moyen de la société est de 52.4 ETP.

L'utilisation du chômage partiel a perduré sur une grande partie de l'année 2021, et a permis de réduire l'impact financier de la crise.

Les équipements Corum et Zénith Sud, ont de très bons retours auprès des visiteurs et des organisateurs qui apprécient le professionnalisme des équipes, la situation géographique ainsi que la capacité d'accueil. La modernisation des espaces, les tarifs et la sortie du parking du Zénith Sud restent les principaux points d'amélioration attendus.

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent (tri sélectif des déchets, dématérialisation, réduction de la consommation énergétique, politique d'achat éco-responsable) et permettent de promouvoir une consommation responsable et d'obtenir la certification ISO 20121 pour 2022.

3) La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Les devis clients devant être envoyés plusieurs mois avant les dates prévues des manifestations, les tarifs d'une année considérée doivent impérativement être établis deux années civiles auparavant. Au 1er janvier de chaque année sont donc déterminés les tarifs applicables à l'année N+2 selon une formule d'indexation inscrite au contrat.

Les tarifs pour les années 2020, 2021 et 2022, ont été définis lors de la délibération M2019-714 du 18 décembre 2019 et sont conformes aux dispositions du contrat de DSP.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Dans ce contexte encore marqué par une forte réduction de l'activité, les produits d'exploitation s'élèvent à 9 451 K€, soit +53.2% par rapport à 2020 mais -24.5% par rapport à 2019 et -21% par rapport aux objectifs contractuels. Ils se composent principalement des recettes du Corum (91%) mais également de celles du Zénith Sud (9%).

Le marché du MICE représente 36.6% du chiffre d'affaires avec 3 098 K€, il est en hausse de plus de 2 M€ par rapport à 2020, ces recettes concernent principalement le Corum pour 99%.

Le marché des spectacles, 603 K€, en baisse de 12% représente 7% du chiffre d'affaires dont 61% au Zénith Sud.

A cela s'ajoutent les recettes liées à l'accueil des associations culturelles (Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie, Montpellier Danse, Festival Radio France et CINEMED), qui représentent près de 47% des produits d'exploitation alors que le contrat ne prévoyait que 29% ; ainsi que 458 K€ de recettes liées aux réservations de la Ville de Montpellier et 317 K€ provenant des activités accessoires (bar, brasserie) et du parking du Corum en subdélégation.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 8 333 K€, en hausse de 44.8% par rapport à 2020. Elles se composent pour 34% des frais de personnels (2 796 K€) et 11% de charges externes sur manifestations (947 K€) ; pour 11.6% de la redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole (968 K€, 11.4% du chiffre d'affaires) ; 7.6% de charges liées aux fluides ; 7.4% de frais d'entretien et réparation (617 K€).

Dans le cadre de la crise sanitaire des éléments exceptionnels ont impacté la comptabilité de la société :

- Le versement d'un fonds de solidarité pour 887 K€ (200 K€ en 2020) ;
- L'aide au chômage partiel pour 479 K€ (463 K€ en 2020) ;
- L'exonération de charges et l'aide au paiement à hauteur de 20% des salaires bruts pour 215 K€ (468 K€ en 2020) ;
- Des coûts supplémentaires (gel, masques, ...) pour 6 K€ (23 K€ en 2020).

Pour l'exercice 2021, le résultat net s'affiche en bénéfice, à hauteur de 1 350 K€, soit +1 M€ par rapport au prévisionnel contractuel et +1.1 M€ par rapport à 2020.

Ce résultat prend en compte 429 K€ de participation versée aux salariés, il s'agit de la 3^e année de versement conformément à l'accord d'entreprise (61 K€ en 2020, 250 K€ en 2019).

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 351 K€ par an soit 2 811 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 499 K€ de dépenses sur la 2^e année du contrat (électricité 42 K€, bâtiment 37 K€, matériel technique 25.5 K€ et matériel d'exploitation 8 K€). Le taux de réalisation à fin 2021 est de 22%, assez faible du fait de la crise sanitaire.

Le programme prévisionnel d'investissements en biens de retour sur la durée totale de la DSP est de 5 710 K€, essentiellement concentré sur les trois premières années du contrat. La réalisation des investissements biens de retour sur 2021 a été de 2 106 K€ soit un cumul de 2 404 K€ par rapport à un objectif contractuel de 4 940 K€. Ce retard est dû au faible montant engagé en 2020, en raison de la pandémie de la Covid-19.

IV) Conclusion et perspectives

L'année 2022 a encore été impactée par les mesures sanitaires liées à la crise de la Covid-19. Toutefois les mesures ont été allégées relativement rapidement, si bien que l'activité a pu reprendre normalement depuis le mois de mars et devrait être en cohérence avec les prévisions contractuelles.

Une vigilance est à observer, sur les délais de réalisation des investissements par rapport au programme contractuel.

La société Montpellier Events s'est inscrite dans une démarche de certification ISO 20121, pour l'événementiel dans un développement durable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen de ce rapport du délégataire de service public au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
 034-243400017-20221206-209814-DE-1-1
 Acte Certifié exécutoire :
 Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021 RAD CORUM ZENITH.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Marché d'Intérêt National (MIN) - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la Délégation de Service Public (DSP) du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Michelle CASSAR, en date du 17 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN en date du 02 décembre 2022

I) Rappel des principales modalités du contrat

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public, en date du 23 octobre 1968, avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. Cette convention a été modifiée par 12 avenants et arrive à échéance le 31 décembre 2028. Pour aider les concessionnaires à faire face à la crise sanitaire, un avenant n°11 a été signé le 17 décembre 2020. Il a pour objet de définir les modalités exceptionnelles de mise en œuvre liées à la Covid-19. A la suite de l'avenant 10 de 2017 qui affichait un plan d'investissement sur 3 ans, avec reprise à la VNC des immobilisations non amorties en fin de délégation, un nouveau plan d'investissement a été contractualisé avec une enveloppe de 4,112M€ (avenant 12).

La SOMIMON est une SAEML dont Montpellier Méditerranée Métropole était présidente jusqu'en 2020, et actionnaire à hauteur de 50% aux côtés de la Ville de Montpellier (8%), et de partenaires privés pour 42% ; elle est désormais présidée par la Ville de Montpellier en la personne de Madame MASSART, nommée au Conseil d'Administration du 14/10/2020.

L'activité de la SOMIMON, consiste en la gestion du MIN de Montpellier, avec l'accueil de professionnels du territoire, la réalisation d'entretien et de travaux de l'équipement rendus nécessaires par son évolution.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

L'activité

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes :

- La filière agroalimentaire ;
- La filière « *fruits et légumes* » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés) ;
- La filière « *autres produits alimentaires* » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs, ...) ;
- L'activité horticole ;
- L'activité de « *plate-forme frigorifique* » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

La mise en œuvre des missions du MIN, par l'action de la SOMIMON, contribue pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), élaborée en 2015 et révisé en 2022. La P2A, labellisée Projet Alimentaire Territorial, vise à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales :

- Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique ;
- Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de la structuration d'un approvisionnement durable (orientation 2). En effet, par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, le MIN contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire.

Le MIN dynamise le carreau des producteurs :

- En organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- En communiquant sur son catalogue produit « *Cueilli ce matin, disponible cet après-midi* ».

Le MIN a également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme numérique BOCAL (« *Bon et Local* ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Par ailleurs, la SOMIMON a contribué à la poursuite des études relatives au schéma directeur du MIN, à la logistique urbaine et aux économies d'énergie.

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait, SUDELICES, distributeur de produits artisanaux de qualité française Sud de France).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 220 opérateurs sur le MIN ; on note 19 arrivées, 15 départs et 4 agrandissements en 2021.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeurs livreurs, secrétaires, préparateurs de commandes, agents d'entretien, ingénieurs agro-alimentaire, etc. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au *turn-over* et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

La majorité des entreprises du MIN ont poursuivi leurs activités voire les ont renforcées tout en appliquant les consignes de sécurité (restriction des entrées, distanciation, distribution de masques et de gel, système de précommandes...).

Certaines entreprises se sont adaptées en s'appuyant sur les installations du MIN.

- Les Vergers de Saint-Jean : semi-grossiste (distributeur dédiés aux traiteurs/restaurateur) ont préparé des paniers pour le particulier (personnes âgées en particuliers) ;
- Le Secours Populaire a préparé des colis individuels (alimentaires et hygiéniques) ;
- L'Association des Producteurs d'Occitanie pour alimenter :
 - o Le marché « saxo » organisé par le Secours Populaire ;
 - o Les Drives ouverts par la Chambre Départementale d'Agriculture.

L'organisation et la qualité de service public

L'effectif de la société était de 16 agents au 31 décembre 2021, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2021, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité et les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement du MIN, il convient de noter que Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN, en lien avec l'adoption de la feuille de route du MIN en juillet 2021.

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent : le MIN renforce les démarches respectueuses de l'environnement, à la fois sur le volet politique alimentaire, et sur le volet logistique

En menant une politique agro-écologique et alimentaire innovante. La proximité du MIN avec le centre-ville lui confère un rôle économique et logistique majeur, tant au niveau alimentaire que non alimentaire, pour implémenter des mesures de durabilité environnementale permettant de réduire l'empreinte écologique de la distribution alimentaire. Le MIN s'inscrit complètement dans la politique « *ville respirable* » de la Métropole et développe des synergies pour développer des circuits courts alimentaires de proximité, et organiser « *les derniers kilomètres* » en ville.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire (orientation 3), en mettant en œuvre et contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires).

La grille tarifaire

Les droits d'occupation, d'usage et d'entrée sur le marché, exigibles des usagers ainsi que tout autre tarif, sont établis par le Conseil d'Administration de la SOMIMON. Par ailleurs, les tarifs concernant les droits d'occupation pour le négoce des produits protégés (AOP : produits agricoles et denrées alimentaires) sont approuvés par le Préfet.

Les tarifs évoluent au 1^{er} janvier de chaque année. On note une progression annuelle constante des tarifs sur la période 2014-2021 avec environ 1% d'augmentation.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2021, le résultat net global est excédentaire de + 17K€ en progression par rapport à 2020 (excédent de +3 K€).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3,026 M€ en hausse par rapport à 2020 (soit +101 K€, soit +3 %), dont 777 K€ pour la filière fruits et 702 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+ 22 K€ soit + 3%) et 548 K€ pour la plateforme entreposage, en baisse de -17 K€ soit -3%, qui représente 18% du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 41% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

Les produits totaux représentent 3 295 K€ (en hausse de 209 K€, + 7 %) pour un total de charges de 3 278K€ (soit +196 K€, +6,4%), évoluant dans les mêmes proportions que les produits, le résultat net de l'exercice est excédentaire de 17 K€. Les capitaux propres de la société restent stables et s'élèvent à 1 160 K€. La redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole s'est établie à 255 K€ (200 K€ en 2020 suite à la réduction de 54K€ accordée par la Métropole en lien avec la compensation des exonérations Covid-19 accordées aux concessionnaires du MIN).

Concernant l'impact de la crise sanitaire, aucune aide n'a été sollicitée auprès du fonds de solidarité, la société n'y était pas éligible. La société n'a pas conclu de prêts garantis par l'Etat.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2021. Ils concernent :

- La vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- La vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- L'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- Les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2021, date de fin du plan triennal des investissements (avenant 10), les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

Conformément à l'avenant, la Métropole s'est engagée à racheter la valeur nette comptable des ouvrages au concessionnaire, au terme de la DSP. Ce montant s'élève au 31/12/2021 à 524 K€, au terme de la DSP, légèrement inférieur à ce qui avait été estimé dans l'avenant 10 (578 K€).

IV) Conclusion et perspectives

L'activité du MIN se trouve au carrefour de différentes politiques publiques phares de la Métropole : politiques territoriales en matière d'économie locale, de maintien et de développement économique, d'urbanisme et d'aménagement du nouveau quartier Restanque, de logistique urbaine en tant que point d'appui de la mise en œuvre de la ZFE, de santé publique, d'équité sociale face à l'alimentation et de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Le terme de la concession se rapprochant, le développement du MIN se poursuit favorablement avec notamment une activité soutenue pour le pôle de transformation.

Des études sont en cours afin de compléter et de définir les modalités de mise en œuvre du schéma directeur pour la modernisation et le développement du MIN.

Une réflexion globale est à l'étude sur le rôle du MIN dans la logistique urbaine et l'approvisionnement du territoire (dont le centre-ville).

Concernant les perspectives 2022, le nouveau programme d'investissement pour la période 2021-2023 inclut l'extension du pôle de transformation et des travaux d'aménagements (création d'un local de charge, dispositif de tri sélectif, réaménagement de cases). Le plan d'investissement porte sur une valeur de 4,1M€ avec un engagement de la Métropole sur le rachat de la valeur nette comptable au terme du contrat pour un montant estimé de 2 580 K€. Au titre de l'exercice 2021, la SOMIMON a déjà démarré les travaux pour 186 K€ relatifs au local de charge du pôle transformation, aux travaux sur le portique de l'entrée et à la sécurisation incendie du bâtiment administratif.

La SOMIMON poursuit son activité dans le cadre de la stratégie définie par Montpellier Méditerranée Métropole, et dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211286-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAD 2021 MIN MERCADIS SOMIMON.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Approbation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 4404 en date du 25 janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a confié la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier à la SARL VM34000, filiale à 100 % de la SAS Vert Marine, pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} mars 2017 soit jusqu'au 28 février 2023.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires produisent chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

À cet effet, le rapport du délégataire relatif à la Délégation de Service Public (DSP) de la Patinoire Végapolis portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération n° M2022-349 du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Michelle CASSAR, en date du 13 octobre 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN, en date du 18 octobre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis. La délégation confiée à la SAS VM34000 s'étend sur une durée d'exploitation de 6 ans, l'année 2021 étant la cinquième du contrat.

Idéalement située au cœur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis plus de vingt ans un service public sportif en mettant à la disposition du public une piste ludique de 1 330 m² couplée à une piste sportive de 1 800 m².

Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille chaque année les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entraînements et les compétitions du Montpellier Méditerranée Métropole Hockey Club, du Montpellier Méditerranée Patinage et du Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace.

À la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, la Patinoire Végapolis est contractuellement ouverte au public 12 mois de l'année, 7 jours sur 7.

Le délégataire a notamment pour objectif de développer la notoriété de la patinoire et d'en maximiser la fréquentation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ Analyse des éléments relatifs à l'activité

La crise sanitaire mondiale a encore fortement perturbé l'activité de la patinoire dès le 1^{er} janvier, jusqu'au 9 juin 2021. Végapolis a dû fermer ses portes totalement pendant 33 jours. Le nombre de jours d'ouverture sans restriction pour 2021 est de seulement 206 jours représentant 56,44 % du nombre de jours ouverts annuellement. La patinoire est donc restée ouverte 332 jours dont 37,95 % en mode fortement dégradé.

De plus, l'exploitant a dû s'adapter aux exigences réglementaires mises en place par la Préfecture dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Ainsi, la patinoire a dû organiser des ouvertures partielles. D'abord pour les scolaires, les clubs et l'équipe 1^{ère} de hockey sur glace pendant 7 jours, puis seulement à l'équipe 1^{ère} du club de Hockey sur glace pendant 96 jours, et enfin seulement aux scolaires et aux clubs pendant 23 jours.

Dans ce contexte exceptionnel, la fréquentation globale est également en forte baisse de 109 855 entrées, soit -36 % par rapport à l'année 2019 qui reste l'année de référence d'avant Covid-19, et en hausse de 40 764 entrées, soit +26 % par rapport à l'année précédente.

En 2021, la Patinoire Végapolis recense seulement 197 286 entrées dont 105 031 dans le cadre des séances grand public (53,24 %), 30 132 passages clubs pour 584 licenciés (15,27 %), 14 406 passages scolaires (7,3 %), 46 120 spectateurs en événementiel (23,38 %), 1 361 stagiaires de l'école de glace (0,69 %), 93 entrées anniversaires (0,04 %) et 143 entrées karting (0,07 %).

La fréquentation grand public subit toujours le plus grand impact quant à la crise sanitaire (en hausse de 32 726 entrées, soit 45,26 % par rapport à 2020 mais en baisse de 45 035, soit -30 % par rapport à 2019). La part des utilisateurs du Pass'Métropole dans cette catégorie est de 17,72 %.

Le nombre d'entrées « scolaires » est également en baisse de 1 282 entrées (-8,2 %) par rapport à 2020 et de 13 665 entrées (48,7 %) par rapport à 2019, pour seulement 70 jours dédiés et correspond en totalité à des écoliers scolarisés sur le territoire de la Métropole. Sous le cadre d'un projet pédagogique en collaboration avec l'inspection académique, les écoles de la Métropole bénéficient d'un apprentissage du patinage sous forme de modules de 8 séances, sous l'égide d'un éducateur diplômé.

Les 301 licenciés du Montpellier Méditerranée Métropole Hockey-Club (MMMHC), les 214 licenciés du Montpellier Méditerranée Métropole Patinage et les 69 licenciés du Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace bénéficient de locaux mis à disposition gratuitement par la société et de créneaux d'heures de glace planifiés et contractualisés chaque année.

Chaque match de l'équipe 1^{ère} du MMMHC évoluant en Division 1 du championnat de France de Hockey sur Glace a attiré plus de 1 000 spectateurs par match pour la première partie de la saison 2021-2022, alors que les matchs se sont joués à huis clos sur la deuxième partie de la saison 2020-2021. Cette fréquentation place habituellement le club dans le Top 10 des meilleures affluences nationales.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

1. Les effectifs

L'effectif de la société est de 17 personnes au 31 décembre 2021 pour une moyenne de 10,68 Equivalents Temps Plein (ETP) pour l'année 2021 (contre 10,98 ETP l'année précédente).

2. Les investissements

Les investissements portés par la Métropole au titre de 2021 se sont montés à 1 200,00 € HT, correspondant à la mise en accessibilité de l'équipement.

Le délégataire VM34000 a réalisé pour 7 K€ d'investissements, soit 7 K€ au-delà de son engagement contractuel pour cette année, et affiche un taux de réalisation de 101 % (206 K€) par rapport à son engagement contractuel d'investissement cumulé au 31 décembre 2021 (204 K€).

Le Gros Entretien et Renouvellement (GER) représente 50 K€ en 2021 (en deçà de 37 K€ de l'engagement contractuel pour l'année 2021). En cumulé sur les cinq premières années du contrat, cette dépense engagée par le délégataire représente 396 K€, soit 6 K€ au-delà de l'engagement contractuel (402 K€). Les travaux réalisés dans ce cadre sur l'année 2021 ont essentiellement porté sur le matériel d'exploitation et l'électricité.

C/ La qualité du service public

Sur l'année 2021, la patinoire a été ouverte 332 jours.

Pour satisfaire aux conditions du contrat ainsi qu'aux usagers, un point restauration rapide est géré en subdélégation au sein de la patinoire Végapolis.

Une importance particulière est portée à l'entretien, l'hygiène et la modernisation de l'équipement quant à l'importance des investissements contractuels à réaliser par le délégataire.

L'équipement est apprécié du grand public et se classe parmi les équipements de loisir Montpelliérains les mieux notés du site Trip Advisor avec une note de 4 sur 5.

Par ailleurs, il est constaté la mise en place d'une stratégie d'optimisation énergétique qui passe par la baisse de la production d'électricité qui émane d'un suivi énergétique journalier de la production frigorifique et par la mise en place de lampes à éclairage LED sur l'ensemble du site (hors aire de jeux).

D) La grille tarifaire

Selon l'article L. 1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Les modalités d'indexation de la grille tarifaire sont prévues à l'article 33 de la convention de service public. Les tarifs sont indexés au 1^{er} septembre de chaque année d'après une formule d'indexation contractuelle basée sur différents indices. Ils ne peuvent excéder une évolution supérieure à 2 % par an.

Les principaux tarifs sont les suivants :

Types d'entrées	Tarif normal	Pass'Métropole
Entrée publique Adulte	5,85 €	5,10 €
Entrée publique Enfant	4,75 €	4,00 €
Entrée Étudiant	4,95 €	4,45 €
Location Patins	3,40 €	3,15 €
Clubs	147,20 €	116,35 €
Scolaires / Classe	181,70 €	136,05 €

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2021, le résultat net global lié à l'exploitation du site est bénéficiaire de 118 K€ pour un prévisionnel au contrat de 41 K€, soit un différentiel de 78 K€.

Le chiffre d'affaires hors taxes (CAHT) de l'exercice s'établit à 984 K€ en hausse de 293 K€ par rapport à 2020 (soit +42 %), en baisse de 390 K€ par rapport à 2019 et en deçà de 487 K€ par rapport au contrat. Il est composé à 64,9 % (639 K€) par les recettes grand public, à 14,6 % (144 K€) par les recettes issues des clubs, à 10,2 % (101 K€) par les recettes scolaires et à 6,5 % (64 K€) par la contribution financière forfaitaire. Les produits totaux se montent à 1 158 K€ (en hausse de 389 K€, soit +51 %).

Les charges d'exploitation se montent à 1 039 K€ (en hausse de 146 K€ par rapport à 2020 et en baisse de 258 K€ par rapport à 2019) et en deçà de 390 K€ par rapport au contrat. Elles sont composées à 26,3 % (273 K€) par les charges de personnel, à 34,8 % (362 K€) par les achats de fluides et à 20,2 % (210 K€) par les charges externes. Les charges totales s'élèvent également à 1 039 K€ (soit +146 K€, +16 % par rapport à 2020).

Les redevances pour frais de contrôle, d'occupation du domaine public et d'amélioration de l'excédent brut d'exploitation versées à Montpellier Méditerranée Métropole sont correctement comptabilisées respectivement pour 3,6 K€, 10 K€ et 50 K€. Ces redevances représentent in fine, globalement, 6,1 % des charges et 6,5 % du CAHT.

Les capitaux propres de la société s'améliorent mais restent négatifs à 20 K€ du fait de l'important déficit constaté l'an dernier et de la distribution de dividendes de 60 K€ sur les bénéfices 2019 ayant eu lieu en 2020.

IV) Conclusion et perspectives

La période de fermeture de 33 jours de l'établissement et de l'ouverture perlée durant le premier semestre 2021 aura généré un niveau de fréquentation de l'ensemble des groupes de publics inférieur à celui constaté en 2019, année de référence avant crise sanitaire.

Malgré les impacts relatifs à la baisse de fréquentation par rapport à l'année de référence 2019, l'équilibre économique annuel est assuré avec la réalisation d'un bénéfice de 118 K€ qui s'explique essentiellement par une baisse des charges d'exploitation supérieure à celle des produits d'exploitation, cette dernière étant en partie absorbée par la perception d'une aide financière de l'état.

A la suite de la crise sanitaire liée à la Covid-19, la patinoire a rouvert totalement pour l'ensemble des publics le 9 juin 2021, après 15 mois d'alternance entre les fermetures, les ouvertures sous conditions et les ouvertures totales. Les impacts financiers qui en découlent ne permettent pas, à la date du 31 décembre 2021, de remettre en cause l'équilibre économique global du contrat.

Une vigilance particulière est encore à observer pour les années 2022 et 2023 dans le cadre de la hausse des coûts de l'énergie (électricité et fluides chaud et froid), sur l'équilibre économique de la DSP. La délibération n° M2022-351 du 4 octobre 2022 a permis au délégataire de mettre fin à son contrat de fourniture d'électricité auprès de son fournisseur ENGIE, et à Montpellier Méditerranée Métropole de rattacher le compteur d'électricité de la patinoire directement auprès de son fournisseur d'électricité EDF ; le coût global des factures liées à l'électricité de l'équipement étant refacturé par la collectivité à l'euro au délégataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209041-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAD VM34000 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Planet Ocean - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13676 en date du 24 février 2016 le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public (DSP) unique pour la gestion et l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée, ainsi que le lancement d'une procédure de mise en concurrence.

Par délibération n°14278 en date du 24 novembre 2016, le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public unique pour la gestion et l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée, devenu PlanetOcéan Montpellier, ainsi que le choix du délégataire PLANETOCEANWORLD pour une durée de 10 ans et 2 mois à compter du 2 janvier 2017.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Planetocéan portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Métropolitain prenant acte de sa réception par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 5 décembre 2022.
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par M^{me} Michelle CASSAR en date du 8 novembre 2022 ;

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public relatif à l'équipement PlanetOcéan Montpellier de la Métropole de Montpellier.

Le délégataire est la société dédiée PLANETOCEANWORLD filiale du groupe international espagnol ASPRO-OCIO spécialisé dans le loisir et exploitant des parcs aquatiques, des parcs de loisirs, des aquariums, des parcs zoologiques et des delphinariums.

L'équipement situé sur le quartier Odysseum, présente une offre culturelle et scientifique unifiée.

La délégation s'étend du 02/01/2017 au 28/02/2027, soit une durée d'exploitation de 10 ans et 2 mois. L'exercice 2021 est le 5^{ème} exercice de la délégation et afin d'être en cohérence avec les exercices sociaux du groupe espagnol, il débute le 01/11/2020 pour se clôturer le 31/10/2021.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

Compte tenu du contexte lié à la pandémie de Covid19, le site a été fermé presque 7 mois du 29 octobre 2020 au 9 juin 2021.

Planet Ocean concentre une grande diversité d'espèces (plus de 300) soit près de 5 000 individus.

Pendant l'exercice 2021, 176 845 visiteurs payants ont été accueillis, soit -13% par rapport à 2020. Cette diminution est à relativiser car l'exercice 2020 représentait 8.5 mois alors que l'exercice 2021 comprend presque 5 mois.

La fréquentation se répartit dans les proportions suivantes :

- 48% sont des entrées « publics » (-14% par rapport à 2020) ;
- 24% sont liés aux tarifs « promotion » (tarifs réduits, PMR, tickets de réduction) (-21% par rapport à 2020) ;
- 20% sont des billets « internet » (+36% par rapport à 2020) ;
- 3.7% viennent du réseau (-58% par rapport à 2020)
- 3,8% sont des scolaires et centre de loisirs (-16% par rapport à 2020) ;
- 0,5% sont des abonnements (-32% par rapport à 2020)
- 0,2% sont des séances du planétarium (-37% par rapport à 2020)

La proportion de visiteurs de l'Hérault est très forte, 84% (dont 73% de la Métropole) contre 78% en 2020 mais 36% en 2019.

La crise sanitaire et la fermeture du site ont lourdement impacté la fréquentation des scolaires, toutefois 68 classes dans 16 communes ont visité Planet Ocean ; la thématique globale biodiversité / astronomie reste fortement plébiscitée.

Une séance animée au planétarium est proposée tous les 3^{ème} jeudi du mois à 19h30. Ces séances s'adressent à un public passionné ou plus averti. A partir de septembre 2021 la séance du mois a été déplacé au samedi pour améliorer le taux de remplissage, cette expérimentation a rencontré un vif succès auprès d'un public plus familial qui était peu présents les jeudi soir. En 2020, seules 5 séances ont pu être maintenues entre juin et octobre.

A noter que le snack n'a pu rouvrir qu'à partir des vacances de la toussaint sur un format « goûter » la configuration des lieux n'autorisant plus la préparation de nourriture dans le cadre des normes HACCP.

Malgré l'absence d'activité sur plus de 7 mois dont des périodes de vacances (Noël, Pâques et mai), la période estivale a été très importante avec plus de 113 000 visiteurs, avec un succès des ventes internet avec la billetterie datée.

Si l'on compare la fréquentation sur les mêmes périodes que l'exercice 2020, soit 4.9 mois d'activité, la fréquentation a augmenté de 44.7% avec une très bonne activité dès la réouverture du site et ce malgré les contraintes sanitaires imposées. Ceci démontre l'attractivité du site.

2) La qualité du service public

L'effectif moyen de la société dédiée Planetocceanworld est de 27 ETP, dont 1 personnel détaché de la Métropole.

La totalité des effectifs a été placé en chômage partiel pendant toute la durée de la fermeture du site. Une organisation temporaire a été mise en place pour préserver le bien-être animal en positionnant une rotation d'équipe minimale (capacitaire, aquariologie, technicien) mais aussi le fonctionnement administratif et comptable.

Les exercices 2020 et 2021 ont connu des périodes d'activité soutenues lors des réouvertures, sans pour autant faire appel à des saisonniers, au vu de la fragilité de la saison et du manque de visibilité.

Les contraintes d'exploitation imposées par les directives gouvernementales ont également impacté l'activité notamment en matière de gestion des flux, de programmes et dispositifs d'animations.

Une convention de partenariat lie l'Education Nationale à Planetocéan Montpellier et permet le détachement ½ journée par semaine d'un enseignant de physique chimie sur la thématique astronomie et d'une enseignante de SVT sur la thématique biodiversité. Leur objectif est de concevoir des activités scientifiques adaptées aux besoins d'un public scolaire et de conseiller les enseignants. Compte tenu des périodes de fermeture de l'établissement liées aux différentes mesures gouvernementales, les enseignants n'ont pu être accueillis dans l'établissement sur toute la période.

L'équipement a un très bon retour des visiteurs qui apprécient le parcours de visite immersif avec des espèces variées et des espaces ludiques. Le prix et le manque d'animation restent les principaux points d'amélioration attendus des visiteurs. La qualité de service n'a pas fléchi en 2021, malgré les contraintes imposées aux visiteurs dans le cadre du plan de prévention de sécurité sanitaire.

3) La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Les tarifs pour l'exercice 2021, n'ont pas été modifiés et restent conformes aux dispositions de l'avenant n°1 du contrat de DSP.

Cette grille tarifaire a été être revue fin 2021 dans le cadre prévu par les dispositions contractuelles de la délégation de service public.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Les produits d'exploitation s'élèvent à 3 812 K€, soit +13.8%, en hausse de 461 K€ par rapport à l'exercice 2020, mais en baisse de -22.2%, soit - 1 088 K€ par rapport à l'exercice 2019.

Ils se composent principalement des recettes billetterie pour 65%, des recettes boutique 10% et des recettes snack pour 0.5% (suspension de l'activité snack, sauf pour les vacances de Toussaint en format « goûter »). Le panier moyen par visiteur s'élève à 16.27 €.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 2 668 K€. Elles se composent pour plus de 27% des frais de personnel (732 K€, -32%) et 22% des fluides (588 K€, +2.4%) ; 6% des frais d'entretien et maintenance et 5.7% des frais de siège.

Une redevance de 185 K€ est versée à la métropole soit 6.4% du chiffre d'affaires.

Dans le cadre de la crise sanitaire des éléments exceptionnels ont impacté la comptabilité de la société :

- Le versement d'un fonds de solidarité pour 494 K€ ;
- Le versement d'un fonds de solidarité pour soins aux animaux (86 K€ dont 68 K€ impacté sur 2021, 19 K€ sur 2020)
- Le versement d'une aide « coûts fixes » de 297 K€ ;
- L'aide au chômage partiel pour 479 K€ (103 K€ en 2020) ;
- L'exonération de charges patronales et l'aide au paiement à hauteur de 20% des salaires bruts pour 170 K€.

Pour l'exercice 2021, le résultat net s'affiche à hauteur de 917 K€ (170 K€ en 2020).

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 160 K€ par an soit 1 600 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 681 K€ de dépenses depuis le début de la DSP dont 85 K€ sur l'année 2021 (renouvellement d'armoires électriques, remplacement de système de surveillance, de vidéoprojecteur, ...). Le taux de réalisation de 43% est conforme au programme contractuel.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état d'1.5 M€ sur la totalité du contrat.

La mise en œuvre de la mutualisation des deux équipements s'est déroulée de façon satisfaisante, sur les deux premières années du contrat de DSP. En 2021, dû fait de la fermeture administrative de plus de 7 mois, il n'y a pas eu de dépense d'investissement. En cumulé, les dépenses d'investissements s'élèvent à 1 291 K€ soit 84.6% de réalisation du plan prévisionnel.

Afin de pouvoir créer des nouveautés pour attirer les visiteurs, une partie du plan prévisionnel d'investissements est conservé pour les années restant à courir de la délégation de service public.

IV) Conclusion et perspectives

Des comités entre les équipes de la métropole de Montpellier et de Planetocéan se réunissent régulièrement et permettent un suivi de l'activité comme de la politique d'investissement et de renouvellement.

L'exercice 2022 enregistre une très bonne fréquentation, avec une période estivale record ; ce qui démontre l'attractivité du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif à la gestion de l'équipement Planetocéan Montpellier au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20221206-211646-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAD 2021 POM.pdf
- RAD 2021 POM Annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Parcs de stationnement en ouvrage - Délégations de service public - Examen des rapports annuels des délégataires relatifs à l'exercice 2021

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015. Cette création a eu pour effet le transfert de compétence relative aux parcs de stationnement de la Ville de Montpellier vers la Métropole.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires produisent chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ces rapports doivent donner lieu à un examen.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs aux 9 parcs de stationnement portant sur l'année 2021 ont donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Mme Michelle CASSAR en date du 17 novembre 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 5 décembre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse des rapports des délégataires :

I) Rappel des principales modalités des contrats :

Les contrats de délégation de service public relatif aux parcs de stationnements relèvent de quatre délégataires différents.

Les parcs de stationnement suivants sont gérés par la SAEML TaM :

- Parcs de stationnement Antigone et Comédie (2014-2023) ;
- Parc de stationnement Corum (2020-2027) ;
- Parc de stationnement Europa (1994-2035) ;
- Parc de stationnement Gambetta (1985-2029) ;
- Parc de stationnement St Roch (2015-2030).

Le délégataire est la SAEML TaM, dont la Métropole est présidente et actionnaire majoritaire à 46.02% aux côtés de la Ville de Montpellier (9.11%) et d'autres actionnaires privés. Le capital de la société inchangé en 2021 s'élève à 4 286 K€. En 2022, la SAEML TaM s'est transformé en SPL avec une actionnariat entièrement public (Montpellier Méditerranée Métropole 68.9%, Ville de Montpellier 31.1%).

Le parc de stationnement du Corum est géré en subdélégation avec la SAEML Montpellier Events, délégataire du Corum et du Zénith Sud.

- Parc de stationnement Pitot (1991-2056),

Ce parc est géré par la SARL SAPM, filiale à 100% de la société INDIGO.

- Parcs de stationnement Foch-Préfecture et Arc-de-Triomphe (2013-2025)

Ces parcs de stationnement sont gérés par la SAS EFFIA Stationnement, filiale à 100% de la société EFFIA.

Avec ces 9 parcs de stationnement, la capacité globale s'élève à environ 5 270 places.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

La crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19 a également impacté l'année 2021. Les mesures prises par le gouvernement ont couvert une période plus longue mais ont été moins strictes que celles de l'année 2020.

La fréquentation horaire sur l'année 2021 affiche une hausse (+16.9%) avec une moyenne de 5 636 véhicules / jours ouvrables (contre 4 823 en 2020) mais n'atteint pas la fréquentation de 2019 (7 061 en 2019).

Tous les parkings sont concernés, à l'exception du parc Gambetta perturbé par des travaux, qui affiche une baisse de -6.6%, Comédie (+9.7%) ; Saint Roch (+33.2%) ; Pitot (+42.4%) ; Foch Préfecture (+18%) ; Europa (+21.2%) ; Corum (+28.5%) ; Arc-de-triomphe (+23.8%) ; Antigone (+26.9%).

La fréquentation des abonnés affiche une hausse par rapport à 2020 (+2.3%). Cette stabilité cache des disparités entre parkings.

5 parkings affichent une hausse des abonnés : Saint Roch (+22.7%) ; Europa (+8.9%) ; Corum (+1.3%), Pitot (+3%) et Gambetta (+3.2%).

4 parkings affichent une baisse : Antigone (-1.1%) ; Comédie (-1%) ; Foch Préfecture (-0.8%) et Arc-de-triomphe (-2%).

2) L'organisation et la qualité du service public

L'organisation est différente selon les parcs de stationnement.

Les parkings TaM sont gérés avec du personnel présent 24H/24 à l'exception du parking Antigone, géré à distance via le PC Europa.

Les parkings gérés par EFFIA sont depuis 2019 reliés à un centre de pilotage à distance au niveau national, permettant ainsi de répondre aux sollicitations des usagers en dehors des heures de présence du personnel sur chaque site.

Enfin en ce qui concerne la parking Pitot, en dehors des heures de présence du personnel sur site, la télésurveillance du parking est assurée depuis le parking du Triangle.

Les effectifs propres des sociétés sont accompagnés par des effectifs de sociétés sous-traitantes pour les missions de nettoyage, gardiennage et surveillance.

En 2021, TaM a internaliser certaines missions d'agent de parc jusque-là sous-traités, à l'échelle des parkings Comédie, Corum, Gambetta et Europa, cela représente 13 postes. La période d'intégration des nouveaux agents a nécessité le doublement des postes.

La qualité de service est mesurée via des enquêtes de satisfaction, de contrôle qualité et de conformité, des enquêtes « *client mystère* » ; mais également par le suivi des réclamations et la mise en places d'action correctives.

Les points à améliorer sont souvent l'accès, la propreté et la signalétique interne.

L'ensemble des parcs d'EFFIA est certifié ISO 9001 – management de la qualité.

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent : tri sélectif des déchets, réduction de la consommation énergétique, politique d'achat écoresponsable notamment pour les tickets parking, ...

3) La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Au 1^{er} janvier 2021, les parcs de stationnement Foch Préfecture, Arc-de-triomphe (EFFIA) ont augmenté leurs tarifs. Les tarifs pratiqués dans les parkings de la société TAM et le parking Pitot (INDIGO) sont quant à eux restés stables en 2021.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Les produits d'exploitation s'élèvent à 12 008 K€, soit +17.3%, +1 769 K€ par rapport à l'exercice 2020.

Ils se composent principalement du chiffre d'affaires « *horaires* » (68%) qui s'élève à 8 166 K€ en hausse de 24.5% par rapport à 2020 et des recettes « *abonnés* », (27.5%) également en hausse de 4.3% pour atteindre 3 307 K€, grâce à une fréquentation en hausse de 2.3%.

Les autres recettes pour 515 K€ concernent les places privatives louées ou amodiées (Saint Roch, Foch Préfecture, Pitot, Europa), les recettes publicitaires et les prestations diverses.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 11 315 K€ en hausse de 7.8% soit +822 K€ par rapport à 2020. Elles se composent pour 13% des frais de personnels (1 493 K€), 13.5% de charges communes et frais de structure (1 526 K€), 7% frais de surveillance et gardiennage (796 K€) 7.7% de frais d'entretien et réparations (872 K€), 26% des redevances (2 904 K€) et 14% de dotations amortissements et provisions (1 588 K€).

Des redevances pour un total de 2 681 K€ (contre 2 452 K€ en 2020) soit 25.9% du chiffre d'affaires sont versées à la Métropole et 223 K€ au délégataire Montpellier Events pour le parking Corum subdélégué.

Pour l'exercice 2021, le résultat net s'affiche à hauteur de 48 K€ contre -839 K€ en 2020, soit +887 K€ par rapport à 2020.

Ce résultat est cependant différent selon les parcs de stationnement.

Le délégataire TaM affiche un résultat déficitaire de -262 K€, en hausse de 572 K€ (Corum +119 K€, Gambetta +90 K€, Europa +7.3 K€, Comédie -52 K€, Antigone -104 K€, Saint Roch -322 K€).

Le délégataire EFFIA affiche une hausse de 243 K€ avec un résultat bénéficiaire de 185 K€ (Foch Préfecture 174 K€, Arc-de-Triomphe 11 K€).

Le délégataire INDIGO avec le seul parc Pitot, affiche un résultat bénéficiaire à hauteur de 125 K€, en hausse de 72 K€.

Sur l'année 2021, les dépenses d'investissements s'élèvent à 74 K€ dont 57 K€ pour les parcs de stationnement EFFIA (mise en conformité sécurité incendie, étanchéité, outillage divers) ; 2 K€ pour le parking INDIGO (Pitot) concernant du matériel sécurité ; 16 K€ pour les parcs de stationnement de TaM pour la réalisation de travaux divers (électricité, mobilier, informatiques, ...).

IV) Conclusion et perspectives

L'année 2022 est encore marquée par la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Les différents impacts sur la fréquentation et les résultats des parcs de stationnement seront analysés au cours de l'année 2023.

Le programme de transformation et de modernisation de la Place de la Comédie engagé par la Métropole a engendré des travaux dans le parking de la Comédie assuré par TaM, qui ont nécessité la prise en compte d'un avenant au cours de l'année 2022. La requalification du tunnel de la Comédie reste à étudier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen de ces rapports des délégataires de services public au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210596-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAD 2021 DSP PARC ANTIGONE.pdf
- RAD 2021 DSP PARC COMEDIE.pdf
- RAD 2021 DSP PARC CORUM.pdf
- RAD 2021 DSP PARC EUROPA.pdf
- RAD 2021 DSP PARC GAMBETTA.pdf
- RAD 2021 DSP PARC PITOT.pdf
- RAD 2021 DSP PARC SAINT ROCH.pdf
- RAD 2021 DSP PARCS FP ADT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Transports publics urbains - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société TaM l'exploitation et la gestion des services de transport public par convention de Délégation de Service Public (DSP), pour une durée de 6 ans, à compter du 1^{er} juillet 2018. Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP de transport public portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 17 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par M. Jean-François AUDRIN, en date du 5 décembre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation des services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au 1^{er} juillet 2018, le délégataire était la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM, dont la Métropole était présidente et actionnaire majoritaire à 46,02%, aux côtés de la Ville de Montpellier (9,11%) et d'autres actionnaires privés. L'année 2021 examinée dans le présent rapport annuel du délégataire, a été exécutée dans ces conditions. En 2022, la SAEML TaM a été transformée en Société Publique Locale (SPL), avec un actionnariat entièrement public (Montpellier Méditerranée Métropole pour 68,9%, Ville de Montpellier pour 31,1%).

Le capital de la société, inchangé en 2021 pour l'année étudiée, s'élevait à 4,29 M€.

L'exploitation du réseau suburbain et de divers services (Amigo, bus du savoir...) a été subdélégée, après consultation réalisée par TaM, à la société Transdev Mobilité Montpellier Métropole (T3M).

La délégation s'étend du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2024, soit une durée d'exploitation de 6 ans. L'année 2021 porte donc sur la 3^{ème} année pleine de la délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

Les kilomètres 2021 s'élèvent à 13,9 millions, soit +4,3% par rapport à l'année 2020, marquée par la crise sanitaire et de nombreux ajustements de services ; l'année 2021 marque donc un retour à la normale puisque le nombre de kilomètres produits est sensiblement le même qu'en 2019 (+30 187 km), année de référence.

Après une forte baisse des déplacements constatée en 2020, tombés à 27,4 millions, l'année 2021 connaît une forte hausse à 32,6 millions de déplacements, soit +19,1%. La fréquentation reste cependant largement inférieure à celle de 2019, avec 50 millions de déplacements.

Le tableau ci-dessous détaille ces grands indicateurs par modes :

	Kilomètres	Evolution	Déplacements	Evolution	Voyages	Evolution
Tramway	5 106 300	+4,3%	24 499 389	+17,4%	40 581 192	+17,8%
Bus urbain	4 649 701	+1,5%	6 517 462	+21,8%	9 379 695	+20,8%
Bus suburbain	4 155 678	+6,5%	1 464 024	+42,4%	2 476 488	+41,1%
<i>Dont Transport à la Demande (TAD)</i>	653 485	+21,8%	66 722	+2,6%	97 260	+44,2%
Pénétrantes	0	0	96 554	-12,4%	172 422	-4,6%
TOTAL	13 911 680	+4,3%	32 577 429	+19,1%	52 609 797	+19,2%

(NB : un déplacement peut faire l'objet d'un ou plusieurs voyages, en cas de correspondance).

L'offre tramway concerne 37% de l'offre kilométrique mais 76% des déplacements, une proportion inchangée par rapport à 2020.

Comme en 2020, l'offre a été adaptée aux épisodes successifs de la crise sanitaire (horaires des couvre-feux notamment). Le démarrage des travaux de la ligne 5 de tramway ainsi que des coupures d'exploitation (platelage du viaduc Henri-Frenay) ont impacté les lignes de tramway et de bus urbains.

L'offre suburbaine régulière a été moins impactée par la crise sanitaire ; cependant les services éducatifs scolaires ont été fortement réduits, comme en 2020, et l'Amigo suspendu du fait de la poursuite de la crise sanitaire.

L'année 2021 est marquée par la mise en œuvre de la phase 2 de la gratuité, pour les Métropolitains de moins de 18 ans et de plus de 65 ans, à compter du mois de septembre. Sur les 4 derniers mois de l'année, près de 80 000 pass gratuits avaient déjà été distribués à ces nouveaux bénéficiaires (43 500 pour les -18 ans ; 36 500 pour les +65 ans).

B/ La qualité du service rendu aux usagers

1. Les effectifs

L'effectif de l'activité transport est de 1 052,2 équivalents temps pleins (ETP) pour la TaM, auxquels s'ajoutent 3,5 ETP du subdélégataire T3M et 159,16 ETP des sous-traitants. Au total, 1 214,88 ETP représentent l'effectif attribué à la DSP Transport, soit -13,6 ETP par rapport à l'année 2020.

En 2021, 30 embauches de conducteurs-receveurs en CDI ont été réalisées, ainsi que deux promotions internes de vérificateurs vers la conduite. Pour le Centre de Formations des Apprentis, la seconde promotion d'apprentis a validé l'ensemble des épreuves visées et 100% des apprentis ont validé un CDI TaM à l'issue de leurs deux premières années d'apprentissage. Une troisième promotion de 8 apprentis a débuté dans l'été 2021, cette fois pour une seule année liée exclusivement à la conduite (habilitations Tramway et Titre Pro Conducteur du Transports en Commun sur Route).

Au cours de l'année 2021, le dispositif de chômage partiel a été mis en place pour un total de 52 888 heures, un nombre en nette baisse par rapport à 2020 (95 083 heures) mais qui marque tout de même une persistance de la crise sanitaire, avec une forte hausse de l'absentéisme fin 2021 liée à la diffusion du variant Omicron.

Les charges communes des directions fonctionnelles de la société TaM sont réparties en frais de siège schématiquement à 92% dans l'activité transport et 8% stationnement (une fois déduits les montants forfaitaires définis pour les mandats et filiales), selon le contrat de délégation de service public transport.

2. Qualité de service

La qualité de service est évaluée au travers du suivi des réclamations clients et des incidents.

Sur l'année 2021, 2 222 réclamations (hors PV) ont été enregistrées et traitées, soit -42% ; au nombre de 1 272 en 2021, les réclamations pour PV sont en baisse également (-9%). La tarification, la ponctualité et les parkings d'échanges restent les principaux items.

Après une baisse constante entre 2014 et 2017 (de 1 713 à 1 014), le nombre d'incidents est reparti à la hausse en 2018 (1082) et 2019 (1116), marqués notamment par les tensions en lien avec les mouvements sociaux (retraites, gilets jaunes). L'année 2020 est en légère baisse avec 1 024 incidents, du fait d'une fréquentation réduite. Cependant, l'année 2021 est marquée par une très forte hausse et un retour à la situation de 2014, avec 1 715 incidents recensés. Tous les types d'incidents sont en hausse (incivilités, atteintes aux biens, atteintes aux personnes, atteintes au personnel).

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2021, le résultat s'élève à -2 498 K€, en hausse de +3,7 M€ par rapport à 2020 ; réparti pour -2 375 K€ à TaM et -122 K€ à T3M.

Le résultat 2021 intègre des reprises de provisions exceptionnelles pour 7 M€ (pour appel en 2020 le résultat incluait une indemnité forfaitaire de la Métropole de 7,48 M€).

Les produits s'élèvent à 94 335 K€ dont 70% proviennent du financement de Montpellier Méditerranée Métropole soit 65 M€ HT, et 30 % de recettes propres de la société TaM.

Les recettes propres se répartissent de la manière suivante :

- Recettes liées aux ventes de titres 25,3 M€ (96% TaM, 4% T3M) ;
- Recettes provenant des amendes 0,6 M€ ;
- Recettes parkings d'échanges 0,8 M€ ;
- Recettes publicitaires 0,3 M€ ;
- Recettes Velomagg 0,1 M€.

Le financement de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 65 M€ HT auquel s'ajoute 1,4 M€ de TVA soit 67 M€ TTC :

- Une subvention forfaitaire d'exploitation de 48,4 M€ (35,8 M€ TaM, 12,6 M€ T3M) ;
- Une subvention de Gros Entretien Réparation (GER) de 2 M€ ;
- Des compensations scolaires et sociales pour 8,3 M€ HT ;
- Des services éducatifs et occasionnels pour 0,8 M€ HT ;
- Des compensations gratuité pour 5,4 M€ HT ;
- Une indemnisation préjudicielle Covid-19 pour 0,45 M€ pour T3M.

A cela s'ajoute une subvention d'investissement de 80% des dépenses prévues au programme soit 4,6 M€.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 96 833 K€, en baisse de -5% par rapport à 2020. Elles se composent pour 57% des frais de personnels (56 M€) ; pour 30% des charges directes transport (29 M€) ; 8,6% des frais généraux.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 15 M€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, et un subventionnement à hauteur de 80% par la Métropole. Le programme contractuel prévoyait 10,1 M€ à fin 2021. Le délégataire a réalisé 9,7 M€ de dépenses à fin 2021, principalement sur l'entretien tramway (75%), les plateformes et appareils de voies (15%) mais également sur les parkings P+Tram, sur l'énergie et les systèmes ; soit 96% de réalisation du programme à fin 2021.

Le programme prévisionnel d'investissements (avenant 5) fait état de près de 57 M€ sur la totalité du contrat, 80% du programme est subventionné par la Métropole. A fin 2021, 19 M€ de biens de retour ont été mis en œuvre, dont 5,8 M€ sur 2021, principalement liés aux travaux de mi-vie des rames de tramway et aux travaux et remplacement de plateformes, d'appareils de voie et d'antennes.

IV) Conclusion et perspectives

La mise en place de la gratuité pour tous les habitants de la Métropole, accompagnée d'une politique très volontariste favorisant l'ensemble des alternatives au déplacement individuel en voiture, est un événement majeur dans l'évolution du service public des transports qui permettra de réduire le nombre de voitures en ville.

Cependant la crise sanitaire, qui a fortement impacté le secteur des transports en 2020 et 2021, entraîne un changement durable des comportements avec l'essor du télétravail, du covoiturage ou du vélo. Si une reprise de la fréquentation des transports collectifs est notée en 2021, celle-ci reste largement inférieure à l'année 2019 et cette baisse pourrait être durable ; les années « *post-Covid-19* » seront porteuses de fortes incertitudes dans ce domaine, pour tous les réseaux de transport.

Les effets de la crise sanitaire pourraient néanmoins être contrebalancés, à la fois par la crise énergétique mondiale qui a émergé en 2022, la hausse des prix de l'énergie étant une incitation forte au report modal ; mais également par la montée en puissance de la gratuité des transports, évoquée plus haut, les deux premières phases produisant déjà des effets très positifs, notamment sur la mobilité des jeunes et des seniors.

Au-delà de la fréquentation, il conviendra d'apporter une vigilance particulière à l'évolution des coûts de l'énergie, qui font peser un risque sur les équilibres du secteur des transports.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif aux services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210267-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP 2018-2024_Rapport annuel du delegataire_2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Réseau public de distribution d'électricité et fourniture au tarif réglementé de vente - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT. A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession ENEDIS portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 2 décembre 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR, en date du 8 novembre 2022.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Energie (AODE) au niveau local.

Le service public concédé comprend :

- La distribution publique d'électricité réalisée à partir des réseaux en moyenne tension (HTA), postes de transformation HTA/BT, réseaux en basse tension BT, colonnes montantes, branchements individuels et dispositifs de comptage, qui sont la propriété de l'autorité concédante ;
- Et la fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente (TRV).

Il existe actuellement plusieurs concessions sur la Métropole :

- Sept contrats sont en gestion directe avec comme concessionnaire Enedis-EDF à savoir Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier dont l'échéance a été prolongée jusqu'en juin 2022, ainsi que Pérols, ayant été renouvelés au cours de l'année 2022 en un unique nouveau contrat de concession ;
- Un service public en gestion directe avec des ouvrages de distribution exploités par la Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML), sur les secteurs « *Les Hauts de Massane* » et « *Rue Thériaque* » de Montpellier ;
- Un contrat est en gestion déléguée avec le Syndicat Hérault Energie, avec comme concessionnaire Enedis-EDF (vingt communes + deux communes via le SIERNEM lui-même adhérent à Hérault Energie), d'une durée de 30 ans et ayant pris effet au 1er juillet 2020 ;
- Un contrat est en gestion déléguée avec le Syndicat Hérault Energie avec comme concessionnaire CESML (deux communes), d'une durée de 30 ans et ayant pris effet au 1er juillet 2020.

Les concessions de distribution publique (Enedis et la CESML) et de fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente (EDF et la CESML) sont particulières dans la mesure où Montpellier Méditerranée Métropole est face à des concessionnaires qui sont en situation de monopole régulé.

De plus, c'est la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) qui fixe les tarifs des services concédés (« tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité » di TURPE) et les « tarifs réglementés de vente » de l'électricité (TRV).

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau

Le nombre de clients de l'acheminement progresse de 2,3 % et s'élève à 235 795 clients en 2021 contre 230 483 en 2020. De même, le volume acheminé augmente de 5,8% et s'établit à 1635 GWh en 2021, contre 1541 GWh en 2020.

Le nombre de nouveaux raccordements est de 543 en 2021 contre 478 en 2020. Le nombre d'installations de production photovoltaïque raccordées au réseau public progresse de 12% avec 1650 installations photovoltaïques raccordées en 2021 contre 1452 installations en 2020.

Le déploiement du compteur numérique LINKY était prévu du 1er décembre 2015 au 1er juin 2019 avec un taux de réalisation de 96,8% à fin 2021 pour Montpellier.

Le réseau Haute Tension A (HTA) s'étend de 1,1% avec une longueur de 904 km à fin 2021, et composé à près de 97% de câbles souterrains. Il dispose d'une moyenne d'âge de 22,3 ans à fin 2021 soit +0,6 point par rapport à 2020. L'âge moyen des câbles souterrains d'ancienne technologie à isolation par papier imprégné d'huile (CPI) est de 48,9 ans pour les 61,6 km de linéaires restant à fin 2021 contre 62,8 km à fin 2020.

Le taux de renouvellement observé de 1,2% reste inférieur à la valeur théorique de 2,5% qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité de 40 ans.

Le réseau Basse Tension (BT) s'étend de 0,8% avec une longueur de 1543 km à fin 2021, enfoui à 80,1% (contre 79,8% à fin 2020) dont la moyenne d'âge est de 27,2 ans, hors linéaires non datés. L'âge moyen des réseaux aériens nus est de 47,7 ans à fin 2021.

Il subsiste notamment les linéaires BT souterrains d'anciennes technologies suivants : 80,6 km de câbles papiers CPI Cu-Al datés à fin 2021 contre 84,1 km à fin 2019 et 73,2 km de câbles synthétiques à neutre périphérique NP à fin 2021 contre 73,3 km à fin 2019.

Le taux de renouvellement observé de 0,8% est inférieur à la valeur de 2,5% qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité (40 ans pour l'aérien nu et le souterrain, 50 ans pour le torsadé).

B/ Principaux moyens mis en œuvre

A la maille des concessions sur le périmètre métropolitain, les investissements s'élèvent à 13,6 M€ en 2021 hors investissements concernant les postes sources. Le déploiement des compteurs Linky représente 1,357 M€ (8,4% du total). La modernisation du réseau (41,7%) est la principale source d'investissement suivi de près par les raccordements (40,4%). Il est constaté une hausse des investissements de modernisation, passant de 3,8 M€ en 2020 à 5,3 M€ en 2021 (hors Linky), on note encore une baisse de l'ordre de 20% par rapport à l'année 2019, notamment du fait de la crise sanitaire.

Compte tenu du contexte sanitaire encore prégnant sur l'année 2021, EDF a annoncé le 1er novembre 2021 la fin des coupures d'alimentation en électricité des usagers en situation d'impayés à partir de 2022 au-delà de la trêve hivernale.

EDF accompagne dans ce cas les usagers en difficulté et applique selon les foyers une puissance minimale garantie de 3 kVA ou 1 kVA tout au long de l'année dans l'attente de la régularisation de la situation.

C/ La qualité du service public

Le temps de coupure global auprès des usagers du service s'apprécie à travers le critère B. Il est en très légère hausse en 2021 à 26,2 min. Les incidents sur le réseau HTA restent la principale cause des coupures subies par les usagers (8,9 minutes soit 53% de la durée de coupure pour incidents). Les incidents sur le réseau BT représentent 7,1 minutes de coupures par client basse tension en 2021.

Le nombre de coupures longues (> 3 min) pour incidents (120) est en baisse depuis trois années consécutives, après le pic exceptionnel de 2018. Toutefois, on observe une dégradation tendancielle depuis 2011 (> 20%) à mettre en corrélation avec le vieillissement des ouvrages.

La qualité de fourniture s'apprécie également avec la tenue de tension et l'évaluation théorique du nombre de clients mal alimentés, qui est en hausse à 357 clients en 2021 contre 294 clients en 2020 à la maille des 7 communes. La tension n'est pas établie à partir de mesures mais d'un calcul statistique réalisé par le gestionnaire du réseau de distribution à partir de la base de gestion des ouvrages (GDO).

D) La grille tarifaire

La CRE établit les tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution pour 4 ans (TURPE), rémunération du coût de l'acheminement de l'électricité. C'est le principal revenu d'ENEDIS.

Le tarif n'est pas négocié au niveau du contrat, mais c'est un tarif unique pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation en électricité et les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé (péréquation tarifaire).

Le nouveau tarif d'utilisation des réseaux de distribution (TURPE 6 HTA-BT), adopté par délibération n°2021-13 de la CRE, qui s'applique à l'ensemble des gestionnaires de réseaux de distribution, est entré en vigueur au 1er août 2021. Il s'inscrit dans la continuité du précédent tarif tout en répondant aux enjeux prioritaires : réduction des délais de raccordement au réseau, hausse des raccordements de production d'électricité d'origine renouvelable, développement de la mobilité électrique et de l'autoconsommation modifiant profondément les flux sur les réseaux de distribution, maîtrise des investissements tout en optimisant le coût global de fonctionnement du réseau, maintien de la qualité d'alimentation en fiabilisant la mesure du temps de coupure par l'intégration des remontées de données provenant des compteurs numériques.

Les ministres de l'énergie et de l'économie ont décidé le 28 janvier 2021 d'augmenter les tarifs réglementés de vente d'électricité (TRV) du fait de : la hausse du coût d'approvisionnement en énergie et en garanties de capacité (+0,7% TTC et +1,5% TTC), l'évolution des coûts de commercialisation d'EDF due aux effets de la crise sanitaire du Covid-19 (-0,2% TTC en résidentiel et +0,9% TTC en non résidentiel), du rattrapage de l'écart entre coûts et tarifs au titre des exercices 2019 et 2020 principalement dû aux effets de la crise sanitaire et à la hausse des impayés (+0,5% TTC).

Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2021, seuls les clients résidentiels, les propriétaires uniques et les syndicats de copropriétaires d'un immeuble à usage d'habitation, ainsi que les clients non résidentiels qui emploient moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes ou le total de bilans annuels n'excédant pas 2 millions d'euros, sont éligibles aux TRV.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

A noter, le compte de résultat d'ENEDIS n'est pas établi sur une comptabilité à la maille de la concession, les charges d'exploitation sont en grande majorité issues de clés de répartition.

Si la plupart des clefs sont simples (ex : nombre de clients, kWh distribués), celles afférentes aux importantes rubriques du personnel et du matériel (un quart du total hors réseau amont) sont composites, mêlant investissement, longueur de réseau et nombre de clients.

Le résultat comptable à la maille de la concession métropolitaine s'élève à 12,9 M€ en 2021 contre 15,1 M€ en 2020. La concession métropolitaine contribue à la péréquation tarifaire à la hauteur de 3,8 M€ en 2021 contre 9 M€ en 2020. Le résultat régulé, après contribution à l'équilibre, s'établit à 9,1 M€ en 2021 contre 6,1 M€ en 2020, soit 11,9% du chiffre d'affaires pour l'année 2021.

Le chiffre d'affaires est en hausse de +6,5% et s'élève à 76,4 M€. Il se compose notamment des produits d'acheminement en forte hausse de 6,8% en 2021 par rapport à 2020 à 70,3 M€ du fait des hausses du tarif d'acheminement et de la rigueur climatique, ainsi que des contributions aux raccordements en légère baisse à 5,1 M€- en 2021 contre 5,7 M en 2020.

Concernant les charges d'exploitation, elles retrouvent un niveau un peu supérieur à 2019 à 74,7 M€ à la maille de la concession métropolitaine.

Le premier poste de charges est l'accès au réseau de transport RTE, correspondant au reversement à RTE de la part TURPE lui revenant. Une partie du chiffre d'affaires d'Enedis (environ 23,4%) ne fait donc que transiter par ses comptes et est issue d'une affectation par clef à la concession (consommations).

Le poste de dotations aux provisions, aux amortissements des ouvrages, aux provisions pour charges liées aux pensions, et aux risques et litiges, s'élève également à hauteur de 18,1 M€.

Les autres consommations externes représentent 11,6 M€ soit près de 16 % du total des charges; les charges de personnel s'élèvent à 8,4 M€, et sont en hausse de 5,6%. La redevance de la concession, au bénéfice de la Métropole, s'élève à 76 K€, soit 0,01% du chiffres d'affaires.

Deux textes, pris dans le sillage de la Loi Transition Énergétique pour une Croissance Verte de 2015, encadrent le contenu des informations comptables et financières qu'Enedis doit remettre aux concédants :

- Le décret 2016-496 du 21 avril 2016 traite du contenu des rapports annuels à la Collectivité ;
- L'arrêté NOR TRER2004607A du 10 février 2020 traite du contenu des fichiers d'inventaire.

Une convention de données a été signée entre la Métropole et Enedis le 30 septembre 2020 prévoyant la remise des informations détaillées.

Compte tenu de l'utilisation intensive de clés de répartition et des évolutions comptables relatives aux moyens mis en œuvre à l'échelle nationale, les comptes d'exploitation de la concession de la Métropole n'apparaissent pas comme, un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire.

IV) Perspectives

Après des négociations conduites en 2021 et 2022, Montpellier Méditerranée Métropole, Enedis et EDF ont signé le nouveau contrat de concession de la distribution publique d'électricité regroupant les 7 communes en gestion directe, pour une durée de 25 ans. Signé le 11 juillet 2022, le contrat est effectif depuis le 3 août 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire des 7 concessions de distribution publique d'électricité déléguée à Enedis et EDF au titre de l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20221206-209755-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Réseau public de distribution de chaleur et de froid - Délégation de service public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP RMCF portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR, en date du 08 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 02 décembre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

La création de Montpellier Méditerranée Métropole par décret en date du 23 décembre 2014, a entraîné le transfert de la compétence communale relative à l'énergie, et le transfert du contrat de délégation historique entre la Ville de Montpellier et son délégataire la SERM.

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid est ainsi confié par la Métropole, dans le cadre d'une délégation de service public à la SERM. Le délégataire assure ainsi le développement, la construction et l'exploitation, de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

La SERM est une société anonyme d'économie mixte locale, dont la Ville est présidente, et est actionnaire majoritaire à hauteur de 41,38%, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (28,73%), de la Ville de Palavas-les-Flots (0,48%) et de partenaires privés (29,41%). La présidence de la SERM est assurée par Michael DELAFOSSÉ, et sa vice-présidence par Catherine RIBOT.

Le contrat de délégation de service public en date du 31 décembre 1986, a fait l'objet de plusieurs avenants dont une prolongation de durée qui en fixe le terme au 31 décembre 2030.

Le réseau public de chaleur et de froid se compose de onze sites de production : Antigone/Polygone, Odysseum/Hippocrate, Port Marianne, Les Grisettes, Universités, la Cité Créative, Beausoleil, Nouveau Saint Roch, Cambacérès, La Motte Rouge et Hauts de Jausserand.

Tourné à l'origine vers les énergies fossiles (charbon, fuel domestique, gaz), le réseau urbain s'est orienté depuis 2007 vers les énergies renouvelables et de récupération non émettrices de gaz à effet de serre.

En 2021, un avenant n°6 a permis de procéder à l'actualisation des projets et des subventions relatives au plan quinquennal de travaux. Cet avenant emporte avec lui, l'ambition affichée de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Cette ambition est axée sur l'opportunité de créations de nouveaux réseaux plus innovants et augmentant le recours aux énergies renouvelables et de récupération. Le programme d'investissement prévoyait notamment la valorisation des eaux usées sur le quartier Beau Soleil, la récupération de chaleur et la production d'électricité photovoltaïque sur le quartier Nouveau Saint Roch, l'extension du réseau de chaleur bois de la Cité Créative vers le quartier Croix d'Argent et la création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Cambacérès, basé sur la valorisation de la géothermie sur nappe.

Cela conduit à l'étalement jusqu'en 2026, de la finalisation de la construction de ces réseaux en cohérence avec l'avancement des travaux Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid d'aménagement des quartiers.

Le nouveau réseau de chaleur devrait bénéficier de 45% de subvention.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

L'activité

Le réseau compte 252 abonnés en chaud et 101 abonnés en froid, pour un total de 24 221 équivalents logements ; soit environ 1,8 millions de m² de logements, bureaux, commerces, établissements de santé et d'enseignement.

En 2021, les ventes de chaleur sont nettement en hausse par rapport à celles de 2020 avec 127 GWh contre 107 792 MWh en 2020. Cette hausse globale de 18% suit l'évolution de la rigueur climatique (+13%) et reflète la montée en puissance des abonnés tels que sur les sites de la Clinique Beausoleil ou le Collège Joffre.

Les ventes de froid, à hauteur de 34 GWh, augmentent de 11% par rapport à 2020 après une baisse de 13% liées aux épisodes de confinement successifs des clients du secteur tertiaire et la fermeture des équipements publics.

Les ventes d'électricité à hauteur de 23 GWh, sont en baisse (3%) par rapport à 2020. Cette baisse est liée à l'arrêt fin janvier 2021 de la cogénération d'Antigone à la fin de son contrat de 12 ans. Toutefois, le niveau du marché de l'électricité étant assez élevé sur l'hiver, il a été décidé de relancer l'équipement en février 2021 pour continuer à vendre de l'électricité sur le marché libre et surtout disposer d'un complément de production de chaleur. L'été 2021 a été mis à profit pour mettre en place un nouveau moteur de puissance 1MW électrique et une chaudière gaz de 3MW pour compenser la baisse de puissance par rapport aux moteurs originaux (4 MW). Cette nouvelle installation a démarré au 1er février 2022 pour un contrat de rémunération d'une durée de 15 ans.

17 nouveaux contrats de raccordement ont été signés en 2021 (7 en fourniture de chaleur seule, et 10 en fourniture de chaleur et froid), pour une surface totale de 96 545 m².

La qualité du service public

Le réseau public de chaleur et de froid existant sur la ville de Montpellier présente d'ores et déjà un taux d'énergie renouvelable remarquable, comme en atteste la labellisation Eco-réseau de chaleur depuis 2018. En effet, sur les 9 sites de production du réseau urbain, présents dans plusieurs quartiers de Montpellier, la chaleur est produite à 69 % à partir d'énergies renouvelables, telles que la biomasse (61%), le biogaz (6%), la chaleur de récupération (2%), complétées par du gaz naturel (30%) pour l'appoint et le secours ainsi qu'un peu de fuel (0,4%). La validation d'un taux d'énergie renouvelable de plus de 50% depuis 2016 permet de faire bénéficier à l'ensemble des abonnés d'un taux de TVA réduit de 5,5 % sur la chaleur.

En 2021, 15 réclamations sont recensées, dont 14 relatives à la chaleur et 1 au froid. On constate un niveau stable des réclamations par rapport à 2020. Elles concernent essentiellement les installations secondaires en chaleur qui sont sous la responsabilité des abonnés, ou des dysfonctionnements liés aux conditions d'exploitation des centrales de production.

La grille tarifaire

Pour 2021 et conformément aux dispositions des avenants n°2 et n°4 du contrat de Délégation de Service Public, le prix de vente évolue selon des coefficients pondérateurs au 1er juillet de chaque année.

Le tarif de vente de chaleur est en hausse de 27% en valeur HT de janvier 2021 à janvier 2022 du fait de la hausse très importante du marché de gaz, principalement liée, à ce moment-là, au redémarrage de l'économie mondiale après les périodes de confinements. Le mix énergétique renouvelable à 69% permet de limiter l'impact de la hausse du prix du gaz sur la facture des usagers du réseau public de chaleur.

Les tarifs de vente de froid sont en hausse de 4,6% entre janvier 2021 et janvier 2022. Cette hausse est due d'une part à l'augmentation du prix du gaz qui, bien que rentrant pour une très faible part (4%) dans la formule d'actualisation, impacte par sa hausse de 70% sur l'année ; d'autre part, l'eau, pondérée à 20% dans la formule, a augmenté de 5%.

Il est à noter que la formule d'actualisation du prix du froid en 2021 ne permettait pas de répercuter la tendance haussière du marché de l'électricité puisqu'elle ne prenait en compte que le tarif ARENH (Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique).

A noter, l'actualisation de la formule de tarifs pour la période 2022 dont l'avenant n°8 fait l'objet.

Pour 2021, la facture moyenne pour chauffer et produire de l'eau chaude sanitaire d'un logement type de 65 m² était de 37,01 € TTC par mois.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2021, le résultat net global à la clôture de l'exercice (après IS et épargne salariale) atteint 4 325 K€ contre 756 K€ en 2020, en progression de 3 569 K€ soit +472 %. Cette forte progression s'explique par une rigueur climatique plus importante, une hausse du nombre de bâtiments raccordés ainsi qu'un effet prix dû aux fortes augmentations du coût de l'énergie.

Le résultat courant avant impôts s'élève à 1 422 K€ contre -976 K€ 2020.

Le résultat financier s'élève à -358 K€ et s'améliore de +29 K€.

Le résultat exceptionnel de 3 846 K€ progresse de +1 562 K€ soit +68 %, ce dernier est essentiellement lié aux nouveaux droits de raccordements sur le réseau (en progression de + 85%).

Le résultat d'exploitation s'élève à 2 430 K€ en 2021 contre -608 K€ en 2020 et 1 260 K€ en 2019, en forte progression de +3 M€ par rapport à 2020.

Les produits d'exploitation à 18 878 K€ contre 16 374 K€ sont en hausse de +15% par rapport à 2020 (2,5 M€).

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2021 est en effet en hausse et atteint 17 914 K€ contre 14 598 K€ en 2020, (+23%), expliqué par la hausse de +20% des ventes aux abonnés (soit +2 228 K€).

Les ventes de chaleur, représentant 56% du chiffre d'affaires, sont en hausse de +23 % soit 1 904 K€ passant de 8 209 k€ à 10 113 k€ en 2021, et s'expliquent par l'effet année pleine des mises en service, et favorisées par la forte augmentation de la composante Gaz dans la constitution des tarifs de vente.

Les ventes de froid représentant 21 % du chiffre d'affaires progressent de +10 % soit 324 k€ passant de 3 410 k€ à 3 734 k€ en 2021.

Les ventes d'électricité, représentant 22% du chiffre d'affaires, sont en hausse de +34% (soit +1 022 K€) avec 23 901 MWh en 2020 contre 23 147 MWh produits en 2021. Les fortes variations observées sur les marchés de l'énergie ont porté à la hausse les ventes d'électricité.

Les charges d'exploitation de 16 451 K€ sont en baisse de - 3 % soit -531 K€ par rapport à 2020.

Les achats d'énergie et fluides s'élèvent à 7 902 K€ contre 7 045 K€ et progressent de +12% soit 856 K€. La progression des achats de bois à hauteur de +516 K€ (soit +24%). Cette hausse s'explique par le poids du bois dans le mix énergétique utilisé et par l'augmentation de chaleur livrée des abonnés.

Les achats de gaz et d'électricité progressent à hauteur de +346 K€ (soit +8%), soit 40 % de l'augmentation des achats d'énergie, conséquence notamment de la hausse des coûts de l'énergie (électrique) et des volumes vendus. La maîtrise des achats de gaz encadrée par une renégociation des contrats d'achats a permis de limiter l'augmentation sur la hausse des achats de gaz.

Les charges d'exploitation techniques à hauteur de 2 143 K€ diminuent de -2% soit -55 K€ liée à des renégociations et une maîtrise des contrats de sous-traitance.

Le montant de la redevance versée à la Métropole s'élève à 365 K€ (2,1% du CA HT).

En 2021, le budget pour l'entretien revient à un niveau classique après la révision des installations de cogénération du Polygone. Le poste entretien et réparation et gros entretien s'élève à 437 K€ contre 710 K€ en 2020.

Le coût des frais de personnel et des charges de structure est de 1 537 K€ en 2021 contre 1 410 K€ en 2020, soit une hausse de +9 %, avec une augmentation du personnel affecté à la DSP (11,88 ETP contre 9,44 en 2020).

Concernant les investissements du plan quinquennal 2017-2021, 21,946 M€ de travaux ont été engagés à fin 2021 soit 62% des prévisions relatives à l'avenant 6. 50% de ces investissements ont bénéficié au réseau existant (Antigone/polygone, Les grisettes, Port Marianne), 23% sur les nouveaux réseaux dont 30% pour le réseau Beausoleil.

En cumulé, 60% des dépenses prévues à l'avenant 6 ont été réalisées à fin 2021, soit 13 095 K€.

En effet, on note un retard sur le démarrage des investissements des nouveaux réseaux liés notamment au décalage des projets d'aménagements concernant l'adaptation de certaines ZAC (Cité créative, Beausoleil, Nouveau Saint Roch). Le projet de cogénération des Grisettes a été abandonné par manque de rentabilité.

Le montant des investissements mis en service en 2021 s'élève à 1 334 K€ avec des subventions qui s'élèvent à 474 K€. Ces investissements portent sur les quartiers Antigone, Beau Soleil, Cité créative, Les Grisettes et Port Marianne, conformément à la réalisation du plan quinquennal des travaux.

IV) Conclusion et perspectives

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire et des périodes de confinement, l'année 2021 revient sur des standards de consommation d'énergie plus classique. Le réseau de chaleur et de froid continue à se densifier avec le raccordement de nouveaux immeubles ainsi que la mise en service de deux réseaux, Beausoleil et Nouveau Saint Roch, basés sur la récupération d'énergie.

Le développement va se poursuivre avec l'adoption du plan quinquennal de travaux 2022-2026 avec notamment la création des centrales de productions de la Cité créative ou des Hauts de Jausserand.

De plus, le classement du réseau de chaleur qui rend obligatoire, à partir de 2022, le raccordement des bâtiments neufs ou rénovés à celui-ci, va contribuer à augmenter le recours aux énergies renouvelables sur le territoire.

Par ailleurs, avec la reprise économique mondiale qui a débuté fin 2020, le prix des énergies a commencé à augmenter. Cette tendance s'est considérablement accentuée avec le début du conflit Russe en Ukraine ce qui aura un impact notable à minima en 2022 et 2023. Cela pousse davantage à encourager le recours aux énergies renouvelables afin de limiter la hausse pour les abonnés du réseau de chaleur et de froid.

La progression des ventes 2022 en € (+9% sur les abonnés et +26 % avec les ventes d'électricité) masquent une diminution des volumes de chaud (-2%) et d'électricité (-13%) par rapport à 2021. Les volumes de ventes de chaleur semblent impactés de - 2 %. Les prévisions d'atterrissage en terme de chiffres d'affaires abonnés seraient toutefois préservées à hauteur de 15 M€, soit en progression de +9 %. Les droits de raccordements sont prévus en légère baisse de -343 K€ et représentent 46% du résultat avant impôts. La redevance est prévue à la hausse de 45 % en 2022 soit 163 K€ suite à la hausse du taux de redevance passant de 3% à 3,5% des recettes abonnés.

Concernant les investissements, un avenant n°7 a été signé en mars 2022 ayant pour objets :

- D'acter le classement automatique du réseau de chaleur à compter du 1^{er} janvier 2022 ;
- De faire le bilan financier des investissements réalisés au titre du plan quinquennal 2017-2021 ;
- De valider le plan quinquennal des investissements 2022-2026 qui acte le report de travaux liés à la crise sanitaire et approuve la poursuite des raccordements sur les réseaux existants ainsi que la création d'un réseau de froid, en complément du réseau de chaleur déjà approuvé, sur la ZAC Cité Créative pour alimenter des programmes de bureaux.

Le montant des investissements prévus sur la période 2022-2026 est de 30,883 K€ lors de l'avenant n°7, et a été mis à jour avec l'intégration des travaux nécessaires dans le cadre de la continuité de l'exploitation de la chaufferie des Universités, portant le montant prévisionnel des investissements à 32 083 K€

Les réseaux de chaleur de la Métropole connaissent un fort niveau de développement avec :

- Le lancement de la construction de la centrale géothermique de Cambacérès fin 2022 ;
- La mise en service de la chaufferie bois de la Cité Créative /Croix d'Argent fin 2022 ;
- Le renouvellement du contrat de l'Université de Montpellier pour la chaufferie de la Motte Rouge à partir du 1^{er} janvier 2023 ;
- Les études en cours sur le développement du réseau au Nord de Montpellier ainsi que la ZAC Restanque.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212668-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAD RMCF 2021 VF-FINAL avec annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Réseau public de distribution de gaz - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession de distribution de gaz naturel portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR en date du 8 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 2 décembre 2022.

D)Rapport des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue responsable du service public de distribution d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « *d'autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Energie* » (AODE). Ainsi, la compétence de distribution publique de gaz a été transférée des communes vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux.

La distribution existante de gaz naturel est en situation de monopole régulé en France. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès à ce réseau. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français.

GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

Il existe actuellement 24 contrats de concession entre GRDF et Montpellier Méditerranée Métropole.

- 1 commune n'est pas desservie en gaz, il s'agit de Montaud ;
- 7 des 30 communes desservies avaient délégué au Syndicat Hérault Energies (SHE) leur pouvoir d'autorité concédante. Au 1er janvier 2015, le contrat regroupant ces 7 communes (Beaulieu, Cournonsec, Grabels, Restinclières, Saint-Bres, Saint Georges D'orques, Sussargues) a été transféré de Hérault Energies à la Métropole ;
- Pour les 23 autres communes, les contrats de concession communaux avec GRDF ont été transférés à la Métropole.

Les dates d'échéances de ces contrats s'échelonnent de 2022 à 2044. Par la délibération n°M2021-282 du 07 juin 2021, le Conseil de Métropole a souhaité proroger les contrats de concession de la distribution publique de gaz sur les communes de Clapiers, Fabrègues, Lattes, Montpellier, Saussan et Vendargues jusqu'au 31 décembre 2022.

II)Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau

Le nombre total de clients est de 90 754 sur le territoire de la Métropole dont 61 950 sur la Ville de Montpellier. 96,9% des clients sont résidentiels et représentent 54,8% des consommations de gaz. Le nombre de clients se maintient depuis 2019. La répartition des clients par secteur d'activité est à présent fiabilisée à la suite d'une modification récente souhaitée par le ministère de la Transition Ecologique. Elle concerne les chaufferies desservant l'habitat collectif, les réseaux de chaleur et certains clients tertiaires voire industriels qui sont à présent affectés au secteur « *industrie* » contre « *résidentiel* » auparavant. Cette modification a conduit en 2021 au doublement du nombre de clients de la catégorie « *industrie* » (+ 97,6%).

Les évolutions des clients de la concession de la Métropole montrent :

- Une progression importante du nombre de clients sur les secteurs de Saint Jean De Vedas, Restinclières et Villeneuve-Lès-Maguelone ;
- Une baisse de 360 clients sur la commune de Montpellier, dont une majorité de clients résidentiels dans un contexte où le chauffage individuel gaz est en léger retrait pour les particuliers.

L'évolution des consommations pour l'exercice 2021 est en augmentation de 97 GWh sur la Métropole. Cette tendance doit cependant être modérée à cause des températures observées cet hiver qui ont été plus proches des normales que celles de 2020.

Concernant les prestations réalisées auprès des usagers, le nombre de mises en service est stable en 2021 et les changements de fournisseurs marquent le pas avec une diminution de 10% en 2021.

Sur l'ensemble des concessions, 91 079 compteurs communicants ont été installés depuis le début du déploiement soit 98,2% du parc au 22 septembre 2022. Le taux d'accessibilité des compteurs domestiques et industriels est de 92,6 % et continue de s'améliorer. A cette échéance, le concessionnaire a enregistré 372 refus soit 0,4% du volume de compteurs communicants installés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce taux est légèrement inférieur à la moyenne nationale (0,5%). Le concessionnaire n'a pas encore défini, à ce stade, les modalités de traitement de ces futurs clients atypiques (auto-relevé, facturation de la relève, prise en compte des coûts dans le tarif, ...)

Les compteurs, les postes de livraison clients et les postes biométhane sont considérés et immobilisés comme des biens de retour de la concession au même titre que les canalisations, les branchements, les ouvrages de branchements collectifs, et les postes de détente réseau. Par contre, le système informatique et les concentrateurs restent considérés comme des biens propres de GRDF.

Les principales caractéristiques du réseau de distributions de gaz sont les suivantes :

- 55 postes de détente, en diminution depuis 2018, résultat d'une politique volontariste du concessionnaire qui vise à diminuer les linéaires de canalisations basse pression et donc le nombre de poste de type MPB/BP ;
- 1 477 Postes de livraison client dont 127 sont la propriété des clients et ne sont pas considérés comme des biens de retour de la concession ;
- 1 843 robinets de réseau dont 1 079 utiles à l'exploitation et donc concernés par la maintenance du concessionnaire. La répartition par classe de sensibilité des robinets utiles à l'exploitation n'est pas partagée par GRDF ;
- 8 740 branchements collectifs qui desservent 76 724 branchements particuliers en immeuble ;
- 1 411 km de canalisations dont 1405 km alimentés en Moyenne Pression et 5 693 mètres alimentés en Basse Pression en baisse constante depuis 2018. La moyenne pression (MP) permet de disposer d'une capacité de desserte plus importante. La résorption du réseau basse pression (BP) est envisagée pour partie, en accompagnement des opportunités de travaux sur la voirie, elle se poursuit en 2021.

Si les nouveaux branchements individuels de gaz sont cartographiés depuis 2012, GRDF n'a pas constitué d'inventaire technique des branchements d'immeubles individuels en exploitation. Ces branchements apparaissent sur la cartographie grande échelle et fournie aux prestataires de travaux dans le cadre de leur demande de DICT (Déclaration d'intention de commencement de travaux). Un axe de progrès attendu serait le complément de l'inventaire pour ces branchements individuels et la fourniture d'une cartographie des branchements individuels répertoriés.

Le réseau de gaz est relativement jeune (environ 27,9 ans), toutefois il subsiste des portions en cuivre (80 ml) ainsi que des branchements et conduites d'immeubles en plomb qui nécessitent la programmation d'un renouvellement. Cette valeur doit être pondérée par une ancienneté moyenne des tronçons basse pression qui atteint 42 ans et même 52 ans pour les tronçons basse pression acier.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

En 2021, 7,6 M€ ont été investis sur l'ensemble du territoire de la Métropole, avec :

- 642 K€ pour la mise en place de compteur communicant GAZPAR ;
- 3,4 M€ pour la modernisation des ouvrages ;
- 913 K€ pour le développement ;
- 1,3 K€ pour le déplacement d'ouvrages ;
- 1,4 M€ pour d'autres investissements dont le Système Informatique.

A noter cependant une baisse importante des investissements prévisionnels de modernisation des ouvrages portés au CRAC sur la période 2022-2024. Ces investissements passeraient de 2,9 millions à 650 000 €. Les investissements du concessionnaire ont été importants ces dernières années en vue de réduire les linéaires de canalisations en cuivre, en fonte ductile, la basse pression et les branchements collectifs en plomb. Malgré ces réels investissements, il semble important d'ajuster au mieux les prévisions futures de modernisation des ouvrages et les renouvellements associés. Ce point doit être abordé dans le cadre du renouvellement du contrat de concession.

Au cours de l'année, les arrêtés du 04 mars 2021 et du 6 décembre 2021 ont fait évoluer les modalités de surveillance des ouvrages gaz en modifiant l'arrêté du 13 juillet 2000. Ces évolutions n'ont que peu impacté la politique de maintenance du concessionnaire qui avait intégré, par anticipation, dans ses propres gammes ces nouvelles dispositions.

Le programme de maintenance réalisé par GRDF est le suivant :

- 404 kms de réseau surveillés pour 317 programmé (127%) ;
- 27 postes maintenus pour 27 programmés (100%) ;
- 767 robinets de réseau contrôlés pour 762 programmés (100%) ;
- 1 528 robinets collectifs visités pour 1 245 programmés (123%).

Ce programme de maintenance a permis de détecter 57 fuites sur l'ensemble du périmètre. La recherche systématique de fuite, à pied ou en voiture a permis de détecter 12 fuites dont une sur le réseau.

L'intégralité des équipements des protections cathodiques ont été inspectés en 2021. Aucune non-conformité n'a été identifiée sur le territoire de la Métropole.

A noter que, pour l'ensemble des ouvrages, les données transmises par le concessionnaire ne permettent pas de contrôler que les fréquences de maintenance réglementaire sont respectées. La mise à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole, des interventions de maintenance associées au numéro d'identification unique des ouvrages, permettrait de garantir le respect des périodicités de maintenance.

C/ La qualité du service public

En matière de distribution de gaz, une sensibilité accrue concerne la sécurité des personnes.

Le nombre total d'incidents s'élève à 1 014 en 2021, sur les ouvrages exploités par GRDF, en amélioration par rapport à 2020 (1 038), notamment liée à la baisse du rythme de renouvellement des compteurs. En effet, le programme national de remplacement a permis de détecter et traiter des micro fuites, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter proportionnellement le nombre d'incidents déclarés par rapport aux années antérieures.

En 2021, 99.5% des interventions de sécurité gaz ont été réalisées en moins de 60 minutes sur le territoire de la Métropole. L'analyse des 5 interventions de sécurité réalisées hors délais en 2021 sur le périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole, a été présentée. La cause majoritaire de retard est la circulation routière. Toute intervention Sécurité réalisée dans un délai supérieur à 60 minutes fait l'objet d'une fiche d'analyse et d'un retour d'expérience des équipes du concessionnaire.

31 dommages aux ouvrages des concessions sont à déplorer dans le cadre de travaux réalisés par des tiers, dont 20 situés sur la commune de Montpellier. Une convention sécurité industrielle a été signée en 2017 afin de réaliser des actions de sensibilisation pour diminuer ce type d'incident. Les actions du concessionnaire à destination des entreprises se poursuivent. Un échantillon de 15 dommages a été analysé par le concessionnaire dans le cadre du contrôle de concession. Sur l'ensemble de l'échantillonnage :

- 14 dommages aux ouvrages auraient pu être évités si les dispositions du Dispositif Anti Endommagement avaient été correctement appliquées : marquage piquetage et respect des méthodes douces dans le fuseau d'incertitude ;
- 1 dommage survenu le 08/03/2021 – chemin des Baumes à Montferrier-sur-Lez était consécutif à l'absence du branchement sur la cartographie de GRDF.

A noter qu'aucun incident qualifié de majeur n'a eu lieu sur le périmètre de la Métropole en 2021.

La mesure de la satisfaction des clients est réalisée à la maille concession pour la prestation « *Raccordement dans les délais (hors urgent)* » ; elle est de 97,2%.

En 2021, les clients ont effectué 483 réclamations, chiffre stable par rapport à 2020, dont 207 (43%) pour des problématiques de comptage. Le thème associé, « retard ou absence de publication de relevés périodiques » représente la moitié des demandes (95 réclamations), elles tendent à diminuer puisque le déploiement du compteur communicant se termine. Le concessionnaire semble avoir solutionné en partie ses problèmes de chaîne communicante et de publication d'index auprès des fournisseurs.

Les taux de réponses dans les délais aux réclamations ont évolué à la baisse entre 2020 et 2021 :

- Réclamations en provenance des fournisseurs (réponse sous 15 jours) : 93,9% (-1,2 pts) ;
- Réclamations en provenance des clients (réponse sous 30 jours) : 93,3% (-2,7 pts).

Le retour à des taux de réponse satisfaisants comme observés au cours des trois derniers exercices peut constituer un objectif fort pour GRDF en 2022. La maîtrise totale de l'utilisation du nouvel outil de traitement des réclamations EPOD mis en service en 2021 et la fin du déploiement du compteur communicant devrait contribuer largement à l'amélioration de la situation.

D) La grille tarifaire

Le modèle économique de GRDF est régi par le principe de la péréquation tarifaire. La CRE (Commission de régulation de l'Energie) détermine, par délibération, un revenu autorisé qui permet de couvrir l'ensemble des charges supportées par GRDF pour réaliser sa mission d'opérateur de réseau gaz. Le revenu autorisé couvre ainsi les charges d'exploitation, les charges d'investissements et la rémunération du concessionnaire.

Ainsi le tarif d'accès des tiers au réseau de distribution de gaz naturel (ATRD 6) est entré en vigueur au 1er juillet 2020. Ce tarif est ensuite révisé annuellement. Au 1er juillet 2021, il a augmenté de 0,70%. La part distribution représente en moyenne 26% de la facture type d'un client résidentiel.

L'évolution tarifaire tient compte :

- De la variation de l'indice des prix à la consommation prévisionnelle pour l'année 2021 (IPC) prévue par la loi de finances pour 2021 qui est de + 0,6 % ;
- Du facteur d'apurement du solde du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) de + 2 %, dû notamment à la forte baisse de la consommation de gaz en 2020, qui conduit à un rattrapage de revenu pour GRDF ;
- Du facteur d'évolution annuel de - 1,9 % prévu par le tarif ATRD6 sur la période 2020-2023.

III)Présentation et analyse du compte rendu financier

La présentation du compte de résultat de la concession résulte de la déclinaison des principes de calcul du tarif par la CRE. Il s'agit donc d'une image déduite du modèle national et non d'un compte de résultat basé sur des données comptables réelles. Le compte d'exploitation de la concession est donc reconstitué par le biais d'un système complexe de clés de répartition.

Ainsi les produits sont natifs car directement issus de l'activité du concessionnaire au périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Les recettes d'acheminement sont directement issues des recettes du concessionnaire (abonnement, consommation). Il convient néanmoins d'être vigilant car elles sont artificiellement augmentées par la perception du terme Rf (rémunération fournisseur), payé par les usagers à GRDF et redistribué a posteriori aux fournisseurs. Le terme Rf représente les contreparties financières versées par GRDF aux fournisseurs pour rémunérer la gestion clientèle effectuée par ces derniers pour le compte du distributeur ;
- Les recettes des prestations complémentaires sont issues des raccordements et autres travaux réalisés par le concessionnaire et perçus auprès des clients.

Exceptées les redevances et les impôts et taxes, l'ensemble des charges d'exploitation sont affectées à la concession par le biais de clé de répartition. Les clés de répartition utilisées et les assiettes de calcul ne sont pas transmises par GRDF aux autorités concédantes. Les charges de commissionnement représentent les contreparties financières versées par GRDF (Terme Rf) aux fournisseurs pour rémunérer la gestion clientèle effectuée par ces derniers pour son compte.

Les comptes de la concession exprimés dans les rapports ne permettent donc pas de porter une appréciation sur le niveau réel de la rentabilité de la concession.

En 2021, le montant total des recettes perçues est de 23,0 M€ dont 21,8 M€ pour les recettes liées à l'acheminement du gaz naturel (représentant 94,8% des recettes). Seuls les produits sont considérés comme natifs, toutes les charges, exceptés les impôts et taxes, sont issues de clé de répartition au niveau national, régional, infrarégional et local.

En 2021, le montant total des charges est de 24,8 M€ dont 12,9 M€ pour les charges de l'activité exploitation.

Concernant les charges de personnel, représentant 46% des charges totales, celles-ci sont sujet à des fluctuations d'une année sur l'autre. A noter que l'organisation régionale de GRDF peut être modifiée, impactant la plupart des agences à maille d'intervention régionale, ce qui peut modifier significativement les répartitions financières. Par ailleurs, la seule charge native des concessions locales sont les redevances de concession. Le montant annuel pour Montpellier Méditerranée Métropole est de 285 K€ pour 2021.

La redevance R1 est une redevance de fonctionnement, ayant pour objet de financer les dépenses annuelles de l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission de contrôle de l'exécution de la concession, conseils aux usagers, conciliation en cas de litige entre les consommateurs finals et le concessionnaire, etc. La redevance d'occupation du domaine public (RODP) est versée par le gestionnaire de réseau à la Métropole doté de la compétence voirie en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz. Toutes les autres charges sont déduites via l'application de clé de répartitions sur les données nationales.

Les comptes ne constituent donc pas un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire ni d'analyse de la rentabilité de la concession. On évoquera toutefois l'affichage d'un résultat en déficit de 1,9 M€, par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie de la solidarité nationale à hauteur de 3,8 M€.

IV) Conclusion et perspectives

Le réseau de distribution public de gaz, présent sur 30 communes de la Métropole, est un outil relativement jeune et fiable excepté pour certains matériaux pour lesquels la durée de vie technique normative (acier post 1980 – 55 ans) est proche de l'ancienneté moyenne. Il serait d'ailleurs souhaitable que les durées de vie techniques normatives et leur évolution éventuelle soit transmises dans les comptes rendus annuels.

De plus, l'exigence en matière de sécurité vis-à-vis des personnes est un souci permanent de GRDF.

Néanmoins le suivi des indicateurs de surveillance et de maintenance des ouvrages concédés, pourrait être amélioré avec la transmission des taux de surveillance réglementaires des robinets, des postes de détente et des branchements collectifs, ainsi que les identifiants des ouvrages en retard de surveillance, tels que le prévoient la dernière mise à jour du Règlement de Sécurité de la Distribution du Gaz (RSDG) n°14. Le concessionnaire pourrait utilement compléter, pour les incidents sur les canalisations et les branchements, la liste des incidents transmise avec les éléments suivants : type de fuite tel que défini au RSDG n°14, matière de l'ouvrage en défaut et année de mise en service.

Un point de vigilance est la baisse probable des consommations de chauffage sur le territoire. Les dispositions de la RE2020 ne favorisent pas le placement du gaz dans les logements neufs des particuliers, et impose, à terme, un développement axé principalement vers les industriels et les immeubles collectifs. La perspective d'une augmentation durable des prix de l'énergie et la fin des tarifs réglementés ne semble pas être favorable au gaz naturel. Ces incertitudes pourraient entraîner une baisse de recettes qui viendrait dégrader le résultat d'exploitation de la concession. Toutefois, compte tenu de la méthode économique utilisée pour établir le compte d'exploitation, la Métropole n'a pas la possibilité de connaître le réel équilibre économique en lien avec son territoire.

La pérennité du réseau reste un enjeu majeur dans le contexte de transition énergétique autour de la mobilité décarbonée avec le développement du BioGNV (Gaz Naturel Véhicule). Le potentiel de biogaz injectable au niveau de la région Occitanie est important et les capacités de production pourraient quadruplées à fin 2025. Par ailleurs, les procédés du type pyrogazéification et power to gas, qui sont actuellement en développement, permettront de se rapprocher du scénario 100% gaz renouvelable.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole poursuit la négociation du nouveau contrat de concession, qui permettra, en partenariat avec GRDF, d'intégrer dans sa transition énergétique un mix gazier renouvelable visant à atteindre la neutralité carbone en 2050.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du compte-rendu annuel des 24 concessions de distribution publique de gaz déléguée à GRDF au titre de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20221206-209764-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Unité de Méthanisation AMETYST - Délégation de Service Public du traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit faire l'objet d'un examen du délégant.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Ametyst portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- L'intégration des principaux éléments au sein de la présentation du Rapport Public sur la Qualité de Service (RPQS) examiné en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Mme Michèle CASSAR, en date du 17 mai 2022 ;
- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 13 Octobre 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes (CCC), présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 18 Octobre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation de service public a pris effet à la date du 1er janvier 2015, pour une durée de 10 ans. La Métropole de Montpellier a confié à la société AMETYST l'exploitation de l'unité, à charge pour elle d'y réaliser, à ses frais et risques, et sous sa maîtrise d'ouvrage, les équipements complémentaires permettant d'améliorer les performances de l'unité. L'année 2021 est la septième année d'exploitation par la société AMETYST de l'usine éponyme de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés et des biodéchets, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique, propriété du délégant.

Le délégataire est la société dédiée NOVERGIE, filiale détenue à 100% par le Groupe Suez Environnement, dont le nouveau président Stéphane BARTHE, remplaçant Monsieur ROGARI, a été nommé en 2020. Les capitaux propres de la société se situent à hauteur de 2 831 K€ au 31 décembre 2021 contre 2 503 K€ au 31 décembre 2020.

Un avenant n°1 a été conclu le 19 avril 2018, ayant pour objet d'intégrer les évolutions de prestations ou des conditions d'exécution des prestations occasionnant des variations de recettes et dépenses, concernant notamment le tarif de rachat du kWh d'électricité issu de méthanisation qui a bénéficié d'une augmentation prise en compte dans le calcul des redevances au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Cet avenant prévoyait également de réviser le contrat par avenant avant la fin du premier semestre 2019 afin d'intégrer les conséquences de la fermeture de l'ISDND de Castries sur les modalités de traitement pour les 42 000 tonnes/an de refus relevant du délégant.

L'avenant n°2, signé le 27 juin 2019, intègre donc dans la perspective de la fermeture de l'ISDND de Castries et de la fin du contrat de traitement de ses refus sur l'Unité de Valorisation Énergétique de Lunel-Viel, la modification des modalités de rémunération du transport des refus. La redevance de traitement « Refus », destinée à rémunérer AMETYST pour le transport des refus imputables à Montpellier Méditerranée Métropole vers ces deux installations est supprimée et Montpellier Méditerranée Métropole assume désormais intégralement le transport et le traitement des refus qui lui incombent vers les installations qu'elle désigne.

L'année 2021 n'a pas été marquée par un événement majeur relatif à la vie du contrat.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

La société Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole de Montpellier, par valorisation organique et énergétique (cogénération thermique et électrique par combustion du biogaz issu de la méthanisation par digestion des déchets ménagers fermentescibles).

Le délégataire a assuré en début de contrat les missions de conception, réalisation et financement de travaux permettant de réduire le taux de refus par la valorisation de sous-produits, la valorisation de compost et l'amélioration du traitement des biodéchets ainsi que la conception et la réalisation d'une station de prétraitement pour les effluents liquides excédentaires du site.

En janvier 2021, a été démarrée la « ligne verte » de l'unité Ametyst, consistant à composter directement les biodéchets issus des collectes en porte, en vue de la production d'un compost de qualité comparable au label compost bio. 1 528 T ont ainsi été produites en 2021.

Complémentairement, Ametyst a traité 128 480 T en 2021 contre 125 109 T en 2020 et 124 952 T en 2019 pour une capacité totale de l'usine de 140 000 T, soit une hausse de 2,7 % par rapport à 2020.

Concernant les biodéchets, AMETYST a traité 1 891 T en 2021 pour 1 753 T en 2020 et 1 682 T en 2019, en hausse de 71 T par rapport à 2020 (8%), mais qui reste inférieur au tonnage du compte d'exploitation prévisionnel contractuel (- 5370 T soit -74%).

Les déchets tiers, issus des collectes hors du service public de gestion des déchets assuré par la Métropole, complètent les tonnages admis sur l'usine. Ainsi, en 2021, ce sont 8 103 tonnes traitées sur Ametyst, en hausse par rapport à 2020 (+28%).

Au total, en 2021, AMETYST a donc traité 138 474 T de déchets soit +4% par rapport à 2020, après une baisse constatée en 2020 de - 6% par rapport à 2019, du fait de l'épidémie de Covid-19.

La société assure également la gestion des sous-produits à savoir la valorisation des composts, métaux ferreux et non ferreux, refus à Haut Pouvoir Calorifique et autres.

La mise en service de l'ultracriblage début 2016 a répondu à l'objectif d'accroître significativement la production de compost issu du tamisage fin, qui a atteint 39 303 T en 2021 en hausse de +18% par rapport à 2020. Celui-ci est actuellement valorisé en agriculture ou en aménagement paysager. Le process développé sur Ametyst ne permettra toutefois plus la valorisation de ce compost dans le cadre des nouvelles évolutions réglementaires en cours. La fraction organique grossière est quant à elle stabilisée avant d'être acheminée en installation de stockage de déchets non dangereux.

Après lavage et compression, le biogaz issu de la digestion et méthanisation des déchets ménagers est valorisé en énergie dans trois groupes de cogénération :

- En électricité réinjectée sur le réseau, soit 20,697 millions de Kwh en 2021 (+5%)
- En chaleur utilisée dans l'enceinte de l'unité pour les besoins du process, soit 3 881 Kwh en 2021
- En chaleur utilisée par la SERM pour le réseau collectif de chaleur et de froid de la ZAC des Grisettes et de la clinique Saint Roch, soit 10 737 Kwh en 2021. La ZAC a obtenu le label Ecoquartier notamment grâce à son alimentation en énergie verte.

La valorisation du métal non ferreux augmente légèrement avec 837 T extraites en 2021, soit 0,6% du tonnage entrant. La valorisation des métaux ferreux diminue de -12% avec 1 193 T.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

Au niveau des effectifs, la société compte 51 ETP au 31 décembre 2021, inchangé par rapport à 2020.

La refonte du réseau de valorisation du biogaz en 2020 a permis d'en faciliter sa maintenance et sa surveillance, celui-ci étant désormais positionné en toiture, et accessible par une passerelle de circulation.

Les nouvelles torchères à haut rendement permettant par ailleurs d'accroître le niveau de sécurité de l'installation.

La performance de captation des flux matière s'est considérablement améliorée. En particulier, le taux de production de compost contractuel fixé à 18% est dépassé, atteignant 21%, et le taux global de valorisation s'établit à 31%. Le taux de réduction des déchets, comprenant la valorisation matière et la part de la matière organique non synthétique valorisée sous forme de biogaz s'établit quant à lui à 50%. Pour mémoire, il était de 25% en 2015.

C/ La qualité du service public

En matière de sécurité incendie, les travaux engagés sur les recommandations des experts prévention de l'assureur permettent d'assurer une protection optimale des installations.

Les eaux usées industrielles brutes sont partiellement reprises dans le process. Leur surplus est envoyé vers le pré-traitement de la STEP interne. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées permettant une amélioration significative de la qualité des effluents liquides, avant traitement final à la station d'épuration MAERA

En matière de traitement de l'air, les travaux du dispositif de captation et de traitement de l'air en sortie des BRS réalisés en 2016 et le rendement épuratoire des biofiltres permettent de maîtriser les nuisances ressenties, même si les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement. 6 rencontres avec les riverains ont eu lieu en 2021 pour échanger sur ce sujet.

Dans le cadre de l'évaluation du système de management environnemental et sociétal, Ametyst est certifié ISO 9001 (management de la qualité), ISO 140001 (management environnemental), ISO 26000 (responsabilité sociétale), ISO 45001 (santé et sécurité au travail) et ISO 50001 (management performance énergétique).

D) La grille tarifaire

Les deux avenants permettent d'intégrer les évolutions relatives au nouveau tarif de l'électricité produite à partir du biogaz issu de la méthanisation, ainsi que des prestations nouvelles ou conditions d'exécution des prestations confiées au délégataire suite à la mise en place du dispositif de traitement d'air installé par la collectivité.

L'avenant 1 a permis de prendre en compte la révision tarifaire du rachat de l'électricité issu de la méthanisation faisant l'objet d'un avenant conclu entre la société Ametyst et EDF, dans le calcul des redevances versées pour le traitement des ordures ménagères résiduelles (R OMR) et des biodéchets (R BIO).

En conséquence, les prix de traitement des déchets de la Métropole en valeur initiale septembre 2014 ont été modifiés comme suit :

- o ordures ménagères résiduelles - P OMR : 82,50 € HT remplacé par 78,46 € HT ;
- o biodéchets - P BIO : 40,00 € HT remplacé par 28,41 € HT.

L'avenant 2 entérine la modification du process lié au dispositif du traitement d'air en amont du biofiltre 3. Les redevances de traitement s'établissent alors à :

- o POMR = 80,21 € HT/tonne d'OMR réceptionnée sur le site ;
- o PBIO = 30,36 € HT/tonne de biodéchets réceptionnée sur le site ;

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le résultat de l'exercice 2021 est bénéficiaire de 1 423 K€ contre 1 229 K€ en 2020 et contre -189 K€ en 2019), toutefois très en deçà du budget prévisionnel (3 272 K€ soit - 1 512 K€). Cet écart s'explique principalement par le fait que les apports tiers, dont la zone de chalandise est définie par arrêté préfectoral, restent limités, mais aussi par les recettes de valorisation, notamment des métaux, inférieures au prévisionnel.

Le chiffre d'affaires s'élève à 18 423 K€ contre 17 708 K€ en 2020 et augmente de + 715 K€. Les produits d'exploitation représentent 20 millions d'euros.

En 2021, la hausse s'explique notamment par :

- Le traitement des biodéchets tiers à hauteur de 574 K€, en hausse de +24 K€, notamment liée à la hausse du tonnage traité ;
- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 3,7 M€ augmentent de +137 K€ par rapport à 2020 soit +4 %
- Les recettes issues de la valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux augmentent de +300 K€, du fait de la hausse des cours des matières consécutive à la reprise de l'activité économique post-Covid ;
- Enfin, les recettes issues du compost s'élèvent à 57 K€, en augmentation de +38 K€, la valorisation s'élevant à 19 K€ en 2020.

Les recettes de traitement des déchets de Montpellier Méditerranée Métropole s'établissent à 13,4 M€ et progressent de +292 K€ (soit +2% par rapport à 2020), avec une augmentation des déchets OMR de +177 K€. Elle se compose également conformément à l'application de l'avenant n°2, de la nouvelle « redevance transport » suite à la suppression de la redevance « refus » initiale, pour un montant de 2,4 M€, en augmentation de +16%, soit +332 K€.

Aucun intéressement lié à la performance énergétique n'a été reversé.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18,6 millions d'euros. Les charges fixes sont en baisse de -5% et s'élèvent à 7 448 K€ en 2021 contre 7 831 K€ en 2020.

La masse salariale en 2021 diminue de -342 K€ (-10%) et s'élève à 3 251 K€. Le coût des personnels en mission d'intérim passe de 435 K€ en 2020 à 385 K€ en 2021, en baisse de -50 K€ (-12%).

Les charges variables, constituées des achats d'énergie (1 307 M€), des consommations de charbon actif et structurant (485 K€) et des frais de sous-traitance liée au traitement externe des déchets, s'élèvent à 6,2 M€.

Les achats d'eau sont en légère baisse, l'exercice 2020 ayant donné lieu aux essais sur le laveur n°5 du dispositif de traitement de l'air.

Les coûts d'évacuation de refus sont significativement plus importants qu'en 2020, à hauteur de 4 422 K€ en 2021 contre 4 292 K€ en 2020 (soit +3%), 4 666 K€ en 2019 et 5 153 K€ en 2018.

Les dépenses de GER (Gros Entretien et Renouvellement) s'élèvent à 2,2 M€, portant notamment sur le process d'affinage aval du stabilisat et du compost, et sur la révision complète d'un moteur de cogénération. Pour rappel, les travaux d'amélioration du réseau biogaz et le déplacement des torchères conduits sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ont été achevés fin 2020.

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à ce titre à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers, soit 124 435 K€ en 2021, 126 176 € en 2020, contre 92 555 € en 2019).

IV) Conclusion et perspectives

La convention est limitée par le développement de la zone de chalandise définie par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Les recettes du délégataire sont également contraintes, en raison de l'exploitation limitée de l'usine au regard du décret du 10 mars 2016 relatif à la prévention et à la gestion des déchets.

Enfin, dans le cadre des travaux relatifs au décret dit « socle commun des MFSC - critères de qualité agronomique et d'innocuité selon les conditions d'usage pour les Matières Fertilisantes et les Supports de Culture », une étude d'impact a été menée fin 2020 par la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation afin de lister et de quantifier les changements que pourraient induire la nouvelle réglementation sur la mise en marché et l'utilisation des MFSC.

Les prescriptions du projet de « socle commun des MFSC » ne permettraient plus en l'état des process déployés sur Ametyst aucun retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR de l'usine Ametyst et obligerait à leur stockage en ISDnD. Les perspectives d'application ne permettent pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits ; la seule alternative semble l'élimination.

Un audit externe portant sur une analyse critique rétrospective et prospective de l'exploitation de l'usine AMETYST est en cours depuis fin janvier 2022. Il s'agit d'estimer la capacité d'adaptation de l'usine AMETYST aux nouvelles orientations politiques en matière de déchets menées par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire AMETYST pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210218-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021 RAD AMETYST_1_jusquepage44.pdf
- 2021 RAD AMETYST_2_jusquepage45_88.pdf
- 2021 RAD AMETYST_3_jusquepage88_132.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone - Délégation de service public - Rapport annuel des délégataires relatif à l'exercice 2021 - Examen

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'est vu confier par l'Etat, la concession de la gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone pour une période de 10 ans, soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2028 par arrêté préfectoral n°DDTP34-2019-06-10458. Pour application de ces dispositions, Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération n° M2018-507 du 20 septembre 2018, a approuvé le principe et le lancement d'une délégation de service public et la conclusion de sous-traités d'exploitation rattachés à celle-ci.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires produisent chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} décembre, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs à la concession de la gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone portant sur l'année 2021 ont donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 5 décembre 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Madame Michèle CASSAR en date du 17 novembre 2022 ;

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

La concession de la gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone est déléguée par l'Etat à la Métropole de Montpellier pour une durée d'exploitation de 10 ans, qui s'étend du 01/01/2019 au 31/12/2028. Montpellier Méditerranée Métropole a attribué deux lots situés Plage du Prévost, au terme d'une procédure de mise en concurrence.

L'année 2021 porte donc sur la 2^{ème} année de délégation. Les titulaires des lots ont été notifiés en juin 2020. La sous-concession, pour chacun des lots, est attribuée pour une durée de 5 ans jusqu'au 31/12/2024, renouvelable une fois.

Les conventions d'exploitation ont pour objet la gestion et l'exploitation des lots de plage avec comme activité principale la location de matériel avec ou sans engins motorisés et comme activité accessoire la possibilité d'installer une activité de restauration.

Le délégataire du lot 1 est la SARL LOISIRS D'ETE, au capital de 15 245 €, détenue par quatre actionnaires (HOLDING DES FRÈRES POURCEL à 65,10%, la SARL TRANSAC à 17,5%, BGV COMPAGNIE à 8,70%, et M. Laurent TEISSIER à 8,70%). L'exploitant est Monsieur Olivier CHÂTEAU.

Le lot de plage n°1 situé sur la plage du Prévost accueille comme activité principale la location de matériel de plage, et comme activité accessoire, la restauration. Sur une surface maximum autorisée de 1 000 m², l'activité balnéaire représente 80 % (soit 800 m²), et l'activité salon-lounge représente 20 %. Un restaurant est par ailleurs situé en retrait du cordon dunaire sur le parking en dehors du Domaine Public Maritime (DPM). Compte tenu de la configuration des lieux, cet espace situé sur le parking attenant fait l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire connexe à l'exploitation de ce lot, et attribué au même exploitant que le lot n°1.

Le délégataire du lot 2 est la SAS JET7 Location, au capital de 20 000 €, détenue par deux actionnaires (M. Anthony SERRE à 98%, et M. Jean-Marc BENTAJOU à 2%).

Le lot de plage n°2 situé sur la plage du Prévost accueille comme activité principale la location de matériel motorisé. Sur une surface maximum autorisée de 300 m², l'activité balnéaire représente 93 % (soit 279 m²) et l'activité de terrasse, accueil client, et rangement du matériel, représente 7 % (soit 21 m²).

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1/ L'activité

La crise sanitaire de la Covid-19 a entraîné des conditions d'exploitation dégradées avec la fermeture partielle des plages en début de saison et le respect des règles de distanciation dans la mise en œuvre des activités. A cet effet, les concessions de plage n'ont pu être exploitées conformément aux dates prévues par les traités, induisant une saison touristique réduite, avec une ouverture au mois de juin au lieu du mois d'avril. La période d'exploitation s'étend contractuellement sur 6 mois « *montage, exploitation, démontage* » compris.

L'exploitation du lot 1 a démarré au 18 juin 2021 jusqu'au 30 septembre 2021.

L'exploitation du lot 2 a démarré au 8 juin 2021 jusqu'au 30 septembre 2021.

2) L'organisation et la qualité de service public :

Les données transmises par l'intermédiaire des rapports d'activité des exploitants ne permettent pas d'analyser finement les caractéristiques des capacités d'accueil des délégataires. On relève, toutefois, une volonté d'organiser un accueil du public dans le strict respect des règles d'hygiène et de sécurité liés à la pandémie, ainsi que celles liées à la pratique du jet ski. Enfin, on constate un renforcement de la sécurité à l'intérieur des établissements face à des comportements emprunts d'incivilité d'une partie du public.

La qualité de service ne peut être évaluée avec complétude, les délégataires ne précisant que des actions partielles :

- Pour le lot n°1, l'exploitant a développé des actions de formation portant sur la gestion du public dans un environnement lié à la pandémie ;
- Pour le lot n°2, l'exploitant, développe l'accueil du public à la connaissance des règles sécuritaires liées à l'utilisation d'un jet ski.

Le délégataire du lot n°2 (SAS Jet7 Location) propose la location de pédalos (3), de paddles (6), de jets ski (8) et des engins tractés (type bouée canapé ou banane – 3 au total). La structure accueille environ 100 personnes.

On peut noter pour le lot n°1 (SARL LOISIRS D'ETE), une volonté de réduire au maximum l'utilisation du plastique pour la restauration et la location de matelas, (lot 1).

De même, concernant l'activité de location de matériels nautiques par le lot 2, la sécurité des activités a été renforcée en équipement de système de contrôle à distance par GPS. Ces trackers permettent de brider la vitesse des jets ski dans le chenal de départ puis dans la bande côtière des 300 mètres. Enfin, l'exploitant a porté assistance à des plaisanciers en panne ou en détresse.

Par ailleurs il conviendra de rappeler que les délégataires sont soumis à une réglementation stricte en matière :

- De respect des conditions environnementales ;
- D'équipements (accessibilité des PMR pose de tapis et toilettes accessibles), WC et douches (suivant la superficie du lot), obligations sur l'entretien (nettoyage des 25m autour du lot), respect des procédures de collecte des déchets, obligations sur l'hygiène (respect directives européennes) et sur les réseaux (raccordement obligatoire aux réseaux publics) ;
- De respect de l'environnement (respect des prescriptions architecturales et paysagères, intégrité du domaine : pas de décaissement, exondements, remblaiement de sable) (habitats naturels (dunes sanctuarisées) respect du domaine (pas de dépôt de matériels, les véhicules sont interdits à la circulation) ;
- Des obligations relatives au bilan et suivi de l'exploitation.

3) La grille tarifaire

Montpellier Méditerranée Métropole, concessionnaire des plages de Villeneuve-lès- Maguelone, délègue à l'exploitant l'exercice de droits et obligations, ainsi que la perception des recettes intéressant la partie de plage délimitée sur le plan annexé aux conventions d'exploitation.

Les tarifs sont portés à la connaissance du public, par un affichage à un emplacement visible. La procédure de délégation de service public permet d'encourager les exploitants à élargir leur politique tarifaire pour permettre au public le plus large de bénéficier de leurs offres de service.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Les comptes d'exploitation communiqués par les exploitants ne permettent pas de juger du niveau de résultat réalisé sur les sous-concessions de plage.

La liasse fiscale remise par le délégataire du lot 1, ainsi que la balance générale fournie, ne permettent pas de s'assurer du résultat analytique relatif à la seule activité déléguée sur le lot 1. En effet, l'exploitation du Lot 1 est comptablement indissociée de celle de la restauration en lien faisant l'objet d'un deuxième contrat avec Montpellier Méditerranée Métropole. Pour son exploitation globale la société réalisé un résultat d'exploitation de 96K€. Les recettes d'exploitation s'élèvent à 2 145 K€ pour l'ensemble de la société. Les ventes de matelas représentent 6% des produits d'exploitation et s'élèvent à 136 K€ pour l'année 2021. Les recettes de boissons s'élèvent à 71 K€.

Les recettes d'exploitation du lot 2 s'élèvent à 168 K€ et les charges d'exploitation à 129 K€, soit un résultat d'exploitation, après répartition analytique, de 38 K€ pour le lot 2.

Les exploitants reversent à la Métropole une redevance d'exploitation composée :

- D'une part fixe assise sur la surface du lot soit 8€/m² pour le lot 1 et de 4€/m² pour le lot 2 ;
- D'une part variable fixée à 10% des produits exploitation pour le lot 1 avec un plancher obligatoire de 30K€, et d'un forfait de 10 000 € pour le lot 2.

Pour rappel, en 2020, la crise sanitaire n'ayant pas permis de démarrer l'activité à la date initialement prévue et dans des conditions d'exploitation normales, la capacité d'accueil des exploitants ayant été réduite, un avenant a été signé modifiant les conditions des redevances comme suit :

- Une part fixe assise sur la surface du lot soit 4€/m² pour le lot 1 (au lieu de 8€/m²) et de 2€/m² pour le lot 2 (au lieu de 4€/m²) ;
- Une part variable fixée à 10% des produits exploitation pour le lot 1 sans condition de plancher, et d'un forfait de 10 000 € pour le lot 2.

Pour 2021 :

- Pour le lot 1, la redevance versée à la Métropole est de 38 207 € contre 19 008 € en 2020 ;
- Pour le lot 2, la redevance d'exploitation versée à la Métropole est de 11 231 € contre 9 600 € en 2020.

IV) Conclusion et perspectives

Au cours de l'année 2021, les exploitants ont maintenu les mesures prises face à la crise sanitaire liée à la Covid-19 en termes de respect des règles sanitaires ainsi que l'organisation mise en place.

Il convient de renforcer le contenu des rapports d'activité annuel produits par les exploitants pour l'année 2022.

Dans la perspective du respect des contraintes induites par le décret sur les espaces remarquables naturels, les enjeux environnementaux (recul du trait de côte) et patrimoniaux (Cathédrale de Maguelone), Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une étude portant sur les nouvelles conditions d'implantation des infrastructures des sous-concessions de plage ainsi que sur les Zones d'Activités Municipales (ZAM) afférentes sur le lido de Villeneuve-lès-Maguelone. Les exploitants des lots de plage actuels devront alors s'adapter aux nouvelles prescriptions paysagères, services au public, veiller à la bonne intégration paysagère des concessions et des ZAM, par une meilleure gestion des accès et désaménager les escales (parking, escaliers...).

Par ailleurs, la SAS JET7 Location (lot 2) avait fait part de sa volonté d'investir dans des moteurs fonctionnant au bioéthanol mais ce projet n'a pu aboutir à ce jour. Il est prévu le renouvellement des véhicules nautiques à moteur en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des rapports des délégataires de service public relatif à la gestion et l'exploitation des lots de plage au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210972-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAD 2021 PLAGES Jet 7 location.pdf

- RAD 2021 PLAGES Carre mer.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Mandat pour l'opération de rénovation, extension, exploitation du centre de tri Demeter - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant presque 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres. Cette installation de conception ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle était arrivée en limite de capacité et nécessitait des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de la Communauté d'agglomération a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de construction réalisation exploitation maintenance (CREM) pour le process), Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé, par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi MOP).

Dans ce cadre, le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consiste notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 32 000 à 35 000 tonnes de déchets par an ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs ;
- Couvrir la zone de stockage aval pour protéger les matériaux des intempéries et des envols ;
- Réfection des voiries, des systèmes de défense incendie et autres travaux annexes.

Par la même délibération du 18 décembre 2014, le Conseil avait également autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation à l'issue de laquelle le groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecture / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE a été désigné titulaire pour un montant de 764 869,38 € HT toutes tranches confondues.

S'agissant du process, les études ont démarré en suivant, notamment par la rédaction du Programme Technique et Fonctionnel Détaillé du Marché Global de Performance pour la conception et la réalisation du process de tri ainsi que l'exploitation et la maintenance du centre de tri de collecte sélective de déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier lancé en décembre 2016.

Au terme de la procédure de consultation, la Commission d'Appel d'Offres a attribué lors de sa séance du 24 octobre 2017 le Marché Global de Performance (MGP) à la Société Montpelliéraine de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) pour un montant total estimatif de 39 863 499 euros HT, y compris le montant lié à l'exploitation de l'installation pour une durée de 6 ans à compter de sa réception, hors mandat SA3M. Ce marché a été notifié le 24 novembre 2017.

La part du montant du MGP dédiée à la conception et à la réalisation du nouveau process et des travaux mineurs s'élève quant à elle à 8 536 932,00 € HT, en diminution de 963 068 € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2016 à hauteur de 9 500 000 € HT.

À l'issue des études d'APD de 2017 pour la conception du bâtiment destiné à accueillir le nouveau process, le coût prévisionnel des travaux pour la partie bâtiment a été fixé à hauteur 4 166 000 € HT en augmentation de 466 000 € HT par rapport à l'enveloppe prévisionnelle initiale affectée par le maître d'ouvrage. Au cours de l'année 2018, la SA3M, a fait établir le Projet définitif qui a été remis par la maîtrise d'œuvre le 17 avril 2018. L'estimation du montant des travaux a été réévaluée à 4 255 460 euros HT, soit + 1,43% par rapport au coût prévisionnel des travaux de 4 166 000 € HT fixé au terme des études d'Avant-Projet Définitif, pour prendre en compte les observations du mandant et les dernières adaptations du titulaire du Marché Global de Performance nécessaires au process de tri, ainsi que l'intégration des préconisations géotechniques relatives aux fondations du nouveau bâtiment et des voiries.

Pour les travaux de rénovation et d'extension du centre de tri qui concernent la zone de bureaux rénovée et étendue, la zone de bâtiment PROCESS rénovée, l'extension du hall de réception des déchets, le bâtiment neuf de stockage des balles, les marchés, répartis en 18 lots, ont été attribués en novembre 2018 pour un montant de 4 337 K € HT, en augmentation de 171 K € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2017 de 4 166 K € HT

Après la délivrance du Permis de Construire et de l'Arrêté Préfectoral portant enregistrement pour l'autorisation d'exploiter, les travaux d'extension et de rénovation du bâtiment ainsi que du nouveau process ont immédiatement démarré dès le 28 janvier 2019.

Le bâtiment réhabilité a été réceptionné le 20 décembre 2019 et l'installation a été inaugurée le 21 février 2020. Plusieurs interventions complémentaires ou modificatives ont été entreprises en 2020, notamment pour améliorer la signalisation des voiries. Le constat de la présence importante de poussière lors des phases d'exploitation et de l'instabilité consécutive du système de protection incendie, a conduit à désactiver en partie le dispositif. Il a donc été nécessaire de mettre en place un dispositif de gardiennage lors des heures de fermeture du site dans l'attente de la résolution de ce dysfonctionnement. Au terme des investigations, le système d'aspersion d'eau par sprinklage a été déconnecté de celui de la détection et une nouvelle cuve de réserve d'eau a été installée en juin 2021 pour augmenter les performances de l'installation.

Le nouveau process a quant à lui été réceptionné le 30 novembre 2020.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

Aucun versement d'avance n'a été réalisé en 2021, le montant total des avances versées au 31 décembre restant fixé à 2 000 K €. 35 K € HT ont été versés au titre de la rémunération du mandataire, portant le montant global révisé de la rémunération à 721 K € HT au 31 décembre 2021, en augmentation de 5 K € HT de par l'application de la révision.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2021 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 18 405 K € TTC, dont 1 652 K € au titre de l'exercice 2021.

Au regard de l'achèvement des marchés de travaux, le montant prévisionnel du bilan est ramené à 18 569 K € TTC, en diminution de 740 K € TTC par rapport au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2020.

Les travaux objet de l'opération se décomposent comme suit :

- Etudes, travaux et honoraires techniques : 13 435 K € HT ;
- Honoraires sur travaux, rémunération du mandataire et divers : 1 079 K € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2021 de l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER ;
- D'approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210235-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02905_CRAC_2021_VD.pdf

- 2905 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 2 à la convention de mandat - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence dans le domaine de la construction, l'aménagement, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional ainsi que de l'aménagement des espaces publics y afférents, sur l'ancien site de la Maternité Grasset, situé 13 avenue du Professeur Grasset, à Montpellier.

Par délibération n°13710 du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat de réalisation de cet équipement. Par la même délibération, le Conseil a approuvé le programme de l'opération, son budget et son planning, et autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre.

Le programme de l'opération prévoit notamment les éléments suivants : un auditorium de 400 places, des salles d'enseignement individuel et collectif, tant pour la musique que pour la danse, des studios de travail, des bureaux pour l'administration, des espaces de convivialité, ainsi qu'un centre de ressources. Ces travaux comprennent également, à l'échelle de la parcelle, la réhabilitation du bâtiment principal du site donnant sur l'avenue du Professeur Grasset, la démolition des autres bâtiments du site et la création d'une place et d'un jardin publics.

Les travaux de démolition, déconstruction et désamiantage se sont déroulés du juin à août 2018. Le permis de construire a été obtenu en mai 2018 et les travaux de construction du bâtiment ont débuté fin 2018. Ils ont pu se dérouler tout au long de l'année 2019, dans l'objectif initial d'une livraison du bâtiment dans le courant de l'année 2020.

La tenue de cet objectif a néanmoins dû être remise en cause à la suite de la survenue de la pandémie de Covid-19, entraînant un décalage de la réception des travaux à mai 2021 et impliquant une augmentation du bilan supérieure à l'intégration des coûts contractuels d'actualisation pour les honoraires et les marchés de travaux. La réception du bâtiment a été prononcée en date du 25 mai 2021 et son ouverture réalisée en septembre 2021.

Les travaux du square ont été réalisés de fin 2021 à début 2022, avec une ouverture prévue au printemps 2022.

Un avenant n°2 doit ainsi être approuvé, afin d'intégrer la rémunération du mandataire pour ces travaux du square. Cette rémunération forfaitaire est fixée à 15 000 €

Le bilan financier de l'opération apparaît en légère hausse par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'intégration des actualisations prévue au titre des marchés de maîtrise d'œuvre. Son montant total s'élève à la somme de 46 156 000 € TTC, soit en augmentation de 41 000 € TTC. L'opération sera clôturée en 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au mandat ;
- D'approuver le nouveau montant prévisionnel de l'opération de 46 156 000 € TTC ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 26 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210911-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02926_CRAC_2021_VD.pdf
- 2926 CRAC 2021 BILAN DETAILLE.pdf
- 2926 CRAC 2021 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- Mandat CRR - avenant 2_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Maryse FAYE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD

Hors commission - Procès-verbal du Conseil de Métropole du 4 octobre 2022 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du 5 octobre 2022 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 5 octobre 2022.
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-214690-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV - C3M 04_10_22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.